



L'émergence d'un 'espace public LGBT en Turquie : une analyse de la revue Kaos GL.

Idil Sahan

► To cite this version:

Idil Sahan. L'émergence d'un 'espace public LGBT en Turquie : une analyse de la revue Kaos GL.. Sciences de l'information et de la communication. Université de Grenoble, 2012. Français. NNT : 2012GRENL023 . tel-01198660

HAL Id: tel-01198660

<https://theses.hal.science/tel-01198660>

Submitted on 23 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Sciences de l'information et de la communication**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

İdil ENGİNDENİZ ŞAHAN

Thèse dirigée par **Bernard MIÈGE**

préparée au sein du **Laboratoire Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication (GRESEC)**

dans l'**École Doctorale n° 50 – Langues, Littératures et Sciences Humaines**

L'émergence d'un espace public LGBT en Turquie : une analyse de la revue *Kaos GL*

Thèse soutenue publiquement le « **17 décembre 2012** »,
devant le jury composé de :

Madame Isabelle GARCIN-MARROU

Professeure de Sciences de l'Information et de la Communication, l'Institut
d'Études politiques de Lyon (Rapporteur, Présidente du jury)

Madame Yasemin İNCEOĞLU

Professeure de Sciences de l'Information et de la Communication, Université
de Galatasaray (Rapporteur)

Monsieur Bernard MIÈGE

Professeur émérite de Sciences de l'Information et de la Communication,
Université Grenoble 3 (Membre)

Madame Isabelle PAILLIART

Professeure de Sciences de l'Information et de la Communication, Université
Grenoble 3 (Membre)



REMERCIEMENTS

Une pensée spéciale à mon père, Doğan, qui m'encourageait à terminer mon travail et qui me taquinait même un peu en raison des années que j'y passais. Il n'a pas pu voir la fin de ma thèse, mais j'espère qu'au moins sa curiosité à propos de l'au-delà est assouvie et que la réponse est satisfaisante. Je ne peux jamais le remercier autant de ne pas m'avoir laissée seule dans des périodes difficiles de ma vie.

Un autre remerciement infini s'adresse à mon mari, Mutlucan Şahan, qui a accepté sans se plaindre de vivre à part les trois premières années de notre mariage. Cette séparation géographique était difficile, mais je crois tout de même que cela a renforcé notre relation également. Le fait de savoir qu'il était toujours au bout du téléphone à m'écouter, à me consoler lors de mes vagues de panique, à discuter sur mon travail, à me donner des conseils scientifiques, à m'ouvrir de nouveaux horizons m'était (et m'est toujours) très cher.

Et ma famille... Ma mère, Müzeyyen, mes deux sœurs, Rüya et Yeşim, mon petit neveu Ege et mon beau-frère, Osman, mes beaux-parents Nevin et Hulusi... J'ai passé une partie non négligeable de ma vie (et des périodes importantes familiales) en étant loin d'eux et j'ai raté plusieurs choses. Je les remercie pour leur patience et leur compréhension.

Je remercie également Madame la professeure Özden Cankaya, l'ancienne doyenne de la Faculté de communication de l'Université Galatasaray, pour son soutien et pour le rôle qu'elle a joué dans des moments importants de ma vie. Notre doyenne actuelle, Madame la professeure Dilruba Catalbas Ürper, qui a eu également la patience de supporter mes négligences involontaires, je la remercie pour tout cela.

Je remercie Madame la professeure Isabelle Garcin-Marrou et Madame la professeure Yasemin Giritli İnceoğlu qui ont contribué à l'évaluation de cette recherche en acceptant d'être membres du jury et d'être rapporteurs de ce travail.

Je remercie Mme Isabelle Pailliar non seulement parce qu'elle a également accepté d'être présente dans le jury, mais aussi en raison de son deuxième rôle en tant que directrice actuelle de GRESEC. En sa personne, je remercie tous les membres de GRESEC pour leur accueil chaleureux et pour m'avoir donné l'honneur de travailler avec eux. Les séminaires doctoraux, les séminaires ad hoc et leurs collaborations (soit avec la chaire UNESCO soit

avec les visioconférences) m'ont montré une autre voie de faire de la science et m'ont beaucoup enrichi.

Je remercie le secrétariat de GRESEC, surtout Madame Razika Hammache qui était toujours prête à aider et à écouter ; Madame Bernadette Landon, la responsable de la bibliothèque Yves de la Haye dont l'esprit m'a beaucoup influencé dès mes premiers jours à l'ICM.

Je remercie tous les collègues de GRESEC et de l'Université Galatasaray qui ont partagé avec moi les mêmes soucis, surtout Ewariste Dakouré, Simone Gadras et Laurie Schmitt ; l'association Coup de Pouce Grenoble qui m'a aidé à la correction d'une partie de ma thèse, surtout Madame Régine, Madame Eliane et Monsieur André Burnet ; toute la famille Ben Salem et Madame Marguerite Mopoul qui ont tous eu des parts précieux dans ma vie.

Sans les corrections minutieuses de Madame Huguette Meunier-Chuvin, de la chère Cécile Poncin, d'Ayşe Toy Par, de Loïc Ballarini, de John-Henry Brichart et de Gözdecan Brichart, de Maurice Roux et de Corinne Chevalier, cette recherche serait certainement moins plaisante en lecture. Les fautes qui persistent sont issues de ma propre négligence.

Je remercie l'instance interuniversitaire en Turquie, Yüksek Öğretim Kurumu (YÖK), de m'avoir accordé une bourse qui m'a permis de vivre en France au cours de la préparation de ma thèse.

Un simple remerciement ne sera jamais suffisant pour exprimer l'importance de Monsieur le professeur Bernard Miège à la réalisation de ce travail. Sans sa patience, ma vie aurait probablement pris une autre voie il y a plusieurs années et je ne sais pas si je me sentirais aussi comblée que je le suis maintenant. Je garderai toujours un profond respect et une grande admiration humaine et scientifique pour lui.

« Un homme aime un homme, une femme aime une femme, la phrase suivante que vous allez construire sera certainement politique »

Yıldırım Türker, écrivain

RÉSUMÉ

Titre : L'émergence d'un espace public LGBT en Turquie : une analyse sur la revue *Kaos GL*

L'existence d'une société civile et d'un espace public en dehors d'un contexte précis et d'un espace géopolitique précis est un sujet de discussion. Notre recherche envisage de rechercher ces concepts dans le contexte ottoman – turc afin de contribuer modestement à cette discussion et surtout afin de définir les spécificités des structures existant sur cet espace géopolitique. Après avoir discuté la société civile et l'espace public, nous prenons le mouvement lesbien, gay, bisexuel et trans (LGBT) comme exemple représentatif des nouveaux mouvements sociaux émergés en Turquie et on l'examiné sous le perspectif de l'espace public sociétal. En cherchant à éclaircir sa place dans la société, ses relations avec d'autres mouvements sociaux, nous examinons de près la construction d'un éventuel espace public autour des sujets spécifiques et l'interaction entre mouvement et les médias afin d'établir l'évolution de cette relation.

Mots-clés : société civile, espace public, espace public sociétal, le mouvement LGBT, Kaos GL, Turquie.

SUMMARY

Title : The emergence of an LGBT public sphere in Turkey : an analysis on *Kaos GL* magazine

The existence of a civil society and a public space outside a specific context and a specific geography is a matter of discussion. Our research intends to investigate these concepts in the ottoman-turkish context to modestly contribute to this discussion and especially to define the characteristics of the existing structures on that geography. After discussing civil society and the public sphere, we take the movement of lesbian, gay, bisexual and trans persons (LGBT) as a representative example of the new social movements emerged in Turkey and we are working on that in the perspective of societal public space. In seeking to clarify its role in society, its relations with other social movements, we examine closely the possible construction of a public space around specific topics and the interaction between the movement and the media in order to establish the evolution of this relationship.

Keywords : civil society, public sphere, societal public sphere, the LGBT movement, Kaos GL, Turkey.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE: LES NOTIONS DE SOCIÉTÉ CIVILE ET D'ESPACE PUBLIC AU SEIN DE L'EMPIRE OTTOMAN ET DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE	16
CHAPITRE I : LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ESPACE PUBLIC EN DEHORS DU CONTEXTE EUROPÉEN	16
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE	17
B) L'ESPACE PUBLIC HABERMASSEN	38
C) LES CRITIQUES ENVERS HABERMAS ET LES DÉFINITIONS « ACTUELLES » DE L'ESPACE PUBLIC	52
CHAPITRE II : LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS L'EMPIRE OTTOMAN ET L'ÉVOLUTION DE L'ESPACE PUBLIC JUSQU'À LA RÉPUBLIQUE TURQUE	69
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS L'EMPIRE OTTOMAN	69
B) L'ESPACE PUBLIC SOUS L'EMPIRE OTTOMAN AU FIL DE L'ÉMERGENCE DE LA PRESSE	84
CHAPITRE III : LES SPÉCIFICITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE L'ESPACE PUBLIC RÉPUBLICAINS	99
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ESPACE PUBLIC DANS LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE JUSQU'ÀUX ANNÉES 1950	99
B) LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA CONSTRUCTION DE L'ESPACE PUBLIC DANS LA RÉPUBLIQUE TURQUE À PARTIR DU PASSAGE À UN SYSTÈME POLITIQUE À PLUSIEURS PARTIS	116
C) UN TOURNANT IMPORTANT DANS LA STRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ EN TURQUIE : LE COUP D'ÉTAT DE 1980 ET LES ANNÉES 2000	125
DEUXIÈME PARTIE: L'ÉMERGENCE D'UN ESPACE PUBLIC LGBT ET L'APPARITION DES ONG DES DROITS DES LGBT	135
CHAPITRE IV: LES POINTS REPERES À PROPOS DE LA VISIBILITÉ DE L'HOMOSEXUALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ	135
A) L'HOMOSEXUALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ	135
B) L'HOMOSEXUALITÉ DANS LES ŒUVRES ARTISTIQUES ET À LA TÉLÉVISION	148

C) LES PARTIS POLITIQUES ET LE MOUVEMENT LGBT	162
D) L'HOMOSEXUALITE DANS LES RECHERCHES ACADEMIQUES	172
CHAPITRE V : L'HISTORIQUE DU MOUVEMENT LGBT ET DE DEUX GRANDES ASSOCIATIONS D'HOMOSEXUELS EN TURQUIE : KAOS GL ET LAMBDAİSTANBUL	177
A) LES PREMIERS PAS DU FUTUR MOUVEMENT LGBT : LES ANNEES 1970 - 1990	180
B) LE MOUVEMENT LGBT DANS LES ANNEES 1990	200
C) LA FONDATION DES ASSOCIATIONS ET LES PROCES D'INTERDICTION	239
TROISIÈME PARTIE: LA REVUE KAOS GL ET L'INTERACTION ENTRE LE MOUVEMENT LGBT ET LES MEDIAS	263
CHAPITRE VI : L'EVOLUTION DE L'ESPACE PUBLIC HOMOSEXUEL A PARTIR DE L'EVOLUTION DE LA PREMIERE REVUE DES HOMOSEXUELS : REVUE KAOS GL	263
A) LA FONDATION ET LA TRANSFORMATION DE LA REVUE KAOS GL DANS LES GRANDS TRAITS	264
B) INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA REVUE	279
C) LES RUBRIQUES IMPORTANTES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE CONSCIENCE HOMOSEXUELLE	288
CHAPITRE VIII: L'INTERACTION ENTRE LE MOUVEMENT SOCIAL ET LES MEDIAS	341
A) L'APPROCHE DE KAOS GL A PROPOS DES MEDIAS	345
B) LA TRANSFORMATION DES MEDIAS	372
CONCLUSION	388
BIBLIOGRAPHIE	395
ANNEXES	427
TABLE DES ANNEXES	454
TABLE DES FIGURES	455
TABLE DES TABLEAUX	456

INTRODUCTION

Cet ouvrage est le fruit d'un travail débuté en fin 2002 et qui a dû mettre dix ans avant sa version finale, et ce pour plusieurs raisons. Nous le mentionnons dès le début, car les raisons de non-achèvement de ce travail sont parfois directement liées aux problèmes rencontrés par son sujet et en son domaine de recherche qui sont le mouvement lesbien, gay, bisexuel, trans (LGBT) et l'espace public LGBT en Turquie. Nous devons considérer donc naturel que ce travail a pris plusieurs formes au fil des années. Au début, nous étions plutôt intéressée par les instances journalistiques qui devraient permettre, au moins en théorie, aux personnes LGBT de s'exprimer et de se défendre envers un traitement médiatique assez problématique de ces personnes. Ensuite, il y a trois ans, nous avons construit notre recherche dès le début et nous nous sommes tournée vers le mouvement afin de comprendre sa fondation, sa composition, ses spécificités dans la société turque, car nous avons réalisé qu'une telle recherche n'était jamais réalisée en Turquie, ni ailleurs, à notre connaissance. Donc, avant de passer aux étapes suivantes, nous préférâmes fonder une certaine base pour les éventuelles futures recherches à propos des LGBT et du mouvement LGBT en Turquie. De ce fait, notre travail contient toutes les faiblesses d'une recherche pionnière.

Pour comprendre comment positionner le mouvement LGBT en Turquie, nous avons cherché d'abord la possibilité d'existence d'un espace public LGBT en dehors d'un contexte occidental (plus précisément européen), sa possibilité d'exister dans la société civile, et surtout les éventuelles relations d'un tel espace public avec le reste de la société, avec l'espace public politique et l'espace public général « incarné » par les médias de masse. Dans ce dessein, nous avons pris en considération la revue *Kaos GL*, publiée par le groupe portant le même nom, depuis le 20 septembre 1994. Nous cherchions à comprendre quel a été la contribution de la revue à la construction d'un espace public LGBT et quelles furent les éventuelles relations de cet espace public avec l'espace public général.

Même si avec le temps d'autres publications sont apparues, l'importance de la revue *Kaos GL* vient du fait qu'elle fut la première publication écrite du mouvement LGBT. Elle nous permet donc de couvrir toute l'histoire du mouvement et nous permet également d'observer le processus de construction d'un espace public LGBT. Alors qu'actuellement la revue publie le numéro cent vingt-cinq, notre corpus comprend ses premiers cent cinq numéros. Cette limitation n'a pas un sens spécifique sauf qu'au moment où on avait débuté notre recherche, elle couvrait tous les numéros publiés jusqu'alors. Nous pouvons donc

prétendre que l'on a retenu une grande majorité des archives de la revue et, par conséquent, une grande partie de l'histoire du mouvement LGBT.

Notre travail est composé de trois parties centrées respectivement sur :

- la possibilité d'une société civile et d'un espace public, en dehors d'un contexte européen et ensuite, en assumant qu'il y a une telle possibilité, les spécificités d'une telle société civile et d'un tel espace public dans le contexte ottoman-turc.
- l'éventuelle émergence d'un espace public homosexuel et l'apparition des Organisations Non Gouvernementales (ONG) des droits des personnes LGBT.
- la revue *Kaos GL* en tant que centre de cet espace public homosexuel et ses relations avec les médias afin de définir l'évolution de leur interaction.

La première partie nous paraissait indispensable afin de définir les bases de notre sujet de recherche. Nous avons essayé d'y montrer les discussions sur la société civile, dans quelle atmosphère celle-ci est réapparue dans les années 80 et sa contextualisation dans la société turque. Ensuite, nous avons passé au concept d'espace public afin de pouvoir discuter les deux concepts ensemble dans l'espace géopolitique ottoman-turc. Et cela d'autant que la Turquie est sous un gouvernement conservateur depuis une dizaine d'années, cet historique était important pour comprendre le poids de la religion, sa répression et son retour en scène. Comme le mouvement LGBT n'existait pas nécessairement avant les années 90, cet historique nous était également indispensable afin de voir la place du mouvement des femmes et des Kurdes dans la société, pour pouvoir ensuite repérer les points similaires entre ces trois mouvements.

Dans la deuxième partie, nous avons insisté cette fois-ci, sur la visibilité de l'homosexualité dans la société avant la fondation des groupes et des ONG des homosexuels. Nous avons défini les figures emblématiques, nous avons approfondi l'existence LGBT dans les œuvres artistiques et dans la télévision, avant de passer aux partis politiques et aux recherches académiques. Après avoir donné une vue générale sur la visibilité des LGBT dans la société turque, nous avons envisagé, au cours du cinquième chapitre, l'historique du mouvement LGBT et de deux grandes associations actuelles : Kaos GL et Lambdaİstanbul. Dans ce dessein, nous avons fait retour sur les années 1970 et 1980 afin de rapporter les premiers pas du mouvement. Notre étude de cas a concerné le mouvement LGBT lui-même, pourtant, on partait de l'hypothèse que les obstacles vécus par ce dernier pouvaient également

être observés chez d'autres mouvements sociaux en Turquie, surtout au sein du mouvement de femmes et au sein du mouvement kurde. Le retour en arrière dans l'histoire du mouvement LGBT, nous avons permis de mieux remarquer les liens entre ces trois mouvements. Quant à l'époque de la composition des groupes LGBT, qui n'étaient pas encore des associations, nous avons essayé de ne pas négliger l'élargissement des groupes dans des espaces publics physiques. Nous avons cherché ce qu'était la signification d'aller ensemble au cinéma, d'organiser des pique-niques, de sortir dans les rues pour des manifestations, etc. Dans les années 2000, nous avons insisté sur la présence des groupes LGBT dans les universités, cela évoluant en dix ans aux relations avec non seulement les étudiants mais aussi avec les universitaires. Nous avons terminé la deuxième partie avec la fondation des associations et les procès d'interdiction, avec les points et les problèmes communs des groupes, et par la présentation des autres groupes LGBT en Turquie afin de montrer comment en dix ans le mouvement avait évolué.

L'une des caractéristiques de notre recherche a été l'interférence des sujets. En parlant d'un sujet donné, nous n'avons pas pu se passer de parler de son lien avec un autre sujet adjacent, traité au cours des pages précédentes ou bien qui sera traité dans des chapitres suivants. Le nombre de renvois peut donc être fatigant pour le lecteur, surtout pour celui qui ne connaît pas déjà quelque peu, le contexte en Turquie. Pourtant, nous croyons que c'est ce même défaut nous a permis de ne pas perdre, autant que possible, le fil de notre recherche. Ainsi, même si la troisième partie est entièrement consacrée à la revue *Kaos GL* et à l'interaction entre le mouvement LGBT et les médias, comme la fondation du groupe coïncide avec la fondation de la revue, on trouve également des informations sur le groupe en lien avec le sujet.

Au cours de cette troisième partie, nous avons traité d'abord les grands traits de la revue : comment et dans quel(s) objectif(s) elle a été fondée, sa périodicité, ses changements visuels, etc. Les ruptures, mais surtout les interdictions de la revue donnaient des informations importantes respectivement sur le déroulement du mouvement et sur la vision de l'homosexualité dans la société, c'est pour cette raison qu'elles ont pris place dans notre travail. Ensuite, nous avons traité deux aspects qui nous paraissent également importants, surtout si on veut parler d'un espace public LGBT : le langage et les lecteurs de la revue. Les rubriques importantes traitées dans notre recherche sont apparues à la suite de la lecture de la revue *Kaos GL*. Nous avons lu en entier la plupart des numéros publiés, sauf des poèmes et des articles de présentation des produits culturels. Nous avons donc remarqué que certains

sujets et certaines rubriques étaient en relation profonde avec notre problématique en raison de leurs possibilités d'offrir une base pour un espace public LGBT. C'est pour cette raison-là que nous avons analysé les rubriques suivantes à part : « Les cartes postales de vie », « Les lettres » et surtout « Les témoignages » afin de construire la base d'une politique sur la violence vécue. La rubrique « Les discussions » et le seul sujet de discussion qu'est le mouvement homosexuel¹, qui a duré pendant plusieurs numéros, ont pris également leur place dans notre recherche. La troisième partie s'achève sur l'interaction entre le mouvement et les médias, suivi à partir des articles publiés dans la revue. Comme nous n'avons pas mené une recherche très approfondie auprès des médias de masse, ce dernier chapitre reste un peu unidimensionnel en ce sens que le sujet est traité surtout du côté du mouvement LGBT. Cependant, au cours de nos lectures et analyses de la revue, nous avons remarqué que les médias composaient l'une des grandes préoccupations du mouvement et étaient considérés parmi l'un des domaines de combat. Donc, le fait d'analyser l'évolution et la transformation éventuelle de cette approche comble un certain vide. Notre recherche nécessite certainement un autre travail qui lui fera suite et qui prendra comme perspective centrale le traitement médiatique de l'homosexualité au fil des années. Un tel travail ne sera pas sans rapport avec notre dernière partie et il nous aiderait à voir si avec la visibilité accrue du mouvement LGBT, les médias de masse ont pris des attitudes différentes par rapport au passé, et si oui, quels ont été les événements emblématiques pour un tel changement. Ce sont assurément des sujets que nous n'avons traités que dans leurs grands traits. Un éventuel travail sur le sujet nous donnera également des indices sur l'environnement politique du pays et sur la transformation du travail journalistique, car ce dernier n'est pas sans influence sur le traitement des sujets.

L'utilisation de l'adjectif turc nous posait un problème dans les analyses que nous avons conduites, car en Turquie cet adjectif était, et il l'est toujours, le sujet d'une sensibilité politique à propos d'inclure ou d'exclure la population kurde et d'autres minorités ethniques. Comme l'adjectif turc renvoie à une ethnie, et à une ethnie majoritaire en Turquie, dès qu'on l'utilise afin de définir par exemple l'ensemble des médias, cela devient un acte visant à exclure les médias kurdes, donc comme si on les rend invisibles. Vu que l'invisibilité et l'ignorance sont des points très importants pour notre sujet de recherche, nous voulons souligner que nous avons préféré garder certaines expressions comme « les journaux turcs », « les partis politiques turcs », etc. afin de ne pas contraindre le français, mais cela ne signifie

¹ À l'époque on n'utilisait pas le terme le mouvement LGBT, donc pour cette discussion spécifique nous avons utilisé le terme « le mouvement homosexuel » qui était également le titre général de la discussion.

certainement pas que nous avons exclu certains composants de la société « turque ». Nous avons gardé certaines d'autres expressions, comme « le mouvement homosexuel en Turquie », autant qu'elles nous paraissaient moins gênantes en français ou si l'exacte appellation était cela.

Un autre adjectif qui peut poser un problème est « occidental ». Pour les lecteurs qui connaissent un peu l'histoire de l'Empire ottomane et de la Turquie, la signification de cet adjectif était plus claire, car la période de modernisation de l'Empire, les Tanzimat, va de pair avec la notion d'occidentalisation. Il est possible de voir cette expression, sous forme d'adjectif ou de nom, même de nos jours et même dans des recherches académiques. Pour donner un exemple, nous pouvons mentionner un article d'un fameux sociologue, Monsieur le professeur Şerif Mardin, intitulé « Tanzimattan Sonra Aşırı Batılılaşma », « La sur-occidentalisation après les Tanzimat ». Dans le contexte ottoman-turc, cela réfère à un espace géographique très spécifique : l'Europe. Mais nous ne restons pas limités par une précision géographique, par l'utilisation du mot « occidental » nous révélons surtout « la modernisation ». Dans notre travail, nous n'avons pas envisagé de façon détaillée une discussion sur ce qui est moderne et ce qui ne l'est pas, mais nous avons essayé de montrer à quoi correspondaient l'occident et l'occidentalisation dans le contexte susmentionné. Donc le mot est utilisé surtout en faisant référence à un point de vue spécifique sur la modernisation. L'adjectif européen a trouvé également sa place surtout dans le contexte des instances européennes comme l'Union européenne, la Communauté européenne, le Conseil européen, etc. Et également dès que l'on envisageait de parler d'un espace géopolitique précis.

Le terme « activiste » faisait également partie d'une utilisation problématique. Comme le mot « organisation » (örgüt, en turc)², le terme militant a également une connotation négative, voir effrayante en Turquie, en raison de son lien profond avec les organisations de gauche. Donc, il a laissé sa place au terme « activiste » utilisé afin de définir ceux qui se sont engagés à lutter dans les mouvements sociaux. Pourtant, au cours de notre travail de correction, nous avons remarqué que le terme activiste ne correspondait pas dans sa totalité à la définition du militant. Ainsi, nous avons utilisé ce dernier, sauf les citations.

Le mouvement LGBT est toujours à la recherche de sa « bonne » appellation, non seulement en Turquie, mais dans le monde entier, car le sigle « LGBT » ne signifie pas

² Nous avons expliqué le sujet dans notre recherche.

grande chose à la majorité de la population. Même si nous sommes consciente de cette inconvenance, nous avons préféré le nommer en tant que « mouvement LGBT » afin de couvrir tous les composants. Pourtant, nous devons admettre qu'au début la dénomination du mouvement était « le mouvement homosexuel » et cela n'était pas seulement parce que le mot « homosexuel » couvrait également les lesbiennes et les personnes transes, mais parce que les pionniers du mouvement étaient des homosexuels masculins. Déjà, le nom de Kaos GL nous montre cette « hiérarchie », mettant les « gays » au premier et les lesbiennes au deuxième rang. La forme qu'a prise aujourd'hui de cette appellation, « le mouvement LGBT », signifie un choix politique au profit de la visibilité des lesbiennes et cela n'est pas une appellation par hasard. Nous devons cependant accepter qu'encore aujourd'hui, le public général ait tendance à appeler le mouvement en tant que « mouvement homosexuel », car, comme nous l'avons mentionné, le sigle LGBT ne lui signifie pas grande chose. Cela reste donc toujours un sujet de combat (langagier) pour le mouvement LGBT. Nous avons traité certains aspects de ce combat langagier au cours de notre recherche, en gardant son lien avec l'importance donnée à des mots utilisés dans la société civile en Turquie et en insistant sur à quel point les mots peuvent avoir des significations idéologiques.

Nous devons ajouter de même que le mouvement LGBT est également un mouvement qui se transforme assez rapidement. Au cours de nos premières recherches et au cours de nos rédactions préliminaires, on pouvait utiliser le sigle LGBTT dont les deux derniers T signifiaient les travestis et les transsexuels afin de distinguer ceux qui n'ont pas eu recours à la chirurgie médicale pour la « transformation sexuelle » et ceux qui sont passés par la chirurgie. Pourtant, aujourd'hui, on préfère le sigle LGBT, car le mot trans correspond mieux à la réalité. Le mot travesti signifie une personne habillée comme un membre du sexe opposé, il n'est donc pas nécessairement une identité sexuelle. Pourtant le mot transsexuel indique une personne dont le genre est différent du sexe attribué à la naissance sur la base des caractéristiques physiques³. Même s'ils existent encore aujourd'hui des groupes utilisant les deux mots en même temps, d'autres expressions ont vu le jour comme « les personnes transgenres » ou « les personnes trans ». Tout au long de notre recherche, nous avons opté pour cette dernière expression afin de contribuer modestement à sa promotion.

³ Controlling Bodies, Denying Identities – Human Rights Violations against Trans People in the Netherlands, le rapport de Human Rights Watch, septembre 2011, 89 pages, p. iii.

Les nouveaux mouvements sociaux (NMS) sont souvent critiqués en ce qu'ils seraient des mouvements identitaires et parce qu'ils négligeraient la dimension de classe dans les sociétés ou ne critiqueraient pas le système dans son ensemble. Nous avons donc essayé d'insister sur le caractère englobant du mouvement LGBT et nous avons discuté la validité de ces critiques.

Notre recherche peut être critiquée en ce qu'elle serait très informative et descriptive, et cette critique n'est pas sans fondement. Pourtant, ces informations et ces descriptions nous étaient indispensables afin de pouvoir comprendre la situation actuelle. Et comme certaines d'entre elles étaient rédigées pour la première fois par nous, dans un tel contexte, nous croyons tout de même qu'elles comblent un vide existant surtout dans les recherches LGBT en Turquie. D'autre part, les nouvelles approches, les nouvelles discussions sur l'espace public ne sont pas très connues en Turquie, et notamment les ressources dominantes sont en anglais. Notre travail peut également jouer un rôle modeste dans l'initiation de ces nouveautés dans l'Université turque. Dans ce dessein, nous envisageons de traduire notre recherche en turc et de trouver des moyens de la diffuser pour un plus large public. De ce fait, nous pouvons prétendre que notre travail garde des aspects avant-gardistes pour les recherches académiques du domaine en Turquie.

Nous voulons ajouter qu'en tant que doctorante, la rédaction de ce travail nous a été difficile sur deux points : d'abord il fallait faire face à une barrière de langage et on était dans la difficulté d'atteindre le niveau nécessaire d'une écriture académique ; ensuite, on était dans la difficulté de rédiger un sujet pour un public non originaire de la Turquie, donc, on s'est perdu parfois à propos de ce qu'il fallait écrire et ce qu'il ne fallait pas selon les critères d'une recherche académique. Nous espérons d'avoir dépassé ces difficultés au moins à un niveau où la lecture de ce travail ne sera pas impossible.

PREMIÈRE PARTIE: Les notions de société civile et d'espace public au sein de l'Empire ottoman et de la République turque

Chapitre I : La société civile et l'espace public en dehors du contexte européen

La société civile et l'espace public sont des notions sur lesquelles les discussions sont multiples, étant donné les différents aspects pour les traiter. Nous allons citer certaines de ces approches sur la société civile et à propos de l'espace public, nous allons commencer par la définition de Jürgen Habermas. Même si Habermas parle surtout de l'espace public en se référant à l'Angleterre, à la France et à l'Allemagne de la fin du 18^e siècle au début du 19^e siècle, nous pensons qu'à partir des éléments essentiels de sa définition nous pouvons poser certaines questions pour comprendre d'abord si ces éléments existaient au sein de l'Empire ottoman au moment de son déclin, s'ils ont été modifiés lors des premières années de la République pour pouvoir ensuite évaluer, s'il y a eu lieu, leurs transformations, au cours de l'histoire. Nous cherchons donc à savoir si nous nous trouvons en présence d'une société civile et ce que cela signifie dans un contexte non-occidental (ou non-européen), nous cherchons également à savoir si l'on peut mettre sur la place publique les opinions privées et enfin nous nous demandons qui était présent dans cet espace public supposé.

Après avoir étudié l'apparition de la société civile pendant la période de l'Empire ottoman et la période de la République turque cherchant à établir une société civile et un espace public, nous allons nous centrer sur la spécificité de l'espace public LGBT. Notre objectif final est de montrer, comment s'est construit cet espace et quelle fut son interaction avec l'espace public général. Avant de le faire, nous pensons qu'il convient de traiter les critiques envers la définition de l'espace public habermassien afin de situer l'espace public LGBT dans un cadre théorique.

Pourquoi avons-nous choisi de débiter notre recherche par la période ottomane alors que l'on envisage d'éclaircir l'espace public LGBT qui existe grosso modo depuis les années 1990? Nous pensons qu'il est important de délimiter les bases sur lesquelles se sont formés l'espace public et la société civile en Turquie pour établir dans quel contexte ils ont émergé et par quels éléments ils ont été influencés. Cela va nous permettre de comprendre les raisons de

la polarisation actuelle et les ressemblances entre la période ottomane et la république. Il peut sembler que ce choix paraîtrait plus pertinent si on travaillait sur l'espace public kurde ou islamiste ou encore féministe, car ils ont tous leurs racines dans l'histoire. Cependant, nous prétendons que même si le mouvement LGBT et l'espace public LGBT sont construits dans les années 1990, ils seraient capables de nous éclairer sur les obstacles communs et les élargissements possibles pour quasiment tous les autres mouvements, en particulier en ce qui concerne leurs espaces publics. En outre, il est intéressant d'observer comment ces mouvements ont vécu la démarche des homosexuels, car nous allons voir que ceux-ci luttaient pour acquérir plus de liberté, plus de visibilité dans l'espace public général, mais il ne leur était pas facile de se ranger sur la même ligne que le mouvement LGBT même si parfois il s'agissait de problèmes communs.

A) La société civile

Sous ce titre, nous allons d'abord faire un historique général du concept de société civile. Comme nous ne pouvons pas détailler toutes les approches du concept en raison de sa profondeur et de son histoire qui date de plusieurs siècles, nous nous contenterons de donner les traits généraux à partir des penseurs essentiels et surtout ceux qui nous permettent d'établir un certain lien avec notre recherche. À la suite des penseurs que nous allons citer, il y en a d'autres qui les ont critiqués ou bien qui ont apporté une lecture singulière de leurs prédécesseurs. Dans le cadre de notre travail, nous avons négligé une grande partie d'entre eux afin de pouvoir nous concentrer sur ceux qui sont plus directement liés à notre recherche. Nous serons ainsi amenés à parler de la « renaissance » du concept dans les années 80 et nous nous interrogerons sur la pertinence de la société civile dans des contextes non-occidentaux et particulièrement dans le contexte turc.

1. La définition

Pour définir la société civile, il faut d'abord la distinguer de certaines autres réalités qui ont changé selon les époques et les définitions, mais nous pouvons prétendre que l'une de ces distinctions est la séparation de la société civile de l'État, même si cette première distinction est loin de nous permettre de savoir ce qu'est exactement la société civile. Pirotte Gautier indique que dans la perspective selon laquelle la société civile s'associe à l'idée d'un

contre-pouvoir, elle ne peut donc s'identifier ni au gouvernement ni à son administration⁴. Pourtant, nous allons voir que penser la société civile comme un « contre-pouvoir » peut être discutable dans certains contextes.

En dehors de l'État, il faut distinguer la société civile du marché, de l'Église (ou encore plus généralement des structures religieuses institutionnalisées propres à chaque religion) et de la société militaire, comme l'indique le sens pris vers 1800 par l'adjectif « civil » : ce qui relève du citoyen, de son statut, en tant que membre d'une collectivité nationale, par opposition à « militaire » ou à « religieux »⁵. Nous devons souligner qu'en turc, même si le mot et l'adjectif « civil » sont empruntés au français, l'opposition à « militaire » marque la définition et il ne se trouve aucune référence à la dimension citoyenne.

Selon les époques et selon les penseurs, il existe différentes définitions de la société civile. Dans une conception différente, la réflexion sur la société civile remonte à Aristote, par la traduction latine de *koinônia politikè*, communauté politique. À son époque, le concept signifiait « simplement ensemble d'hommes réunis dans un ordre politique légitime »⁶. Pour l'historique du concept, nous pouvons parler de deux grandes traditions : la tradition libérale et la tradition marxiste. À la suite des grands apports de ces traditions au concept de la société civile, il y a eu d'autres chercheurs dans des courants néolibéraux et néomarxistes qui ont discuté le concept sous d'autres aspects, pourtant, nous n'allons pas les citer sous ce titre afin de pouvoir nous concentrer sur les discussions à propos de l'existence de la société civile en dehors du contexte européen (occidental).

Dans la tradition libérale, nous retrouvons d'abord Thomas Hobbes (1588-1679) qui indique que la société civile résulte d'une création, de la volonté de l'homme d'instaurer un ordre politique pacifié en vue d'assurer sa sécurité et son bien-être⁷. Le sociologue Joseph Yvon Thériault souligne le fait que « Hobbes pense la société civile en observant une société anglaise en désagrégation et en pleine guerre civile » et que sa définition pouvait être influencée par cette atmosphère où le désir de survie était fort présent⁸. Pourtant, Hobbes n'en

⁴ PIROTTE Gautier, *La notion de société civile*, éd. La Découverte, coll. Repères, Paris, 2007, p. 4.

⁵ Encyclopédie Larousse en ligne, disponible sur : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/nom-commun-nom/civil/34224>, consulté le 12 juillet 2010.

⁶ KHLNANI Sunil, La 'société civile', une résurgence, in *Critique Internationale*, 2001/1, n° 10, p. 38-50, p. 40.

⁷ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 13-14

⁸ THERIAULT Joseph Yvon, *La société civile ou la chimère insaisissable*, Essai de sociologie politique, Les Éditions Québec/Amérique, Collection : Dossiers-documents, Montréal, 1985, 160 pages, p. 24-25.

reste pas à cet état de nature. Dans sa pensée, pour que les individus qui luttent afin d'obtenir la richesse et le pouvoir puissent entrer en société, il faut qu'ils soient « sous la contrainte continuelle d'un souverain extérieur à la société civile (*self-perpetuating*). État de nature et pacte fondateur de soumission deviennent les garants méta-sociaux rendant possible le corps social : la société civile »⁹. Tandis que Hobbes accorde une grande importance au souverain, John Locke (1632-1704) avertit que cet accomplissement peut faire naître un danger pour la liberté si le pouvoir de l'État souverain ne connaît pas une certaine restriction¹⁰. Locke indique que dans l'état de nature chaque individu a le droit d'appliquer la loi naturelle dans la défense de ses intérêts, mais la formation d'une société civile demande que tous les individus accordent volontairement ce droit à la communauté. Selon John Locke, une société civile est une société débarrassée autant que faire se peut de l'état de nature qui est une « situation malheureuse où s'entrechoqueraient les convictions individuelles sur le bien-agir, et où il ne pourrait exister de réponse autorisée à la question "qui sera le juge? " »¹¹. En la déplaçant un peu de son contexte original, nous pouvons prétendre que dans la Turquie actuelle, la polarisation de la société civile, que nous allons détailler ultérieurement, est le résultat de l'absence d'une réponse à cette dernière question, « Qui sera le juge? ». Il ne s'agit pas de la recherche d'un juge, ni d'un état de nature dans le sens attribué par Locke, mais il est vrai que l'absence d'un consensus sur la base des discussions, la non-acceptation quasi absolue de certaines parties des réponses données par d'autres parties rendent difficile le déroulement des débats et un travail commun des différentes parties de la société civile. Si nous empruntons le terme de la confiance chez Locke (une modalité de base de l'interaction humaine et elle n'est pas un sentiment variable selon les stratégies adoptées en fonction des circonstances, mais les prémices d'un véritable ordre politique, qui doit exister entre citoyens mais aussi entre le souverain et ses sujets¹²), nous pouvons indiquer que l'absence de confiance marque la société civile actuelle en Turquie.

La notion de confiance chez John Locke laisse ensuite sa place au « besoin » : désormais l'interdépendance des besoins est considérée comme la modalité fondamentale des interactions humaines¹³. Et, les Lumières anglo-écossaises, dont les principaux représentants sont Edmund Burke, Adam Smith, Adam Ferguson, David Hume et Bernard Mandeville,

⁹ THERIAULT Joseph Yvon, op. cit., p. 25.

¹⁰ SEETHI K. M., Civil society-state discourses / From Liberalism and Marxism to Neo-Marxism and Neoliberalism, e-Monograph Series-2, Web-India-Books, 2007, 13 pages, p. 2.

¹¹ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 40.

¹² PIROTTE Gautier, op. cit., p. 15.

¹³ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 15.

relient la société civile à l'émergence de l'économie de marché. Le professeur en Sciences politiques, Neera Chandhoke, indique que selon Adam Ferguson, la société civile émerge quand la production va au-delà du ménage (de la maison) et quand les gens deviennent interdépendants¹⁴. Les Lumières anglo-écossaises indiquent qu'avec les sociétés commerçantes, les relations exclusives et non volontaires sont dissoutes « par l'universalisme de la sympathie, et [que] cela était un facteur vital du mouvement conduisant de la barbarie et de la grossièreté à la politesse et à la civilité, et de la création d'un nouveau sens moral »¹⁵. Il s'agissait donc de l'apparition d'un nouvel ordre moral au-delà d'un nouvel ordre économique et social. Selon cet ordre moral, « la peur de l'au-delà qui rassemblait les membres de la communauté des chrétiens est remplacée par un ordre moral qui voit cette communauté comme créée par les simples interactions sociales ici et maintenant¹⁶ ».

Contrairement à John Locke, Adam Smith a placé la société civile non à l'opposé de l'état de nature, mais de l'État. Il fait une distinction claire entre l'État et la société civile et indique que cette dernière se focalise sur l'échange marchand et qu'elle révèle bien un caractère public¹⁷. Nous passons ensuite par à Jean-Jacques Rousseau qui s'oppose à l'idée de la société civile des Lumières anglo-écossaises. Il indique que ce qui est garant du perfectionnement de la civilisation n'est pas la société civile mais la réunion des citoyens dans la société politique et que par le contrat social, l'individu et le citoyen seraient enfin réconciliés¹⁸.

Chez Hegel, la société civile est [l'étape de] la différence qui intervient (qui s'instaure) entre la famille et l'État¹⁹. La société civile n'est plus synonyme de société politique, désormais elle se définit par opposition à la famille et à l'État²⁰. Par la « *Sittlichkeit* », la vie éthique ou l'éthique sociale, la coutume se moralise et s'élabore en un droit en trois étapes : la famille, la société civile et l'État²¹. Selon Hegel, dans la société civile chaque membre a ses

¹⁴CHANDHOKE Neera, What the hell is 'civil society?', disponible sur : http://www.opendemocracy.net/author/Neera_chandhoke.jsp, consulté le 16 juillet 2010.

¹⁵ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 42.

¹⁶ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 16.

¹⁷ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 18.

¹⁸ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 19.

¹⁹ HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, Philosophy of right, § 182, Berlin, 1821, traduit en anglais par T. Knox en 1952, source: <http://www.marxists.org/reference/archive/hegel/index.htm>.

²⁰ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 43-44, citation de Manfred Riedel, Between Tradition and Revolution : The Hegelian Transformation of Political Philosophy, Cambridge, Cambridge University Press, 1984.

²¹ FOSSAERT Robert, La société civile : mode d'emploi, in *La recomposition du politique*, sous la direction de Louis Maheu et Arnaud Sales, éd. L'Harmattan et Les Presses de l'Université de Montréal, collection : Politique et économie. Tendances actuelles, Montréal, 1991, 324 p., p. 25-41, p. 26.

propres fins, mais ce n'est qu'en étant en contact avec les autres qu'il peut les atteindre. Cette relation aux autres entraîne une forme d'universalité dans une fin particulière et donc, il s'agit de la réalisation simultanée de son bien-être et de celui d'autrui : « La particularité, limitée par l'universalité, est la seule norme par laquelle chaque membre particulier promeut son bien-être »²². La transition de la famille à la société civile s'inscrit aussi dans ce contexte par la désintégration de la famille en une pluralité de familles dont chacune d'elles se comporte comme une personne concrète, subsistante en soi et liée à ses voisins²³. La société civile n'est plus seulement un système de besoins, mais aussi la sphère de la reconnaissance mutuelle²⁴.

La tradition marxiste de la société civile débute, comme son nom l'indique, avec Karl Marx, qui s'inspire de la conception de Hegel pour ensuite s'y opposer. L'opposition centrale peut être résumée dans leurs approches à propos de l'État. Dans la pensée hégélienne, l'État constitue le fondement de la société civile, car cette dernière « n'en possède pas pour autant un principe autonome de régulation qu'elle opposerait à l'État (...), au contraire, sa forme politique tire son impulsion de l'État »²⁵. Pourtant, chez Marx, l'État se fonde sur la société civile²⁶, car cette dernière est le lieu des activités économiques qui forment l'infrastructure et c'est cette infrastructure qui détermine l'État. Les activités économiques forment une hiérarchie de classes et l'État devient un appareil déterminé au service de celle qui a le pouvoir économique, c'est-à-dire de la classe dominante²⁷.

Marx est critiqué par Gramsci qui voit la société civile non comme une infrastructure mais une superstructure dans et par laquelle l'hégémonie culturelle est exercée par la classe dominante²⁸. La société civile n'est pas la seule composante de la superstructure, l'autre grande partie est la société politique, l'État²⁹, qui est considéré d'habitude comme « un

²² HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, op. cit.

²³ HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, op. cit. : « The family disintegrates (both essentially, through the working of the principle of personality, and also in the course of nature) into a plurality of families, each of which conducts itself as in principle a self-subsistent concrete person and therefore as externally related to its neighbours. »

²⁴ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 44.

²⁵ THERIAULT Joseph Yvon, op. cit., p. 42.

²⁶ POMADE Adélie, La société civile et le droit de l'environnement, 619 p., Thèse : Droit : Université d'Orléans : le 30 juin 2009, p. 6. Pomade y cite l'ouvrage de M. Barthelemy, Associations : un nouvel âge de participation?, Presses de sciences po, 2000, p. 87.

²⁷ HASLAK İrfan, GÜLENER Serdar, Sosyal ve Siyasal Düşüncede Sivil Toplum Tartışmaları Ve Toplulukçu Düşüncede Topluluk, Birey Ve Devlet Anlayışı (Discussions sur la société civile dans la pensée sociale et politique, la conception de communauté, d'individu et d'État dans la pensée communautaire », communiqué présenté lors du troisième congrès internationale des organisations de la société civile, publié dans le livre de congrès, III. STK Kongre Kitabı, 9-10 décembre 2006, Çanakkale Onsekiz Mart Üniversitesi.

²⁸ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 30-31.

²⁹ SEETHI K. M., op. cit., p. 4.

appareil coercitif pour adapter la masse populaire au type de production et à l'économie d'un moment donné »³⁰. Quant à la société civile, Gramsci l'a définie comme « l'hégémonie d'un groupe social sur la société nationale tout entière, hégémonie exercée par le moyen d'organisations prétendument privées, comme l'Église, les syndicats, les écoles, etc. »³¹. Dans son livre « La notion de société civile », le sociologue Gautier Pirotte cite également la famille, les médias et les associations volontaires parmi les composants de la société civile³². Nous allons observer que dans l'espace public LGBT en Turquie, les critiques envers ces institutions et surtout envers la famille, l'école et les médias, occupent une place importante, car elles sont considérées comme porteuses de l'hétérosexisme et comme des moyens de pression sur les LGBT. Nous pouvons donc prétendre qu'au moins par ses critiques à propos des institutions citées ci-dessus, le mouvement LGBT peut s'inscrire dans la critique gramscienne de la société civile.

Selon Gramsci, dans la société civile, ce qui est envisagé est de créer ou maintenir l'hégémonie culturelle et sociale du groupe dominant non pas par la contrainte, mais par le consentement. Les institutions citées ci-dessus sont importantes pour former les dispositions politiques des citoyens³³ par consentement. Pourtant, la société civile n'est pas dépourvue de conflits, elle devient un lieu de conflits, de combats pour les opprimés, une « arène, séparée de l'État et du marché, dans laquelle l'hégémonie idéologique est contestée, impliquant que la société civile contient une grande variété d'organisation qui défient et qui soutiennent l'ordre actuel »³⁴. Encore une fois, nous allons voir ce conflit à propos du mouvement LGBT en Turquie, qui essayait de se faire une place et dans la société civile et dans l'espace public.

Pour conclure les définitions de la société civile, nous voulons citer partiellement celle donnée par Habermas, qui la relie à l'espace public :

« La société civile se compose de ces associations, organisations et mouvements qui à la fois accueillent, condensent et répercutent en les amplifiant dans l'espace public politique, la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères de la vie privée. Le cœur de la société civile est donc constitué par un tissu

³⁰ GRAMSCI Antonio, *Lettres de la prison*, traduction 1953, Paris, édition électronique dans le cadre de la collection « Les classiques des sciences sociales », 277 pages, p. 179.

³¹ GRAMSCI Antonio, *idem*, p. 179.

³² PIROTTE Gautier, *op. cit.*, p. 32.

³³ PIROTTE Gautier, *op. cit.*, p. 32.

³⁴ LEWIS David, *Civil society in non-Western contexts : Reflections on the 'usefulness' of a concept*, dans le cadre de Civil Society Working Paper 13, octobre 2001, 13 pages, p. 2.

associatif qui institutionnalise dans le cadre d'espaces publics organisés les discussions qui se proposent de résoudre les problèmes surgis concernant les sujets d'intérêt général »³⁵.

Comme nous allons détailler dans les pages suivantes l'approche de Jürgen Habermas sur l'espace public, nous nous contentons de terminer l'historique du concept de société civile sur cette citation. Nous allons maintenant traiter brièvement la renaissance de la société civile surtout dans les années 80 et insister sur la pertinence du concept en dehors de son territoire d'origine.

2. La renaissance de la société civile

Même si les années 80 marquent un tournant important dans la renaissance de la société civile, celle-ci suit une courbe de croissance qui commence vers la fin des années 1960 avec le Printemps de Prague. Sous la présidence d'Alexander Dubcek, arrivé au pouvoir le 5 janvier 1968, la Tchécoslovaquie était entrée dans une période de réforme afin d'établir un « socialisme à visage humain ». Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie³⁶, qui prétendaient intervenir à la suite des appels à l'aide des leaders fidèles au socialisme, ont envahi le pays ; ce qui lie cet événement à la renaissance de la société civile était la réaction du peuple tchécoslovaque contre l'invasion. De manière individuelle, mais aussi organisée, le peuple a mené une résistance sans armes dont l'une des plus importantes manifestations a été la protection des bâtiments de la Radio publique par des milliers de personnes regroupées pour que celle-ci puisse continuer à diffuser ses émissions afin d'informer le pays du déroulement des événements.

La fondation du premier syndicat ouvrier indépendant en Pologne, Solidarność (solidarité en polonais) le 31 août 1980, peut être considérée comme la deuxième charnière de cette renaissance. Jusqu'à la fondation, de manière « clandestine », de Solidarność, aucun syndicat indépendant des organismes de pouvoir n'était autorisé. Lancé comme un

³⁵ HABERMAS, Jürgen, *Droit et Démocratie : entre faits et normes*, éd. Gallimard, Paris, 1997, p. 394, cité par MARQUES Ângela Cristina Salgueiro, *Les forums de discussion en tant qu'espaces publics d'échange argumentatif : quelques indicateurs méthodologiques pour l'analyse de la conversation politique sur Internet*, article présenté au 5ème Doctoriales du GDR – TIC et Société 24 - 25 juin 2008, Rennes. Thème : TIC, espace public et pratiques culturelles (recherche développée sous la supervision de Isabelle Pailliant), 31 pages, p. 5, note de bas de page 5.

³⁶ Le pacte était fondé en 1955, les pays signataires étaient : l'Union des républiques socialistes soviétiques – URSS, Albanie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande – RDA.

mouvement ouvrier, le syndicat est devenu une opposition au pouvoir, un mouvement populaire d'opposition. En 1980, à la suite des grèves qui ont duré quatorze jours au chantier naval de Gdańsk, il obtient la reconnaissance officielle par le pouvoir et ouvre la voie aux syndicats indépendants. Au début des années 1990, Solidarność a participé aux élections et à la suite de son triomphe, participa à la coalition. Le leader du mouvement, Lech Wałęsa, est élu en décembre 1990, président de la République. Il s'agissait d'un processus, d'une accumulation d'événements depuis l'Octobre polonais en 1956 (marqué par la critique de la situation de l'époque, du stalinisme et par l'arrivée au pouvoir de Władysław Gomułka, le leader des réformateurs) et dans ce processus « l'expérience de conflit social avait démontré l'importance d'organisation permanente qui surpasse les conseils éphémères ; il avait montré aussi l'importance d'une autonomie (relative) par rapport à l'appareil de l'État »³⁷.

Comme nous pouvons observer, à partir de ces deux exemples susmentionnés, la transformation politique des pays du Rideau de fer était un élément important dans la prise d'importance de la société civile. Un développement identique était de même observable en Amérique latine. John Keane indique qu'« en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et ailleurs, la langue de la société civile était un ingrédient vital dans la résistance aux régimes totalitaires »³⁸. Neera Chandhoke compte « la chute des États autoritaires en 1989 et l'apparition d'un public démocratique apparemment autonome dans le vieux monde soviétique » parmi les trois développements liés entre eux qui sont les raisons qui renforçaient l'intérêt apporté au terme « société civile »³⁹. Dans le contexte de l'Europe de l'Est, la société civile était donc conçue surtout comme une idée s'opposant aux manières traditionnelles de faire de la politique⁴⁰ et elle était corrélée à la « remise en cause quasi universelle des modes de régulation politique caractérisés par la prééminence absolue de l'État »⁴¹.

Un deuxième élément important dans la résurgence de la société civile était l'utilisation du concept par les institutions internationales, notamment par la Banque

³⁷ KÖSSLER Reinhart, The concept of civil society and the process of nation-building in African states, The Namibian Economic Policy Research Unit (Nepu) working paper, n° 44, décembre 1994, 14 pages, p. 1.

³⁸ KEANE John, Civil Society, Definitions and Approaches, article encyclopédique, disponible sur le site du chercheur : http://www.johnkeane.net/pdf_docs/civil_society/jk_civil_society_definitions_encyclopedia.pdf. Consulté le 19 juillet 2010.

³⁹ CHANDHOKE Neera, op. cit.

⁴⁰ CHATRIOT Alain, La société civile redécouverte : quelques perspectives françaises, Discussion Paper SP IV 2009-402, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB, Berlin Centre de Recherches en Sciences Sociales), 29 pages, p. 9.

⁴¹ OTAYEK René, 'Vu d'Afrique'. Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré, in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 9, n° 2, 2002, p. 193-212, p. 194.

Mondiale et par le Fonds monétaire international (FMI). Cela n'était pas surprenant, car la réapparition du concept coïncidait avec une forte prédominance de la théorie libérale et avec la consolidation d'un régime néolibéral dans la politique et l'économie⁴². Au début des années 1990, le terme de « bonne gouvernance » est apparu dans le vocabulaire du FMI et surtout de la Banque mondiale⁴³, comme l'élément indispensable au développement. Dans la pensée de la Banque mondiale, la société civile jouait un rôle important dans l'implantation de cette bonne gouvernance, faisant contrepoids à l'État, et aussi dans l'encouragement des attitudes favorables à la démocratie et à la croissance économique⁴⁴. Les facteurs de gouvernance étaient cités en 1992 par la Banque mondiale dans le livret de « Governance and Development » ainsi : a) garantir la transparence et la voix politique à tous les citoyens, b) fournir des services publics efficaces et effectifs, c) promouvoir la santé et le bien-être des citoyens, et de créer un climat favorable à une croissance économique stable⁴⁵. Le moyen d'aider les pays qui ne pouvaient pas atteindre ces objectifs était de développer des partenariats plus étroits avec la société civile et le secteur privé. En 1997, dans le Rapport de développement mondial cela était indiqué comme tel en parlant de l'état des pays d'Afrique subsahariens :

« Where links between the state, the private sector, and civil society are fragile and underdeveloped, improving the delivery of public and collective services will require closer partnerships with the private sector and civil society. »⁴⁶.

L'État devrait créer un processus de consultation avec la société civile, les syndicats et les entreprises⁴⁷ pour les décisions à prendre et cela lui permettrait de même d'avoir un retour (feed-back) de la société à la suite de ses actes. Alors ces institutions préféraient aider « directement des acteurs dits "de la société civile" – entreprises privées, coopératives, associations animées par des Églises, ONG – considérés comme les éléments indispensables

⁴² BERGLUND Henrik, Civil society in India : democratic space or the extension of elite domination?, Stockholm University, Department of Political Science, working papers 2009:1, 28 pages, p. 1.

⁴³ Parmi les documents publiés sur la « bonne gouvernance », nous pouvons compter ceux de la Banque Mondiale : Governance and Development (1992), Governance-The World Bank's Experience (1994).

⁴⁴ BERGLUND Henrik, idem, p. 15.

⁴⁵ HUTHER Jeff, SHAH Anwar, A simple measure of good governance, Chapter 2 in *Public Service Delivery*, sous la direction de Anwar Shah, 2005, p. 39-61, p. 40.

⁴⁶ NG Francis, YEATS Alexander, Good Governance and Trade Policy : Are They the Keys to Africa's Global Integration and Growth?, World Bank Policy Research Working Paper 2038, janvier 1999, 69 pages, p. 35, note de bas de page 23 : « Où les liens entre l'état, le secteur privé, et la société civile sont fragiles et sous-développés, améliorer la distribution des services publics et collectifs exigera des partenariats plus proches avec le secteur privé et la société civile ».

⁴⁷ Rapport mondial de développement 1997, Banque Mondiale, Oxford University Press, New York, 1997, 265 pages, p. 11.

d'une vie politique plus responsable, plus ouverte et plus représentative » pour accélérer le développement et le rendre plus efficace⁴⁸. John Keane indique que la démocratie signifiait désormais un système politique particulier et un mode de vie dans lequel la société civile et le gouvernement inclinent à fonctionner comme deux éléments nécessaires, séparés mais contigus, distincts mais interdépendants⁴⁹. Cette approche mettait au cœur du débat le rôle de la société civile dans la lutte populaire pour la démocratisation du tiers-monde⁵⁰.

En Turquie aussi, la glorification de la société civile coïncidait avec le passage à une économie libérale amorcée par les pratiques politiques du gouvernement Anavatan Partisi (ANAP, Parti de la mère-patrie, présidé par M. Turgut Özal) élu aux élections générales de 1983, trois ans après le coup d'État de 1980. Comme l'indique René Otayek pour l'Afrique subsaharienne où la rhétorique de la société civile était nourrie par « la faillite des dictatures de développement postcoloniales, la fragilité structurelle des partis politiques insuffisamment remis de trente ans d'autoritarisme, la rareté des vraies alternances politiques »⁵¹, en Turquie aussi, cette rhétorique était nourrie surtout par la volonté de sortir de la pression exercée d'abord par le parti unique CHP (Cumhuriyet Halk Partisi – Parti républicain du peuple, fondé par Atatürk, le « père » de la République turque), ensuite par les coups d'État. Il n'y avait pas de plan précis pour l'établissement de la démocratie, mais déjà le changement des politiques économiques était considéré en soi comme une « ouverture à l'extérieur », comme un signe de liberté (presque inconditionnelle).

Comme l'indique la professeure en sociologie, Mme Meral Özbek, il faut certainement noter qu'envers cette société civile qui soutenait l'établissement du nouvel ordre (ou plus simplement des économies libérales), se développaient des réactions d'opposition qui questionnaient cette relation entre la société civile et l'État et qui avaient leurs racines dans les événements de 1968⁵².

⁴⁸ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 38.

⁴⁹ KEANE John, op. cit.

⁵⁰ BERGLUND Henrik, op. cit., p. 9.

⁵¹ OTAYEK René, op. cit., p. 200.

⁵² ÖZBEK Meral (éditrice.), Kamusal Alanın Sınırları (Les limites de l'espace public), in *Kamusal Alan (Espace public)*, éd. Hil, 2004, Istanbul, p. 24-25.

3. La pertinence de la société civile dans un contexte non-occidental et la conception de société civile dans le contexte turc

L'un des problèmes auquel nous avons dû faire face lors de la rédaction des chapitres sur la société civile au sein de l'Empire ottoman et de la République turque – et nous devons signaler que nous ne sommes pas la première à le ressentir – était de travailler avec des concepts et des notions qui ont émergé, se sont développés et ont été vécus dans une géopolitique occidentale, sur un terrain qui ne l'est pas. La possibilité d'une société civile en dehors de son territoire d'origine crée toujours un débat, au centre duquel se trouvent les pays africains et asiatiques. Au sujet de l'Afrique, mais aussi à propos d'autres pays non africains, le professeur en politique sociale et développement David Lewis précise que nous pouvons avoir quatre réponses différentes à la question de savoir si le concept de société civile est pertinent en Afrique. Selon l'« universalisme prescriptif » considérant la société civile comme une partie du projet politique de construire et de fortifier la démocratie dans le monde entier, la réponse est positive. La réponse négative est nommée « Western exceptionalism » (exceptionnalisme occidental), elle est fondée sur l'argument qu'un concept qui a émergé à un moment distinct dans l'histoire européenne a peu de sens dans des paramètres culturels et politiques différents. Un autre chercheur en Sciences politiques, M. Sunil Khilnani, décrit une approche similaire (qu'il juge conservatrice). Khilnani indique que selon cette position la société civile est « un ensemble d'acquis culturels, de mœurs historiquement héritées, qui régit les relations entre individus et entre groupes » et cet héritage n'est pas disponible en tout point du globe⁵³. Cité par Gautier Pirotte et par René Otayek, un autre chercheur, Bertrand Badie indique trois critères qui seraient discriminants pour l'existence d'une société civile et qui ne sont pas vraiment présents en dehors de l'Occident :

« la différenciation des espaces sociaux privés par rapport à l'espace politique ; l'individualisation des rapports sociaux qui confère aussi à l'allégeance citoyenne une valeur prioritaire⁵⁴; la primauté des solidarités horizontales sur les allégeances verticales »⁵⁵.

⁵³ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 39.

⁵⁴ BADIE Bertrand, *L'État importé, Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, (coll. L'espace du politique), 1992, cité par PIROTTE Gautier, op. cit., p. 87.

⁵⁵ BADIE Bertrand, *L'État importé, Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, (coll. L'espace du politique), 1992, cité par OTAYEK René, op. cit., p. 204.

Quant à la troisième réponse de David Lewis, intitulée « adaptive prescription » (prescription adaptative), elle suggère que même si le concept est potentiellement pertinent dans des contextes non-occidentaux, il prendra des sens locaux et différents et donc il ne devra pas être appliqué aussi strictement. Selon la quatrième approche, il s'agit d'une fausse question car l'idée de société civile – reconnue explicitement comme telle ou non – est impliquée depuis longtemps en Afrique de la période coloniale et de résistance⁵⁶. Lewis conclut que les deux dernières approches sont plus convaincantes pour le contexte africain et il ajoute qu'il ne faut pas considérer la société civile comme un terme nouveau ou ayant uniquement une pertinence contemporaine puisque le contrôle de l'espace public et l'exercice du pouvoir pour inclure ou exclure de la citoyenneté certaines couches de la population faisaient partie depuis longtemps des sociétés colonisées d'Afrique⁵⁷.

En faisant référence aux critères indiqués par Bertrand Badie pour l'existence de la société civile, nous pouvons mentionner que ceux qui défendent l'impossibilité de cette existence dans les pays africains ou arabes fondent leurs idées sur l'absence de l'individualisation (individu en tant que citoyen) et la forte présence de l'esprit communautaire au lieu d'un esprit associatif. Il nous faut noter que pour les pays africains, le débat se déroule pour la période suivant les années 1970, la période postcoloniale, la faillite des régimes autoritaires. Pourtant, au sujet du territoire turc, nous pouvons remonter jusqu'à l'époque ottomane pour découvrir une telle dissolution du pouvoir absolu et la naissance d'un certain individualisme et d'un certain esprit associatif. Il se peut qu'il soit impossible d'y voir une société civile au sens occidental (qui est pourtant assez ambigu) mais nous pouvons admettre qu'émergeait une mentalité qui n'attribuait plus une sainteté à l'État, essayant de faire accepter le concept de citoyenneté, tentant de s'organiser en dehors de l'État pour des objectifs politiques ou non.

En travaillant sur la société civile à partir des ressources des chercheurs turcs, nous avons remarqué des approches similaires à celles qui sont définies par Lewis. Elles sont plutôt polarisées, l'une suppose que ces concepts n'ont jamais existé dans la géopolitique ottomane-turque et prétend qu'il faut en trouver d'autres qui sont propres à cette géopolitique ; et l'autre approche essaie de trouver les traces de ces concepts au sein de l'Empire ottoman et de la République turque actuelle. Nous voulons souligner aussi qu'avec le temps, le sens accordé à

⁵⁶ LEWIS David, op. cit., p. 4-10.

⁵⁷ LEWIS David, op. cit., p. 10.

ces notions se rapproche de celui de l'espace géopolitique européen. Lorsque l'on parle de société civile en Turquie actuelle, nous parlons plus ou moins de la même chose que ce dont on parle dans les pays occidentaux. Mais la tâche est encore plus difficile pour l'époque impériale. À ce moment, nous arrivons à un autre dilemme : certains de ceux qui prétendent l'existence de la société civile sous l'Empire ottoman considèrent les sectes comme une forme de société civile. Nous allons mentionner les propos du professeur en Sciences politiques Ömer Çaha et le professeur en sociologie Şerif Mardin à ce sujet dans les chapitres concernés. Des chercheurs étrangers comme le sociologue égyptien Saadeddin Ibrahim et le professeur en Sciences politiques Ahmad Moussalli, sont d'accord. Parmi les auteurs qui sont opposés à l'insertion des sectes dans la société civile, nous pouvons compter les chercheurs en Sciences politiques Ibrahim Ferhad et Heidi Wedel⁵⁸. Ceux qui s'opposent à cette idée indiquent que ces organisations faisaient partie du pouvoir étatique, que la religion islamique était une source de légitimité politique sous l'Empire dont les sultans étaient en même temps les califes depuis le début du 16^e siècle, et les organisations religieuses fonctionnaient dans la société en imposant des valeurs hégémoniques⁵⁹.

La différence des approches sur la présence de la société civile est le fruit des approches scientifiques différentes autant qu'elle renvoie à des idéologies différentes. Le deuxième groupe « accuse » le premier d'être défenseur, d'être l'avant-garde des politiques de la nouvelle droite dominante quasiment dans le monde entier à partir des années 80. De ce point de vue, l'acceptation des sectes ou d'autres sortes d'organisations religieuses comme une partie de la société civile vise à utiliser la religion afin de pouvoir mener au mieux les politiques économiques de la nouvelle droite.

Le chercheur Doğan Y. Çetinkaya défend un autre point de vue et il n'est pas le seul non plus à le défendre. Selon Çetinkaya, depuis le début des années 1900, et surtout à partir de 1908, date de la déclaration de la deuxième monarchie constitutionnelle au sein de l'Empire ottoman, nous pouvons observer une société civile variée et un espace public élargi⁶⁰. Le chercheur ne discute pas de la nécessité d'accepter ou non les sectes faisant partie

⁵⁸ FERHAD Ibrahim, WEDEL Heidi (sous la direction de), *Ortadoğu'da Sivil Toplum'un Sorunları (Problèmes de société civile en moyen orient)*, éd. İletişim, 1997, Istanbul, 215 pages.

⁵⁹ ÖZGÜDEN Mehmet, *Türkiye'de Sivil Toplum İdeolojisi : Yeni Sağ, Sol Liberalizm ve Siyasal İslamcılık Üzerine Bir İnceleme (L'idéologie de la société civile en Turquie : Une étude sur la nouvelle droite, le libéralisme gauche et l'islamisme politique)*, 296 p. Thèse : Sciences politiques : Université d'Ankara : 2007, p. 70.

⁶⁰ ÇETİNKAYA Doğan Y., 1908 Devrimi'nde Kamusal Alan ve Kitle Siyasetinde Dönüşüm (L'espace public au cours de la révolution de 1908 et la transformation de la politique de masse), in *I.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi*

de la société civile. Il indique que même si la société civile est généralement conçue en liaison avec la démocratie, il n'est pas possible de prétendre que sans la présence de cette dernière la société civile devrait être faible⁶¹. Sunil Khilnani indique de même qu'il se peut « qu'aucun ordre libéral démocratique viable ne puisse exister en l'absence de société civile ; mais, comme le montrent parfaitement plusieurs exemples d'Asie orientale, l'inverse n'est pas vrai »⁶². Pour la période de l'Empire ottoman, Çetinkaya indique qu'après 1908, les différentes parties et les différents acteurs de la société ont eu la possibilité de s'exprimer et l'élargissement du système d'éducation, la présence d'une presse de plus en plus variée et l'apparition de sociétés contribuèrent à ce développement⁶³. Çetinkaya parle surtout de la période ottomane, mais aussi comme nous allons en parler dans les chapitres suivants, nous pouvons observer une forte présence de la société civile dans la République turque même au cours des périodes durant lesquelles les libertés individuelles et collectives sont très limitées. Il s'agit surtout des associations, des organisations soutenues par le gouvernement afin de promouvoir leurs idées dans la société, comme Türkiye Komünizmle Mücadele Derneği (TKMD, Association turque de lutte contre le communisme, fondée en 1963) ou les associations de construction des mosquées dont le nombre s'est accru à partir du milieu des années 1950. À propos de la séparation de l'État de la société civile, ces organisations restent entre deux situations. Même si elles n'avaient pas de lien direct avec l'État, elles pouvaient quand même fonctionner grâce à son soutien. Déjà, le fait qu'elles puissent exister durant des périodes où d'autres sortes d'associations ne le pouvaient pas, prouve leur lien avec le pouvoir du moment et pour chaque gouvernement au pouvoir, il y a « sa » société civile à soutenir. Nous pensons que cette situation correspond à l'approche d'Antonio Gramsci sur la société civile où s'exerce l'hégémonie culturelle de la classe dominante. Pourtant, comme il la définissait aussi en tant que lieu de conflits pour les opprimés, en Turquie aussi, même durant des périodes d'oppression, des associations d'opposition essayèrent de survivre dans la société civile.

À propos de la société civile, l'un des débats porte sur les organisations qu'il faut y inclure. Est-ce que les syndicats ou les associations de patronat en font partie? Dans notre recherche, nous avons mentionné certains syndicats ou associations de patronat, mais comme notre sujet n'y était pas strictement lié, nous ne les avons pas détaillés, nous nous sommes

Dergisi, n° 38, mars 2008, p. 125-140, p. 131.

⁶¹ ÇETİNKAYA Doğan Y., idem.

⁶² KHILNANI Sunil, op. cit., p. 46.

⁶³ ÇETİNKAYA Doğan Y., op. cit., p. 131.

centrée sur des organisations plutôt communément admises comme faisant partie de la société civile et donc, nous ne nous sommes pas entrée dans les discussions portant sur les types d'organisations. Quant aux discussions spécifiques à notre domaine de recherche à savoir s'il faut ou non accepter les organisations religieuses comme une partie de la société civile dans le contexte ottoman, nous avons choisi d'en parler peu au cours des chapitres consacrés à la société civile et à l'espace public dans la géopolitique ottomane. Par contre, nous croyons que cette discussion devient plus importante dès qu'il est question de la Turquie d'après le coup d'État de 1980. Comme nous allons l'indiquer dans les pages suivantes, la société prend une tournure différente à partir des années 80 ; c'est pour cette raison que nous avons choisi de traiter en détail cette discussion en abordant le coup d'État de 1980 et les changements qu'il a apportés dans la société.

Nous voulons souligner que selon notre approche, il faut certainement accepter que la géopolitique ottomane n'a pas vécu les transformations des pays européens à la même période mais qu'elle en a été influencée et les a vécues d'une manière propre à son histoire et à ses spécificités, qu'on l'appelle société civile et espace public ou non.

3.1. La polarisation actuelle de la société civile en Turquie :

Nous pouvons prétendre qu'en Turquie, dans la perception générale, le concept de société civile a une connotation purifiée de tout ce qui appartient à l'armée. Il est vrai que ce sens est renforcé en raison des interventions directes ou indirectes de l'armée dans la vie politique du pays. L'armée étant l'élément fondateur de la République, les débats actuels, par exemple à propos du niveau de la démocratie, à propos du problème kurde, etc., tournent autour de l'importance attribuée à l'armée et de sa capacité à intervenir dans le fonctionnement du système politique en Turquie. Ce pouvoir est légitimé dans la loi « les services internes de l'armée » d'abord en 1936, avec l'article 34 indiquant que « le devoir de l'armée est de protéger la patrie turque et la République turque selon la Constitution ». Dans la version adoptée en 1961 de la même loi, le même devoir est accordé à l'armée par l'article 35⁶⁴. Ce devoir est accompli par l'armée à trois reprises entre les années 1960-1980 et avec des interventions « moins directes » comme le 28 février 1997 ou le 27 avril 2007, peu avant des élections présidentielles. En réaction à cette forte présence de l'armée dans la société, la notion de « société civile » est avant tout utilisée pour mettre un écart entre l'armée et la

⁶⁴ La loi est disponible sur le site officiel d'État : <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/1044.html> Consulté le 28 juin 2010.

société. Pourtant, en dehors de cette connotation renforcée du mot « civil » par rapport au poids de l'armée dans la vie politique, nous devons mentionner qu'il est toujours défini en turc comme l'antonyme de « militaire ». Le professeur en Sciences politiques et en histoire, Mete Tunçay indique que le mot a toujours été utilisé dans le sens de « ce[lui] qui n'est pas militaire »⁶⁵. Dans le dictionnaire de Türk Dil Kurumu (TDK, Association de la langue turque), il y a cinq définitions pour le mot « civil », chacune étant dépourvue de lien avec « citoyen » ou « citoyenneté ». Les plus anciens des exemples littéraires donnés dans le dictionnaire à propos de l'utilisation du mot datent de l'époque ottomane. Le professeur Gérard Groc, qui travaille en turcologie, souligne un point important à ce propos et indique que :

« (...) la locution turque elle-même (Sivil Toplum) ressemble beaucoup à une traduction quasi automatique de l'appellation retenue en anglais ou en français sans qu'il soit fait appel à des notions plus anciennes du vocabulaire politique ou juridique turc comme medeni (droit, Code civil, état civil...) ou encore yurttaşlık (citoyenneté) »⁶⁶.

La définition de la société civile faite par TDK montre encore une fois cet aspect dépourvu de notions politiques ou juridiques :

« L'ensemble des individus qui font des activités sociales en prenant leurs décisions indépendamment ; qui ne sont pas sous le contrôle étatique »⁶⁷.

Dès qu'il s'agit de la définition de l'organisation de la société civile, TDK donne un peu plus de détails, mais ne fait toujours pas de référence aux notions mentionnées ci-dessus :

« Toute sorte d'union qui établit la fonction d'informer et d'éclaircir l'opinion publique sur différents problèmes existant dans la société, en les traitant de manière indépendante ; qui fait des propositions »⁶⁸.

⁶⁵ TUNÇAY Mete, Sivil Toplum Kuruluşları ile İlgili Kavramlar (Les notions à propos des Institutions de la Société Civile), in *Tanzimattan Günümüze İstanbul'da STK'lar*, (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours), (sous la direction de) Yücekök A. N., Turan İ., Alkan M.Ö., éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, İstanbul, février 1998, p. xiii.

⁶⁶ GROC Gérard, La société civile turque entre politique et individu, in *CEMOTI*, n° 26, L'individu en Turquie et en Iran, sous la direction de Khosrokhavar Gil, Khosrokhavar Farhad et Kazanç Ali, décembre 1998, 22 pages, p. 1. Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document129.html> consulté le 31 juillet 2009.

⁶⁷ Source : <http://tdkterim.gov.tr/bts/?kategori=verilst&kelime=sivil+toplum&ayn=tam> Le site internet de l'Association de la langue turque, consulté le 15 juillet 2010.

⁶⁸ Source :

Après avoir mentionné la connotation du concept de société civile propre à l'espace géopolitique turc, nous voulons parler de sa polarisation en Turquie. Contrairement à la différenciation du concept d'après le libéralisme et le socialisme, en Turquie la grande distinction de la notion se fait entre la vision islamiste et kémaliste / laïciste⁶⁹. À partir de l'article de Sunil Khilhani, nous remarquons que les polarisations similaires existent ailleurs aussi. Khilhani donne l'exemple de l'Égypte et il indique que dans le pays deux conceptions tout à fait contradictoires de la société civile coexistent, l'une « laïque et libérale », l'autre « islamique et communautaire »⁷⁰. Pourtant, nous observons que la conception islamique de la société civile n'est pas la même en Égypte et en Turquie. En Égypte, il s'agit d'un espace « non régulé par l'État de droit et gouverné par les croyances islamiques », tandis qu'en Turquie, il ne s'agit pas d'une gouvernance par les croyances islamiques mais plutôt d'une ouverture de la société civile à la religion, ou aux sensibilités religieuses.

Ces deux exemples nous conduisent à la remarque de David Lewis qui indique que le concept de société civile contient à l'intérieur de lui des contradictions : il est unitaire et discordant, « prescriptif et aspirationnel », mais il nous mène néanmoins à focaliser sur les structures et les processus changeants⁷¹. Frank Trentmann, le professeur en histoire, traite cet aspect contradictoire du concept de la société civile, en soulignant qu'il peut en résulter l'exclusion de certains groupes de la société :

« (...) If for many groups the expansion of civil society opened doors into a new world of freedom and plurality, its normative, prescriptive qualities often suspended its core values of tolerance and mutual recognition when it came to those groups marked out as living in a sort of prehistory to civil society. (...) Here lies the central historical paradox of civil society »⁷².

<http://tdk.org.tr/TR/Genel/SozBul.aspx?F6E10F8892433CFFAAAF6AA849816B2EF05A79F75456518CA&Kelimme=sivil%20toplum%20kurulu%C5%9Fu&EskiSoz=sivil%20toplum&GeriDon=2> Le site internet de l'Association de la langue turque, consulté le 15 juillet 2010.

⁶⁹ « Kémalisme » est une manière de pensée, voire une idéologie pour certains, basée sur les principes de Mustafa Kemal Atatürk. Les « kémalistes » sont ceux qui défendent ces principes. Quant à l'expression « laïciste », elle est devenue courante afin d'indiquer que ceux qui défendent la laïcité la prennent presque comme une religion. Une réaction envers le mot « islamiste » qui est utilisé en turc par un suffixe (-cı, -ci, -çi, -çi) qui donne au mot le sens de quelqu'un qui le vend. Par exemple « dondurma » veut dire glace et « dondurmacı » veut dire glacier.

⁷⁰ KHILNANI Sunil, op. cit., p. 48-49.

⁷¹ LEWIS David, op. cit., p. 12.

⁷² TRENTMANN Frank, Introduction / Paradoxes of Civil Society, in *Paradoxes of civil society : new perspectives on modern German and British history*, sous la direction de Frank Trentmann, 2^{ème} édition, éd. Berghahn Books, 380 pages, 2003 (Première publication en 2000), New York, p. 3-46, p. 4.

« Si pour beaucoup de groupes, l'expansion de société civile a ouvert des portes dans un nouveau

Le cas de la Turquie vérifie les deux remarques : le concept de société civile nous permet de suivre le fil des transformations du pays dans un processus de « modernisation » et il nous montre aussi, comment il peut être inclusif (par exemple pour un certain type de femme dite « occidentale ») et exclusif (pour la religion ou les identités autres que turque). Et chaque conception de société civile crée aussi un groupe à y inclure ou à y exclure.

Il est important d'indiquer qu'en Turquie les organisations de la société civile sont appelées comme telle depuis la deuxième moitié des années 1990. Un architecte et un activiste qui s'intéresse à la rénovation urbaine, M. Korhan Gümüş, indique que durant les préparations du sommet des Nations Unies qui se déroulait à Istanbul en 1996, est apparu le besoin d'avoir une traduction de l'expression « organisation non gouvernementale ». Jusqu'à cette période, elles étaient nommées telles que « les organisations en dehors de la structure de l'Etat », « les organisations hors du gouvernement », des « structures volontaires » (proposition non acceptée majoritairement des conservateurs) et même « les organisations démocratiques de masse ». Alors, comme l'expression de « société civile » était déjà apparue dans certaines traductions de Gramsci lors des années 1970 (selon Murat Belge, surtout dans la revue socialiste *Birikim*, I.E.), l'expression finale fut « les organisations de la société civile ». Désormais, pour les ONG et les organisations de la société civile, une seule expression est utilisée en turc⁷³ : *Sivil Toplum Kuruluşu*, STK. Nous voulons souligner que la traduction exacte du mot « organisation » est « örgüt » et le mot « kuruluş » signifie plutôt « l'organisme », « la structure », « l'institution ». Pourtant, d'une manière habile, le mot « organisation » a eu des connotations négatives le reliant à des organisations illégales de l'époque précédant le coup d'État de 1980⁷⁴ et donc à la place du mot « örgüt », l'utilisation d'un mot plus neutre fut préférable.

Après avoir fait cette remarque, nous voulons indiquer qu'en Turquie, les organisations de la société civile sont regroupées autour de deux pôles et elles ont même fondé leurs propres unions qui les réunissent. Pour les islamistes, il s'agit de « Türkiye Gönüllü Teşekküller Vakfı » (la Fondation des structures volontaires en Turquie) et pour les

monde de liberté et de la pluralité, ses qualités normatives et prescriptives ont suspendu souvent ses valeurs fondamentales de tolérance et la reconnaissance mutuelle quand il s'est agi des groupes considérés comme vivant dans une sorte de préhistoire à la société civile. (...) Reste ici le paradoxe historique central de société civile. »

⁷³ GÜMÜŞ Korhan, Relire l'histoire des STK en Turquie (Türkiye'de STK tarihini yeniden okumak), in *Sivil Toplum Dergisi*, année 1, n° 1, janvier-mars 2003, disponible sur : <http://www.siviltoplum.com.tr/?ynt=icerikdetay&icerik=46&id=113> consulté le 8 août 2009.

⁷⁴ TUNÇAY Mete, op. cit., p. xi.

kémalistes, il s'agit de « Ulusal Sivil Toplum Kuruluşları Birliği » (l'Union nationale des institutions de société civile). La différence s'exprime même dans les mots choisis ce qui nous renvoie aux effets de la réforme de la langue des années 1930 : les islamistes choisissent le mot ottoman « teşekkül » afin de souligner leur lien avec cette époque où le sultan était le calife du monde musulman et afin de souligner leur différence avec la Turquie « moderne », tandis que les kémalistes mettent le mot « national » au premier plan, ce qui renvoie à la conception de nation kémaliste qui a essayé de créer une identité « turque » qui n'est pas basée forcément sur l'ethnie, mais sur un « esprit d'être turc » et qui exclut largement la religion. Nous pouvons observer la même distinction au niveau des syndicats aussi, il y a deux confédérations syndicales dont l'une est intitulée « Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu » (DİSK – La confédération des syndicats des ouvriers révolutionnaires) et l'autre « Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu » (Türk-İş – La confédération des syndicats ouvriers de Turquie). Nous remarquons que chez les organisations qui sont plus proches du système existant, l'utilisation du mot « Turquie » ou « turc » est très répandue. Même sur le logo de Türk-İş, nous voyons les symboles du drapeau turc tandis que DİSK choisit une roue qui souligne plutôt le travail ouvrier. En Turquie l'une des caractéristiques importantes de la société civile est cet éparpillement entre deux pôles, chaque organisation de société civile a son équivalent dans l'autre pôle : İnsan Hakları Derneği (L'association des droits de l'homme qui est plutôt marquée par la défense des droits des Kurdes) – Mazlum-Der (L'association des opprimés, établie en 1991, qui se montre aux côtés des étudiantes porteuses du foulard se battant pour obtenir le droit d'entrer à l'université), TÜSİAD (L'association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie) – MÜSİAD (L'association des industriels et des hommes d'affaires autonomes [müstakil, en turc] mais connu dans le langage courant comme « L'association des industriels et des hommes d'affaires musulmans », les deux mots ayant un M au début), etc.

À propos des différences de vocabulaire, le professeur Michel Bozdémir indique que :

« (...) ce dédoublement de vocabulaire se répercute sur l'expression dans toutes ses formes, causant en quelque sorte un bilinguisme à l'intérieur d'une même langue. Il existe ainsi deux écritures de la Constitution, deux types de discours politique, deux styles journalistiques, littéraires... ou, dans chacun des cas, on peut aisément

reconnaître l'orientation politique par simple repérage lexical, et sans chercher à saisir le contenu »⁷⁵.

Bozdémir poursuit qu'il ne faut pas nécessairement parler de la politique pour distinguer la différence des vocabulaires, qu'elle est inscrite dans la vie publique aussi et « l'adoption d'un vocabulaire implique indirectement un colorage politique du locuteur ». Les propos de Bozdémir sont renforcés par une recherche réalisée par Umut Azak auprès des présentatrices au foulard dans les radios islamiques⁷⁶. Azak indique qu'au cours d'un entretien réalisé, l'une des présentatrices qui prépare des émissions pour les enfants et dont le pseudonyme est Semiha, lui révèle que durant ses premières émissions, elle utilisait le mot « merhaba » pour saluer son audience ou ceux qui téléphonaient pour participer à l'émission et que cela a provoqué un mécontentement auprès de l'audience et des responsables de la radio qui préféraient le mot « selamin aleyküm » tandis que les deux mots sont d'origine arabe, pourtant, le dernier est considéré plus « islamique », car le premier est utilisé aussi couramment par ceux de « l'autre camp ».

Il est possible d'observer les changements des mentalités selon les époques en suivant l'utilisation des mots. Pour donner un exemple, nous pouvons mentionner l'évolution du nom attribué à un nouveau cours créé à partir des années 1930 pour la transmission des valeurs républicaines et les « révolutions » au peuple⁷⁷ :

⁷⁵ BOZDEMİR Michel (Mevlüt), *La marche turque vers l'Europe*, éd. Karthala, coll. Hommes et Sociétés : Sciences économiques et politiques, dirigée par Jean Copans, Paris, 2004, 296 pages, p. 162-163. Disponible sur : http://books.google.com/books?id=umKCuoGUb8C&pg=PA160&lpg=PA160&dq=les+maisons+populaires+halkevleri&source=bl&ots=0pJjPkGezn&sig=nmdEIQFY6rOXDMwGcQP0iQrm72E&hl=tr&ei=KJgjTOflB9GisQbz9PW7BA&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=8&ved=0CDgQ6AEwBw#v=onepage&q=les%20maisons%20populaires%20halkevleri&f=false consulté le 24 juin 2010.

⁷⁶ AZAK Umut, İslami Radyolar ve Türbanlı Spikerler (Les radios islamiques et les présentatrices au foulard), in *İslam'ın Kamusal Yüzleri (FACES publiques de l'islam)* sous la direction de Nilüfer Göle, éd. Metis, octobre 2000, Istanbul, 260 pages, p. 93-109, p. 104.

⁷⁷ ÖZÜÇETİN Yaşar, NADAR Senem, Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Dersinin Üniversiteler Düzeyinde Okutulmaya Başlanması ve Geline Süreç (L'insertion du cours des Principes d'Atatürk et l'histoire de révolution dans le cursus universitaire et l'état actuel), in *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi* (Revue internationale des recherches sociales), volume 3/11, printemps 2010, p. 466-477, p. 466.

Date	Nom du cours en turc	Traduction en français
1933	« Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi »	Les principes d'Atatürk et l'histoire des révolutions – inkılap, le mot arabe dans l'original
Après le coup d'État du 27 mai 1960	« Türk İnkılap Tarihi ve Türkiye Cumhuriyeti Rejimi »	L'histoire de la révolution turque et le régime de la République turque, toujours avec le mot arabe inkılap
1968	« Türk Devrim Tarihi »	L'histoire de la révolution turque, avec le mot turc devrim
1980 (le coup d'État)	« Türk İnkılap Tarihi »	L'histoire de la révolution turque, avec le mot arabe inkılap
1981	« Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi »	Les principes d'Atatürk et l'histoire des révolutions – avec le mot arabe inkılap, comme en 1933

Tableau 1: L'évolution du nom du cours « Les principes d'Atatürk et l'histoire de révolution »

Il faut indiquer que ce cours est obligatoire dans les lycées et les universités et que ces appellations gardent des idéologies. Pour ceux qui se considèrent défenseurs des révolutions d'Atatürk, le mot « inkılap » a une connotation négative, car il renvoie aux relations avec les Arabes et néglige le côté turc. Contrairement à cela, pour ceux qui trouvent les « révolutions » trop sévères et contraires aux aspirations du peuple, ils préfèrent le mot arabe pour garder au moins un lien avec le passé ottoman, avec la culture arabe (donc avec l'islam). Cette polarisation se montre dans l'appellation des coups d'État aussi, ceux qui étaient pour les interventions les ont longtemps appelés comme « révolution » tandis qu'il s'agissait en vérité d'une intervention en force de l'armée. Surtout le coup d'État du 27 mai 1960 est considéré comme démocratisant, progressiste et la Constitution qui venait avec est encore citée comme celle la plus libératrice de l'histoire de la Turquie. Pourtant, Michel Bozdémir remarque qu'il y avait des contres exemples comme le président Özal qui s'est déclaré contre le 27 mai et pour le 12 septembre (1980), il en conclut donc qu'il n'y a pas eu un large consensus anti-interventionniste⁷⁸ tandis que chaque intervention avait ses supporteurs. L'auteur relie la légitimité des interventions militaires à l'incapacité de la société civile à se diriger elle-même.

Après avoir défini les fondements théoriques de la société civile et traité les spécificités du concept dans le contexte turc, nous passons à un sujet qui est en lien avec la société civile et qui est aussi discutable et discuté qu'elle : l'espace public. Dans un premier temps, nous mentionnons certaines approches d'espace public, ensuite nous insistons sur la définition d'Habermas et cela va nous permettre de suivre le fil historique du concept dans la

⁷⁸ BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 73-75.

géopolitique ottomane-turque. Pourtant, avant de passer à cela, nous examinons également les critiques faites envers Habermas et les définitions contemporaines de l'espace public afin de relier le sujet à l'espace public LGBT au cours des chapitres suivants.

B) L'espace public habermassien

Il nous faut, avant tout, souligner que celle de Habermas n'est pas la seule définition d'espace public : selon le modèle libéral économiste de Jeff Weintraub, l'espace public est l'État ; d'après le modèle classique républicain symbolisé par Hannah Arendt, l'espace public est le lieu d'une citoyenneté active et de la politique ; suivant le modèle dramaturgique symbolisé par Philip Aries, Richard Sennett, Jane Jacobs, l'espace public est une sorte de lieu de socialisation.

Dans un article publié au début des années 1990, Seyla Benhabib fait une distinction entre trois approches d'espace public⁷⁹. La première est inspirée de Hannah Arendt et est intitulée l'approche « agonistique ». Dans ce modèle, l'espace public est en lien avec la tradition de « vertu républicaine » ou de « vertu civique ». Face à la modernité, elle privilégie plutôt le *polis* grec. Dans son ouvrage « La condition humaine », Arendt parle de la montée du social (« the rise of the social ») sous un aspect négatif. Selon l'auteure, cela signifie la différenciation institutionnelle des sociétés modernes vers, d'une part, un (tout petit) royaume politique (« narrowly political realm ») et, d'autre part, le marché économique et la famille. Arendt indique que suite à ces transformations, se réalisent certains glissements entre le public et le privé. Elle revendique dans ce processus, « l'occlusion de la politique par le social et la transformation de l'espace public des politiques en un pseudo-espace d'interaction dans lequel les individus n'agissent plus mais 'simplement se comportent' comme des producteurs économiques, des consommateurs et des citoyens »⁸⁰. Seyla Benhabib insiste pourtant, qu'il ne faut pas faire une lecture superficielle de la pensée arendtienne et ajoute qu'Arendt s'inscrit dans une démarche qui privilégie la compréhension de la continuité entre l'origine passée d'un phénomène et sa condition actuelle afin de repérer à l'origine son essence perdue et dissimulée⁸¹. Benhabib indique alors qu'Arendt est à la recherche de la distinction « perdue » entre le privé et le public ; elle reste tout de même critique envers la distinction d'Arendt qui relègue « certains types d'activité comme le travail et le labeur, en ignorant le fait que ces

⁷⁹ BENHABIB Seyla, *Models of Public Space : Hannah Arendt, the Liberal tradition and Jürgen Habermas*, in *Habermas and the Public Sphere*, édité par Craig Calhoun, éd. MIT, 1992, p. 73.

⁸⁰ BENHABIB Seyla, idem, p. 75.

⁸¹ BENHABIB Seyla, idem, p. 77.

activités et relations peuvent également devenir des sujets de discussion publique, autant qu'ils sont basés sur des relations de pouvoir »⁸². Une autre spécificité d'Arendt est de définir un concept procédural d'espace public. Benhabib précise que dans ce concept, ce qui est important n'est pas le discours public en soi mais la manière dont ce discours prend place⁸³. Bernard Miège le mentionne de manière moins stricte en indiquant que « l'emploi de la parole comme médium des échanges est (ici – l'espace commun formé par le politique, I.E.) central » chez Arendt et chez d'autres penseurs contemporains⁸⁴.

Le second modèle d'espace public selon la classification de Seyla Benhabib est inspiré par la tradition libérale et appelé le modèle « légaliste », l'idée centrale étant « un espace public juste et stable ». La conception de « dialogue public » de Bruce Ackerman y occupe une place importante. Le troisième est celui de Habermas, « espace public discursif », qui envisage la restructuration des sociétés (post) capitalistes de façon démocratique et socialiste.

Un quatrième modèle, dont les pionniers sont Oskar Negt et Alexander Kluge s'y ajoute, le premier s'inscrivant dans l'École de Francfort et le deuxième étant un cinéaste : l'espace public oppositionnel. Nous détaillerons ce modèle dans les paragraphes suivants, mais nous envisageons d'abord de terminer cette introduction sur un tableau fait par Bernard Miège qui résume les points essentiels de ces modèles susmentionnés⁸⁵ :

« Filiations »	Espace public	Espace privé
Pensée grecque prolongée et développée par H. Arendt	Espace commun et décisionnel	Espace privé (famille + travail)
Pensée des Lumières, prolongée et développée par J. Habermas	Espace de publicisation des opinions et de débat (Espace public politique, EPP)	Espace privé se différenciant plus récemment en sphère privative + sphère sociale
Pensée libérale	Espace médiatique	Espace des opinions privées
Pensée oppositionnelle et alternative	Espace oppositionnel stimulant EPP et faisant pression sur le pouvoir politique	Sphère privative + sphère sociale

Tableau 2 : « Traits principaux des quatre 'filiations' des espaces publics »

⁸² BENHABIB Seyla, idem, p. 80.

⁸³ BENHABIB Seyla, idem, p. 80.

⁸⁴ MIÈGE Bernard, *L'espace public contemporain, Approche info-communicationnelle*, Presse universitaire de Grenoble, octobre 2010, 227 pages, p. 16-17.

⁸⁵ MIÈGE Bernard, op. cit. (2010), p. 19.

Avant de détailler les composants importants de l'espace public habermassien, nous voulons indiquer que selon Jürgen Habermas, lorsque l'on parle de l'espace public, dans son sens descriptif (devenu normatif et discuté depuis), il s'agit d'un concept émergé dans un moment précis de l'histoire (entre 17^e et 19^e siècles), dans des conditions historiques précises et dans un espace géopolitique limité (surtout à l'Angleterre, en France et en Allemagne) ; et il s'agit d'un concept qui a eu son déclin par l'émergence du capitalisme monopolistique et par la commercialisation de la presse, la disparition de la presse d'opinion et l'apparition et l'élargissement des médias de masse.

Habermas souligne que « l'espace public bourgeois » est le résultat d'une période spécifique de l'histoire qui a pu être vécue plus ou moins différemment dans des pays européens et qu'il n'est pas possible « de la détacher de l'histoire tout à fait singulière qui fait apparaître la 'société civile' au cours du Haut Moyen Âge, pour ensuite en faire un type idéal universalisé et l'appliquer à diverses réalités historiques qui seraient identiques d'un point de vue formel »⁸⁶. Pourtant, dans le cadre de notre recherche, même si nous n'allons pas prendre la définition exacte de l'espace public, nous allons essayer tout de même de distinguer les éléments principaux de l'espace public et de les chercher au cours de la période ottomane et de la jeune République turque lors des chapitres concernés.

L'espace public était d'une certaine manière le fruit d'un glissement entre le public et le privé. La distinction entre le public et le privé trouve ses origines dans la cité grecque où le *polis* (la chose commune) et *oikos* (propre à chaque individu) étaient strictement séparés. Pourtant, cette sphère publique n'était réservée qu'aux « citoyens », ce qui excluait surtout les femmes et les esclaves. L'égalité dans la sphère publique se basait en vérité sur une inégalité. De même que l'espace habermassien serait accusé d'inégalité, c'est à dire de prétendre à une égalité entre les participants, mais d'exclure les femmes et les prolétaires de cet espace. Dans le glissement entre le public et le privé, ce qui était définitif fut l'état de l'Église. À la suite de la Réforme, l'un des éléments essentiels des pouvoirs féodaux, l'Église (la religion) qui appartenait jusqu'alors au domaine public, est devenue une partie de la sphère privée. Désormais l'autorité sacrée représentée par l'Église était un sujet privé lié à la conscience des individus. De ce fait, la liberté religieuse assurait la première sphère de l'autonomie privée⁸⁷.

⁸⁶ HABERMAS Jürgen, *L'espace public*, éd. Payot, 1986, Paris, p. 9.

⁸⁷ HABERMAS Jürgen, Kamusal Alan (Espace public), article encyclopédique rédigé en 1964, traduit en turc par Meral Özbek, in *Kamusal Alan (Espace public)*, Özbek Meral (éditrice.), éd. Hil, 2004, Istanbul, p. 95-102,

Ce déplacement du public vers le privé, qui nous conduira à l'espace public bourgeois, se réalisera à l'inverse plus tard, les sujets considérés jusque là comme privés deviendront publics et causeront encore la transformation de l'espace public. Par rapport à l'histoire ottomane, nous pouvons prétendre que c'est à travers la laïcité établie par la République turque dans les années 1920 (surtout entre 1924-1928) que la religion perdit son caractère public et fut restreinte dans la sphère privée et sa réapparition dans la sphère publique se fit surtout dans les années 80. Pourtant, comme nous allons essayer de l'aborder dans les pages suivantes, la présence ou l'absence de la religion fut toujours un point déterminant dans l'espace public turc.

D'autres éléments qui influencèrent l'émergence de l'espace public furent l'importance diminuée de l'agriculture, la concentration de la population dans les villes et la naissance du grand commerce. Ces changements amenèrent la transformation du système économique et celle de la structuration de la société. « Parallèlement à la naissance d'un État moderne, une nouvelle classe sociale est apparue : la "bourgeoisie", qui vient occuper au sein du "public" une place centrale »⁸⁸. Dans cette atmosphère *la sphère publique structurée par la représentation* (et liée aux autorités féodales comme l'Église, les princes et la noblesse) a laissé sa place à *la sphère publique bourgeoise*. Habermas l'a définie comme « étant la sphère des personnes privées rassemblées en un public. Celles-ci revendiquent cette sphère publique réglementée par l'autorité, mais directement contre le pouvoir lui-même, (...). Le médium de cette opposition entre la sphère publique et le pouvoir est original et sans précédent dans l'histoire : c'est l'usage public du raisonnement »⁸⁹. En d'autres mots, l'espace public est une partie de notre vie publique où il est possible de construire une certaine opinion publique⁹⁰. Les individus définis en tant que citoyens peuvent communiquer sans aucune contrainte et peuvent interagir sur des questions qui les intéressent. Ces questions concernent surtout la vie politique et le fonctionnement du gouvernement.

p. 97.

Pour la traduction en anglais voir : HABERMAS Jürgen, The Public Sphere : An Encyclopedia Article (1964), traduit en anglais par Sara Lennox, Frank Lennox, in *New German Critique*, n° 3, automne 1974, p. 49-55, p. 51. « So-called religious freedom came to insure what was historically the first area of private autonomy. »

⁸⁸ HABERMAS Jürgen, op. cit. (*L'espace public*), p. 33.

⁸⁹ HABERMAS Jürgen, op. cit. (*L'espace public*), p. 38.

⁹⁰ HABERMAS Jürgen, The Public Sphere : An Encyclopedia Article, in *Critical theory and society*, édité par Stephen Eric Bronner et Douglas MacKay Kellner, éd. Routledge, 1989, New York.

Le professeur en communication Hans Verstraeten résume les éléments de l'espace public habermassien ainsi⁹¹ :

- Possibilité d'accès par plusieurs personnes à un forum où différentes expériences peuvent être exprimées et partagées.
- Différentes idées doivent s'affronter dans une discussion rationnelle. Il doit y avoir des alternatives et des possibilités d'interprétation pour le choix politique rationnel.
- L'objectif est de critiquer les politiques gouvernementales de façon systématique.

L'une des critiques essentielles envers l'espace public fut le fait de le considérer comme accessible et ouvert à tout le monde. Ses spécificités sont désormais des points dont la pertinence est discutée dans des contextes actuels et qui permettent de réfléchir sur les différentes formes d'espace public.

Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, dans le concept habermassien d'espace public, l'opinion publique et l'usage de la raison sont des composants indispensables. Un autre composant est la publicité. Lorsque l'on parle du principe de publicité, il s'agit avant tout de la transparence de l'État. L'État doit rendre publiques toutes les informations qui intéressent les citoyens, les décisions prises, les projets de tous genres, etc. Les médias servent d'intermédiaires entre l'État et les citoyens. Ainsi, les citoyens bien informés peuvent discuter sur des sujets qui les concernent, les analyser et décider selon leurs propres raisonnements et construire une opinion publique. Pour Habermas, le « principe de publicité » est indissociable de l'usage de la raison⁹². Girod résume que chez Habermas la raison indique « la capacité de l'être humain de bien juger, de distinguer le vrai du faux, de développer une argumentation logique, afin de faire apparaître, de "mettre en lumière" la vérité »⁹³.

Quant à l'opinion publique, Habermas la décrit comme une expression qui se réfère aux tâches de critique et de contrôle exercées par un corps public de citoyens de manière informelle – et formelle lors de la période des élections – vis-à-vis de la structure dominante

⁹¹ VERSTRAETEN Hans, The media and the transformation of the public sphere, in *European Journal of Communication*, n° 11(3), p. 347-370.

⁹² GIROD Alain, *Les mutations de l'espace public et la construction médiatique de 'l'opinion publique'*, 439 p. Thèse : Sciences de l'Information et de la Communication : Lyon 2 : décembre 2000, p. 21.

⁹³ GIROD Alain, op. cit. p. 22.

organisée sous forme d'un État⁹⁴. L'obligation de la publicité de certaines affaires étatiques est reliée à ce fonctionnement de l'opinion publique. Après avoir été informés et après avoir analysé les informations sous la lumière de la raison, les citoyens sont censés fournir une opinion publique « susceptible de s'ériger en contre-pouvoir et d'exercer une influence sur l'État »⁹⁵. De nos jours, le sens de l'opinion publique renvoie plutôt à l'opinion du public comme étant des convictions, des croyances et des tendances, une sorte de résultat des sondages d'opinion. Pourtant, chez Habermas, l'opinion publique est construite suite à des débats, de l'affrontement d'idées différentes, « de l'échange d'arguments logiques »⁹⁶ et il s'agit toujours d'un consensus atteint à la suite de ces discussions.

Selon Habermas, l'opinion publique n'est possible que sous les prémices d'un public qui raisonne⁹⁷, d'où l'importance qu'il accorde à l'usage public de la raison suivant le chemin de Kant qui fait une distinction entre l'usage privé et l'usage public de la raison. Selon Kant, « l'homme fait un usage privé de la raison lorsqu'il est comme une pièce d'une machine, lorsqu'il a un rôle à jouer dans la société et des fonctions à exercer »⁹⁸ et il s'agit donc d'un usage adapté aux circonstances déterminées. Quant à l'usage public de la raison, l'homme raisonne cette fois-ci sans être soumis à des circonstances extérieures, à aucune autorité, nous pouvons dire que par cet usage public, il se libère de l'adolescence, il arrive aux Lumières. Par les mots de Michel Foucault, « quand on ne raisonne que pour faire usage de sa raison, quand on raisonne en tant qu'être raisonnable (et non pas en tant que pièce d'une machine), quand on raisonne comme membre de l'humanité raisonnable, alors l'usage de la raison doit être libre et public »⁹⁹. La critique intervient dans cet usage public de la raison.

Nous voulons souligner aussi l'importance de l'intérêt public dans la construction de l'espace public. Comme l'indique Louis Quéré, « le concept d'espace public est tout à fait au cœur de la réflexion philosophique actuelle sur la démocratie »¹⁰⁰. Et dans la conception

⁹⁴ HABERMAS Jürgen, op. cit. (The Public Sphere: An Encyclopedia Article (1964), in *New German Critique*), p. 49-55, p. 49 : « The expression 'public opinion' refers to the tasks of criticism and control which a public body of citizens informally - and, in periodic elections, formally as well - practices vis-à-vis the ruling structure organized in the form of a state. »

⁹⁵ GIROD Alain, op. cit. p. 26.

⁹⁶ GIROD Alain, op. cit. p. 26.

⁹⁷ HABERMAS Jürgen, op. cit. (Kamusal Alan (Espace public), article encyclopédique traduit en turc), p. 95-102, p. 96.

⁹⁸ FOUCAULT Michel, Qu'est-ce que les Lumières?, disponible sur : <http://foucault.info/documents/whatIsEnlightenment/foucault.questcequeLesLumieres.fr.html> Consulté le 2 août 2010.

⁹⁹ FOUCAULT Michel, idem.

¹⁰⁰ QUÉRÉ Louis, L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique, in *Quaderni*, n° 18,

républicaine de la démocratie, l'espace public politique acquiert une importance stratégique par ses racines dans la société civile dans laquelle la solidarité et l'intérêt commun balancent les organisations hiérarchiques de l'État et les intérêts singuliers du marché¹⁰¹. Même si Habermas apporte un troisième modèle dit démocratie délibérative dans la conception de la démocratie, l'intérêt public est un élément important dans la construction de l'espace public habermassien de lui-même. Ce qui relie les individus privés qui constituent l'espace public est leur intérêt à propos d'un sujet précis, leur intérêt public qui prend sa source des intérêts communs ou des attentes de bénéfice. L'ouverture des discussions sur ce sujet à tout ce qu'y apporte le même intérêt, donne à cette discussion une publicité. Le consensus qu'il est envisagé d'atteindre à la fin de cette discussion est donc appelé l'opinion publique. Ce qui est envisagé au cours de tous ces processus est une participation efficace au fonctionnement du pouvoir politique et le contrôle de l'État. Il est possible de prétendre que ceux qui régulent le marché par leurs choix économiques, cette « main invisible », formaient de même l'opinion publique par ses attitudes politiques rationnelles. « Homo œconomicus » qu'est le citoyen moderne de la société bourgeoise se transformait en « homo politicus ». Le fait de relier l'effondrement de l'espace public bourgeois au passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopolistique renforce cette assertion.

L'intérêt public est important aussi, peut-être selon une conception plus restreinte, dans la formation des nouveaux espaces publics, surtout de ceux qui sont basés sur les nouveaux mouvements, et peut-être encore plus pour les mouvements identitaires. La formation d'un espace public LGBT fut possible par des intérêts communs, pourtant, nous observons que même plus de dix ans après son émergence, il est difficile de mobiliser les LGBT autour des intérêts communs, les libérations personnelles peuvent toujours l'emporter sur les gains communs, et c'est surtout à cause du problème de visibilité. Un LGBT qui lutte pour ses droits dans son entourage, ou bien dans l'espace public LGBT, peut hésiter à faire la même chose dans l'espace public général. Même s'il s'agit d'un LGBT qui a fait son coming out, se trouve désormais le problème de visibilité de son entourage comme une famille qui ne veut pas révéler à ses proches l'homosexualité de son enfant. D'autre part, nous devons préciser que dans le cas de l'espace public LGBT, cet intérêt commun n'est pas restreint

automne 1992, Les espaces publics, p. 75-92, p. 76.

¹⁰¹ HABERMAS Jürgen, Demokrasinin üç normatif modeli (Trois modèles normatifs de la démocratie), in *Demokrasi ve Farklılık, Siyasal düzenin sınırlarının tartışmaya açılması (Democracy and difference. Contesting the boundaries of the Political)*, sous la direction de Seyla Benhabib, traduit de l'anglais par Zeynep Gürata et Cem Gürsel, éd. Demokrasi Kitaplığı, mars 1999, Istanbul (première publication en 1996 chez Princeton University Press), p. 37-50, p. 38.

qu'aux problèmes des LGBT. Même si le point de départ est presque toujours lié à l'homosexualité, il est aussi envisagé d'arriver à une critique du système qui l'entoure. En traitant le service militaire obligatoire et les conditions d'exemption des LGBT, sont questionnés et discutés aussi la raison de cette obligation, le poids de l'armée dans la vie politique en Turquie, ses politiques envers le problème kurde, etc. Nous ne pouvons donc pas dire que l'espace public LGBT est un espace limité et renfermé sur lui-même, d'où résulte surtout le problème de son acceptation par l'espace public général. Autant ils s'expriment dans cet espace autant ils font face à des critiques ciblant leur sexualité, car selon la tradition presque inconsciente du peuple, ils ne peuvent exister que dans la mesure où ils sont invisibles.

La presse avait une grande importance dans la sphère décrite ci-dessus et c'est par rapport à sa modification qu'il est possible d'analyser celle de l'espace public de même. En raison de cette importance accordée à la presse par Habermas et aussi par d'autres chercheurs, dans la deuxième partie de notre recherche, nous allons analyser surtout la revue *Kaos GL* dans la formation d'un espace public LGBT.

Selon Habermas, à la deuxième moitié du 18^e siècle, le journalisme n'était plus une activité de publication des annonces, ne se contentait plus de donner des informations et des comptes rendus, mais les mettait en discussion¹⁰². Il s'agissait désormais de la presse d'opinion. Habermas cite les propos de K. Bücher qui résume la transformation de la presse d'information en une presse d'opinion :

« Désormais, les journaux n'étaient plus des établissements qui ne publiaient que des informations. Ils sont devenus les porteurs de l'opinion publique, ceux qui la canalisent; des organes de lutte de la politique du parti »¹⁰³.

Dans la pensée habermassienne, la transformation de la presse d'opinion en une presse commerciale de masse signifiait le déclin de l'espace public, car la presse « abandonnait son attitude polémique et s'ouvrait aux possibilités de réaliser un profit, comme n'importe quelle entreprise commerciale »¹⁰⁴. Pourtant, nous remarquons que dans ses publications récentes, Habermas attribue toujours une grande importance aux journalistes en les définissant comme

¹⁰² NDIAGA Loum, Médias et démocratie : le quatrième pouvoir en question, conférence prononcée pour la Maîtrise de communication de l'UQAM, le 25 septembre 2002.

¹⁰³ HABERMAS Jürgen, *Kamusalığın Yapısal Dönüşümü (Strukturwandel der Öffentlichkeit)*, traduit de l'allemand par Tanıl Bora-Mithat Sancar, éd. İletişim, 7^{ème} publication, 2007, İstanbul, p. 310.

¹⁰⁴ HABERMAS Jürgen, op. cit. (1986), p. 192.

l'un des deux acteurs, avec les politiciens, sans lesquels l'espace public politique ne peut pas fonctionner¹⁰⁵.

Nous voulons citer partiellement les propos du professeur Bernard Miège à propos de l'espace public et son lien avec la communication (qui inclut dans un premier temps la presse). Miège définit l'espace public comme « le lieu de déroulement d'actions communicationnelles trouvant leur origine dans quatre modèles de communication, apparus successivement, le premier d'entre eux voici plus de deux siècles »¹⁰⁶. Selon Miège, ces modèles de communication se sont définis « autour et à partir des médias et techniques de communication dominantes ». D'après cela, nous observons successivement l'émergence et la domination de :

- La presse d'opinion
- La presse commerciale de masse
- Les médias audiovisuels de masse
- Les relations publiques généralisées

Il faut noter que l'existence ou la domination de l'un d'eux n'exclut pas la présence de l'autre. Pour les préciser dans le temps, Bernard Miège indique que la presse d'opinion est apparue pour l'essentiel au 18^e siècle; la presse commerciale de masse dans la dernière partie du 19^e siècle; et les médias audiovisuels de masse ont obtenu une grande importance surtout à partir de la moitié du 20^e siècle¹⁰⁷. Quant aux relations publiques généralisées, modèle développé par Bernard Miège et Yves de la Haye, elles prennent de l'ampleur à partir des années soixante-dix. Bernard Miège souligne que cet ordre d'émergence n'est valable que pour les « vieilles » sociétés bourgeoises et même si les éléments de ces modèles sont observables dans les sociétés libérales démocratiques, leur cours historique n'est pas le même¹⁰⁸. Même si l'Empire ottoman était loin d'être une « vieille » société bourgeoise, suivre cet ordre d'émergence dans la géopolitique ottomane turque va nous permettre de voir certains décalages temporaires, de même que certaines ressemblances. Sous l'Empire

¹⁰⁵ HABERMAS Jürgen, Political Communication in Media Society : Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research, in *Communication Theory*, 16, 2006, p. 411-426, p. 416.

¹⁰⁶ MIÈGE Bernard, *La société conquise par la communication, 2. La communication entre l'industrie et l'espace public*, éd. PUG, Grenoble, 1997, 216 pages, p. 111.

¹⁰⁷ MIÈGE Bernard, op. cit. (1997, *La société conquise...*), p. 114 ; MIÈGE Bernard, L'espace public : au-delà de la sphère politique, in *Hermès*, n° 17-18, 1995, p. 49-62, p. 51-54.

¹⁰⁸ MIÈGE Bernard, op. cit., (1995, in *Hermès*), p. 53.

ottoman, la première publication considérée comme faisant partie de la presse d'opinion est le journal *Tercüman-i Ahval* dont la date de publication est le 21 octobre 1860. Et même s'il est possible de trouver quelques exemples qui le précèdent, il ne sera pas faux de débiter la presse commerciale au début des années 1980. Pour les médias audiovisuels, il faut remonter en mai 1989, quand la première chaîne privée du pays a commencé sa diffusion par satellite. Les diffusions devaient passer par le satellite, car il n'y avait pas une loi qui traitait les chaînes privées et selon la Constitution, la chaîne publique, Établissement de Radio-Télévision de Turquie (selon les initiales en turc TRT), était la seule détentricrice du droit des fréquences nationales, il leur était donc impossible de se baser au niveau national. À la suite des changements législatifs, la voie est ouverte aux chaînes privées et de nos jours nous trouvons quinze chaînes à l'échelle nationale sans prendre en compte celles qui sont sur le câble et / ou sur le satellite. Pour la période des médias audiovisuels, nous devons aussi noter l'importance de l'émission « Siyaset Meydanı » (Arène politique), qui mérite une recherche approfondie, débutée en 1994 et dont le présentateur était un journaliste, M. Ali Kırca. L'importance de l'émission venait de deux spécificités, d'abord du fait qu'elle était la première qui donnait la parole au peuple sur des sujets qui n'étaient pas traités jusque-là de telle manière, des sujets considérés « délicats », comme le problème kurde, la virginité, les Alaouites et l'homosexualité, même si cette dernière n'était pas traitée comme un sujet entier, mais à partir de certaines paroles des participants parlant des sujets divers. Ensuite, c'était la première émission qui accueillait aussi les citoyens ordinaires. Selon les sujets, les hommes politiques, les spécialistes et les artistes étaient aussi invités, mais ce qui était le plus important était de donner la parole aux citoyens pour qu'ils puissent exprimer librement leurs propos. L'émission a même créé ses « célébrités » parmi les participants, dont le fameux exemple fut une paysanne nommée Gönül Çil. Pour les spectateurs, il était surprenant de voir des « illettrés », des lycéens, des Kurdes s'exprimer. Il est intéressant d'observer qu'avec le temps, le poids des participants « ordinaires » a diminué, il s'agit désormais d'une émission qui traite encore les sujets d'actualités, mais qui a perdu l'aspect radical qu'elle avait au début. Probablement parce qu'il est maintenant possible de traiter ces sujets tabous de l'époque un peu partout. Il faut noter que la revue *Kaos GL* avait également débuté sa publication en 1994. Le slogan d'un homme politique, emprisonné à la suite du coup d'État de 1980, devenu le président de la République, M. Süleyman Demirel, résumait d'une certaine manière cette époque : « Une Turquie qui parle, nous voulons une Turquie qui parle ». C'était une époque où le pays essayait de sortir de l'atmosphère pesante du coup d'État. Vers la fin des années 1990, un autre slogan, cette fois-ci venant d'une publicité de

British Petrol, a attiré l'attention, principalement parce qu'en 2008 le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan l'utilisait toujours en réponse à des critiques envers les politiques du gouvernement et de l'armée sur la terreur : « Parle tout ce qui a une bouche » (Ağzı olan konuşuyor). Contrairement à « une Turquie qui parle », le nouveau slogan attribuait le droit à la parole à celui que l'on croyait qu'il méritait d'être écouté (selon des critères qui nous sont inconnus).

Nous voulons ajouter de même qu'il y a un décalage de presque un siècle entre l'émergence de la presse d'opinion en Europe et dans l'Empire ottoman. Mais plus nous avançons dans le temps plus ce décalage diminue. Et même si les médias audiovisuels de masse ont encore une forte domination dans le pays, nous ne pouvons pas négliger que la logique de relations publiques généralisées fait partie de plus en plus de la sphère communicationnelle.

Tout ce que l'on a élaboré jusqu'ici nous conduit au concept de la démocratie délibérative de Habermas. Dans son article sur les forums de discussions, Ângela Cristina Salgueiro Marques indique que « l'idée d'un modèle de démocratie basée sur la discussion est le fondement de la réflexion habermassienne »¹⁰⁹. Nous allons essayer de suivre le fil de cette réflexion d'abord dans le livre de Habermas intitulé « Idéalisations et communication » dont le sous-titre est « Agir communicationnel et usage de la raison ». Dans ce livre, Habermas définit la raison et l'expérience comme étant chacune « une face du langage dont les hommes ont besoin pour se mouvoir dans le monde, et dans lequel il concentre leurs usages communs du monde »¹¹⁰. Il y indique aussi que le langage n'est pas la réalité, mais il en tient lieu et il souligne la nécessité de « faire la part des règles du langage, et des autres formes de régularité ». Habermas indique que selon la théorie discursive, le succès de la politique délibérative n'est pas basé sur les citoyens qui agissent en collectivité, mais sur l'institutionnalisation des méthodes et des conditions de communication¹¹¹. Cette nécessité de faire la part des règles du langage et l'institutionnalisation des méthodes de communication étant des sujets discutés en raison de de l'accès difficile des couches défavorisées à l'espace public, nous voulons maintenant souligner l'importance attribuée à la délibération par

¹⁰⁹ MARQUES SALGUEIRO Ângela Cristina, op. cit., p. 5-6.

¹¹⁰ HABERMAS Jürgen, *Idéalisations et communication. Agir communicationnel et usage de la raison*, traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme, Fayard, Librairie Arthème Fayard, 2006, 110 pages, avant-propos.

¹¹¹ HABERMAS Jürgen, op. cit. (mars 1999, Trois modèles normatifs de la démocratie), p. 37-50, p. 46. Dans le livre original en anglais p. 27 : « Discourse theory has the success of deliberative politics depend not on a collectively acting citizenry but on the institutionalization of the corresponding procedures and conditions of communication ».

Habermas. Dans un article relativement récent, Habermas considère la délibération comme un élément essentiel du processus démocratique et indique qu'elle est censée remplir trois fonctions :

« mobiliser et mettre en commun des problèmes pertinents et des informations exigées, et spécifier des interprétations ; traiter telles contributions de manière discursive au moyen des arguments corrects pour et contre ; et produire les attitudes positives ou négatives qui sont censées déterminer l'issue des décisions de procédure correcte »¹¹².

L'importance de la deuxième fonction de la délibération est soulignée de même par Azi Lev-On et Bernard Manin dans un article cosigné¹¹³. Les auteurs y indiquent que « la délibération n'est pas seulement la recherche des raisons et arguments qui peuvent justifier une action » et que son trait distinctif « réside dans la recherche et l'examen d'arguments *pour*, mais aussi *contre* ». C'est ainsi qu'il est possible de parler de la délibération et de ne pas s'enfermer dans des cercles où tout le monde partage plus ou moins la même idée.

La publicité et la transparence sont encore des composants indispensables du processus délibératif¹¹⁴. Le professeur Joshua Cohen précise certains postulats d'une délibération idéale. Selon ses propos, les limites d'une délibération idéale ne sont que les résultats et les conditions nécessaires pour cette délibération. Les résultats sont acceptés par toutes les parties, même par celles qui ne sont pas d'accord avec le résultat, car elles ont la conviction d'y arriver à la suite de leur délibération. En citant Habermas, Cohen indique une autre spécificité ; celle qui impose qu'aucune autre force n'y est exercée sauf celle du meilleur argument¹¹⁵. Une proposition peut être rejetée si elle n'a pas pu être défendue par des arguments acceptables ou convaincants. Dans une délibération idéale, il est accordé une inclusion et une occasion égales pour la participation¹¹⁶, les parties prenantes sont formellement égales et d'une importance égale, les règles sont identiques pour tous les

¹¹² HABERMAS Jürgen, op. cit. (2006, Political Communication in Media Society...), p. 416: « As an essential element of the democratic process, deliberation is expected to fulfill three functions: to mobilize and pool relevant issues and required information, and to specify interpretations; to process such contributions discursively by means of proper arguments for and against; and to generate rationally motivated yes and no attitudes that are expected to determine the outcome of procedurally correct decisions. »

¹¹³ LEV-ON Azi, MANIN Bernard, Internet : la main invisible de la délibération, in *Esprit*, mai 2006, p. 195-212, p. 196.

¹¹⁴ HABERMAS Jürgen, op. cit. (2006, Political Communication in Media Society...), p. 413.

¹¹⁵ COHEN Joshua, Deliberation and Democratic Legitimacy, in *The Good Polity: Normative Analysis of the State*, Alan Hamlin et Phillip Petit (éditeurs), Blackwell, New York, 1989. Disponible sur : <http://philosophyfaculty.ucsd.edu/faculty/rarneson/JCOHENDELIBERATIVE%20DEM.pdf>

¹¹⁶ HABERMAS Jürgen, op. cit. (2006, Political Communication in Media Society...), p. 413.

participants, chacun peut mettre des problèmes à l'ordre du jour, proposer des solutions, critiquer les propositions, chacun a une voix égale dans la décision. Cohen précise enfin qu'une délibération idéale ambitionne de parvenir à un consensus rationnellement motivé et il souligne que même dans des conditions idéales, il est possible de ne pas arriver à des raisons consensuelles, alors la délibération conclut avec un suffrage qui est plutôt basé sur la règle de majorité. Même si Habermas considère que dans le cadre du modèle de la démocratie libérale la décision de suffrage des électeurs est de même nature que les choix opérés par les participants dans un marché¹¹⁷. Cohen précise qu'un suffrage fait à la suite d'un processus délibératif n'est pas le même que celui qui agrège les préférences qui ne sont pas issues d'une délibération.

Selon Habermas, la délibération est une forme exigeante de communication et il indique qu'elle est produite (cultivée/« grows ») dans des routines quotidiennes (« daily routines ») discrètes qui conduisent à demander et à donner des explications (des raisons)¹¹⁸. L'auteur précise qu'au cours des pratiques quotidiennes, les acteurs ont l'habitude de demander ou de donner une validation mutuelle pour leurs déclarations. Mais le débat proprement délibératif n'est que celui qui se déroule au sein de la sphère du pouvoir, d'où la distinction conceptuelle de Habermas entre « les espaces intégrés à la sphère étatico-administrative et les espaces publics autonomes de la société civile, non contrôlés par le système politique »¹¹⁹. Pourtant, dans des sociétés contemporaines, il faut analyser l'espace public et la délibération sans les réduire à la sphère politique. Et comme l'indique Bernard Miège, en parlant de l'espace public dans un contexte contemporain, il faut prendre en compte qu'il « embrasse aujourd'hui de multiples lieux et moments dialogiques où sont discutées de façon raisonnée mais aussi émotionnelle toutes sortes de problèmes publics et privés ». De ce fait, il se peut que les échanges ne soient pas caractérisés par l'argumentation raisonnée et par la rhétorique, mais plutôt à partir des témoignages des vécus particuliers. L'analyse de l'espace public LGBT en Turquie nous donne l'occasion de voir l'importance de ces vécus dans les échanges. À partir des lettres envoyées à la revue *Kaos GL* sous la rubrique « Cartes postales de vie » (Yaşamdan Kartpostallar) les individus LGBT racontent leurs propres

¹¹⁷ HABERMAS Jürgen, op. cit. (mars 1999, Trois modèles normatifs de la démocratie), p. 40. Dans le livre original en anglais p. 23 : « Their voting decisions have the same structure as the acts of choice made by participants in a market. »

¹¹⁸ HABERMAS Jürgen, op. cit. (2006, Political Communication in Media Society...), p. 413: « Deliberation is a demanding form of communication, though it grows out of inconspicuous daily routines of asking for and giving reasons ».

¹¹⁹ SURAUD Marie-Gabrielle, Communication ou délibération : les échanges dans la société civile, in *Hermès* n° 47, 2007, p. 177-184, p. 180.

récits : comment ils ont vécu leur homosexualité à l'intérieur d'eux-mêmes, dans leur famille, là où ils vivent, dans leur vie professionnelle, etc. Et tout cela correspond en fait aux problèmes communs des LGBT. De même, à partir des expériences des LGBT soumis à la violence dans la vie quotidienne, nous commençons à questionner les raisons de cette violence dans la société, à discuter les solutions efficaces envers cela. Comme les vécus particuliers ne sont pas des vécus singuliers, en partant d'eux il se construit un discours critique envers la société.

À propos des règles communicationnelles dans la délibération, nous postulons que la revue *Kaos GL* a ouvert aux LGBT une voie de communication et de délibération. Les LGBT n'avaient pas de lieux où ils pouvaient se réunir juste pour discuter, soit sur leurs problèmes à eux, soit sur la vie quotidienne. Leur socialisation se faisait majoritairement dans des lieux consacrés aux rencontres (sexuelles) et pour entrer dans la communauté, il fallait fréquenter ces lieux de rencontre. Pourtant, comme la revue publiait toutes les lettres, tous les mails envoyés par les lecteurs, même ceux qui étaient moins éduqués pouvaient trouver une place au sein de cette publication. Il leur était désormais possible aussi de connaître des LGBT d'autres villes que la leur, ils devenaient désormais conscients des autres vécus. À la lecture de la revue, nous comprenons qu'il se nouait une voie de communication par les lettres entre les LGBT vivant dans des villes différentes. Et nous remarquons que dans un premier temps, aucune préoccupation langagière ne s'impose : nous pouvons observer des récits érotiques, de l'argot, même du vocabulaire vulgaire ou des récits qui ne suivent pas une logique cohérente. Pourtant, autant la revue gagne en visibilité et surtout à partir du moment où elle devient une publication légale, nous remarquons qu'il arrive que les éditeurs de la revue préviennent ceux qui envoient des articles de ne pas utiliser des injures pour être publiés. Cela nous montre que même si le ton enragé, parfois ironique, des articles envers les injustices vécues est gardé, la revue exerce désormais un certain contrôle sur le langage de ses contributeurs. Nous observons aussi que le style des médias de masse influence peu à peu la présentation graphique de la revue. Nous détaillons ce sujet dans les chapitres suivants.

C) Les critiques envers Habermas et les définitions « actuelles » de l'espace public

La critique la plus étendue faite envers Habermas est le fait qu'il avait négligé d'autres espaces publics. Plusieurs critiques sont centrées sur le fait que Habermas excluait d'autres classes sociales que la bourgeoisie de l'espace public. Oskar Negt et Alexander Kluge insistent sur l'exclusion de la classe prolétaire chez Habermas (même s'il l'a mentionné brièvement dans son œuvre), pourtant, l'espace public prolétaire n'est pas le seul à émerger. Entre autres, nous pouvons citer Nancy Fraser du mouvement féministe qui insiste sur l'exclusion des femmes et qui a formulé un contre-espace public. Les minorités, les noirs, les LGBT furent également parmi ceux qui ont construit leurs propres scènes de combat, leurs propres cultures, leurs propres espaces publics¹²⁰.

Une autre critique souligne qu'il sous-estimait les côtés basés sur la rhétorique et le jeu de l'agir communicationnel¹²¹ alors que les gens s'expriment aussi par les fêtes, par les festivals, par l'humour, par l'ironie, etc. De ce point de vue, la glorification de la raison exclut l'autrui et c'est le discours de l'autrui qui est en général esthétique et affectif¹²². Garnham ajoute que ce point est assez important dans les discussions sur le rôle des moyens de communication de masse dans les démocraties actuelles¹²³. L'auteur souligne aussi qu'après de l'espace public bourgeois, les différents espaces publics sont construits parallèlement sur différentes valeurs (la solidarité au lieu d'individualisme concurrentiel) et différentes institutions (comme les syndicats). Les nouveaux acteurs de l'espace public ne visent plus la communication entre l'État et le public et un certain consensus, ils visent plutôt la défense des intérêts des différentes couches sociales et un consensus relatif entre tous les intérêts différents¹²⁴.

Le professeur en sciences politiques, Süleyman Seyfi Ögün, indique que l'espace public est dans un état de crise et cette crise est avant tout culturelle¹²⁵. Les nouvelles

¹²⁰ ŞAHAN Mutlucan, La construction d'un espace public gauche : l'exemple de la revue Birikim, Mémoire de maîtrise : Sciences de l'Information et de la Communication : Université Galatasaray : 2005.

¹²¹ GARNHAM Nicholas, The Medias and Public Sphere, in *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge: MIT Press, 1992, p. 359-376, p. 360.

¹²² ÖZTÜRK Serdar, Osmanlı İmparatorluğu'nda Kamusal Alanın Dinamikleri (Les dynamiques de l'espace public dans l'Empire ottoman), in *Gazi İletişim*, 2005 (21), p. 95-124, p. 99. Disponible sur : <http://www.acikarsiv.gazi.edu.tr/dosya/Osmanlidakamusalalan.pdf>

¹²³ GARNHAM Nicholas, op. cit.

¹²⁴ ŞAHAN Mutlucan, op. cit.

¹²⁵ ÖGÜN Süleyman Seyfi, Kamusal Hayatın Kültürel Kökleri Üzerine : Sennett, Habermas ve Abdülaziz Efendi

participations (des femmes, des LGBT, etc.) dans l'espace public ne peuvent rien faire que renforcer la crise parce que chaque nouvelle participation utilisera le discours bourgeois jusqu'à ce qu'elle obtienne ce qu'elle veut et après avoir établi une place dans l'espace public (ou après avoir établi son propre espace public) ne fera que renforcer les codes culturels du conservatisme bourgeois. Selon le chercheur, la crise de l'espace public se trouve dans le fait qu'il ne peut pas créer de nouvelles formes d'expression.

Une critique beaucoup plus profonde appartient à Hans Verstraeten qui affirme que l'espace public n'a jamais été construit complètement et le concept doit être redéfini par rapport au fonctionnement de la société moderne¹²⁶.

Une autre chercheuse en sciences de l'information et de la communication, Beybin Kejanlioğlu, indique que nous pouvons commencer à redéfinir l'espace public en suivant les critiques de Geoff Eley et Nancy Fraser qui parlent d'un « espace de combat culturel et idéologique » au lieu d'un « espace de discussions sur la raison et la critique »¹²⁷. Conformément à cette remarque et parce qu'ils sont d'une grande importance pour les discussions sur l'espace public, nous suivrons désormais les pas de Nancy Fraser.

Avant de dire qu'elle n'est pas complètement satisfaisante, Fraser précise qu'une chose comme l'idée d'espace public d'Habermas est indispensable pour la théorie sociale critique et le pratique démocratique politique¹²⁸. Fraser rappelle qu'Habermas traitait un espace public très spécifique qui fut le modèle libéral de l'espace public bourgeois et elle ajoute qu'il n'est plus réalisable sous les conditions changées de « démocratie de masse de l'État-providence » du vingtième siècle¹²⁹. La chercheuse affirme que son analyse d'espace

(Sur les origines de l'espace public : sur Sennett, Habermas et Abdoulaziz Efendi), in *Doğu-Batı*, novembre-décembre-janvier, 1998-1999, p. 55-61.

¹²⁶ VERSTRAETEN Hans, op. cit., p. 347-370.

¹²⁷ ÖZCAN İzzet, Sivil Toplum ve Kamusal Alan Tartışmaları Çerçevesinde Türkiye'de Devlet ve Sivil Toplum İlişkisi (La relation entre l'État et la société civile en Turquie dans le cadre des discussions sur la société civile et l'espace public), 98 p. Mémoire de DEA : Sociologie : Université Dumlupınar, Kütahya : 2008, p. 9.

¹²⁸ FRASER Nancy, Rethinking the public sphere : a contribution to the critique of actually existing Democracy, *Social Text*, n° 25/26, (1990), p. 56-80, Duke University Press, disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/466240>, Consulté le 7 décembre 2008, la reproduction exacte du texte publié in *Habermas and the Public Sphere* (sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge MA: M.I.T. Press, 1991) : « something like Habermas's idea of the public sphere is indispensable to critical social theory and to democratic political practice », p. 57.

¹²⁹ FRASER Nancy, op. cit. (Rethinking...), la reproduction exacte du texte publié in *Habermas and the Public Sphere* (op. cit. 1991) : « The upshot is an argument that, under altered conditions of late twentieth century "welfare state mass democracy," the bourgeois or liberal model of the public sphere is no longer feasible. Some new form of public sphere is required to salvage that arena's critical function and to institutionalize democracy », p. 58.

public doit être interrogée de manière critique et doit être reconstruite. Dans un ouvrage récent, le professeur Bernard Miège indique de même que même s'il y a une pertinence dans les propositions de Habermas et même s'il considère que ce dernier a ouvert des pistes heuristiques, que sa pensée est productive, cela ne l'empêche pas de discuter et critiquer sa pensée « assez sévèrement »¹³⁰.

Faisant référence à des chercheurs comme Joan Landes et Geoff Eley, Fraser souligne que la maille manquante de l'espace public bourgeois reste dans l'exclusion des femmes¹³¹ et les travaux de Mary Ryan cités par l'auteure ouvrent un autre aspect sur le sujet. Ryan montre qu'au dix-neuvième siècle, les femmes nord-américaines de différentes classes et de différentes ethnies avaient construit plusieurs moyens pour accéder à la vie politique publique, quoiqu'elles soient exclues de l'espace public officiel¹³². Parmi ces moyens, Ryan mentionne, pour les femmes bourgeoises élites, des associations volontaires accessibles seulement pour les femmes, des sociétés de philanthropie ou des réformes morales ; et les femmes qui sont moins privilégiées, elles avaient le rôle de soutien lors des protestations de la classe laborieuse de domination masculine. Avec un certain décalage dans le temps, nous pouvons observer une situation pareille à l'Empire ottoman vers la fin du dix-neuvième et tout au début du vingtième siècle (cf. chapitre 2, section A et section B). À partir de l'exemple de Ryan, Fraser assume qu'alors l'exclusion des femmes de l'espace public est un choix idéologique qui reste dans une notion de publicité basée sur la classe et le genre. Elle ajoute que le fait d'accepter le public bourgeois comme le seul public possible qui existe est loin de la réalité ; qu'il existe d'autres contre-publics comme les publics nationalistes, les publics de paysans populaires, de femmes élites et de classe laborieuse. Il nous paraît que la remarque de Fraser et d'autres sur le caractère conflictuel de la relation entre ces publics et le public bourgeois trouve également sa place sous l'Empire ottoman, mais surtout depuis l'émergence de la République turque. Nous constatons que pour chaque pays ou pour chaque espace géopolitique, il est possible de repérer ce genre de contre-public (et de contre-espace public) selon ses spécificités et il est possible de suivre le fil de ces contre-publics dans le temps. Pour certains territoires l'ethnie peut être déterminante, pour d'autres il s'agit de la religion, du

¹³⁰ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 9.

¹³¹ Avant la publication de son article cité ci-dessus, Fraser rédige un autre article critique à la recherche de genre chez Habermas, ou plutôt à l'absence de genre chez ce dernier, surtout dans son ouvrage *La théorie de l'agir communicationnel*, voir FRASER Nancy, What's critical about critical theory : the case of Habermas and gender, in *New German Critique*, n° 35, Special Issue on Jürgen Habermas (Spring - Summer, 1985), p. 97-131, disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/488202>, consulté le 11 décembre 2011.

¹³² FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 56-80.

genre ou encore de la classe, dans la structuration d'un public (et d'un espace public) dominant et des contre-publics (des contre-espaces publics). Pour la Turquie, nous pouvons observer quasiment tous ces genres de conflit et c'est pour cette raison qu'ils peuvent être entrelacés et qu'ils nécessitent une analyse dans leur ensemble.

En conséquence de la relation conflictuelle entre les différents publics, Geoff Eley indique que l'espace public est toujours constitué par conflit¹³³. En se basant sur la déduction gramscienne d'Eley, Nancy Fraser souligne qu'alors, « l'espace public officiel fut, et il l'est toujours, le site institutionnel primordial qui définit le nouveau, hégémonique, mode de domination pour la construction du consentement »¹³⁴. Même si Fraser reste prudente dans sa critique de l'espace public et même si elle considère qu'il ne faut ni idéaliser ni dévaloriser le concept, cette notion de domination nous renvoie encore une fois à l'histoire de la Turquie décrit dans ses traits généraux au cours des paragraphes suivants. Comme nous essayons de le démontrer, l'espace public laïc (laïciste, républicain) fut l'espace public déterminant pendant une longue période et c'est par rapport à lui que sont développés et construits d'autres espaces publics (surtout islamiste et kurde).

Après avoir montré son caractère masculin, les critiques de Fraser sur cet espace public bourgeois masculin(iste) portent sur quatre points : assumer que pour tous les participants, il est possible de laisser de côté toutes différences de statut et de délibérer *comme s'ils sont égaux* ; assumer qu'un seul espace public soit préférable à la mixité des espaces publics ; assumer que la délibération doive être toujours à propos du bien commun et que l'apparition des intérêts privés et des sujets privés est toujours indésirable¹³⁵ ; assumer que le fonctionnement de l'espace public démocratique demande une profonde séparation entre la société civile et l'État.

En cherchant un éventuel espace public LGBT, nous observerons que la première critique de Fraser correspond à la réalité : même si l'accès à la revue *Kaos GL* était ouvert à tout le monde¹³⁶, on ne peut pas prétendre que ceux qui pouvaient y accéder et y participer étaient des pairs (aux niveaux économique et social). Fraser, elle-même accepte que malgré leurs intentions démocratiques et égalitaires, les contre-publics ne sont pas exclus de pratiquer

¹³³ FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 61.

¹³⁴ FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 62.

¹³⁵ Cette critique reste cohérente avec le slogan du féminisme : « Ce qui est privé est politique », donc public et délibérable dans l'espace public.

¹³⁶ Nous ne prénonçons pas en compte les obstacles qui s'affichaient en dépit de cette ouverture, comme le problème de visibilité ou la manque de moyen financier.

leurs propres modèles d'exclusion et de marginalisation¹³⁷. Nous verrons tout de même que malgré ce genre de fonctionnement, ces différents espaces publics peuvent offrir à leurs membres une possibilité qui n'existe pas dans l'espace public général : l'occasion de s'exprimer soi-même en tant qu'individu.

Dans un deuxième temps, Fraser cherche les possibilités d'affranchir cette inégalité et trouve la solution, surtout pour les sociétés stratifiées, dans la multiplicité des publics. Elle indique que selon l'historiographie révisionniste de l'espace public, « les membres des groupes sociaux subordonnés – les femmes, les travailleurs, les gens de couleur et les gays et les lesbiennes – ont toujours considéré qu'il est avantageux de constituer des publics alternatifs »¹³⁸. L'auteure indique que ces contre-publics subalternes offrent une arène discursive où les membres des groupes sociaux subordonnés inventent et font circuler les contre-discours, ce qui leur permet de formuler des interprétations oppositionnelles de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins. Donnant l'exemple du contre-public subalterne féministe états-unien de la fin du vingtième siècle, Fraser insiste sur le fait que les femmes féministes ont inventé de nouveaux termes afin de décrire la réalité sociale. Nous observons une approche similaire au cours de l'émergence, et encore aujourd'hui, du mouvement LGBT en Turquie. Afin d'effacer l'image d'un vice venu d'ailleurs, les LGBT essayaient avant tout de changer les mots étrangers utilisés pour eux, essayaient de trouver (parfois même inventaient) des nouveaux mots afin de transformer la perception de la société sur l'homosexualité¹³⁹.

Une autre spécificité des contre-publics mentionnée par Fraser, et elle la trouve également dans la pensée habermassienne, est leur double caractère : le regroupement et la séparation. D'une part, ils regroupent leurs membres ; d'autre part, ils servent de base pour des activités agitées envers d'autres publics plus larges¹⁴⁰. Nous constaterons que, surtout à partir de la violence vécue dans la vie quotidienne, le mouvement LGBT en émergence agissait de la même manière.

Une autre forme de violence, la violence conjugale, apparaît chez Fraser en tant qu'exemple pour montrer la relation problématique entre l'intérêt commun (public) et le privé. Considérée pendant longtemps comme un problème appartenant à la vie privée, la

¹³⁷ FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 67.

¹³⁸ FRASER Nancy, idem.

¹³⁹ Pour plus de détail, voir le Chapitre VII.

¹⁴⁰ FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 68.

violence conjugale devint un sujet public suite à l'émergence d'un contre-public subalterne des féministes qui ont souligné que cela n'était pas un cas isolé, qu'il s'agissait l'un des résultats des sociétés de domination masculine. Qui décide des sujets dont on peut discuter dans l'espace public ? Nous pouvons prétendre que les sujets tabous dans l'espace public général, trouvèrent leurs places dans d'autres (contre-)espaces publics et finirent ensuite par devenir des sujets de discussion dans ce grand espace public. De ce fait, Fraser discute sur les inconvénients de préciser d'avance les limites des sujets à discuter, tandis que selon le contexte tout peut devenir un sujet d'intérêt commun et encore même s'il ne le devient pas, il est important qu'il soit exprimé pour pouvoir construire une société plus égalitaire et moins stratifiée. Elle assure que la théorie critique doit avoir une vue plus critique envers les termes « public » et « privé », car « ces termes ne sont pas, après tous, des simples (et honnêtes, « straightforward ») désignations des sphères sociétales ; ils sont des classifications culturelles et des labels rhétoriques. Dans le discours politique, ils sont des termes puissants déployés fréquemment afin de rendre illégitimes certains intérêts, points de vue et sujets, et de valoriser des autres »¹⁴¹.

Quant à la stricte séparation entre l'État et la société civile, Fraser questionne d'abord le sens que nous donnons à la société civile. En laissant à côté le sens économique du terme, elle insiste surtout sur le sens associatif. Elle résulte que si nous parlons d'une profonde séparation entre l'État et ce corps associatif, nous isolons donc ce dernier de tout son potentiel de décision. Avec l'émergence de la démocratie représentative parlementaire, cet isolement est encore plus renforcé, le Parlement étant le lieu de prise de décision. Il s'agit alors de deux types de publics : l'un a le rôle de formation de l'opinion (le public faible), tandis que l'autre est dans un état de prise de décision (le public puissant).

Fraser précise qu'elle ne prétend pas qu'Habermas est ignorant des autres espaces publics et, pour prouver le contraire, elle cite l'auteur qui parle dans l'introduction de son fameux ouvrage de l'espace public plébéien (« plebeian public sphere »)¹⁴². Ce qui gêne Fraser dans l'idée d'Habermas est qu'il prétend qu'il serait possible de comprendre le fonctionnement de l'espace public bourgeois en l'examinant exclusivement. Alors Fraser trouve problématique cette assomption et indique, comme elle l'indique tout au long de son

¹⁴¹ FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 73.

¹⁴² FRASER Nancy, op. cit. (1990), p. 78, note de bas de page 9.

article, que les relations du public bourgeois avec d'autres contre-publics alternatifs affectent la conception bourgeoise de l'espace public.

Dans un article relativement récent où elle parle du concept d'un espace public transnational¹⁴³, Fraser insiste sur deux idées essentielles de l'espace public qui ne sert pas seulement à comprendre le flux de communication mais surtout à contribuer à la théorie politique normative de la démocratie : la légitimité normative et l'efficacité politique de l'opinion publique. L'auteure indique que sans ces derniers, le concept d'espace public perd son pouvoir critique et son point politique. Après avoir traité les critiques développées envers l'espace public habermassien, Fraser affirme qu'elle croie toujours à la validité de ces critiques dont elle fait également partie, mais elle ajoute qu'elles négligeaient toutes un point remarquable et poursuit :

« Still oriented to the prospects for deliberative democracy in a bounded political community, both critiques (the legitimacy critique and the efficacy critique, I.E.) continued to identify the public with the citizenry of a territorial state »¹⁴⁴.

À ce point-là, l'auteure fait référence à un autre ouvrage d'Habermas publié en anglais en 1998, « Between Facts and Norms », et elle indique qu'il a revisité son approche d'espace public sous la lumière des critiques et il valorisa le rôle des mouvements sociaux émancipatoires, comme le féminisme de seconde vague, dans la promotion de la démocratie en poursuivant l'égalité. Pourtant, Habermas reste encore dans les limites d'un espace public national, d'une publicité nationale même s'il valorise le « patriotisme constitutionnel ». À ce propos, Fraser parle des approches qui défendent l'idée d'une publicité transnationale, certaines indiquant qu'elle est issue du 20^e siècle tandis que d'autres la font débiter au 17^e, le siècle des Lumières (la république des Lettres), en même temps que les mouvements cross-nationaux comme le socialisme, l'abolitionnisme, etc. En acceptant que ces deux approches aient raison sur certains points, Fraser assume que la configuration actuelle de la publicité transnationale est nouvelle et qu'elle reflète tout de même une autre transformation structurale de l'espace public. Elle ajoute que toutes les parties peuvent être en accord sur le fait que cette

¹⁴³ FRASER Nancy, Transnationalizing the Public Sphere, On the Legitimacy and Efficacy of Public Opinion in a Post-Westphalian World, in *Theory, Culture & Society*, 2007 (SAGE, Los Angeles, London, New Delhi, and Singapore), vol. 24(4): 7-30, p. 8-9.

¹⁴⁴ FRASER Nancy, op. cit. (2007), p. 13 : « Toujours orientées vers des perspectives pour une démocratie délibérative dans une communauté politique limitée, les deux critiques ont continué à identifier le public avec la citoyenneté d'un état territorial. »

nouvelle configuration sort des limites d'une conception westphalienne¹⁴⁵. Nous n'insisterons pas sur ce point autant qu'il est un profond sujet de discussion, nous voulons seulement souligner que la critique de Fraser envers Habermas sur l'absence de prise en compte des genres perdure encore en 2007, et grâce à ce débat sur la transnationalité, nous envisageons de passer à John Keane qui classe trois niveaux d'espace public. Prenant en compte les conditions de nos sociétés actuelles, nous croyons que la classification des espaces publics faite par Keane est assez importante¹⁴⁶ et donne certaines possibilités pour des futures recherches ayant d'autres problématiques. Keane classe les espaces publics existant en trois parties :

- Les micros espaces publics (sous l'État-nation)
- Les espaces publics moyens (État-nation)
- Les macros espaces publics (ultra-national, global)

Selon Keane, l'internet est le dernier exemple des macros espaces publics. Il indique que certains utilisateurs se servent de l'internet en tant que citoyens et il peut y avoir des discussions sur le pouvoir et sur les principes. Cette approche nous paraît importante également avec son ajout de dématérialisation de l'espace public. Keane affirme que l'espace public ne peut plus être limité par des frontières physiques¹⁴⁷. Indiquant que l'internet est considéré comme un espace public par certains chercheurs, nous voulons tout de même ajouter une remarque faite par Bernard Miège : « (...) les techniques modernes de communication politique (...) sont loin d'avoir fait la preuve de leurs avantages démocratiques »¹⁴⁸. Même s'il faut rester vigilant envers leurs avantages et leurs inconvénients, l'utilisation des (nouvelles) technologies, surtout par des communautés minoritaires et sous un angle d'espace public, mérite un travail approfondi.

¹⁴⁵ La souveraineté westphalienne : « (elle) se réfère à la notion d'autorité exclusive sur un territoire défini ; c'est-à-dire à l'interdiction par la puissance souveraine de l'intervention d'autres acteurs sur son territoire. (...) Elle est menacée de façon croissante par le réseau toujours plus dense de débats d'expertise et d'influences d'acteurs opérant à l'échelle globale. », LERIN François, TUBIANA Laurence, Les paradoxes de la souveraineté, in *Regards sur la Terre 2009*, Pierre Jacquet, Presses de Sciences Po « Annuels », 2009, p. 96-107, p. 100.

¹⁴⁶ KEANE John, Structural Transformations of the Public Sphere, in *The Communication Review* 1 (1):1-22, 1995.

¹⁴⁷ KEANE, op. cit.

¹⁴⁸ MIÈGE Bernard, L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté, in *L'espace public et l'emprise de la communication*, (sous la direction de) Isabelle Paillart, Ellug, Grenoble, 1995, p. 171.

1. *L'Espace public oppositionnel – L'espace public sociétal*

Négliger l'existence des différentes classes dans une société fut une autre critique faite envers l'espace public « bourgeois » d'Habermas, revendiquée surtout par Oskar Negt et Alexander Kluge.

Le mouvement chartiste, au Royaume-Uni au milieu du 19^e siècle, joue un rôle important dans l'émergence d'un espace public oppositionnel. Les composants du mouvement étaient des ouvriers en quête de leurs droits, surtout politiques. Même si Habermas indique qu'avec l'apparition des autres acteurs dans l'espace public, celui-ci s'est affaibli, il s'agit en fait de l'affaiblissement d'une forme spécifique de l'espace public qu'est l'espace public bourgeois et cela au profit d'un autre espace public dit oppositionnel. Nous devons constater qu'il y a eu des changements majeurs dans la structure de l'espace public habermassien, mais c'est grâce à ce glissement qu'il fut possible pour une partie de la société de se faire entendre et d'exister dans l'espace public. Il est possible de considérer que l'un de ces espaces publics demeure toujours dominant dans la sphère générale, mais en construisant leurs discours dans leurs espaces publics partiels, les autres couches de la société peuvent désormais avoir leurs paroles dans cet espace public plus dominant que les leurs. L'efficacité de ce discours prenant en compte les gains et les pertes peut être discutable, mais ce n'est pas parce que ces autres espaces publics sont inefficaces par nature, cela demande plutôt une analyse approfondie du fonctionnement des sociétés concernées. Selon Nancy Fraser, c'est grâce à la pluralité des espaces publics que la prise de parole des groupes subalternes peut être assurée.

Oskar Negt part de la crise économique vécue récemment dans le monde entier afin d'arriver à souligner l'importance qu'il accorde à l'espace public. Il indique que pour la transformation d'une société, il faut créer « un espace public approprié, (...) car personne ne peut sortir du cercle fermé de la situation actuelle de ses propres forces individuelles ». Nous continuons à le citer :

« La constitution d'un espace public propre est l'un des éléments décisifs de la résistance et de la formulation d'alternatives. J'attribue à l'espace public le rôle-clé dans la production d'une conscience de notre temps ».

Comme nous l'avons indiqué au début de ce paragraphe, Negt traite spécialement la crise économique et il est à la recherche d'une alternative au système capitaliste. Pourtant, nous pensons que ses propos peuvent être déplacés de ce contexte vers l'espace public LGBT

en Turquie et seront toujours valables. L'objectif des fondateurs de la revue *Kaos GL* n'était probablement pas de créer un espace public, ils ne pensaient pas à cela en ces termes, mais ils étaient en manque d'espace pour s'exprimer, pour s'affirmer, pour apparaître tels qu'ils sont, donc, une revue propagée par photocopie et distribuée par leurs soins est devenue un espace public dans et par lequel ils ont développé une certaine résistance et ont proposé leurs alternatives à la structure établie de la société. Toujours comme l'indique Negt, cela était en même temps un espace aidant à la formation (à la production) de la conscience homosexuelle chez ceux qui se croyaient seuls dans le monde. Cet espace public n'avait rien de politique au sens de la volonté d'accéder au pouvoir, mais cela n'empêchait pas qu'il s'implique à la critique des politiques menées par le système. Même si le point de départ est essentiellement la conscience homosexuelle, c'était en même temps cela qui rendait sensibles les participants aux problèmes de toutes sortes de minorité, d'inégalité et d'injustice.

Nous pouvons également lier la construction de l'espace public LGBT en Turquie à l'idée d'apparaître chez Hannah Arendt, dans le sens que le fait d'apparaître n'est pas « une manifestation secondaire et facultative d'entités déjà déterminées, mais le moment de leur détermination : ces entités (personnes, actions, événements, etc.) acquièrent leur individualité et leur socialité dans le mouvement même où elles apparaissent pour ce qu'elles sont, à un public capable de juger, de former des opinions et de répondre par des actions »¹⁴⁹.

Sous l'angle des critiques citées au cours des paragraphes précédents, il nous paraît que, lorsque l'on parle de l'espace public, nous devons désormais en parler au pluriel, et nous ne devons pas nécessairement d'en parler dans son sens politique, au sens classique du mot. En outre des appellations de ces espaces en tant qu'oppositionnel, subalterne, contre-espace public, afin de définir l'espace public actuel, une autre appellation vient de la part du professeur Bernard Miège : **l'espace public sociétal**. Avant de détailler cette appellation, nous postulons que pour l'espace public LGBT en Turquie, il convient de dire qu'il s'agit d'un espace public oppositionnel et sociétal. Nous pensons surtout à l'idée de la création d'une nouvelle forme de société que comporte le concept d'espace public prolétarien de Negt¹⁵⁰. Cet espace public LGBT n'ambitionne pas un pouvoir politique, mais il est opposé aux structures existantes, dominantes et majoritaires dans la société, et c'est dans ce sens-là que nous pouvons le nommer oppositionnel.

¹⁴⁹ QUÉRÉ Louis, L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique, in *Quaderni*, n° 18, automne 1992, Les espaces publics, p. 75-92, p. 81.

¹⁵⁰ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 201.

Quant à l'espace public sociétal, l'importance de la langue s'affiche en première ligne pour la compréhension d'un débat et pour une argumentation cohérente, avec le mot « sociétal » qui pose un problème en ce sens. Au cours de la rédaction de notre travail, ils eurent certains mots, certains concepts qui nous furent difficiles à traduire de turc en français, « sociétal » est un exemple à l'inverse, car en turc, on utilise le même mot afin de décrire le « social » et le « sociétal » : « toplumsal ». Nous voulons donc donner une définition générale du mot afin de clarifier (pour nous-mêmes au moins) son utilisation dans l'expression espace public. Selon *Larousse*, l'adjectif sociétal définit « Qui se rapporte aux divers aspects de la vie sociale des individus, en ce qu'ils constituent une société organisée »¹⁵¹. Selon *Le grand dictionnaire terminologique*¹⁵² l'adjectif signifie en sociologie « Qui est relatif à la société, à ses valeurs et à ses institutions ». Bernard Miège indique qu'« en langue française le terme sociétal est-il moins communément admis que social ; mais ce dernier est à la fois plus ambigu (parce que trivial) et plus réducteur (en effet sociétal d'une part, prend en compte à la fois les questions relevant du social et celles d'ordre environnemental ; d'autre part, sociétal s'applique autant aux structures qu'aux fonctionnements des sociétés) »¹⁵³.

Après avoir précisé le sens attribué au terme sociétal, nous voulons éclaircir le sujet de l'espace public sociétal. Au septième chapitre de son ouvrage sur les dimensions sociétales et politiques de l'espace public, Bernard Miège fait une référence à Peter Dahlgren et indique que l'auteur situe l'espace public dans un entre-deux :

- entre les médias dominants (la télévision généraliste pour l'essentiel) à la disposition des États et des grandes entreprises, et les mouvements sociaux ;
- entre les publics désormais fragmentés des grands médias et les espaces alternatifs émergents ;
- entre les médias dominants et les nouvelles technologies de communication dont le développement est en cours ou prévisible ;
- entre la crise des États (qui affaiblit ou rend dorénavant légitime le projet d'un service public de radiotélévision fort ou d'une réelle politique culturelle) et la montée des industries culturelles et informationnelles.

¹⁵¹ Source : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/soci%C3%A9tal> consultée le 13 décembre 2011.

¹⁵² Source : http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motclef/index800_1.asp consultée le 13 décembre 2011.

¹⁵³ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 205.

L'ouvrage cité de Dahlgren date de la fin des années 1990, ce qui explique le développement en cours ou prévisible des « nouvelles » technologies de communication. Comme Miège l'indique, depuis, « les mutations annoncées se sont affirmées et consolidées : et d'autres ont émergé ». Pourtant, dans le cadre de notre recherche deux autres points soulignés par Dahlgren nous paraissent importants : la relation de l'espace public avec les mouvements sociaux et l'émergence des espaces alternatifs. Ces deux points correspondent pour notre travail au mouvement LGBT (mais également à d'autres mouvements sociaux en Turquie) et surtout à la revue *Kaos GL* en tant que publication alternative aux grands médias qui ne donnent pas beaucoup de visibilité aux sujets dits « marginaux » parmi lesquelles l'homosexualité.

Dans un ouvrage encore plus ancien qui date du début des années 1990, Dahlgren traite l'espace public sous l'angle de son lien avec les médias et il affirme qu'il ne faut pas négliger le lien entre les industries de communication et « les pouvoirs de l'État et ceux du capital » ; afin de ne pas « risquer de perdre de vue qu'il existe d'autres configurations qui, elles aussi, déterminent la sphère publique ». Dahlgren précise ensuite quatre domaines qui sont, selon lui, majeurs et interdépendants : la crise de l'État-nation, la fragmentation des publics, l'apparition de nouveaux mouvements politiques et sociaux, la relative liberté d'accès des consommateurs aux technologies avancées de la communication et de l'information. Les NMS apparaissent encore une fois comme un élément important dans la transformation de l'espace public. L'auteur décrit leurs apparitions comme un développement dramatique et il précise certaines de leurs spécificités : ils se manifestent dans des domaines variés ; ils ne partagent « ni les mêmes orientations, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes tactiques (...) ». Pourtant, ils réussissent de temps en temps à joindre leurs forces et à mener certaines campagnes en commun » ; ils sont majoritairement progressistes. Après avoir indiqué ces caractéristiques, Dahlgren arrive à un point qui nous semble important et il affirme que « l'un des traits les plus significatifs de ces mouvements est qu'ils rattachent souvent les expériences de la vie quotidienne, surtout celles de la sphère privée (famille, quartier) à une vision normative qu'ils traduisent en interventions politiques ». Dans les chapitres suivants, nous verrons que cela est également valable pour le mouvement LGBT en Turquie. Les analyses de Dahlgren sur l'espace public en lien avec les médias trouveront également leurs places dans le chapitre consacré aux relations du mouvement LGBT avec les médias.

Afin de préciser « ce que recouvre la qualification d'espace public partiel », Bernard Miège recourt à deux exemples que sont l'espace public scientifique et l'espace public dans le

champ de la santé. À partir de ces exemples, Miège indique que pour parler d'un espace public partiel, il faut que ce dernier se distingue des médiatisations journalistiques et des campagnes publiques (pour le champ de la santé) ; il doit se distinguer également d'autres espaces partiels avec lesquels il est proche ou adjacent ; et encore de la scène politique, « lieu du déploiement de l'espace public politique et débouché éventuel des débats engagés en son sein »¹⁵⁴.

Après avoir insisté davantage sur le champ de la santé, Miège traite les autres (éventuels) espace public partiels, parmi lesquels se trouvent l'espace public féministe ou celui qui est formé autour des questions de genre. L'espace public LGBT peut également se trouver une place dans cet espace public lorsqu'on l'analyse sous un angle de genre, et comme l'homosexualité questionne également le genre, le lien est facile à faire. Cependant, il nous faut tenir en compte qu'il s'agit en même temps d'une dimension identitaire qui est un terme problématique en plusieurs dimensions : d'abord, est-il possible de parler d'une identité homosexuelle qui couvre tous les individus homosexuels ; ensuite, souligner les identités n'affaiblit pas, ne rend pas invisible les conflits de classes qui sont « le conflit essentiel » ? Nous développons cette discussion dans les chapitres suivants, ici, nous voulons juste souligner un point à discuter concernant l'espace public LGBT et qui le rend, selon nos observations, plus difficile à construire.

Le lien entre les mouvements sociaux et les espaces publics partiels est souligné par Miège qui indique que ces derniers « sont/ont été plus souvent soutenus par des mouvements sociaux, et qu'ils ont généralement pris la forme associative ». D'autres caractéristiques mentionnées par l'auteur sont : leur durée de vie relativement longue (pour notre objet d'étude, il s'agit de plus d'une quinzaine d'années d'existence) ; leur résistance à « l'emprise des partis politiques et surtout du pouvoir politique » en cas de déplacement « des débats qu'ils ont contribué à développer » sur la scène politique¹⁵⁵.

En parlant des espaces publics transnationaux, des médias transnationaux qui sont « en croissance en raison de la possibilité de transmettre plus facilement des programmes via des satellites et maintenant via le Net », et de leur rôle sur la participation à un espace public (à base ethnique, pour les primo-migrants) Miège traite certaines critiques sur le rôle accordé à l'internet dans la formation d'un espace public et il cite ensuite un article de R. Lecomte dont

¹⁵⁴ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 180.

¹⁵⁵ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 183 – 184.

la conclusion lui paraît importante. Cette même conclusion nous paraît également importante, mais dans un contexte différent que l'on va expliquer à la suite de la citation :

« Dans un contexte autoritaire peu propice à l'émergence d'espace d'expression autonome, on a pourtant pu observer, au cours des dix dernières années, un espace virtuel de discussion et d'actions contestataires émerger et se diversifier tout en étant parfois traversé par des tensions internes. Au sein de cet espace, les Tunisiens vivant à l'étranger, jouissant d'un accès plus développé à l'Internet et évoluant dans un contexte démocratique, ont joué dans un premier temps un rôle moteur, investissant surtout un nombre limité d'espaces collectifs (sites et forums). Progressivement, les Tunisiens demeurés au pays sont intervenus de plus en plus sur la chose publique, jouant un rôle primordial dans le développement de la blogosphère tunisienne. Parfois dans un style différent, avec leurs avantages respectifs, Tunisiens en Tunisie et Tunisiens à l'étranger continuent de développer cet espace contestataire en ligne, l'élargissant notamment à Facebook. Si l'impact de ce nouvel espace d'expression autonome sur la société tunisienne, sur ses institutions, est actuellement inexistant, il faut souligner que cette activité critique en ligne est encore récente et, comme nous l'avons montré, tend à s'élargir à de nouveaux acteurs et de nouveaux espaces depuis quelques années. Il s'agit d'un espace d'expérimentation de débat public et d'activisme (Lecomte, 2009) ».

Lecomte parle de ce phénomène en lien avec l'internet, nous voulons pourtant insister sur le caractère accélérateur d'un groupe (les Tunisiens vivant à l'étranger), ayant des conditions relativement plus propices qu'un autre groupe (les Tunisiens vivant en Tunisie), pour faire émerger un espace public. Pour l'espace public LGBT en Turquie, il ne s'agit pas d'une séparation géographique ni de l'impact des nouvelles technologies, puisque l'émergence de cet espace public date d'une époque où ces derniers n'étaient pas développés en Turquie, mais nous pouvons y trouver également cette même dualité entre deux composants différents. Dans un premier temps, ce sont les LGBT plus ou moins éduqués qui lancent le mouvement, ceux qui avaient plus de moyens que les autres : accès aux ressources en langues étrangères, une socialisation relativement plus facile dans les grandes villes où se trouvent les universités ; une confrontation plus directe avec d'autres structures, politiques ou non, etc. Lors des premières années de la revue *Kaos GL*, nous remarquons par exemple des articles essayant de former le mouvement LGBT, « d'éclairer » les LGBT et en même temps des récits venant des LGBT plus « ordinaires », des récits ayant pour but de trouver des partenaires. Ensuite, nous observons que cela commence à changer, que ces derniers envoient

des lettres indiquant qu'ils se sont transformés en lisant la revue, qu'ils sont devenus plus conscients sur l'homosexualité en tant qu'identité. Nous voyons donc une similarité entre ces deux processus au niveau de l'existence d'un groupe qui ouvre un nouvel horizon et il nous paraît important de souligner que l'internet n'est pas le seul moyen qui permet de réaliser cela. Surtout dans un monde où l'accès à l'internet n'offre pas une égalité exceptionnelle à toutes les couches de la société, nous pensons qu'il faut être prudent sur l'accessibilité facile à l'internet. Certes, il a certains avantages et il donne des possibilités d'expression, mais même avant l'internet, il était possible de trouver ces possibilités. Par l'analyse de la revue *Kaos GL*, nous observerons également que, toujours avant l'utilisation accrue de l'internet, les lecteurs avaient la possibilité de participer aux contenus de leurs publications, au moins pour certaines d'entre elles. Vu qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas prétendre non plus une participation en masse des lecteurs (des utilisateurs) aux publications par le biais d'internet, vu que les publications qui rendent possible une telle participation sont d'un nombre tout de même limité, nous en concluons que l'internet n'a pas insinué de changement profond, n'a pas apporté une nouveauté essentielle à un acte qui existait déjà, mais qu'il a transformé les moyens de cette participation¹⁵⁶. Il a certainement facilité la participation pour certaines personnes, mais nous ne pouvons pas nier que pour d'autres, il se peut que la participation soit devenue plus difficile, l'accès à l'internet nécessitant des outils techniques, entre autres. Néanmoins, devant l'ampleur du phénomène, nous remarquons qu'en Turquie se sont ouverts de nombreux cybercafés, on en dénombrait près de vingt mille fin 2009¹⁵⁷. L'utilisation de l'internet, et surtout par des groupes minoritaires, est, certes, un sujet de recherche riche en données, pourtant les principales transformations ne sont pas intimement liées à son apparition.

Toujours en lien avec l'utilisation de l'internet, et surtout des forums de discussion, Miège traite le processus délibératif et questionne (à partir d'un article de Salgueiro Marques) la distinction nécessaire à faire entre « ce qui doit être rattaché à la discussion politique et ce qui participe de la conversation civique, en d'autres termes de l'espace public politique général et des espaces publics partiels ». Dans son article qui analyse les forums de discussion au niveau de la participation des citoyens défavorisés, Salgueiro Marques indique que :

¹⁵⁶ Et ce moyen peut avoir des influences sur la forme et parfois sur le contenu de la participation, mais c'est un autre sujet de recherche qui ne rentre pas dans le cadre de la notre.

¹⁵⁷ Article publié dans le journal Radikal, le 19 janvier 2010, selon les données de Bilgi Teknolojileri ve İletişim Kurumu (l'Institut des technologies d'information et de la communication, une structure étatique). Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&Date=&ArticleID=975509>, consulté le 15 décembre 2011.

« ... dans la majorité des situations ces arènes virtuelles se caractérisent moins comme des espaces délibératifs et plus comme une ambiance informationnelle ou comme des espaces d'expression où les personnes anonymes cherchent des informations utiles à leur vie quotidienne au lieu de s'engager dans la quête de solutions pour les problèmes concernant le bien-être collectif ».

Miège poursuit sa citation en indiquant qu'alors la pratique délibérative est ainsi conduite et élargie « dans un réseau complexe de discussions et de discours dans lequel les citoyens apprennent à construire des arguments, à exprimer leurs points de vue, à se situer devant l'autre pour mieux comprendre les différentes nuances d'un problème public ». Dans notre corpus essentiel qu'est la revue *Kaos GL*, nous avons observé que ces deux espaces (délibératif et d'expression ou de recherche d'informations) peuvent exister en même temps. Et même si ce processus obtint un caractère de formation pour ceux qui acquièrent moins les codes de la participation, il ne faut pas que ces espaces deviennent « une salle de classe autant que les conflits et les confrontations sont transmués dans un processus d'érudition »¹⁵⁸. Nous prétendons que même si cela paraît un bon moyen pour augmenter la participation, cela risque en même temps de reproduire un discours dominant et de ne pas permettre de créer une délibération alternative.

Avant de terminer ce chapitre, nous voulons juste ajouter que Habermas a revisité son approche d'espace public à la suite de ces critiques, il admet avoir négligé d'autres espaces publics et donne certaines réponses dans l'introduction rédigée pour la publication de 1990 de son œuvre *L'espace public – Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Toujours dans cette introduction, Habermas écrit que :

« Le caractère patriarcal de la famille restreinte, qui a formé à la fois le noyau de la sphère privée de la société bourgeoise et le lieu de formation des nouvelles expériences psychologiques d'une subjectivité centrée sur elle-même ne fait pas de doute. Depuis lors, la littérature féministe croissante a aiguisé notre perception du caractère patriarcal de l'espace public elle-même (...). On peut ainsi se poser la question de savoir si les femmes furent exclues de la sphère publique bourgeoise de la même façon que les ouvriers, les paysans et le "bas peuple", donc, les "hommes

¹⁵⁸ ANDERSON Perry, *In the tracks of historical materialism*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1984, 112 pages, p. 66 : « Bildung is the real leitmotif unifying Habermas's characteristic range of interests and arguments. It leads to an essentially pedagogic view of politics, the forum become a classroom as its struggles and confrontations are transmuted into processes of learning. But for all the limitations of this optic, painfully obvious in a classical Marxist perspective, it does not actually exclude politics as such. »

dépendants" »¹⁵⁹.

Le philosophe répond à sa question et indique que comme « les modifications du rapport entre les sexes n'interviennent pas seulement dans le système économique, mais aussi dans le noyau privé de la sphère intime de la famille restreinte », « l'exclusion des femmes a été un élément constitutif de la sphère publique politique, au sens où celle-ci » était dominée selon aussi un critère sexuel, et « de façon différente de l'exclusion des hommes défavorisés, celle des femmes joua un rôle constitutif dans la formation des structures de la sphère publique »¹⁶⁰.

Nous déplaçons cette question dans le domaine de l'homosexualité et dans l'exclusion des LGBT de la sphère publique, et plus spécialement médiatique. Nous allons essayer de repérer les ressemblances et les différences de cette exclusion avec celles qui sont soumises par les femmes, les Kurdes, les Alaouites et les islamistes à la fin de la première partie et encore dans la deuxième partie. Ensuite, selon les critiques mentionnées ci-dessus et selon les critères précisés à propos de l'espace public sociétal, nous essayerons de répondre à la question si on peut parler d'un tel espace public pour les LGBT et pour le mouvement LGBT en Turquie. Mais avant de le faire, nous envisageons de suivre le fil historique des concepts de société civile et d'espace public dans le territoire ottoman-turc afin de pouvoir enraciner l'état actuel.

¹⁵⁹ HABERMAS Jürgen, L'espace public, 30 ans après, in *Quaderni*, n° 18, automne 1992, Les espaces publics, p. 161-191, p. 166.

¹⁶⁰ HABERMAS Jürgen, op. cit. (2007, *Kamusalığın Yapısal Dönüşümü*), p. 22. Pour la citation en français : HABERMAS Jürgen, op. cit. (automne 1992), p. 166-167.

Chapitre II : La société civile sous l'Empire ottoman et l'évolution de l'espace public jusqu'à la République turque

Le professeur Bernard Miège précise quatre éléments essentiels afin de comprendre « ce qui a été constitutif de l'EP (espace public) en France » :

- l'application du principe d'égalité et l'accès différentiel des diverses classes sociales à la vie politique d'abord dans les régimes autoritaires puis dans le régime républicain parlementaire,
- la politique linguistique qui a été menée,
- le régime des libertés publiques,
- l'émergence puis le développement de deux types de presse¹⁶¹.

Au cours de nos lectures sur l'histoire de l'Empire ottoman et de la République turque dans la perspective de société civile et d'espace public, nous sommes arrivée au résultat que ce sont des éléments essentiels qui nous permettent de comprendre la présence de l'espace public non seulement en France, mais aussi dans la géopolitique ottomane-turque, et nous avons observé que ces points de repère étaient aussi valables pour notre recherche. Inclure dans cette recherche la période ottomane se justifie par le fait que la jeune république turque et la Turquie actuelle s'insèrent dans une continuité des réformes débutées lors de cette période. Les chapitres suivants sont rédigés afin de tracer les éléments mentionnés ci-dessus sur notre terrain de recherche.

A) La société civile sous l'Empire ottoman

Le professeur Ömer Çaha définit trois époques dans l'histoire de la société civile ottomane¹⁶². Selon lui, la première époque dure jusqu'au 16^e siècle et est marquée par une puissante société civile. La société civile que Çaha traite est basée sur des organisations avant tout religieuses, comme les « madrasas » (institutions éducatives) et les sectes. Les madrasas étaient financées par des fondations et Çaha indique que les madrasas, les sectes, et les « lonca » (corporations), qui étaient l'unité principale de la vie économique des villes, étaient

¹⁶¹ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 18.

¹⁶² ÇAHA Ömer, İslam ve Sivil Toplum (L'islam et la société civile), communication présentée lors du symposium Uluslararası İslam, Sivil Toplum ve Siyaset, organisé par Liberal Düşünce Topluluğu, l'Association Friedrich Naumann et International Institute for Private Enterprise, Istanbul, le 18 et le 19 mai 1998, disponible sur : <http://www.fatih.edu.tr/~omercaha/>, consulté le 18 juillet 2009.

assez indépendantes de l'État. L'approche de Çaha a été prolongée par les travaux ultérieurs du professeur en sociologie Şerif Mardin qui indique que les sectes et les fondations du 12^e siècle peuvent être considérées comme des organisations de la société civile en tant qu'elles sont indépendantes de l'État¹⁶³. Pourtant, Mardin s'abstient de considérer la période suivant la déclaration des Tanzimat en 1839, comme marquant le début de l'espace public : il s'agit plutôt d'une publicisation de l'espace qui donne place ensuite à l'émergence de l'opinion publique au début des années 1860¹⁶⁴.

Le journaliste et l'intellectuel Etyen Mahçupyan ne partage pas l'idée selon laquelle les organisations religieuses jouissaient d'une certaine indépendance par rapport à l'État. Il précise que dans l'ordre ottoman, l'un des canaux politiques de la communauté musulmane était basé sur le système des madrasas et que, même si ces dernières bénéficiaient des fondations qui n'étaient pas liées directement à l'État, leur direction et l'instruction étaient strictement contrôlées par ce dernier. Il ajoute que cette situation montre les limites de l'indépendance de ces organisations :

« L'indépendance des fondations n'était possible que tant qu'elles restaient dans les limites prévues par l'État et qu'elles accomplissaient les fonctions que l'État leur demandait »¹⁶⁵.

Mahçupyan indique aussi que toute instruction était basée sur l'école sunnite-hanéfite. Ainsi, l'État soutenait à la fois la plus grande communauté de l'Empire et une éducation qui préservait son positionnement idéologique. Cette domination sunnite-hanéfite est toujours présente aujourd'hui en Turquie, et cela crée une tension entre l'État et la communauté alaouite qui revendique plus de liberté. Sa demande principale est la prise en considération officielle de la présence des alaouites dans le pays, soit par une direction particulière au sein de la Direction des affaires religieuses¹⁶⁶ qui est l'instance clef de l'islam d'État, soit par la suppression totale de cette direction dont l'existence est discutable dans un régime laïque. Elle

¹⁶³ Cité par ALKAN Mehmet Ö., 1856-1945 İstanbul'da sivil toplum kurumları – Toplumsal örgütlenmenin gelişimi (Devlet-toplum ilişkisi açısından bir tarihçe denemesi) (Les organisations de société civile en Istanbul – l'évolution de l'organisation sociale / Un essai historique sur la relation entre l'État et la société), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 79-146, p.84.

¹⁶⁴ MARDİN Şerif, Sivil Toplum (Société civile), in *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi (L'Encyclopédie de la Turquie de la période de république)*, volume 7, Istanbul, éd. İletişim, p. 1918-1922, cité par ALKAN Mehmet Ö., op. cit., p.85.

¹⁶⁵ MAHÇUPYAN Etyen, Osmanlı'dan Günümüze Parçalı Kamusal Alan ve Siyaset (L'espace public éparpillé et la politique de l'époque ottomane jusqu'à nos jours), in *Doğu-Batı*, p. 22-47, p. 41.

¹⁶⁶ En turc : Diyanet İşleri Başkanlığı.

demande aussi la suppression du cours de religion devenu obligatoire après le coup d'État de 1980 et qui est strictement basé sur la conception sunnite-hanéfite. Enfin elle demande la reconnaissance de son lieu de culte particulier (les « cemevi »). Malgré l'ignorance dont fait preuve l'Empire puis la République turque envers les alaouites, Çaha et Mahçupyan partagent l'idée que l'Empire ottoman, accueillant plusieurs religions en son sein, a créé à partir de chaque groupe religieux une entité autonome en soi. Ce système administratif de l'Empire était appelé « millet sistemi », dont la traduction mot à mot serait « système de nation ». Pourtant, à l'époque le mot nation ne pouvait faire référence aux identités ethniques au sein de l'Empire : il ne pouvait s'agir que d'identités religieuses, c'est pourquoi nous conserverons le mot « millet » afin d'éviter toute confusion avec la nation. Les principaux « millet » étaient les musulmans, les juifs et les chrétiens. Comme les Kurdes, les Circassiens, les Turcs, etc., les chrétiens appartenant à différentes Églises étaient considérés comme des « millet » différents, c'est-à-dire qu'un chrétien orthodoxe et un catholique avaient leurs propres chefs religieux qui les représentaient également de manière administrative. Dans ce système, les non musulmans étaient autonomes dans leurs affaires intérieures, juridiques et religieuses. Etyen Mahçupyan considère que ce système administratif était une structure tellement hiérarchisée que même si l'État n'était en relation qu'avec un nombre réduit de personnes (celles qui contrôlent leurs communautés), il pouvait contrôler l'ensemble de la société jusqu'à son dernier membre¹⁶⁷.

La deuxième époque indiquée par le professeur Ömer Çaha à propos de la société civile sous l'Empire dure du 16^e siècle jusqu'au 19^e siècle. Çaha prétend que durant cette période-là, l'idée d'État prend le pas sur l'idée de société. Çaha rejoint l'idée de Mahçupyan pour cette époque et il indique que les madrasas, les fondations, les sectes, les corporations, etc. sont de plus en plus soumises à l'État et ont perdu leur autonomie. À ce sujet, Mehmet Alkan ne considère pas non plus qu'il existe une société civile à cette période de l'Empire, mais il indique que, dans la période précédant la modernisation, trois types d'organisations peuvent être comprises comme préfigurant des organisations de la société civile¹⁶⁸. L'auteur cite comme exemple, les fondations, les corporations (organisations des artisans) et les sectes. Il souligne le fait que l'État essayait toujours de les avoir sous son contrôle et exerçait souvent

¹⁶⁷ MAHÇUPYAN Etyen, op. cit., p. 29.

¹⁶⁸ ALKAN Mehmet Ö., Sivil Toplum Kurumlarının Hukusal Çerçevesi 1839-1945 (Le cadre juridique des organisations de la société civile 1839-1945), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en İstanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, İstanbul, février 1998, p. 45-73, p. 62-63.

une pression envers ces organisations, qui allait jusqu'à l'exécution par décapitation de leurs leaders dans des cas extrêmes.

L'historien Stefanos Yerasimos s'oppose à l'approche considérant les communautés religieuses comme une forme de la société civile, notamment à cause de l'anachronisme des concepts utilisés :

« Étant le résultat de la conception et de l'interprétation des relations sous l'angle actuel, la communauté musulmane est considérée comme la première société civile par le courant islamiste en raison de son opposition traditionnelle envers l'État, de sa résistance envers le "despotisme éclairé" de l'État ottoman et ensuite républicain dans le processus d'occidentalisation. Pourtant, il s'agit d'un anachronisme évident. Car ce qui définit la société civile, c'est la réunion des individus libres par leur propre volonté et autour d'un objectif commun défini par eux. Contrairement à cela, l'homme naît au sein d'une communauté et même s'il la rejoint par sa volonté, il ne peut plus en sortir, il ne peut pas changer non plus les règles de la communauté qui préexistaient à sa présence et en dehors de sa volonté »¹⁶⁹.

Toujours selon la division du professeur Ömer Çaha, la troisième époque va du 19^e siècle jusqu'à la fondation de la République dans les années 1920. Les changements qui permettent au professeur Çaha de différencier cette époque de celles qui la précédaient commencent par la suppression du système armé existant (Yeniçeri, Janissaires, par Selim III le 15 juin 1826) et la fondation d'une nouvelle armée¹⁷⁰. Pour la formation de cette nouvelle armée, des officiers expérimentés étaient venus de Prusse et les écoles militaires ont été transformées en des structures où les informations modernes et les dernières techniques de guerre étaient enseignées. Ce choix était cohérent selon les politiques menées jusqu'alors par l'Empire, car les premiers changements envisageaient surtout la guérison de « l'homme malade » (de l'Empire, surnommé comme tel par les Occidentaux) et le retardement de son déclin. Et jusqu'à cette époque, la base du développement de l'Empire venait de ses conquêtes militaires. Pourtant, de nouvelles techniques avaient été développées en Occident et l'Empire, face à elles, n'était plus aussi puissant. Ainsi, l'une des premières précautions à prendre devait

¹⁶⁹ YERASIMOS Stefanos, *Sivil Toplum Avrupa ve Türkiye, Türkiye'de Sivil Toplum Ve Milliyetçilik*, cité par YILDIRIM Yılmaz, Şerif Mardin Düşüncesi Işığında Türk Modernleşmesi Açısından Sivil Toplum ve Osmanlı Kaynakları (La société civile et les sources ottomanes sous l'angle de la modernisation turque sous la lumière de la pensée de Şerif Mardin), 303 p. Thèse : Sociologie : Université Mimar Sinan : 2007, p. 98.

¹⁷⁰ GEVGİLİLİ Ali, *Türkiye'de Yenileşme Düşüncesi, Sivil Toplum, Basın ve Atatürk (La pensée de la régénération, la société civile, la presse et Atatürk en Turquie)*, éd. Bağlam, İstanbul, 1990 (deuxième édition, première édition en 1980-1981), 190 pages, p. 31.

être la modernisation de l'armée et l'éducation des militaires. Cette importance accordée à l'armée a continué depuis, l'éducation donnée aux étudiants en son sein insiste sur le fait qu'ils sont les « élites » (ou plutôt les « élus chanceux ») du pays. La fondation de la république par les militaires a encore renforcé cette vision, ce qui donnait à ces élites le droit et le devoir de la protection (sauvegarde) du pays, malgré le peuple et/ou malgré le gouvernement au pouvoir s'il le fallait ; en d'autres termes, si la politique menée par le gouvernement entraînait en conflit avec la mentalité interne de leur institution¹⁷¹.

La venue des officiers prussiens expérimentés ouvrit un nouvel horizon à l'armée ottomane, qui entraînait désormais en contact avec les développements du monde occidental, même si cela ne concernait que les questions militaires. Afin d'élargir leurs connaissances, une autre nouveauté de l'époque fut l'envoi des étudiants à l'étranger, surtout en France, pour y suivre des études. Selon l'ouvrage du professeur en histoire, Adnan Şişman, les deux premiers étudiants partirent en 1815 et en 1818, avant que le gouverneur d'Égypte n'envoie 44 étudiants en France en 1826¹⁷². Ce système est rendu systématique par l'Empire à partir de 1830 ; le nombre d'étudiants (musulmans et non musulmans) atteint 244 entre 1839 et 1876. Cette mesure eut des effets importants sur l'avenir de l'Empire, mais dans un sens inverse de celui espéré par les gouvernants. Ces étudiants envoyés à l'étranger furent, à leur retour, critiques envers le pouvoir absolu du sultan et constituèrent les pionniers de la modernisation de l'Empire. Parmi eux, İbrahim Şinasi fut une figure importante pour la vie politique et littéraire de l'Empire, nous détaillerons son importance dans les paragraphes suivants. Ainsi, la rencontre de certains étudiants avec la pensée positiviste et les relations établies constituèrent le noyau du parti Union et Progrès qui accéda par la suite au pouvoir. Les pionniers intellectuels de la modernisation furent influencés par le positivisme et par des intellectuels français. La fondation du noyau du Comité Union et Progrès, « İttihad-i Osmani Cemiyeti » (la Société d'union ottomane) en 1889 à l'École militaire de médecine, fournit l'une des preuves du caractère « scientiste » du mouvement. Le professeur Şerif Mardin indique que la fondation de la Société était influencée par le matérialisme biologique du 19^e siècle :

¹⁷¹ MARDİN Şerif, *Yenileşme Dinamisinin Temelleri ve Atatürk*, p. 224, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 228.

¹⁷² ŞİŞMAN Adnan, *Tanzimat Döneminde Fransa'ya Gönderilen Osmanlı Öğrencileri (1839-1876)* (Les étudiants ottomans envoyés en France durant l'époque de Tanzimat), éd. Türk Tarih Kurumu, Ankara, 2004, 185 pages, cité par ÇAKMAK Biray dans sa note de lecture dans la revue des *Sciences Sociales de l'Université Afyon Kocatepe*, volume 5, n° 2, décembre 2003, p. 265-271, p. 267.

« Comme résultat des matières étudiées, les étudiants de l'École militaire de médecine ne considéraient pas la vie comme le résultat de la volonté de Dieu, mais comme le résultat des processus biologiques et physiologiques »¹⁷³.

Mardin note que l'un des professeurs de l'école, Şakir Pacha, avait été étudiant de Claude Bernard, médecin considéré comme le fondateur de la médecine expérimentale.

Déjà, dans la première moitié du 19^e siècle, l'Empire commença à prendre des mesures afin d'améliorer sa situation affaiblie. Pourtant, à partir de la deuxième moitié du siècle, le territoire ottomane connut des transformations importantes, à tel point que le 19^e siècle est appelé par l'historien İlber Ortaylı siècle le plus long de l'Empire. Il nous faut tout de même préciser que ces transformations n'étaient pas ancrées profondément dans les systèmes administratifs ou sociaux de l'Empire, mais qu'elles furent d'autant plus importantes qu'elles ouvrirent la voie à d'autres changements.

1. L'époque des *Tanzimat*, la modernisation de l'Empire

Avant de détailler la période de modernisation au sein de l'Empire, nous tenons d'abord à citer quelques dates clés :

- 1839 : Charte impériale de Gülhane (Gul-Khanèh), et début d'une politique de réformes, les Tanzimat.
- 1876 : Première Constitution, première monarchie constitutionnelle (trois années après sa déclaration, la première Constitution sera suspendue par le sultan durant 29 ans, elle sera rétablie par les pressions de l'opposition).
- 1876-1909 : Règne du sultan Abdülhamid II.
- 1908 : Deuxième monarchie constitutionnelle.

La proclamation de la charte impériale de Gülhane (Gul-Khanèh) par Mustafa Reşit Pacha en novembre 1839 marque un tournant important dans l'histoire de l'Empire. La société civile et ses organisations ont germé au sein de l'Empire surtout après cette charte, c'était le début d'une période appelée Tanzimat (les Réformes), marquée par des réformes et par une ouverture vers l'Occident, qui devint le symbole et le synonyme de la modernisation.

¹⁷³ MARDİN Şerif, 19. Yüzyılda Düşünce Akımları ve Osmanlı Devleti (Les courants de pensée au 19^e siècle et l'Empire ottoman), in *Türk Modernleşmesi – Makaleler 4* (La modernisation turque – Articles 4), sous la direction de Mümtaz'er Türköne, Tunçay Birkan, éd. İletişim, İstanbul, 1991, p. 98-99, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 203.

Il nous faut de même indiquer que le mouvement de modernisation était appelé le mouvement d'occidentalisation dans l'histoire ottomane et ce concept n'a pas perdu de son importance dans la nouvelle république non plus. De nos jours, le mot occident peut signifier des choses assez différentes. Selon les critères utilisés pour le définir, il peut par exemple inclure le Japon ou les États-Unis. Afin de préciser ce que nous entendons par Occident et occidentalisation, nous pouvons dire que selon l'Empire ottoman et la république turque, ces termes se rapportaient à la géopolitique européenne. Cependant cette géopolitique est en elle-même assez complexe et ne suffit pas à définir ces termes. L'historien İlber Ortaylı indique que par l'Occident, il faut d'abord comprendre une culture hellénique-chrétienne, mais cela n'est pas suffisant non plus. Ortaylı précise donc que le caractère essentiel de la société occidentale est qu'elle est une société de changement, de transformation, et qu'il s'agit d'une transformation vécue de manière plus rapide que les autres sociétés du monde¹⁷⁴. Pour éclaircir les propos d'Ortaylı, nous pouvons indiquer que l'Occident signifiait une vision du monde formée par la Renaissance et la Réforme, par le Siècle des Lumières. Il signifiait le progrès dans tous les domaines et il faut mentionner que les intellectuels ottomans sont formés en Europe par les courants de pensée européens.

La volonté de modernisation impliquait une montée de la société civile, mais en même temps la structure centralisée de l'État prit également de l'ampleur et la société civile devint de plus en plus dépendante de l'État. Nous observerons une approche similaire durant les premières années de la République turque et également dans les années 2000. La Turquie, ayant pour objectif primordial d'entrer dans l'Union européenne, est alors conduite à des modifications législatives dont l'une a par exemple facilité la fondation des associations de droit des LGBT (cf. chapitre V). Par contre, ces changements n'étant pas intériorisés par les institutions de l'État, nous avons aussi constaté des démarches antidémocratiques et même hostiles envers ces associations.

La charte de Gul-Khanèh proclamait le droit à la propriété privée, l'égalité de tous les sujets de l'Empire, quelles que soient leur religion et leurs nationalités et le droit à la justice pour tous¹⁷⁵. Alors que jusqu'à la proclamation de la charte, le système juridique de l'Empire avait des bases religieuses et traditionnelles, un nouveau « code » juridique, occidental et laïc,

¹⁷⁴ ORTAYLI İlber, *İmparatorlugun En Uzun Yüzyılı (Le siècle le plus long de l'Empire)*, éd. İletişim, İstanbul, 2005 (21^{ème} édition, la première édition en 1983 chez la maison d'édition Hil), 296 pages, p. 17-19.

¹⁷⁵Nous avons consulté le site de l'Universalis pour l'expression française à propos du sujet : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/T303557/TANZIMAT.htm> Consulté le 20 décembre 2009.

est apparu à partir de 1839¹⁷⁶. Les sujets de l'Empire étaient en train de devenir des citoyens, pourtant, ce changement officiel ne permettait pas une transformation totale de la société d'un jour à l'autre. À propos de la notion de « justice », nous voulons nous référer aux propos du professeur en histoire Edhem Eldem qui indique une spécificité de la culture ottomane-turque à partir de l'exemple du slogan emblématique de la Révolution française. L'historien précise que les intellectuels de l'époque Tanzimat, influencés par la Révolution, avaient emprunté le slogan de « Liberté, égalité, fraternité » auquel ils avaient ajouté « justice »¹⁷⁷, car Eldem souligne que dans la pensée ottomane la justice emportait sur l'égalité. Les gens n'étaient pas égaux entre eux, il y avait des différenciations surtout selon la religion, mais le système était en fin de compte basé sur la notion de la justice. Dans le système administratif de l'Empire basé sur les « millet », et que nous avons expliqué dans les paragraphes précédents, il n'y avait pas d'égalité entre les « sujets » du sultan, mais il y avait une justice. Edhem Eldem indique que cette conception de la justice était aussi celle de la République turque. D'abord dans la qualification du peuple : comme le mot musulman incluait les sujets de différentes ethnies, il lui fut préféré celui de Turc, qui couvrait cette fois-ci tous les citoyens. D'autre part, une citoyenneté basée sur l'égalité n'a pas pu être construite, car la notion importante était la justice. Nous pouvons en donner un exemple contemporain : au cours des discussions sur le peuple kurde, les opposants au mouvement kurde indiquent toujours que dans le pays rien n'est interdit aux Kurdes, qu'un Kurde peut même devenir président de la République (ce qui est le cas du président actuel, M. Abdullah Gül). Les Kurdes lutteraient donc en vain afin d'obtenir des droits qu'ils ont déjà. Il est vrai que sur le plan législatif, la Turquie n'est pas un pays discriminatoire, ni envers les Kurdes, ni envers des minorités religieuses, ni envers les LGBT par exemple. Sur ce plan, nous pouvons donc parler d'une certaine justice, mais nous pouvons aussi affirmer que pour les parties minoritaires de la population, tout est permis en cachette, tandis que les identités dominantes (turque, musulmane, sunnite, hétérosexuelle), qui ont droit à plus de visibilité, peuvent s'exprimer sans faire face à des contraintes sociales.

Les changements apportés par les Tanzimat ne portaient pas seulement sur le domaine juridique. Jusqu'à l'époque de Tanzimat, tout comme le système politique unitaire de l'Empire, le système économique était lui aussi organisé d'une manière qui ne permettait pas le pluralisme dans la société. L'accumulation du capital était empêchée par l'État à travers un

¹⁷⁶ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...), p. 45.

¹⁷⁷ Dans la langue ancienne : « hürriyet, adalet, musavvat, uhuvvet ». Les propos d'Edhem Eldem sont recueillis d'une émission télévisée intitulée « Tarih Konuşmaları » (Parler de l'histoire), diffusée le 4 août 2010 sur la chaîne NTV.

régime foncier lui assurant la propriété de tout le territoire (*abusus*). Le droit d'utilisation du sol (*usus*) était donné en récompense aux personnes ayant servi l'État en lui fournissant une force armée, mais ils n'avaient pas le droit de léguer ce bien à leurs descendants¹⁷⁸. Ahmet Yücekök indique aussi que la division du travail et la spécialisation du monde occidental industrialisé n'existaient pas dans l'Empire ottoman, qui n'avait pas su réaliser la révolution industrielle en son sein, ce qui, selon l'auteur, était la cause de son sous-développement dans plusieurs domaines. Yücekök ajoute qu'en raison de cette absence, une classe bourgeoise issue de l'industrialisation n'avait pas pu se développer non plus¹⁷⁹. Le professeur Semih Vaner spécifie que la classe bourgeoise est apparue en Turquie avant et surtout après la Seconde Guerre mondiale¹⁸⁰. Pourtant, même s'il était impossible de parler d'une bourgeoisie à l'image de celle qui fut vecteur des transformations sociales en Occident, avec les Tanzimat, les réformes continuèrent, de nouvelles lois entrèrent en vigueur et la structure sociale commença à changer.

Durant la période suivant les Tanzimat, malgré une atmosphère quasi hostile envers toutes sortes d'associations et malgré l'absence d'un cadre juridique, quelques organisations de la société civile virent le jour dans les années 1860. Mehmet Alkan indique que les années 1860 sont marquantes aussi pour la presse avec l'apparition du premier journal « privé » publié sans aucune aide de l'État (*Tercüman-ı Ahval*, qui paraît de 1860 à 1866), et aussi pour l'opinion publique, l'opposition politique et la restructuration du gouvernement¹⁸¹. Ömer Çaha constate aussi que les éléments nouveaux qui apparaissent à cette époque, comme « les partis politiques, les médias (la presse), les différents courants de pensée, les associations, les groupes économiques, le secteur bancaire, le commerce, les règlements juridiques et administratifs, ont enrichi la société civile »¹⁸².

Nous devons souligner que durant la période qui précède et qui suit directement la proclamation des Tanzimat, le mot « association » avait une connotation négative dans les documents juridiques. Dans le Code pénal royal (Ceza Kanunname-i Humayun), le mot

¹⁷⁸ YÜCEKÖK Ahmet N., Türkiye'de Sivil Toplum Örgütleri Gelişiminin Toplumsal Aşamaları ve Süreci (Les étapes sociales et le processus du développement des organisations de la société civile en Turquie), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar* (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours), A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 13-43, p. 15.

¹⁷⁹ YÜCEKÖK Ahmet N., idem, p. 14.

¹⁸⁰ VANER Semih, État, société et partis politiques en Turquie depuis 1902, in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1988, Turquie, la croisée des chemins, p. 86-108, p. 90.

¹⁸¹ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...), p. 45-73, p. 49.

¹⁸² ÇAHA Ömer, op. cit.

« association » désignait un groupe de personnes réunies autour d'un objectif illégal¹⁸³. Le terme était associé à des activités illégales en raison de la naissance d'organisations politiques séparatistes et/ou oppositionnelles. Parmi ces organisations, le premier groupe Philike Hetairia (Société amicale) fondé en 1814, à Odessa avait par exemple comme objectif la fondation d'un État grec indépendant à Mora (Péloponnèse), et en 1821 la ville avait connu une révolte¹⁸⁴. Cette connotation négative demeure après les Tanzimat, durant le règne d'Abdülhamid II (1876-1909), connu par son autorité démesurée. Comme toute sorte d'organisation était quasi interdite, l'époque fut marquée par l'existence « d'organisations politiques secrètes ». La fondation de « İttihad-ı Osmani Cemiyeti » (la Société d'union ottomane) en 1889 au sein de l'École militaire de médecine date de cette période. Son objectif était de rétablir la Constitution et le Parlement, l'organisation ayant également des liens avec le Comité d'Union et Progrès à la fin des années 1800¹⁸⁵. Cette même connotation négative du mot « association » se transmettra enfin à la République turque pour le mot « organisation », et ce pour des raisons similaires. Yılmaz Yıldırım souligne aussi ce point dans sa recherche¹⁸⁶. Il constate que la transformation de certaines sociétés (rassemblant surtout des minorités) en partis politiques créait cette perception. L'auteur ajoute ainsi que la désignation des associations indiquait leur degré de légitimité, une association légitime était appelée société, mais dans le cas inverse, il s'agissait alors d'un comité. De même « un parti » (« firka » firqa, mot arabe) signifiait une représentation légitime tandis qu'une scission (« hizip », mot arabe) sous-entendait une division. Nous tenons à préciser qu'à l'époque les deux mots utilisés étaient en fait synonymes, mais on leur attribuait des sens différents selon le contexte socio-politique.

Indépendamment de ces discussions, il est toutefois considéré que la première organisation de la société civile turque est la Société de médecine de Constantinople, fondée le 15 février 1856, après la guerre de Crimée¹⁸⁷. Son nom original était en français, mais elle

¹⁸³ HATEMİ Hüseyin, *Medeni Hukuk Tüzel Kişileri I* (Les personnes civiles dans le code civil, I), cité par ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...), in op. cit. (*Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours*), p. 49.

¹⁸⁴ MADEN Fahri, Yunan Bağımsızlık Düşüncesinin Gelişmesi ve Mora İsyanı, 1821 (Le développement de l'idée d'indépendance grecque et la rébellion de Péloponnèse), in *Sosyal Bilimler Dergisi* (revue des sciences sociales), volume 7, n° 39, décembre 2007, p. 163-177, p. 169, disponible sur : <http://esbd.atauni.edu.tr/index.php/esbd/article/viewFile/164/146> Consulté le 26 décembre 2009.

¹⁸⁵ ZÜRCHER Erik Jan, *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, (*Turkey, a modern history / Turquie, une histoire moderne*), traduit de l'anglais par Yasemin Sanen Göner, éd. İletişim, İstanbul, 1995 (première édition en 1993 en anglais), 523 pages, p. 131.

¹⁸⁶ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 246.

¹⁸⁷ GÜNERGUN Feza, Cemiyet-i Tıbbiye-i Şahane (Société Impériale de Médecine), disponible sur : <http://www.bilimtarihi.org/pdfs/CTS.pdf>, consulté le 9 janvier 2010.

est aussi connue sous le nom de Cemiyet-i Tibbiyye-i Şahane (Société impériale de médecine). Parmi d'autres associations importantes fondées à l'époque, nous pouvons également citer Cemiyet-i İlmiyye-i Osmaniye (Société ottomane des sciences) (1861-1865), et Cemiyet-i Tedrisiye-i İslamiye (Société d'éducation de l'islam, fondée le 30 mars 1863, transformée en une autre association nommée Darüşşafaka qui existe toujours)¹⁸⁸.

Dans la mesure où il n'y avait pas une loi qui encadrait la fondation de ces associations, elles présentaient leurs lettres de demande au sultan et devaient obtenir sa permission. Cela étant, il faut noter qu'il y avait aussi des associations qui n'avaient pas suivi cette démarche, et qui pouvaient exister grâce à la tolérance des gouvernants. Pourtant, durant le règne du sultan Abdülhamid II (1876-1909), on nota deux périodes de censure. La première, au début de son règne, fut marquée par la mise en place de l'obligation de la permission du gouvernement pour la fondation des associations littéraires et semblables. La seconde, vers la fin du règne, se caractérisa par l'élargissement de la pression à toutes sortes d'associations, y compris religieuses¹⁸⁹.

Dans la première Constitution de l'Empire (Kanun-i Esasi) datant de 1876, l'organisation, en tant que droit et liberté fondamentale, n'était pas mentionnée. La création d'entreprise était par contre envisagée :

Article 13 – Dans le cadre de l'ordre et de la loi, les sujets ottomans ont tous les droits de fonder toutes sortes d'entreprises ayant comme objectifs le commerce, l'artisanat, et l'agriculture¹⁹⁰.

Yücekök précise que durant l'époque d'Union et Progrès, l'importance accordée à l'initiative (l'entreprise) privée et à l'entrepreneuriat et l'industrialisation était relativement développée dans des grandes villes, ce qui a permis l'apparition de certaines associations d'artisans et d'ouvriers¹⁹¹.

Après la proclamation de la deuxième monarchie constitutionnelle, le 16 août 1909, une loi sur les associations, inspirée de celle de la France datant de 1901, a été adoptée et la vie associative a obtenu une certaine légitimité. Le professeur spécialisé en histoire ottomane et turque, François Georgeon, précise que c'est à partir de cette date-là qu'il fut possible de

¹⁸⁸ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...), p. 45-73, p. 49.

¹⁸⁹ ALKAN Mehmet Ö., op. cit., p. 51.

¹⁹⁰ La première Constitution citée par Mehmet Ö. Alkan, op. cit. (Le cadre juridique...), p. 45-73, p. 46.

¹⁹¹ YÜCEKÖK Ahmet N., op. cit., p. 21.

voir prendre corps dans l'Empire une vie associative, même si elle restait limitée¹⁹². Cinq jours après l'adoption de la loi, un nouvel article fut ajouté à la Constitution, garantissant aux citoyens ottomans le droit de rassemblement (d'association). Cet article définissait en même temps les limites de ce droit : ne pas agir contrairement à « l'intégrité indivisible de l'État et de la nation » et « être conforme à la moralité publique ». Même si la Constitution et les lois liées au droit de rassemblement ont été changées plusieurs fois depuis, ces limites existent toujours sous des formulations peu différentes. Tandis que la première est utilisée pour « lutter » contre des associations du mouvement identitaire (surtout kurde mais aussi islamique), la deuxième sert de prétexte contre le mouvement LGBT. Pour la période de la république, le politologue Semih Vaner indique que ce discours revient comme un leitmotiv dans le discours officiel. Il explique la volonté « excessive » de la sauvegarde de l'intégrité de l'État par une jalousie violente des élites dirigeantes « de conserver ce qui reste de l'Empire »¹⁹³. Il est vrai qu'on note une semblable volonté au cours d'une période où l'Empire était en déclin et où il devait se battre contre des demandes de séparation : l'obsession de l'intégrité de l'État est d'une certaine manière un réflexe de survie.

Avec la nouvelle loi, la fondation d'une association ne dépendait plus de la permission préliminaire de l'État, mais les fondateurs devaient informer les autorités de leur ville en fournissant le nom, l'objectif, l'adresse du siège et les statuts de l'association, ainsi que les noms des responsables administratifs et leurs adresses. La plus grande partie de ces obligations est toujours valable et peut causer des demandes de fermeture des associations de droits des personnes LGBT comme Kaos GL et ensuite Lambdaİstanbul dans les années 2000. L'une des raisons de la demande de fermeture de ces associations venait par exemple de leurs noms considérés non conformes à la moralité générale de la société.

Durant la deuxième période de la monarchie constitutionnelle, nous pouvons observer la fondation de partis politiques réunis autour de journaux¹⁹⁴ : Ittihad-i Muhammed (Union pro-Mohammed — le prophète de l'islam), un parti islamiste fondé en 1909, est réuni autour du journal *Volkan* ; Milli Meşrutiyet (Monarchie nationale), un parti influencé par le courant turciste comme Union et Progrès, fondé en 1912, est réuni autour du journal *İfham*. Ittihad-i

¹⁹²GEORGEON François, Présentation, in *Vivre dans l'Empire ottoman, Sociabilités et relations intercommunautaires (XVIIIème-XXème siècles)*, sous la direction de Paul Dumont et François Georgeon, éd. L'Harmattan, Paris, 2000, 350 pages, p. 12.

¹⁹³VANER Semih, op. cit., p. 86-108, p. 98.

¹⁹⁴TUNAYA Tarık Zafer, *Hürriyetin İlanı (La déclaration de la liberté)*, éd. Arba, Istanbul, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 249.

Muhammed joue un rôle important dans la prise de position du parti Union et Progrès envers la vie associative. Étant un parti islamiste, İttihad-ı Muhammed ne partageait pas l'idée de la modernité promise par les dirigeants d'Union et Progrès. Ainsi, dix jours après la fondation du parti, l'Affaire du 31 mars a éclaté^{*} ; il s'agissait d'une révolte de l'opposition à laquelle participèrent les soldats et les religieux qui les orientaient. Ils demandaient que le pays soit gouverné conformément à la loi canonique musulmane (la charia). La révolte fut couronnée de succès pendant dix jours, ensuite la troisième armée qui se trouvait à Salonique intervint à Istanbul et la réprima. Cette affaire est importante parce qu'elle a mis en évidence la différence entre les soldats « ordinaires » de l'armée (le peuple) et les officiers « éduqués » (les élites). Les dirigeants du parti İttihad-ı Muhammed ont été considérés comme pionniers (responsables) de la révolte ; ils ont été jugés devant la cour martiale (Divan-ı Harp), et ont été condamnés à mort. À la suite de cette affaire a été déclaré l'état de siège. C'était le signal du début d'une époque paradoxale.

L'un des paradoxes de l'époque était la limitation des droits d'association par un parti politique au gouvernement qui était censé les enrichir. Accédant au pouvoir à la suite de la critique de l'autorité excessive du sultan et par la volonté d'amener au pays la liberté, le parti Union et Progrès est devenu de plus en plus actif dans la vie organisationnelle, en soutenant notamment la fondation de certaines associations. Pourtant, par cette activité, il envisageait d'influencer la société selon sa tendance idéologique afin de la contrôler. Avec le temps, le parti développa ainsi un caractère autoritaire¹⁹⁵. Selon le politologue Dankwart Rustow qui travaillait sur la Turquie et qui est cité par un autre politologue, Semih Vaner, il ne s'agit pas d'un paradoxe, mais d'un cycle de la vie politique ottomane-turque. En travaillant sur l'histoire des partis politiques depuis le dernier quart du 19^e siècle, Rustow distingue « des périodes alternantes d'expansion et de contraction »¹⁹⁶. Selon le chercheur, la première phase de chaque cycle est déterminée par une grande liberté d'organisation par rapport à la période précédente. Il suit le cycle dans l'histoire ottomane et il mentionne que « le développement relativement libre de l'opinion publique et l'organisation politique naissante entre 1865 et 1878 qui pourrait être considérée comme la phase d'expansion du premier cycle est suivie par l'autocratie d'Abdülhamid II (1878-1908). La révolution jeune-turque de 1908 inaugure une phase de prolifération des partis (...) », ainsi, la dictature d'Union et Progrès entre 1913 et

* Selon le calendrier solaire l'affaire s'est déroulée le 13 avril 1909.

¹⁹⁵ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 247-248.

¹⁹⁶ VANER Semih, op. cit., p. 91.

1918 s'inscrit dans ce cycle. Le chercheur suit les mêmes périodes pour la période d'après-guerre et la République turque.

Revenant à l'époque de la modernisation de l'Empire, nous voulons signaler une autre conséquence imprévue : la transformation de la structure familiale et de la place de la femme au sein de la société¹⁹⁷. Même si les réformes connurent des périodes de recul, la transformation de la structure de la société continua en consacrant entre autres aux femmes une place plus grande qu'autrefois. Nous ne pouvons pas nommer un mouvement de femmes pour cette époque, pourtant, une certaine base susceptible de se transformer en un mouvement était en germe dès la deuxième moitié des années 1860. Les femmes aussi bénéficiaient de l'importance accordée à l'éducation. Même si le système éducatif ne permettait pas encore des classes mixtes, ont été ouvertes des écoles réservées aux femmes et pour des formations/des métiers « propres » aux femmes, comme l'ouverture des cours de sage-femme en 1842. Les écoles secondaires de filles ont vu le jour en 1858, les écoles d'industrie¹⁹⁸ en 1863, les écoles d'éducatrices en 1870, et enfin une université réservée aux femmes en 1910¹⁹⁹. Les écoles « d'industrie » prirent ensuite le nom de « lycée des métiers », et nous y voyons une division des métiers par sexe qui a continué dans la république et continue de nos jours pour certaines branches. « La gestion de la maison » était un domaine attribué aux femmes tandis que les hommes se formaient en mécanique par exemple. Pourtant, pour son époque, ces écoles avaient un objectif progressiste, celui de donner aux femmes une certaine possibilité de travailler.

L'éducation mixte fut instaurée en 1918-1919. Toujours dans la même période, nous observons également la présence des femmes dans la presse²⁰⁰. Au début, il s'agissait des contributions des femmes aux journaux existants, ensuite est apparue une presse consacrée aux femmes. Nous allons détailler les publications par et pour les femmes ci-après sous le titre « L'espace public sous l'Empire ottoman au fil de l'émergence de la presse ». Avant cela, nous voulons citer le chercheur Yılmaz Yıldırım qui constate que les femmes ottomanes ont

¹⁹⁷ ORTAYLI İlber, op. cit., p. 229.

¹⁹⁸ Le nom donné en turc aux écoles et aux lycées professionnels.

¹⁹⁹ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 251.

²⁰⁰ Pour toutes informations sur le sujet, nous avons profité de la thèse de doctorat de Serpil Çakır, publié sous le titre *Osmanlı Kadın Hareketi (Le mouvement des femmes ottomanes)*, éd. Metis, série des Recherches féminines – 4, septembre 1996, Istanbul.

trouvé dans la presse féminine un espace public qui leur permettait de réfléchir à leur identité et de former leurs points de vue dans le sens d'une critique sociale²⁰¹.

Avec la deuxième période de la monarchie constitutionnelle, les femmes sont également devenues plus politisées, dans la section des femmes du parti Union et Progrès (1908), et dans des sociétés telles que la Société Progressiste des femmes ottomanes (1908), la Société de progrès de la patrie des dames ottomanes (1910)²⁰², et plus tardivement dans la Société de défense du droit de la femme ottomane fondée en 1913, mentionnée ici pour son caractère féministe²⁰³.

Nous tenons à préciser que l'émergence de la société civile dans l'Empire ottoman (et dans la nouvelle République turque à sa suite) est un sujet de recherche à lui seul. Le résumé que nous en faisons ici présente donc tous les inconvénients des résumés.

En conclusion de ce titre, nous avons voulu montrer les trois points suivants :

- l'apparition (ou plutôt l'enrichissement) des organisations de la société civile au sein de l'Empire était un des résultats de la politique d'ouverture vers l'Occident. Un même type d'ouverture sera observée dans la République turque avec l'objectif de l'adhésion à l'Union européenne et cela va avoir pour conséquence la fondation, entre autres, d'associations défendant les droits des LGBT au milieu des années 2000.
- L'État a eu depuis toujours un regard suspicieux envers les organisations de la société civile ; pour chaque époque, il s'agissait de raisons différentes. Pourtant, les limites du droit de l'organisation sont toujours les mêmes depuis l'ajout de l'article numéro 120 à la Constitution en 1909, jusqu'à la Constitution de 1980 de la nouvelle république : « L'intégrité indivisible de l'État et de la nation » et « être conforme à la moralité publique ». Nous pouvons en conclure que même si la nouvelle république était basée sur une forte rupture avec l'Empire, la mentalité étatique, le réflexe de la protection de l'État par des élites contre le peuple et la protection du peuple contre lui-même,

²⁰¹ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 252.

²⁰² DURAKBAŞA Ayşe, *Halide Edip, Türk Modernleşmesi ve Feminizm (Halide Edip, la modernisation turque et le féminisme)*, éd. İletişim, İstanbul, 2000, p. 107-108, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 252.

²⁰³ GÖKÇİMEN Semra, Ülkemizde kadınların siyasi hayata katılım mücadelesi (Le combat des femmes pour la participation à la vie politique dans notre pays), in revue *Yasama*, n° 10, septembre-décembre 2008, p. 5-59, p. 15.

le poids de la bureaucratie d'origine militaire n'ont pas changé depuis. La moralité publique est toujours le prétexte aux demandes de fermeture des associations défendant les droits des LGBT.

- Le poids de la religion et la présence ou l'absence des organisations plus ou moins religieuses ont toujours marqué la société civile. Le nouveau caractère laïc de la société les considérait comme un obstacle à la modernisation du pays ; pourtant, comme elles se sont retrouvées en opposition au pouvoir politique, avec le temps elles sont devenues les pionnières de l'ouverture de l'espace public à « autrui ». Nous allons essayer de détailler ce point surtout dans la période qui a suivi le coup d'État de 1980.

Dans la section suivante, nous détaillerons l'émergence de la presse sous l'Empire ottoman et nous traiterons subsidiairement les politiques linguistiques afin de suivre les traces de l'espace public sous l'Empire.

B) L'espace public sous l'Empire ottoman au fil de l'émergence de la presse

Dans le modèle bourgeois d'espace public, ou dans d'autres contre modèles, la presse occupe une place importante et déterminante. Sous ce titre de notre recherche, nous chercherons l'existence de l'espace public en prenant en compte la question de la presse au sein de l'Empire ottoman. On pourrait dater l'apparition d'un certain « espace public » avec la parution du premier journal privé publié sous l'Empire ottoman en 1860²⁰⁴, mais certains auteurs défendent des thèses selon lesquelles l'espace public serait apparu plus tôt. Dans un premier temps, nous résumerons ces approches avant de détailler la relation entre la presse et l'espace public sous l'Empire.

L'historien Cemal Kafadar affirme qu'avec l'apparition de « kahvehane » (des cafés ouverts seulement aux hommes) dans l'Empire ottoman au 16^e siècle, une sorte d'espace public est apparu. Deux personnes venant d'Alep et de Damas, Hakem et Şems (Hekem et Schems), apportent le café, étendu jusqu'alors dans le monde arabe, à Istanbul, capitale de

²⁰⁴ MARDİN Şerif, *Türk Toplumunu İnceleme Aracı Olarak Sivil Toplum* (La société civile en tant que moyen d'observation de la société turque), in *Türkiye'de Toplum ve Siyaset*, (der.) Mümtazer Türköne, Tuncay Önder, éd. İletişim, İstanbul, 1994, cité par Serdar Öztürk, *Osmanlı İmparatorluğu'nda Kamusal Alanın Dinamikleri* (Les dynamiques de l'espace public dans l'Empire ottoman), in *İletişim*, n° 21, 2005, p. 100.

l'Empire ottoman, et ouvrent le premier « kahvehane » en 1554²⁰⁵. Le professeur Thierry Paquot indique que les « kahvehane » attiraient « des poètes, des musiciens, des cadis et aussi des guerriers, qui s'y divertissaient au grand dam des muftis qui s'unifiaient à faire fermer ces "lieux de perdition", où, pris par l'ambiance, les clients en oubliaient de prier »²⁰⁶. Les muftis n'étaient pas les seuls qui étaient contre les « kahvehane », le pouvoir politique aussi y voyait une menace contre son autorité, car les gens réunis dans les « kahvehane » pouvaient devenir un centre de pouvoir, alors on a choisi d'interdire ces lieux au 17^e siècle²⁰⁷. Les « kahvehane » ne sont redevenus légaux qu'après la fin du sultanat de Murad IV en 1640 – règne connu pour ses mesures draconiennes contre l'alcool et le tabac, pour l'interdiction de sortir de la maison durant la nuit, etc. Ces mesures visaient à empêcher la réunion du peuple dans les « kahvehane », où la consommation de tabac était fort présente, afin de ne pas mettre en péril l'autorité de l'État. Même si l'interdiction est levée peu à peu après la mort du sultan, ce n'est qu'à partir du 18^e siècle que les « kahvehane » se sont développés²⁰⁸.

Pour mieux comprendre la dimension menaçante des « kahvehane », nous devons faire référence au professeur Şerif Mardin qui décrit le modèle immuable des révoltes populaires dans l'Empire. Selon Mardin, toute révolte passe par trois phases. Dans une première phase circulent des rumeurs à propos des méfaits du sultan et des fonctionnaires. La deuxième phase est marquée par des sermons des hommes religieux dans les mosquées (surtout lors de la prière du vendredi), légitimant et étendant le mécontentement. Les forces armées interviennent lors de la troisième phase²⁰⁹. Selon le contexte et l'ampleur du mécontentement, soit elles se contentent de donner un avertissement au pouvoir, soit elles prennent directement le pouvoir. Ainsi, les « kahvehane » étaient des lieux propices pour la généralisation des rumeurs dans la première phase. Nous devons pourtant indiquer que ce classement par phase ne veut pas dire que le mécontentement venait du peuple et montait jusqu'aux forces armées ; cela pouvait se produire inversement et les forces armées qui n'étaient pas contentes d'une situation pouvaient très bien être à l'origine des rumeurs afin de donner une légitimité aux futures interventions. Ce modèle fonctionnait d'une manière semblable également dans la nouvelle république.

²⁰⁵ PAQUOT Thierry, *L'espace public*, éd. La Découverte, coll. Repères, Paris, 2009, p. 41.

²⁰⁶ PAQUOT Thierry, *idem*, p. 41.

²⁰⁷ TURAN İter, 1971-1996 Döneminde İstanbul'da derneksel hayat (La vie associative à Istanbul dans la période 1971-1996), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, op. cit., p. 197-227, p. 197.

²⁰⁸ ÜNÜVAR Kerem, Osmanlı'da bir kamusal mekân : kahvehaneler (Un espace public dans l'Ottoman : les kahvehane), in *Doğu-Batı*, n°5, novembre-janvier 1998-1999, p. 186-196, p. 192.

²⁰⁹ MARDİN Şerif, *Osmanlı Bakış Açısından Hürriyet*, p. 114-115, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 166.

Avec la parution des journaux, les « kahvehane » devinrent aussi des lieux où les informations étaient mises en circulation. La professeure en histoire, Palmira Brummett, indique que les « kahvehane » étaient les principaux centres où les classes moyennes et populaires se réunissaient et discutaient : « Ceux qui savaient lire, y lisaient les journaux à haute voix et transmettaient aux illettrés les informations actuelles »²¹⁰. La chercheuse constate que la lecture à haute voix était une tradition dans l'Empire ottoman et aussi en Iran.

Nous avons indiqué que les « kahvehane » étaient des lieux réservés aux hommes. Quant aux femmes, les « hammams » et les fontaines, dont on voit le nombre augmenter entre 1500 et 1800, étaient une forme d'espace public²¹¹ où elles pouvaient se réunir, discuter et échanger des informations.

L'historien François Georgeon, qui n'est pas d'accord avec cette approche, défend l'importance de trois éléments dans la construction de l'espace public dans l'Empire ottoman²¹² :

- Le réseau des écoles modernes développé surtout après la période Tanzimat ;
- Un besoin d'information né avec la guerre de Kırım (Crimée) (1854-1856) ;
- Le passage d'une presse dépendante de l'État à une presse libre qui commence avec le premier journal privé en 1860.

Ces éléments nous amènent à l'histoire et à l'importance de la presse dans la construction de l'espace public au sein de l'Empire ottoman, car même s'il est vrai qu'un certain espace public, propre aux conditions existantes, vit le jour dans l'Empire bien avant l'émergence de la presse, il est devenu plus visible et plus structuré par les organes de presse. Un autre historien, le professeur İlber Ortaylı, indique de même qu'à l'époque Tanzimat plusieurs sujets étaient discutés, des choix littéraires au pouvoir, de la politique européenne aux méthodes et aux dimensions de la modernisation, non désormais dans les « kahvehane »,

²¹⁰ BRUMMETT Palmira, *İkinci Meşrutiyet Basınında İmge ve Emperyalizm*, p. 93, cité par YILDIRIM Yılmaz, op.cit., p. 245.

²¹¹ Entretien fait avec M. Cemal Kafadar par Nuriye Akman, dans le journal Zaman (Temps), 11 avril 2004, disponible sur : <http://www.zaman.com.tr/?bl=roportaj&alt=&trh=20040411&hn=35744>

²¹² GEORGEON François, Osmanlı İmparatorluğu'nun son döneminde İstanbul kahveleri (Les cafés stambouliotes vers la fin de l'Empire ottoman), in *Doğu'da Kahve ve Kahvehaneler* (également publié en français : *Les cafés d'Orient revisités*, chez CNRS ethnologie), (sous la dir. de) Georgeon François, Desmet-Grégoire Hélène, éd. Yapı Kredi, Ankara, 1999, p. 43-85, cité par Serdar ÖZTÜRK, Osmanlı İmparatorluğu'nda Kamusal Alanın Dinamikleri (Les dynamiques de l'espace public dans l'Empire ottoman), in *İletişim*, n° 21, 2005, p. 107.

mais par la voie de la presse²¹³. Il faut noter de même que l'apparition des premiers groupes politiques d'opposition qui commencèrent à prendre corps vers 1865 coïncide avec celle des premiers journaux privés²¹⁴.

Avant de détailler les publications de l'époque Tanzimat, nous devons indiquer que l'arrivée de l'imprimerie dans l'Empire ottoman se fit au 15^e siècle, et elle était, dans un premier temps, réservée aux non musulmans. Les Juifs, expulsés d'Espagne, l'ont apportée dans l'Empire en fondant la première imprimerie en 1492-1494, à Istanbul. La première publication fut un livre sacré, les *Cinq Livres* de Moïse, en 1493-1494²¹⁵. Ce n'est qu'à partir de 1726 que la permission de posséder une imprimerie fut accordée aux musulmans dont les premiers furent İbrahim Müteferrika et Sait Efendi. Leur imprimerie a été fondée le 16 décembre 1727, pourtant, pour la première publication, il a fallu attendre encore deux années. Cela signifiait un décalage de près de 270 ans pour les citoyens musulmans et au début il était interdit de publier des livres religieux. Les savants ottomans étaient opposés à l'imprimerie et selon le chercheur Yılmaz Yıldırım, cette réaction ne reposait pas que sur des préoccupations religieuses (une réforme de la religion par la diffusion généralisée des livres sacrés menaçant l'autorité des savants religieux) mais il s'agissait aussi d'une réaction de la classe²¹⁶ composée par ces savants, qui avaient obtenu leur statut après une longue période d'éducation à laquelle tout le monde ne pouvait pas accéder. Ainsi, la distribution généralisée des livres pouvait menacer ce privilège. Pourtant, la permission accordée aux sujets musulmans ne fut pas le début d'une époque de publication ; pour observer une certaine richesse dans le domaine, il a fallu attendre presque un siècle, car ce fut à cette époque-là que la modernisation de l'Empire commença. Et cette modernisation incluait une modernisation de la langue qui rendrait plus facile la compréhension de textes publiés.

Jusqu'à la publication des journaux en turc, l'Empire a accueilli des journaux en français dont le premier était le *Bulletin des nouvelles* au milieu de 1795, envoyé de France et qui envisageait de promouvoir les idées de la Révolution française²¹⁷. Par contre, le premier journal privé en français, *Le Spectateur Oriental*, est publié à Izmir (Smyrne) en 1821 par un contre-révolutionnaire en fuite de France, Alexandre Blacque.

²¹³ ORTAYLI İlber, op. cit., p. 264.

²¹⁴ VANER Semih, op. cit., p. 88. L'information sur la date d'apparition des mouvements opposés appartenant à l'article, c'est-à-nous de créer le lien avec le journalisme.

²¹⁵ GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 37

²¹⁶ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 207.

²¹⁷ NÜZHET (GERÇEK) Selim, *Türk Gazeteciliği (Le journalisme turc)*, l'imprimerie d'État Istanbul, 1931, p. 10-15, cité par GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 39.

Le premier journal en turc publié au sein de l'Empire ottoman fut *Vakayi-i Mısriye* (*Les événements d'Égypte*) en 1828²¹⁸. Il s'agissait d'un journal succédant à un bulletin composé des traductions des journaux arabes permettant de connaître ce qu'ils écrivaient et d'autres informations considérées importantes pour l'État. Le journal était hebdomadaire et publié dans les deux langues, turque et arabe. Le but était surtout de faire la propagande du nouvel ordre en répandant les nouveautés en Égypte. La direction du journal était dans les mains du gouverneur d'Égypte, Mehmet Ali (Muhammad Ali) Pacha. Ce dernier suivait de près le monde occidental, surtout le système français. Il s'était révolté contre l'Empire ottoman et avait gagné une certaine autonomie en Égypte. Par conséquent, « son » journal publiait rarement les informations venant du pouvoir central d'Istanbul, la capitale de l'Empire, et les sources étaient majoritairement les journaux français et italien. La presse qu'il avait créée s'éloignait du pouvoir central pour renforcer son pouvoir local. Il ne s'agissait certainement pas d'un journal dans lequel un débat politique ou autre était possible, mais d'une transmission passive des informations aux sujets ; c'est une approche qui reflétait aussi la mentalité politique du Pacha.

Quant au premier journal publié à Istanbul, la capitale de l'Empire ottoman, il date du 11 novembre 1831, c'est-à-dire plus de cent ans après l'autorisation de l'imprimerie aux musulmans. Voici comment le journal, nommé *Takvim-i Vakayi* (*Le calendrier des événements*), se présentait à ses lecteurs dans son premier numéro :

« Autrefois même si les chroniqueurs rédigeaient les événements importants de leurs époques, la publication de ces récits se faisait avec 20 ou 30 ans de retard. Et comme le peuple ne pouvait pas apprendre les réalités immédiatement, il se pouvait qu'il interprète mal les événements et cela posait des problèmes à l'État. Ce journal est publié afin d'empêcher ce genre d'obstacle et d'annoncer immédiatement les événements intérieurs et étrangers »²¹⁹.

Le journal avait des versions en arabe, en français (le titre était *Le Moniteur ottoman*), en arménien et en grec²²⁰. La raison de ce multilinguisme était d'abord d'atteindre les sujets de l'Empire qui ne parlaient pas la langue turque et ensuite de transmettre clairement et

²¹⁸ KOLOĞLU Orhan, İlk Gazete İlk Polemik, Vakayi-i Mısriye'nin Öyküsü ve Takvim-i Vekayi ile Tartışması (Premier journal, première polémique : l'histoire du journal officiel égyptien et de sa polémique avec le journal officiel ottoman), Ankara, Çağdaş Gazeteciler Derneği Yayıncılık, 1989.

²¹⁹ TOPUZ Hıfzı, *Türk Basın Tarihi* (*L'histoire de la presse turque*), Istanbul, éd. Remzi, novembre 2003, 471 pages, p. 16.

²²⁰ TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 16.

directement les messages de l'Empire aux pays étrangers (alliés ou non)²²¹. Pourtant, les publications en différentes langues n'ont pas été très régulières, et même la version en turc souffrait de cette irrégularité.

La publication du journal fut possible sur l'initiative du sultan Mahmut II, le sultan « révolutionnaire »²²² dont le règne (1808-1839) fut aussi marqué par la fondation du système postal, par la dissolution de l'armée existante en raison de son pouvoir incontrôlable et la fondation d'une nouvelle armée, par la fondation des ministères, par le changement des codes vestimentaires tels que la suppression des turbans masculins, des larges pantalons traditionnels et l'acceptation du fez²²³ et des pantalons selon le modèle occidental. Le sultan a aussi fait venir des artistes étrangers pour qu'ils fassent son portrait et il a fait accrocher ces portraits dans des établissements d'État. Il faut noter que la peinture n'était pas la bienvenue dans l'islam en raison de la croyance selon laquelle on commet un péché en copiant/recréant un visage créé par Dieu ; il n'est toujours pas autorisé de dessiner ou de montrer le visage du prophète Mohammed. En conséquence de toutes ces tentatives imitées de l'Occident, il était aussi surnommé « le sultan infidèle ». Nous tenons à donner ces détails afin de montrer que la presse avait émergé dans un Empire qui, en 1792, était déjà entré dans une époque de dissolution, mais qu'il essayait de survivre grâce à des tentatives de modernisation qui ont construit les bases des révolutions de la nouvelle république. Le professeur en sociologie, Hayati Tüfekçioğlu, précise que dans un processus d'occidentalisation du pays, la presse était l'un des premiers éléments empruntés à l'Occident²²⁴. Un autre professeur en sociologie, Şerif Mardin, partage cette opinion et il indique que la modernisation amenait de nouveaux rôles dans la structure de la société divisée jusque-là entre culture du sérail (*great culture*) et du peuple (*little culture*)²²⁵. Mardin ajoute que le rôle du journaliste était indispensable pour effacer cette distinction de culture, car les Nouveaux Ottomans qui avaient amené le journalisme moderne au sein de l'Empire n'acceptaient pas l'élitisme. Dans les années 1870, le journalisme ottoman légitimait « l'homme de la rue » (l'homme ordinaire). Pourtant,

²²¹ YAPICI Hakkı, *Takvim-i Vekayi'de Kırım Harbi* (La guerre de Crimée dans le journal *Takvim-i Vekayi*), 129 p. Mémoire de DEA : Histoire : Université d'Atatürk : 1999, p. 1.

²²² TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 15.

²²³ Tandis qu'à cette époque, le fez était le symbole de la modernité et qu'il fut vivement critiqué par des communautés conservatrices, à l'époque de la République turque il sera devenu le symbole d'un retour à la période ottomane et du conservatisme : il sera alors à nouveau interdit.

²²⁴ TÜFEKÇIOĞLU Hayati, *Sosyolojik Açıdan Gazete ve Osmanlı'da Gazeteciliğin Temellendirilmesi* (Le journal du point de vue sociologique et les fondements du journalisme à l'époque ottomane), 135 p. Thèse : Sociologie : Université d'Istanbul : 1993, p. 3.

²²⁵ MARDİN Şerif, *Din ve İdeoloji* (La religion et l'idéologie), éd. İletişim, 1986, Istanbul, 133 pages, p. 98-101, (première édition en 1969 chez les éditions de la faculté des sciences politiques de l'Université Ankara).

Mardin souligne qu'il n'y avait pas de cohérence dans cette attitude et qu'il était difficile de s'abstraire complètement de l'élitisme. Le professeur Semih Vaner remarque également l'incohérence des intellectuels de Tanzimat qui, d'une part, minimisaient le rôle de l'individu dans la société (sous l'influence du positivisme) et, d'autre part, le forçaient à intervenir dans la vie collective (inspirés par la pensée de Schopenhauer)²²⁶.

La création à trois années d'intervalle des journaux *Vakayi-i Misriye* (*Les événements d'Égypte*, en 1828) et *Takvim-i Vakayi* (*Le calendrier des événements*, en 1831) n'a pas été suivie par d'autres nouvelles publications durant neuf ans. Ce n'est qu'en 1840 que le deuxième journal en turc a été publié dans l'Empire : *Ceride-i Havadis* (*Journal des nouvelles*). Le journal a été publié par un anglais, bénéficiaire des capitulations de l'époque accordées aux étrangers. Il était subventionné par l'État et a paru à peu près jusqu'à la fin des années 1800. Vers le milieu des années 1800, Habermas indique qu'à Paris, il y avait plus de deux cents journaux même s'ils appartenaient plutôt aux hommes politiques²²⁷ et les recherches plus récentes ont montré que le nombre réel des journaux était encore beaucoup plus élevé²²⁸.

Comme résultat des réformes de Tanzimat mentionnées ci-dessus, le chercheur Yılmaz Yıldırım remarque qu'une sphère publique (un espace public) a vu le jour au sein de l'Empire ottoman, pourtant, cela n'était pas une conséquence prévue par les Tanzimat, mais un résultat inattendu des réformes :

« Dans les années 1860, les articles publiés dans des journaux par un groupe parmi les plumes de Bab-ı Ali (la Porte sublime), considéré ultérieurement comme les fondateurs du journalisme, avaient créé une certaine "opinion publique". Une telle structure sociologique précédait la proclamation de la Constitution de 1876²²⁹ ».

²²⁶ VANER Semih, op. cit., p. 93-97.

²²⁷ HABERMAS J., op. cit. (1986, *L'espace public*), p.191-192.

²²⁸ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 21 : « Les travaux des historiens de la presse sont à cet égard particulièrement éclairants. Ainsi, grâce à cette œuvre monumentale, et d'un intérêt scientifique considérable que représente le Dictionnaire des Journaux, dont la rédaction a été dirigée et animée par J. Sgard (Sgard, 1991), il se vérifie, à partir des calculs auxquels J. Sgard s'est livré lui-même (Sgard, 1991, pp. 1131-1132), que le nombre de gazettes, de journaux d'information générale en langue française et d'affiches (hebdomadaires locaux consacrés aux annonces, affiches et avis divers) se développe surtout à partir du milieu du XVIIIème siècle ; s'agissant des gazettes, 37 se créent du début du XVIIème siècle jusqu'au milieu du XVIIIème siècle, et 43 de 1750 à 1789 ; pour les journaux d'information générale la différence est encore plus marquée, 14 d'une part, 61 d'autre part, dont 45 dans les quinze années précédant la Révolution. » Pour la référence, voir : SGARD, Jean (dir.) (1991), *Dictionnaire des journaux – 1600-1789*, Paris, Universitas, 2 tomes.

²²⁹ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 224. La dernière phrase de la citation est issue d'une traduction libre faite par

Nous observerons désormais l'émergence de ces journaux relativement indépendants de l'État.

1. L'émergence des journaux « indépendants »

Dans l'Empire ottoman, le premier journal « privé » publié sans aucune aide de l'État fut *Tercüman-ı Ahval* (1860-1866). Le journal voulait transmettre au peuple les informations nationales et internationales. Il publiait parmi d'autres des informations venant de l'État, ainsi que le premier roman-feuilleton. Les fondateurs du journal étaient Agâh Efendi (1832-1885) et (İbrahim) Şinasi (1824-1871), qui comptaient parmi les étudiants envoyés par l'Empire à l'étranger. Agâh Efendi et Şinasi avaient passé une partie de leur vie à Paris, le premier avait travaillé à l'Ambassade de Turquie, le second y avait fait ses études. Même si tous deux occupaient, lors de la création du journal et pendant les années de sa parution, des postes dans des institutions étatiques, ils avaient une approche critique envers l'État. Cependant, en raison des faibles moyens économiques de la presse, cet attachement économique aux instances étatiques est devenu une tradition qui a duré encore au sein de la République²³⁰. Les fondateurs des journaux et des journalistes occupaient en même temps un poste dans ces instances. Un professeur en économie et un chroniqueur connu, Mehmet Altan, indique que ce fut une faute de naissance qui a duré jusqu'à nos jours. Tout en reconnaissant dans ce propos une part de vérité, nous croyons cependant qu'il faut analyser de près les différences entre les époques.

L'envoi de jeunes à l'étranger pour faire des études avait pour but de former les nouveaux cadres de la bureaucratie²³¹. Pourtant, ces jeunes retournant au pays constituèrent en même temps une couche intellectuelle au sein de l'État, eurent des postes importants dans la bureaucratie de l'Empire, et furent les pionniers de la transformation de la société. Cette transformation ne reflétait pas une volonté venant du peuple, il s'agissait d'une transformation pour le bien du peuple, et dans ce dessein, les volontés et/ou les besoins du peuple pouvaient être négligés. Nous allons trouver la même approche dans la fondation de la république ; le peuple avait tendance à résister aux changements radicaux, mais pour la « modernisation » certaines choses devaient être faites « malgré » le peuple. Revenant à l'époque de l'Empire, nous voulons souligner que ces jeunes éduqués à l'étranger, et surtout en France, étant des

nos soins afin de pouvoir transmettre le sens de la phrase correctement en français.

²³⁰ TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 21.

²³¹ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 202.

cadres moyens ou supérieurs au sein de l'État, étaient en même temps les premiers journalistes de l'époque.

Les années 1860 ont connu une multiplication des publications. En 1862, deux ans après la fondation de *Tercüman-ı Ahval*, l'un de ses fondateurs, Şinasi, le quitte pour publier un nouveau journal : *Tasvir-i Efkâr* (*L'expression des idées*). L'importance de Şinasi pour l'histoire de la presse vient du fait qu'il est considéré comme fondateur du journalisme d'opinion. Şinasi écrivait des éditoriaux à propos de l'opinion publique et de la liberté d'expression. Son successeur dans le journal, Namık Kemal, consacrait aussi ses éditoriaux à la liberté et c'est pour cette raison qu'il lui a été interdit d'exercer le journalisme en 1867. Şinasi jouait un rôle important dans l'émergence du courant et de la pensée des « Nouveaux Ottomans »²³² et dans la généralisation de tendances comme le scientisme, le populisme (pas dans le sens péjoratif actuel) et le constitutionnalisme. Les concepts, dont il était le promoteur, comme l'Assemblée nationale, l'opinion publique, les idées nationales, le peuple ottoman, la liberté et plusieurs autres, avaient une place importante dans la construction de l'opinion publique par la voie de la presse, nécessaire dans le cadre du constitutionnalisme et de la monarchie constitutionnelle²³³.

Mardin indique que la vie tourmentée de Şinasi en raison de ses attachements politiques, le fait qu'il soit devenu un acteur politique lui-même et son exil contribuaient à l'augmentation du nombre des lecteurs des journaux dans l'atmosphère relativement libre des années 1860. Cette dimension politique du journaliste augmentait l'intérêt que lui portaient les lecteurs. Le sociologue ajoute que certains de ces sujets ne pouvaient pas être traités dans des journaux turcs, mais ils constituaient les thèmes principaux de la presse turque « immigrée » dirigée et nourrie par les articles de Namık Kemal. En parlant de la presse turque « immigrée » Mardin fait allusion aux journaux publiés à l'étranger par des Turcs afin de pouvoir échapper aux pressions et à la censure de l'Empire. *Muhbir* (*Le Mukhbir/L'Informateur*, 1866) dirigé par un révolutionnaire connu nommé Ali Suavi, en est un exemple. Le journal, publié d'abord dans l'Empire, a dû interrompre sa parution à cause de sa critique du pouvoir et Ali Suavi a dû partir en Europe. Ce journal consacrait également une grande place aux courriers des lecteurs, questionnant de façon indirecte le gouvernement. La

²³² Ils étaient appelés ultérieurement comme le premier mouvement des Jeunes Turcs, pourtant, nous nous devons de citer l'une des différences entre les deux : tandis que les Nouveaux Ottomans défendaient un nationalisme ottoman, les Jeunes Turcs défendaient plutôt l'État-nation basé sur le peuple turc

²³³ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 209.

deuxième parution de *Muhbir* se fit en Angleterre le 31 décembre 1867, toujours sous la direction d'Ali Suavi. Les pionniers des « Nouveaux Ottomans » avaient décidé qu'il serait la publication de leur mouvement²³⁴. Un autre exemple des journaux « immigrés » est *Ulûm* publié en France en 1869 ; le directeur de la publication était la même personne, Ali Suavi, qui vivait désormais en France. Même s'ils étaient publiés à l'étranger, la cible de ces journaux était le peuple de l'Empire et ils avaient une distribution secrète et étendue dans la mère-patrie.

Tandis que les sujets traités dans le journal de Şinasi étaient politiquement d'un grand poids, le langage utilisé était plus proche de celui du peuple. Ainsi, selon les propos de Şerif Mardin « le processus de communication, qui n'était composé jusqu'à l'époque que de la communication officielle et qui n'était limité qu'aux intellectuels, était désormais ouvert au "peuple" »²³⁵. Il nous faut préciser ici que la langue turque de l'époque ottomane était en fait un mélange de trois langues : l'arabe, le persan et le turc. De chacune, elle avait différentes règles. Comme l'un des points marquants de l'époque Tanzimat fut l'élargissement de l'éducation, l'alphabet arabe utilisé jusqu'alors fut ressenti comme un obstacle, notamment à cause de sa difficulté d'écriture et de son incapacité à rendre les voyelles existant dans la langue turque. Ainsi commencèrent les discussions sur la modification de l'alphabet et sur la purification de la langue. Sur la différence des langues parlées par le peuple et les élites, Nicolas Vatin, l'historien spécialiste de l'Empire ottoman, nous rappelle la contradiction entre deux caractères fameux du théâtre d'ombres turc, Karagöz et Hacivat : « Karagöz était incapable de comprendre le discours fleuri de Hacivat, le lettré stambouliote »²³⁶. Vatin indique que cette coupure entre les deux parties de la société « posait un grave problème dans une période où l'identité ottomane et l'existence même de l'empire étaient en cause ». L'adoption de l'alphabet latin était déjà proposée à l'époque par le dramaturge azerbaïdjanais Mîrzâ Feth Âli Akhondzâde, mais ce fut considéré comme une proposition excessive. Les confrontations à propos du langage continuèrent surtout dans la deuxième moitié du 19^e siècle et les discussions eurent leur place dans les journaux aussi, sous forme de polémiques entre les intellectuels de l'époque.

²³⁴ GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 52.

²³⁵ MARDİN Şerif, Türkiye'de İletişimin Modernleşmesinin Erken Bir Safhası Üzerine Bazı Notlar (Quelques notes sur une phase très tôt de la modernisation de la communication en Turquie), in *Türk Modernleşmesi, Makaleler*, p. 171-172, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 210.

²³⁶ VATIN Nicolas, De l'osmanli au turc de Turquie, les aventures d'une langue, in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1988, Turquie, la croisée des chemins, p. 68-84, p. 69.

D'autres journaux publiés à cette période et qui l'ont marquée furent *Basiret* (*La Clairvoyance*, 1869), *İbret* (*l'Exemple*, 1870), *Sabah* (*Le Matin*, 1876), *İkdam* (*l'Effort*) (1894) qui a pris une position critique envers Union et Progrès après la déclaration de la deuxième monarchie constitutionnelle et qui a ensuite soutenu le combat national de Mustafa Kemal, et *Meşveret* (*la Consultation*) publié par Ahmet Rıza Bey à Paris (1895-1897), *Osmanlı* (*l'Ottoman*) publié par Tunalı Hilmi à Genève (1897). En outre, une petite vingtaine d'autres journaux avaient été publiés sur de courtes périodes. Parmi d'autres, l'importance du journal *Sabah* venait de son propriétaire, Şemseddin Sami, qui a marqué la littérature ottomane-turque non seulement parce qu'il est l'auteur du premier roman en turc rédigé par un musulman, *Taaşşuk-ı Tal'at ve Fitnat* (*L'amour de Talat et Fitnat*), mais aussi par ses efforts pour rédiger en turc utilisant les lettres arabes modifiées conformément à la phonétique turque²³⁷. Il fut également celui qui publia, en 1901, l'un des premiers dictionnaires de turc en turc : *Kamus-i Türki*.

Comme nous l'avions indiqué un peu plus haut, sous le titre « L'époque des Tanzimat, la modernisation de l'Empire », les femmes prirent de plus en plus de place dans la société, dans des écoles, dans les partis politiques, dans les associations et aussi dans la presse. La publication des lettres envoyées par des femmes (sans que leur nom soit publié²³⁸) dans le journal *Terakki* en 1868 en est le premier exemple. La première revue féminine, *Muhadderat* (*Les femmes honnêtes*) a été publiée un an après, en 1869, toujours par le journal *Terakki*. Le nom complet de la revue, paraissant chaque dimanche, était *Terakki-i Muhadderat* (*Le progrès des femmes honnêtes*)²³⁹. Cela reflétait l'esprit de son époque où était attribuée une grande importance au progrès, mais existait en même temps la volonté de garder les traditions propres à la société ottomane, la place des femmes dans la société (plutôt à la maison) n'en étant qu'un exemple. L'idée de « prendre la technique de l'Occident, mais de laisser ailleurs ses valeurs » n'était pas propre aux personnes « ordinaires ». L'écrivain Ali Gevgilili indique que les dirigeants ottomans croyaient de même que la modernisation pouvait être limitée au niveau de la science et de la technologie et que l'Empire pouvait garder sa

²³⁷ ORTAYLI İlber, op. cit., p. 238.

²³⁸ Nous allons trouver la même caractéristique dans la première revue des homosexuels, *Kaos GL Dergi*, aux premières années de sa publication. Nous pouvons en conclure que l'anonymat permet aux opprimés de s'exprimer quasi librement.

²³⁹ TUNÇ YAŞAR Fatma, *Osmanlı Kadınının Eğitimine Yönelik İlk Süreli Yayın : Terakki-i Muhadderat* (La première publication périodique à propos de l'éducation de la femme ottomane : *Terakki-i Muhadderat*), in *Dem Dergi*, première année, n° 3, p. 98-105, p. 98-99. Disponible sur : http://www.dem.org.tr/dem_dergi/3/dem3mak15.pdf Consulté le 27 janvier 2010.

structure traditionnelle²⁴⁰. Ce discours se manifesta tout au long de l'histoire du pays et fut le thème marquant de certaines œuvres littéraires, d'*Araba Sevdası* (L'amour de l'automobile) de Rezaizade Mahmut Ekrem en 1896 jusqu'à *Yaprak Dökümü* (La coulée des feuilles) de Reşat Nuri Güntekin en 1930, et *Fatih-Harbiye* de Peyami Safa en 1931. Ces romans racontaient l'histoire de personnes ou de familles restées coincées entre la « modernité »²⁴¹ et la tradition. La « modernité » avait deux effets : soit elle rendait ridicules ceux qui étaient fascinés par elle, soit elle causait leur déclin. Dans les années 1950 et 1960, le même discours se retrouve dans des films du courant du réalisme social racontant l'immigration des villageois vers les villes et l'état des femmes coincées entre deux mondes. La chercheuse Ayşe Toy Par le montre dans un article où figurent plusieurs exemples dont nous voulons citer le suivant :

« Les femmes qui "se découvrent" un peu trop ou qui se maquillent sont vite considérées comme des femmes faciles. (...) Dans *La route sans fin* Ahmet méprise Fatma qui imite par son maquillage et ses vêtements la maîtresse de maison chez qui elle travaille en lui disant "Regarde-toi un peu! Ton visage ressemble à un verre décoré. On n'a pas idée d'envier ces femmes des villes et de se ridiculiser!" »²⁴².

Muhadderat, première revue féminine de l'époque ottomane, a publié 48 numéros dans lesquels elle traitait des sujets comme l'importance de l'éducation des femmes et le mouvement féministe en Occident. Pourtant, la chercheuse et écrivaine Fatma Tunç Yaşar indique que les informations à propos du mouvement féministe y sont toujours traitées d'une manière négative. L'opposition de l'éditeur de la revue, Ali Raşit, à la demande des femmes pour obtenir le droit de vote et d'éligibilité en Angleterre, en est un exemple. Quelques dizaines d'années après, en 1908-1909, dans une autre revue féminine, *Demet (le Bouquet)*, une femme, İsmet Hakkı, partagera les propos d'Ali Raşit :

« En parlant de la cause du "vote"²⁴³ des Occidentaux, j'avais mentionné que je trouvais assez loin de nous cette partie du féminisme. Oui, nous avons encore

²⁴⁰ GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 77.

²⁴¹ Nous utilisons le mot modernité entre guillemets, car dans les romans il s'agit d'une modernité superficielle symbolisée surtout par les codes vestimentaires, par le fait que les femmes entrent dans des relations relativement intimes avec les hommes, etc. Nous pouvons en conclure que les romans ne critiquaient pas la modernité mais sa perception superficielle par certaines personnes.

²⁴² TOY PAR Ayşe, Les effets de la modernisation sur la société turque des années 60 à travers les films réalistes », in *İleti-ş-im*, revue académique de la faculté de communication de l'Université Galatasaray, n° 3, hiver 2005, Istanbul, p. 65-80, p. 77.

²⁴³ Le mot « vote » est utilisé en tant que tel dans le document original.

plusieurs autres priorités à penser »²⁴⁴.

Hormis d'autres publications de l'époque incluant la contribution des femmes et traitant des sujets qui sont censés les intéresser, comme *Aile (la Famille)*, *İnsaniyet (l'Humanité)*, il a fallu attendre 1886 pour trouver une publication féminine dont la propriétaire était une femme et la rédaction n'était composée que des femmes : *Şükûfezar (Le jardin des fleurs)*. La revue dont la durée de publication fut la plus longue fut *Hanımlara Mahsus Gazete (Le journal propre aux femmes)* : 604 numéros entre 1895 et 1908. Il s'agissait d'une revue, mais son nom contenait le mot « journal » ; pour clarifier cette confusion, nous aurons recours à Tobias Heinzelmann, chercheur spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de l'Empire ottoman, de l'histoire de la presse et des réformes de Tanzimat, qui précisait que même dans les années 1900 il n'y avait pas une distinction aussi stricte qu'aujourd'hui entre les mots « revue » et « journal »²⁴⁵. La première romancière de l'Empire, Fatma Aliye, issue d'une famille aisée, fille de Cevdet Pacha, écrivait des articles pour la revue *Hanımlara Mahsus Gazete*. Conformément à l'approche de son époque, la revue attribuait aux femmes une grande importance dans l'éducation des enfants ; l'éducation des femmes était ainsi jugée nécessaire, car elles élevaient les futures générations. La revue marquait cependant une différence en fondant une bibliothèque et en publiant les œuvres des poètes et des écrivaines. En 1908 apparaît une autre revue féminine publiée à Salonique, *Kadın (la Femme)*. Le féminisme n'y était pas traité non plus comme un mouvement convenable pour les femmes ottomanes. L'un de ses auteurs, le Dr. Abdullah Cevdet écrivait ainsi :

« L'égalité en droits (des hommes et des femmes, que défend le féminisme) ne peut être légitime que dans une égalité des tâches. Le féminisme est l'enfant illégitime d'un progrès matériel extrême »²⁴⁶.

²⁴⁴ TUNÇ YAŞAR Fatma, op. cit., p. 102.

²⁴⁵ HEINZELMANN Tobias, *Osmanlı Karikatüründe Balkan Sorunu 1908-1914 (Le problème des Balkans dans la caricature ottomane 1908-1914)* (le nom original du livre en allemand : *Die Balkankrise in der Osmanischen Karikatur*), traduit de l'anglais par Türkis Noyan, Istanbul, éd. Kitap, 2004, 262 pages, cité par KESKİN Tülay, Demet Dergisi'nde Kadın ve İlerleme Anlayışı (La conception de la femme et du progrès dans la revue Demet), in *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Cografya Fakültesi Tarih Bölümü Tarih Araştırmaları Dergisi (La revue des recherches en histoire de la section histoire de la faculté des langues, de l'histoire et de la géographie de l'Université Ankara)*, volume 24, n° 37, Ankara, 2005, p. 289-312, disponible sur : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/18/33/273.pdf>, consulté le 26 janvier 2010, p. 291.

²⁴⁶ AYDIN Hakan, Kadın (1908-1909) : Selanik'te Yayınlanan İlk Kadın Dergisi Üzerine Bir İnceleme (La Femme : une étude sur la première revue féminine publiée à Salonique, in *Selçuk Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, n° 29, 2000, p. 147-156, p. 154.

La revue, dont la publication a duré un an, n'avait pas les moyens d'embaucher plusieurs correspondants, aussi cherchait-elle à fonder un réseau de volontaires composés de ses lecteurs et lectrices²⁴⁷. Nous observons le même effort lors des premiers numéros de la revue des LGBT, *Kaos GL Dergi* (*Kaos GL Magazine*) et de même lors du lancement du site internet de l'association Kaos GL. L'association est toujours en train d'établir un réseau de correspondants volontaires et afin d'y arriver mène un projet de formation des volontaires.

Si nous en venons maintenant à la deuxième monarchie constitutionnelle, qui a débuté en 1908, nous comptons 97 imprimeries à İstanbul et 240 nouvelles revues une année après l'instauration de la monarchie²⁴⁸. Ce nombre était limité à 103 pour la période entre 1879 et 1907. Les créations n'étaient pas seulement plus nombreuses mais aussi plus diversifiées : les pour et les contre Union et Progrès, les islamistes, même des publications parlant du socialisme et de la classe ouvrière, comme *Amele* (*Ouvrier*) lancé en 1909 à Salonique par la Fédération ottomane des syndicats d'ouvriers²⁴⁹ ou *İştirak* (*la Participation*) publié au nom du Parti ottoman socialiste, ont vu le jour après 1908. Les publications de l'époque étaient définies par des idées politiques. Le pays était dans une période de transition, il cherchait la voie à prendre. Comme l'indique l'écrivain Ali Gevgilili, tout le monde voulait la liberté, mais le mot signifiait des choses différentes selon les origines ethniques, religieuses et les approches politiques. Il fallait trouver un mot d'ordre grâce auquel il serait possible de réunifier l'Empire. Pour certains c'était l'islam, ce qui impliquait aussi le territoire arabe. Pour d'autres, les Turcs devaient s'unir et cela comprenait l'Asie centrale. Cette polarisation politique trouvait son reflet dans les publications. Parmi elles, nous pouvons citer le journal *Tanin*, proche du mouvement Union et Progrès, publié par Hüseyin Cahit Yalçın, dont le premier numéro date du 2 août 1908. Lors des périodes où ceux qui étaient opposés au mouvement Union et Progrès étaient au pouvoir, le journal a dû cesser sa publication sous son nom original et a été publié sous d'autres noms comme *Renin*, *Senin* (ne changeant que la première ou les deux premières lettres de son nom)²⁵⁰. De même, durant la période de la république, d'autres journaux ont eu recours à cette ruse afin d'échapper à la justice. Par exemple, le journal radical islamiste *Akit* est devenu *Vakit* – nous allons traiter dans les chapitres suivants son approche de l'homosexualité et du mouvement LGBT.

²⁴⁷ AYDIN Hakan, idem, p. 151.

²⁴⁸ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 241.

²⁴⁹ En 1909, les ouvriers avaient eu le droit à la syndicalisation mais cela étant très limité et n'étant pas accordé au secteur public et aux domaines liés au public du secteur privé, une classe ouvrière n'a pas eu de place au sein de l'Empire ni de la république, GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 89-90.

²⁵⁰ GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 86-87.

Tandis que la deuxième monarchie constitutionnelle peut être considérée comme consacrant la victoire des partisans d'Union et Progrès, ceux-ci n'étaient pas les seuls qui avaient obtenu la liberté de publication et la liberté d'exprimer librement leurs pensées. Pour la période allant de la fin de la Première Guerre mondiale (1914-1918) aux années qui la suivent, nous pouvons citer les publications suivantes²⁵¹ :

- En 1918, naissent deux journaux : *Akşam (le Soir)* de Necmettin Sadık (Sakak), Falih Rıfkı (Atay), Ali Naci (Karacan) et Kâzım Şinasi (Dersan) ; et *Yeni Gün (Nouveau Jour)* de Yunus Nadi (Abalıoğlu). Ali Naci Karacan et Yunus Nadi deviendront les plus importants éditeurs au sein de la République, le premier ayant fondé le journal *Milliyet* en 1950 et le deuxième le journal *Cumhuriyet* en 1924. Ces deux journaux existent toujours ;
- Le journal *Vakit (le Temps)*, sans lien avec celui qui est publié depuis le 2 décembre 2001) publié par Ahmet Emin (Yalman) et Mehmet Asım (Us) à partir d'octobre 1917 ;
- En 1919, naissent le journal *İleri (En avant)* fondé par les frères Celal Nuri (İleri) et Suphi Nuri (İleri), la revue *Güleryüz (Le visage souriant)* de Sedat Simavi (fondateur du journal *Hürriyet* en 1948) qui défendait la cause des pionniers de la guerre d'indépendance (Kuvayi Milliyeciler), et la revue *Büyük Mecmua (Grand magazine)* de Zekeriya et Sabiha Sertel.

Nous analyserons l'importance des publications de l'époque allant du déclin de l'Empire à la naissance de la République dans le chapitre suivant, consacré à la société civile et à l'espace public dans la période républicaine.

²⁵¹ Les principales informations sont citées de GEVGİLİLİ Ali, op. cit., p. 101-102.

Chapitre III : Les spécificités de la société civile et de l'espace public républicains

A) La société civile et l'espace public dans la nouvelle république jusqu'aux années 1950

Nous voulons résumer les traits généraux de la période allant de la dissolution de l'Empire ottoman à la fondation de la République turque et sa suite, avant de les détailler dans les paragraphes suivants. Lors de la période de transition où les deux structures politiques coexistaient, il y eut deux pôles : un gouvernement à Istanbul (la capitale de l'Empire où siégeait le sultan) et un gouvernement à Ankara qui se proclamait désormais le représentant du peuple. La vie associative s'organisa entre ces deux pôles, plusieurs sociétés (associations) virent le jour défendant la cause de l'une ou l'autre de ces parties. Ensuite, le pouvoir est centralisé autour du gouvernement d'Ankara et comme les autres parties de la société, la vie associative aussi est organisée selon les nouveaux principes que nous allons détailler ci-dessous. Nous pouvons indiquer que sous la république, il y a eu deux points remarquables : la répression de la religion et la création / la construction d'une identité turque. Toute l'histoire de la société civile et de l'espace public en Turquie est fondée désormais autour de ces deux points.

1. Les années d'armistice ou une période de transition

Nous envisageons ici de raconter brièvement la période qui débute par la signature de l'Armistice de Moudros (en turc Mondros) le 30 octobre 1918. Nous terminerons cette période par la déclaration de la République turque le 29 octobre 1923. Au cours de cette période, il y a deux dates importantes dont la première est le 19 mai 1919, la date d'arrivée de Mustafa Kemal à Samsun, une ville au bord de la mer Noire. Étant éloigné de la capitale et se trouvant en Anatolie où une liberté relative régnait par rapport à Istanbul, Mustafa Kemal commença à y organiser l'opposition, ce qui est considéré comme le début du mouvement de libération pour le pays, une révolte contre le sultan et contre les pays vainqueurs de la Première Guerre mondiale qui imposaient leur autorité au sultan. C'est à partir de cette date-là que se sont tenus des congrès essayant d'unifier les opposants du système et c'est à la suite de ces congrès qu'ont vu le jour plusieurs associations défendant la libération. La deuxième date importante est la fondation d'une Assemblée nationale à Ankara le 23 avril 1920, qui

commença à voter des lois, réglant également la vie associative, même si elles ne sont pas reconnues par le sultan.

Tandis que les associations ont connu des périodes de liberté, mais surtout de censure, durant les dernières décennies de l'Empire ottoman, les années de la Première Guerre mondiale furent une période où plusieurs associations ont vu le jour en raison de l'absence d'une forte autorité politique²⁵². Le chercheur Mehmet Alkan indique que la spécificité de cette période est le nombre accru des organisations fondées autour des partis politiques et des organisations d'ouvriers²⁵³. Pourtant, il faut noter que le pourcentage des organisations d'ouvriers ne dépassait pas 3,8 % et celui des partis politiques 10,5 % dans l'ensemble des associations.

Alkan ajoute que, jusqu'à la fondation de la république (en 1923) et surtout jusqu'en 1926 où le Parti républicain du peuple (CHF / CHP²⁵⁴) établit son pouvoir, les organisations de la société civile eurent une certaine efficacité dans la vie de la société. Pourtant, à partir de cette période-là, elles sont devenues plus fragiles face au contrôle et à l'influence étatiques. Le chercheur précise que, durant la période précédente et après la signature de l'Armistice de Moudros en 1918, il y a eu soixante nouvelles associations et au cours des années suivantes les chiffres donnés sont : 118 en 1919, 148 en 1920. La plupart de ces associations étaient surtout regroupées autour des différentes idées sur la survie de l'Empire, certaines défendaient la soumission à un État étranger (la France, l'Angleterre, les États-Unis), certaines s'organisaient autour de l'idée d'indépendance²⁵⁵. Alkan souligne qu'il ne sera pas exagéré de dire que les organisations de la société civiles fondées entre 1918-1923 ont été d'un grand

²⁵² ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...), p. 45-73, p. 55.

²⁵³ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (1856-1945 Les organisations de la société civile...), p. 79-145, p. 115.

²⁵⁴ À sa fondation, le sigle du parti était CHF, la lettre F signifiant « Firka », le synonyme du mot « parti » dans le langage ancien, et c'est cette période-là qui est traitée par le chercheur.

²⁵⁵ Les sociétés qui soutenaient l'idée de séparation ou de mandat

Fondées par les minorités (ethniques et / ou religieuses) : Mavri Mira Cemiyeti, Pontus Rum Cemiyeti (dans la région de la mer Noire), Etnik-i Eteryä Cemiyeti (fondée par les officiers grecs en 1894), Kardos Cemiyeti, Taşnak ve Hınçak Cemiyetleri (fondée par les Arméniens), Alyans İsrailit ve Makabi Cemiyetleri (fondées par les Juifs)

Fondées par les ottomans : İslam Teali Cemiyeti (fondée en 1919 par les professeurs de madrasa), Kürt Teali Cemiyeti (dont l'objectif était la fondation d'un État kurde indépendant dans la partie Est de l'Anatolie), İngiliz Muhipleri Cemiyeti, Wilson İlkeleri Cemiyeti (fondée en 1919 pour promouvoir le mandat américain).

Les sociétés qui soutenaient la cause de la libération du pays : Trakya-Paşaeli Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti, İzmir Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti, Redd-i İlhak Cemiyeti, Kilikyalılar Cemiyeti, Trabzon Müdafaa-i Hukuk-u Milliye Cemiyeti, Milli Kongre Cemiyeti, Doğu Anadolu Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti. Elles étaient des sociétés fondées pour la défense de leurs régions à la suite de l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918. Après le congrès de Sivas, le 7 septembre 1919, elles se sont réunies sous une seule association : Anadolu ve Rumeli Müdafaa-i Hukuk Cemiyeti (La société de défense de droit de l'Anatolie et de la Roumélie) qui est devenu ensuite l'un des éléments fondateurs du parti républicain populaire CHF (actuel CHP).

apport dans la fondation de la république²⁵⁶. Nous pouvons conclure que la société civile et l'espace public de l'époque étaient fortement politisés, et pour soutenir sa cause, il ne fallait pas seulement des conquêtes militaires, mais il fallait former l'opinion publique nationale et internationale d'où vient l'importance accordée surtout à la presse (la création d'une agence de presse par les pro-Mustafa Kemal en est une preuve).

Face à cette polarisation des associations, l'Assemblée nationale de la future république et l'Empire essayaient de contrôler les associations, mais avec des objectifs contraires. Dans ces conditions, l'Assemblée nationale précisa, en 1920, quelles étaient les associations interdites par la loi intitulée « Hıyanet-i Vataniye » (Trahison de la patrie, loi numéro 2). Dans sa première version, la loi interdisait toute opposition aux décisions prises par l'Assemblée, en considérant comme traîtres à la patrie tous les opposants, ou ceux qui font preuve de « défaitisme » envers l'Assemblée par leurs « pensées », leurs actes ou leurs écrits (article 1). Nous observons cette volonté de contrôler même les pensées, durant toute l'histoire de la République dans différents contextes et sous différentes formes (surtout envers la « menace » de terrorisme), pourtant, leur point commun est toujours le même : « l'intégrité indivisible de la patrie et de la nation ». La priorité de la loi était la protection de l'Assemblée nationale et de la cause d'indépendance. Elle voulait limiter l'influence du sultan et du calife, elle voulait empêcher l'opposition dans le contexte de la guerre d'indépendance. Nous devons pourtant souligner que, même si la loi a connu des modifications au cours des années, elle est restée en vigueur jusqu'en 1991 où elle a été remplacée par la loi numéro 3717 de « lutte envers la terreur »²⁵⁷. Cela nous montre la situation fragile où se trouve la république en Turquie et le sentiment d'insécurité ancré dans l'esprit républicain qui se sent toujours dans l'obligation de se battre envers des « ennemis » à l'intérieur du pays, envers les enfants « ingrats » de la mère-patrie. Ce sentiment d'insécurité marque la formation de la société civile et de l'espace public en Turquie et il explique également l'absence de la confiance mutuelle que nous avons mentionnée brièvement dans le premier chapitre.

Lors de la période de transition, les publications aussi étaient polarisées entre deux pouvoirs, celui d'Istanbul et celui d'Ankara. Malgré les décrets publiés par l'un ou par l'autre, il était impossible d'avoir une seule voie et l'opposition de l'une ou de l'autre des deux parties

²⁵⁶ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (1856-1945 Les organisations de la société civile...), p. 79-145, p. 117.

²⁵⁷ Source : <http://www.mevzuat.gov.tr/Metin.Aspx?MevzuatKod=1.5.3713&MevzuatIliski=0&sourceXmlSearch=h%C4%B1yanet> portail officiel de l'État turc, rassemblant toutes les lois adoptées, consulté le 19 juin 2010.

trouva toujours des moyens pour s'entendre. Pendant cette période, on trouve des journaux opposés au mouvement d'indépendance (*Alemdar* 1909-1922, *Peyam-i Sabah* 1920-?, *İstanbul Gazetesi*) et d'autres qui le défendent (*İleri* 1918-1924, *Yeni Gün* 1918-1924, *Akşam* 1918-?, *Vakit* 1917-?)²⁵⁸. Nous remarquons que, à de rares exceptions près, comme *Tasvir-i Efkar* (*La description des idées*) fondé en 1862, la plupart des journaux fondés à l'époque de l'Empire ne soutinrent pas une opposition au système existant. De ce fait, le mouvement eut besoin d'autres vecteurs pour faire entendre sa voix, il soutint donc financièrement certains journaux comme *İleri* (*En avant*) pour lequel le leader du mouvement de résistance, Mustafa Kemal, rédigea aussi des articles sous des pseudonymes.

Pour des journaux basés à Istanbul et défendant le mouvement d'indépendance, le gouvernement d'Istanbul exerçait de même des contraintes concrètes, comme la censure (les pages ou les articles censurés apparaissaient en blanc) ou la suspension de publication.

En dehors des journaux locaux publiés dans des villes anatoliennes, Mustafa Kemal chargea un officier de fonder un journal à Ankara dès son arrivée dans la ville vers la fin de 1919²⁵⁹. C'est à la suite de cette démarche qu'a été fondé le journal *Hakimiyet-i Milliye* (*Souveraineté du peuple / de la nation*), devenu l'organe semi-officiel du gouvernement d'Ankara. La professeure Şengül Altınal explique dans sa thèse de doctorat que le journal *Hakimiyet-i Milliye* visait à former l'opinion publique en vue du mouvement de libération. Selon la recherche d'Altınal, les sujets les plus traités dans le journal furent d'abord les combats menés et gagnés lors de la guerre d'indépendance et le déroulement du traité de Lausanne signé en 1923, et, dans un deuxième temps, les révolutions et la modernisation (surtout la révolution de la langue et de l'éducation). Les exemples donnés par le chercheur Hıfzı Topuz²⁶⁰ nous montrent que le journal traitait aussi le rapport de la nouvelle république au socialisme ; parfois essayant d'établir une distance en écrivant « pour nous, un socialisme extrême n'est pas pensable. (...) Nous pouvons quand même emprunter plusieurs principes du socialisme sans modifier notre volonté nationale », mais parfois en appelant les femmes prolétaires à la mobilisation à l'exemple de Moscou.

²⁵⁸ ALTINAL Şengül, *Basının Kamuoyu Oluşturma İşlevine Örnek Olarak Hakimiyet-i Milliye Gazetesi (1920-1934) (Le journal de Hakimiyet-i Milliye comme exemple de la fonction de la presse dans la formation de l'opinion publique)*, 289 p. Thèse : Histoire de la Révolution turque : Université Marmara : 1992, p. 22-25.

²⁵⁹ TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 119.

²⁶⁰ TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 120-121.

Pour faire entendre la voix du mouvement d'indépendance à l'étranger et pour informer le peuple sur le déroulement des guerres, une autre initiative fut la fondation d'une agence de presse le 6 avril 1920 sous le nom d'Agence Anatolie. L'agence, ayant obtenu une certaine autonomie en 1924, existe toujours.

Vu les politiques de publication des journaux de l'époque et les politiques menées par les associations, nous pouvons conclure que la société civile et l'espace public des années d'armistice étaient polarisés, fortement politisés, mais malgré toutes les pressions des deux parties (Istanbul et Ankara), une diversité d'opinions pouvait exister et se manifestait dans les discussions, s'il fallait pour cela bénéficier du soutien de l'une des deux parties. La balance entre les pouvoirs existants créait également un équilibre dans la vie associative et dans l'espace public. Mais dès que l'une des parties gagne du pouvoir, cet équilibre relatif entre les éléments de la société disparaît, et cela n'est pas une spécificité de l'époque, mais est observable dans toute l'histoire de la République turque.

2. La période de la République turque

La République turque a été fondée le 29 octobre 1923 ; il est important de souligner qu'elle se voulait une rupture quasiment complète avec l'Empire. Selon les termes du professeur Michel Bozdémir, il s'agissait du passage « d'un empire cosmopolite à un État-nation qui contredit en tout point le précédent régime, et va jusqu'à renier l'héritage ottoman »²⁶¹. Dans ce contexte, les premières années de la république sont marquées par des réformes²⁶² radicales dans le système politique, législatif et économique, dans le système éducatif et dans la vie de la société. Pourtant, nous devons préciser que, même si leurs applications furent assez radicales au sein de la république, certaines réformes comme la modernisation du système éducatif et certaines discussions comme celle qui porte sur l'alphabet, avaient déjà débuté sous l'Empire. Nous pouvons mentionner que la grande

²⁶¹ BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 35.

²⁶² Il nous faut préciser que les réformes réalisées au cours des premières années de la république sont appelées aussi « révolutions » kémalistes ou « révolutions » d'Atatürk. Dans les parties que nous avons rédigées, nous avons choisi d'utiliser le mot « réforme » pour désigner les changements et cela nous paraît plus neutre que le mot « révolution » par rapport aux connotations qu'elle a dans l'histoire de la Turquie. Pour les parties où nous n'avons fait que citer les paroles d'autres personnes, nous avons laissé l'utilisation originale selon la personne concernée.

Le mot « révolution » a deux synonymes dans la langue turque : « inkılap » (d'origine arabe, utilisé avant la modernisation de la langue turque) et « devrim » (mot adopté en 1935 selon le dictionnaire étymologique de Sevan Nişanyan : <http://www.nisanyansozluk.com/?k=devrim>). Le choix de l'un ou de l'autre de ces mots peut signifier des engagements politiques différents.

différence entre les deux époques était surtout le côté radicalement laïcisant des réformes de la république.

Au nombre des réformes de la période républicaine qui réglaient la vie de la société, nous pouvons compter l'interdiction des tenues traditionnelles de l'époque ottomane et l'adoption des tenues « occidentales » en 1925²⁶³, l'adoption d'un nouvel alphabet le 1^{er} décembre 1928, l'adoption d'un calendrier international au lieu du calendrier lunaire, l'adoption des nouveaux chiffres et le passage au système métrique (le 26 décembre 1925 – le 26 mars 1931), et l'adoption de la loi du nom patronymique (attribution de noms spécifiques au lieu de simplement accoler le prénom du père à celui des enfants, cela afin de distinguer les citoyens – le 21 juin 1934). Autre exemple qui n'appartient pas aux réformes essentielles, mais qui illustre le fait que les changements interviennent dans tous les domaines de la vie du peuple : l'interdiction d'un genre musical appelé musique d'art et qui était relié à l'époque ottomane. Il s'agissait d'une initiative du ministre de l'Intérieur de l'époque, Şükrü Bey (Kaya), selon laquelle ce genre musical était interdit à la radio et dans les music-halls à partir du 2 novembre 1934. La musique folklorique était autorisée, l'interdiction ne concernait que ce genre spécifique et elle visait à promouvoir la musique classique. Atatürk l'a annulée en septembre 1936²⁶⁴.

À propos des effets de ces changements sur l'espace public, la sociologue Nilüfer Göle indique que la laïcisation des domaines comme l'éducation, la politique et la vie quotidienne et celle des espaces sociaux étaient des points critiques pour le projet moderniste :

« (Ces changements) illustrent l'imposition du laïcisme occidental au niveau de l'organisation temporelle, de la vie quotidienne, et des pratiques sociales. Comme tel, la sphère publique décrit un espace pour les nouvelles élites républicaines, en excluant ceux qui ne sont pas conformes à cette nouvelle vie, c'est-à-dire la population musulmane non-occidentalisée. La sphère publique n'apparaît pas au début comme une démocratie qui fournit l'accès égal de tous les citoyens au débat rationnel critique sur les problèmes publics, mais émerge comme un modèle des

²⁶³ Les codes vestimentaires sont précisés par une loi (dite du « chapeau ») par laquelle porter un chapeau est devenu obligatoire tandis que les fez sont désormais interdits. Il nous faut noter qu'à l'époque ottomane le fez était aussi un symbole de réforme et il était refusé par ceux qui voulaient rester fidèles à la tradition. Après le passage au chapeau, il est devenu cette fois-ci le symbole d'une nostalgie de l'époque ottomane. Voilà un exemple qui montre comment évolue le sens attribué aux symboles.

²⁶⁴ Beyoğlu Cumhuriyet Savcılığı kararı, publié sur le site <http://www.hukukhaber.com/emekli-gretmen-sinan-etinin-pesinde.html> , consulté le 12 août 2009.

modèles modernistes de conduite et de vivre »²⁶⁵.

Dans le domaine législatif, les nouvelles lois étaient adoptées suivant les lois des pays européens comme la France (le Code administratif), la Suisse (le Code civil), l'Italie (le Code pénal) et l'Allemagne (entre autres, pour le droit du commerce)²⁶⁶. Quant aux réformes économiques, il était envisagé de créer une bourgeoisie, mais comme l'accumulation du capital n'existait pas dans la société, l'État devait prendre l'initiative dans le domaine économique. Le résultat fut une économie étatiste qui a duré plus ou moins tout au long du gouvernement du parti unique²⁶⁷. Comme dans les autres domaines de la société, les années 80 furent un tournant pour le système économique, par le passage au système libéral.

Nous remarquons qu'en général les réformes de la république prenaient pour base les structures existant dans les pays européens. Pourtant, le 6 juin 1933 Halit Rıfkı (Atay) soulignait dans son article publié dans le journal *Hakimiyet-i Milliye*, le caractère « national qui nous est propre (au peuple turc, İ.E.) » des révolutions, ce qui les différencie des tentatives de modernisation de l'époque ottomane définies comme des imitations²⁶⁸. Il est vrai que la république essayait d'attribuer un caractère national aux réformes mais son point de référence n'était guère différent de celui de l'Empire : l'Occident (ou plus précisément l'Europe). Déjà, à l'époque Tanzimat, l'Empire était plutôt influencé par la France. Nous pouvons supposer que, depuis cette époque, l'Europe fut le symbole de modernisation pour le pays (ottoman puis turc). Nous remarquons la même tendance dans la volonté d'adhésion à l'Union européenne qui signifie cette fois-ci une démocratisation « absolue » pour le pays.

²⁶⁵ GÖLE Nilüfer, The gendered nature of the public sphere, in *Public Culture*, n° 10, 1997, p. 61-81, p. 65.

« The secularization of education, politics, and also of everyday life practices and social spaces is critical to the modernist project. (Ces changements İ.E.) exemplify the imposition of Western secularism at the level of temporal organization, daily life, and social practices. As such, the public sphere describes a space for the making of new republican elites, while excluding those who do not conform to this new life, that is, the non-Westernized Muslim population. The public sphere does not initially appear as democracy providing equal access of all citizens to rational-critical debate on public issues but emerges as a model of modernist patterns of conduct and living. »

²⁶⁶ Source : <http://www.ait.hacettepe.edu.tr/egitim/ait203204/II3.pdf> Consultée le 22 juin 2010. Contenu du cours « Les principes d'Atatürk et l'histoire de révolution », préparé par Doç. Dr. Adnan Sofuoğlu, à l'Institut des principes d'Atatürk et de l'histoire de révolution, au sein de l'Université Hacettepe.

²⁶⁷ La période du parti unique signifie la période de gouvernance du parti fondé par Mustafa Kemal Atatürk, nommé d'abord Halk Fırkası (Parti populaire), ensuite Cumhuriyet Halk Fırkası (CHF, Parti républicain populaire, après la déclaration de la république) et enfin Cumhuriyet Halk Partisi (CHP, Parti républicain populaire). Les deux derniers changements Fırka et Parti sont dus aux changements de vocabulaire. Selon certains chercheurs cette période débute en 1919 avec les premiers congrès réunis pour l'idée d'indépendance et se termine avec l'arrivée au pouvoir de Demokrat Parti (DP, parti démocrate) en 1950. Selon d'autres chercheurs il s'agit de la période entre 1923 et 1945, de la fondation du Parti populaire, jusqu'à la fondation de DP.

²⁶⁸ ALTINAL Şengül, op. cit., p. 152.

Même si la république envisageait des réformes et des progrès dans tous les domaines, c'est par la main d'État que devraient être réalisées ces transformations. L'approche de l'Empire ottoman qui rendait l'État sacré n'avait pas beaucoup évolué, car le côté patriarcal de l'Empire avait été conservé par la république. Et comme ce fut le cas des dernières années de l'Empire, la nouvelle république aussi chercha des points communs afin d'unir le peuple. Elle trouva deux points essentiels qui ont marqué les politiques républicaines de modernisation, dont le premier était de souligner l'identité turque dans un État-nation. Le professeur Fuat Keyman constate que la modernisation turque peut être définie « comme une conceptualisation de la République turque en tant qu'État-nation. Cette conceptualisation considère l'État comme le vecteur de la modernisation, (...) elle soutient que la modernisation économique et culturelle peut être réalisée par la voie de l'État »²⁶⁹. Le journaliste et l'intellectuel Etyen Mahçupyan attire l'attention vers une autre spécificité de la modernisation turque et indique qu'elle essayait de repousser l'islam à la périphérie de la vie sociale, mais qu'elle n'avait pas pu affaiblir la mentalité patriarcale et, par conséquent, la régression de la religion a été considérée comme une modernisation²⁷⁰. Nous allons désormais essayer de suivre ces deux fils (création d'une conscience collective basée sur la nation turque et la répression de la religion) afin de comprendre les racines de la société civile et de l'espace public de nos jours.

2.1. La création d'une conscience identitaire turque

Nous avons indiqué que la nouvelle république envisageait de construire une identité turque, point primordial qui a eu des effets sur l'histoire du pays, de la société civile et de l'espace public. Cependant, nous voudrions souligner que cette identité n'est pas apparue comme élément constitutif du pays du jour au lendemain. Même si l'importance attribuée au caractère national et à la nation turque s'est accrue avec la république, elle plongeait ses racines dans l'époque ottomane. Déjà à cette époque, les membres d'Union et Progrès avaient remarqué, par les révoltes des autres nations, dont les Grecs, les premiers à obtenir leur indépendance en 1829, que l'identité ottomane ne suffisait plus pour garder l'unité de l'Empire. La révolte des Albanais entre 1910 et 1912 a montré que l'islam non plus désormais n'était suffisant pour l'unification de l'Empire. De ce fait, Union et Progrès essaya de souligner une identité turque (cf. la différence entre les Nouveaux Ottomans et les Jeunes

²⁶⁹ KEYMAN Fuat, Şerif Mardin'i Okumak : Modernleşme Yorumbilgisel Yaklaşım ve Türkiye (Lire Şerif Mardin : La modernisation, l'approche herméneutique et la Turquie), cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 93.

²⁷⁰ MAHÇUPYAN Etyen, op. cit., p. 26.

Turcs mentionnée). Pour la période couvrant la fin de la Première Guerre mondiale et la guerre d'indépendance, nous soutenons que parmi les éléments qui ont contribué à la construction de cette identité turque, figurent les Principes de Wilson proclamés en 1918, et dont le 12^{ème} point indiquait qu'il fallait assurer la souveraineté et la sécurité aux parties turques de l'État ottoman. À la suite de cette déclaration, l'historien Erik Jan Zürcher indique qu'entre décembre 1918 et octobre 1920, il y a eu vingt-huit congrès dans les villes anatoliennes, organisés par des petites organisations portant le nom de « défense du droit » (« Müdafaa-i Hukuk »), afin de montrer que leur région était marquée par une forte présence de Turcs et de musulmans et que leur volonté était de ne pas être séparé de la mère-patrie²⁷¹. C'est dans ce processus et dans ce contexte de sauvegarde de la patrie que l'identité turque est devenue l'élément constitutif de la nouvelle république.

Lors des premières décennies de la république, l'identité turque n'était pas conçue comme une appartenance ethnique, l'importance ou la nécessité d'un lien du sang n'était pas soulignée. La Constitution de 1924 indiquait que « toute personne liée à l'État turc par le lien de citoyenneté est turque » et il était ajouté que ni la religion ni l'ethnie ne changent cette situation. L'une des phrases devenue un slogan répandu en Turquie est « Heureux celui qui peut se dire Turc »²⁷², une phrase prononcée par Atatürk lors d'un discours en honneur du dixième anniversaire de la fondation de la république, le 29 octobre 1933. Les kémalistes attirent l'attention sur le fait que dans cette phrase, Atatürk ne parle pas d'être Turc, mais de se sentir Turc, ils en déduisent qu'il ne s'agit pas d'une ethnie, mais d'une identité qui recouvre toutes les autres, afin de pouvoir unifier le pays autour d'une notion autre que la religion.

En empruntant un concept développé par le philosophe et le politologue Dolf Sternberger, dans les années 1970, dans le contexte de l'Allemagne, nous pouvons prétendre qu'il s'agissait, et qu'il s'agit toujours, d'une certaine forme de « patriotisme constitutionnel », de « citoyenneté constitutionnelle ». En apparence, ce concept couvrait toutes les origines différentes (religieuses et/ou ethniques) vivant au sein de la république. Pourtant, ce faisant, il excluait en réalité toutes ces origines différentes, toutes les différences d'origine. L'un des résultats de cette politique fut l'exclusion des Kurdes de l'espace public. Cette exclusion ne se limite pas aux premières années de la république : puisqu'il s'agit d'une

²⁷¹ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit., p. 215-216.

²⁷² En turc : « Ne mutlu Türküm diyene ».

des notions, des idées, des politiques fondatrices, un parti politique a été interdit en 1971, le Parti ouvrier de Turquie fondé en 1961, parce qu'il reconnaît « l'existence du peuple kurde »²⁷³. À partir de cet exemple qui ne date que d'une quarantaine d'années, nous pouvons comprendre que l'inclusion des Kurdes dans l'espace public turc fut l'aboutissement d'un processus plein de luttes et nous pouvons donc en conclure que cette inclusion marque un grand pas dans le mouvement kurde autant que dans l'élargissement et l'ouverture de l'espace public turc.

La réforme linguistique, dite révolution de la langue, en 1932, occupe également une place importante dans la création de l'identité turque. Le professeur Bozdémir indique que la langue turque constituait pour les kémalistes un véritable enjeu politique²⁷⁴. L'alphabet arabe avait déjà laissé place à l'alphabet turc (l'alphabet latin avec ajout de certaines lettres propres à la phonétique de la langue turque comme ğ, ş, etc.) depuis 1928, mais par la révolution de la langue, il était envisagé de purifier la langue turque et celle ne concernait que la suppression des mots d'origine arabe ou perse. Des théories linguistiques ont été développées afin de prouver que toutes les langues venaient de la langue turque (Güneş Dil Teorisi – la théorie de la langue-soleil). Une démarche similaire était faite en histoire avec « Türk Tarih Tezi » (la thèse de l'histoire turque). La thèse essayait de relier l'histoire du peuple turc à l'Asie centrale. L'objectif commun de ces démarches était de détacher le pays de son histoire ottomane et islamique et de le doter de nouvelles racines.

2.2. La répression de la religion

Le professeur Bozdémir remarque que :

« à l'opposé de l'Iran où le sentiment religieux est intimement lié au nationalisme, l'identité nationale en Turquie s'est développée au détriment de l'islam, pour se dégager de l'Orient en général et de l'islam en particulier, et pour s'orienter irrésistiblement vers l'Occident, comme si la qibla (la direction de la prière) des Turcs se trouvait désormais non pas à La Mecque, mais à l'Ouest »²⁷⁵.

Pourtant, jusqu'à la fondation de la république en 1923, Mustafa Kemal menait une politique d'équilibre entre ses objectifs futurs et les structures sociales et religieuses établies

²⁷³ VANER Semih, op. cit., p. 98.

²⁷⁴ BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 36-37.

²⁷⁵ BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 112.

dans la société. Il soulignait qu'il n'était pas opposé au sultan (qui était en même temps le calife du monde musulman) mais que ce dernier était dans les mains des Anglais, qu'il était incapable de mener une guerre contre les pouvoirs étrangers et que la libération du pays aurait libéré le sultan aussi. Il ne touchait pas à la question de religion. L'ouverture de l'Assemblée nationale se faisait par des prières en l'honneur du sultan et du calife. L'historien Erik Jan Zürcher remarque aussi qu'au cours de la guerre d'indépendance, Mustafa Kemal essayait d'obtenir le soutien des leaders traditionnels de l'islam sunnite en même temps que celui des leaders de la communauté alevi (les chi'ites turcs) et bektashi²⁷⁶. Le professeur Michel Bozdémir partage de même cette idée en affirmant qu'au début, Mustafa Kemal préféra maintenir une ambiguïté sur ses intentions à long terme. Il poursuit :

« Fin stratège, il n'hésita pas à s'appuyer sur les sentiments religieux, lors de la guerre d'indépendance et de la création du nouvel État, avant de supprimer un par un tous les édifices islamiques »²⁷⁷.

La même idée est défendue par le politologue Semih Vaner qui souligne que, comme la plupart des Jeunes Turcs, les kémalistes considéraient l'islam comme un obstacle au progrès social, mais au cours de la lutte de libération et des premières années de la République, le recours à l'islam « était dicté par un souci de tactique de légitimisation »²⁷⁸. Résultat de cette tactique, nous observons que les musulmans indiens aussi aidèrent financièrement le mouvement d'indépendance, car ils croyaient que l'objectif final du mouvement était de sauver le calife. Pourtant, après la déclaration de la république, cette politique changea, la république essayait désormais de limiter la place de la religion dans la société.

Zürcher définit trois étapes dans le processus de laïcisation par les réformes kémalistes : la laïcisation de l'État, du droit et de l'éducation ; le remplacement des symboles religieux par les symboles européens ; la laïcisation de la vie sociale et, le cas échéant, la bataille contre l'islam populaire²⁷⁹. Parmi les réformes réalisées dans ces objectifs, nous pouvons compter les suivantes : le 30 octobre 1922 le sultanat est aboli et le califat est dissocié du sultanat, le 3 mars 1924 le califat est également aboli. Entre 1924 et 1928, les confréries religieuses et l'emploi de certains titres religieux sont interdits, les « tekkés »

²⁷⁶ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit., p. 222.

²⁷⁷ BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 38.

²⁷⁸ VANER Semih, op. cit., p. 97.

²⁷⁹ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit., p. 271-272.

fermés, la laïcisation et la neutralisation de l'enseignement sont achevées à tous les degrés ; ainsi, l'article de la Constitution relatif à la religion de l'État est aboli en 1928²⁸⁰.

Dans les années 30, l'État essayait de renouveler et de nationaliser l'islam, l'exemple le plus marquant de cet effort fut la traduction en turc de l'appel à la prière²⁸¹ qui était en arabe. Entrée en vigueur en 1932, cette application a duré jusqu'à la gouvernance du Demokrat Parti (le DP, le Parti démocrate, de tendance conservatrice) venu au pouvoir après les élections de 1950. Erik Jan Zürcher indique que dans les années 30 et 40, même si la gouvernance de la Turquie ressemblait beaucoup aux régimes autoritaires du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce, il y avait une différence : elle n'était pas conservatrice dans les domaines culturels et religieux, au contraire, elle entretenait une révolution culturelle à grande échelle dans une société religieuse et conservatrice²⁸².

La nouvelle république avait été fondée grâce au soutien d'une partie de la population, mais une autre partie n'était pas prête à accepter les changements portant sur la vie quotidienne, surtout lorsqu'il s'agissait de la séparation de l'État et de la religion. Zürcher indique que les changements qui touchaient aux détails de la vie quotidienne (comme le changement vestimentaire, la dévalorisation des personnes importantes dans l'islam comme les cheiks ou les saints, etc.) ont entraîné des réactions plus fortes que d'autres comme l'abolition du califat et l'interdiction des madrasas. Quoiqu'il y ait une pression sur l'opposition, ceux qui étaient contre les changements se trouvaient aussi dans l'Assemblée nationale. Nous citons le professeur en droit et le politicien Turhan Feyzioğlu afin de comprendre les différences entre les différentes représentations du peuple dans l'Assemblée²⁸³:

« Il se forma pourtant au sein de l'Assemblée nationale deux groupes bien distincts et organisés. (...) Le premier groupe, plus radical et plus laïcisant que le second, avait la majorité. Le président de son bureau, élu au scrutin secret, était Mustafa Kemal. Le second groupe, plus conservateur, se posait en défenseur des libertés publiques et en adversaire acharné de tout pouvoir pouvant dégénérer en dictature. Il lutta contre les lois provisoires accordant les pleins pouvoirs à Mustafa Kemal, (...). Le Parti républicain populaire (d'abord CHF, ensuite CHP) sera la

²⁸⁰ FEYZİOĞLU Turhan, Les partis politiques en Turquie Du parti unique à la démocratie, in *Revue française de science politique*, année 1954, volume 4, n° 1, p. 131-155, p. 138.

²⁸¹ En turc « ezan », appel à la prière qui est fait cinq fois par jours par les mosquées.

²⁸² ZÜRCHER Erik Jan, op. cit., p. 270.

²⁸³ FEYZİOĞLU Turhan, op. cit., p. 135.

continuation du premier groupe. »

En fin de compte, Erik Jan Zürcher observe que le gouvernement n'a pas réussi à détruire l'islam populaire et en exerçant une forte pression sur son expression, il a politisé l'islam et l'a transformé en un moyen d'opposition²⁸⁴. Et selon certains, comme Etyen Mahçupyan, la Turquie moderne essayait d'homogénéiser la société sur la base d'une citoyenneté excluant toute appartenance à toutes sortes de communautés (religieuses). Mais ce faisant, elle a créé elle-même sa propre communauté laïque²⁸⁵. Elle n'a pas pu non plus exclure complètement les autres communautés ; en résulte la tension actuelle du pays.

3. Les réglementations sur la vie associative et l'évolution de la société civile :

Dans sa thèse de doctorat, Yılmaz Yıldırım souligne le fait que c'est durant la période de 1910-1925 qu'a germé la forme de la société civile de la Turquie moderne qu'elle a gardée jusqu'aux années 1980. Nous avons mentionné dans les paragraphes précédents les événements et les politiques qui ont marqué cette période et, de plus, qui ont influencé l'état actuel du pays. Nous allons désormais nous concentrer sur les réglementations à propos de la société civile et sur son évolution.

La loi « Hıyanet-i Vataniye », adoptée en 1920, a connu certaines modifications au cours des années et par celui de 1925 (le 25 février), il est interdit de fonder des associations ayant pour objectif de se servir de la religion pour des motifs politiques. Durant la même année, une autre loi est adoptée, en mars, intitulée « Takrir-i Sükun » (Rétablissement de l'ordre). Envisageant le rétablissement de l'ordre et de la sécurité et la prévention de l'anarchie, cette loi apporta des mesures très sévères contre l'opposition. Il faut noter que, et la modification de la loi « Hıyanet-i Vataniye » et l'adoption de la loi « Takrir-i Sükun » arrivaient à la suite d'une révolte kurde dans le sud-est de la Turquie (Şeyh Sait İsyanı, la révolte de Cheik Sait, le 8 février 1925). Erik Jan Zürcher souligne que la loi de « Takrir-i Sükun » surtout marque un grand tournant dans l'histoire de la Turquie moderne. Selon Zürcher, la loi, en vigueur pendant deux ans²⁸⁶, était le signe d'une période de pression ultime durant laquelle l'opposition politique et la presse étaient réduites au silence, l'identité

²⁸⁴ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit., p. 279-280.

²⁸⁵ MAHÇUPYAN Etyen, op. cit., p. 44-46.

²⁸⁶ Il y aura une prolongation de deux ans en 1927 et elle restera en vigueur jusqu'en 1929.

ethnique kurde et les identités religieuses étaient opprimées²⁸⁷. La loi « Takrir-i Sükun » ciblait avant tout la répression des révoltes kurdes, pourtant, elle fut utilisée également comme moyen de répression envers la presse d'opposition. En conséquence de cette loi, furent interdits huit journaux et revues qui siégeaient à Istanbul et de tendances conservatrices, libérales ou marxistes. Il ne restait que deux journaux nationaux soutenant la cause de la république (ou plutôt du gouvernement de l'époque) : *Hakimiyet-i Milliye* à Ankara et *Cumhuriyet* à Istanbul²⁸⁸. Une opposition existait toujours, mais il lui était de plus en plus difficile de trouver des moyens pour s'exprimer, donc pour débattre les sujets politiques. Pour ceux qui étaient au pouvoir, ces pratiques étaient légitimes afin de pouvoir enraciner les réformes établies. Pourtant, la période a duré encore pendant près de deux décennies et elle est marquée par l'interdiction d'associations telles que Türk Ocakları (Foyers Turcs), Türk Kadın Birliği (Union féminine turque), Muallimler Birliği (Union des enseignants) et les organisations maçonniques. Les Foyers Turcs, fondés à l'époque des Jeunes Turcs et fermés en 1931²⁸⁹, avaient pour objectif de promouvoir le nationalisme, les pensées laïques et positivistes dans le pays par des conférences, des expositions et des cours. Le but de leur fermeture était de pouvoir mener les mêmes actions sous un plus grand contrôle de l'État d'où la fondation des « Halkevleri » (les foyers populaires). Quant à l'Union féminine turque, c'était une organisation importante fondée sur l'accumulation d'un certain féminisme en germe depuis la deuxième monarchie constitutionnelle. Elle s'est dissoute à la suite de la demande de la direction de CHP, au prétexte que, les femmes turques ayant obtenu le droit de vote, l'Union avait atteint son objectif (avoir les mêmes droits que les hommes)²⁹⁰. D'autres associations ont eu leur part de l'approche autoritaire de l'État et selon leurs domaines de fonctionnement, elles se sont regroupées sous des structures étatiques comme nous en verrons un exemple dans l'Union de la presse en 1938. Les organisations ayant pour objectif d'apporter une aide sociale dans leurs domaines de fonctionnement, comme la santé pour Kızılay (équivalent de Croix-Rouge), l'éducation pour Türk Eğitim Derneği (Association turque de l'éducation) ou bien le bien-être des orphelins pour Çocuk Esirgeme

²⁸⁷ ZÜRCHER Erik Jan, *Cumhuriyetin ilk yıllarında siyasal muhalefet : Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası 1924-1925 (L'opposition politique durant les premières années de la République : le Parti républicain progressif 1924-1925, le nom original en anglais : The Progressive republican Party 1924-1925)*, éd. İletişim, İstanbul, 2007 (première publication en 1991), 216 pages, p. 123-124.

²⁸⁸ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 251.

²⁸⁹ GEORGEON François, *Kemalist dönemde Türk Ocakları (1923-1932) (Les foyers turcs à l'époque kémaliste)*, in *Osmanlı-Türk Modernleşmesi 1900-1930 (La modernisation ottomane-turque)*, traduit de français par Ali Berktaş, éd. YKY, İstanbul, janvier 2006, 206 pages, p. 39-77, p. 39.

²⁹⁰ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 262-263.

Kurumu (Institution pour la protection des mineurs), étaient aussi sous le contrôle de l'État. Le pouvoir politique envisageait de contrôler la société civile par les associations²⁹¹.

Pour qu'un règlement traitant des associations soit mis en vigueur, il fallut attendre 1938. Le premier code des associations n'apportait pas une grande liberté, mais déterminait plutôt le cadre juridique et les limites. Selon le code, toutes les organisations fondées sur les différences de classes sociales étaient interdites²⁹². Cette interdiction a duré jusqu'en 1946 et ce n'est qu'à partir de cette date-là que les organisations syndicales ont pu voir le jour. Par la loi des associations en 1946, il y a eu une certaine liberté d'organisation, désormais les associations ne devaient plus demander une autorisation préalable avant leur fondation. Cette démarche était due à la croissance des idées de démocratie dans le monde après la Deuxième Guerre mondiale. Et la Turquie, ayant désormais de mauvaises relations avec l'Union soviétique (qui avait soutenu la guerre d'indépendance de Mustafa Kemal), cherchait sa place auprès des pays européens²⁹³.

Les limites de fondation des associations étaient plus ou moins valables pour la vie intellectuelle aussi. Les articles 141, 142, 163 du Code pénal, acceptés au cours de la période de parti unique, interdisaient la propagande visant à établir la domination d'une classe sociale sur les autres ; anéantir ou affaiblir les sentiments nationaux ; renforcer la place de la religion dans la société, un acte incompatible avec la laïcité²⁹⁴. Dans les cas où ces crimes étaient établis par la voie de publications, la durée des peines augmentait. Les articles 142 et 163 furent abolis par la loi de lutte contre la terreur en 1991, pourtant, leur esprit oppressif est transféré dans des nouvelles lois.

Nous remarquons que, jusqu'aux modifications de 1946, l'organisation de la société civile s'est regroupée surtout auprès des associations sportives avec un pourcentage de 41,6. Au deuxième rang se trouvent les associations de culture (17,5%) et au troisième, les associations des commerçants (12,6%)²⁹⁵. Avec un pourcentage de 1,3, les associations aux

²⁹¹ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (1856-1945 Les organisations de la société civile...), p. 79-145, p. 126.

²⁹² ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...) p. 45-73, p. 61.

²⁹³ KOÇAK Cemal, *Siyasal Tarih 1923-1950* (L'histoire politique 1923-1950), in *Çagdaş Türkiye 1908-1980 (La Turquie moderne 1908-1980)*, Istanbul, éd. Cem, 1989, p. 138, cité par YÜCEKÖK Ahmet N., op. cit. (Les organisations de la société civile en Istanbul entre les années 1946-1971), in op. cit. (*Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours*), p. 161-196, p. 163.

²⁹⁴ TOPUZ Hıfzı, op. cit., p. 160-161.

²⁹⁵ YÜCEKÖK Ahmet N., 1946-1971 Yılları Arasında İstanbul'da Sivil Toplum Örgütleri (Les organisations de la société civile en Istanbul entre les années 1946-1971), in op. cit. (*Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours*), p. 161-196, p. 180.

motifs religieux se trouvent au dernier rang des associations. Nous observons que durant une période de tendance autoritaire, la plupart des gens préfèrent s'organiser autour de sujets qui ne touchent pas à la politique et à la religion, pourtant, nous remarquons aussi qu'une certaine conscience d'organisation existe chez le peuple.

Avec un point de vue critique, le professeur Ömer Çaha indique qu'entre 1923 et 1950 aucun élément de la société civile n'a pu survivre²⁹⁶. Cela avait plusieurs causes dont l'une des principales était le système politique basé sur un parti unique, entre 1919²⁹⁷ (le début de la guerre d'indépendance) et les élections générales de 1950 à la suite desquelles le parti d'opposition est venu au pouvoir (Parti démocrate, le DP). Le politologue Semih Vaner indique que ce qui caractérisait la période inaugurée par la prise du pouvoir du Parti démocrate est « l'irruption de l'élément rural dans la vie politique, l'élargissement de la participation populaire à la chose publique et la débureaucratisation »²⁹⁸. Cette remarque va en parallèle avec celle du professeur Ömer Çaha qui fait débiter la renaissance de la société civile à partir de 1950 grâce au passage à une vie politique à plusieurs partis. Le professeur Ahmet Yücekök constate aussi qu'il s'agissait d'une vie associative très animée dans les années 1950 et il explique ce changement d'abord par l'adoption par le parti au pouvoir (le CHP) d'une nouvelle loi des associations en 1946 qui était plus libérale que ses précédentes. Yücekök ajoute de même que passant par un processus de développement du capitalisme dans le pays, il existait désormais des couches sociales différenciées et cela entraînait un certain pluralisme dans le pays²⁹⁹.

Un autre aspect marquant de l'époque de parti unique était l'obligation d'une organisation par union et/ou par chambre des professions. Cette structure politique corporatiste avait été défendue pour la première fois par un groupe d'Union et Progrès, vers la fin de la Première Guerre mondiale³⁰⁰. L'objectif était d'empêcher la division de la société en classes et dans ce dessein, il fallait refuser les intérêts individuels et ceux des classes sociales, refuser une structure dans laquelle ces intérêts multiples seraient représentés au sein d'un

²⁹⁶ ÇAHA Ömer, op. cit.

²⁹⁷ Cette période peut être débutée aussi en 1920 par la fondation de l'Assemblée nationale ou en 1923 par la déclaration de la république.

²⁹⁸ VANER Semih, op. cit., p. 89.

²⁹⁹ YÜCEKÖK Ahmet N., Türkiye'de Derneklerin 14 Kategori Üzerinden Tasnifi ve Gelişme Süreçleri (La classification des associations en Turquie sur 14 catégories et leurs processus de développement), in op. cit. (*Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours*), p. 75-78, p. 75.

³⁰⁰ YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 262-263.

système où il y aurait plusieurs partis politiques ; il fallait privilégier la conciliation et la solidarité.

C'est dans cette perspective qu'a été fondée l'Union de la presse turque par la loi adoptée le 28 juin 1938 et entrée en vigueur le 14 juillet suivant³⁰¹. L'adhésion à l'Union était obligatoire pour pouvoir exercer le métier de journaliste. Par l'intermédiaire de l'Union, la presse passait sous le contrôle du Ministère de l'Intérieur et de la Direction Générale de la Presse. Le gouvernement pouvait déterminer les sujets à discuter ou les imposer lors des assemblées générales. Dans le cadre de notre recherche, le plus important est l'objectif fixé pour la fondation de l'Union, car cela nous permet de voir le caractère manipulé et par conséquent manipulateur de la presse de l'époque à propos de la construction de l'opinion publique et de la construction d'un espace public. Selon l'article 5 de sa loi de fondation, l'Union prévoyait tout d'abord une solidarité professionnelle entre ses membres et dans le même temps elle visait « à unir la presse, à la tenir en alerte pour le bien des objectifs nationaux et à la mettre au service des intérêts de la république ». Cela reflétait le caractère commun des unions et des chambres de l'époque. La chercheuse Gülgün Tosun indique que « la création de ces établissements par la loi, l'adhésion obligatoire pour pouvoir exercer le métier, leur responsabilité dans la protection des intérêts du public et pour assurer son contrôle » les transformaient en agents de l'État, plutôt qu'en représentants de leurs membres³⁰². Par le passage à un système politique à plusieurs partis et par l'influence de l'Europe occidentale entrée, après la Deuxième Guerre mondiale, dans une période de liberté et de démocratie, l'abolition de l'Union fut l'un des changements effectués par le gouvernement en 1946³⁰³. Dans la même année, un autre changement résulte de l'abolition de l'article 50 du Code de presse de la 1931, qui donnait au gouvernement le droit de fermeture des journaux en raison des publications non conformes aux politiques nationales. La presse entra désormais dans une nouvelle ère plus libre qu'autrefois.

³⁰¹ ALKAN Mehmet Ö., op. cit. (Le cadre juridique...) p. 45-73, p. 73.

³⁰² TOSUN, Gülgün, *Demokratikleşme Sürecinde Devlet-Sivil Toplum İlişkisi ve Türkiye Örneği*, éd. Alfa, İstanbul, 2001, 448 pages, p. 250

³⁰³ ÖZGEN Murat, L'évolution historique du journalisme d'opinion en Turquie, in *Les cahiers du journalisme*, n° 6, octobre 1999, p. 90-94, p. 92.

B) La société civile et la construction de l'espace public dans la République turque à partir du passage à un système politique à plusieurs partis

1. Les années 1950, la montée de la visibilité de l'islam, l'ouverture de la société civile et de l'espace public à « autrui »

La fin des années 1940 apporta en Turquie un parti d'opposition, Demokrat Parti (Parti démocrate, le DP). Au cours des élections générales de juin 1946, le DP avait obtenu 62 députés parmi les 465 de l'Assemblée. Quatre ans après, aux élections du 14 mai 1950, le parti obtient 53,4% des votes et 408 sièges dans l'Assemblée. Il faut noter que le résultat des élections était plutôt une expression de la réaction du peuple envers les politiques autoritaires du CHP, même si ce dernier essayait de se renouveler depuis quelques années. Le DP augmenta encore ses voix aux élections de 1954, mais malgré cette croissance, il se sentait en insécurité et essayait de faire taire les opposants potentiels, d'où les règlements de 1953 augmentant le contrôle de l'État sur la presse et les universités.

Avant que le Parti démocrate arrive au pouvoir et après les régulations plus libératrices du CHP sur la presse, de nouveaux journaux ont vu le jour vers la fin des années 1940. Parmi eux, le journal *Hürriyet* dont la fondation, par Sedat Simavi, date de 1948. Le journal existe toujours même s'il a changé de propriétaire, aujourd'hui il appartient à un homme d'affaires, Aydın Doğan. Son apparition se fit dans une atmosphère où les journaux indiquaient ouvertement leur camp, pourtant, dans son premier numéro, le journal publia les discours des leaders des deux partis politiques existants, pour montrer son impartialité. Nous ne pouvons quand même pas prétendre que le journal a suivi une ligne impartiale, son emblème était le drapeau turc et son slogan ultérieur fut « la Turquie appartient aux Turcs ». Il ne menait pas une politique explicitement nationaliste, mais il n'hésitait pas non plus à faire jouer le sentiment national afin d'augmenter ses ventes. Le journal ne fut jamais un journal d'opinion, mais il a su marquer l'opinion publique par ses publications. Après le coup d'État de 1980, il fut l'un des pionniers de l'évolution de la presse turque vers une presse à sensation et moins politisée. Dès son apparition, il ciblait un lectorat moyennement ou mal éduqué, le ton et la profondeur de ses articles reflétaient donc ce choix.

Par le passage au système politique à plusieurs partis, la structure politique et son influence sur la société civile changeaient. Pourtant, nous devons tenir en compte que selon

certaines chercheurs, parler de la société civile et /ou de la politique en Turquie nécessite une vision différente à propos du conservatisme et du progressisme. Selon ces chercheurs, depuis la fondation de la république et actuellement, les partis politiques et les organes de la société civile qui se positionnent à droite furent des organes progressistes en somme. L'économiste de tradition marxiste İdris Küçükömer (1925-1987), critiquait par exemple les partis politiques de Turquie avec pour argument que ceux de gauche étaient plus à droite que ceux de droite. Küçükömer précise de même que le caractère despotique de l'État était l'un des plus grands obstacles à l'élargissement de la société civile.

La réflexion de Küçükömer à propos du positionnement inversé des partis politiques a été assez critiquée depuis. Pourtant, nous essayerons d'expliquer le fond sur lequel elle est bâtie. À la fondation de la république, le parti politique au pouvoir jusqu'aux années 1950, le CHP, eut comme objectif la modernisation du pays, entendant amener le pays « au même niveau que les civilisations contemporaines », d'après les propos attribués à Atatürk, le père fondateur. Cependant, par les politiques menées pour atteindre cet objectif, le parti s'est mis dans une position plus qu'autoritaire. Cette transformation justifie encore le cycle de la vie politique ottomane-turque formulé par le politologue Dankwart Rustow dans lequel une période de liberté est suivie par une période autoritaire, et vice-versa³⁰⁴. Ainsi, à la suite de l'époque autoritaire du CHP, le premier parti qui l'a vaincu aux élections en 1950, le DP, fut un parti représentant des valeurs conservatrices, car islamiste modéré ; mais vu les conditions du pays, il est considéré comme celui qui ouvrit l'espace public aux « autres », négligés et plutôt opprimés jusqu'alors, il fut donc celui qui se battait contre le statu quo. Ce fut le cas des organisations islamiques (conservatrices) de la société civile plus tard. Ce changement de gouvernement peut être considéré comme l'évolution d'une vision de modernisation du haut vers le bas, à une vision de modernisation du bas vers le haut, qui prenait comme centre la société civile³⁰⁵. Pourtant, suivant le cercle vicieux de la vie politique turque, le Parti démocrate a mené, à son tour, des politiques autoritaires envers l'opposition.

1.1. La visibilité accrue de la religion dans la sphère publique

L'arrivée au pouvoir du DP signifiait une visibilité plus grande pour la religion. Déjà vers la fin des années 1940 afin d'empêcher les critiques du parti d'opposition, le CHP avait

³⁰⁴ Cf. Chapitre II, A – La société civile dans l'Empire ottoman.

³⁰⁵ C'est-à-nous de faire le lien avec l'époque concernée mais la formulation appartient à la sociologue Nilüfer Göle, *Batı Dışı Bir Modernlik Üzerine Bir İlk Ders*, in *Doğu-Batı*, n° 2, p. 58, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 67.

commencé à mener une politique plus souple envers la religion : il autorisa les cours de religion dans les écoles (ce n'était pas un cours obligatoire, mais optionnel) et la visite des tombes des personnes (surtout religieusement) importantes a été autorisée en 1949 (l'interdiction des visites datait de 1924). Pourtant, le DP menait une politique encore plus ouverte à propos de la religion. Même si le principe de laïcité existait toujours, le parti accepta désormais la présence des tariquats et obtint même un certain soutien politique de la part d'eux, donc, les légitima³⁰⁶.

La visibilité de la religion augmenta au sens propre aussi par la construction de mosquées. Le nombre d'associations culturelles s'est accru afin de soutenir financièrement les constructions. Les années 50 sont marquées par l'émigration des villageois vers les grandes villes, résultat du changement économique du pays. Dans son article, la chercheuse Ayse Toy Par précise que l'agriculture était de plus en plus mécanisée et la force humaine devenait de moins en moins nécessaire d'où l'augmentation du chômage dans les campagnes et l'émigration vers les grandes villes³⁰⁷. Par ajoute de même que selon les informations de l'Institut national des statistiques (Devlet İstatistik Enstitüsü, DIE), en 1960, les grandes villes comme Istanbul, Ankara, Adana et Izmir avaient vu « leur nombre d'habitants doubler, voire tripler ». Ainsi, le nombre des lieux de culte n'étant pas suffisant pour satisfaire les nouveaux venus ou bien les lieux de culte étant loin de leurs lieux d'habitation, ils fondaient des associations afin de réunir des dons pour la construction d'une mosquée dans leur quartier. Prenant en compte ce genre d'association, le pourcentage des associations ayant un objectif religieux était de 7,1% en 1950, 16,08% en 1955, 30,7% en 1960. À partir de 1965, ce pourcentage diminue à 27,2% et encore un peu moins dans les années suivantes. Pourtant, dans l'exemple de la ville d'Istanbul, nous observons qu'à partir de 1965, des associations ayant l'objectif de promouvoir la religion comme une idéologie apparaissent et arrivent à un pourcentage de 1,4%. Pour décrire la situation actuelle, il faut noter que selon un rapport publié en 2006³⁰⁸ et citant les données de 2005 du Ministère de l'Intérieur, il existe quatre-vingt-cinq mille deux cent quarante-quatre associations et fondations en Turquie (94,7% d'associations, 5,3% de fondations) dont les associations cultuelles viennent en tête avec un

³⁰⁶ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 340.

³⁰⁷ TOY PAR Ayse, op. cit., p. 68.

³⁰⁸ BIKMEN Filiz, MEYDANOGLU Zeynep (éditeurs), *Türkiye'de Sivil Toplum : Bir Değişim Süreci / Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi Türkiye Ülke Raporu (La société civile en Turquie : Un processus de changement / Projet international d'indexation de la société civile le rapport de la Turquie)*, éd. TÜSEV n° 39, 2006, 168 pages, p. 52.

nombre total de douze mille sept cent soixante. Elles sont suivies par des associations de solidarité sociale (8590) et des amicales par origine géographique (7546)³⁰⁹.

Un autre signe de l'augmentation de la visibilité de l'islam dans la société fut l'autorisation accordée à des établissements privés de dispenser des cours de religion qui ont donné suite à des établissements scolaires appelés « İmam Hatip » en turc (imam et orateur religieux). Comme ces écoles « İmam Hatip » ont une grande importance dans les politiques gouvernementales, comme elles sont en même temps l'un des symboles des changements politiques du pays et comme elles sont l'exemple d'une participation citoyenne indirecte, nous allons détailler leur évolution.

1.1.1. Les écoles İmam Hatip

En 1924, il y avait eu une unification du système éducatif et les madrasas avaient été fermées dans l'objectif de laïciser l'éducation. Pourtant, entre 1924 et 1930, il existait des écoles établies par l'État, donnant une éducation religieuse afin de former des imams. Elles ont été fermées, en 1930, faute d'étudiants. Ensuite, ce sujet a disparu jusqu'aux années 1940. En 1949, le parti au gouvernement, le CHP, faisait face à un parti d'opposition, le DP, qui soulignait le côté répressif du CHP à propos de la religion. Face à ces critiques, le CHP dut prendre certaines initiatives et une cinquantaine d'établissements donnant des cours religieux furent fondés³¹⁰. L'enseignement durait d'abord dix mois, ensuite cette période a été augmentée à deux ans. Après les élections de 1950, le DP vint au pouvoir et nous observons de nouveau des écoles publiques appelées « İmam Hatip ». Leur enseignement commençait après l'école primaire et durait quatre ans, ensuite il y avait la possibilité de suivre une formation dans les lycées pour encore trois années. En 1951, le nombre de ces écoles était de sept, vingt ans après ce nombre s'est élevé à soixante-douze. Après le coup d'État de 1961, l'interdiction de ces écoles a été discutée à deux reprises, mais les propositions de fermeture n'ont pas été acceptées dans des commissions ou des comités chargés de planifier le système éducatif.

³⁰⁹ À la suite des vagues d'émigration dans les grandes villes, les nouveaux venus fondaient des associations selon leurs villes ou leurs villages d'origine afin de soutenir ceux qui sont émigrés et aussi ceux qui y sont restés.

³¹⁰ À partir d'ici, toutes les informations concernant des données sont prises du livre suivant : ÇAKIR Ruşen, BOZAN İrfan, TALU Balkan, *İmam Hatip Liseleri : Efsaneler ve Gerçekler (Les lycées İmam Hatip : les mythes et les vérités)*, éd. TESEV (Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı, la Fondation des études économiques et sociales de Turquie), décembre 2004, Istanbul, 268 pages, p. 57-111. Disponible sur : http://www.tesev.org.tr/UD_OBJS/IH%20Efsaneler-Gercekler.pdf

Lors de la période suivant l'intervention de 1971, il n'y a pas eu de nouvelles écoles « İmam Hatip ». Pourtant, à partir de l'année scolaire 1974-1975, et surtout sous le gouvernement de Milliyetçi Cephe (Front national, composé d'abord de trois, ensuite deux partis politiques conservateurs, voire islamistes), le nombre des écoles a augmenté rapidement. En 1980, le nombre des sections secondaires des « İmam Hatip » atteignit 339 et les lycées de « İmam Hatip » étaient au nombre de 249, avec au total plus de 178 000 étudiants. Vu qu'en 2004, ce nombre atteint 452 écoles, nous pouvons donc observer que la période des gouvernements du Front national fut celle durant laquelle la moitié des İmam Hatip ont vu le jour et que ces écoles sont devenues un symbole politique entre les laïcistes et les islamistes.

À partir de 1976, les écoles acceptaient des étudiantes aussi, pourtant, le métier d'imam ne concerne pas les femmes dans l'islam. Ces écoles étaient désormais devenues un lieu de recours pour les familles voulant donner une éducation religieuse à leurs enfants, filles ou garçons. Le fait que 65% des bâtiments des écoles İmam Hatip ont été financés entièrement par les citoyens montre le soutien d'une certaine partie du peuple à ces écoles. Les citoyens soutenant la construction de ces écoles ne participaient peut-être pas directement à une discussion politique, n'étaient peut-être pas assemblés dans une organisation structurée, mais ils exprimaient, en fait, une demande politique et la concrétisaient eux-mêmes dans une certaine solidarité silencieuse.

L'accès à l'université des diplômés des écoles İmam Hatip posait aussi un problème. Au début, ces écoles étaient envisagées comme lieux de formation des hommes religieux, c'est-à-dire comme des écoles professionnelles, donc, sans possibilité de poursuivre des études universitaires. Avec des modifications des règlements et des lois, ce droit est accordé aux étudiants d'abord de manière limitée (seulement dans des facultés de théologie ou des lettres et des sciences humaines par exemple). Et, tandis qu'au cours des cinq années qui ont suivi le coup d'État de 1980, il n'y a pas eu de nouvelles écoles « İmam Hatip », ce fut la direction du coup d'État qui accepta une réglementation donnant aux étudiants issus de ces écoles la possibilité de s'inscrire dans tous les domaines universitaires. Cela créait cette fois-ci un sentiment de malaise sur le front laïc, car cela signifiait qu'une personne ayant eu une formation religieuse approfondie pouvait désormais devenir médecin, juge, avocat, enseignant, officier et policier et, de ce fait, l'idéologie islamiste pouvait s'inscrire partout.

Durant les années 1990 et 2000, d'autres modifications dans le système éducatif ont eu des influences directes sur les écoles « İmam Hatip », nous ne les détaillons pas afin de ne pas nous perdre dans un vaste sujet. Nous croyons que ce que nous avons mentionné à propos de l'histoire de ces écoles est suffisant pour observer l'ampleur grandissante de la religion et des tendances conservatrices dans la vie politique et sociale de la Turquie et l'implication de l'armée dans ce processus. Chaque fois que l'armée avait des soupçons sur l'avenir des réformes kémalistes, elle intervenait dans la vie politique et après le retour à une vie politique normale, la réaction du peuple était de demander plus de liberté pour pouvoir exprimer les croyances (et parallèlement les identités ethniques ou religieuses) sur la scène publique.

Nous postulons que l'un des éléments qui ont marqué négativement la société civile et l'espace public en Turquie fut les émeutes des 6-7 septembre 1955. Lors d'une période où les relations entre la Turquie et la Grèce étaient tendues en raison de leurs prises de position à propos de Chypre, il y a eu des rumeurs sur une attaque de la maison d'Atatürk qui se trouve à Salonique. Le journal *İstanbul Ekspres* publia ces rumeurs d'une manière sensationnelle et ce fut le début d'émeutes au cours desquelles maisons et magasins appartenant à des citoyens grecs et arméniens ont été attaqués et pillés. Le gouvernement au pouvoir soutint implicitement les émeutes en ne faisant pas intervenir les forces armées afin de rétablir l'ordre. Il utilisa même les événements pour réprimer les publications gauchistes en déclarant le lendemain que les événements avaient été organisés par des gauchistes et des communistes. L'état de siège déclaré, la presse connut de nouveau une période de censure. Ces événements sont importants, d'une part, pour montrer le rôle attribué à la presse et joué par elle dans la société, d'autre part pour montrer à quel point il devenait impossible pour les minorités de toutes sortes de s'exprimer dans l'espace public. Au-delà d'une censure ou des peines encourues, il y avait un danger de mort pour ceux qui s'opposaient au pouvoir établi. L'assassinat de l'intellectuel et journaliste arménien, Hrant Dink, en 2007, nous empêche de prétendre que ce danger de mort n'existe plus, alors que cinquante-cinq années se sont écoulées depuis les événements des 6-7 septembre 1955. Il ne sera pas faux d'en conclure donc que pour les opposants, se montrer, s'exprimer, acquérir une visibilité dans la société civile et dans l'espace public signifie plus ou moins un défi à la mort, d'où vient également la difficulté des LGBT d'y être présents.

2. L'intervention de l'armée en mai 1960

En avril 1960, le gouvernement décida de constituer une commission pour une période de trois mois afin de mener une enquête sur les activités de l'opposition et il interdit toutes sortes d'activités politiques en dehors de l'Assemblée³¹¹. De même, la publication des discussions de l'Assemblée était interdite. Les étudiants d'université ont vivement réagi à cela, le gouvernement a utilisé l'armée pour les empêcher de protester (au sein de l'armée aussi il y a eu des manifestations menées par de jeunes officiers) et les universités ont été fermées. À la suite de cette atmosphère tendue, l'armée est intervenue le 27 mai 1960 et elle a déclaré le coup d'État par la radio. Zürcher indique que cette intervention a été bien accueillie surtout à Ankara et à Istanbul par les étudiants et par les intellectuels. Le professeur Michel Bozdémir partage cette opinion : « Pendant longtemps "le 27 mai 1960" a été considéré par une partie de l'opinion publique comme démocratisant, progressiste, etc. »³¹². Nous devons ajouter que la Constitution de 1961, préparée sous le contrôle de l'armée, est toujours considérée comme la plus libérale des Constitutions de la république et nous devons admettre que sur certains points (comme le droit d'association et d'expression) c'est vrai. Pourtant, c'est la même Constitution qui établit le Conseil de sécurité nationale, un conseil formé par les représentants de l'armée, du gouvernement, et présidé par le président de la République. À travers ce conseil, l'armée avait le droit constitutionnel d'intervenir dans les activités gouvernementales. L'article 19 de la Constitution impliquait aussi l'interdiction définitive des partis se servant de la religion pour des motifs politiques. Au cours de l'histoire de la république, sous des versions différentes, cet article donna suite à plusieurs procès d'interdiction pour des partis dits islamistes, avec pour dernier exemple le parti du gouvernement actuel, AKP, en 2008.

Dans les premières années suivant le coup d'État, il y a eu d'abord trois gouvernements présidés par İsmet İnönü (le président du parti CHP), ensuite, en 1965, un parti considéré comme le successeur du DP (Parti démocrate), Adalet Partisi (AP, Parti de la justice) est arrivé au pouvoir sous la direction du politicien Süleyman Demirel. La période 1964-1971 a connu l'apparition des associations de lutte contre le communisme³¹³. Depuis 1948, il y avait eu deux tentatives de fonder des associations anti-communistes, mais celle fondée en 1963, Türkiye Komünizmle Mücadele Derneği (TKMD, Association turque de lutte

³¹¹ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 349.

³¹² BOZDEMİR Michel, op. cit., p. 73-74.

³¹³ TURAN İtler, op. cit., p. 200.

contre le communisme) désignait le président de la République Cemal Gürsel, comme son président d'honneur, jusqu'à ce que celui-ci refuse ce titre en 1965. L'association de lutte contre le communisme se ramifiait en 110 branches dans le pays entier. Malgré une atmosphère hostile au communisme, les partis communistes et socialistes existaient aussi dans les années 60 et la gauche pouvait mener des débats autour des publications, et surtout des revues dont la première était publiée en 1961, *Yön*. Les clubs d'opinion voyaient le jour dans les universités animés par des étudiants gauchistes.

3. Troisième intervention de l'armée : les années 1970

Vers la fin des années 60, les étudiants et les mouvements politiques en Turquie étaient influencés par les événements de 1968 dans le monde entier. La tension entre les militants de gauche et ceux de droite augmentait, ils exerçaient de la violence physique envers les membres de l'autre camp et le gouvernement de Süleyman Demirel ne pouvait rien faire pour calmer la situation. C'est dans cette atmosphère que l'armée est intervenue dans la vie politique pour la deuxième fois, en 1971, sous prétexte d'établir un gouvernement susceptible de mettre fin à l'anarchie et de réaliser les réformes dans une vision atatürkiste³¹⁴.

Après l'intervention de l'armée le 12 mars 1971, une modification constitutionnelle (numéro 1488) apporta un changement à l'article 29 de la Constitution de 1961 sur le droit de fondation d'association. Désormais, les associations n'avaient plus besoin d'une autorisation préalable, mais il était stipulé que ce droit pouvait être restreint par la loi afin de protéger l'unité de l'État et de sa nation, la sécurité nationale, l'ordre public et la morale générale³¹⁵. Nous remarquons encore une fois les mêmes limites qui font actuellement obstacle au développement de la société civile en Turquie et sur lesquelles les demandes d'interdiction des associations de droit des LGBT sont basées. Ce changement impliqua aussi l'interdiction des associations par décision de justice, mais en cas de nécessité, on n'était pas obligé d'attendre la décision d'un juge, une autre autorité étatique pouvait mettre fin à son fonctionnement. L'État soupçonnait toujours des organisations de la société civile de se situer contre lui et essayait de les limiter, de les contrôler autant que possible. Même s'il y a eu ensuite des changements positifs dans cette loi à la suite des demandes du CHP auprès de la cour constitutionnelle, avec le coup d'État de 1980, toutes les associations ont été d'abord

³¹⁴ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 375.

³¹⁵ YÜCEKÖK Ahmet N., Türk Hukukunda Tüzel Kişilik (La personne civile dans le droit turc), in op. cit. (*Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours*), p. 147-160, p. 155.

interdites. Ensuite par des modifications de loi, les associations ont été privées de toute activité politique, l'adhésion des fonctionnaires et des universitaires n'est possible qu'avec la permission de leurs supérieurs. Ce n'est qu'au milieu des années 1990 que la pression sur les organisations civiles est supprimée par de nouvelles modifications.

İlter Turan indique que les élections générales de 1977 qui ont pu être organisées dans une période normale (selon le calendrier électoral) sans aucune intervention signifiaient que la possibilité d'une nouvelle intervention militaire était réduite et il en résulta une croissance du nombre des associations³¹⁶. Turan ajoute que par la présence de Milli Selamet Partisi (le MSP, le Parti de salut national, un parti islamiste) dans le gouvernement, le nombre des associations ayant des objectifs comme la construction de mosquées, de donner de cours privés sur le Coran, etc., a été augmenté aussi. Cette augmentation a pris fin à la suite du coup d'État de 1980 jusqu'en 1983, date des premières élections parlementaires après le coup d'État. La raison de l'intervention de l'armée en 1980 était encore une fois l'apparition d'une anarchie et l'augmentation des violences physiques causant la mort de 230 personnes en 1977, et entre 1200 et 1500 personnes au total en deux ans jusqu'en 1979³¹⁷. Gérard Groc souligne un point important sur les groupes idéologiques des années 70, il indique qu'ils se disputaient pour la reconquête de l'État, mais ne le remettaient pas en cause³¹⁸. Pourtant, les années 1990 et surtout les années 2000 seront marquées par une forte remise en cause de l'État et même de ses idées fondatrices, soit par le mouvement kurde, soit par le mouvement islamiste. Nous observerons que dans le mouvement LGBT aussi se trouve un discours fort critique d'abord envers la structure étatique en Turquie mais aussi envers le système capitaliste à l'échelle mondiale.

La fin des années 1970 témoignait de même de l'apparition d'un nouvel acteur qui rendrait plus visible la question kurde : le Parti ouvrier néomarxiste du Kurdistan³¹⁹ fut fondé, en 1978, par un étudiant de l'Université d'Ankara, Abdullah Öcalan. L'objectif du parti, illégal selon les lois turques, était de fonder un État kurde socialiste au sud-est de la Turquie³²⁰.

³¹⁶ TURAN İlter, op. cit., p. 216.

³¹⁷ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 383.

³¹⁸ GROC Gérard, op. cit., p. 3.

³¹⁹ Partiya Karkerên Kurdistan en kurde, Kürdistan İşçi Partisi en turc, connu par les initiales de son nom en kurde – PKK.

³²⁰ ZÜRCHER Erik Jan, op. cit. (1995), p. 384.

C) Un tournant important dans la structuration de la société en Turquie : le coup d'État de 1980 et les années 2000

1. Le coup d'État de 1980

Le 12 septembre 1980, un troisième coup d'État scanda la courte histoire de la République turque. L'armée avait encore une fois pris l'initiative de rétablir l'ordre dans le pays. Dans les conditions de l'époque, le coup d'État avait pour objectif de renforcer les principes d'Atatürk qui étaient en train de perdre leur influence et de fonder la démocratie sur des bases solides. L'une des raisons déclarées du coup d'État était également de normaliser l'atmosphère « anarchique » de la période précédente marquée par des confrontations armées entre la gauche et la droite. Selon certains chercheurs comme Atilio A. Boron et Urs Müller-Plantenberg, cette intervention, comme celles qui eurent lieu dans les pays d'Amérique latine dans les années 1970-1980 (le Chili en 1973 et l'Argentine en 1976), apportait le despotisme politique nécessaire pour l'avancée du libéralisme économique³²¹.

Avec le coup d'État de 1980, la société prit un autre tournant. Sur le plan économique, le pays est passé de l'industrialisation par substitution aux importations à une économie de marché libre. Sur le plan social, l'une des premières actions des militaires fut l'interdiction de tous les syndicats et de toutes les associations. Les partis politiques aussi ont été interdits et les principaux dirigeants ont été emprisonnés. Le débat public des sujets politiques est interdit en 1981. Même si les journaux les plus importants de l'époque comme *Hürriyet*, *Milliyet* et les autres avaient soutenu le coup d'État, le nouvel ordre amenait avec lui une atmosphère lourde pour les journaux et les journalistes aussi : 4000 années de prison furent requises pour 400 journalistes, les journalistes furent condamnés au total à 3315 ans de prison, 31 journalistes sont entrés en prison, 300 journalistes ont été attaqués, trois journalistes ont été tués, les journaux n'ont pas pu être publiés durant au total 300 jours, 39 tonnes de journaux et de revues ont été détruites³²².

L'idéologie gauchiste et les organisations de gauche étaient considérées par les dirigeants du coup d'État comme la seule source de l'opposition sociale ; la stratégie était alors de les détruire et de les dévaloriser. Cela nécessitait que l'islam prenne une place plus

³²¹ ÖZGÜDEN Mehmet, op. cit., p. 39.

³²² Darbenin bilançosu (le bilan du coup d'État), in *Cumhuriyet*, le 12 septembre 2000, disponible sur : http://www.belgenet.com/12eylul/12092000_01.html Consulté le 6 mars 2010.

importante en tant qu'idéologie et que dynamique sociale³²³. C'est à ce point-là que nous retrouvons le débat sur la place des organisations religieuses dans la société civile, car la société civile devenue en Turquie une notion fétiche à partir des années 80, la présence des organisations religieuses en son sein était vécue comme une démarche importante dans la libéralisation de la société. Le nouveau discours indiquait que, depuis la fondation de la nouvelle république, l'État avait mené une politique répressive envers tout ce qui était lié à la religion. Comme ce discours impliquait une critique du kémalisme, il trouvait des partisans parmi les intellectuels de gauche. Pourtant, il ne donnait pas autant de liberté aux voix différentes, l'interdiction des syndicats, des associations et des grèves en sont des exemples ; et lors de la période suivante, les cours de religion sont devenus obligatoires dans l'Éducation nationale, une haute autorité est établie afin de réunir toutes les universités en son sein, celles-ci ont perdu toute leur autonomie et les universitaires de gauche ont été renvoyés des universités.

Pourtant, selon le professeur Ömer Çaha, l'apogée de la société civile est vécu entre les années 1980 et 1993, la période durant laquelle le Premier ministre Turgut Özal était sur la scène politique, car Çaha indique qu'Özal a fait connaître les valeurs démocratiques libérales et qu'il a encouragé le processus démocratique par une culture libérale et civile. Pour rappeler la contradiction spécifique au pays, nous voulons souligner que le parti présidé par Turgut Özal se positionnait à droite.

Les propos d'Ömer Çaha nous amènent aux discussions et aux distinctions apparues dans les années 1980 sur la notion de société civile en Turquie. Tandis que la société civile « se distingue de la société religieuse et qu'elle représente ainsi le monde des laïcs menant leur existence en dehors des institutions religieuses »³²⁴, le professeur Ömer Çaha indique que lors de la période suivant le coup d'État de 1980, les groupes islamistes constituaient l'élément le plus fondamental et le plus dynamique de la société civile. Il ajoute que, ce sont ces groupes qui forcent l'État à être un État de droit et à être démocratique³²⁵. Dans un autre article, Çaha indique que nous ne pouvons pas comprendre le niveau de la liberté assurée pour l'existence d'une société civile en n'analysant que les réglementations³²⁶. Il donne comme preuve la Constitution de 1924 où l'individu, philosophiquement, venait avant l'État et celle

³²³ ÖZGÜDEN Mehmet, op. cit., p. 53.

³²⁴ PIROTTE Gautier, op. cit., p. 5.

³²⁵ ÇAHA Ömer, op. cit.

³²⁶ ÇAHA Ömer, *Sivil Toplum ve Liberalizm (La société civile et le libéralisme)*, disponible sur : <http://www.fatih.edu.tr/~omercaha/>, consulté le 14 juillet 2009.

de 1982 qui acceptait l'État comme « sacré ». Il ajoute que d'après ces Constitutions, nous devrions prétendre que la Turquie des années 1920 était beaucoup plus libre que celle des années 1980, ce qui n'était pas le cas, car, dans les années 1920, tous les éléments de la société civile étaient anéantis tandis qu'après 1980 les éléments de la société civile avaient pu se différencier et être autonomes.

En fin de compte, même si l'augmentation du nombre des ONG depuis 1980 est un fait en Turquie, nous croyons que le nombre ne signifie pas toujours l'efficacité et ce discours peut être placé parmi ceux des politiques néolibérales qui soulignaient l'importance de la société civile afin de sortir de la crise économique et politique du système capitaliste mondial³²⁷.

En dehors des discussions à propos de la société civile, nous voulons souligner que le coup d'État de 1980 est vécu de manière difficile surtout par les travestis et les transsexuels mais aussi par des homosexuels masculins ayant des attitudes féminines. Même si cette partie du coup d'État n'est guère portée à la connaissance générale, la déportation des personnes transes d'Istanbul vers une autre ville (Eskişehir) avec le crâne rasé est toujours mentionnée par les LGBT³²⁸.

2. Les années 1990

La professeure en sociologie Meral Özbek souligne un point important dans son article intitulé « Les limites de l'espace public » ; elle affirme que, tandis que l'espace public et la société civile sont des catégories liées mais différentes, en Turquie depuis les années 80 il est de plus en plus répandu d'utiliser la notion de société civile en parlant de l'espace public politique et de réduire la société civile aux organisations de la société civile³²⁹.

Les changements dans la définition du mot « public » permettent de voir les changements des mentalités. En 2004, Meral Özbek donne la définition du mot public qui se trouve dans le Dictionnaire en turc de « l'Institut de langue turque » (Türk Dil Kurumu –

³²⁷ ÖZBEK Meral, op. cit. (Les limites de l'espace public), p. 24-25.

³²⁸ Parmi d'autres publications, nous pouvons citer la chronique de l'avocate Yasemin Öz, publiée sur le site du groupe Kaos GL le 28 mai 2009, disponible sur : http://www.kaosgl.org/content/%E2%80%99Cahl%C3%A2ksizlar%E2%80%99D-mek%C3%A2nsal-dislanmasi#_ftn3

³²⁹ ÖZBEK Meral, op. cit., p. 33.

TDK)³³⁰ : « kamu » : 1) tout, entier 2) l'ensemble du peuple d'un pays, (public). Dans son utilisation comme « le secteur public », le mot signifiait aussi l'ensemble des affaires économiques menées par l'État. En 2008, sur le site internet de l'Institut, le mot reçoit cette fois-ci trois définitions dont la première c'est « l'ensemble des organes d'État offrant un service au public »³³¹. Nous tenons à ce changement, car les discussions actuelles sur la portée du foulard tournent autour de cette perception de « public ». Le mot est utilisé désormais comme synonyme de l'État et alors l'espace public signifie l'espace physique des établissements appartenant à l'État comme les universités d'État, les mairies, les tribunaux, etc.

Özbek affirme qu'en Turquie l'idée de publicité provient de trois mouvements : le féminisme, la tendance islamiste et la défense de l'expression libre de l'identité et de la langue kurdes. C'est-à-dire qu'elle s'est développée autour de notions telles que les droits civils, l'identité, la communication, la différence et le pluralisme³³². Même s'il ne marque pas l'espace public autant que ces causes, le mouvement LGBT aussi fait partie des discussions sur les droits civils, l'identité, la différence, le pluralisme et la communication.

Dans son article intitulé « Relire l'histoire des STK en Turquie » (Türkiye'de STK tarihini yeniden okumak), Korhan Gümüş indique que la première réunion des membres de deux pôles de la société civile eut lieu lors de l'organisation de la conférence Habitat II des Nations unies (l'ONU) en 1996. Il s'agit d'une période juste avant l'intervention indirecte de l'armée, l'atmosphère était tendue en raison des oppositions au gouvernement dirigé par un parti politique islamiste (Refah Partisi – RP, Parti de la Prospérité) qui fut dissous en 1998³³³. Le Parti de la Prospérité avait gagné les élections municipales à Istanbul et Gümüş indique qu'il avait dû faire face à une forte opposition venant auprès de « l'autre société civile » représentée par la « Chambre des architectes » (Mimarlar Odası) qui se définissait comme « l'avant-poste » (de la laïcité, İ.E.)³³⁴. Gümüş ajoute que cette tension n'a pas eu d'influence

³³⁰ L'Institut a été fondé en 1932 sur l'ordre d'Atatürk. Avec ses premières recherches, il faisait partie de la construction d'une nation turque. Il est toujours la seule autorité officielle dans son domaine.

³³¹ Source : <http://tdkterim.gov.tr/seslisozluk/?kategori=yazimay&kelimesec=035015> , consultée le 2 août 2009.

³³² ÖZBEK Meral, op. cit. (Les limites de l'espace public), p. 38.

³³³ Pour une information plus détaillée publiée en français sur le parti, voir le site de Nouvel Observateur : http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p1732/articles/a19410-necmettin_erbakan_le_cameleon_de_l_islam.html

³³⁴ GÜMÜŞ Korhan, Türkiye'de STK tarihini yeniden okumak, in *Sivil Toplum Dergisi*, année : 1, n° 1, janvier-mars 2003, disponible sur : <http://www.siviltoplum.com.tr/?ynt=icerikdetay&icerik=46&id=113>, consulté le 8 août 2009.

dans les relations des représentants des deux pôles de la société civile lors de l'organisation de la conférence Habitat II et c'était alors la première fois. Il en résulte que le concept principal de « coopération » de la conférence fut un concept intériorisé par les organisations de la société civile en Turquie et il indique que grâce aux discussions tenues lors de la conférence, le concept de société civile s'est implanté dans l'actualité turque³³⁵.

Un projet réalisé par « Tarih Vakfı » (Fondation pour l'histoire) pour cette même conférence Habitat II nous fournit des informations quantitatives sur la société civile des années 1990. Il en ressort que, au milieu des années 1990, le nombre des associations atteignait approximativement 50 000 en Turquie, à côté desquelles existaient 2700 fondations et 1200 syndicats, coopératives, chambres des métiers ou initiatives diverses³³⁶.

Pourtant, la même conférence eut d'autres effets sur la communauté LGBT, surtout les personnes trans. Il s'agissait d'une organisation internationale, et il y avait également des participants étrangers. L'avocate et membre de Kaos GL, Yasemin Öz, raconte cette période et l'influence de la présence des étrangers sur la politique menée surtout envers les trans, dans un article publié en 2009, dans le livre *Cins Cins Mekân* et reproduit sur le site Kaos GL :

« Dans le processus Habitat II, la présentation visuelle de la ville avait pris une telle importance qu'il était envisagé de nettoyer et d'éloigner tout ce qui est considéré comme une saleté visuelle. Dans ce contexte, non seulement les travestis et les transsexuels mais aussi les enfants vivant dans les rues et les animaux des rues aussi ont eu leur part dans cette opération de nettoyage »³³⁷.

Le nettoyage mentionné par Öz impliquait l'exclusion des personnes trans de la rue où elles vivaient. Ülker Sokak était une rue située à Taksim, l'un des centres importants du côté européen de la ville d'Istanbul, et qui était en même temps dans la zone où devait se dérouler la conférence. Les autres habitants de la rue avaient décidé de protester contre la présence des personnes trans dans la rue et avaient commencé à les harceler physiquement ou en s'attaquant à leurs maisons. L'un des slogans utilisés lors des manifestations était le suivant :

³³⁵ GÜMÜŞ Korhan, op. cit.

³³⁶ GROUPE Gérard, op. cit., p. 1. Ces informations sont accessibles en turc aussi sur le site de la fondation : <http://www.tarihvakfi.org.tr/icerik.asp?IcerikId=202>

³³⁷ 'Ahlaksız'ların mekansal dışlanması (Exclusion spatiale des 'pervers'), in le site [kaosgl.org](http://www.kaosgl.org), disponible sur : http://www.kaosgl.org/content/%E2%80%99Cahil%3%A2ksizlar%E2%80%9D-mek%C3%A2nsal-dislanmasi#_ftn3, consulté le 22 mars 2010.

« Les petits-enfants de Fatih³³⁸ ne peuvent pas être des pédés ». Les protestataires se différenciaient également des personnes trans en accrochant des drapeaux turcs aux fenêtres ou aux balcons de leurs appartements. Ce faisant, les protestataires soulignaient le fait qu'ils étaient plus « citoyens », plus « Turcs » que les autres, ils excluaient les personnes trans de l'identité nationale même. Les médias se sont intéressés aux événements, les deux parties ont même participé à une émission télévisée afin de s'exprimer. Öz commente cette couverture du lynchage physique comme un moyen permettant aussi de provoquer un lynchage des personnes trans dans les esprits. L'un des problèmes lors de ces événements était la prise de position des autorités ayant choisi de ne pas intervenir en réponse aux demandes des personnes trans. Par conséquent, Öz indique qu'il n'y a pas eu de poursuites pour les agresseurs.

En examinant l'atmosphère générale de l'époque, pour les années 90, Gérard Groc présente quelques acteurs qu'il considère comme importants en raison de leurs tentatives de définir une démarche théorique à propos de la société civile en Turquie³³⁹ : Tarih Vakfı (Fondation d'histoire) fondé en 1991, World Academy for local government and democracy (fondé en 1992), Helsinki Yurttaşlar Derneği (la section turque de Helsinki Citizens Assembly, fondée en 1993) et Üçüncü Sektör Vakfı (Fondation tiers secteur regroupant 23 associations et fondations à sa date de fondation en 1993). Toutes ces organisations existent toujours dans leurs domaines respectifs, mais il est vrai que dans les années de leur fondation, elles devaient plutôt se focaliser sur les bases théoriques de la société civile, cela étant une notion étrangère dans son sens actuel pour la société turque. Après et malgré toutes les périodes de pression, la société civile devrait désormais accueillir de nouveaux acteurs et des nouveaux sujets devraient être discutés dans l'espace public. Les nouveaux acteurs ne demandaient pas l'obtention du pouvoir politique, ils luttaient plutôt afin de faire accepter leur présence au sein de la société, ignorée jusque-là. Pour les années 1990, ces nouveaux acteurs étaient les pionniers du mouvement kurde et islamiste. Arrivant dans les années 2000, nous observerons cette fois-ci les LGBT menant un même constat pour exister dans la société civile et dans l'espace public.

³³⁸ Le sultan ottoman qui a conquis la ville d'Istanbul, İ.E.

³³⁹ GROC Gérard, op. cit., p. 8-9.

Ayant bien précisé que ces nouveaux acteurs ne cherchent pas le pouvoir, nous voulons le détailler à travers une question posée par Gérard Groc. Dans son article, Groc se demande :

« Lorsque dans le cas du mouvement "Une minute d'obscurité pour une transparence définitive"³⁴⁰, un individu exprime, en actionnant son commutateur électrique à partir de son espace privé, sa désapprobation face à une collusion des intérêts entre État, mafia et forces politiques illégales, a-t-il conscience d'accomplir une démarche politique »³⁴¹.

Ayant vécu en Turquie dans les années 1990 et ayant participé à certaines des protestations de l'époque, nous pouvons quand même indiquer que chez les participants, le leitmotiv était surtout le sentiment du caractère insupportable des événements. La conscience politique venait (ou ne venait pas) au cours des mobilisations, à la suite de ce premier leitmotiv. Par exemple, au cours des réunions de protestations des Mères du Samedi, dont la première a vu le jour le 27 mai 1995, il y a eu d'abord un groupe composé des personnes intéressées par les disparus, mais qui ne sont pas leurs parents, elles avaient certaines expériences en politique, pourtant, dès le début elles avaient convenu de n'appartenir à aucun groupe politique³⁴². Dans un deuxième temps, les personnes directement concernées, les mères des enfants disparus, ont participé une par une aux réunions de samedi. La plupart des Mères du Samedi étaient kurdes, mais ce qui les poussait à se réunir chaque semaine, sachant qu'elles seraient frappées par les forces de sécurité, n'était pas l'envie de protester, de critiquer les démarches antidémocratiques de l'État envers les Kurdes – ce fut le résultat de leurs actes – mais ce qui leur importait le plus était de soulager les tragédies individuelles, de faire vivre l'espoir de trouver leurs enfants. L'un des participants, Erkan Kayılı, souligne de même cette spécificité des protestations :

« Emine Ocak, Elif Tekin et les autres, qui étaient jusqu'à récemment des femmes au foyer, se sont trouvées soudainement en tant qu'individu politisé, tandis qu'elles ne voulaient que connaître la fin de leurs enfants. (...) Elles ont acquis une aisance de parler à voix haute, parées d'un pouvoir dont elles étaient presque inconscientes,

³⁴⁰ Cela était une protestation envers les relations interpénétrées entre l'État, les milieux nationalistes clandestins et les milieux politiques qui ont vu le jour par un accident de voiture causé par un camion à Susurluk. Dans la voiture se trouvaient un député, un fugitif et un chef de police. La protestation a duré durant le mois de février 1997. Ce fut l'un des points marquants dans la réanimation de la société civile en Turquie.

³⁴¹ GROC Gérard, op. cit., p. 15.

³⁴² KAYILI Erkan, 'Çıplak' itaatsizlik olarak 'Cumartesi Anneleri' (Les 'mères du samedi' en tant qu'une désobéissance 'nue' – dénudée –), in *Kamusal Alan (Espace public)*, op. cit., p. 349-356, p. 350.

en tant que personnes fortes, avec des autorités envers lesquelles elles éprouvaient jusque-là une certaine peur »³⁴³.

Nous pouvons comparer cette prise d'initiative des personnes concernées, réunies non sous une forme d'organisation, mais d'une manière spontanée et informelle, avec la participation des citoyens à la construction des écoles İmam Hatip, ici aussi, il s'agissait d'une solidarité silencieuse qui se transformait ensuite en une critique (manifeste ou non) des politiques menées, en une opposition envers le pouvoir existant.

Une même solidarité a vu le jour à la suite de l'assassinat de Hrant Dink, en janvier 2007, lorsque des milliers de personnes se sont rassemblées à Istanbul afin de protester. Les participants n'appartenaient pas à un seul groupe politique ou à des organisations précises de la société civile, c'était encore le sentiment de vivre quelque chose d'insupportable qui réunissait les personnes de toutes origines (politiques, ethniques, religieuses, etc.). Nous pouvons prétendre que depuis les années 1990, l'élément moteur, qui a marqué la structure de la société civile et celle de l'espace public, fut ce même sentiment, soit pour les islamistes, soit pour les Kurdes, soit pour les LGBT plus récemment.

Pourtant, il faut bien indiquer que même s'il y a eu des événements emblématiques réunissant plusieurs personnes autour de certains objectifs, c'était le résultat d'une accumulation des événements précédents. Avant son assassinat, le 19 janvier 2007, une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis était confirmée contre Hrant Dink, le 12 juillet 2006, en vertu de l'article 301 du Code pénal turc³⁴⁴, pour « insulte à la qualité de Turc », à cause d'un article rédigé dans le journal *Agos*. Le même article de loi avait donné lieu à plusieurs autres procès contre les intellectuels comme le journaliste Murat Belge, la romancière Elif Shafak, l'écrivain Perihan Mağden et l'auteur Orhan Pamuk³⁴⁵. Une certaine

³⁴³ KAYILI Erkan, idem, p. 356.

³⁴⁴ La traduction non officielle de l'Amnesty International : Selon cet article,

Le dénigrement public de l'identité turque, de la République ou de la Grande Assemblée nationale turque sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Le dénigrement public du gouvernement de la République de Turquie, des institutions judiciaires de l'État, des structures militaires ou sécuritaires, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

Dans les cas où le dénigrement de l'identité turque sera commis par un citoyen turc dans un autre pays, la peine sera accrue d'un tiers.

L'expression d'une pensée à visée critique ne constitue pas un délit.

Déclaration publique, datée du 1^{er} décembre 2005, disponible sur : <http://www.amnestyinternational.be/doc/article6497.html>

³⁴⁵ Résolution du Parlement européen sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l'adhésion (2006/2118(INI)), adoptée le 27 septembre 2006, disponible sur : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2006->

sensibilité était née envers la légitimité de ces procès, plusieurs discussions étaient menées dans l'espace public. Comme nous l'avons observé dans toute l'histoire du pays, sur ce sujet de même il y avait une dualité entre les réflexions des participants aux discussions : pour certains, la protection de la nationalité emportait sur la liberté d'expression, tandis que pour d'autres, tel n'était pas le cas. Le rassemblement de milliers de personnes à la suite de l'assassinat de Hrant Dink était, d'une certaine manière, une réaction envers les pressions sur la liberté d'expression, envers l'atmosphère qui devenait de plus en plus hostile envers « autrui ». Pourtant, comme ce fut le cas dans la campagne « Une minute d'obscurité pour une transparence définitive », ce rassemblement massif ne transforma pas la plupart de ses participants en acteurs politiques, ni en militants. Avec le temps, il y eut de moins en moins de personnes dans les manifestations et dans les discussions. Il ne faut tout de même pas négliger l'importance des événements emblématiques, qui ont marqué la mémoire collective du pays, dans les transformations de la société civile et de l'espace public en Turquie.

Il faut également tenir compte du fait que cette mémoire collective est avant tout marquée par une grande rupture avec son passé, surtout par le changement d'alphabet qui rend impossible pour la majorité de la population de tisser un lien avec le passé, à partir des documents et publications de l'époque ottomane. Nous supposons que ce premier traumatisme garde son importance autant qu'il influence la relation de la société turque avec son passé, son « détachement » par rapport au passé, soit qu'il s'agît d'un passé lointain, soit un passé plus récent. Nous prétendons également que cela a des influences sur le manque d'une continuité cohérente dans presque tous les domaines, de la société turque. Sachant que Nancy Fraser développe certaines critiques sur le sujet, nous pouvons tout de même emprunter le concept de la reproduction symbolique chez Habermas. Selon lui, les sociétés ne doivent pas seulement se reproduire matériellement, mais elles doivent aussi se reproduire symboliquement :

« Elles doivent maintenir et transmettre aux nouveaux membres les normes linguistiques et les modèles d'interprétation élaborés qui sont constitutives des identités sociales »³⁴⁶.

Cette reproduction symbolique inclut également la transmission et l'extension des traditions culturelles. De ce point de vue, nous pouvons donc postuler que le détachement

linguistique de la République avec la période ottomane devient un grand obstacle pour la reproduction symbolique de la société.

Le changement d'alphabet est effectif en 1928, avec le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin. Même si cette transformation date de l'époque de la nouvelle république, les discussions existaient déjà sous l'Empire ottoman, on ne peut donc pas l'attribuer à la mentalité républicaine, à laquelle on reproche souvent d'être jacobine. Même si cela sort du cadre de notre recherche, nous trouvons important de questionner les raisons de cette volonté de changement d'alphabet, qui coïncide peut-être avec l'émergence des « états-nations », qui signifie peut-être la volonté de créer la nation turque, de se différencier des Arabes. Pourtant, malgré les bonnes volontés, l'une des conséquences de ce changement fut une rupture complète du peuple avec son passé. Pour les nouvelles générations, il est devenu impossible de comprendre les écrits de l'époque ottomane, cela a influencé non seulement la connaissance politique mais également la transmission d'une grande littérature et celle de la culture artistique.

La rupture ne se limite pas à ce changement d'alphabet ; tout au long de l'histoire politique de la Turquie, les coups d'État ont également fonctionné dans ce sens. Même s'ils essaient d'effacer le passé, ils servent également comme point de repère, cependant ils restent comme des îlots suspendus dans le ciel autant qu'ils sont décontextualisés et autant qu'ils se prennent comme le début de l'histoire.

Après avoir mentionné les traits généraux de la vie politique de Turquie qui ont eu des effets sur la structuration de la société civile et de l'espace public en Turquie, nous voulons maintenant traiter les conditions d'émergence d'un éventuel espace public LGBT en Turquie.

DEUXIÈME PARTIE: L'émergence d'un espace public LGBT et l'apparition des ONG des droits des LGBT

Chapitre IV: Les points repères à propos de la visibilité de l'homosexualité dans la société

A) L'homosexualité dans la société

L'un des arguments défendus par ceux qui veulent rendre à l'homosexualité une certaine légitimité (indépendamment du fait qu'un tel effort est nécessaire ou non), est que l'homosexualité a toujours existé et dans toutes les sociétés, pourtant, sa perception a changé selon les périodes. Un fameux exemple de son acceptation est surtout la Grèce Antique. Dans le territoire ottoman de même, nous pouvons parler d'une littérature parlant et même glorifiant de manière implicite l'amour homosexuel, et en dehors de cela les relations des sultans avec des garçons étaient également connues en public. Pourtant, nous pensons que dans l'exemple de la Grèce Antique et dans celui de l'Empire ottoman, nous ne pouvons pas parler d'une acceptation de l'homosexualité au sens actuel du terme, ni d'une acceptation pure et simple. Ce qui était accepté dans les deux sociétés, c'était la relation d'un homme âgé ayant du pouvoir avec un autre homme plus jeune et appartenant plutôt à une classe inférieure que la sienne. Il s'agissait d'une relation de pouvoir et celui qui était glorifié était l'homme plus âgé, il était normal pour lui de mener une relation en dehors de sa maison, cela ajoutait un plus à son pouvoir. Nous pensons que cela était une autre manière de renforcer le patriarcat. Par exemple, au sein de l'Empire ottoman, ceux qui avaient des relations avec des jeunes garçons étaient appelés « kulampara » ou « oğlancı » (des pédérastes). Ils se montraient « actifs » dans la relation sexuelle et ne se considéraient pas comme homosexuels ; cette approche existe dans la Turquie actuelle selon les propos des homosexuels eux-mêmes³⁴⁷. En raison d'une confusion des termes entre le sexe de naissance d'une personne, son identité sexuelle et son orientation sexuelle, les homosexuels passifs ne sont pas considérés comme des hommes, mais plutôt comme « des femmes manquées ».

³⁴⁷ (Les témoignages publiés dans le livre de) HOCAOĞLU Murat, *Eşcinsel Erkekler – 25 tanıklık (Les hommes homosexuels – 25 témoignages)*, éd. Metis, coll. Siyah Beyaz (Noir Blanc), première édition en 2002, deuxième édition en 2004, Istanbul, 247 pages.

Au cours de nos lectures, nous avons remarqué que dans un livre sur l'homosexualité rédigé par Doğu Perinçek (le président du Parti ouvrier que l'on va mentionner plus précisément en parlant du mouvement LGBT), on part également des exemples de la Grèce Antique et de l'Empire ottoman ; Perinçek souligne l'inégalité des pouvoirs entre les partenaires et il en conclut qu'avec la dissolution du système capitaliste ce genre d'inégalité de pouvoir disparaîtrait, donc, l'homosexualité aussi. Nous devons certainement souligner que même si nous parlons d'une relation de pouvoir à propos des relations homosexuelles dans la Grèce Antique et sous l'Empire ottoman, nous ne partageons pas l'approche de Perinçek. Ce que nous en concluons, et nous le traiterons dans des prochains paragraphes, c'est qu'au niveau de la sexualité, il s'agit bel et bien de relations homosexuelles, mais sur le plan social, nous pensons que cela reflète l'hypocrisie des sociétés au cours de l'histoire à propos de ce qui leur est « étrange » et « étranger ». Surtout en parlant de l'Empire ottoman, dans les relations entre hommes âgés et jeunes garçons, la virilité est absente chez ces derniers et c'est cela qui donne sa légitimité à la relation. Nous ne parlons pas d'une relation entre deux hommes, mais d'un homme avec une personne de même sexe, mais qui est « moins homme » que lui. Et encore, en dehors des grandes villes, il est difficile pour un homme et une femme de vivre son homosexualité explicitement en gardant les codes accordés aux sexes innés. Mais lorsqu'ils se travestissent, ils sont plus facilement acceptés par la société, car ils ne sont plus une menace pour le sexe inné. Par exemple pour les femmes, dans le langage courant « Erkek Fatma » (garçon manqué) est une expression valorisante. Quant à sa version inverse, « être comme fille », elle a des représentations différentes, selon le contexte. Dans l'argot, s'il s'agit d'un bien apprécié (une belle voiture, par exemple), l'expression prend un sens positif faisant référence à la glorification de la virginité dans la société turque. S'il s'agit des actes attribués aux femmes et faits par un homme (rire beaucoup ou pleurer), elle prend un sens péjoratif : « ne ris pas (ne pleure pas) comme une fille ! ». Pourtant, si un garçon ou un homme est traité de fille, il n'est désormais pas considéré comme faisant partie du monde masculin, et l'expression n'a pas tout à fait un sens péjoratif, mais elle décrit plutôt un fait et implique une acceptation. La personne concernée ne peut plus bénéficier du respect de ses pairs en tant qu'homme, mais elle est tolérée, car elle ne représente pas non plus une menace envers la virilité, elle est tout simplement une fille ; nous ne parlons pas alors de son homosexualité. Dans la réponse rédigée à la suite de cette remarque de Perinçek, les groupes LGBT indiquent qu'une homosexualité vécue qui ne questionne pas la féminité et la masculinité sociales ne peut tout naturellement être qu'une reproduction des rôles existant dans la société. Ils ajoutent que depuis des dizaines d'années, le féminisme et le mouvement LGBT discutent ces

questions. Par cette déclaration, nous remarquons encore que le mouvement LGBT en Turquie n'est pas renfermé sur lui-même et envisage un questionnement global des structures sociétales.

1. Deux figures emblématiques : Zeki Müren et Bülent Ersoy

À propos de la perception de l'homosexualité en Turquie, nous devons mentionner deux personnes importantes dans la vie musicale du pays : Zeki Müren et Bülent Ersoy. Zeki Müren est un chanteur qui est décédé en 1996 à l'âge de 63 ou 65 ans (sa date de naissance n'est pas exactement connue, 1931 ou 1933). Il était compositeur et chanteur, il avait tourné aussi des films. Surnommé « Pacha » (un titre militaire) et « le soleil de l'art », il était l'une des personnes les plus respectées du pays et il était un homosexuel non affiché publiquement, son homosexualité était un secret de polichinelle en Turquie. Par contre, sur scène, il n'hésitait pas à se travestir, il se maquillait et portait des jupes ou des costumes féminins, il mettait des hauts talons lors des spectacles.

Zeki Müren ne s'est jamais retenu de s'habiller et de se maquiller comme il voulait, mais il n'a jamais affirmé non plus publiquement son homosexualité et pour son audience cela était une facilité de l'ignorer. Contrairement à Bülent Ersoy que nous présenterons dans le paragraphe suivant, il ne présentait pas une menace explicite pour la société turque aux yeux des autorités et il n'a jamais été interdit de scène. Il a même obtenu le grade d'« artiste d'État » en 1991³⁴⁸ et il a légué ses biens à deux fondations : Türk Eğitim Vakfı (la fondation turque de l'éducation) et Mehmetçik Vakfı (La fondation de Mehmetçik³⁴⁹).

À la suite de la mort de Müren, le groupe Kaos consacre l'une de ses réunions de dimanche à l'hypocrisie de la société à propos de la sexualité de Zeki Müren. Dans le numéro 26 de la revue *Kaos GL*, daté d'octobre 1996, on publie la transcription de cette réunion dont nous voulons citer deux phrases importantes pour montrer d'abord l'image de Zeki Müren vu par le groupe, ensuite l'importance accordée au groupe dans la formation de la conscience

³⁴⁸ C'est un grade attribué aux artistes représentant la République turque à l'étranger, selon une liste préparée par le Ministre de la culture et sous l'accord du président de la république depuis 1971. Elle accorde certains avantages aux artistes, comme le droit à la retraite à l'âge de 65 ans (car en Turquie, la retraite est assez difficile pour les artistes comme ils ne sont pas en général sous une couverture sociale) et certains privilèges pour leurs voyages à l'étranger.

³⁴⁹ « Mehmetçik » est le nom commun utilisé pour les soldats en Turquie, le nom complet de la fondation est « Türk Silahlı Kuvvetleri Mehmetçik Vakfı » (la fondation de Mehmetçik des forces armées turques), elle est fondée en 1982 (après le coup d'État militaire) par les militaires, dont l'un était le président de la république à l'époque et les autres étaient membres du Conseil national de la sécurité qui gouvernait le pays.

homosexuelle³⁵⁰. Pour le premier, nous nous appuyons sur les propos de Gay'e Efendisiz³⁵¹ qui indique que quelque soit la place de Zeki Müren aux yeux du peuple, cette image positive n'a eu aucune influence (positive) pour l'homosexuel « ordinaire ». Quant à l'importance du groupe, nous citons le participant dont seul le prénom, Atila, est indiqué :

« Si Kaos GL n'existait pas, qu'est-ce que je sentirais à propos de la mort de Zeki Müren? Je ne penserais pas comme je pense maintenant, je ne serais pas fâché à lui et à ceux qui se comportent comme lui (il fait allusion à ceux qui cachent leur homosexualité, I.E.). Ce genre d'organisation nous permet de réfléchir, cela améliore nos pensées ».



Figure 1: Les costumes de Zeki Müren

La deuxième personne importante, Bülent Ersoy, est une chanteuse et une transsexuelle (Homme/Femme)³⁵². Né en 1952, Bülent Ersoy est devenu célèbre sous son sexe de naissance au début des années 1970. Comme Müren, Ersoy aussi mentionnait ses relations avec les femmes, il tournait des films d'amour avec des actrices, il a fait aussi son service militaire en 1976, ce qui est obligatoire en Turquie sauf les personnes prouvant leur homosexualité, car l'armée turque considère toujours l'homosexualité comme une maladie

³⁵⁰ Zeki Müren, in la revue *Kaos GL*, n° 26, octobre 1996, p. 12-13.

³⁵¹ Le pseudonyme d'un des fondateurs du groupe Kaos GL, qui préfère ne pas être mentionné sous son vrai nom.

³⁵² Nous allons parler de Bülent Ersoy par le prénom sujet « il » jusqu'à son intervention chirurgicale ; ensuite nous utiliserons le prénom sujet « elle ».

psycho-sexuelle. Pourtant, au cours des années 1980, son apparence évolua vers la féminité ; lui aussi se travestissait avec des costumes et par son maquillage, mais aussi par son apparence physique (des cheveux longs, des seins plus développés qu'un homme). Le 17 janvier 1980, il est devenu un sujet de discussion lors d'une séance à l'Assemblée nationale. Le député de Muğla (une ville dans la région égéenne de la Turquie) du Parti de Justice (Adalet Partisi, AP), Ahmet Buldanlı, interpella le ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur, la police et le ministre des Finances à assumer leurs responsabilités, ce qui voulait dire punir Bülent Ersoy en raison de sa non-conformité à la tradition, à la morale et aux mœurs de la Turquie³⁵³. Nous citerons certaines expressions qu'il avait utilisées en parlant de Bülent Ersoy : « Son nom est masculin, mais il est une femme! », « Cette femme, cette créature que l'on ne peut même pas nommer... ». Buldanlı indiquait que les Turcs avaient leurs propres coutumes et traditions, et que toutes les personnes vivant dans la République turque devaient les transmettre aux générations suivantes.

Lors du mois d'août de l'année 1980, Ersoy a subi une enquête de la part du procureur de la République à Izmir, car il avait montré ses seins sur scène (en effet sa bretelle était détachée selon sa défense). Ensuite, en septembre il a été envoyé en prison, car il avait insulté un juge. Après le coup d'État du 12 septembre 1980, il a été interdit de scène en 1981 avec d'autres artistes masculins qui se travestissaient en femme. Ce qui était interdit par une circulaire du Ministère de l'Intérieur, c'était la venue sur scène d'hommes portant des habits féminins, et pour les femmes, il fallait obtenir une permission officielle du plus haut responsable de l'administration civile de la ville concernée afin de pouvoir travailler dans des établissements musicaux. Zeki Müren était dispensé de cette circulaire, car il affirmait qu'il ne se travestissait pas en femme, mais que ses costumes étaient nécessaires pour son show. Au cours de la même année (1981), Bülent Ersoy est parti à l'étranger, a subi une opération chirurgicale et est devenu une femme. Pourtant, elle a dû combattre durant sept années pour faire reconnaître sa féminité physiologique auprès des autorités turques afin d'obtenir sa carte d'identité « rose »³⁵⁴, car la structure juridique de l'époque ne permettait pas aux personnes de choisir leur sexe, sauf les hermaphrodites et c'est en raison de cela que la Cour de cassation refusa en 1986 la demande de reconnaissance de la féminité de Bülent Ersoy³⁵⁵. Selon la

³⁵³ La revue de *TV'de 7 Gün (Sept jours à la télé)*, un numéro non connu de l'année 1980, cité sur un blog : <http://ozgurcemuzikkk.blogspot.com/NOSTALJI> consulté le 12 mars 2010.

³⁵⁴ En Turquie, la couleur des cartes d'identité varie selon le sexe de la personne : pour les hommes, elle est bleue et pour les femmes, elle est rose.

³⁵⁵ KARADAĞ Nergiz, *Cinsel Azınlıkların Bireysel Hakları (Les droits individuels des minorités sexuelles)*, éd. XII Levha, première publication Istanbul, avril 2008, p. 95-96.

chercheuse Nergiz Karadağ, cette décision était critiquée par les juristes, car dans les deux cas, il s'agissait d'un état (physique ou psychique) qui ne se conformait pas à la réalité de la personne concernée et la décision de la Cour de cassation négligeait le rapport de la médecine légale. La Cour considérait le transsexualisme comme une attaque à l'intégrité d'une personne par elle-même et dans sa décision il était indiqué que le droit ne devrait pas trouver des solutions face à un cas pareil, que toute personne devrait subir les conséquences de ses actes répréhensibles³⁵⁶. Il était ajouté que la Cour ne pouvait pas accepter une telle demande car sinon, ceux qui voulaient divorcer de leurs partenaires, mais qui ne pouvaient pas le faire, ceux qui ne voulaient pas faire leur service militaire, ceux qui voulaient bénéficier du droit à la retraite accordé aux femmes à un âge plus jeune que les hommes, pourraient essayer de contourner les lois en faisant recours au transsexualisme. Selon le ministre de l'Intérieur de l'époque, Mustafa Kalemli, le Premier ministre Turgut Özal prit personnellement l'initiative pour résoudre ce problème. Par la loi numéro 3444, un alinéa supplémentaire est ajouté à l'article 29 du Code Civil ; il conduisait à la reconnaissance de la transformation sexuelle si elle est certifiée par une institution médicale. L'une des critiques envers cet alinéa était le fait qu'il n'était rédigé et voté que pour résoudre le cas de Bülent Ersoy et qu'il laissait une grande lacune dans la procédure à suivre. À partir de 1988, Bülent Ersoy a pu commencer à travailler officiellement. Pourtant, la loi, qui imposait l'autorisation des autorités administratives pour qu'une femme puisse travailler dans des music-halls et qui interdisait le travail des hommes portant des vêtements féminins, est restée en vigueur jusqu'en 2002 ; elle a été abolie dans le cadre du « Premier paquet d'harmonisation avec l'Union européenne ». Cela reste l'un des exemples importants qui montre l'influence du processus d'adhésion à l'Union européenne, dans l'évolution juridique renforçant le droit d'existence des autres dans la société turque. Pour le moment, nous ne pouvons pas prétendre que l'évolution des mentalités va de pair avec l'évolution juridique, mais il s'agit quand même d'un gain.

Quant à la transformation sexuelle, jusqu'en 2001, il n'y a pas eu de modification législative afin de préciser la procédure à suivre. Le nouveau Code Civil a été voté le 22 novembre 2001 et est entré en vigueur le premier janvier 2002 et l'article 40 du Code était consacré à la transformation sexuelle. L'article contient des expressions contradictoires et impose une décision judiciaire avant la réalisation de l'opération. Selon l'article, la personne qui demande la transformation doit avoir plus de 18 ans, être célibataire, se trouver dans une structure transsexuelle et elle doit certifier en passant devant une institution médicale que la

³⁵⁶ K ARADAĞ Nergiz, op. cit., p. 97.

transformation sexuelle est obligatoire pour le bien de sa santé psychique et qu'elle est stérile. Karadağ indique que toutes ces conditions provoquent des complications dans la pratique, car, par exemple, une personne peut avoir la possibilité de reproduction, mais elle peut se sentir appartenant au sexe opposé ; alors elle doit d'abord passer par une opération de stérilisation, ensuite faire recours à la justice afin d'obtenir la permission de la transformation sexuelle³⁵⁷.

L'histoire personnelle de Bülent Ersoy et l'historique de l'article de loi concernant la transformation sexuelle nous montrent des points importants à propos des politiques menées en Turquie, non seulement envers le transsexualisme, mais envers l'homosexualité et envers les identités sexuelles minoritaires : l'État, soit ignore complètement le sujet, soit développe une approche hostile envers une minorité sexuelle ayant pour fondement la morale du peuple turc (et la structure générale de la famille turque). Nous remarquons de même que les réformes réalisées par rapport au projet d'adhésion à l'Union européenne entraînent une atmosphère qui permet de mener une vie plus libre pour cette minorité (la fondation des associations de droit des LGBT en est une autre preuve aussi), pourtant, cela ne veut toujours pas dire que la pratique judiciaire suit ces changements, elles n'empêchent pas par exemple les procès d'interdiction des associations de droits des LGBT. Il nous paraît que l'absence d'une loi traitant la transformation sexuelle jusqu'en 1988 (il y avait donc une ignorance totale d'une réalité existante) et qu'ensuite, les modifications faites de manière superficielle, laissant place à des ambiguïtés sur les pratiques, montrent clairement que l'État bénéficie de cette ambiguïté afin de se faire une grande place de manœuvre. Elle accepte et met en vigueur des réformes sur le plan législatif et en même temps soit elle laisse les transformations assez ambiguës, soit elle préserve d'autres lois qui peuvent être (et qui sont) interprétées de manière hostile par les autorités, comme nous pouvons le voir lors des procès de fermeture de deux associations LGBT. Et cette approche n'est pas limitée aux minorités sexuelles, elle atteint toute sorte de minorité et peut être utilisée pour limiter le droit d'expression, nous le remarquons dans l'interprétation de l'article 301 au cours du procès du journaliste arménien Hrant Dink. Au cours des années, la structure étatique (représentée par différents partis politiques) a supprimé certains articles de loi assez critiqués pour limiter le droit d'expression (comme les articles 141, 142, 163)³⁵⁸, pourtant elle les remplaçait par des nouvelles lois (comme la loi de Combat contre la terreur ou par l'article 301 en 2005). De ce fait, sur le plan juridique, elle établit en apparence les devoirs d'un pays démocratique et sur le plan pratique,

³⁵⁷ KARADAĞ Nergiz, op. cit., p. 103-106.

³⁵⁸ Cf. Chapitre III, A, Les réglementations sur la vie associative et l'évolution de la société civile.

il garde toujours le droit d'interprétation selon le contexte par l'utilisation des expressions vagues.

Même si dans le cadre de notre recherche, nous envisageons l'homosexualité et les LGBT, nous devons souligner que, comme l'exemple du procès de Hrant Dink, ou bien les procès d'interdiction des partis politiques défendant les droits des Kurdes, ou encore l'interprétation machiste / misogyne des lois (surtout lors des procès de viol) le montrent, les réformes réalisées intéressent toutes les minorités (religieuses, ethniques, etc.) en Turquie et la politique de l'État envers les minorités sexuelles reflète toute une politique menée envers ces minorités.

Revenant aux personnes emblématiques à propos de la visibilité des personnes LGBT dans la société, il nous faut souligner encore que la présence de Zeki Müren et Bülent Ersoy avait une signification différente aux yeux des LGBT, car bien qu'ils ne fassent rien au nom des LGBT du pays, ils leur prouvaient qu'ils n'étaient pas les seuls homosexuels ou transsexuels dans le monde. Nous devons ajouter que même si Bülent Ersoy a vécu sa transformation sexuelle sous les yeux du pays, elle n'est pas devenue une transsexuelle politisée et elle n'a jamais soutenu le mouvement LGBT en Turquie. La communauté LGBT la critique de se présenter presque comme « une femme de naissance ». Une autre transsexuelle, Esmeray, indique lors d'un entretien publié dans le supplément de samedi du journal *Radikal*, que « Bülent Ersoy est autant transsexuelle que Michael Jackson est noir »³⁵⁹. Esmeray nous rappelle qu'Ersoy aussi déclarait qu'elle voulait léguer ses biens à la Fondation de Mehmetçik, et elle commente qu'en se montrant patriote et religieuse, Ersoy essaie d'obtenir une affirmation et une légitimité. Elle ajoute que cela est l'acte d'une victime qui admire son bourreau, d'un esclave qui admire son maître. Pourtant, malgré la distance que Müren et Ersoy mettaient entre eux-mêmes et les autres LGBT, même leurs existences étaient suffisantes pour dissimuler le sentiment de solitude qu'éprouvaient les homosexuels et les transsexuels. Lors des entretiens que nous avons réalisés nous-mêmes et lors de la lecture des témoignages recueillis par d'autres chercheurs, nous avons remarqué que ce sentiment de solitude est très fréquent chez les LGBT et indépendamment de l'époque (c'est également le cas dans les années 1970, 1980 mais aussi dans les années 2000) ; une personne homosexuelle se croit le seul et l'unique homosexuel dans le pays, sauf l'image de deux artistes

³⁵⁹ Article publié le 4 août 2007, disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalEklerDetay&ArticleID=867446&Date=13.03.2010&CategoryID=41>, consulté le 12 mars 2010.

susmentionnés. Ce sentiment de solitude et de la découverte relativement tardive de la présence des autres LGBT sont toujours l'un des obstacles dans le développement du mouvement LGBT et dans l'élargissement de sa présence dans l'espace public.



Figure 2 : Bülent Ersoy, lors d'un procès des années 1980

Nous avons mentionné que ces deux artistes tournaient des films racontant l'amour hétérosexuel ; Ersoy les a tournés en tant qu'homme et femme. Pourtant, au cours de sa carrière, il a eu deux films quasi biographiques dont le premier, « Para » (Argent) est tourné dans les années 1970 et le deuxième, « Şöhretin Sonu / Yüz Karası » (La fin de la gloire / Odium), en 1981. Nous apprenons la présence du premier film, par la thèse d'une chercheuse, Eser Selen³⁶⁰. À l'époque du premier film, Ersoy n'était pas encore passé par une opération chirurgicale de transformation de sexe et selon les propos de Selen, dans le film, il incarne un jeune homme exclu de sa famille en raison de son homosexualité qui explique à son entourage qu'il a été créé comme tel par Dieu et que son homosexualité est naturelle (normale). À la fin du film, le personnage incarné par Ersoy devient un chanteur riche et à grand succès, comme il l'était dans sa vie réelle. Nous n'avons pas pu avoir accès au film, car il a été interdit de diffusion par Bülent Ersoy dans les années 1990.

Quant au deuxième film d'Ersoy, il n'a pas de spécificités cinématographiques particulières, il n'a pas eu non plus un grand succès ; pourtant, nous trouvons que son scénario

³⁶⁰ SELEN Eser, *The Work of Sacrifice : Gender Performativity, Modernity, and Islam in Contemporary Turkish Performance (1980-2000s)*, 400 p. Thèse : Philosophie, Department of Performance Studies : New York University, mai 2010, p. 307, note de bas de page 48.

et certaines scènes ont un caractère audacieux pour son époque. Le personnage principal du film est Bülent Ersoy sous son vrai nom ; il représente un chanteur à succès qui s'habillait comme une femme et qui était sujet à des réactions. Lors d'une scène, nous voyons Ersoy dans une discothèque, il porte un pantalon et une veste, mais il a des cheveux longs et les gens commencent à se moquer de lui en disant qu'il n'est pas facile à comprendre s'il s'agit d'un homme ou d'une femme. Dans une autre scène, un garçon voit Ersoy portant une fourrure et il demande à sa mère si Bülent Ersoy est une femme ou un homme. L'un des personnages importants du film est une actrice, Serpil Çakmaklı, qui joue le personnage Aslı, une fille amoureuse de Bülent Ersoy. Ersoy va chez un docteur (dans le film, il n'est pas indiqué s'il s'agit d'un psychologue ou d'un psychiatre) et il lui explique qu'il n'éprouve pas un sentiment d'amour envers Aslı. Le docteur lui conseille de continuer à mener une relation avec elle afin de sortir de ses angoisses. Dans ses traits généraux le film reproduit l'approche dominante de la société envers l'homosexualité, avec aussi des clichés comme l'enfant maltraité dans sa famille, un garçon jouant toujours aux poupées, etc. Pourtant, il est une scène où Aslı remarque des vêtements féminins et des bijoux dans la chambre à coucher d'Ersoy ; elle lui demande s'ils sont nécessaires pour la scène, Ersoy lui répond tout naturellement qu'il les utilise aussi dans sa vie privée. Nous ne pouvons pas observer cette confiance en soi chez Bülent Ersoy à la suite du film qui se termine par une excuse publique d'Ersoy en raison de ses attitudes inacceptables.

Même si, pour les transsexuels et, dans une certaine limite, pour les homosexuels des exemples existent dans la société, les lesbiennes avaient et ont plus de difficultés à trouver une personne à s'identifier, sauf l'exemple de Güner Kuban. Kuban est la nièce de Çerkes Ethem, un personnage important dans les premières années de la République turque, mais qui est ensuite considéré comme traître en raison d'être dirigé contre Atatürk. C'est aussi pour cette raison que le fait qu'elle soit la première femme qui se déclare lesbienne publiquement dans les années 80 attire plus d'attention et son nom va toujours de pair avec ces deux sujets. Kuban publie même un livre sur sa sexualité, intitulé « La couleur de l'amour » (*Sevişmenin Rengi*) en 1982, et jusqu'en 1989 le livre est édité neuf fois³⁶¹. Au cours d'un entretien fait par la chaîne nationale néerlandaise NOS, elle déclare que l'objectif de la rédaction de son livre était de briser le tabou national en Turquie qu'est l'homosexualité³⁶². Elle l'indique

³⁶¹ L'entretien fait avec Güner Kuban, publié dans la revue *Kaos GL*, n° 75, décembre 2002-janvier 2003, p. 54-58, p. 54.

³⁶² L'entretien est accessible sur le site de Kuban, avec un sous-titrage en anglais : <http://gunerkuban.com/>

également à la préface de son livre. Dans un autre entretien publié dans la revue *Kaos GL*³⁶³, elle souligne cet objectif de son livre, elle indique même qu'il envisageait de lutter contre l'homophobie en Turquie. Pourtant, dans le numéro 30 de la même revue, nous retrouvons une critique, rédigée par Yeşim Başaran, sur le livre de Kuban³⁶⁴. Başaran précise qu'elle admet l'importance du livre en tant qu'un premier rédigé par une lesbienne sur sa propre vie et sur sa sexualité, mais elle affirme de même qu'elle est déçue par l'absence d'une vision globale sur les problèmes des homosexuel(le)s dans la société turque. Elle explique cette absence par l'appartenance de Kuban à une classe sociale aisée, elle ajoute que, contrairement aux difficultés auxquelles font face les homosexuels des classes moyennes ou basses, dans ces milieux aisés, l'homosexualité est vécue comme une « originalité ». Yeşim Başaran avoue qu'elle peut être critiquée de lire le livre ayant une « haine de classe », ayant un certain préjugé, mais elle insiste sur le fait que le livre ne contient pas, et donc ne transmet pas, une conscience homosexuelle en donnant l'exemple qu'en remplaçant les noms des partenaires de Kuban par des noms masculins, le livre ne perdra rien de son sens.

Même si Güner Kuban est la première (et toujours la seule) personne ouvertement lesbienne en Turquie, en dehors de nos observations générales, à la lecture du livre « Les femmes homosexuelles – 24 témoignages, » nous remarquons que les lesbiennes ne mentionnent pas son nom comme un exemple connu³⁶⁵. Certains témoignages du livre montrent l'absence d'un modèle chez les lesbiennes :

Témoignage 1 : Derya (née en 1965) – Chez les hommes, on trouvait Zeki Müren, mais chez les femmes, il n'y avait pas (d'exemple Î.E.). Parfois, je captais certains indices dans les journaux ou dans les films, mais pendant longtemps je n'ai pas remarqué une femme indiquant ouvertement qu'elle aimait les femmes.

Témoignage 2 : Yeşim (née en 1974) – Question (Q) : Y avait-il un modèle, une figure lesbienne que tu prenais pour exemple ?

Réponse (R) : Je ne connaissais aucune lesbienne.

Q : Même de loin, pouvais-tu dire à quelqu'un « Voilà qu'elle est lesbienne » ?

³⁶³ L'entretien fait avec Güner Kuban, op. cit., p. 54.

³⁶⁴ BAŞARAN Yeşim, *Sevişmenin Rengi* (La couleur de l'amour), in la revue *Kaos GL*, n° 30, février 1997, p. 6-8, p. 8.

³⁶⁵ ÖZBAY Cenk, SOYDAN Serdar, *Eşcinsel kadınlar / Yirmi dört tanıklık* (Les femmes homosexuelles / 24 témoignages), éd. Metis, coll. Siyah-Beyaz (Noir-Blanc), juin 2003 (première édition), Istanbul, 277 pages, p. 59, p. 102, p. 160.

R : Non, nulle part... Vraiment, il n'y avait que moi que je savais comme lesbienne.

Témoignage 3 : E (née en 1976) et N (née en 1977) – Q : Y avait-il un modèle, une figure lesbienne que vous preniez pour exemple ?

R : Nous ne nous identifions pas à une image de femme rencontrée dans les films de Hülya Koçyigit³⁶⁶, une femme qui pleurniche tout le temps, qui est complètement dépendante à l'homme. Pourtant, nous ne nous identifions pas non plus aux personnages masculins incarnés par Fatma Girik³⁶⁷. Nous n'avions pas un modèle à créer le sentiment de ne pas être la seule au monde, comme les gays vivaient le syndrome de 'Il n'y a que Zeki Müren et moi (sur le monde)'. Il est discutable si c'est bien ou mal ».

Nous pouvons prétendre que la raison de l'absence de Kuban en tant qu'une image lesbienne peut être due à son absence dans l'espace public médiatique et au fait qu'elle a vécu à l'étranger pendant de longues années, et au fait qu'elle a vécu son homosexualité comme une histoire individuelle, n'ayant pas de relation avec le mouvement LGBT émergé dans les années 1990. D'autre part, son livre n'était plus publié, et il était difficile à trouver jusqu'à une publication relativement récente en 2004. Pourtant, nous remarquons qu'il n'y avait pas non plus d'autres exemples s'affirmant en tant que lesbienne. Cela nous montre quand même que les femmes homosexuelles souffrent d'une invisibilité plus profonde que les hommes homosexuels dans l'espace public. Cette souffrance trouve sa place dans les pages de la revue *Kaos GL* dès 1995. Dans le numéro 7 de la revue (mars 1995), Derya Kurat indique que dans la société turque, l'homosexualité masculine est beaucoup plus visible, beaucoup plus « gênante » que l'homosexualité féminine, et, par conséquent, les homosexuels masculins doivent combattre plus pour se défendre, pour avoir un espace de vie dans la société et de ce fait, à la suite de ce combat, l'homosexualité masculine devient un fait dont on parle davantage. Il devient possible de la vivre un peu plus ouvertement même si cette ouverture n'est pas suffisante non plus. Kurat ajoute que les lesbiennes devraient être aussi combatives. Afin de surmonter ce problème, dans le seizième numéro de la revue (décembre 1995), les lesbiennes de *Kaos GL* font un appel anonyme aux autres lesbiennes pour qu'elles participent davantage à la revue. Elles indiquent qu'elles souffrent d'une faible représentation de

³⁶⁶ Une actrice connue qui jouait surtout dans des mélodrames au début de sa carrière, Î.E.

³⁶⁷ Une actrice turque connue dans des rôles des femmes masculines, travaillant par exemple en tant que chauffeur de taxi : Şoför Nebahat, Î.E.

l'homosexualité féminine et elles invitent les lectrices à contribuer à la revue afin d'y montrer leurs vécus, leurs styles de vie et aussi afin de les questionner. Dans un autre appel publié dans le soixante-septième numéro de la revue *Kaos GL* (août-septembre 2000), les lesbiennes affirment encore une fois cette invisibilité. L'appel concerne la publication d'une revue mensuelle lesbienne-féministe, intitulée *Öte-ki (L'autrui)* et il indique que « dans le "mouvement de libération homosexuelle" qu'on essaie à fonder dans notre pays, la visibilité des lesbiennes dans l'espace public fut moins et plus difficile que les gays. C'est pour cette raison qu'au sein de *Kaos GL*, publié depuis septembre '94, la voix des lesbiennes fut faible ou même inexistante ». Notre remarque est encore renforcée par les paroles de la secrétaire générale de la section turque de l'Amnistie Internationale, Özlem Dalkıran, prononcées au cours d'un symposium organisé par le groupe *Kaos GL* en 2003, à Ankara³⁶⁸. Dalkıran indique que, tandis que la communauté homosexuelle turque utilise le sigle GLBT afin de définir les personnes Gay – Lesbiennes – Bisexuels et Trans / Travestis, en tant qu'Amnistie Internationale, ils utilisent la version LGBT, mettant les lesbiennes au premier rang afin de souligner qu'ils sont conscients de la double discrimination soumise par les lesbiennes, en tant que femme et en tant qu'homosexuelle, et afin de souligner qu'ils soutiennent le double combat des droits des femmes et des lesbiennes. Nous remarquons qu'à l'exception du nom du symposium mentionné et dont le nom complet est indiqué dans la note de bas de page 22, déjà dans le nom de *Kaos GL*, le mot gay est au premier rang, comme c'est le cas dans le nom du site internet du groupe, cependant nous constatons que lorsqu'il faut citer en sigle les personnes homosexuelles dans un document écrit, nous faisons recours à la version LGBT, tandis que, lorsqu'il s'agit de parler, par exemple, des droits des homosexuels, nous suivons toujours l'ordre « gay et lesbiennes », et ensuite « travestis et transsexuels ». Même si cela peut paraître un détail, nous insistons sur le fait que le choix des mots montre quand même soit la visibilité des sous-groupes, soit la sensibilité accordée à ces derniers au sein des organisations. La fondation de nouvelles associations centrées surtout sur les problèmes des travestis et des transsexuels, car non représentés dans les associations existantes (comme *Kaos GL* ou *Lambda*), peut en être une preuve. D'autre part, ces nouvelles associations ne cherchent pas à transformer le vocabulaire existant, utilisant toujours le sigle LGBT(T) dans leurs noms.

³⁶⁸ DALKIRAN Özlem, İnsan Hakları Alanında Çalışan Dernekler ve Eşcinsellik (Les associations fonctionnant dans le domaine des droits de l'homme, et l'homosexualité), communication présentée le 23 mai 2003 lors du symposium Les problèmes des lesbiennes et des gays, et les recherches des solutions pour la paix social (Lezbiyen ve Geylerin Sorunları ve Toplumsal Barış İçin Çözüm Arayışları), le 23 et le 24 mai 2003, p. 29-32 dans le livre de symposium, dont nous avons acquis par le biais d'un courrier électronique, sous format word, à la suite de notre demande auprès de *Kaos GL*.

B) L'homosexualité dans les œuvres artistiques et à la télévision

Afin de pouvoir décrire une image générale à propos de la perception de l'homosexualité dans la société turque, nous tenons à montrer quelques exemples importants dans la visibilité de l'homosexualité et des homosexuels dans les sphères littéraire, cinématographique et télévisée en Turquie. Au cours de notre analyse sur la revue *Kaos GL*, nous avons remarqué que la recherche de la présence de l'homosexualité dans la poésie, dans la littérature et dans le cinéma, en résumé dans l'art, fut un sujet traité à quelques reprises dans les anciens numéros. Cette recherche existe autant au plan national, de l'Empire ottoman à la République turque, qu'au plan international. Nous en concluons que cela est une recherche de ses pairs toujours afin de surmonter le sentiment de solitude, afin de voir qu'il y a d'autres homosexuels et d'autres histoires qui ressemblent aux leurs. D'autre part, au plan national, nous assumons que c'est un effort d'enracinement envers les critiques portant sur les « racines étrangères », « le caractère occidental » de l'homosexualité. Par la recherche des représentations de l'homosexualité dans l'histoire, les homosexuels montrent qu'ils existaient dans le territoire ottoman-turc depuis toujours.

Afin de ne pas perdre le fil de notre recherche, nous nous contenterons de citer les traits généraux à propos de l'homosexualité au cinéma et à la littérature. Sinon, nous pensons qu'il est possible et même nécessaire de faire des recherches spécifiques sur le sujet. De l'époque ottomane, nous trouvons d'abord des poèmes faisant allusion à l'amour entre deux hommes. Le poète et écrivain, qui a vécu entre 1759-1810, Enderunlu Fazıl Bey, est considéré comme le seul exemple qui écrit explicitement sur l'homosexualité dans ses œuvres³⁶⁹. Avec la république, au niveau de la littérature, il faut attendre les années 80 pour des livres traitant le sujet dont l'un des exemples important est le livre intitulé *Fena Halde Leman* d'Attila İlhan. Le livre n'était pas entièrement sur l'homosexualité, mais traitait en général des sexualités différentes. Lors d'un entretien en 1981, Attila İlhan indique de même que le thème de l'homosexualité n'est pas très marquant dans ses œuvres, mais il l'avait traité, car il racontait la réalité dans son développement dialectique et cela incluait autant les oppositions, les contradictions, les glissements sexuels que les oppositions sociales et celles de classe³⁷⁰. À partir des années 1980, il y a eu d'autres livres qui ont eu l'homosexualité comme sujet

³⁶⁹ L'article rédigé par Murat Bardakçı, journaliste spécialisé en histoire, dans le journal *Hürriyet*, le 10 août 2003, disponible sur : <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/2003/08/10/328338.asp>, consulté le 26 mars 2010.

³⁷⁰ Entretien publié dans la revue *Nokta*, le 1^{er} février 1981, p. 10-11, cité sur le site *Kaos GL*, disponible sur : <http://www.kaosgl.com/content/g%C3%BCn%C3%BCm%C3%BCz-t%C3%BCrk-edebiyat%C4%B1nda-e%C5%9Fcinellik> consulté le 25 mars 2010.

principal ou secondaire. Parmi eux, nous voulons citer les livres du romancier Selim İleri : *Cemil Şevket Bey* publié en 1997, racontant la vie d'un journaliste homosexuel né vers la fin de l'Empire ottoman et qui a vécu les changements de la république, *Yarın Yapayalnız* (*Tout(e) seul(e) demain*), publié en 2004, récit d'un couple lesbien ; les livres de la romancière Perihan Mağden : *İki Genç Kızın Hikâyesi* (*L'histoire de deux jeunes filles*) publié en 2002, filmé en 2005, Mağden y racontait une amitié intime entre deux filles avec des allusions à l'amour lesbien. En 2010, l'auteure a publié le livre *Ali ile Ramazan* (*Ali et Ramazan*), écrit à partir d'un article de journal racontant la relation amoureuse de deux orphelins. Dans le roman policier, Mehmet Murat Somer a signé un premier roman en 2003 dont le héros était un travesti. Somer a publié neuf livres au total dans lesquels il racontait le monde des travestis. En parlant du monde littéraire, nous devons mentionner deux noms importants : Murathan Mungan et Küçük Iskender (Iskender le Petit, ou Alexandre le Petit) qui sont des écrivains et des poètes et qui font partie de rares exemples des homosexuels qui se déclarent comme tels. Pourtant, alors que l'homosexualité et l'amour homosexuel sont présents dans leurs ouvrages, ils ne limitent pas leur art à cela. Surtout Murathan Mungan souligne qu'il ne cache jamais son homosexualité, mais que cela n'est pas le point essentiel qui détermine son art.

Quant aux productions cinématographiques, nous observons les premiers films avec des courtes scènes homosexuelles dans les années 1960 : en 1962 nous remarquons le film intitulé « *Ver Elini İstanbul* » (Allons à Istanbul) du réalisateur Aydın Arakon montrant une femme portant des habits d'homme qui embrassait une autre femme ; en 1963 dans son film « *İki Gemi Yanyana* » (Deux bateaux côte à côte), le réalisateur Atif Yılmaz montre deux femmes qui s'embrassent. Le film est interdit par les autorités car non conforme à la morale générale. En 1965, Halit Refiğ raconte la vie à l'harem ottoman avec son film intitulé « *Haremde Dört Kadın* » (Quatre femmes à l'harem). Nous retrouvons les mêmes réalisateurs dans les années 80 consacrant une place au thème d'admiration entre femmes : « *İhtiras Fırtınası* » (La tempête de passion) de Halit Refiğ en 1983 et « *Dul Bir Kadın* » (Une femme veuve) d'Atif Yılmaz en 1985. « *Acılar Paylaşılmaz* » (Le chagrin n'est pas à partager) d'Eser Zorlu date de 1989 et raconte l'histoire d'un homosexuel « passif », fils d'un père avocat qui lui pardonne à la fin du film. Le film relie l'homosexualité à une enfance malheureuse, passée loin de la figure du père. En 1992, Atif Yılmaz signe son premier film traitant explicitement l'amour lesbien entre une prostituée et une docteure. Le spectateur fait face aux sentiments amoureux et aussi à la sexualité du couple dans le film « *Düş Gezginleri* » (Voyageurs de rêve). Nous tenons à citer le réalisateur turco-italien Ferzan Özpetek avec ses films ayant

toujours l'homosexualité comme thème principal ou secondaire. D'origine turque, Özpetek est devenu célèbre en Italie surtout avec son film « *Hamam* » de 1997. Le réalisateur n'ayant pas caché son homosexualité contribue depuis cette date-là à la visibilité de l'homosexualité au cinéma et aux médias tout en soulignant lors de ses entretiens les difficultés vécues par les homosexuels.

Outre des organisations qui se manifestent de plus en plus dans l'espace public délibératif et l'espace public physique, la visibilité de l'homosexualité est limitée à quelques personnes considérées comme marginales. Dans le domaine littéraire, nous avons mentionné qu'il n'y a qu'un écrivain/poète qui vit son homosexualité ouvertement, Murathan Mungan et un autre écrivain/poète nommé Küçük İskender. Presque à chaque fois que Mungan publie un livre, sa sexualité fait sujette dans la presse, de manière implicite ou explicite, et nous traiterons un exemple dans les chapitres suivants. Pourtant, les noms de ces hommes littéraires ne sont pas connus du grand public. Pour observer des noms connus par celui-ci, nous devons rentrer dans le monde de « entertainment » avec plusieurs exemples de personnes étant à la limite de transsexualité : parmi eux nous pouvons surtout nommer Fatih Ürek et Kuşum Aydın (Aydın mon oiseau, un surnom venant de l'une de ses chansons). Nous ne pouvons pas nommer ces personnes en tant qu'homosexuelles tant qu'il n'y a eu aucune affirmation de leur part, mais par leur apparence (leurs habits féminins, leurs maquillages) nous pouvons dire qu'ils peuvent être considérés comme les héritiers de la tradition de Zeki Müren. Les deux ont eu droit à leurs propres programmes à la télévision, diffusés à des horaires où la majorité des spectateurs était composée par des femmes au foyer. Nous pouvons en conclure que dans une société où les relations entre homme et femme sont limitées, l'image d'un homme qui ne consiste pas une menace sexuelle envers les femmes est facilement acceptable dans les limites qu'il ne s'affiche pas ouvertement en tant qu'homosexuel. Cela nous renvoie encore une fois à la tradition ottomane qui considère les homosexuels « passifs » comme des femmes et qui les tolère dans la société. Mais cette tolérance est très limitée et de toute manière, elle marginalise les transsexuels, d'où les crimes de haine commis envers eux. Ces personnes bénéficient d'une certaine tolérance si elles acceptent de rester dans les limites qui leur sont imposées ; c'est-à-dire, elles peuvent exister dans le « show business » comme une différente « couleur », elles peuvent se prostituer, mais elles n'ont le droit de demander plus. Cela va de pair pour les homosexuels de même, ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent tant qu'ils cachent leur sexualité à l'intérieur de leur maison. Nous voulons souligner un autre aspect sur l'état des personnes transsexuelles en Turquie ; elles sont majoritairement dans la prostitution pour gagner leur vie, car il leur est

difficile de trouver du travail dans d'autres secteurs, mais tandis qu'en Turquie la prostitution est légale pour les personnes obtenant un fichier de la police lui donnant la permission de travailler en tant que prostitué et l'obligeant à passer des contrôles médicaux de manière régulière, cette profession n'est attribuée qu'aux femmes. Et comme la plupart des transsexuelles ne sont pas passées par l'opération de transformation sexuelle, elles ont toujours la carte d'identité bleue, donc, aux yeux de la loi, elles sont des hommes et les hommes ne peuvent pas se prostituer. Cela nous montre encore le caractère machiste des lois turques et / ou leurs interprétations machistes (et discriminatoires comme ce fut le cas dans les procès d'interdiction des associations de droit des LGBT).

Dans la sphère de télévision, nous ne pouvons pas trouver plusieurs exemples traitant l'homosexualité, ni dans la fiction ni dans l'information (sauf l'image des personnes trans « en crise » qui devient à la mode lors des périodes différentes). Une série télévisée, *Bir İstanbul Masalı* (Un conte d'Istanbul) publié entre 2003-2005 par une chaîne généraliste fut le premier exemple dans la sphère télévisuelle du pays en montrant un personnage homosexuel sans ridiculiser l'homosexualité. Car les homosexuels sont en général montrés à la télévision sous une forme caricaturale de l'homosexuel efféminé et comme un élément servant à la comédie. Pourtant, le personnage homosexuel, Zekeriya, présenté dans la série *Bir İstanbul Masalı*, était un col blanc réussi, le meilleur ami du personnage principal et n'avait pas les attitudes caricaturales attribuées aux homosexuels. Son coming out à son meilleur ami montrait les difficultés rencontrées par les homosexuels en Turquie, il lui avait mentionné que s'il ne voudrait plus travailler avec lui et/ou être son ami, il le comprendrait. Cela soulignait l'exclusion sociale des homosexuels, mais selon le scénario le personnage principal a eu une attitude positive envers son ami. Son histoire n'a pas été développée ultérieurement, mais nous trouvons important sa présence dans une série qui s'adressait au grand public et diffusée en prime-time comme un premier et l'un des rares exemples dans la sphère médiatique en Turquie. L'un des membres actuels et l'un des fondateurs de Kaos GL, Ali Erol, traite le sujet dans un article dont nous n'avons pas eu accès à la date originale de publication mais ajouté sur le site Kaos GL le 26 mars 2006³⁷¹. Il souligne le fait que dans la série, il y a eu deux histoires parallèles liées à l'homosexualité : l'un était celui de Zekeriya, un homme « réussi », aux trentaines – quarantaines et celui d'Ozan, un jeune étudiant dont le père (le chauffeur d'une famille riche) soupçonnait d'être homosexuel car il portait un boucle d'oreille, car il avait une allure qui ne coïncidait pas tout à fait à l'image de l'homme masculin. À la fin de

³⁷¹ Source : http://www.kaosgl.org/icerik/zekeriya_gey_olabilir_ozanin_escinsel_olabilmesi_icin_henuz_erken

cette histoire, le spectateur apprend qu'Ozan n'est pas homosexuel « malgré » ces signes. Ali Erol indique que dans le traitement de ces deux histoires, leur différence de classe joue un rôle essentiel : Zekeriya, est un col blanc, il travaille dans un grand holding tout en étant le bras droit du patron, tandis qu'Ozan est le fils du chauffeur de ce dernier, donc Zekeriya peut avoir le droit d'être homosexuel, mais Ozan ne le peut pas, car il ne mérite pas cette « liberté », c'est à nous de commenter que les homosexuels doivent toujours équilibrer ce « défaut » par une réussite sociale. À partir de ces personnages, Erol essaie de donner une image des jeunes homosexuels auxquels une socialisation hétérosexuelle est imposée et qu'une affirmation de l'homosexualité amène des discriminations au sein de leurs amis et de leurs écoles formés dans le système hétérosexiste³⁷². Par un dernier article publié le 12 octobre 2010 sur le site kaosgl.org, nous apprenons qu'au cours de la rediffusion de la série, les scènes sur l'homosexualité de Zekeriya avaient été censurées par la chaîne ATV³⁷³.

En parlant des personnes ayant accès à grand public et étant à la limite de transsexualisme, il nous faut mentionner de même un autre caractère emblématique : Huysuz Virjin (Vierge l'acariâtre) incarné par l'acteur Seyfi Dursunoglu qui se transforme en femme pour le rôle de Huysuz Virjin. Nous pouvons même le considérer d'une sorte de « drag queen ». Dans sa vie privée, Dursunoglu se définit comme asexuel, mais sur scène son personnage Huysuz Virjin est un grand exemple de transsexualité et comme dans les autres exemples mentionnés ci-dessus, Huysuz Virjin aussi est un personnage très apprécié par la société turque avec ses plaisanteries toujours à propos de la sexualité des spectateurs et avec son franc-parler.

La carrière de Dursunoğlu débute dans les années 1970, au début il réalisait sa performance artistique dans des music-halls, ensuite il a fait une première apparition à l'écran sur la chaîne nationale TRT vers la fin des années 70 et avec l'apparition des chaînes privées, il a eu droit à son propre programme sur l'écran, seul ou avec des partenaires. Jusqu'en 2007, son apparition sur l'écran n'a pas posé de problèmes, mais cette année-là, il y a eu des rumeurs sur le mécontentement de RTÜK (Radyo Televizyon Üst Kurulu – Conseil supérieur de l'audiovisuel) à propos de la présence d'un homme déguisé en femme. Une démarche officielle n'a jamais été faite, mais au cours d'un entretien, Seyfi Dursunoğlu en personne, âgé alors de 76 ans, a déclaré que depuis un an et demi, les responsables de RTÜK visitaient

³⁷² Pour un autre article sur la série : http://www.kaosgl.org/icerik/bir_istanbul_masali

³⁷³ Source : <http://kaosgl.org/sayfa.php?id=5651>

les dirigeants des chaînes principales pour les informer qu'ils ne voulaient plus montrer des hommes déguisés en femmes sur l'écran³⁷⁴. Durant la même période, nous observons également la disparition de Kuşum Aydın et de Fatih Ürek à l'écran. À la suite de cette pression officielle, Dursunoğlu a accepté de présenter un programme sur la chaîne Fox, en tant que lui-même, sans se déguiser.



Figure 3 : Seyfi Dursunoglu et son personnage Huysuz Virjin

Au cours du même entretien mentionné ci-dessus, il explique la raison de sa décision comme telle : « Comme j'ai la même tête, le même talent d'être repartie, cela m'est égal de porter ou de ne pas porter ma perruque, donc, j'ai décidé de me montrer en tant que Seyfi ». Dursunoğlu ne changea pas son style de parler, ses propos un peu obscènes, mais tant qu'il avait l'apparence d'un homme, RTÜK ne se montrait pas hostile à cela. À la suite de ce processus, en début 2008, le président de RTÜK, Zahit Akman, et Seyfi Dursunoğlu ont participé à une émission télévisée sur la chaîne NTV afin de discuter cette situation. Au cours de l'émission « Neden » (Pourquoi), Akman affirme qu'ils n'ont pas de problème avec le personnage « Huysuz Virjin », que Dursunoğlu fait vivre la tradition ancienne de « zenne »³⁷⁵,

³⁷⁴ Entretien fait avec Seyfi Dursunoglu, par Nilüfer Zengin, publié sur le site bianet.org, le 4 décembre 2007, consulté le 20 octobre 2010 : <http://www.bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/103344-rtuk-huysuz-virjini-gizlice-yasakliyor-ama-pes-etmiyorum>

³⁷⁵ Dans la culture ottomane – turque, existe une tradition de « zenne » et de « köçek », le mot « zenne » signifie d'abord les personnages féminins dans le traditionnel théâtre de l'ombre (Karagöz), mais est utilisé de même

mais ses propos sont de telle nature qu'ils peuvent influencer de manière négative les jeunes et les enfants et c'est pour cette raison qu'il est mieux convenable qu'il se montre dans des programmes diffusés aux horaires tardifs³⁷⁶. Par cette déclaration, Akman accepte implicitement la pression exercée sur la présence de Dursunoğlu à l'écran. Cette approche de RTÜK fit de l'écho auprès des associations de droit des LGBT, Kaos GL et Pembe Hayat (La vie en rose³⁷⁷) ont publié une déclaration comparant cette démarche à celle de la période du coup d'État du 12 septembre 1980 qui avait interdit aux personnes transsexuelles de se montrer sur scène, elles indiquent que la même mentalité voulait désormais être transmise à la télévision³⁷⁸. Sur le page du site kaosgl.org, la déclaration avait obtenu six commentaires de la part des lecteurs et nous remarquons que la première préoccupation des commentateurs fut le « danger » de devenir comme l'Iran. La même inquiétude se montre également dans d'autres plateformes. Un groupe de discussion a été fondé sur Facebook, ayant actuellement 283 membres, mais qui n'est plus actif depuis début 2009³⁷⁹. Le nom du groupe montre la peur essentielle d'une partie du peuple : « Interdire Huysuz Virjin des écrans est le premier pas allant vers un état islamiste ». Chaque démarche venant directement de la part du gouvernement AKP ou liée au gouvernement d'une manière indirecte, et visant à limiter les libertés, est accueillie auprès d'une partie du peuple comme l'indice décisif qui rapproche le pays d'un régime islamique concrétisé en Iran et de sa révolution islamique. La rentrée des étudiantes au foulard aux universités fait de même partie des sujets renforçant cette peur chez certains. Nous remarquons donc encore une fois que, l'absence de confiance (réciproque) et la perception d'une menace de la part de l'autre sont des points marquants dans le déroulement des discussions dans l'espace public turc.

Une autre figure homosexuelle, qui apparaît dans cette atmosphère d'absence de confiance, fut une personne qui popularisa le terme « homosexuel conservatif » (utilisé en général comme un oxymoron ou un paradoxe) : M. Cemil İpekçi. İpekçi est un couturier

pour des hommes déguisant en femme et le mot « köçek » est utilisé pour des danseurs s'habillant d'une certaine manière comme des femmes. Cette tradition n'a pas un sous-texte ouvertement homosexuel, mais dans le langage courant, surtout le mot « köçek » peut devenir une insulte envers les hommes, une caractéristique féminine qui ne correspond pas à l'image virile d'un homme.

³⁷⁶ Article publié le 17 janvier 2008 sur le site bianet.org, rédigé par Nilüfer Zengin, consulté le 20 octobre 2010 : <http://bianet.org/bianet/siyaset/104221-rtuk-huysuz-virjini-yasaklayarak-benim-ve-cocuklarin-ahlakini-korumasin>

³⁷⁷ Le nom de l'association est inspiré d'un film français intitulé « Ma vie en rose » et qui raconte l'histoire d'un garçon âgé de sept ans qui veut devenir une fille.

³⁷⁸ Déclaration publiée sur le site kaosgl.org le 29 novembre 2007, consultée le 20 octobre 2010 : <http://www.kaosgl.com/node/1482>

³⁷⁹ Source : <http://www.facebook.com/group.php?gid=14887860303&v=wall#!/group.php?gid=14887860303&v=info>

nommé en Turquie, mais tandis qu'il vivait ses relations ouvertement, il ne s'était pas déclaré en tant qu'homosexuel jusqu'en 2008. Il bénéficiait tout de même d'un langage attentif de la part des journaux et magazines « people » publiant ses photos avec ses partenaires, traités toujours comme « ami spécial d'İpekçi », « compagnon de vie d'İpekçi » et parfois « le fiancé d'İpekçi ».

La première déclaration d'İpekçi, qui a eu de fortes réactions, est faite sur une chaîne privée, Haber 7, liée à un groupe de médias islamiste³⁸⁰. Invité au programme « Sıradışı », İpekçi déclara que s'il était une femme, il porterait le foulard et qu'il se sent proche du parti AKP (qui était aussi au pouvoir à l'époque). Juste après avoir participé à ce programme, un journaliste connu, M. Fatih Altaylı, a invité İpekçi à son programme sur une autre chaîne privée et İpekçi y a déclaré qu'il se définissait comme un homosexuel conservateur. Ceux qui l'ont critiqué en raison de ces déclarations ont surtout insisté sur les contrats qu'il a obtenus de la part des établissements, des institutions, des mairies ayant un lien avec le gouvernement et l'ont accusé de se montrer différent pour plaire au parti AKP. Les critiqueurs se plaçaient surtout en opposition à AKP, c'est-à-dire dans le camp des laïcs. Tandis que les laïcs se définissaient de même comme le visage moderne, illuminé du pays, il y a eu des critiques prenant comme cible la sexualité d'İpekçi comme nous le montre une caricature de Can Barslan (cf. Figure 4). İpekçi a reçu des réactions négatives également de la part des homosexuels et même s'ils ne le critiquaient pas en s'attaquant à sa sexualité, des commentaires hostiles à ses déclarations pro-AKP étaient présents sur le site kaosgl.org. Nous remarquons que l'homosexualité n'est pas toujours un point autour duquel apparaît une solidarité, surtout dès que les idéologies se montrent, les gens ont plutôt tendance à se situer par rapport à elles et non par rapport à leurs sexualités communes. Dans ces discussions aussi, İpekçi n'a pas été soutenu par les homosexuels juste parce qu'il a déclaré publiquement son homosexualité, mais il est critiqué en raison de ses pensées politiques. Il nous faut tout de même mentionner que cela est en lien aussi avec les attitudes de Cemil İpekçi envers le mouvement LGBT en Turquie. Ne s'étant jamais positionné dans le mouvement LGBT, İpekçi déclara au cours de certaines interviews que les homosexuels demandent le droit de se maquiller, qu'il trouve absurde le mariage homosexuel et qu'ils doivent s'organiser selon les mœurs et les traditions du pays. Il déclarait en même temps qu'à la suite des réactions hostiles reçues en raison de ses déclarations, les homosexuels l'ont laissé tout seul et ne l'ont pas

³⁸⁰ Nous n'avons pas pu obtenir la date exacte de la diffusion, le premier article traitant l'émission et auquel nous avons eu accès date le premier janvier 2008, disponible sur : <http://www.haber7.com/haber/20080101/Turban-yasagi-kalkmazsa-defile-yok.php>, consulté le 27 octobre 2010.

soutenu³⁸¹. Même s'il a ensuite modifié son discours sur le mariage homosexuel en indiquant qu'il était contre le mariage hétérosexuel de même, ses propos sont considérés comme homophobes par certains homosexuels et sur le site kaosgl.org il a même été déclaré comme « madi » (qui est un adjectif négatif dans l'argot homosexuel). Un journaliste avec qui nous avons réalisé un entretien, M. Mevlüt Tezel, a rédigé une chronique affirmant qu'avec ce genre de déclaration, İpekçi sabote le développement du mouvement homosexuel³⁸².



Figure 4 : Une caricature dessinée par Can Barslan. – Comment t’es un homosexuel conservatif ? Tu n’avais pas pu conserver la chose essentielle que tu devrais. – T’es maniaque ou quoi ? Va-t’en !

Chez les conservateurs, il n’y a pas eu beaucoup de réactions envers İpekçi, mais au cours d’un entretien publié dans le journal *Yeni Şafak* (un journal connu par sa ligne éditoriale islamiste) daté du 7 janvier 2008, le journaliste rappelle à Mehmet Mir Dengir Fırat, un député d’AKP, la déclaration de Cemil İpekçi. Fırat indique alors qu’il ne pense pas que le choix sexuel d’une personne soit en relation avec le fait qu’elle est conservatrice ou gauchiste, il ajoute qu’il peut y avoir un homosexuel conservateur ou socialiste ou encore fasciste³⁸³. Nous pouvons donc en conclure que les conservateurs n’étaient pas gênés, au moins en apparence, par l’homosexualité d’İpekçi. Leur gêne se montre quand ce dernier envisage

³⁸¹ Entretien réalisé par Kürşad Kahramanoğlu, publié dans le n° 103 de la revue *Kaos GL* et rediffusé sur le site kaosgl.org le 30 janvier 2008 : <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=4224>

³⁸² L’article intitulé « 'Madi Tartışması'na Cemil İpekçi de Katıldı » (Cemil İpekçi de même a participé aux discussions d’être « madi »), et publié sur le site kaosgl.org le 29 janvier 2010 résume les propos des parties de cette discussion.

³⁸³ Source : <http://yenisafak.com.tr/Roportaj/?i=91772> consultée le 27 octobre 2010.

d'organiser un défilé de mode à Mardin (une ville dans le sud-est de l'Anatolie), dans la madrasa Kasimiye de 700 ans. Ayant fondé un atelier de couture dans la ville afin d'éduquer les femmes de la région, İpekçi voulut présenter, en septembre 2010, les vêtements produits dans cet atelier au cours d'un défilé, intitulé « Bir Doğu Masalı Dört Mevsim » (Un conte oriental, quatre saisons)³⁸⁴. Pourtant, certaines organisations de la société civile de la ville ont réagi de manière négative envers cette volonté et ont montré leur désaccord en allant à la madrasa pendant une semaine pour prier dans la petite mosquée qui s'y trouvait. Après la prière de midi de vendredi, elles ont fait une déclaration à la presse soulignant leur volonté d'annulation du défilé. Le défilé n'a pas été annulé, mais des précautions supplémentaires ont été prises pour maintenir la sécurité de Cemil İpekçi et du déroulement du défilé. La seule conséquence des protestations fut le déplacement du lieu de cocktail prévu après le défilé pour des raisons de sécurité. Contrairement aux organisations de la société civile de la ville, le gouverneur de la ville, M. Hasan Duruer, a soutenu İpekçi et il était présent au défilé.

Ces événements, ayant comme personnage principal Cemil İpekçi, nous montrent que les réactions des différentes parties de la société, celles qui se considèrent modernistes ou celles qui sont conservatrices, sont formées surtout par la peur et par la perception de menace, mais la source de cette peur dépend du contexte. Si un discours est supposé constituer une menace envers la laïcité, les modernistes n'hésitent donc pas à s'attaquer à une personne en raison de sa sexualité, qui devrait être en théorie défendue par eux dans le cadre des libertés. D'autre part, les conservateurs, qui considèrent en général l'homosexualité comme une maladie à soigner, peuvent se montrer compréhensifs jusqu'à une certaine limite. Cela nous fait réfléchir sur ce que veut dire le modernisme et ce que veut dire le conservatisme ; sur les limites de ces idéologies à accepter autrui ; et cela faisant nous ne glorifions pas l'un ou l'autre, car nous avons des difficultés à trouver une cohérence à long terme dans leurs politiques.

L'année 2010 nous a amené deux exemples supplémentaires à propos de l'homosexualité sur le petit écran. Le premier exemple fut au cours du lancement d'une série télévisée qui avait déjà deux adaptations, l'une d'elle est argentine, diffusée sous le nom « *Los Exitosos Pells* » et l'autre américaine, diffusée sous le nom « *The Successful Mr. and Mrs. Pells* ». Huit épisodes de la série ont été diffusés en prime-time au cours de l'été 2010, sur une

³⁸⁴ L'article publié sur le site bianet.org, le 27 septembre 2010, consulté le 27 octobre 2010 : <http://bianet.org/bianet/toplum/125050-cemil-ipekci-medresede-iptal-ettigi-kokteyli-darada-duzenledi>

chaîne privée à l'échelle nationale en Turquie, Kanal D, sous le nom de « *Mükemmel Çift* » (Couple parfait). Elle présenta le mariage d'un couple dont tous les deux sont des présentateurs connus à la télévision. Un jour le mari devient victime d'un accident causé par son patron et juste après l'accident, le patron trouve miraculeusement une personne qui ressemble comme un jumeau au mari. L'importance de la série par rapport à notre sujet de recherche vient du fait que le mari, qui est donc l'un des personnages principaux, est en vérité une personne homosexuelle, il est en relation avec le fils de son patron et son mariage n'est rien qu'un moyen pour sauver l'apparence. Pour le lancement de la série, les producteurs ont d'abord déclaré qu'au premier épisode les deux personnages homosexuels vont s'embrasser ce qui sera un premier pour les séries turques. Cette déclaration a donné lieu aux discussions si une telle scène pouvait être diffusée sur une chaîne nationale. Les producteurs ont d'abord affirmé qu'il n'y avait pas de problème à propos de la diffusion de la scène, ensuite il a été déclaré que la scène avait été tournée en deux versions : dans l'une, deux hommes s'embrassaient sur la bouche et dans l'autre, ils s'embrassaient sur la joue³⁸⁵. Selon certains articles publiés dans les journaux, les responsables de la chaîne Kanal D ont choisi la première version afin de ne pas attirer des réactions négatives. Pourtant, nous remarquons d'autres informations rédigées selon les déclarations de la patronne de la firme de production, indiquant qu'après avoir lu les commentaires faits sur les sites gays et après avoir vu que les homosexuels nommaient la série comme la première série homosexuelle de la Turquie, ils ont décidé de changer le scénario, car l'homosexualité n'était pas le thème essentiel de la série³⁸⁶. Comme les noms de ces sites ne sont jamais mentionnés, nous sommes dans l'incapacité de vérifier s'il y a vraiment eu de tels commentaires pour la série. Et, en raison des déclarations confuses, nous sommes loin de dire si tout cela était juste un moyen de faire la publicité de la série. Par contre, cela ne fut pas le seul incident causé par le « Couple parfait » et le deuxième eut une conséquence plus concrète. Le 12 juin 2010, l'acteur qui incarnait le fils homosexuel du patron de la chaîne où travaillait le couple, Tugrul Tülek, déclara sur son compte Twitter qu'il a été viré par la chaîne nationale (la chaîne d'État) spéciale pour les enfants, TRT Çocuk, où il présentait un programme depuis un an et demi³⁸⁷. Il indiqua que la raison de son

³⁸⁵ L'article publié dans le journal Milliyet, le 11 juin 2010, disponible sur : <http://magazin.milliyet.com.tr/erkek-le-degil-songul-le-opusecek/magazin/magazindetay/11.06.2010/1249496/default.htm>, consulté le 4 octobre 2010.

³⁸⁶ L'article publié dans le journal Milliyet, le 6 avril 2010, disponible sur : <http://magazin.milliyet.com.tr/gey-sitelerindeki-yorum-yuzunden-opusme-kalkti/magazin/magazindetay/06.04.2010/1221158/default.htm>, consultée le 4 octobre 2010.

³⁸⁷ Source : <http://twitter.com/tugrultulek/status/15984388877>

licenciement était son rôle d'homosexuel dans la série. Deux heures après son « tweet »³⁸⁸, Tülek a partagé un message envoyé par une autre utilisatrice de Twitter, nommée Ülkü Şahin³⁸⁹. Şahin, qui est selon son profil une jeune femme au foulard, indiquait que la chaîne TRT Çocuk avait raison, que c'était une bonne décision, et qu'une personne faisant des programmes pour les enfants devait faire attention. En pensant les problèmes vécus par les femmes aux foulards, nous pouvons dire que cela peut être un petit exemple montrant l'absence de compréhension entre deux groupes qui subissent les pressions de la société. Il paraît que nous ne sommes pas la seule à faire une déduction pareille, car le lundi 14 juin, Şahin écrit sur son compte Twitter que même si elle a reçu des messages négatifs de la part des acteurs, des homosexuels et des travestis, elle croit toujours que la décision de TRT était la bonne. Elle indique de même qu'elle a désormais compris qu'elle vivait « dans un pays où le foulard et l'homosexualité sont considérés dans le même rang... ». Par ce message, elle nous affirme donc qu'elle ne les considère pas de la même manière et cela nous montre que même chez ceux qui font partie des opprimés, il y a une hiérarchie des droits.

La déclaration de Tülek a reçu une réponse de la part de TRT³⁹⁰; le directeur général de l'établissement étatique, M. İbrahim Şahin, a indiqué qu'il n'était pas question qu'un acteur soit licencié, car il joue un homosexuel, mais il se peut que le contrat de Tülek lui interdise de travailler avec d'autres firmes. Şahin ajouta qu'il devrait voir le contrat avant de faire une déclaration plus certaine et cela n'est jamais arrivé.

Le seul parti politique qui a critiqué la décision de TRT fut le DSP, le Parti démocratique de la gauche. Les jeunes membres du parti ont envoyé un communiqué au groupe Kaos GL, publiée le 12 juin 2010³⁹¹. Dans leur communiqué, ils nommaient les responsables de TRT comme des homophobes et ils invitaient le gouvernement de la République turque à maintenir une protection contre la discrimination ; à établir des programmes de lutte envers les préjugés et la haine ; à réviser les lois permettant à la police de harceler des groupes désavantagés ; à déterminer les conditions qui mettent en danger les personnes LGBT et à les améliorer. Vu leur silence envers des événements pareils visant la communauté LGBT, nous ne pouvons pas considérer la réaction des jeunes de DSP comme la

³⁸⁸ Le nom donné aux messages envoyés sur le site Twitter.

³⁸⁹ Source : <http://twitter.com/ulkusahin/status/15989939700>

³⁹⁰ L'article publié dans le journal Milliyet, le 13 juin 2010, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/geyrolunu-aldi-trt-den-atildi/yasam/haberdetayarsiv/05.10.2010/1250298/default.htm> , consulté le 5 octobre 2010.

³⁹¹ Source : http://www.kaosgl.org/icerik/trt_gey_karakteri_canlandiracak_sunucusunu_isten_kovdu , consultée le 5 octobre 2010.

suite d'une politique cohérente, nous pouvons tout de même la considérer comme une amélioration dans l'approche du parti envers les sujets touchant à l'homosexualité.

Le dernier événement sur la présence de l'homosexualité à la télévision était un pas un peu plus osé que deux hommes qui s'embrassent. Pour la première fois dans l'histoire de la télévision turque, au cours d'une série, « *Kılıç Günü* » (Le jour de l'épée), diffusée sur une chaîne privée à l'échelle nationale, ATV (connu comme étant être proche du gouvernement au pouvoir, car l'un des dirigeants du groupe qui contrôle la chaîne est le gendre du Premier ministre), les spectateurs ont vu deux hommes dans le même lit avec le torse nu³⁹². La scène ne durait même pas une minute et il n'y avait pas de contact physique entre les hommes, pourtant, cela était le premier exemple explicite de l'homosexualité dans une série turque. Contrairement à l'exemple de la série « Couple parfait », cette scène n'était pas connue du public avant sa diffusion. Après la diffusion, le site du groupe Kaos GL, kaosgl.org, a fait paraître un article publié dans le journal *Radikal* dont le titre est « Un tabou a été aboli dans la télévision turque »³⁹³. L'article indique que les spectateurs furent surpris par la scène de deux hommes partageant le même lit, mais n'utilise pas un ton négatif. Sur la page Facebook du groupe Kaos GL, le lien de l'article envoyant sur le site kaosgl.org est partagé le 20 septembre à 12h48. Pourtant, le même jour une déclaration hostile envers les homosexuels venant de la part du producteur de la série, Osman Sınav, est publiée dans un autre journal et nous l'apprenons à partir d'un commentaire fait par une « fan » de la page, Özge Akdik, à 13h41. Avant de détailler le contenu de la déclaration et les réactions des organisations homosexuelles, nous voulons indiquer que l'ignorance de la déclaration du producteur par le groupe Kaos GL nous donne quelques indices sur le fonctionnement du groupe. Les membres actifs étant peu nombreux, le groupe ne peut pas suivre tous les événements, tous les sujets liés à l'homosexualité de la première main, donc, il est dépendant des sources secondaires ce que sont en général les autres journaux ou les sites d'informations sur le net. Cela lui permet parfois de couvrir toute l'actualité correspondant aux centres d'intérêt du groupe, sans devoir dépenser beaucoup, mais on court également le risque de rater certaines informations de dernière minute en raison de la difficulté de suivre toutes les sources de manière régulière, comme ce fut le cas dans cet événement. En dehors de cet aspect négatif, cela nous montre la participation des autres personnes au contenu du site kaosgl.org ou de la page Facebook, car, comme nous le remarquons dans cet exemple, les gens qui suivent les informations publiées

³⁹² Pour lire un article en français sur le sujet voir : <http://www.tetu.com/actualites/international/surprise-un-couple-gay-apparaît-dans-une-série-turque-17948>

³⁹³ Source : http://www.kaosgl.org/icerik/turk_televizyonlarinda_bir_tabu_yikildi

(ou seulement diffusées) par le groupe peuvent donner des réactions immédiates, ils peuvent actualiser les informations et cela rend dynamique le site, autant que cela renforce la participation de tout le monde à la formation du contenu des articles et aux débats qui commencent spontanément.

Quant à la déclaration publiée dans le journal *Habertürk* du 20 septembre 2010, le producteur Sınay y affirme que la scène homosexuelle n'est montrée à l'écran qu'afin de montrer aux téléspectateurs l'immoralité de la vie menée par les homosexuels³⁹⁴. À la suite du commentaire citant cette déclaration du producteur, une autre « fan » de la page demande l'avis du groupe Kaos GL. À 17h35, le groupe Kaos GL partage un nouveau lien vers le site kaosgl.org, indiquant que huit organisations LGBT demandent une excuse de la part d'Osman Sınay³⁹⁵. Les organisations affirmèrent qu'avec ces propos, Sınay renforça la haine et l'hostilité envers les homosexuels d'où résultent plusieurs crimes de haine. L'excuse demandée n'est pas encore faite par Sınay et la réaction des organisations LGBT n'a pas donné à une grande couverture médiatique sauf quelques articles publiés sur leur propre site. Ce qui fut marquant dans cet exemple fut la sanction d'avertissement accordée à la chaîne ATV où la série avait été publiée, par le RTÜK (le Conseil supérieur de l'audiovisuel). Selon une dépêche de l'Agence Anatolie, publiée dans le journal *Radikal* du 23 septembre³⁹⁶, dans la semaine de diffusion de la série (16-21 septembre 2010), RTÜK a reçu 4272 plaintes au total dont 455 portaient sur la série « *Kılıç Günü* » (11%). Après une analyse des plaintes, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a déclaré la raison de cette sanction comme ; atteinte aux valeurs nationales et morales de la société, non-conformité à la structure familiale turque, diffusion des programmes qui peuvent influencer négativement le développement mental des

³⁹⁴ BÜYÜKSİPAHİ Mustafa, Olay sahnenin yapımcısından çok tartışılacak açıklama (Une déclaration discutable de la part du producteur de la scène sensationnelle), in *Habertürk*, le 20 septembre 2010. Disponible sur : <http://www.haberturk.com/medya/haber/553417-olay-sahnenin-yapimcisindan-cok-tartisilacak-aciklama> Consulté le 10 mars 2010. Les propos du producteur, M. Osman Sınay : « Dans notre histoire, nous parlons du sérail de Pharaon. Dans le sérail de Pharaon ce genre de chose existe. Ce sont des choses réelles. Nous faisons une description des caractères. Pour pouvoir montrer la vertu dans toute sa beauté, il faut montrer aussi l'obscurité dans tous ses états. Sinon, le bien ne peut pas être saisie, il restera superficiel. Nous essayons de montrer les choses dont tout le monde n'ose pas à montrer. Nous ne faisons pas la propagande de l'immoralité, au contraire nous exposons le profil de ce genre de personne. Nous devons faire quelque chose dans les limites de la moralité, afin de montrer ces personnes et leurs immoralités. »

³⁹⁵ LGBTT Örgütlerinden Ortak Açıklama : Sınay Özür Dilemelidir! (Déclaration commune des organisations LGBTT : Sınay doit s'excuser!), in lambdaistanbul.org, septembre 2010, disponible sur : http://www.lambdaistanbul.org/s/etkinlik/lgbtt-orgutlerinden-ortak-aciklama-sinav-ozur-dilemelidir/http://www.kaosgl.org/icerik/LGBT_organizasyonlari_ortak_aciklama_sinav_ozur_dilemelidir

³⁹⁶ Disponible sur :

<http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetay&ArticleID=1020390&CategoryID=77>

jeunes et des enfants aux horaires où ils risquent de les regarder. Dans la rediffusion de la série, la scène a été supprimée.

La disparition sur l'écran des personnes « hors normes » dont Huysuz Virjin est le plus grand exemple, la suppression des scènes sur l'homosexualité de Zekeriya au cours de la rediffusion de la série « *Bir İstanbul Masalı* », la sanction de RTÜK en raison d'une scène homosexuelle dans la série « *Kılıç Günü* », les crimes de haine que nous détaillerons dans le chapitre consacré au mouvement LGBT, tout cela s'enchaîne dans l'histoire de la visibilité de l'homosexualité et des personnes LGBT en Turquie. Pourtant, c'est pendant les années 2000, et surtout la deuxième moitié de la première décennie, que les associations représentatives de la communauté homosexuelle voient le jour et prennent de l'ampleur. Nous pouvons en déduire qu'il s'agit d'une période de transition, de passage. Certaines choses évoluent en Turquie pour le bien des minorités (y compris celui des homosexuels, des Kurdes et des minorités religieuses au dernier plan) et une certaine résistance se montre envers cette évolution. Nous pensons tout de même que, le fait de pouvoir discuter certains sujets considérés jusqu'alors « délicats » et qui n'ont été jamais débattus ouvertement dans l'espace public, est un gain même si le résultat de ces discussions n'est pas toujours encourageant.

C) Les partis politiques et le mouvement LGBT

Comme nous l'avons souligné et allons continuer à le faire encore à quelques reprises, défendre les droits des homosexuels, lutter contre l'homophobie existant dans la (les) société(s) n'est pas un acte limité à l'homosexualité ; il fait partie d'une politique qui englobe une vie plus libre, plus égalitaire pour tout le monde et surtout pour tous les opprimés et toutes les minorités. C'est pour cette raison que le mouvement LGBT en Turquie ne se limite pas aux seuls problèmes liés à leurs propres identités sexuelles, mais il essaie de faire entendre sa voix dans tous les domaines demandant plus de liberté. Nous allons traiter les principaux sujets de combat du mouvement LGBT dans le chapitre qui lui est consacré, mais sous ce titre, nous voulons montrer comment les partis politiques et les mouvements démocratiques se positionnent à propos du mouvement LGBT et de ses causes.

Le premier parti politique qui a consacré une place dans son programme à la nécessité de se situer envers toutes pressions sur les différents « choix sexuels », fut l'ÖDP (Özgürlük ve Dayanışma Partisi, le Parti de la liberté et de la solidarité), fondé le 21 janvier 1996. Tandis que le premier programme du parti utilisait le terme de « choix sexuel », ce qui n'est pas actuellement un terme ayant les préférences du mouvement LGBT, car il sous-entend « la

possibilité de choisir l'hétérosexualité », en 2006 nous observons que ce terme avait été remplacé par « l'orientation sexuelle ». Cela nous montre qu'au sein du parti le discours sur l'homosexualité avait évolué (au moins sur le plan discursif). Dans ce même programme de 2006, le parti souligne de même l'importance d'une lutte commune envers la pression. L'ÖDP n'isole donc pas la pression soumise par les minorités sexuelles et en fait partie d'un combat de liberté plus générale. Toujours dans le programme 2006 du parti, il est indiqué que l'ÖDP s'approprie la demande de toute personne de pouvoir parler sa langue maternelle, de vivre librement son identité, sa culture et son orientation sexuelle au sein de la réalité d'une Turquie « pluriculturelle, pluri-identitaire ». Il indique aussi qu'il considère que « satisfaire les demandes identitaires développées comme une réaction envers toutes sortes d'exploitations, d'oppression, de discrimination et d'aliénation est une exigence pour une société libérale ». Pourtant, il souligne qu'il est faux de fonder une politique seulement autour des politiques identitaires, manquant d'une conception globale, au lieu de mener un combat politique et social couvrant les différents domaines.

Cette conscience de combat commun peut être observée également dans l'évolution du mouvement kurde en Turquie. Aux débuts des années 1990, Abdullah Öcalan (le leader de PKK) indique lors d'un entretien fait par le journaliste Oral Çalışlar qu'il ne pensait pas qu'il fallait anéantir ou écraser les homosexuels, mais que l'homosexualité était une maladie : « On ne peut pas détruire la règle générale. On ne peut rien faire à propos des jugements de valeur de la majorité »³⁹⁷. Le fait d'entendre de la part d'une personne politique considérée comme un terroriste par les autorités turques et se réclamant comme un héros pour le peuple kurde, qu'il faut suivre la règle générale nous paraît contradictoire en soi. Dans l'évolution du mouvement, nous observons que lors de l'émergence des partis politiques défendant les droits des Kurdes en Turquie avec la fondation de HEP (Halkın Emek Partisi, le Parti du Travail du Peuple) en 1990, le mouvement kurde était replié sur lui-même et ne cherchait pas à entrer en contact avec d'autres mouvements. Pourtant, en 2003, nous observons que l'un des successeurs de HEP, DEHAP (Demokratik Halk Partisi, le Parti Démocratique du Peuple) fondé en 1997, indique dans son programme que l'un de ses objectifs est de reconnaître l'homosexualité dans la Constitution et d'ajouter le terme de « l'orientation sexuelle » à l'article numéro 10 de la Constitution qui traite des discriminations. Ali Erol commente ce développement dans un article publié dans le supplément de dimanche du journal *Radikal*,

³⁹⁷ EROL Ali, L'orientation sexuelle, in *Radikal* 2 (le supplément de dimanche du journal *Radikal*), le 15 juin 2003, consulté le 20 mars 2010.

Radikal 2, publié le 15 juin 2003 et il indique qu'actuellement, le DEHAP a compris et assumé qu'une liberté seule n'est pas une cause gagnée et qu'il faut se confronter à tous les domaines de la vie³⁹⁸.

Les autres partis qui traitent du problème de discrimination liée à l'orientation sexuelle sont les suivants : Barış ve Demokrasi Partisi (le Parti de la paix et de la démocratie) fondé en 2008, successeur des partis défendant des droits des Kurdes (le parti consacre de même une place à l'objection de conscience), Yeşiller Partisi (le Parti vert) fondé le 30 juin 2008, Eşitlik ve Demokrasi Partisi (le Parti de l'égalité et de la démocratie) fondé le 12 mars 2010.

Sous ce paragraphe, nous devons citer aussi l'initiative individuelle de certains députés indépendamment du fait que leurs partis mènent ou non une politique positive envers l'homosexualité, à savoir : Sabahat Tuncel (d'abord députée du parti DTP qui est interdit par la Cour Constitutionnelle et qui est devenu désormais le BDP, le Parti de paix et de démocratie), Ufuk Uras (d'abord comme président du Parti de la liberté et de la solidarité, l'ÖDP, ensuite en tant que député indépendant, enfin député du BDP), Mehmet Sevigen (député de CHP), Zafer Üskül (député du parti au pouvoir AKP). Parmi ces personnalités, les deux premières sont membres des partis qui ont des politiques défendant les droits de toutes les minorités et toutes les identités différentes du pays. Ils participent quasi régulièrement aux conférences de presse des groupes LGBT, aux manifestations et défendent de manière cohérente les demandes de liberté. Pourtant, la présence des deux derniers députés mérite plus de précision, car leurs partis n'ont pas de politiques spécifiques sur le sujet, en dehors de déclarations hostiles de certains de leurs membres.

Le premier personnage politique dont les actes sont importants pour le mouvement LGBT est le député AKP de Mersin³⁹⁹, Zafer Üskül. En mai 2008, ayant le titre du président de la Commission d'étude des droits de l'homme à l'Assemblée nationale, Üskül a participé à une conférence organisée par Kaos GL lors de la Réunion contre l'homophobie et il fut le premier député membre du gouvernement qui a participé à une activité d'une association homosexuelle. Lors de son discours, Üskül indiqua que l'on ne peut établir une hiérarchie dans l'égalité et qu'il faut considérer ensemble toutes les demandes de liberté⁴⁰⁰. Le député

³⁹⁸ EROL Ali, op. cit. (L'orientation sexuelle), in *Radikal 2*.

³⁹⁹ Une ville située dans la région méditerranéenne.

⁴⁰⁰ Nous avons profité du recueil intitulé « Réunion contre l'homophobie » publié par l'association Kaos GL afin d'accéder au discours de Zafer Üskül. « Réunion internationale contre l'homophobie / 6 couleurs – 6 villes / 1-17 mai », un recueil des interventions depuis 2006, septembre 2009, Ankara, p. 18.

défend aussi l'idée que personne ne devrait faire face à des discriminations en raison de son orientation sexuelle. Il traita de même les procès d'interdiction des associations et indiqua qu'autrefois la police et l'administration avaient le droit de prendre la décision d'interdiction pour les associations, tandis qu'actuellement il y a au moins une structure demandant un verdict et que les homosexuels aussi devraient avoir le droit d'organisation dans des associations. Üskül indique aussi que la société turque est conservatrice et qu'il est difficile de changer les préjugés traditionnels. Par son titre de président de la Commission d'étude des droits de l'homme, il souligne que leur commission a l'autorité de protéger les droits de tous qui croient être victimes de discrimination.

La participation d'Üskül à cette conférence et son discours soutenant le mouvement LGBT n'ont pourtant pas été appréciés par la presse islamiste, surtout par le journal *Vakit*. L'article du journal du 21 mai 2008 était intitulé « Üskül préfère les pervers ». Dans le même numéro du journal, un chroniqueur, Sedat Erseven, consacre son article à Zafer Üskül, avec le titre : « Un "membre d'AKP" qui donne des garanties aux prosélytes »⁴⁰¹. Dans sa chronique, en parlant des homosexuels et de l'homosexualité, Erseven utilise des mots comme les suivants : « les pervers sexuels, les pédés, cette perversité, ces saletés ». Il rédige un deuxième article le lendemain et continue à critiquer le député. Dans ces deux chroniques, Erseven cite aussi des « hauts responsables d'AKP » qui lui ont téléphoné et se sont plaints des propos d'Üskül, mais il ne donne pas les noms de ces responsables. Par contre, à la suite de ces publications, Üskül a déclaré qu'il n'a pas reçu des réactions au sein de son parti. Quant au mouvement LGBT, l'association *Kaos GL* a porté plainte contre le journal et le chroniqueur en juin 2008.

Le deuxième homme politique est Mehmet Sevigen, qui est actuellement le député d'Istanbul du parti CHP, le parti principal d'opposition et qui est un homme politique ayant occupé des postes administratifs au sein de son parti, comme adjoint du secrétaire général. Le premier pas important de Sevigen était de présenter en mai 2009 une motion à l'Assemblée nationale demandant au ministre d'État, Faruk Özak, s'il donne raison au fait qu'un arbitre homosexuel ne puisse pas être nommé pour la ligue supérieure à la sienne en raison de son orientation sexuelle⁴⁰² et que cela soit rendu public par la Fédération de Football de Turquie qui se trouve sous sa responsabilité. À la suite d'une recherche faite sur le site de l'Assemblée

⁴⁰¹ Un mot péjoratif utilisé dans l'argot turc afin de définir les travestis et les transsexuels.

⁴⁰² Nous allons traiter le sujet un peu plus en détail dans les chapitres suivants.

nationale, nous apprenons que le ministre d'État n'avait pas donné de réponse à la motion de Sevigén dans le délai prévu. Pourtant, il était important qu'un tel sujet soit devenu un sujet de motion rédigée par un député d'un des deux grands partis de l'Assemblée. Sevigén s'est montré auprès du mouvement LGBT pour la deuxième fois en mars 2010. La ministre d'État responsable de la femme et de la famille, Selma Aliye Kavaf, a déclaré lors d'un entretien fait par le journaliste Faruk Bildirici et publié dans le supplément de dimanche du journal *Hürriyet* daté du 7 mars 2010, qu'elle « croyait que l'homosexualité est une anomalie biologique, une maladie »⁴⁰³:

« C'est une chose qu'il faut soigner. Par conséquent, je n'ai pas une approche positive envers les mariages homosexuels. Au sein de notre ministère, il n'y a pas un projet ou un travail sur eux. D'ailleurs, il n'y a pas une telle demande. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'homosexuels en Turquie, ce cas existe »⁴⁰⁴.

La ministre parlait du sujet, car il y a moins d'un an (en juin 2009) elle avait participé à la conférence du Conseil européen des ministres responsables de la famille et elle avait contesté l'expression « différentes formes de famille » se trouvant dans la déclaration finale, en affirmant que la Turquie n'acceptait pas la parenté homosexuelle comme elle n'accepte pas le mariage homosexuel. En raison de cette déclaration, la plateforme des droits LGBT composée par quatre associations et deux groupes LGBT avait appelé le 3 mars la ministre à participer à la semaine d'honneur homosexuel organisée par l'association Lambdaİstanbul et qui se déroulerait entre le 18 et le 27 juin 2010, afin de discuter les différentes formes de famille. Quatre jours après cet appel, la nouvelle déclaration de la ministre a été publiée dans le journal et a eu un certain écho soit au sein de l'opposition politique, soit au sein de son propre parti, dans les médias et aussi au sein du mouvement LGBT. Mehmet Sevigén a participé à ce débat à deux niveaux. D'abord, il a présenté encore une fois une motion demandant une réponse écrite de la part du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan à neuf questions posées qui portaient surtout sur le fait que le discours de Kavaf pourrait encourager les crimes de haine déjà existant envers les homosexuels. Sevigén demandait si le gouvernement pensait à prendre des mesures contre ces crimes et s'il envisageait d'inviter Mme Kavaf à s'excuser auprès des homosexuels. Il demandait également si la ministre répondrait à la demande de rendez-vous des associations. La ministre Kavaf n'a pas répondu à

⁴⁰³ Pour lire un article en français sur le sujet, voir : <http://www.tetu.com/actualites/international/une-ministre-turque-qualifie-lhomosexualite-de-maladie-16741>

⁴⁰⁴ L'entretien est disponible sur le site du journal, consulté le 7 mars 2010 : <http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=14031207>.

cette demande de rendez-vous et Sevigen s'est inscrit une deuxième fois dans le débat en se réunissant avec les associations, sous le toit de l'Assemblée nationale. À la fin de leur réunion, Sevigen et les représentants des associations ont organisé une conférence de presse et lors de la partie questions-réponses avec les journalistes, un journaliste lui a demandé ce qu'il pensait de l'attitude de l'armée envers l'homosexualité et s'il croyait qu'un homosexuel pourrait être le commandant des forces armées. Sevigen lui répond que comme l'homosexualité n'est pas une maladie, les homosexuels peuvent avoir des hautes responsabilités également au sein de l'armée. La réponse de Sevigen est importante, si on la situe dans le contexte de l'approche de son parti envers l'armée. Depuis les dernières années, l'armée est au centre des discussions en raison de certains documents publiés évoquant la préparation des nouveaux coups d'État contre le gouvernement AKP. Lors de ces discussions, le parti de Sevigen, le CHP, soutient l'armée sans réserve. En sachant que l'armée, elle-même n'accepte pas la présence des homosexuels en son sein et dans un contexte délicat à propos de l'armée et des relations de CHP avec l'armée, donner une réponse directe et positive à cette question, en ajoutant qu'il s'opposera toujours à ce genre de propos venant soit d'une ministre soit de l'armée, constitue un exemple rarement observé dans la vie politique du pays. Déjà, nous remarquons que le journal *Vakit* (journal islamiste), avait titré son article en faisant allusion à l'homosexualité (imaginaire) de Sevigen : « L'amour "homosexuel" de Sevigen! » (Sevigen'in 'eşcinsel' aşkı⁴⁰⁵) lors de son numéro du 17 mars 2010⁴⁰⁶. Tandis que le corps de l'article ne contient pas de propos négatifs envers l'homme politique, nous observons des allusions du même genre parmi les commentaires faits par les lecteurs du journal sur son site. Lorsqu'on demande à Kemal Ördök, membre de l'association Pembe Hayat et l'un des représentants du mouvement au cours de la réunion avec Mehmet Sevigen, comment ils interprètent l'approche de Sevigen envers les problèmes des homosexuels et s'ils croient qu'il a surtout des objectifs politiques, Ördök répond qu'il y a plusieurs députés qui s'opposent au gouvernement, mais qu'aucun d'entre eux n'a eu l'idée de traiter de leurs problèmes, alors qu'ils croient à la sincérité de Sevigen et qu'ils trouvent son approche assez courageuse. Ördök ajoute aussi que Sevigen les a aidés également à prendre place dans une émission télévisée afin de pouvoir expliquer leur cause.

⁴⁰⁵ Le langage turc permet de faire un jeu de mot pareil pour décrire l'intérêt politique de Sevigen envers les homosexuels.

⁴⁰⁶ Disponible sur : http://www.habervaktim.com/haber/112479/sevigenin_escinsel_aski.html, consulté le 20 mars 2010

Nous remarquons qu'étant un journal soutenant le parti au pouvoir AKP, Vakit donne la même analyse envers un député du parti et un autre député du parti d'opposition. En raison de ses actes qui ne rentrent pas dans la politique d'AKP, le journal ne considère désormais pas Zafer Üskül comme faisant partie d'AKP. Nous pouvons en conclure que l'homosexualité peut être un sujet qui met en cause la crédibilité d'une personne aux yeux des conservateurs, même s'il est quelqu'un parmi eux.

En observant la participation des députés à la défense des droits des homosexuels, nous apercevons qu'ils ne sont peut-être pas très nombreux mais qu'il y a une cohérence et une continuité dans le temps au niveau de leur participation. Ils commencent à suivre de près les organisations et soutiennent le mouvement lorsqu'il s'agit des actes négatifs envers ce dernier en donnant à ses représentants la possibilité de s'exprimer soit sous le toit de l'Assemblée, soit par une participation personnelle à leurs conférences de presse et cela faisant leur garantissent une visibilité dans les médias. Leurs présences et leurs reconnaissances donnent une certaine légitimité au mouvement aussi aux yeux d'un public plus général.

Un autre point commun est le fait qu'ils soulignent tous l'importance qu'il y a d'obtenir plus de liberté pour tous les opprimés. Ils se montrent également favorables à la défense des autres causes (des Kurdes, des femmes, etc.), et de même constituent un petit groupe de députés qui considèrent la libération homosexuelle comme faisant partie des autres demandes de liberté.

Bawer Çakır, qui est journaliste pour le site bianet et un militant au sein de Lambdaİstanbul et de Kaos GL, indique lors d'un entretien que le mouvement LGBT fait des demandes directes auprès des politiciens et auprès d'autres organisations de droit de l'homme⁴⁰⁷. Il souligne qu'ils ont rencontré les députés de DTP (qui a succédé le BDP) et aussi avec Ufuk Uras, Zafer Üskül ; que les députés Akın Birdal, Mehmet Sevigen, Sabahat Tuncel ont présenté des motions à l'Assemblée nationale à propos des discriminations envers les homosexuels, soit dans leurs vies quotidiennes soit dans le milieu de travail et que le mouvement a obtenu tout ce soutien grâce aux négociations directes qu'il a menées avec ces députés. Nous observons que le mouvement préfère mener des relations personnelles comme

⁴⁰⁷ KARACA Ekin, « Nous existons aussi » (Biz de varız!), entretien publié faisant partie d'un article publié dans la revue *Yeni Aktüel* en fin juin 2009 dans le numéro 194, disponible sur : <http://www.yeniaktuel.com.tr/top110,194@2100.html>

il le fait avec les journalistes (nous l'observerons dans le chapitre consacré au sujet) et établir des contacts directs avec les personnes concernées. Au lieu d'atteindre un grand nombre de personnes, il se limite à un nombre réduit et cela faisant, assure un certain contrôle sur l'information et la formation en direction de sa cible.

Nous voulons mentionner que le groupe Kaos GL a une approche positive même envers des publications hostiles aux homosexuels, car il suppose que cela montre que les homosexuels et le mouvement ne pouvaient pas être niés désormais même par ceux qui leur sont hostiles. Nous remarquons la même approche dans les propos de Bawer Çakır en parlant de la déclaration d'un autre homme politique, Burhan Kuzu, lors des discussions de modification de la Constitution⁴⁰⁸. Kuzu est le député d'Istanbul d'AKP et il est le président de la Commission de la Constitution à l'Assemblée nationale. En janvier 2008, Kuzu était critiqué, car il essayait de modifier la Constitution afin de permettre la portée du foulard non seulement dans les universités mais aussi dans les lycées. Afin de calmer le débat, Kuzu a déclaré qu'il n'était pas dans la situation de satisfaire toutes les demandes. Ensuite, il a donné l'exemple des demandes venant de la part des homosexuels :

« Nous avons de fortes demandes venant des homosexuels à propos de l'égalité et du droit au mariage homosexuel. Nous allons leur consacrer ces droits, car ils les demandent? Nous devons agir dans le cadre de responsabilité qui convient au pouvoir. Dans les conditions actuelles cela est impossible, l'opinion publique n'est pas prête à cela »⁴⁰⁹.

Après cette déclaration, Kuzu est critiqué cette fois-ci par les associations homosexuelles. Pourtant, Bawer Çakır indique que même les déclarations hostiles de ce genre renforcent le combat homosexuel, car elles ont en même temps un effet inverse et amènent certaines personnes qui se positionnent en dehors du mouvement LGBT à défendre leur cause.

Avant de terminer ce chapitre, nous voulons souligner un point qui nous paraît important à propos de lien entre les personnes LGBT et la citoyenneté. Comme il existe le sigle WASP pour définir le citoyen idéal états-unien (White, Anglo-Saxon, Protestan), nous pouvons prétendre que pour la Turquie de même il s'agit certains codes pour pouvoir avoir

⁴⁰⁸ KARACA Ekin, op. cit. (Nous existons aussi, entretien publié in *Yeni Aktüel*), disponible sur : <http://www.yeniaktuel.com.tr/top110,194@2100.html>

⁴⁰⁹ Le journal Milliyet, 28 janvier 2008, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2008/01/28/siyaset/asiy.html> consulté le 21 mars 2010.

droit à une citoyenneté complète : Turc, musulman sunnite, hétérosexuel et de préférence homme. Nous devons ajouter que selon le citoyen idéal décrit implicitement à la fondation de la république, ce citoyen musulman doit être en même temps laïc. Lorsque l'on sort de cette formule, il nous est indispensable d'affronter des problèmes dont nous avons essayé de développer certains dans notre recherche. Nous voulons rappeler les événements d'Ülker Sokak en 1996 comme un exemple concret de cette situation (cf. chapitre 3, section C). Les habitants de la rue Ülker se différenciaient des personnes LGBT qui habitaient dans la même rue, en accrochant des drapeaux turcs aux fenêtres ou aux balcons de leurs appartements. Par l'utilisation d'un symbole essentiel à la fondation d'un État, à la construction d'une nation, d'un peuple, ils excluaient les personnes LGBT de la citoyenneté turque. Le témoignage d'un homosexuel kurde et alaouite, Volkan, souligne de même cet aspect de l'exclusion et de combat pour ceux qui sortent des normes :

« Par hasard, j'ai trouvé un emploi sur internet et je suis venu au Danemark. Je suis plus serein. Cette sérénité a eu des influences positives sur mes relations humaines. Pourtant, j'hésite encore à affirmer mon homosexualité. Nous venons d'un pays tellement brisé par la paranoïa et par une atmosphère de violence que nous ne pouvons pas être nous-mêmes tant que nous n'avons pas confiance. Il n'y a pas de paix en Turquie, pour personne. Il s'agit toujours d'un combat. Y vivre est toujours un état d'inquiétude. En Europe, ce n'est pas comme ça, mais je ne viens que de commencer à surmonter cet état d'âme et de me réconcilier avec moi-même, sinon je ne pouvais pas répondre non plus à ces questions. Je répète, je viens de l'est du pays, mais je crois que le plus important est le fait que je sois kurde Zaza. Cela influence mon identité, mais ce qui compte encore plus pour moi est que je suis alaouite. Une situation horrible : je suis gauchiste, un Kurde alaouite et homosexuel. Chacun de cela est une raison à part pour être humilié en Turquie et en raison de les avoir tous, je dois me sentir l'une des plus déshonorables personnes de la société. Mais ce sont toutes ces "anomalies" qui me construisent et elles furent un mécanisme qui m'a aidé à saisir tout avant tout le monde. Mes intuitions font peut-être partie de ma paranoïa. Je ne sais pas. »⁴¹⁰

Dans sa thèse de doctorat, Eser Selen analyse Zeki Müren, Bülent Ersoy et Seyfi Dursunoğlu, alias Huysuz Virjin (Vierge l'acariâtre), qui sont trois personnes emblématiques en Turquie accessibles d'un large public⁴¹¹. Et même si sa problématique se situe dans un

⁴¹⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Volkan, p. 64-68, p. 65-66.

⁴¹¹ SELEN Eser, op. cit. (thèse).

angle différent, au cours de sa recherche, elle établit une relation entre le concept de citoyenneté qui existe en Turquie et l'état des personnes LGBT (elle préfère le terme queer) symbolisés en ces trois personnes. Dans un article issu de sa thèse, la chercheuse indique que ces trois artistes sont les défis majeurs à l'hétéro-normativité dans leurs performances sur scène, tandis qu'en dehors de la scène, ils se subordonnent au « queer management » selon les termes de Selen⁴¹². La chercheuse affirme que par le terme « queer management », elle signifie les façons dans lesquelles l'État réglemente le sexe et la variance sexuelle et rend invisibles les sujets « queer » par les politiques forcées, les normes traditionnelles et les valeurs morales. Selen défend l'idée que les personnes LGBT doivent toujours faire des sacrifices dans la vie quotidienne afin de (sur)vivre. Elle suggère que pour que les sujets « queer » puissent devenir des citoyens, une série de sacrifices doit être échangée entre ces derniers, et aussi l'islam et l'État-nation turc séculaire. Nous pouvons indiquer que le grand sacrifice des personnes LGBT est de ne pas pouvoir s'affirmer en tant que tel. Si une fois, l'orientation sexuelle est affichée, de manière volontaire ou involontaire, alors une personne LGBT doit obtenir la notoriété par d'autres moyens afin de pouvoir exister dans la société, garder son travail, etc., c'est-à-dire équilibrer son côté qui sort des normes avec un autre côté digne. Chez nos trois personnes emblématiques (même s'il y a des différences entre eux au niveau du coming out), nous remarquons par exemple que Zeki Müren se présente comme un homme parfaitement gentil, maîtrisant la langue turque à la perfection. Il est de même important de souligner que Zeki Müren et Bülent Ersoy exercent et maîtrisent même parfaitement un genre de musique qui a une certaine crédibilité aux yeux du public : la musique d'art classique turque (Klasik Türk Sanat Müziği) et sa version plus légère, la musique d'art turc (Türk Sanat Müziği). Les performants de ce genre sont nommées de « assolist » (la soliste principale) et dans la tradition des music-halls, ils apparaissent en dernier sur scène. Les chanteurs qui les précèdent sont nommés « ouvertures », il leur est interdit d'interpréter les chansons des « assolist ». Les « assolist » ont donc une certaine notoriété publique, et Müren et Ersoy se trouvent dans ce classement. De ce fait, il ne sera pas faux de prétendre que leur intangibilité à propos de leurs sexualités bénéficiait un peu de cette situation de « assolist ». À propos de Huysuz Virjin aussi, nous pouvons indiquer une chose pareille. En dehors de sa performance sur scène, Seyfi Dursunoğlu montre un caractère discret, se déclare en tant qu'asexuel et exprime souvent qu'il est la suite d'une ancienne

⁴¹² SELEN Eser, The stage : A space for queer subjectification in contemporary Turkey, *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, DOI:10.1080/0966369X.2012.674923, disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1080/0966369X.2012.674923>.

tradition ottomane-turque, le « zenne ». Tout cela peut être considéré comme sa manière d'obtenir une certaine notoriété. Le fait que tous les trois ont déclaré dans une période de leur vie qu'ils vont léguer leurs biens à des associations ou à des fondations de solidarité entre les militaires ou à celles qui soutiennent l'éducation nationale, peut être interprété également comme un acte de demande de reconnaissance.

D) L'homosexualité dans les recherches académiques⁴¹³

Le nombre des recherches sur l'homosexualité et sur les personnes LGBT est conforme à l'invisibilité (et ensuite la visibilité accrue) des homosexuels dans la société. Afin d'obtenir une vue globale, nous avons réalisé une recherche par mots-clés sur le fichier central des thèses soutenues en Turquie qui inclut également les mémoires de DEA. Les mots-clés utilisés sont : le sexuel, l'homosexuel (avec sa prononciation en turc : homoseksüel ; et son équivalent en turc : eşinsel), la lesbienne, le bisexuel, le travesti, le transsexuel, l'hétérosexisme, l'hétérosexiste, l'homophobie et le queer. Les mots « lesbienne et bisexuel » n'ont donné aucun résultat, ce qui souligne l'invisibilité des femmes même dans les recherches académiques. Notre analyse inclut également deux études dont l'une est sur l'homosexualité dans le drame américain et l'autre sur la série américaine télévisée *Ally MacBeal*. Cette dernière n'a pas un lien avec l'homosexualité, mais elle existe dans la liste en raison d'avoir le mot « queer » dans son titre. Nous remarquons donc que le « queer » n'est jamais traité en Turquie sous forme de mémoire ou de thèse, en lien avec l'homosexualité. Nous savons tout de même qu'il y a des chercheurs et des chercheuses qui travaillent sur le sujet, nous en concluons alors que le sujet attirera leurs attentions à l'avancée de leur carrière, ou ils ont fait leurs premières recherches à l'étranger ce qui les excluent du fichier central des thèses.

À l'exception de ces deux études, les recherches sont basées sur des faits en lien direct avec la Turquie et ont un certain intérêt politique et/ou social qui peut les lier dans l'histoire de l'homosexualité et du mouvement LGBT en Turquie.

Un autre aspect remarquable de notre recherche fut d'observer que toutes les études réalisées étaient des mémoires de DEA et il n'y avait aucune thèse de doctorat sur des sujets liés à l'homosexualité ou aux personnes LGBT. Cela nous donne un indice sur le fait que le sujet n'est presque jamais analysé par les universitaires en détail et surtout pas dans une

⁴¹³ Les informations données sous ce titre peuvent être retrouvées sous forme de tableau dans l'annexe 2.

continuité. Il nous paraît qu'une recherche qui prend en compte la relation entre l'académie et le mouvement LGBT peut apporter certaines réponses des deux parts sur cette absence (qui, dans les années 2000, commence à s'effacer). Cela devrait nous faire réfléchir également sur le rôle joué par les universités dans la transformation de la société, la relation entre l'université et la société, si les recherches réalisées doivent apporter des résultats concrets à des problèmes sociaux, etc.

Revenons-en aux recherches, nous retrouvons 338 études au total par le mot-clé « sexuel », tandis que celles qui sont liées à l'homosexualité sont au nombre de trois. Nous remarquons donc que le sexe n'est pas particulièrement un sujet tabou pour la recherche, mais l'homosexualité l'est. Le mot « eşcinsel » (homosexuel en turc) nous donne plus de résultats avec quinze études dont l'une est issue d'une recherche de spécialisation en médecine. Les autres recherches s'inscrivent dans les mémoires de DEA faits dans des différents domaines comme la psychologie (3), l'anthropologie (1), la sociologie (5), la médecine légale (2), la psychiatrie (1), la communication (radio-télévision-cinéma) (1) et les arts de spectacle (1). Les universités où ont été réalisées les recherches se trouvent en général dans les grandes villes du pays comme Istanbul (5) et Ankara (la capitale) (7), pourtant, il y a des exemples d'autres villes comme Antalya (2) et Sivas (1), ce dernier ayant plutôt une réputation ultraconservatrice.

Les mots-clés « hétérosexiste », « queer », « transsexuel/le » et « travesti » sont traités dans quatre recherches, un pour chacun. Le mot « homosexuel » (par sa rédaction en turc, homoseksüel) existe dans trois recherches qui s'inscrivent dans la médecine légale et la psychologie. Même si le nombre des études n'est pas élevé, cela nous donne tout de même une idée sur pourquoi le mouvement LGBT se bat afin de remplacer le mot « homoseksüel » avec son équivalent en turc « eşcinsel », en raison de l'utilisation de celui-là plutôt dans le langage médical, comme le montrent les deux recherches sur trois qui sont réalisées en médecine légale.

Au total, nous retrouvons vingt-cinq recherches réalisées entre 1994-2011. La répartition des domaines est comme la suivante :

- Psychologie : 6
- Sociologie : 6
- Médecine légale : 4

- La communication : 4 (Publicité, Radio-télévision et cinéma)
- Droit : 1
- Anthropologie : 1
- La langue et la littérature américaine : 1
- Spécialisation en médecine (psychiatrie) : 1
- Les arts de spectacle : 1

Les chiffres susmentionnés montrent que l'homosexualité est surtout traitée sous des aspects psychologiques, sociologiques, médicaux et communicationnels.

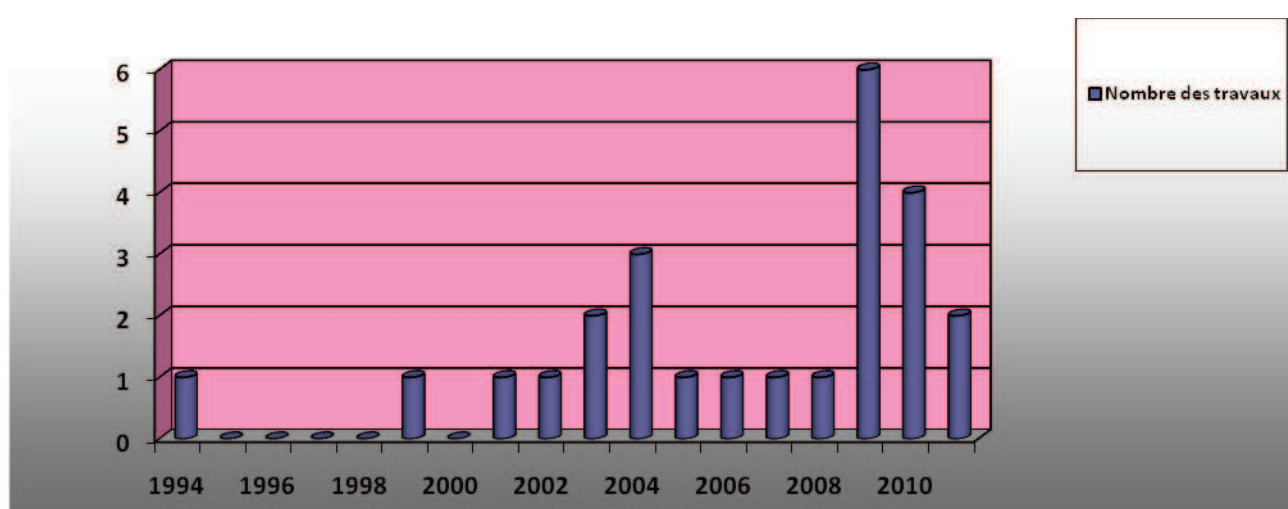


Figure 5: La répartition par an des travaux réalisés entre 1994 - 2011

Les études réalisées en psychologie prennent plutôt des individus homosexuels à leurs centres et cherchent différentes raisons de dépression et d'orientation homosexuelle. Pourtant, trois études sur six s'intéressent de « l'autre côté » et cherchent les paramètres qui peuvent influencer les attitudes des individus envers les homosexuels et l'existence de l'homophobie chez ceux-là. Il est surprenant que depuis la première recherche en 1994, nous devions attendre jusqu'en 2009, et en deux ans se réalisent les cinq autres études.

Dans le domaine de la sociologie, les recherches insistent surtout sur la masculinité, le militarisme, l'identité transsexuelle (dans la reproduction et la transformation du patriarcat) et le coming out (en tant qu'un acte politique dans le mouvement homosexuel). Quant aux études en communication, nous remarquons qu'elles traitent surtout l'aspect de la représentation dans les médias, mais il faut questionner si elles prennent en compte les conditions qui font naître cette représentation, du côté du système médiatique, du côté du

système politique, juridique, social, et si elles cherchent la voix des homosexuels. Nous n'avons pas eu l'accès à toutes ces recherches, mais à partir du petit exemplaire que nous avons (deux sur quatre) nous pouvons prétendre que l'aspect multidimensionnel reste un point faible pour les études réalisées sur le sujet, en communication. Pourtant, comme il ne s'agit que des mémoires de DEA, nous devons admettre que les travaux restent naturellement dans des limites restreintes.

Parmi ces travaux indiqués ci-dessus, nous ne pouvons trouver que trois mémoires de DEA réalisés entre 2004 et 2006 qui ont eu des apports pour notre travail. La première recherche, dont l'auteure est Tuğba Özkan, date du juin 2004, elle est préparée au sein de l'Université Hacettepe, en Ankara, et elle appartient dans le domaine de l'anthropologie : « L'homosexualité en Turquie et le groupe Kaos GL ». Dans le cadre de notre recherche, le travail tient son importance surtout par ses chapitres et sous-chapitres analysant l'approche des médias envers l'homosexualité et le rôle de la revue *Kaos GL* dans la construction d'une identité homosexuelle et d'une politique. De même, le mémoire nous donne de principales informations sur l'historique de Kaos GL.

La deuxième recherche est soutenue au cours de la même année (2004), au mois de septembre, au sein de la même université (Hacettepe) en Ankara. Elle est préparée par Selin Berghan, dans le domaine de sociologie : « Queer (Lubunya) : l'identité et le corps transsexuels dans la reproduction et la transformation du patriarce (culture patriarcale) ». Le travail analyse les médias dans une sous-partie comme un moyen d'expulsion. L'auteure a publié ensuite sa recherche en résumant la partie théorique et avec la transcription intégrale des entretiens réalisés. Berghan demande à chaque interviewé (11 personnes) sa perception des médias à propos des transsexuels et même si les réponses ne nous prouvent rien en matière de travail journalistique (car les participants prétendent que certains journalistes paient des travestis / transsexuels pour qu'ils fassent des actes sensationnels et nous n'avons pas eu la possibilité d'avoir des réponses de la part des journalistes), elles nous montrent bien le mécontentement des transsexuels.

La dernière recherche est celle qui est encore plus profondément liée à notre sujet de travail : « The media portrayal of homosexuality in turkish press between 1998-2006 » (La représentation médiatique de l'homosexualité dans la presse turque entre 1998-2006). La recherche est réalisée par Özlem Hoşcan dans le domaine des études culturelles et médias (Media and cultural studies), au sein de l'Université technique de Moyen-Orient (ODTÜ), à

Ankara, en décembre 2006. Hoşcan analyse 202 articles publiés dans 22 journaux différents. Pourtant, même dans un seul journal *Hürriyet*, nous trouvons plus de mille articles durant la période indiquée. Nous ne pouvons pas une explication directe pour clarifier cette différence quantitative très remarquable, pourtant, Hoşcan précise que sa recherche est basée sur des articles classifiés dans la bibliothèque de l'Assemblée nationale, nous en tirons la conclusion que tous les articles n'y étaient pas classifiés. L'auteure réalise un discours d'analyse sur 202 articles, prend trois cas exemplaires pour les examiner en détail et fait recours à des entretiens avec les responsables des groupes des droits des homosexuels afin de savoir leurs réactions à propos des articles publiés. Sous cet angle, le travail de Hoşcan nous paraît assez utile et nous fournit des données importantes dont nous allons essayer de compléter par des nouveaux acquis et sous une nouvelle perspective.

Chapitre V : L'histoire du mouvement LGBT et de deux grandes associations d'homosexuels en Turquie : Kaos GL et Lambdaİstanbul

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises dans notre recherche, lorsque l'on parle de l'homosexualité en Turquie, nous ne parlons pas que de l'homosexualité, mais d'une identité qui a connu les mêmes problèmes que quasiment toutes les autres identités minoritaires. Le chercheur Kenan Çayır indique également que les identités exclues par la communauté dominante de la société sont sujettes à un point de vue similaire :

« (...) l'identité, qui est labellisée et soumise à une pression au cours du processus de l'exclusion, est coincée dans un cadre étroit par l'identité dominante ; ses acteurs sont homogénéisés et catégorisés. De ce fait, le contact avec "autrui" ne se réalise pas comme un contact avec un individu à part entière, mais comme un représentant de la catégorie exclue. Par conséquent, une femme, visible par son foulard, est considérée comme si elle voulait absolument "la charia", comme si elle était certainement "réactionnaire". L'identité kurde est considérée comme une identité qui renvoie aux personnes n'ayant pas une langue à eux, mais qui sont primitives, non civilisées »⁴¹⁴.

Le trajet du mouvement LGBT en Turquie fait également partie de ce processus d'exclusion. C'est pour cette raison que son histoire rentre également dans le cadre de notre recherche : cette histoire est en même temps l'histoire politique et sociale du pays. C'est pourquoi, avant tout, les grands événements politiques, comme le coup d'État de 1980, et le processus d'adhésion à l'Union européenne, sont susceptibles d'influencer directement le mouvement LGBT, comme les autres mouvements.

En dehors de sa liaison aux autres mouvements en Turquie, une spécificité de l'histoire du mouvement LGBT est le fait qu'elle soit une histoire limitée aux grandes villes : d'une part celle-ci coïncide avec les conditions essentielles de la naissance de la société civile, d'une vie associative et de mouvements sociaux, etc., mais, d'autre part, elle nous laisse dans l'ignorance du vécu de l'homosexualité en dehors de ces grandes villes, c'est-à-dire sur les

⁴¹⁴ ÇAYIR Kenan, 90'lar Türkiye'sinde Eşcinsel Hareket : Kimlik, Görünürlük ve Sınırlar (Le mouvement homosexuel en Turquie des années 1990 : l'identité, la visibilité, et les limites), disponible sur : <http://www.nuveforum.net/1358-gelenekler/26815-90-lar-turkiyesinde-escinsel-hareket/>.

modalités de fonctionnement de l'accès aux éventuels espaces publics (physiques et sociétales) propres aux homosexuels.

Le chercheur en sciences politiques, Mehmet Ö. Alkan indique que les villes sont des milieux où les individus atomisés cherchent de nouvelles formes d'appartenance et ce sont les associations, que l'on peut définir comme des institutions secondaires, qui répondent à cette recherche⁴¹⁵. En créant un milieu propice à la réunion des individus ayant des intérêts, des attentes et des problèmes similaires, les associations rendent les personnes plus fortes envers la société. Nous apprenons dans la thèse du chercheur Yılmaz Yıldırım que la même idée se trouve chez Murray Bookchin, l'un des penseurs de la nouvelle gauche. Dans son ouvrage *Urbanization Without Cities – The Rise and Decline of Citizenship*, Bookchin indique que la ville autonome formée depuis le 12^e siècle était une scène dans l'histoire où la proximité biologique se transformait en une proximité sociale⁴¹⁶. Ces remarques trouvent également leurs fondements au sein de l'Empire ottoman : Mehmet Ö. Alkan affirme que sous l'Empire, les organisations telles que les associations et les syndicats, sont apparus dans des grandes villes développées sur le plan commercial et culturel, parmi lesquelles Istanbul se trouve au premier plan, suivi par Thessaloniki, Manastır (actuellement Bitola en Macédoine), Izmir, et Edirne.

En ce qui concerne le mouvement LGBT, celui-ci s'inscrit également dans cette tradition citadine de l'organisation sociale, puisqu'il est originaire de deux grandes villes, dont l'une est la capitale, Ankara, et l'autre Istanbul. Actuellement, les sièges des deux grandes associations LGBT se trouvent toujours dans ces villes, mais, au fil du temps, d'autres organisations se sont essaimées dans d'autres grandes villes comme Bursa, Eskişehir et Izmir. Le mouvement s'est répandu aussi récemment à Diyarbakır, une autre grande ville située dans la région de l'Anatolie du sud-est qui est moins développée que la partie ouest du pays. Cependant, les organisations qui se trouvent en dehors d'Ankara et d'Istanbul ne sont pas prises en compte dans le cadre de notre recherche du fait d'avoir relativement moins de présence dans l'espace public que Kaos GL et Lambdaİstanbul. Pourtant, comme elles sont

⁴¹⁵ ALKAN Mehmet Ö., 1856-1945 İstanbul'da sivil toplum kurumları – Toplumsal örgütlenmenin gelişimi (Devlet-toplum ilişkisi açısından bir tarihçe denemesi) (Les organisations de société civile à Istanbul – l'évolution de l'organisation sociale / Un essai historique sur la relation entre l'État et la société), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö.Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 79-146, p.82.

⁴¹⁶ BOOKCHIN Murray, *Kentsiz Kentleşme Yurttaşlığın Yükselişi ve Çöküşü (Urbanization Without Cities The Rise and Decline of Citizenship)*, traduit par Burak Özyalçın, éd. Ayrıntı, 1999, 387 p., p. 17-18, cité par YILDIRIM Yılmaz, op. cit., p. 34.

apparues afin de combler certaines lacunes laissées dans le mouvement LGBT par les deux grandes associations, comme les transsexuels, nous les traiterons dans ce contexte même si nous ne détaillerons pas leurs formations et évolutions. D'autre part tous les groupes LGBT existant en Turquie se sont plutôt interpénétrés, il nous est possible de remarquer par exemple qu'un membre de Kaos GL, M. Barış Sulu, est également le vice-président de l'association Pembe Hayat. Cette situation nous permettra donc de ne pas négliger complètement les autres groupes du mouvement LGBT.

À propos du caractère citadin des associations, nous tenons à affirmer que dans les villages ou dans des petites villes, même s'il est possible d'avoir des relations sexuelles avec le même sexe, cependant il n'est pas possible de construire consciemment une identité homosexuelle. Par contre, la ville donne cette occasion à l'individu, d'abord grâce à la liberté individuelle relativement plus développée que dans les villages ou les petites villes, ensuite grâce aux associations et encore antérieurement à cela, grâce à l'existence d'espaces publics physiques acceptant la présence des homosexuels en tant que tels. Cette idée est confortée par l'article rédigé par des groupes LGBT en commun⁴¹⁷ (publié au journal *Cumhuriyet* en février 1999 et reproduit dans le numéro 55 de la revue *Kaos GL* au mois de mars de la même année), qui affirme également que les homosexuels avaient commencé à se trouver et à se regrouper dans les grandes villes vers la fin des années 1960, après les transformations vécues dans les sociétés avec l'industrialisation.

Si nous nous demandons si la construction d'une identité homosexuelle consciente est nécessaire, notre réponse est affirmative, car, d'abord nous avons constaté que le sentiment de solitude est très présent chez les homosexuels au stade de la découverte de leur orientation sexuelle. Confinés dans des milieux renfermés, soit ils développent un profond sentiment de culpabilité qui les conduit parfois à des tentatives de suicide, soit dans certains cas, ils sont acceptés socialement, mais ce n'est qu'en intériorisant les codes sociaux attribués au sexe opposé. Cela signifie que pour être accepté socialement, l'homosexuel masculin est obligé de se transformer en femme, par exemple au niveau des habits et des gestes. De ce fait, nous croyons que la possibilité de créer librement une conscience homosexuelle est nécessaire pour son bien-être et pour sa réussite personnelle.

⁴¹⁷ L'article envisageait de répondre à Doğu Perinçek qui avait rédigé des articles traitant l'homosexualité comme une aliénation aux pairs biologiques, une conséquence de l'idéologie dominante, le capitalisme. Ces articles sont publiés dans le journal *Cumhuriyet* du 3 au 6 février 1999. La réponse des groupes LGBT est publiée du 9 au 11 février 1999. Nous citons sa version reproduite par la revue *Kaos GL*, n° 55, mars 1999, p. 3-8, p. 4.

Sous ce chapitre, nous verrons donc tout d'abord que les premières tentatives du mouvement LGBT en Turquie ont pris de l'ampleur dans l'espace public entre les années 1970 et 1990. Ensuite, nous traiterons très brièvement de l'état des autres mouvements (Kurde, islamiste, et féministe) dans les années fin 1980 et début 1990 afin de montrer que l'époque n'était pas seulement (relativement) favorable à l'émergence du mouvement LGBT, mais qu'elle l'était également à ces autres mouvements. Pour tous ces mouvements, nous devons tout de même souligner que le terme « favorable » ne correspond pas à la réalité. Tout au contraire, nous devons prétendre que l'époque leur était tellement défavorable que pour assurer leur droit d'existence, pour s'affirmer et se rendre visible, ils devaient trouver des manifestations symboliques dans l'espace public (physique). C'est ainsi, qu'en dénonçant l'injustice, ces groupes commencèrent donc à prendre place dans l'espace public.

Nous constatons une action continue chez les groupes LGBT, Kaos GL à Ankara et Lambdaİstanbul à Istanbul, à partir de la première moitié des années 1990. C'est pour cela que nous nous intéresserons à l'histoire de ces groupes durant les vingt dernières années. Jusqu'à la fondation officielle des associations, nous les désignerons comme « le groupe Kaos GL » et « le groupe Lambda », en suivant l'appellation commune. Et même si nous allons donner plusieurs repères chronologiques sur l'historique des groupes LGBT en Turquie, nous laisserons de côté dans notre recherche certaines informations qui nous semblent moins importantes ou dont nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude. Nous tenons à souligner que les informations données au cours des paragraphes suivants nous permettent tout de même de rester dans les limites de notre travail qui est de suivre l'évolution de l'espace public en Turquie et les conditions qui l'ont influencé à partir de l'exemple des homosexuels.

A) Les premiers pas du futur mouvement LGBT : les années 1970 - 1990

À partir d'une série d'articles publiés dans la revue *Kaos GL*⁴¹⁸, nous apprenons qu'en Turquie la première tentative de fondation d'une association à propos de l'homosexualité date des années 1970. On découvre qu'il s'agissait d'une initiative de deux artistes à Ankara, mais leurs noms ne sont pas cités dans l'article. Ce dernier affirme qu'il ne s'agissait pas d'une démarche très sérieuse ainsi que le montre le nom choisi pour l'association : Association des

⁴¹⁸ YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde eşcinselligin izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 1 – 80'ler (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 1 – les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51.

tantouses (Şorololar Derneği, en turc). Nous devons pourtant indiquer que dans les journaux de l'époque, même dans ceux qui sont considérés comme « sérieux », l'utilisation des adjectifs et des noms péjoratifs comme celui-ci était assez fréquente. Des mots plus neutres (comme homosexuel, gay, etc.) n'étaient pas très présents dans le langage courant et le vocabulaire de la presse écrite à propos de l'homosexualité demeurait assez confus. Nous retrouvons par exemple, dans un article du journal *Milliyet*, daté du 10 juillet 1968, rédigé par T. Kakinç (alias Tarık Dursun K., un romancier renommé) à propos du Festival du film de Berlin et surtout du film de Claude Chabrol, « Les Biches », que le mot homosexuel et son synonyme en turc « eşcinsel » sont utilisés comme deux mots différents ayant des significations différentes. À la lecture de l'article, nous remarquons que tandis que le mot homosexuel vise l'homosexualité masculine, son synonyme turc (eşcinsel) renvoie à l'homosexualité féminine. On trouve également dans cet article, le mot « sevici » (gouine) (un mot un peu familier) employé encore pour définir les lesbiennes. Cette confusion de vocabulaire, l'utilisation ensemble des mots un peu péjoratifs et des mots plus neutres (mais dans le contexte, utilisés également de manière péjorative), apparaît comme un indice nous montrant l'absence de visibilité de l'homosexualité tant dans la société que dans la presse, et ce d'autant que nous n'arrivons même pas à les nommer de manière cohérente. Comme nous le constaterons au cours du chapitre parlant du combat langagier du groupe Kaos GL, cette confusion de vocabulaire est toujours d'actualité, mais nous devons admettre que l'utilisation des mots et des adjectifs péjoratifs est moins fréquente qu'autrefois, même dans des publications les plus hostiles à l'homosexualité. Donc, même si de nos jours, nous observons une couverture médiatique « négative » à propos de l'homosexualité, nous devons admettre aussi une certaine évolution.

En plus de cette tentative de fondation d'une association à Ankara, qui ne marqua pas profondément le mouvement, dans les années 1970 naquit une autre tentative dont le pionnier était M. İbrahim Eren. İbrahim Eren est l'une des figures importantes dans l'historique du mouvement LGBT en Turquie, pourtant, nous ne pouvons pas dire qu'il est toujours considéré comme un exemple positif par le mouvement LGBT. Nous développerons ultérieurement la nature des relations entre les associations de droit des LGBT et İbrahim Eren.

L'importance d'İbrahim Eren dans le mouvement LGBT en Turquie, vient du fait qu'il est l'un des pionniers du mouvement, et pendant plusieurs années, il est resté l'un des rares représentants visibles. Dans la version en anglais du site internet de l'association Kaos GL, il est indiqué que vers la fin des années 1970, İbrahim Eren, travaillant à Ege Çevre Sağlığı

Merkezi (le Centre de santé environnementale égéenne) de la ville d'Izmir, avait établi des groupes de soutien parmi les lesbiennes et gays d'Izmir, « d'où était né un certain discours politique parmi un groupe d'homosexuel intellectuel et économiquement indépendant »⁴¹⁹. Pourtant, dans un entretien fait avec lui pour le livre *Eşcinsel Erkekler (Les hommes homosexuels)*⁴²⁰, Eren ne cite pas cette initiative qui lui est attribuée et il fait débiter son intérêt actif pour le mouvement LGBT avec le mouvement de Radikal Parti (Parti Radical) en Turquie. Nous ne pouvons vérifier la pertinence de cette information et mettre en ordre chronologique l'historique du mouvement LGBT qu'en s'appuyant sur un article publié dans le supplément de week-end du journal *Milliyet, Haftaya Bakış (Compte rendu de la semaine)*, daté du 8-17 février 1987⁴²¹. Le supplément consacre sa couverture à un parti politique qui n'est pas encore fondé officiellement, et qui ne sera jamais fondé d'ailleurs, dont la porte-parole est İbrahim Eren. Il s'agit du Parti Radical composé des différents groupes, où sont inclus les homosexuels, les verts, les féministes, les antimilitaristes, les antiautoritaires et les athées. Nous détaillerons le processus de fondation du Parti Radical qui constitue un premier pas dans le mouvement LGBT, mais avant de le faire nous voulons préciser la démarche réalisée par l'initiative d'İbrahim Eren, à Izmir.

Dans l'article rédigé par le journaliste Can Dündar, il est indiqué qu'İbrahim Eren fit ses études universitaires en Italie et à son retour en Turquie, s'étant inspiré du Parti Radical italien qui avait réussi à entrer au Parlement, il crut que ce genre d'organisation était aussi nécessaire en Turquie. Dündar rapporte que c'est d'après une telle motivation que fut fondé le Centre de santé environnementale égéenne. Dans les années 1978 – 1979, celui-ci fut dirigé par un groupe faisant des recherches approfondies sur la pollution du golfe d'Izmir. Ils se sont fait connaître par rapport à ces problèmes environnementaux et en organisant des symposiums durant lesquels les problèmes des homosexuels ont été discutés : on y affirmait que ce n'étaient pas ces derniers qui nécessitaient un traitement, mais la société. Nous pouvons donc prétendre que le noyau du mouvement LGBT en Turquie émergea d'abord à Izmir, vers la fin

⁴¹⁹ Source : <http://news.kaosgl.com/item/2006/9/11/turkey-s-lgbt-history-1970s>, consultée le 10 mars 2010.

⁴²⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 80-88.

⁴²¹ Article rédigé par Can Dündar, dans le supplément de week-end du journal *Milliyet, Haftaya Bakış*, n° 17, 8-14 février 1987, sujet de la couverture et dans les pages 29-33. Cette incohérence d'information nous montre la difficulté de travailler sur l'historique du mouvement homosexuel en Turquie, car le sujet sur lequel nous travaillons devient en même temps la source, et la seule et unique source, de notre travail, donc l'objectivité peut toujours être mise en cause. En tant que chercheur, nous ne possédons pas des recherches faites par d'autres chercheurs utilisant des ressources différentes. Dans ce cas spécifique, le seul moyen pour contrôler la véracité de l'information donnée sur le site Kaos GL était de faire recours à M. İbrahim Eren directement, ce qui nous fut impossible en raison de ne pas avoir pu trouver ses coordonnées. Pourtant la vérification fut possible par l'intermédiaire de l'article du journal *Milliyet*.

des années 1970. Pourtant, la période précédant le coup d'État de 1980 n'était pas très favorable à la société civile et, comme les autres organisations civiles de l'époque, le Centre de santé environnementale fut également sous pression et dissous peu après sa fondation.

1. La tentative de fondation d'un parti politique : le Parti Radical

İbrahim Eren, qui se définit comme un militant de Türkiye İşçi Partisi (Parti ouvrier de Turquie, TİP), indique que dans les années 1970, il était impossible d'affirmer son homosexualité au sein de la gauche, tandis que dans les milieux libéraux et petit bourgeois, l'homosexualité était vécue moins douloureusement⁴²². Même s'il se considère comme bisexuel, İbrahim Eren constate qu'en raison des attitudes hostiles dans les milieux politiques gauchistes envers les homosexuels, il a senti d'abord la nécessité de combattre cette injustice et ensuite de s'affirmer en tant qu'homosexuel. L'exemple de Demet Demir est une preuve aussi de l'hostilité de la gauche envers l'homosexualité : en raison de son homosexualité (à l'époque, Demir est désormais une transsexuelle), Demir est exclu de İlerici Gençlik Derneği (l'Association progressiste de jeunesse, une branche de TİP)⁴²³. Cette attitude hostile avait deux raisons : d'abord, selon le point de vue politique, l'homosexualité était considérée comme l'une des conséquences négatives du capitalisme et ensuite, selon le point de vue culturel, l'homosexualité était source d'hypocrisie, les homosexuels étant considérés comme des personnes à qui nous ne pouvons pas faire de confiance. Cette dernière approche masquait une perception erronée de l'homosexualité, on croyait que chez les homosexuels, le sexe emportait sur tout, même sur le positionnement politique. Donc, si quelqu'un était porté à l'homosexualité, il pouvait « trahir sa cause » pour son envie. En lien avec cette approche de la gauche envers l'homosexualité, İbrahim Eren explique que l'époque suivant le coup d'État de 1980 était propice à l'émergence d'un mouvement LGBT, car puisque la plupart des gauchistes se trouvaient en prison, il y avait un vide politique qui favorisait cette émergence, la pression politique négative ne se faisant plus sentir⁴²⁴.

Ce n'est pas en raison de son orientation sexuelle, mais en raison de ses engagements politiques à gauche, İbrahim Eren dut quitter le pays, avant le coup d'État de 1980, afin d'éviter d'être arrêté et de mise en prison. Son séjour en Europe dura de la fin des années 1970 au début des années 1980, où il vécut dans différentes villes, le mit en contact avec

⁴²² HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 80-81.

⁴²³ ATAMAN Kutluğ, *Peruk Takan Kadınlar (Les femmes portant de la perruque)*, éd. Metis, Istanbul, 2001, 126 pages, p. 88.

⁴²⁴ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 84.

l'École de Francfort, du mouvement des Verts et il découvrit une approche plus libérale des milieux politiques envers l'homosexualité. Eren indique qu'à Turin, il participa pour la première fois à une marche homosexuelle et qu'il fut surpris de voir les homosexuels organiser une telle marche tout seul. Il ajoute qu'il participa ensuite en Allemagne, à Francfort, à la fondation du premier groupe LGBT de cette ville⁴²⁵ : « Roth Schwul »⁴²⁶. À son retour en Turquie, Eren indique que dans les années 1985-1986, avec la participation d'autres personnes, ils ont fait appel aux groupes marginaux pour se réunir sous un même toit. Ce projet était intitulé « Radikal Demokratik Yeşil Parti » (le Parti vert démocratique radical). En lien avec ce projet, il fut publié six numéros d'une revue, « Yeşil Barış » (La paix verte), dans lesquelles une page était consacrée à la rubrique « Gay Liberasyon » (La libération homosexuelle). Eren constate qu'avec le temps, le groupe LGBT devint le groupe le plus nombreux de ce parti et cela commença à créer des mécontentements auprès des autres membres. Il ajoute que, même ceux qui soutenaient sincèrement la cause homosexuelle se sentirent, à partir d'un certain moment, gênés d'être toujours nommés en tant qu'homosexuels dans les publications rapportant les activités du projet.

Même si l'objectif de fondation d'un parti politique n'aboutit pas, le projet (nommé soit comme le Parti vert démocratique radical, soit comme le Parti d'union démocratique radical et surtout dans les publications, sous une version plus courte, Parti Radical), mérite d'être analysé en raison de son lien avec le mouvement LGBT. Il envisageait de faire entendre la voix de ceux qui se sentaient sous une pression étatique. Dans les publications de l'époque, il est indiqué qu'au total cinq groupes étaient présents dans le projet, mais selon l'appellation, le nombre de ces groupes peut passer à six (comme nous l'avons indiqué ci-dessus) : les homosexuels, les verts, les féministes, les athées, les antimilitaristes et les antiautoritaires, les deux derniers pouvant être pris les uns pour les autres.

Le fait que le mouvement LGBT fit entendre sa voix pour la première fois, par la voie d'une tentative de fondation d'un parti politique et non celle d'une association, est un symptôme des conditions démocratiques de l'époque. En réponse à une question lui demandant pourquoi ils n'ont pas choisi de fonder une association, İbrahim Eren indiquait que compte tenu des derniers règlements, les associations pouvaient être fermées du jour au lendemain par un ordre du Ministère des affaires intérieures, et il ajoutait qu'en plus de cela,

⁴²⁵ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 82.

⁴²⁶ YILDIZ Deniz, op. cit., (...les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51, p. 48.

les associations étaient toujours sous la menace d'être perquisitionnées à tout moment par la police et que personne ne pouvait assurer la garantie d'un bon déroulement de ces examens : « Juste pour harceler, ils peuvent venir deux fois par jour pour examiner quoi que ça soit et cela peut être très décourageant »⁴²⁷. Eren soulignait qu'un parti politique était une structure mieux protégée par les lois et que pour son interdiction, un seul ordre du Ministère des affaires intérieures n'était pas suffisant. Même si, l'historique du mouvement kurde, que nous mentionnerons brièvement ci-dessous, nous a montré que même les partis politiques ne furent pas autant protégés que l'on pouvait le penser, nous devons admettre que la procédure d'interdiction est beaucoup plus difficile que la dissolution d'une association : elle exige une décision de la Cour constitutionnelle. Au cours d'un entretien plus récent (daté de 2001), Eren indique de plus que si le projet du Parti Radical apparut comme un mouvement politique, son objectif n'était pas essentiellement de fonder un tel parti, mais que c'était surtout un mouvement de renaissance, d'« illumination »⁴²⁸.

En raison du manque des travaux écrits sur le sujet, pour pouvoir suivre le trajet du Parti Radical, nous dûmes avoir recours aux archives du journal *Milliyet* qui est un journal quotidien national publié depuis 1950. Le journal a ouvert récemment toutes ses archives sous forme électronique et comme il est le seul journal offrant une telle facilité d'accès à distance, nous ne pouvons citer que les publications de *Milliyet* pour les années 1980. Par ailleurs, il est remarquable que ce journal soit le seul qui est accepté par les organisateurs pour couvrir certains événements. En dehors de cela, nous allons faire attention à ne pas généraliser la couverture du mouvement LGBT par le journal, comme si cela est une tendance commune à tous les journaux de l'époque. Nous utiliserons ses archives surtout pour combler certains vides sur l'historique du mouvement LGBT, en faisant attention à vérifier l'exactitude des informations qu'elle nous livre.

Nous constatons que le premier article publié dans le journal *Milliyet*, daté du 3 juillet 1986, citant İbrahim Eren, a un ton péjoratif envers l'homosexualité et envers les homosexuels, qui se révèlent dans le titre et les sous-titres utilisés : « Leur problème : ne pas pouvoir monter sur scène », « Les homos autochtones sont au Conseil européen », « Soutien vert aux homos »⁴²⁹. À la lecture de l'article, nous découvrons qu'il s'agit d'une assise du

⁴²⁷ Entretien fait avec İbrahim Eren, par le journaliste Can Dündar, publié dans le supplément de week-end du journal *Milliyet*, *Haftaya Bakış*, n° 17, 8-14 février 1987, p. 31.

⁴²⁸ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 85.

⁴²⁹ Article publié dans le journal *Milliyet* du 3 juillet 1986, à la une et la suite à la page 5. La version courte du

Parlement européen, à nombre réduit, qui se déroula à Istanbul et à laquelle participa İbrahim Eren afin de parler des problèmes des homosexuels en Turquie. À la suite de cette assise, le parlementaire des Verts, M. Uli Fischer fit une déclaration affirmant qu'en raison des motifs culturels islamiques, l'homosexualité est perçue dans ce pays d'une manière différente de celle de l'Europe centrale. Il poursuivit :

« Tandis que c'est une pratique fréquente et connue dans les milieux ruraux, elle est interdite par les lois. Selon ce que j'ai compris, le plus grand problème des homosexuels turcs est l'interdiction de monter sur scène. Ils ne peuvent même pas dire qu'ils sont homosexuels ».

En raison du ton hostile de l'article, nous ne pouvons pas faire confiance à l'authenticité des informations rapportées, car en Turquie la pratique homosexuelle ne fut jamais frappée d'une interdiction directe comme l'indique M. Fischer, même si des interprétations forcées des lois existantes sont utilisées pour opprimer les personnes LGBT. Nous devons donc supposer que soit les propos d'Uli Fischer sont mal rapportés par le journal, c'est-à-dire que Fischer envisageait spécifiquement la loi interdisant la montée sur scène des hommes déguisés en femmes ; soit que Fischer ait mal compris la situation actuelle, ce qui paraît peu probable à nos yeux.

Le ton de l'article nous montre une dualité qui existe toujours dans la plupart des publications traitant l'homosexualité concernant la politique : comme il s'agit d'un événement politique, le journal ne peut pas ignorer le sujet et pour cette même raison, il ne peut pas le traiter de manière si péjorative, car les politiciens étrangers participent aux propos. Pourtant, tandis que dans l'article l'événement est rapporté de manière plus ou moins impartiale, les titres et les sous-titres mettent en avant l'aspect scandaleux de l'homosexualité du sujet et ont un ton dévalorisant. Même si l'information prend le dessus, l'article publié le 16 juillet de la même année a également ce ton péjoratif dans son titre, « Un drôle de parti » (« Tuhaf » bir parti) ; et dans l'utilisation des mots entre guillemets, qui montrent l'incertitude et le soupçon : « un "nouveau" parti », « "écologistes" », « "bisexuel athées" ». En Turquie, afin de réduire le risque d'être poursuivis par la justice, les journaux ont coutume d'utiliser les guillemets par exemple lorsqu'ils veulent parler du génocide arménien, les guillemets indiquent qu'il s'agit d'une expression à laquelle le journal et le journaliste ne souscrivent

pas. Nous pouvons donc en déduire que dans l'article mentionné, l'utilisation des guillemets connotait également la dévalorisation de la réalité dont on parle.

Même si au cours des premiers mois de la couverture du Parti Radical dans le journal *Milliyet*, nous observons que la présence des homosexuels est mise au premier plan, nous remarquons qu'à partir de mai 1987, le parti fut évoqué également en raison de ses déclarations sur les vécus dans la société concernant la virginité, la pollution environnementale, les politiques d'Israël, etc. Les articles suivants, comme celle signée par Can Dündar et mentionnée ci-dessus, même s'ils gardèrent toujours un ton un peu léger en décrivant les participants comme « colorés », deviennent tout de même plus informatifs et moins provocants.

Dans la version anglaise du site Kaos GL, il est indiqué qu'en Turquie, comme la plupart des pays, la culture gay est devenue visible d'abord à partir d'un milieu homosexuel de domination masculine et que contrairement aux homosexuels masculins et aux personnes transgenres, les lesbiennes ne sont devenues visibles qu'à partir des années 1990. Le problème de la visibilité étant toujours un problème pour toute personne LGBT, nous avons remarqué qu'il se montre davantage dans les années 1980, au niveau du projet de fondation du Parti Radical. Dès son apparition dans les médias, nous ne pouvons observer que la présence d'Ibrahim Eren affichée comme le porte-parole du projet. Alors qu'il mentionne la présence d'autres personnes et d'autres groupes, alors qu'il parle d'un comité de coordination, au cours d'un entretien, il indique qu'il ne peut pas les nommer, qu'il n'a le droit que donner son propre nom⁴³⁰. Encore, en novembre 1986, au cours d'une réunion dont l'accès médiatique ne fut autorisé qu'à un journaliste de *Milliyet*, M. Hakan Türkkuşu, les participants n'acceptèrent d'être photographiés que sous la condition de ne pas être pris de face. Nous ne voyons les participants que de dos et dans l'article, il est indiqué qu'Ibrahim Eren montre son visage en tant que « pionnier »⁴³¹. Pourtant, en février 1987, dans un article publié dans le supplément du journal *Milliyet*, nous avons remarqué qu'au moins certains membres du parti en fondation n'hésitent plus à montrer leurs visages sur les photos prises. Nous avons observé de même qu'une deuxième personne s'affiche avec son nom, en tant que porte-parole du groupe LGBT : M. Kemal Yılmaz. Mais un article publié dans le journal *Le Monde* du 5 mai 1987 sur

⁴³⁰ Entretien fait avec Ibrahim Eren, par la journaliste Ayça Atikoglu, publié dans le journal *Milliyet* daté du 16 juillet 1986.

⁴³¹ En turc, le mot utilisé permet à un jeu de mot faisant allusion (même si cela est de manière assez implicite) à la relation sexuelle anale des homosexuels masculins : « öncü ».

la grève de la faim menée par les personnes LGBT nous rappela encore une fois que cette visibilité était quand même limitée à un nombre réduit de personne et était réservée surtout aux personnes transgenres⁴³². Dans son article, le journaliste Michel Ferrere rapportait cette situation comme telle :

« Quelques rares "gays" plus classiques font une apparition solidaire, mais furtive, que commente ainsi l'un des grévistes de la faim : "Les transsexuels ont pris la tête du mouvement gay en Turquie parce que, dans un système machiste qui refuse la marginalité, ils sont à la fois les plus opprimés et les seuls à oser dire ce qu'ils sont" ».

Les grévistes de la faim, mentionnés dans l'article de Michel Ferrere, sont apparus dans la presse turque le premier mai 1987, par l'intermédiaire d'un article publié dans le journal *Milliyet*. Dans cet article, nous apprenons que les homosexuels ont débuté une grève de la faim à Istanbul en raison des pressions aggravées des policiers envers eux au cours du mois de Ramadan. Environ soixante-dix travestis (transsexuelles, Î.E.) étaient arrêté(e)s par la police, avaient été agressé(e)s physiquement, et furent déporté(e)s d'Istanbul à Eskişehir⁴³³. L'article indiquait que les homosexuels se réunirent dans le parc Taksim pour continuer leur protestation, mais ils y furent chassés par la police qui leur signifia que leur réunion était illégale. Deux jours après, un autre article du journal donna la parole à Kemal Yılmaz, le définissant comme le leader du groupe LGBT au sein du Parti Radical. Yılmaz indiqua que la pression exercée envers les homosexuels ne reflétait pas l'opinion publique de la société turque, mais qu'il s'agissait d'une politique d'État. Il ajouta que la grève de la faim avait débuté avec six personnes et que le nombre actuel des participants atteignait désormais trente-cinq. Une autre déclaration remarquable soulignait que s'ils n'arrivaient pas à atteindre leur objectif (qui n'est pas défini dans l'article, mais nous pouvons supposer d'une manière générale qu'il s'agit de la suppression de toutes les pressions envers les homosexuels), ils s'immoleront par le feu devant la Direction générale de la police.

L'assertion de Kemal Yılmaz sur le fait que l'augmentation des pressions sur les personnes LGBT est le résultat d'une politique d'État n'était pas sans fondement. En 1985, la loi sur les obligations et les droits de la police entraîna certaines modifications. L'article 11/a de la loi, datée du 16 juin 1985, indiquait que la police pouvait intervenir, même sans une

⁴³² Pour le texte intégral de l'article, voir l'annexe 3.

⁴³³ YILDIZ Deniz, op. cit. (...les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51, p. 50.

demande ou une plainte d'un tiers, pour mettre fin aux actes de « ceux qui agissent en dehors de la morale générale et des règles de décence ; ceux qui font des actes et qui ont des attitudes honteuses et non acceptées par l'ordre social ; et ceux qui parlent, chantent, font de la musique ou réalisent des performances semblables qui rentrent dans ce genre d'attitude honteuse »⁴³⁴. Avant son adoption, l'article causa certains débats au sein de l'Assemblée nationale. Dans l'historique du mouvement LGBT rédigé par Deniz Yıldız pour la revue *Kaos GL*, il est indiqué qu'en 1985, le ministre des affaires intérieures de l'époque, M. Yıldırım Akbulut, fit un discours précisant que la nouvelle loi donnait le droit de mettre en détention des personnes homosexuelles, pendant 24 heures, qu'il fallait être sévère envers ce genre de personne ayant des pensées et des tendances perverses, et c'est pour cette raison que le gouvernement l'appliquera partout avec rigueur, surtout dans des grandes villes⁴³⁵.

Même si, en raison d'un manque d'autres sources, nous sommes incapables de vérifier la pertinence de cette information, un article publié dans le journal *Milliyet* nous rapporte une discussion entre le député de Halkçı Parti (HP, le Parti populaire), M. Aydın Güven Gürkan et le ministre des affaires intérieures : il nous montre que l'article 11 de la nouvelle loi désigne les personnes LGBT⁴³⁶. Gürkan demande à Akbulut, si ce qui est rédigé dans l'article est la définition de l'homosexuel selon le gouvernement. Akbulut indique que cela n'est peut-être pas la définition de l'homosexualité, mais « l'esprit de l'article couvre tout cela ». Nous devons souligner que même si certains articles de la loi furent modifiés, par exemple en 2002, en 2004 et en 2007, dans le cadre d'harmonisation des lois avec celles de l'Union européenne, cet article reste toujours en vigueur et est utilisé afin de créer une pression surtout sur les personnes trans.

Le fait que les pressions se soient aggravées au cours d'un mois important dans la religion musulmane, le mois durant lequel les croyants pratiquant font le jeûne, les hommes religieux trouvent une place dans les médias qui leur consacrent des pages ou des émissions, certains établissements vendant de l'alcool prennent leurs congés annuels, cela nous montre comment non seulement la « morale générale », mais aussi la religion peut être utilisée comme un moyen de justification, un moyen de légitimation pour l'exclusion des personnes LGBT. Mais comme la Turquie est un pays laïc, les pratiques mentionnées ci-dessus (surtout

⁴³⁴ Source : <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/569.html>, consultée le 8 janvier 2011.

⁴³⁵ YILDIZ Deniz, op. cit., (... les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51, p. 49.

⁴³⁶ Article publié dans le journal *Milliyet*, daté du 18 juin 1985.

le jeûne et l'abstinence d'alcool) ne sont pas, en principe et surtout dans les grandes villes, imposées officiellement à la totalité du peuple. Pourtant, la religion reste une menace pour certaines couches de la société, à toutes les époques, et non seulement pour les homosexuels. Comme le parti actuellement en pouvoir depuis huit ans est un parti considéré comme islamiste modéré, chaque période de Ramadan met en scène une tension entre les islamistes et les laïcs : chaque fois qu'il y a des incidents où l'on fait une pression sur ceux qui ne jeûnent pas et sur ceux qui prennent de l'alcool au cours de ce mois, les opposants prennent prétexte d'accuser le gouvernement de vouloir transformer le pays en un pays islamiste dirigé selon la charia. Cela nous montre encore une fois l'absence de confiance entre les différentes parties de la société turque.

Comme nous nous sommes demandée pourquoi les différents mouvements « marginaux » préférèrent fonder un parti politique et non une association, nous pouvons également demander pourquoi les homosexuels entamèrent une grève de la faim comme moyen de protestation, tandis qu'il existait d'autres moyens avant d'en arriver au point de sacrifier sa vie ou au moins sa santé. Notre réponse à cette question ne sera guère différente de celle donnée par İbrahim Eren à la première : pour échapper à la pression étatique. Car, comme l'interdiction des partis politiques est plus difficile que celle des associations, après le coup d'État de 1980, la grève de la faim restait presque le seul moyen de protestation permis par les dirigeants du pays. Un article publié toujours dans le journal *Milliyet* (du 15 mai 1987) nous informe que depuis la fin de l'année 1986 jusqu'au mois de mai de l'année 1987, plus de mille personnes défendant quinze sujets différents entamèrent une grève de la faim : les étudiants, les ouvriers, les enseignants dont le poste n'était pas encore attribué par le Ministère de l'éducation, certains prisonniers, etc. Selon les points de vue des juristes interrogés par la journaliste Didar Arslan, la raison qui poussa différentes personnes de différentes d'âge, de différentes opinions politiques à avoir recours à ce moyen de protestation, était que les autres moyens de protestation étaient interdits par des lois. Quant aux psychologues et sociologues, ils donnent l'explication que cette pratique est courante lors des périodes de passage, de transition des sociétés, en raison d'un sentiment de vengeance des individus envers la conscience collective. L'article de Michel Ferrere, mentionné ci-dessus, traite également du sujet et rapporte une caricature publiée dans le journal *Cumhuriyet* « où l'on voit un législateur penché sur le texte de la Constitution de 1982 qui se demande : "Comment a-t-on pu oublier d'interdire la grève de la faim ?" ». Dans l'article du journal *Milliyet*, Kemal Yılmaz, présenté comme l'un des pionniers de la grève de la faim, indique également qu'elle est la protestation la plus pacifique permise par les lois :

« Nous n'avons pas le droit de faire d'autres sortes de protestation. Même les partis politiques ne peuvent quasiment pas organiser des rassemblements et des marches ».

Dans l'ensemble du projet du Parti Radical, l'un des points marquants qui soutient l'une de nos hypothèses, qui porte sur le lien entre le mouvement LGBT et le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, est que la couverture du parti a été examinée également sous l'angle de ses relations avec le Conseil de l'Europe et avec la Communauté économique européenne (CEE) à laquelle la Turquie veut adhérer depuis les années 1960 et plus spécifiquement depuis 1987, date à laquelle elle fit une demande d'adhésion définitive qui lui fut refusée. L'argument défendu par le Parti Radical, pour avoir une certaine légitimité dans l'opinion publique et pour pousser l'État à ne plus exercer des politiques hostiles envers les homosexuels, mais aussi envers tous ceux qui sont considérés comme radicaux, envers tous ceux qui n'entrent pas, soit par leur orientation sexuelle, soit par leur engagement politique, dans le cadre du système établi, est que puisque la Turquie affirme sa volonté d'adhésion à la CEE, puisqu'elle est en voie d'adhésion et en tant qu'elle se définit comme un pays démocratique, sa politique discriminatoire rend douteux son projet⁴³⁷.

L'argument d'adhésion à la CEE du Parti Radical, pour défendre sa cause, ne reste cependant pas au niveau du discours et le parti noue également des relations avec différentes instances européennes. En mars 1987, İbrahim Eren participa à une conférence internationale des homosexuels et des lesbiennes, organisée par le groupe des Verts afin de faire connaître les difficultés rencontrées par les homosexuels en Turquie⁴³⁸. Dans son discours, Eren traita cette question du travail (trouver un travail et pouvoir obtenir le droit de travailler dans certains secteurs) des homosexuels à partir du cas de Bülent Ersoy⁴³⁹ et il invita le Parlement européen à donner une réaction envers la Turquie. Eren indiqua également qu'ayant déjà obtenu un certain niveau de vie, cette exclusion ne gênait probablement pas très profondément Bülent Ersoy, mais qu'existaient des personnes qui se trouvaient vraiment dans une mauvaise situation. Le nom de Bülent Ersoy est apparu quelques fois dans les publications sur le Parti Radical. Dans le chapitre V, nous avons traité son cas en même temps que l'absence d'intérêt des personnes LGBT connues envers le mouvement LGBT en Turquie. Cette absence se manifeste également dans le cas du Parti Radical : Bülent Ersoy ne se montra jamais aux côtés

⁴³⁷ Article publié dans le journal Milliyet, le 9 mai 1987, page 7.

⁴³⁸ SEVER Ahmet, envoyé spécial à Bruxelles, article publié dans le journal Milliyet, le 7 mars 1987, page 3.

⁴³⁹ Cf. Chapitre V, les paragraphes rapportant l'interdiction de travail de Bülent Ersoy durant la période (avant et après) du coup d'État de 1980.

du parti et préféra rester silencieuse même si son nom fut prononcé dans les débats. Cela montre également que même s'ils sont victimes du système établi et des structures existantes, les personnes LGBT connues préfèrent rester fidèles à ce système qui leur procure tout de même une certaine notoriété. Cependant, tandis que Bülent Ersoy ou d'autres personnes LGBT connues n'affirmèrent pas leur soutien au Parti Radical, le nom de l'une d'entre elles, celui de Güner Kuban, fut mentionné une seule fois dans le journal *Milliyet*. Selon un article daté du 10 décembre 1986, İbrahim Eren indique que les membres fondateurs attendent la venue de Güner Kuban pour lancer le manifeste du parti, pourtant, son nom n'apparaît plus dans les publications concernant le Parti Radical, nous pouvons donc prétendre que pour des raisons qui nous sont inconnues, Güner Kuban s'est retirée du projet de fondation du parti.

À la fin de la conférence internationale organisée par les Verts, il fut décidé d'envoyer une lettre au gouvernement turc sur les problèmes concernant le travail des homosexuels⁴⁴⁰. Dans cette conférence İbrahim Eren avait expliqué le point de vue du Parti Radical au sujet de l'adhésion de la Turquie à la CEE :

« En Turquie, la démocratie a des grandes faiblesses et l'adhésion à la CEE peut résoudre ce problème. (...) Nous sommes pour l'adhésion de la Turquie, afin de pouvoir bénéficier des droits dont vous bénéficiez actuellement ».

Nous constatons que, depuis plusieurs années ce discours garde son actualité pour ceux qui veulent l'adhésion de la Turquie à la CEE, devenue désormais l'Union européenne. Comme les dynamiques intérieures restent insuffisantes à faire agir les gouvernements, les groupes minoritaires mettent sur la table la carte de l'Union européenne qui constitue un point commun pour plusieurs tendances politiques en Turquie. Nous pouvons également observer des discours indiquant que la Turquie doit faire certains changements politiques, doit améliorer sa législation afin de laisser plus de place à la liberté d'expression, de devenir un pays plus démocratique et ce n'est pas parce que l'Union européenne la force à le faire, mais parce que ses citoyens méritent de vivre dans un pays plus libre, plus démocratique. Ce discours est développé afin de contourner les critiques sur la dépendance de la Turquie des pays européens, les critiques issues d'un sentiment de fierté nationale.

⁴⁴⁰ À partir de nos ressources, il nous est impossible de préciser si cette lettre est envoyée et a été prise en compte par l'État turque, mais nous devons tout de même rappeler qu'en 1988, la transformation sexuelle a été connue par la loi, à la suite de l'affaire Bülent Ersoy, traité en détail dans le chapitre V.

La présence et le soutien des étrangers, mais surtout des « Occidentaux », et nous entendons par là les Européens et les Américains (surtout les États-Uniens), furent presque toujours une soupape de sécurité dans les combats des minorités en Turquie. Comme l'objectif du pays était, dès l'époque ottomane, d'atteindre le niveau des sociétés développées, quand un groupe minoritaire réclamait ses droits en faisant référence aux démocraties européennes, il obtenait quasi automatiquement une certaine légitimité et les gouverneurs du pays ne pouvaient pas s'y opposer directement. Il nous faut souligner qu'il s'agit d'un mécanisme assez restreint, que les politiques traditionnelles de l'État envers les minorités et envers l'opposition prennent toujours le dessus, mais il faut tout de même prendre en compte cette tension existante et le rôle joué, même de manière involontaire, par les Européens, dans les affaires intérieures du pays. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, ce rôle pouvait être interprété par des discours plus nationalistes de manière négative et comme une intervention dans les affaires du pays, mais cela n'empêche pas que les « Occidentaux » soient un point de référence, un point de repère pour des défenseurs d'opinions différentes. À ce propos, nous avons précisé déjà les relations du Parti Radical avec les différentes instances européennes, dans l'article sur la grève de la faim menée par le parti, nous pouvons encore remarquer ce moyen de légitimation et de protection : İbrahim Eren indique que le journal *Le Monde* envoie un journaliste en Turquie, M. Michel Farrere (dans le texte rédigé comme Farrire), chargé de suivre leur protestation. La publication de l'article publié dans le journal *Le Monde* du 5 mai 1987, et intitulé « Un groupe de travestis fait la grève de la faim à Istanbul » vérifie cette information⁴⁴¹. Cette couverture internationale fut un fait qui renforça la position des causes minoritaires à l'intérieur du pays.

Nous devons tout de même ajouter que les critiques envers des relations établies avec différentes instances étrangères peuvent avoir d'autres motivations que nationalistes, et que parmi les organisations homosexuelles cela reste un point de débat, surtout depuis que certains projets sont financés par ces instances. Le financement des projets inclut, pour la plupart du temps, l'embauche de certains militants et selon certains cela peut présenter le risque de ne réaliser que des projets qui peuvent obtenir un soutien financier, c'est-à-dire développer des projets non selon les besoins de la communauté LGBT, mais selon les demandes des financeurs. Un autre aspect critiqué est la professionnalisation des bénévoles par une rémunération : le militantisme ne devrait pas être un moyen de gagner sa vie. Au cours de ce processus, certains deviennent pratiquement des professionnels et cela amène la

⁴⁴¹ Pour le texte intégral de l'article, voir l'annexe 3.

monopolisation des projets par ceux qui acquièrent plus d'expérience dans le domaine, car la rédaction des projets est devenue désormais un travail à part, ayant une grande influence sur l'acceptation et le refus.

Du côté de la visibilité du Parti Radical dans les chaînes de télévision, nous ne pouvons pas prétendre qu'il y était exclu, mais nous n'avons pas beaucoup d'exemples non plus. À partir des articles du journal *Milliyet* qui nous informent sur cette présence visuelle, nous concluons que dans les émissions télévisées traitant le sujet régnait toujours un ton provocant (et en général humiliant) l'homosexualité. Nous trouvons un exemple pareil dans une émission publiée en juin 1987. Dans la chaîne nationale, et unique à l'époque, TRT, le journaliste Ertürk Yöndem préparait une émission intitulée « Haberden Habere » (De l'information à l'information). En juin 1987, Yöndem consacra une partie de cette émission à des entretiens faits avec des personnes LGBT et à ceux qui sont faits avec des experts, sous le titre « la dépression chronique ». À la suite de l'émission, le journal *Milliyet* du 18 juin 1987, consacre un article aux opinions des journalistes, des citoyens et de M. Arslan Yüzgün, docteur et écrivain du livre *Türkiye'de Eşcinsellik (L'homosexualité en Turquie)*. Selon les opinions publiées, le programme est critiqué de ne pas être objectif, d'avoir des préjugés négatifs, d'orienter les interviewés afin d'obtenir des réponses voulues. Pourtant, ces critiques étaient utilisées pour défendre des points de vue plus ou moins différents ; par exemple tandis que le journaliste et le directeur de rédaction du magazine *Playmen*, M. Mehmet Yilmaz, trouve que sous cette forme le programme pouvait promouvoir l'homosexualité chez les homosexuels cachés ; un autre journaliste et rédacteur en chef du magazine *Erkekçe* (Masculin), M. Hıncal Uluç, insiste sur l'absence de la dimension juridique et souligne qu'en Turquie l'homosexualité n'est pas un crime, n'est pas interdite par la loi. Sachant que les opinions publiées, les personnes interrogées sont choisies par le journal, en étant en manque de connaissance sur la présence d'autres opinions, nous ne pouvons pas supposer qu'elles reflètent l'opinion publique turque et que cette dernière critique le traitement négatif de l'homosexualité. Pourtant, nous pouvons prétendre que le journal *Milliyet* le fait et cela peut avoir plusieurs raisons : soit la ligne éditoriale du journal partage sincèrement ces critiques, soit il s'agit d'une publication visant surtout le présentateur de l'émission, M. Ertürk Yöndem, et qu'elle envisage de le dévaloriser. Cependant, choisir un sujet comme le traitement négatif de l'homosexualité est un moyen risqué pour dévaloriser quelqu'un dans la société turque. Prenant en compte le ton des articles publiés sur l'homosexualité en relation avec le Parti Radical, dans les mois et dans les années suivants, nous pouvons donc prétendre que même si au début le journal *Milliyet* avait choisi un ton plus « coloré » ; la prise de position et les

déclarations du Parti Radical à propos des différents sujets, amène le journal à un traitement plus respectueux envers le Parti.

1.1. Les relations du Parti Radical avec d'autres mouvements et l'état des mouvements kurde, islamiste et féministe dans les années 1980-1990

Non seulement le mouvement LGBT, mais également le mouvement kurde, le mouvement islamiste et le mouvement féministe firent des démarches importantes pour amener les sujets délicats au sein de l'espace public, vers la fin des années 80 et le début des années 90. En 1986, fut fondé İnsan Hakları Derneği (Association des droits de l'homme, İHD), qui s'est inscrit au fur et à mesure dans le mouvement kurde. Dans ses principes essentiels⁴⁴², l'association était contre la torture (article 6) qui était à l'époque, et encore dans les années 90, une pratique fréquente des forces de sécurité du pays⁴⁴³. Donc, le fait de se déclarer contre la torture signifiait également un refus à propos d'une politique menée par l'État envers l'opposition (de gauche et kurde en général). Deux autres principes de l'association la rapprochaient davantage auprès du mouvement kurde : İHD refuse la guerre et le militarisme dans toutes ses conditions, il défend le droit à la paix (article 8), et il défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (auto-détermination) (article 13). Ces articles étaient explicitement posés contre les politiques menées par l'État à propos du problème kurde.

Une autre démarche du mouvement kurde fut de s'organiser sous un parti politique en 1990 lorsque Halkın Emek Partisi (le Parti populaire du travail, HEP) fut fondé. La fondation du HEP fut également le début d'une période où les partis politiques kurdes se sont succédés sous d'autres noms en raison des interdictions⁴⁴⁴. Le dernier de ces partis fut Barış ve Demokrasi Partisi (le Parti de paix et de la démocratie, le BDP), fondé en 2008, en raison de

⁴⁴² Les principes retenus sur le site de l'association, disponible sur : http://www.İHD.org.tr/index.php?option=com_content&view=article&id=976&Itemid=127, consulté le 13 novembre 2010

⁴⁴³ FORTA Bülent, Yalanlanan gerçeğin gösterdikleri (Ce que nous montre la vérité démentie), chronique publiée dans le journal *Birgün* du 10 octobre 2010, qui commente les déclarations d'un chef de police, M. Hanefi Avcı, sur le fait que la torture était une pratique d'obtenir des confessions lors de la période précédant le coup d'État de 12 septembre 1980, disponible sur :

http://www.birgun.net/writer_index.php?category_code=1186603162&news_code=1286709505&day=10&month=10&year=2010, consulté le 13 novembre 2010

⁴⁴⁴ Pour avoir une idée sur la fréquence des fermetures des partis politiques kurdes voir l'annexe 4. Pour avoir des informations détaillées en français voir le site de l'Observatoire Franco-Kurde : <http://www.ofkparis.org/articles/hadep-historique.htm>

la menace d'interdiction de son prédécesseur Demokratik Toplum Partisi (le Parti de la société démocratique, DTP) apparu en 2005 et interdit en 2009.

Dans cette suite de partis, le mouvement kurde a changé sa vision envers l'homosexualité et le mouvement LGBT. Pour les années 1990, nous ne pouvons pas parler d'une relation stable et substantielle entre les deux mouvements. Par exemple, il est possible d'observer que la section Ankara de l'association İHD refuse une demande de formation d'un groupe pour la défense des droits des homosexuels. Pourtant, au cours de la grève de la faim menée par les homosexuels, l'Association des droits de l'homme (İHD) envoya un docteur pour s'occuper des grévistes ayant des problèmes liés à la malnutrition. Remarquons tout de même qu'il s'agit d'une relation problématique qui n'est pas soutenue par tous les membres de l'association, car dans son livre intitulé *Erkek ve Kadında Eşcinsellik (L'homosexualité chez l'homme et la femme)*, (Ali) Kemal Yılmaz indique que certains écrivains et artistes (comme le poète Can Yücel, le romancier Rıfat Ilgaz, le cinéaste Barış Pirhasan et l'actrice Türkan Şoray) apportaient leur soutien à la grève, tandis que la section Istanbul de l'İHD avait exclu de l'association, Hale Özgür Kıyıcı, en raison d'« avoir soutenu ces personnes immorales sans avoir informé l'association »⁴⁴⁵. Kıyıcı a confirmé une telle séparation en indiquant qu'elle n'avait pas été exclue de l'association, mais qu'elle avait démissionné, comme d'autres membres le firent à l'époque. Avec son mari, ils avaient soutenu la grève des personnes LGBT en indiquant qu'« ils avaient subi une énorme "violence légale" » mais il leur était impossible de « rester muets envers cette violence »⁴⁴⁶.

Cependant, dans les années 2000, nous remarquons que la relation entre les deux mouvements s'est plus ou moins stabilisée, sous des formes différentes. Comme nous l'avons vu dans le chapitre V, en 2003, Demokratik Halk Partisi (Le parti démocratique du peuple, le DEHAP) indiquait dans son programme que, dans la Constitution envisagée par le parti, existe la reconnaissance de l'homosexualité ; et soulignait que l'ajout de l'expression « orientation sexuelle » à l'article 10 de la Constitution⁴⁴⁷ était important afin d'éviter les

⁴⁴⁵ YILMAZ, Ali Kemal, *Erkek ve Kadında Eşcinsellik (L'homosexualité chez l'homme et la femme)*, éd. Özgür, İstanbul, 5^{ème} édition, 1998 p. 184, cité par YILDIZ Deniz, op. cit., (...les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51, p. 50.

⁴⁴⁶ ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, *Doktora tezi için bilgi doğrulama talebi (Demande de confirmation d'une information pour une thèse de doctorat)*, Destinataire : Hale ÖZGÜR KIYICI. 15 décembre 2010. Communication personnelle.

⁴⁴⁷ « L'article 10 de la Constitution de la République turque garantit l'égalité devant la loi : 'Tous les individus sont égaux devant la loi sans distinction de langue, de race, de couleur, de sexe, d'opinion politique, de croyance philosophique, de religion ou de secte, ou distinction fondée sur des considérations similaires. Les hommes et les femmes ont des droits égaux. L'État est tenu de garantir cette égalité dans la pratique.

discriminations vécues par les homosexuels. La même approche serait suivie par le dernier parti politique pro-kurde, le BDP. Également en juin 2003, nous remarquons la volonté du mouvement kurde et du mouvement LGBT d'agir ensemble lorsque a eu lieu le meeting organisé par DEHAP à Ankara sous le titre « Nous ne voulons pas de guerre, nous voulons la paix » auquel le groupe Kaos GL participa en solidarité avec DEHAP.

Le 28 janvier 1991, une autre association de droit de l'homme vit le jour du côté du mouvement islamiste : İnsan Hakları ve Mazlumlar İçin Dayanışma Derneği (Association de solidarité pour les droits de l'homme et pour les opprimés, connue surtout sous le sigle de MAZLUMDER). La différenciation idéologique des associations (et de la société civile en général) se montre encore une fois par les noms choisis : le mot « mazlum » étant d'origine arabe et ayant des connotations traditionnelles. Les références utilisées dans la présentation de l'association nous renvoient également à la religion et plus spécifiquement à l'islam : « par le fait que l'homme a été créé en tant qu'homme », ou bien « le consentement avec l'oppression est lui-même une oppression » (une parole se trouvant dans le livre *Risale-i Nur*, rédigé par le fondateur de la secte Nurcular, Said-i Nursî).

Le mouvement féministe était un peu en avance par rapport aux mouvements kurde et islamiste. Dès le début des années 1980, les féministes se retrouvaient au sein de différentes organisations afin de discuter des problèmes des femmes. Comme ce fut pour le mouvement LGBT, les féministes commencèrent à s'organiser autour d'autres organisations et d'autres publications, avant de créer les leurs. Elles discutaient sur le féminisme au sein de Yazko (Yazarlar ve Çevirmenler Yayın Üretim Kooperatifi / Coopératif de publication des écrivains et des traducteurs) et elles ont obtenu une page dans la revue hebdomadaire, *Somut (Concret)*, du coopératif. Elles fondèrent ensuite la maison d'édition Kadın Çevresi (le Cercle féminin), au mois d'avril de l'année 1984, et commencèrent à traduire les livres des écrivains féministes. Mais le Cercle féminin n'était pas seulement une maison d'édition, il fonctionnait en même temps comme une organisation réunissant les féministes et produisant une politique féministe. Leur première campagne fut en mars 1986 pour la signature d'une recommandation adoptée par les Nations Unies, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les

Nul privilège n'est accordé à aucun individu, famille, groupe ou classe.

Les organes de l'État et les autorités administratives sont tenus de respecter le principe d'égalité devant la loi dans tous leurs actes.' » Source : Examen des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 40 du Pacte, Rapports initiaux des États parties, Turquie, le 17 mars 2011, Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 75 pages, p. 6. Disponible sur : http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/AdvanceVersions/CCPR_C_TUR_1_fr.pdf consulté le 12 juin 2012.

formes de discrimination à l'égard des femmes. Ainsi, avant d'être nommé comme l'un des groupes composants du projet de Parti Radical, les féministes avaient déjà mené certaines activités. D'ailleurs, nous constatons que leur participation au projet de parti ne se fit pas de manière automatique. Elles réclamèrent par exemple de plus amples discussions sur les principes fondateurs du Parti Radical et en février 1987 nous remarquons qu'elles hésitaient toujours à s'engager en raison d'une préoccupation selon laquelle « les hommes peuvent à tout moment essayer de dominer, en devenant agressifs sous l'influence d'une psychologie de domination intériorisée dans la société machiste où ils ont vécu »⁴⁴⁸.

En mai 1987, une décision juridique contenant des expressions misogynes devint l'accélérateur du mouvement féministe qui le poussa à agir à son compte. Ce fut également un événement qui donna lieu à la fondation de Mor Çatı Kadın Sığınma Vakfı (La fondation du refuge des femmes, Toit violet) en 1990. Il s'agissait de la décision d'un juge à Çankırı prise en 1987, au sujet de la demande de divorce d'une femme en raison de violence conjugale. Le juge, M. Mustafa Durmuş, refusa cette demande de divorce en inscrivant un idiome traditionnel misogyne dans le procès-verbal, qui glorifie la violence envers les femmes et qui les réduit à une machine à enfant⁴⁴⁹. Cette décision déclencha une série de protestations contre la violence envers les femmes, dont la plus grande fut une marche organisée à Istanbul et à laquelle participèrent plus de deux mille personnes. Même si le groupe féministe s'éloignait de ce fait du Parti Radical, nous remarquons qu'İbrahim Eren et le groupe LGBT menant une grève de la faim participèrent à la marche. Nous pouvons en conclure que même s'il ne s'agit pas de faire de la politique dans les mêmes lignes, un certain soutien réciproque exista toujours entre les deux mouvements.

Au cours de la marche, certaines féministes firent des déclarations dont l'une d'elles était celle de l'académicienne Şirin Tekeli qui déclara que les propos du juge Mustafa Durmuş concrétisaient l'approche de l'État envers les femmes. Une autre déclaration qui nous paraît importante provenait d'Ayşe Düzkan, de la revue *Feministe*, qui précisa que jusqu'alors, les femmes avaient marché pour leurs enfants et pour leur classe sociale, mais pour la première fois qu'elles marchaient pour elles-mêmes. Nous postulons que les propos de Düzkan reflétaient un changement de pratiquer la politique en Turquie. D'une part, sous une influence

⁴⁴⁸ Article rédigé par Can Dünder, dans le supplément de week-end du journal *Milliyet*, *Haftaya Bakış*, n° 17, 8-14 février 1987, p. 33.

⁴⁴⁹ L'expression en turc : « Kadının sırtından sopayı, karnından sıpayı eksik etmemek gerekir », par une traduction libre : « À une femme, il lui faut un bâton sur le dos et un gosse dans le ventre ».

en retard du contexte international, d'autre part en raison des conditions intérieures du pays qui avaient détruit les organisations, politiques et civiles, les différents groupes qui jusqu'alors luttèrent contre le système dans une logique de classe, selon une opinion politique globale laissant de côté les politiques identitaires, sentaient désormais le besoin de lutter pour leurs propres identités. Cette lutte n'excluait pas du tout le contexte politique, ni de la lutte des classes pour des groupes gauchistes, pourtant, l'obtention du pouvoir politique n'était pas l'objectif essentiel, la lutte envisageait avant tout d'obtenir des droits pour pouvoir s'exprimer et vivre en gardant son identité. Certaines critiques peuvent être prononcées envers la montée des politiques identitaires, comme lorsqu'elles empêchent d'avoir une vision plus globale du système établi, lorsqu'elles affaiblissent la notion de la lutte des classes, alors que les problèmes vécus par les identités opprimées sont liés à ce système, issu d'une politique basée sur l'oppression des classes dominées. Pourtant, comme la gauche se souciait peu du problème des identités minoritaires, c'est l'occasion pour elle de faire une autocritique envers les politiques menées jusque-là. Nous constatons que l'élargissement des NMS dans l'espace public transforme également la gauche, voir l'exemple de la participation des homosexuels à la marche de 1^{er} mai, en 2001, dans les paragraphes suivants. Tandis que cette participation était refusée par certains composants de l'organisation, depuis cette date-là, les dissensions au sujet de leur présence ont été remises en question. D'autre part, les NMS essaient de soutenir les sujets défendus par d'autres mouvements, de ce fait même s'ils soulignent leurs spécificités identitaires, ils ne s'enferment pas dans ces spécificités. Les propos d'un ancien membre du groupe Kaos GL, M. Murat Yalçinkaya, peuvent être un exemple à expliquer la raison d'être des politiques identitaires : il indique que le fait qu'il soit sujet des injustices en raison de son homosexualité le force à souligner cette identité homosexuelle. Pourtant, selon lui l'objectif final est de vivre dans un monde dans lequel les identités (sexuelles et les autres) n'ont pas d'importance ; celui-ci n'a pas à se définir à partir de ces références⁴⁵⁰.

La marche organisée en 1987, contre la violence à l'égard des femmes, fut suivie par plusieurs autres campagnes visant à valoriser le travail féminin, à créer une conscience sur le droit des femmes à disposer de leurs corps et à refuser la violence exercée contre elles. En 1988, un livre collectant les témoignages individuels des femmes fut publié : « Bağır ! Herkes

⁴⁵⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 69-79, p. 74. Il faut tout de même souligner que même si dans le livre, Yalçinkaya est présentée comme porte-parole du groupe Kaos GL, les membres de ce dernier indiquent qu'ils n'étaient pas au courant de l'entretien et à l'époque, Kaos GL s'était séparé de Murat Yalçinkaya. Ils soulignent bien que ce n'était pas M. Yalçinkaya qui avait voulu quitter le groupe, mais c'était l'inverse.

Duysun ! » (Hurle ! Que tout le monde l'entende !). Comme nous l'observerons dans la revue *Kaos GL*, le mouvement féministe de même a mis à profit les histoires individuelles pour arriver à établir une politique cohérente concernant les problèmes vécus par ces individualités. C'est ainsi que la politique féministe et la politique des homosexuels se concrétisent dans des histoires vécues. Au cours de ces campagnes, un réseau de soutien, composé par des avocats, des docteurs et des bénévoles, se constitua, mais celui-ci n'était pas suffisant pour pouvoir répondre aux demandes. C'est ainsi qu'en 1990, Mor Çatı Kadın Sığınağı Vakfı (le Toit pourpre) fut fondé et que cette fondation fonctionne toujours. Le mouvement LGBT devra encore attendre une certaine transformation des conditions politiques et sociales pour pouvoir se lancer dans une telle démarche.

B) Le mouvement LGBT dans les années 1990

À partir du milieu des années 1990, le mouvement LGBT se construit surtout autour de deux groupes : Kaos GL et Lambdaİstanbul. Tenant compte de la chronologie de leurs fondations, nous serons amenée à traiter d'abord le groupe Lambdaİstanbul, ensuite le groupe Kaos GL sur lequel nous insisterons plus en raison de leur archive mieux construite et conservée au fil des années. C'est à la fin de ce chapitre que nous présenterons brièvement les autres groupes et associations de droit des LGBT existant en Turquie, comme ils méritent un examen détaillé, sous plusieurs angles, et que pour l'instant il nous est impossible de détailler le sujet dans le cadre de notre travail, nous devons les considérer comme faisant partie d'une future recherche.

En traitant le mouvement LGBT des années 1990, nous observerons qu'İbrahim Eren, le pionnier du projet de Parti Radical, ne fait pas exactement partie de cet historique. A cela plusieurs raisons dont certaines nous sont inconnues, car nous avons observé dans nos recherches que les désaccords personnels sont parfois une raison de séparation du groupe et comme ce ne sont que des motivations subjectives, nous préférons de ne pas nous attarder sur ce sujet même si elles apparaissent dans certaines publications. Nous pouvons pourtant indiquer quelques aspects plus objectifs concernant l'importance affaiblie d'İbrahim Eren dans les années 1990. Nous devons également souligner que les groupes (et futures associations) de l'époque et İbrahim Eren se rejettent mutuellement. À propos du groupe Kaos GL, İbrahim Eren indique qu'il est suspicieux en prétendant que le discours de la revue est celui d'un groupe anarchiste des années 1980, Efendisiz. Il assure qu'il s'agit en fin de

compte d'un groupe anarchiste qui cherche des sympathisants auprès des homosexuels⁴⁵¹. Le groupe Kaos GL est « accusé » non seulement par İbrahim Eren, mais également par d'autres et à différentes occasions, même après plus d'une dizaine d'années d'existence, de représenter un courant anarchiste et d'exclure tous ceux qui ne rentrent pas dans ce cadre. Il est vrai qu'au cours de nos lectures de la revue *Kaos GL*, nous avons remarqué, surtout au cours des premiers numéros, un ton anarchiste dans les articles rédigés. L'un des fondateurs du groupe utilise le pseudonyme « Efendisiz » dans certains articles (le nom du groupe anarchiste mentionné par İbrahim Eren. Lors de notre entretien, Kürşad Kahramanoğlu, militant homosexuel qui participe régulièrement aux activités de Kaos GL et chroniqueur dans le journal *Birgün*, nous expliqua que le groupe s'était formé à l'initiative d'un couple homosexuel originaire de la classe ouvrière. Comme l'indique Kahramanoğlu, leur origine de classe et leur point de vue politique ont influencé le mouvement qui dans un premier temps développa une tendance anarchiste. Si l'opinion politique de ses fondateurs marqua les premières années le groupe, nous pouvons observer que ce ton s'est beaucoup affaibli dans la revue avec le temps, même si cette dernière marque toujours son opposition envers le système existant. Et au cours des années le groupe a souligné à plusieurs reprises que cette « accusation » ne reflétait pas la réalité. Il ne se limite pas à l'anarchisme⁴⁵² et ne le mettait pas en avant comme condition pour participer aux travaux du groupe.

Au sujet du groupe Lambda, en plus de toutes ses autres remarques, İbrahim Eren critique le nom qu'il s'est choisi en disant que les homosexuels de Turquie pouvaient trouver un autre symbole reflétant mieux la culture de leur pays, qu'une lettre de l'alphabet grec⁴⁵³.

Afin de résumer l'attitude des groupes LGBT envers İbrahim Eren, nous pouvons citer un mail envoyé par l'un des membres de Kaos GL, Ali Erol, au groupe. Comme suite à un mail demandant s'il y avait une organisation défendant les droits des homosexuels en Turquie, avant la fondation de Lambdaİstanbul et de Kaos GL, Ali Erol soutient que « l'affaire İbrahim Eren » avait une certaine importance ou plutôt c'était important vu d'Ankara⁴⁵⁴. Il ajoute qu'en raison de cette impression et aussi en raison des problèmes financiers que le groupe

⁴⁵¹ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 86.

⁴⁵² Dans le septième numéro de la revue *Kaos GL*, daté de mars 1995, en réponse à un courrier de lecteur, le groupe indique que la revue n'est pas une publication anarchiste : « Parmi ses participants et ses lecteurs, existent également les homosexuels et les hétérosexuels anarchistes. Pourtant, cela n'indique pas que la revue n'est qu'une revue anarchiste. Kaos GL est une revue gay et lesbienne, ayant un perspectif libéral, publié par des hommes et des femmes homosexuels », p. 13.

Voir aussi HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 69-79, p. 74.

⁴⁵³ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 87.

⁴⁵⁴ Mail envoyé au groupe « antihomofobi » (anti-homophobie) le 3 décembre 2010.

avait attendu pendant près d'un an avant de débiter commencer la publication de la revue *Kaos GL*. Il constate tout de même qu'il est préférable de faire débiter le mouvement LGBT en Turquie par la fondation des groupes Lambdaİstanbul et Kaos GL, et il souligne que cette approche n'a pas pour objectif de renier le passé, mais qu'il faut partir de cette fondation qui permet aux homosexuels « ordinaires » de produire leurs propres discours, et d'agir en leur propre nom.

Après avoir mentionné la nature des relations entre les groupes LGBT des années 1990 et İbrahim Eren, nous voulons citer une autre figure emblématique qui marqua non seulement les années 1990, mais même le début des années 2000 : Süleyman Ulusoy, alias « Hortum Süleyman », Süleyman le tuyau. Ulusoy était un commissaire principal, employé à la Direction de la sûreté du quartier Beyoğlu, et il avait obtenu ce pseudonyme, car, selon les dires, il utilisait des tuyaux colorés pour torturer les « coupables », dont les travestis, les tziganes et les enfants des rues. Comme la torture est un acte illégal, Süleyman Ulusoy nia toujours l'origine de son pseudonyme, pourtant, en 1999, la chaîne CNN Türk diffusa une vidéo le montrant battant des travestis avec un tuyau⁴⁵⁵ ; et son nom fut encore une fois prononcé par un enfant prisonnier au cours d'un entretien réalisé le 28 février 2000 et publié dans un rapport préparé par la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée nationale⁴⁵⁶. Il était le seul policier dont le nom a été publié dans le rapport, les noms de tous les autres policiers accusés d'exercer la torture ont été publiés de manière anonyme et selon l'explication des rédacteurs du rapport, ce fait était accidentel.

Ulusoy débuta sa carrière dans le quartier de Beyoğlu, en 1991, il changea de quartier en fin 1992, mais il indique dans un entretien qu'il fut appelé de nouveau à officier dans le quartier Beyoğlu au cours des dispositions préparatoires à Habitat II (cf. Chapitre III, C, Les années 1990) en début 1996⁴⁵⁷. En raison de ses actes de violence dans les années 1996-1997, neuf travestis portèrent plainte contre lui en 2001 et la peine prévue atteignait vingt-sept ans au total, mais en 2003, suite à un changement de loi sur la libération conditionnelle et sur

⁴⁵⁵ Süleyman Ulusoy réclama toujours qu'il s'agissait d'un montage de vidéo, que les images ne reflétaient pas la réalité.

⁴⁵⁶ Article publié dans le journal Milliyet, daté du 26 mai 2000, page 21, Resmen işkence ([Reconnue] Officiellement [comme] torture, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2000/05/26/haber/hab00.html> Consulté le 21 mars 2011.

⁴⁵⁷ Entretien réalisé par Sevinç Özarslan avec Süleyman Ulusoy, publié dans le journal Zaman, daté du 22 mars 2008, disponible sur : <http://www.zaman.com.tr/haber.do?haberno=794983&title=yolda-gorenler-br8216abi-beni-de-dovmustun-brdeyip-elimi-opuyor&haberSayfa=35>

l'ajournement des procès et des sanctions, son affaire fut ajournée à condition d'être revue en cas de répétition du même crime par l'accusé⁴⁵⁸.

L'importance d'Ulusoy vient du fait que, selon nous, il symbolise l'attitude de l'État envers ceux qui « gênent » l'ordre de la société. Certes, l'État ne mène peut-être pas une politique qui peut être considérée comme ouvertement hostile, mais il encourage implicitement des pratiques brutales exercées par ses fonctionnaires. Même Ulusoy lui-même, et d'autres responsables de l'époque, indiquèrent que la torture est un acte illégal, qu'elle n'existe plus désormais dans les pratiques des policiers et si certains cas subsistent, ce ne sont que des cas isolés. Pourtant, le fait même de renommer un policier connu pour sa violence, dans le quartier où il avait déjà travaillé, montre que sa violence apparaît, d'une certaine manière, légitime aux yeux de l'État.

Après avoir clarifié la position d'Ibrahim Eren et après avoir mentionné le cas de Süleyman Ulusoy, en raison de leur importance respectivement pour le mouvement LGBT et pour les politiques étatiques envers « les exclus » de la société, il convient désormais de suivre le trajet parcouru par les deux plus grands groupes LGBT en Turquie : Lambdaİstanbul et Kaos GL. Dans un premier temps, nous serons amenée à préciser les processus de constitution des groupes. Comme à partir des années 2000, il devient plus difficile à séparer les trajets des groupes en raison de leurs influences mutuelles et en raison de leur positionnement commun sur certains sujets, nous traiterons les deux groupes ensemble. Cela amène quelques inconvénients dans l'historique des groupes, comme faire des sauts de temps, comme interrompre la chronologie, pourtant, pour éviter de se contenter à des repères uniquement chronologiques, nous avons préféré assumer ces inconvénients afin de pouvoir de mettre en valeur les points qui nous paraissent importants et en interrelation. Et même s'il paraît que ce choix crée également un déséquilibre dans le traitement des groupes, le groupe Lambdaİstanbul occupant plus de place que le groupe Kaos GL, nous voulons d'abord souligner que le groupe Kaos GL est déjà mentionné sous le titre de Lambdaİstanbul ; ensuite dans les années 2000, nous préciserons fortement les activités propres au groupe Kaos GL, et enfin, comme l'espace public LGBT est essentiellement traité à partir de la revue *Kaos GL*, nous aurons l'occasion de retourner sur le groupe et sur ses activités rentrant dans le cadre de notre recherche.

⁴⁵⁸ Article publié dans le journal *Hürriyet*, daté du 18 février 2003, disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=128601>

1. *Lambdaİstanbul*

Après l'essai de fondation d'un parti politique qui s'est éteint au fil des années, les homosexuels tentèrent ensuite de fonder une association, tout au début des années 1990. Entre les années 1991 et 1992, un certain nombre d'homosexuels furent réunis à Istanbul, afin de poursuivre les travaux de fondation d'une association et un groupe parmi eux prépara le statut de la future association⁴⁵⁹. Pourtant, le statut rédigé créa des dissensions au sein du groupe, car il contenait le mot « homosexuel » et certains participants des réunions ne voulaient pas s'afficher si explicites, tandis que les autres pensaient que sans une telle visibilité, le projet de fondation d'une association n'avait aucun sens. Le projet n'aboutit donc pas à l'époque.

La deuxième tentative d'organisation donna lieu d'abord à un groupe et ensuite à l'association Lambdaİstanbul, dont le noyau était le groupe qui se nommait « Gökkuşığı '92 » (Arc-en-ciel '92), le '92 étant la date de fondation du groupe. Quand celui-ci fit face des difficultés physiques, comme l'absence d'un lieu stable pour les réunions, une demande étrangère fut l'accélérateur de la fondation du groupe Lambdaİstanbul : l'Association internationale d'homosexuel (Enternasyonal Eşcinsel Derneği en turc) dont le siège se trouvait en Allemagne proposa à la communauté homosexuelle stambouliote, d'organiser ensemble la Gay Pride '93. La proposition fut acceptée et les membres du groupe Gökkuşığı, avec la participation des autres homosexuels venant de milieux différents, furent réunis le 11 avril 1993 avec le représentant de l'association allemande, M. Heribert Mürmann. Depuis, cette date est considérée comme la date de naissance de Lambdaİstanbul. Sa nomination Lambda fut proposée peu de temps après, par l'une des adhérentes, Mine Yanat. Au cours de ce processus, le groupe a connu certaines séparations en raison des problèmes de visibilité et de manque de confiance entre les participants. Une autre raison de séparation fut liée à la position d'İbrahim Eren et de ceux qui étaient regroupés autour de lui. Celui-ci s'opposait à ce qu'un tel événement soit organisé autour de la participation d'une instance étrangère, en prétendant que les homosexuels turcs étaient capables d'agir seuls. Nous observons qu'Eren a tenu ces propos encore dans les années 2000, lors d'un entretien réalisé pour le livre *Eşcinsel Erkekler* mentionné ci-dessus⁴⁶⁰.

⁴⁵⁹ YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde eşcinsellğin izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 2 – 90'lar (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 2 – les années 90), in la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49, p. 46.

⁴⁶⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec İbrahim Eren, p. 86-87.

Lambdaİstanbul resta indifférent à l'égard de ces critiques et continua de travailler en collaboration avec l'association allemande. Dans un premier temps, il fut envisagé d'organiser un événement intitulé « Cinsel Özgürlükler Etkinlikleri » (Les activités de libertés sexuelles), entre le 2 et le 6 juin 1993⁴⁶¹, la date choisie étant conforme aux autres périodes de célébration homosexuelle en Europe, connue sous le nom de « Christopher Street Day » ou « Gay Pride ». Le bulletin de présentation de l'événement faisait référence au processus d'adhésion à la Communauté européenne de la Turquie :

« Nous attendons de l'État qu'il soutienne notre cause, dans un pays démocratique, laïc, social, fondé sur les droits de l'homme, et qui cherche, dans les années 2000, à faire partie de la Communauté européenne, en tant que la Turquie »⁴⁶².

Parmi les participants de l'événement, on trouvait des académiciens turcs, des représentants des ONG de droit de l'homme, des ONG féministes et certains artistes, ainsi que des représentants des ONG étrangères (de l'Allemagne, du Pays-Bas et de l'Angleterre). Henning Michelson de l'Organisation mondiale de la santé et la députée berlinoise Annette Dettering se trouvaient également parmi les participants⁴⁶³. Alors que tous les invités étaient arrivés et que tout était organisé, la préfecture d'Istanbul interdit l'événement et organisa même l'expulsion des participants étrangers⁴⁶⁴. Selon la préfecture, la raison de l'interdiction était « le caractère de l'événement qui contrariait les mœurs, les traditions et les valeurs de la société turque » et qui entraînait une réaction éventuelle de la société pouvant menacer l'ordre et la sécurité. À la suite de cette interdiction, la Commission des droits de l'homme du Parlement européen ajouta l'homosexualité dans son rapport annuel sur la Turquie.

Après cette pression sur la réalisation des événements organisés, les membres de Lambdaİstanbul firent des réunions hebdomadaires dans un appartement acheté et où commença à vivre Heribert Mürmann, ensuite ces réunions furent organisées chaque dimanche pendant près d'un an d'abord dans un bar, ensuite dans une salle réservée au groupe par Toplumsal Araştırmalar Kültür ve Sanat İçin Vakıf (la Fondation pour des recherches sociales, la culture et l'art, la Fondation TAV). L'un des membres du groupe, Uğur Alper, rapporte le fonctionnement de ces premières réunions ainsi :

⁴⁶¹ Pour le texte intégral de la déclaration de presse rédigée par le groupe, voir l'annexe 5.

⁴⁶² YILDIZ Deniz, op. cit., (... les années 90), in la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49, p. 47.

⁴⁶³ YILDIZ Deniz, op. cit., (... les années 90), in la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49, p. 47.

⁴⁶⁴ Source : <http://news.kaosgl.com/item/131>

« À partir de 1993, même si la Turquie était considérée comme un pays n'étant pas prêt à ce genre d'organisation, nous poursuivîmes nos réunions à la maison, avec un nombre réduit de participants. Nous n'étions pas des intellectuels, nous étions des "simples" homosexuels, des homosexuels "ordinaires". Même si nous ne pûmes pas faire grand-chose au début, le fait juste de pouvoir continuer à se réunir signifiait quelque chose. Dans le processus d'élargissement du groupe, nous eûmes parfois des moments tendus et même des crises, le caractère activiste du groupe commença à prendre de l'importance dans l'ensemble. Cependant, Lambdaİstanbul resta toujours un forum ouvert à tout le monde, un forum ouvert aux personnes ayant des idées et des modes de vie différents. Notre objectif social est de contribuer aux développements identitaires des homosexuels de Turquie, de mener des activités au nom de l'égalité et de la liberté, et d'obtenir au moins les mêmes droits que ceux des homosexuels vivant au sein de l'Union européenne »⁴⁶⁵.

Nous remarquons que depuis le discours fait par İbrahim Eren en 1987 aux parlementaires Verts, le point de référence des demandes des homosexuels n'avait guère changé. Nous verrons également que dans les années 2000, au cours des procès de fermeture des associations, la référence à l'Union européenne restera un point essentiel des débats dans l'espace public.

La seconde interdiction d'un événement que Lambdaİstanbul tenta d'organiser eut lieu en septembre 1995. Il s'agissait d'un festival organisé en coordination avec la Fondation TAV, mais la préfecture d'Istanbul fit obstacle encore à la dernière minute. À la suite de ces interventions, le groupe choisit donc de ne plus organiser des événements dans la rue, ouverts au peuple et nécessitant une permission préalable ; il préféra organiser des panels, des réunions de discussions sous l'hospitalité d'une fondation choisie⁴⁶⁶. Cela montre le lien entre la visibilité des groupes LGBT dans des espaces publics physiques et leur visibilité dans l'espace public (sociétal / politique / discursif). Au fil de notre recherche, nous verrons qu'en conquérant les espaces publics physiques, en se montrant de plus en plus nombreux dans les rues, ceux-ci prennent plus de place dans l'espace public, même si cette visibilité possède à la fois des problèmes de représentation dans les médias.

En raison des empêchements des manifestations précédentes, en juillet 1996, les événements de « pride » furent réduits en une seule nuit organisée dans un bar homosexuel,

⁴⁶⁵ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 177-187, p. 178-179

⁴⁶⁶ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 184.

Club Prive. Mais au cours des années, la durée des événements augmenta, ceux-ci se diversifièrent (des panels, des projections du film, etc.) et se déroulèrent la journée, en dehors des fêtes organisées la nuit.

En novembre 1996, dans le numéro 27 de la revue *Kaos GL*, Lambdaİstanbul rédigea une présentation du groupe donnant le nombre des participants et leurs travaux. Selon cette présentation, les membres actifs sont au nombre de 40-45, et avec les participations irrégulières d'autres individus ce nombre atteint 55 à 60 personnes. D'après une information actuelle recueillie auprès d'une membre (ÖG), environ 20-30 personnes participent aux réunions hebdomadaires, ouvertes à tout le monde ; pour les réunions de coordination (des groupes travaillant sur des sujets précis), ce nombre diminue à 10 à 15 personnes.

Dans ce même article, Lambdaİstanbul précise qu'il travaille selon un système organisé en sous-groupes autonomes travaillant sur des sujets différents : le sous-groupe chargé de la revue, celui des travaux dans le domaine de la santé (en relation avec l'Association de combat envers le SIDA - AIDS Savaşım Derneği, ASD), le sous-groupe des droits de l'homme (en relation avec l'İHD, pour la fondation d'une sous-commission des minorités sexuelles au sein de l'association en vue de la rendre active). À cela s'ajoute le sous-groupe responsable du site internet, le sous-groupe radio (responsable d'une émission diffusée sur la chaîne Açık Radyo) et celui des recherches sur le statut des femmes, composé des femmes lesbiennes et hétérosexuelles.

Le sous-groupe sur les droits de l'homme travaillant en coordination avec l'İHD nous montre que même si le groupe Kaos GL a connu de mauvaises expériences au sein de l'İHD (voir l'historique du groupe Kaos GL), Lambdaİstanbul vécut plutôt une bonne relation avec cette association. En 2001, Mehmet Tarhan, en tant que membre du groupe Lambdaİstanbul, déclara pour la première fois, lors d'une conférence de presse organisée sous le toit d'İHD Ankara, qu'il était un objecteur de conscience assumant son homosexualité mais refusant cependant d'être dispensé du service militaire à cause de son orientation sexuelle. Le groupe Kaos GL participa aussi à cette conférence de presse, mais ce fut comme simple contact sans donner suite. L'İHD prépara un rapport en 2005 et envoya une lettre au Premier ministre de la Turquie, Recep Tayyip Erdoğan, lorsque Tarhan fut emprisonné pour refus de service militaire, en l'invitant à reconnaître le droit à l'objection de conscience. En novembre 2004, le groupe Lambdaİstanbul collabora une nouvelle fois avec l'association İHD lorsqu'un procès fut ouvert contre les policiers qui torturèrent une transsexuelle nommée Hülya, et qui l'avaient

retenu sans raison valable en prison. Le groupe Lambdaİstanbul et l'association İHD participèrent aux audiences du procès et organisèrent des protestations afin de créer une opinion publique favorable.

Nous remarquons que certains de ces sous-groupes sont arrivés à réaliser des travaux concrets, comme celui qui travaille dans le domaine de la santé et surtout sur le SIDA. Dans les années 1990, Lambdaİstanbul mena une politique plutôt active pour créer une conscience parmi les homosexuels sur le SIDA, en publiant des brochures sur la relation sexuelle protégée avec le soutien financier de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Association de lutte contre le SIDA (l'ASD). Il faut remarquer qu'en dehors du contexte international (la relation créée entre le SIDA et l'homosexualité, et le mouvement LGBT formé autour d'une lutte envers cette perception, mais aussi envers la maladie), le soutien financier des institutions a influencé également la nature des projets menés. Pourtant, les travaux communs à l'ASD et au groupe Lambdaİstanbul nous montrent encore une fois l'importance de nouer des relations personnelles pour la transformation des attitudes homophobes. Dans le numéro 27 de la revue *Kaos GL*, Lambdaİstanbul indique qu'au début l'ASD avait une attitude hostile envers l'homosexualité, qu'elle avait même préparé une publicité à diffuser sur les chaînes de télévision et une brochure contenant des expressions homophobes et des préjugés, qui furent tous privées de diffusion et de distribution suite aux démarches de Lambdaİstanbul. Le groupe ajoute qu'au fil des travaux, l'association obtint une attitude plus souple envers l'homosexualité.

Même si le groupe Lambdaİstanbul arriva à concrétiser certaines activités, il manqua en général de continuité. Cela se manifeste également dans les publications. Dès sa fondation, Lambdaİstanbul tenta d'avoir une publication écrite, mais contrairement à la publication régulière de la revue *Kaos GL*, celles de Lambdaİstanbul ne furent pas de longue durée. En 1995, le groupe obtint d'abord une rubrique gay-lesbienne dans la revue *Express* et les articles de ses membres y furent publiés⁴⁶⁷. En février 1996, un bulletin mensuel fut diffusé à part, dont le titre était *Yüzde yüz gay lezbiyen (100% Gay et Lesbienne)*. Ce bulletin était distribué à Istanbul avec la revue *Kaos GL*, malheureusement il ne fut publié que deux numéros⁴⁶⁸. En février 2000, un sous-groupe chargé de la publication d'une revue, publia cette fois-ci un bulletin intitulé *Cins (Genre)*, également diffusé sur l'internet, mais qui ne dura pas non plus

⁴⁶⁷ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 179-181.

⁴⁶⁸ Source : <http://www.Lambdaİstanbul.org/s/hakkinda/ozetle-Lambdaİstanbul-ne-yapti/>

très longtemps. En juin 2004, une nouvelle tentative se fit jour et Lambdaİstanbul commença de nouveau « à transmettre son agenda et ses politiques », néanmoins cette tentative échoua également. Le groupe fut présent pourtant, dans des différentes sphères médiatiques, comme la radio et la télévision. Le 5 mai 1996, une première émission homosexuelle fut diffusée sur la chaîne Açık Radyo, chaque dimanche entre 00h00 et 01h00, pendant un an et demi. Le programme fut arrêté en raison de problèmes éventuels avec le RTÜK (Le conseil supérieur de l'audiovisuel)⁴⁶⁹. Même si, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le RTÜK peut exercer une pression sur toute sorte d'émission traitant de l'homosexualité, la visibilité du groupe augmenta sur les chaînes de télévision dans les années 2000. Le processus d'interdiction de l'association, de 2006 jusqu'en 2009, joua son rôle, mais même avant celui-ci les membres avaient commencé à se montrer ouvertement dans les médias. En outre, une émission télévisée sur la chaîne NTV, intitulée « Discrimination » fut diffusée en raison de la semaine internationale de droit de l'homme à partir du premier décembre 2003, avec la participation des membres Deniz Yıldız et Öner Ceylan ; une autre émission sur la chaîne SKY TV, en juillet 2004, « Rüstem Batum'la Söylenmeyenler » (Ce qui est non-dit, avec Rüstem Batum), entraîna la participation de trois membres de Lambdaİstanbul. Cette dernière émission fut sujette à un article rédigé par le chroniqueur Burhan Ayeri du journal Akşam. Nous verrons plus tard que cet article présentait un ton humiliant envers les participants de l'émission et envers les homosexuels en général. À la suite de la publication de l'article, Lambdaİstanbul fit un procès à Ayeri pour insulte, mais le procès fut gagné par Ayeri.

En 1996, le groupe participa à la conférence Habitat II, en y ouvrant un stand : il gagna une certaine visibilité à la suite de la couverture médiatique de sa participation⁴⁷⁰. Kaos GL obtint également sa part positive de cette période de Habitat II : une lettre publiée au numéro 27 et envoyé par un homosexuel vivant à Izmit⁴⁷¹ nous informe sur le fait que l'expéditeur de la lettre fit sa première connaissance avec la revue *Kaos GL* au cours d'un panel organisé dans le cadre de cette conférence et qu'il est devenu un lecteur régulier depuis cette date-là. Nous devons donc admettre que même si les personnes trans subirent une profonde pression de la part des autorités (cf. chapitre V), cette conférence eut tout de même des conséquences positives sur la visibilité des homosexuels dans la société. Mais il faut souligner que cela ne résolut pas le problème de visibilité pour Lambdaİstanbul, au cours des

⁴⁶⁹ YILDIZ Deniz, art. cité (... les années 90), in la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49, p. 48.

⁴⁷⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 181.

⁴⁷¹ Une ville proche à Istanbul où se déroulait la conférence.

années suivantes le groupe fit des pas en arrière, par l'organisation d'une conférence fermée aux médias, et en avant, par, entre autres, la participation aux programmes télévisés.

Vers la fin des années 1990, dans les années 1997-1998, Lambdaİstanbul réessaya de fonder une association sous un nom plus général, ne contenant pas le mot homosexuel afin de protéger les participants d'une visibilité intempestive : AKA GL (Ayrımcılığa Karşı Genel Liberal Dayanışma Derneği, l'Association libérale générale de solidarité envers la discrimination)⁴⁷². Pourtant, même si celle-ci obtint un certain consensus sur son statut, elle ne parvint pas à trouver les sept personnes nécessaires pour donner ouvertement leurs noms comme fondateurs. Il est évident que la fondation d'une association homosexuelle fut très difficile sans tenir compte les conditions politiques du pays. Même après la fondation de plusieurs associations homosexuelles, le problème de la visibilité reste posé.

En 1999, le président du Parti ouvrier, Doğu Perinçek, en prison à l'époque, rédigea une série d'articles publiés dans le journal *Cumhuriyet* entre le 3 et le 6 février, et en 2000 il rassembla ses articles sous forme d'un livre avec pour titre *Eşcinsellik ve Yabancılaşma* (*L'homosexualité et l'aliénation*). Perinçek soutenait qu'il y avait une petite communauté d'homosexuels dont la sexualité est biologique, mais pour une grande partie, l'homosexualité avait des fondements idéologiques et sociaux. Dans son livre, il résuma ses thèses sous sept articles et dans chacun d'eux, il souligna que l'homosexualité était issue du système capitaliste, des inégalités de classe, d'une aliénation de sa nature biologique, et contrairement à l'idéologie imposée par le capitalisme, elle ne faisait pas partie d'une liberté sexuelle, mais elle était imposée par la société. Il ajouta qu'une fois l'objectif de la société sans classe atteint, le fond qui nourrit l'homosexualité sera dissous.

Sur la raison de la rédaction d'un tel article, Mustafa Konur, un homosexuel qui avait suivi le mouvement depuis des années 1980 et qui rédige des articles sur ce sujet dans des revues et des journaux, indique que Doğu Perinçek envisageait probablement de discréditer l'ÖDP (le Parti de la liberté et de la solidarité) qui était, à l'époque, en phase d'émergence et qui avait attiré l'attention surtout par son ouverture aux personnes LGBT⁴⁷³.

Les communautés homosexuelles réagirent à ces articles et cette réaction était importante par le fait qu'elle réunissait les différents groupes du mouvement : le groupe Kaos

⁴⁷² YILDIZ Deniz, art. cité (... les années 90), la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49, p. 46.

⁴⁷³ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Mustafa Konur, p. 234- 247, p. 244.

GL, le groupe Lambdaİstanbul et le groupe Sappho'nun Kızları (les filles de Sappho, un groupe lesbien qui n'existe plus) firent une déclaration commune. Cela peut être considéré comme un premier pas vers le développement d'une politique commune au sein du mouvement. Certes, les communautés eurent et ont toujours leurs spécificités et des points de vue différents, mais lorsqu'il y a une « attaque » venant de l'extérieur, elles ont toujours le réflexe d'agir de concert. À l'occasion de la publication de cette déclaration, les groupes indiquèrent également qu'ils souhaitaient que cette union provisoire évolue vers une fédération, ce qui ne fut pas le cas mais cela n'empêcha pas non plus de réaliser des activités communes au sein du mouvement.

Dans la réponse rédigée en commun par les groupes LGBT, l'un des points soulignés fut le fait que Doğu Perinçek était le président d'un parti politique (et il l'est toujours). Les homosexuels exprimaient leur préoccupation que cette approche de Perinçek soit aussi l'approche de son parti, ce qui alors aurait été la marque d'une politique hostile menée envers l'homosexualité et pas seulement l'expression d'idées propre à une personne. Comme nous avons développé déjà une analyse des positions des partis politiques turcs envers l'homosexualité, nous nous contentons de souligner qu'en Turquie, la plupart des partis politiques ne traitent pas de l'homosexualité dans leurs programmes ; c'est-à-dire qu'ils n'ont aucune politique précise, réfléchie, déterminée à l'avance envers l'homosexualité, les homosexuels et les problèmes de discriminations vécues par eux en raison de leurs identités sexuelles.

Nous entendons souligner deux points que nous trouvons importants dans la réponse des homosexuels. D'abord, ils indiquent qu'ils ne sont pas homosexuels parce que c'est une liberté imposée par le système capitaliste, mais c'est parce qu'ils sont homosexuels qu'ils demandent plus de liberté. Ils ajoutent que, contrairement aux propos de Perinçek, l'homosexualité n'est pas un fait qui entraîne de soi la liberté. Deuxièmement, l'une des spécificités du mouvement, qui est de s'opposer au système dominant, s'exprime dans leur réponse. En réponse au lien établi par Perinçek entre l'abus des enfants et l'homosexualité (la reliant d'une certaine manière à la pédophilie), ils soulignent que les homosexuels ne peuvent pas être aussi pervers que le capitalisme, qu'en réalité ce sont les États et les sociétés qui violentent les enfants en leur imposant « la malédiction nommée le genre » en plus de leur sexe biologique⁴⁷⁴. Cet affrontement nous permet de comprendre que même lorsqu'il y a un

⁴⁷⁴ Revue *Kaos GL*, n° 55, mars 1999, p. 7.

positionnement commun au sein de la gauche s'opposant au système capitaliste, il n'y a pas une approche unanime envers l'homosexualité.

À la fin de l'article sont indiquées trente et une références dont toutes proviennent d'articles publiés dans les numéros anciens de la revue *Kaos GL*. Ce nombre de références et les sujets traités nous montrent l'importance de la revue dans le questionnement de l'homosexualité et sa présence dans l'espace public, en lien avec son histoire dans le territoire ottoman et turc et aussi en lien avec la gauche.

À la suite de cette réponse commune, les relations déjà établies à un certain niveau entre les groupes depuis automne 1998 se sont accélérées et les groupes LGBT commencèrent à se réunir deux fois par an : en automne à Istanbul et au printemps à Ankara. Ces réunions étaient intitulées Güzstanbul (Automnstanbul – un nom inventé des mots automne et Istanbul) et Baharankara (Printempskara – mot inventé par les mots printemps et Ankara). Même si les réunions étaient organisées dans deux grandes villes, elles envisageaient de rassembler les homosexuels venant également d'autres villes. Au total, onze réunions furent organisées jusqu'à la dernière, en 2004, à Istanbul⁴⁷⁵.

Dans le numéro 85 (septembre-octobre 2004) de la revue *Kaos GL*, le groupe rédige un article qui questionne le déroulement des rencontres. Il indique qu'avec le temps cela est devenu plutôt la rencontre de deux groupes et l'on commença à exclure les autres groupes (pour des raisons financières ou d'organisation) et les homosexuels qui ne font pas partie d'une quelconque organisation. Il souligne que les groupes devront rester en contact, mais qu'il faut trouver une autre forme de contact à la place des rencontres qui étaient censées couvrir un plus grand nombre de groupes et d'individus isolés. Celui-ci ajoute également que les rencontres ne devront plus être des occasions de nouer des liens avec d'autres mouvements (féministes, syndicaux et autres). Il propose l'organisation de rencontre autour de projets profitant des fonds étrangers consacrés spécialement à la création des réseaux. Ainsi, les dépenses des participants seront prises en charge par le budget du projet et cela facilitera la participation. Un autre aspect souligné est le poids des discussions politiques qui influence négativement la participation. Le groupe indique que la dimension sociale a toujours été négligée au cours des dernières rencontres qui devraient être en même temps des occasions de

⁴⁷⁵ Un article publié sur le site Kaos GL : <http://www.kaosgl.org/node/639> consulté le 25 janvier 2011.

socialisation : « Nous ne pensons pas que c'est un besoin propre aux "nouveaux venus". Nous aussi, nous sentons le besoin »⁴⁷⁶.

Il y est également proposé d'organiser une seule réunion par an au lieu de deux, de la faire au début ou à la fin de l'année pour ne pas influencer les travaux en cours et de l'organiser dans des villes autres qu'Ankara et qu'Istanbul. Même si cette proposition n'a pas vu le jour, le groupe Kaos GL réalisa des journées anti-homophobies, organisées sur une période d'une semaine à un mois dans plusieurs villes.

Dans le même article, le groupe Kaos GL se plaint également des questions qui ne sont pas méthodiques et qui ne contiennent pas une pensée critique. Il pense que ce genre de questions « a une influence négative sur la relation des groupes entre eux » et sur la rencontre des homosexuels. Dans l'exemple donné dans l'article, nous apprenons qu'il s'agit de reproche adressé à Kaos GL : « À Kaos GL, vous n'acceptez pas les travestis et les homosexuels efféminés ? », alors que selon le groupe ce genre d'attitude est tout à fait contraire à leur positionnement moral et politique. On remarque donc que malgré plusieurs années de travail en commun, on n'est pas parvenu à développer des moyens convenables (pratiques et communicatifs) pour un meilleur fonctionnement des activités.

Comme suite à ces désaccords, les rencontres ne se font plus sous le même nom, mais les organisations cherchent toujours des moyens pour rester en contact et pour pouvoir développer des politiques communes sous différentes formes.

En 1999, la transsexuelle Demet Demir posa sa candidature au Conseil de ville de Beyoğlu, en tant que membre de l'ÖDP. C'était la première fois qu'une personne transsexuelle faisait ce type de demande. Demir ne fut pas élue et il fallut attendre l'année 2009 pour voir une démarche similaire : une autre transsexuelle, Belgin Çelik, posa à son tour sa candidature pour les élections de « mukhtar »⁴⁷⁷ de son quartier Katip Mustafa Çelebi. Elle ne fut pas élue, mais obtint quand même une bonne partie des votes et sa candidature fut suivie par les médias de masse.

⁴⁷⁶ Türkiye'de Eşcinseller Buluşmasına Dair Kaos GL'nin görüşü (L'approche de Kaos GL à propos de la rencontre des homosexuels de Turquie), in la revue *Kaos GL*, n° 85, septembre-octobre 2004, p. 45-45, p.45.

⁴⁷⁷ Dans un village ou dans un quartier, représentant la plus petite division administrative en Turquie, le « mukhtar » est une fonction administrative, chargée d'accomplir les services de base, une instance intermédiaire par laquelle il faut passer pour pouvoir débiter ou faire approuver certaines démarches administratives, liées surtout à la naissance, à l'habitation, etc.

Comme nous avons précisé que parmi les deux grands groupes LGBT, Lambdaİstanbul manque de continuité dans ses activités, nous devons néanmoins constater que le groupe mène une activité régulière dans le domaine des familles de personnes LGBT, en coordination avec Cinsel Eđitim, Tedavi ve Arařtırma Derneđi (L'association d'éducation, de traitement et de recherche de sexualité, CETAD). Le premier résultat des relations entre le groupe Lambdaİstanbul et l'association CETAD se concrétisa en mai 2004 par l'ouverture d'un stand de Lambdaİstanbul au congrès de CETAD, Lambdaİstanbul participa également aux sessions sur l'homosexualité. En 2008, cette relation donna naissance à la fondation d'un sous-groupe intitulé « LİSTAG » (Lambdaİstanbul Aile Grubu, le groupe de familles de Lambdaİstanbul), dont la première réunion eut lieu le 28 janvier 2008⁴⁷⁸. Les prémisses du fondement du groupe étaient déjà présentes en 2002, au cours des rencontres semestrielles des homosexuelles et surtout lors de la réunion « Bilen Aile » (« la Famille qui sait – qui est au courant ») réunissant les personnes LGBT et leurs familles, autour du partage de leurs expériences. Quant au sous-groupe LİSTAG, il envisage également d'informer et de former les proches ayant dans leurs familles des personnes LGBT. Le partage des expériences vécues, en donnant aux familles le sentiment de ne pas être seules, leur permet de mieux surmonter les problèmes. Depuis, le sous-groupe poursuit des réunions hebdomadaires et des dîners mensuels, en apportant l'aide des psychiatres bénévoles de CETAD. Comme les groupes LGBT, le sous-groupe LİSTAG noue également des liens internationaux et participe aux réunions organisées par des organisations similaires : BEFAH en Allemagne (Bundesverband der Eltern, Freunde und Angehörigen von Homosexuellen), AGEDO en Italie (L'associazione di amici, parenti e genitori di persone omosessuali). Depuis sa fondation, LİSTAG a publié deux brochures, de vingt à trente pages, sur le fait d'être la famille d'une personne LGB et d'une personne transsexuelle. Depuis avril 2010, il mène également un projet à l'échelle nationale, avec le soutien financier de l'Association Heinrich Böll et la Fondation de société ouverte (Açık Toplum Vakfı, Open Society Foundation), afin de contacter les autres groupes LGBT se trouvant dans des villes différentes de la Turquie et afin d'y créer des organisations similaires pour les familles.

⁴⁷⁸ Le site internet du groupe : <http://listag.wordpress.com/> consulté le 23 janvier 2011. Pour un résumé en anglais du groupe voir : <http://listag.wordpress.com/english/>

2. *Kaos GL*

Depuis 2005, *Kaos GL* a un caractère officiel en tant qu'association. Pourtant, le groupe existe depuis le début des années 1990 à Ankara. Comme la fondation du groupe allait de pair avec la revue *Kaos GL* et comme nous consacrerons un chapitre entier à cette revue, nous serons amenés à développer sous ce titre, les autres activités du groupe qui ne sont pas mentionnées dans les paragraphes précédents.

2.1. La fondation du groupe

Selon les témoignages publiés dans les différents numéros de la revue *Kaos GL*, un événement important donna lieu à la fondation du groupe *Kaos*. Dans le numéro 30 de la revue (février 1997), un membre dont nous ne connaissons pas le nom (nous allons le nommer X désormais), indique que Z-Bar constitue un point essentiel dans le mouvement LGBT (surtout celui qui émerge à Ankara, Î.E.). Il s'agit d'un bar fréquenté par les homosexuels, et selon les propos de X, un jour, les dirigeants du bar décidèrent de ne plus accepter les homosexuels. Face à cette attitude hostile, plus d'une cinquantaine d'homosexuels se réunirent afin de discuter comment il fallait réagir. X indique que les réunions n'aboutirent pas, mais à la suite de celles-ci un certain nombre d'homosexuels décidèrent de continuer à discuter sur leurs problèmes et ensuite ils eurent un premier recours à l'Association des droits de l'homme (İHD). Dans le 37^{ème} numéro (septembre 1997), le même événement est repris dans un article rédigé par Gay'e Efendisiz à l'occasion de la quatrième année de la revue. Efendisiz précise que la chasse des homosexuels de Z Pub fut un événement qui a accéléré également la publication de la revue. Il souligne que quelques réunions de maison suivirent cet incident, et ils ont ensuite continué à se réunir au sein de l'İHD. Efendisiz fait une remarque très importante dans l'article : « (...), les sujets "ennuyeux" et les problèmes furent discutés non dans des endroits où ils ont été vécus, mais dans des salles de réunion ». Il ajoute que les homosexuels d'Ankara, déjà chassés des autres endroits comme Jazz Time et Hitit, comme ils trouvaient toujours un autre endroit à fréquenter, n'étaient pas intéressés par cette tentative de lutte contre la discrimination.

En juillet 1994, les homosexuels eurent recours auprès de l'İHD, la section Ankara, afin de lutter envers les discriminations les concernant. Au début, l'Association leur ouvrit ses portes, mais à la suite d'un changement de direction, lors du vote pour la création des commissions, elle refusa la proposition d'une commission qui serait chargée de s'occuper des problèmes des homosexuels : une dizaine de membres s'étaient proposés pour y participer

tandis qu'aucun membre ne s'était proposé pour les commissions concernant les problèmes des enfants et de l'environnement qui furent cependant constituées. Lors de notre entretien avec Umut Güner, celui-ci nous rapporte les propos de l'Association qui indiquaient que celle-ci ne voulait pas être présentée en public comme une association de « pédés »⁴⁷⁹. Pourtant, comme nous l'avons souligné dans les chapitres et paragraphes précédents, l'İHD est une association qui s'était révélée capable de défendre les droits des Kurdes dans un environnement politique difficile. Les homosexuels, présents dans l'Association, avaient soutenu l'argument que comme les Kurdes qui avaient dû défendre et affirmer leur existence, il y a peu de temps, les homosexuels aussi devaient se battre pour ne pas être traités comme pervers ou malades⁴⁸⁰. Dans l'article publié dans le sixième numéro de la revue *Kaos GL* (février 1995), le groupe s'interroge sur ce que l'İHD entend par les droits de l'homme et comment cette association peut être à tel point en accord avec le système hétérosexiste. En réfléchissant au combat mené par l'İHD pour les droits des Kurdes, nous constatons que l'association se montre active à propos des sujets « délicats » et n'hésite pas à jouer un rôle de pionnier. Cependant, sa réserve à propos de l'homosexualité manifeste à nouveau que l'homosexualité est considérée comme « l'ennemi commun » par toutes les tendances politiques. Un journaliste renommé, Oral Çalışlar, ayant une tendance de gauche, conforte cette pensée dans sa chronique du 17 mai 2009 publiée dans le journal *Radikal*. Comme suite à une déclaration hostile à l'homosexualité d'un autre journaliste, Ali Bulaç (chroniqueur d'un journal conservateur, *Zaman*)⁴⁸¹, Çalışlar indique qu'en Turquie existe un large consensus chez les partisans de gauche et de droite quand il s'agit de l'hostilité envers l'homosexualité⁴⁸². La même idée était défendue par les groupes LGBT d'Ankara et d'Istanbul au cours de l'article rédigé en 1999, en réponse aux affirmations de Doğu Perinçek traitées sous ce chapitre sous le titre de Lambdaİstanbul. Dans leur article publié dans le journal *Cumhuriyet* du 9 au 11 février 1999, et aussi dans le numéro 55 (mars 1999) de la revue *Kaos GL*, les groupes⁴⁸³ soulignent que « lorsqu'il s'agit de l'homosexualité, les trois

⁴⁷⁹ Dans le sigle en turc de l'association, le İ signifie « insan » (homme), mais en turc le mot insultant pour définir les homosexuels, « ibne » (pédé) commence par la même lettre « i », donc il est possible de lire le sigle comme « L'association des droits des pédés » et c'est à cela que fait référence les propos de l'association.

⁴⁸⁰ İHD'de neler oluyor? (Qu'est-ce qui se passe chez İHD?), in la revue *Kaos GL*, n° 6, février 1995, article non-signé, page 14.

⁴⁸¹ Au cours d'une émission télévisée (Reha Muhtar'la Çok Farklı, Très différente avec Reha Muhtar) diffusé sur la chaîne CNN Turk le 11 mai 2009, Ali Bulaç avait déclaré qu'il était dit que la plupart des soldats américains qui tuaient la population civile en Afghanistan étaient homosexuels.

⁴⁸² Disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Default.aspx?aType=RadikalYazarYazisi&ArticleID=936249&Yazar=ORAL%20%C7ALI%DELAR&Date=17.05.2009&CategoryID=98> consulté le 11 mars 2010.

⁴⁸³ Kaos Eşcinsel Grubu (le groupe homosexuel Kaos), Lambdaİstanbul, Sappho'nun Kızları (Les filles de

grandes religions, les idéologies conflictuelles, le nazisme et le stalinisme, la droite et la gauche sont en solidarité et indiquent la même approche hétérosexiste imposée par l'idéologie masculine hétérosexuelle »⁴⁸⁴. Il nous faut tout de même faire la remarque qu'à cette époque et au sein de la gauche, l'attitude de l'IHD fut remise en question par certains groupes : la revue *Ouvrier socialiste* donne la parole aux anciens membres de la commission (Ali et Ediz) pour son 24^{ème} numéro de mars 1995 et la revue *Yeni Yol (Nouvelle voie)* publie un article critique sur ce sujet dans son numéro de mars-avril 1995⁴⁸⁵.

À la suite de cette expérience pas très encourageante pour le groupe, ses membres s'éloignèrent de l'IHD avec lequel les relations ne sont toujours pas très étroites. Au fil des années le groupe Kaos GL fut cependant présent dans le combat des droits de l'homme, en établissant des relations avec d'autres organisations. Également il continua à soutenir le combat du mouvement kurde, en nouant des contacts avec des partis politiques kurdes.

Cet échec ne fut pourtant pas un obstacle au désir de combattre des homosexuels : ceux-ci continuèrent à organiser des réunions dans un cercle restreint de personnes qui se connaissaient et qui avaient formé des liens d'amitié entre eux. De ces rencontres naquit l'idée de faire une publication. Sur le site de Kaos GL, en racontant la naissance de leur revue, il est indiqué que lors des réunions qui se déroulaient dans leurs maisons, les participants discutaient de ce qu'ils pouvaient faire : « Parfois on voulait organiser des "gay pride", influencé par les articles lus dans les journaux, parfois on perdait tout espoir en se disant qu'il était impossible de faire quelque chose dans ce pays »⁴⁸⁶. On explique la raison de la parution d'une publication par le besoin « de toucher chaque homosexuel, de rentrer chez chaque homosexuel ». En 1993, ils commencent à concrétiser leur projet en réfléchissant sur des formes possibles de publication. Dès le début, ils ne veulent pas rester enfermés dans une seule ville, mais entendent élargir et partager leur volonté de lutte contre la discrimination les concernant. Dans un premier temps, pour accéder aux autres homosexuels, ils ont recours à une autre publication, la revue hebdomadaire *Express*. Cette ainsi qu'ils envoyèrent un appel, publié dans le numéro 12 du 16-23 avril 1994 de la revue *Express* dont le slogan était « ce n'est pas la voix de son maître, mais sa propre voix », faisant allusion à « his master's

Sappho).

⁴⁸⁴ Revue *Kaos GL*, n° 55, mars 1999, p. 3.

⁴⁸⁵ L'éditorial de la revue *Kaos GL*, n° 8, avril 1995, p. 2.

⁴⁸⁶ Source : <http://kaosgl.org/content/kaos-gl> consultée le 9 mars 2010.

voice »⁴⁸⁷. L'appel concernait aussi bien les gays, les lesbiennes et les anti-hétérosexistes. Il soulignait le fait que les homosexuels existaient partout dans la société, mais sous une identité imposée par l'hétérosexisme. Il disait qu'il était temps de changer ces identités et déclarait que l'on avait fait le premier pas en louant une boîte postale dans l'objectif de créer un réseau de communication et de réunir ceux qui voudraient ensuite marcher ensemble. L'appel invitait les lecteurs à transmettre par écrit leurs problèmes, leurs sentiments et aussi leurs possibilités et moyens de contribution. Il finissait par une question : « À qui pouvons-nous faire confiance si nous ne pouvons pas le faire à nous-mêmes? ». Malgré cet appel à l'ouverture et à la confiance, nous remarquons que le premier pas du futur mouvement manquait d'ouverture et de confiance, ses promoteurs ne pouvaient pas donner une adresse et devaient se contenter d'une boîte postale préservant l'anonymat. Nous observerons la même tendance lors des premiers numéros de la revue dans l'utilisation des pseudonymes comme signature. Et même aujourd'hui, le centre culturel de l'association ne donne aucune trace visuelle de son emplacement actuel : il n'y a pas de plaque avec le nom d'association sur le bâtiment, son nom n'est pas indiqué non plus sur la boîte postale. Lors de notre entretien, l'une des salariées de Kaos GL, Nevin Öztop, nous indiqua que cette absence de visibilité n'avait pas de raison précise, mais elle ajouta aussi que dans les locaux précédents de l'association où avait été mis le drapeau arc-en-ciel, symbole de l'homosexualité, ils avaient été attaqués et ciblés par certaines personnes.

2.2. L'élargissement du groupe dans les différents domaines de la société

Quelques années après la formation du groupe, Kaos GL reçut une invitation de la part d'une émission de télévision, 32. Gün (32^{ème} jour) présenté par un journaliste-vedette, Mehmet Ali Birand, connu surtout par son expérience dans le domaine de la politique internationale et qui donnait place, au cours de son programme, à des dossiers sur des sujets qui n'étaient pas souvent traités dans les médias. À la suite de cette invitation, le groupe se divisa entre deux opinions : ceux qui voulaient passer à la télévision et ceux qui ne voulaient pas devenir visibles. À l'époque, le groupe fonctionnait toujours par la seule voie de la boîte postale, il n'avait pas de locaux et la revue était publiée sous forme de fanzine, c'est-à-dire sans avoir un caractère officiel. Nous pouvons donc supposer qu'en raison de cet anonymat,

⁴⁸⁷ « His master's voice » est le nom d'une entreprise de musique fondée à la fin des années 1890 et qui a publié plusieurs enregistrements musicaux dans l'Empire ottoman et dans la République turque. Son emblème est un chien qui écoute du gramophone. Avec le temps, en raison de cet image, le nom de la firme prend un autre sens (péjoratif) dans le langage politique en Turquie, il signifie désormais ceux qui n'ont pas leurs propres idées mais qui défendent celles de leurs « maîtres ».

un programme télévisé confortait la visibilité du groupe et de ses membres. Selon l'une des personnes que nous avons interviewées, la discussion sur la visibilité conduisit à une division au sein du groupe dont les participants n'étaient déjà pas très nombreux. Quelques personnes du groupe choisirent de participer au programme malgré les contestations des autres ; pourtant, ils préférèrent ne pas montrer leur visage. Durant l'émission, ils portèrent des masques, car même si l'affichage de leurs visages ne leur posait pas de problème, une fois publiquement connus, les homosexuels avec qui ils seraient en contact ne voulant pas se montrer en public, seraient en passe repérés d'une certaine manière, alors qu'ils redoutaient cette « menace ». Alors une fois le programme filmé, celui-ci ne fut pas diffusé par la chaîne, la raison de cette décision n'était pas connue de notre interviewé, pourtant, celui-ci supposa que le fait de n'avoir pas montré des visages jouait un rôle. Ce même problème de visibilité se posa aussi au groupe Lambdaİstanbul, puisque l'une des premières déclarations à la presse avait été faite par des membres portant des masques.

La question de visibilité constitue toujours un handicap du mouvement. Les associations actuelles et les nouveaux groupes fonctionnent grâce au bénévolat. Ils ont besoin de ressources humaines. Pourtant, comme la plupart des homosexuels n'ont pas encore complété leur processus de « coming out », rares sont ceux qui osent s'afficher et se montrer comme les porte-paroles du mouvement. Une lesbienne, İrem, indique qu'elle fréquenta le mouvement LGBT durant une courte période, mais qu'elle ne put pas devenir une activiste en raison de sa mère :

« Quand tu es activiste, tu deviens plus visible. C'est le seul moyen d'obtenir des droits, mais cela met en danger d'abord l'environnement de travail, entre autres. Si j'exerçais un travail libre ou si j'étais dans le secteur informatique par exemple, je pourrais être activiste, mais je travaille dans la finance, et comme il n'y a pas une sécurité du travail, je peux à tout moment perdre mon poste »⁴⁸⁸.

2.3. Les années 2000

Dans les années 2000, nous remarquons que les groupes obtiennent plus de visibilité, élaborent des liens plus étroits avec d'autres ONG et élargissent encore leurs domaines d'activité. Ils ont continué également à organiser des réunions communes, afin d'enrichir les échanges dans l'espace public homosexuel.

⁴⁸⁸ ÖZBAY Cenk, SOYDAN Serdar, op. cit., entretien fait avec İrem, p. 35-56, p. 53.

Avant de détailler ce processus, nous voulons souligner un autre aspect important concernant l'histoire des groupes : avoir un espace physique propre à eux-mêmes. Jusqu'à l'an 2000, le groupe Kaos GL se réunissait dans des cafés ou dans des locaux de certaines associations ou fondations. Dans un article publié dans le 25^{ème} numéro de la revue (septembre 1996), Atilla Karakiş aborde ce problème de trouver un local après la rupture avec l'IHD :

« Nous n'avions pas un espace où l'on pouvait discuter, où l'on pouvait produire quelque chose. Nous nous sommes donc réunis dans des cafés. Nous avons réalisé nos réunions régulières au milieu de la foule, dans le bruit, accompagnées d'une musique forte. Il y a encore trois mois, avoir une chambre tranquille, une chambre à nous n'était qu'un simple désir »⁴⁸⁹.

Des solutions éphémères furent d'abord trouvées et en octobre 2000, un appartement fut loué et le Centre culturel Kaos fut fondé⁴⁹⁰. Selon les besoins du groupe, le centre avait plusieurs fonctions différentes. Il servait d'abord aux travaux techniques de la revue et une partie du local fut transformée en bureau. De même, la fondation d'une bibliothèque devint possible avec un lieu fixe. Des projections de films et des réunions de discussion furent, avec le temps, mises en place. Une autre partie de l'appartement fonctionnait comme un café. Cet espace était envisagé d'être un lieu de socialisation pour les homosexuels, en dehors des bars, des hammams et des cinémas, où ceux-ci peuvent discuter de leurs problèmes entre eux. Pourtant, le groupe avoua qu'il ne fut pas possible de faire participer aux activités du groupe tous les homosexuels venant au café. Le café était prévu aussi pour apporter un soutien financier au groupe. En 2002, le groupe déménagea dans un autre appartement et en raison de l'absence d'autorisation, le café fut fermé complètement. Le groupe est actuellement installé dans un troisième appartement où il mène toutes ses activités administratives et culturelles.

Un même besoin fut concrétisé par Lambdaİstanbul en mai 2002 et le groupe stambouliote eut, pour la première fois, un local ouvert pendant toute la semaine à l'utilisation des homosexuels. L'ouverture de ce local, nommé le Centre culturel de Lambdaİstanbul, s'est déroulée au 33^{ème} anniversaire des événements de Stonewall et fut suivie par la semaine de fierté homosexuelle où eurent lieu des panels et des présentations. Un an après l'ouverture, en

⁴⁸⁹ KARAKIŞ Atilla, La troisième année de notre revue, in la revue *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 3-4.

⁴⁹⁰ Nous avons recueilli les informations sur le Centre culturel Kaos GL surtout dans le travail de Tuğba Özkan, *Türkiye'de eşcinsellik ve Kaos GL Grubu (L'homosexualité en Turquie et le groupe Kaos GL)* : 204 p., Mémoire de DEA : Anthropologie : Université Hacettepe : juin 2004, p. 115-116, et sur le site de Kaos GL sous différentes rubriques dont l'une d'elles est la suivante : <http://kaosgl.com/node/2403>

mars 2003, on commença à établir une bibliothèque en rassemblant les œuvres littéraires, dont les thèmes prioritaires étaient l'homosexualité et les rapports des droits de l'homme ; des articles en langue turque et étrangère sur les politiques homosexuelles ; les publications régulières ou non régulières des autres ONG ; des films et des documentaires avec le thème de l'homosexualité. Même s'il y eut des changements d'adresse, le local et la bibliothèque sont toujours au service des membres, des chercheurs et de tous ceux qui veulent en profiter. Nous prétendons que la présence d'un lieu commun, stable et propre aux groupes amène également une facilité de l'accumulation et la transmission des savoirs.

À la suite de l'ouverture du centre culturel Kaos GL, le premier pas du groupe vers une visibilité plus large fut sa participation à la marche de 1^{er} mai en 2001. Le groupe avait déjà participé à la marche en 1997, mais il ne portait pas une pancarte ou un drapeau permettant de l'identifier en tant qu'un groupe LGBT et il n'était cité que dans le journal *Cumhuriyet*. La marche de 2001 était donc la première où les homosexuels se montraient dans la rue, en groupe, avec leur propre identité et leurs propres demandes. Pour cette première expérience, ils étaient très attentifs. Ils avaient préparé un texte commun qui expliquait les raisons de leur présence lors de la marche et ils avaient demandé à chaque participant (14 personnes au total) de citer ce texte si un journaliste leur posait une question et de ne rien dire de plus, sinon d'orienter les journalistes vers des personnes désignées d'avance. Ces précautions avaient pour seul but d'empêcher la manipulation de leurs paroles, ce qui était un cas assez prévisible vu les publications de l'époque sur les homosexuels. Déjà, malgré ces précautions, les journaux choisirent plutôt de les présenter par des titres comme ceux-ci : « 1^{er} mai coloré », « Les couleurs du 1^{er} mai ». Les journaux écrivirent qu'à l'entrée de la place des manifestations, au point de contrôle de police, les policiers n'avaient pas pu décider qui devait contrôler quel sexe ; et qu'alors les homosexuels étaient entrés dans la place sans avoir été contrôlés⁴⁹¹. Ces publications ont été démenties par le groupe qui précisa bien que comme les autres participants, les homosexuels masculins étaient contrôlés par les hommes policiers et les lesbiennes par des femmes policiers. Malgré ce genre de publication, nous constatâmes que la couverture de la marche du 1^{er} Mai est considérée comme une couverture positive par le groupe en raison de l'absence d'expressions hostiles et d'adjectifs péjoratifs. Il est vrai que,

⁴⁹¹ L'article du journal Sabah, daté du 2 mai 2001, intitulé Beklenenden Yumuşak Geçti (Cela est passé plus doux qu'attendu), disponible sur : <http://arsiv.sabah.com.tr/2001/05/02/p03.html> Le mot « yumuşak » en turc, est utilisé dans l'argot pour définir les efféminés, le journal fait donc un jeu de mot. L'article du journal Milliyet, daté du 2 mai 2001, intitulé Emeğin Baharı (Le printemps du travail), disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2001/05/02/guncel/agun.html>

malgré les titres ou les sous-titres « colorés », les journaux avaient publié également certaines parties de la déclaration, en mentionnant le nom d'Ali Özbaş (dans les journaux *Hürriyet* et *Milliyet*) comme rédacteur de la déclaration. Nous observerons que c'est également cette même personne dont le nom fut publié ouvertement dans les premiers numéros de la revue *Kaos GL*. C'est grâce à la boîte postale indiquée à son nom que les abonnements à la revue, la gestion du courrier des lecteurs et parfois des aides financières sur un compte toujours à son nom devinrent possibles. Même si Ali Özbaş reste aujourd'hui dans l'ombre par rapport aux premières années du groupe, il est néanmoins la première personne qui s'est affichée par son propre nom en tant que membre du groupe et il reste toujours parmi ceux qui sont mentionnés dans des textes et / ou dans des entretiens lorsque nous envisageons de parler sur l'historique du groupe.

Quant à la déclaration rédigée par le groupe afin d'expliquer leur participation à la marche, les membres du groupe Kaos GL se demandaient si on n'avait jamais pensé que dans cette place de rassemblement partagée par des partis politiques, par des syndicats et par plusieurs autres groupes, il y avait aussi des hommes qui aimaient les hommes et des femmes qui aimaient les femmes. Ils indiquaient que les homosexuels n'étaient pas en dehors de la société, mais qu'ils étaient partout :

« (...) dans des villages et des métropoles, dans les usines et les bureaux, dans les rues et dans les écoles. Notre amour n'est pas que "du plaisir et de la joie", notre vie n'est pas une fantaisie, notre identité n'est pas un loisir de week-end! Ce qui est malade ou pervers, ce ne sont pas les homosexuels mais la société capitaliste qui est pourrie. Soit on va se libérer ensemble, soit on va pourrir ensemble ».

Et le groupe envisageait de montrer l'existence des homosexuels, par sa participation à la marche de 1^{er} mai.

En 2002, au cours d'un entretien pour le livre *Eşcinsel Erkekler*, en tant qu'un ancien membre du groupe Kaos GL, Murat Yalçinkaya indiqua que leur participation à la marche de 1^{er} mai était l'aboutissement d'un processus débuté par l'ouverture d'un bureau propre au groupe en 2000⁴⁹². Il souligna que c'était d'une certaine manière l'une des étapes du coming out du groupe. Ayant un espace physique dont l'entourage reconnaissait qu'il s'y trouvait des homosexuels, ils firent encore un pas de plus dans leur ouverture par la participation à la

⁴⁹² HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 71.

marche sous le nom affiché du groupe et avec des pancartes déclarant leurs demandes ou leurs réactions comme tels : « Hétérosexualité forcée est un crime contre l'humanité », « La libération des homosexuels va libérer les hétérosexuels aussi », « Vive le 1^{er} Mai », « Non à des cellules du type F ». Cette dernière pancarte nous permet de dire que dès le début de leur ouverture publique, le groupe ne se limita pas aux seuls problèmes des homosexuels, mais s'intéressa à des sujets qu'il croyait problématiques comme les cellules du type F. Ce dernier signifiait un changement structural dans les prisons avec des cellules pour une seule ou trois personnes au lieu du système des cellules-dortoirs abritant jusqu'à 200 prisonniers. Le correspondant du journal *Libération* en Turquie, M. Ragıp Duran indique que selon les autorités, le système des cellules-dortoirs favorisait le contrôle des groupes terroristes ou des mafias sur les détenus⁴⁹³. Selon les opposants, ce changement amenait l'isolement des prisonniers et surtout des prisonniers politiques, et il s'agissait d'un système inhumain. En octobre 2000, les prisonniers (politiques et surtout d'extrême gauche) débutèrent une grève de la faim jusqu'à la mort qui dura plus de 200 jours⁴⁹⁴, à laquelle le gouvernement intervint le 19 décembre 2000 avec des forces armées. L'intervention causa la mort de 31 personnes, dont 29 étaient des prisonniers. Il s'agissait donc d'un événement très important qui marqua profondément l'opinion publique turque, et à propos du groupe Kaos GL, nous remarquons qu'il se positionnait dans le camp des opposants, qu'il ne se limitait pas aux problèmes des homosexuels et qu'il n'évitait pas de s'exprimer pour ceux qu'il considérait comme opprimés par le système établi.

Pourquoi le mouvement LGBT en Turquie, et dans le cadre de ces paragraphes, plus spécifiquement le groupe Kaos GL, prend la parole dans les événements qui ne sont pas directement liés à l'homosexualité ? À propos de la participation à la marche de 1^{er} mai, Murat Yalçinkaya explique cela que derrière la décision de participation, se trouvait la volonté de faire partie de l'opposition sociale, car le groupe ne limitait pas son positionnement politique que par l'homosexualité et la sexualité. Il ajoute que si l'homosexualité est considérée comme un péché, comme un crime ou comme une maladie, cette approche s'inscrivait dans une relation étroite avec les conditions sociales :

« Si vous ne critiquez pas le capitalisme, si vous ne critiquez pas ses éléments essentiels comme la psychiatrie, comme le pouvoir, vous n'avez pas beaucoup de

⁴⁹³L'article publié dans le journal *Libération* daté du 13 juillet 2001, disponible sur : <http://www.liberation.fr/monde/0101380748-l-impasse-de-la-greve-de-la-faim-des-detenus-turcs> consultée le 8 décembre 2010.

⁴⁹⁴ La grève des prisonniers a continué même après l'intervention armée des forces d'État.

choses à dire en tant qu'homosexuel. Dans ce sens, il y a des points communs avec d'autres mouvements sociaux. Si vous avez un problème avec le capitalisme, avec l'État, c'est évident qu'il y a un mouvement qui peut être mené en commun. Ce que nous pouvons dire juste à partir de l'homosexualité est très limité »⁴⁹⁵.

C'est d'ailleurs cette intersection des mouvements qui nous permet d'aller au-delà du seul mouvement LGBT dans notre recherche.

Selon un autre membre du groupe Kaos GL, Umut Güner, avec lequel nous avons réalisé un entretien, la volonté de participation à la marche du groupe s'explique à deux niveaux : d'abord parce que le 1^{er} Mai est en même temps le symbole d'expression des demandes de liberté, incluant la liberté des homosexuels ; ensuite la marche était une occasion pour montrer la présence des ouvriers homosexuels, pour concrétiser la place des homosexuels dans la vie quotidienne. C'était un moyen de dévoiler, et c'était l'un des objectifs de Kaos GL depuis sa fondation, que les homosexuels n'étaient pas seulement des publicitaires ou des chanteurs tels qu'ils étaient présentés dans les médias. Pourtant, notre interviewé nous révéla que DİSK (La confédération des syndicats des ouvriers révolutionnaires) ne voulait pas exactement une telle participation de la part des homosexuels, tandis que KESK (La confédération des syndicats des prolétaires travaillant dans le secteur public) était favorable à cela. Encore une fois, nous pouvons observer qu'au sein de la gauche, on peut trouver une approche quasi hostile envers l'homosexualité. Pourtant, comme nous l'indiquâmes déjà à propos de la transformation du mouvement kurde vis-à-vis du mouvement LGBT, nous devons également souligner que la présence continue des homosexuels dans l'espace public transforma également la gauche. DİSK, qui refusait la présence de Kaos GL lors de la marche du 1^{er} Mai en 2001, donnait place à l'expression de « l'orientation sexuelle » et de « l'identité sexuelle » dans l'ébauche de la Constitution qu'il préparait en 2009, dans le but de le but de remplacer celle du coup d'État de 1980.

L'une des conséquences de la marche du 1^{er} Mai s'est manifestée à propos de la visibilité des membres du groupe. Güner indique qu'après 2001, les gens commencèrent à se présenter ouvertement dans les organes des médias. Une première présentation fut peu de temps après la marche de 1^{er} mai durant laquelle la participation du groupe Kaos GL avait été suivie par les chaînes de télévision aussi. À la suite de la marche, une émission hebdomadaire, Ceviz Kabuğu, présenté par le journaliste Hulki Cevizoğlu, consacra deux programmes

⁴⁹⁵ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 72.

consécutifs à l'homosexualité. L'un des participants du premier programme était un psychiatre, M. Haydar Dümen, connu dans la société turque, mais qui n'est pas très apprécié par le mouvement LGBT, en raison de ses approches assez réductrices et généralistes, non seulement envers l'homosexualité, mais envers la sexualité en général⁴⁹⁶. Dans le double numéro 59-60 de la revue *Kaos GL*, Dümen est même défini comme une personne « qui se place dans le camp ennemi et qui sert à l'hétérosexisme ». Un autre participant était un homme religieux et l'auteur du livre *İslamda Cinsel Yaşam (La vie sexuelle chez l'islam)*, M. Ali Rıza Demircan. De la part des groupes LGBT, dans le numéro 70 de la revue *Kaos GL*, un article signé par Murat Yalçinkaya indique que le groupe Kaos GL reçut une invitation de la part du journaliste pour qu'il participe à l'émission, mais qu'il la refusa, car il ne croyait pas que le sujet serait traité de manière objective⁴⁹⁷. Yalçinkaya ajoute que le déroulement de l'émission conforta leur préoccupation en donnant la parole à des médecins qui définirent l'homosexualité comme une perversité et à des « experts » qui déclarèrent qu'elle était un péché. Même s'il avait eu des préoccupations similaires, Lambdaİstanbul décida d'y participer. Pourtant, il n'y avait pas beaucoup de volontaires à s'afficher sur l'écran et ce fut Umut Koray qui participa à l'émission au nom du groupe. À partir de certains articles⁴⁹⁸, nous apprenons que la participation de Koray et sa faiblesse en réaction aux commentaires hostiles des autres participants à propos de l'homosexualité furent critiquées soit au sein même de son groupe Lambdaİstanbul, soit par le groupe Kaos GL. Pour sa défense, Koray indique que sa priorité était de montrer aux spectateurs que tous les homosexuels n'étaient pas des chanteurs aux allures féminines, mais existaient également dans la société, des homosexuels bien éduqués, étant élevés dans des familles « normales ». Il affirme qu'il croit d'avoir réussi à transmettre ce message, mais il ajoute qu'il reçut quand même des menaces, qu'il ne put pas sortir de chez lui pendant une semaine et, même après, qu'il eut des difficultés de se montrer dans la rue. Cela nous montre encore la grandeur du problème de visibilité dans la société turque, soit pour des homosexuels en tant qu'individu, soit pour le mouvement LGBT, en tant qu'obstacle à franchir afin de pouvoir être plus actif dans les espaces publics et dans l'espace

⁴⁹⁶ En 2006, son traitement de la maladie vaginismus (un spasme involontaire des muscles entourant le vagin qui ferme le vagin et qui rend impossible la relation sexuelle par pénétration), dont le contenu est inconnu dans le monde de médecine mais réputé de son prix très élevé et de l'assertion de résoudre le problème en une séance, a été critiqué par ses pairs et a fait l'objet d'une enquête de la part du Chambre des médecins d'Istanbul.

⁴⁹⁷ YALÇINKAYA Murat, Kabahatlerimiz ortaya dökülürken : 1 Mayıs, Ceviz Kabuğu ve Tarkan (Quand nos fautes s'affichent : 1^{er} mai, Ceviz Kabuğu et Tarkan), in la revue *Kaos GL*, n° 70 (8), été 2001, p. 3-6, p. 5.

⁴⁹⁸ YALÇINKAYA Murat, op. cit., 2001 et YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde Eşcinselligin izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 3 : 2000'ler (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 3 – les années 2000), in la revue *Kaos GL*, n° 94 (32), mai-juin 2007, p. 43-45, BATUR Sami, Ceviz Kabugunu Doldurmayanlar, in la revue *Parmak*, juin 2001, p. 4.

public. À la suite des critiques qui lui sont attribuées, Koray quitta le groupe Lambdaİstanbul, cela est également un exemple qui nous montre la fragilité des groupes pour maintenir une stabilité auprès des membres.

La participation du groupe Kaos GL, à la marche du 1^{er} Mai, ouvre la voie à Lambdaİstanbul également et nous remarquons qu'en 2002, le groupe participa aux manifestations de 1^{er} mai, en relation avec la Plateforme de non à la guerre. Sur les devises portées, étaient écrits des slogans comme : « Questionne ton homophobie », « L'hétérosexualité forcée est un crime envers l'humanité », « Le droit des homosexuels est le droit de l'homme ». Au cours de la marche, le groupe Lambdaİstanbul porta également le drapeau arc-en-ciel, symbole international de l'homosexualité. Cela nous montre l'importance de l'interaction entre les groupes. Ils ne se transforment pas seulement en leur sein, leurs actes transforment également toute la sphère LGBT, qui transforme à son tour une sphère plus générale touchant également les hétérosexuels.

Les participations des groupes aux manifestations organisées par d'autres ONG ne furent pas limitées aux marches de 1^{er} mai. En 2002, au cours du mois de décembre, nous observons que Kaos GL et Lambdaİstanbul participèrent à une marche et à un meeting organisés par des Plateformes de lutte contre la guerre, à Istanbul et à Ankara, faisant partie de plus d'une centaine d'autres ONG. Le meeting qui s'est déroulé le premier décembre envisageait surtout de s'opposer à la guerre d'Irak. Au cours du meeting, le groupe Kaos GL distribua des communiqués expliquant pourquoi les homosexuels sont contre la guerre et pourquoi ils pensent qu'il y a une ressemblance entre une idéologie qui glorifie la guerre et le militarisme et une idéologie qui humilie l'homosexualité, en passant par le problème des Kurdes en Turquie :

« Une même mentalité, qui visait les Kurdes en Turquie, se montre désormais aux États-Unis par les pros de la guerre. La guerre nourrit la culture chauvine et machiste qui exploite les femmes, qui humilie et intimide les homosexuels. En tant que gays et lesbiennes, en luttant pour la destruction de la culture chauvine et machiste, nous luttons en même temps contre la guerre »⁴⁹⁹.

En juin 2003, Lambdaİstanbul fit un pas de plus à propos de la visibilité des individus et des groupes LGBT. Le groupe fêtait son dixième anniversaire par les activités de la

⁴⁹⁹ Communiqué disponible sur : <http://www.ainfos.ca/02/dec/ainfos00486.html> , consulté le 21 janvier 2010.

semaine de fierté homosexuelle. Dans le cadre de cette dernière, il fut réalisé une marche sur la rue Istiklal, avec la participation de cinquante personnes. Les homosexuels se montraient tous seuls pour la première fois dans un tel événement. Depuis, Lambdaİstanbul organise chaque année une marche de fierté homosexuelle au cours de la semaine du même nom. Le procès d'interdiction étant un accélérateur, nous remarquons qu'au fil des années le nombre des participants atteint des milliers de personnes, avec également la participation des personnes politiques de Turquie et de l'étranger. Au cours des marches de fierté, le groupe fit face toujours à la pression de la part de la police, mais comme il n'y eut pas de violence directe exercée sur les participants, Lambdaİstanbul put gérer la situation par des négociations sur place. Le nombre accru des participants fut à ce point un élément important empêchant une éventuelle intimidation de la part de la police. Il nous faut tout de même indiquer que, le nombre des participants n'a pas toujours une influence sur la police, les événements du 1^{er} Mai 2007 et 2008 faisant preuve.



Figure 6 : La marche de fierté homosexuelle en juin 2010. Entre 2003 et 2010, le nombre des participants augmenta de cinquante à plusieurs centaines de personnes

En 2007, les syndicats voulurent commémorer le trentième anniversaire des ouvriers qui furent tués à la suite d'une fusillade dont les responsables ne sont toujours pas identifiés, le 1^{er} Mai 1977 sur la place de Taksim qui était interdite à toutes sortes de rassemblements

depuis⁵⁰⁰. La préfecture d'Istanbul ne donna pas de permission et prit des mesures extrêmes afin d'empêcher la présence de milliers de personnes sur la place de Taksim ; en dehors de la violence physique, la police utilisa des bombes lacrymogènes, des centaines de personnes furent placées en garde à vue. Nous observons donc que le nombre des participants ne peut pas empêcher la police de faire obstacle aux manifestations. Lorsque le contenu des rassemblements est considéré comme une menace envers les autorités par ces dernières elles-mêmes, elles essayent encore de légitimer une intervention policière. Pourtant, comme la présence des homosexuels et leur demande de marche ne sont pas considérées comme des actes politiques et comme elles ne peuvent pas être présentées comme un affrontement politique envers les autorités, la pression de la police ne peut pas trouver un prétexte pour une intervention violente.

Les années 2000 témoignèrent également de la participation des groupes LGBT aux préparations des propositions pour la rédaction d'une Constitution civile pour remplacer celle de 1982, faite à la suite du coup d'État et qui est restée toujours en vigueur jusqu'à 12 septembre 2010. Ce n'est qu'à cette date-là qu'en Turquie, il eut lieu un référendum et certains articles de la Constitution furent changés par les votes des citoyens. Le référendum amena plusieurs discussions sur l'espace public, même si nous ne les développons pas, nous voulons tout de même souligner que pour certaines parties de la société, il ne signifie pas une démarche tout à fait positive dans le processus démocratique. Même si les groupes LGBT travaillaient depuis le début des années 2000, afin d'inclure « l'orientation sexuelle » dans la Constitution, en tant que moyen de discrimination, ils ne purent pas l'obtenir. Pourtant, le fait qu'ils réussirent à en faire un agenda, au moins pour des syndicats qui eux-mêmes travaillaient sur les transformations possibles de la Constitution, peut être considéré comme un gain pour le mouvement LGBT.

Une autre démarche des groupes LGBT, qui peut être considérée comme une tentative directe d'intervention dans le domaine politique, fut une campagne menée à partir de décembre 2003 et qui envisageait l'ajout des articles protégeant les droits des individus LGBT au Code pénal turc renouvelé après quatre-vingts ans d'application. Dans le cadre de cette campagne, les conférences de presse, l'envoi de lettres et de fax furent réalisés ; en dehors de cela l'Assemblée nationale fut visitée par les groupes LambdaIstanbul et Kaos GL, au cours

⁵⁰⁰ Nous voulons tout de même indiquer qu'au fil des années, la place fut ouverte à d'autres sortes de rassemblement, sauf les marches de 1^{er} mai.

du processus de préparation du Code pénal. Les demandes furent présentées à un député de CHP, M. Orhan Eraslan. Les femmes membres de Lambdaİstanbul firent également partie de la Plateforme de femme pour le Code pénal turc qui envisageait l'amélioration des lois en vue des droits des femmes.

Un autre lien entre les instances politiques et les groupes LGBT (ou le mouvement LGBT) fut établi par la participation de Lambdaİstanbul à un séminaire organisé à Ankara le 11 et le 12 octobre 2004, par le Ministère de travail et de la sécurité sociale sur « Le combat contre la discrimination au sein de l'Union européenne et ses reflets dans notre pays ». Cela nous montre encore une fois que lorsqu'il s'agit de la discrimination, et de l'Union européenne, même des instances étatiques, qui se positionnent en général à l'écart des groupes LGBT, se sentent dans l'obligation de les prendre en compte.

Même si, dès son apparition le groupe Kaos GL était toujours en contact avec quelques académiciens, dans les années 2000, les relations entre l'académie et les groupes LGBT donnèrent des résultats plus concrets. Le nombre de chercheurs qui travaillent sur l'homosexualité étant encore réduit et leurs spécificités variant au point de ne pas permettre autant l'accumulation des savoirs, nous remarquons tout de même que les relations établies furent en général de longue durée et donnèrent lieu à des travaux soit sous forme d'articles ou de mémoires et de thèses, soit sous forme de réunions nationales ou internationales. L'un des exemples pour ce dernier type de travail est le « Symposium sur la discrimination et de la violence envers les homosexuels », organisé le 16 mai 2003, à l'Université Bilgi (une université privée), en collaboration avec les académiciens et les membres de Lambdaİstanbul. Au cours du symposium, la discrimination envers les homosexuels fut traitée à partir des sujets comme la psychiatrie judiciaire, le droit, la psychologie, la sociologie et les services sociaux. Les problèmes des travestis et des transsexuelles et l'invisibilité des lesbiennes furent traités au cours des sessions à part. Un deuxième symposium fut organisé l'année suivante, au mois d'avril, à l'Université Boğaziçi (Bosphore), intitulé « Turquie, l'identité, queer ». Au cours de la même année, durant le 7 et le 8 mai 2004, un autre symposium fut organisé, toujours en collaboration avec l'Université Bilgi : « Comprendre les identités et les orientations sexuelles en Turquie ».

Le premier symposium organisé par Lambdaİstanbul fut critiqué par le groupe Kaos GL en raison d'être clos aux médias. Le groupe organisa à son tour un symposium au cours de la même année et ce fut un tournant dans son historique par la visibilité que gagnèrent ses

membres. Le symposium intitulé « Les problèmes des gays et des lesbiennes et la recherche des solutions pour la paix sociale » fut déroulé en 2003, durant deux jours, le 23 et le 24 mai. Dans le cadre des préparations, le groupe se met en contact avec la porte-parole de la Commission d'examen des droits de l'homme construit au sein de l'Assemblée nationale, M. Ahmet Faruk Ünsal. Il lui transmet le dossier de symposium et les numéros de la revue *Kaos GL*. Il contacte également au maire adjoint de la mairie Çankaya, M. Yüksel Işık, qui indique leur soutien au symposium. Le texte d'appel au symposium est aussi publié dans le numéro 76 de la revue *Kaos GL* (février-mars 2003). L'appel, qui est signé par Ali Erol en tant président du symposium, souligne que le mouvement de libération des gays et des lesbiennes apparu avec le temps brisa le siège des institutions et créa et construit l'homosexualité en tant qu'une réalité sociale qui dépasse un fait individuel et psychosexuel.

Erol indique que dans le territoire ottoman – turc, la relation sexuelle entre les mêmes sexes est une réalité vécue depuis des siècles, mais le fait d'être « gay et lesbienne » a obtenu une signification social dans les années 90 et que l'homosexualité est devenue visible dans l'espace public. Par conséquent, Erol précise que le besoin d'une perception correcte de l'homosexualité, le besoin de la connaître s'impose en tant que sujet de discussion. L'objectif du symposium est donc indiqué comme la recherche des solutions aux problèmes vécues afin que la communication des LGBT avec d'autres parties de la société puisse évaluer vers une paix sociale.

Dans le comité de consultation du symposium se trouvaient des représentants des ONG (dont l'une était la secrétaire générale de l'IHD, Mme Feray Salman), des journalistes et des académiciens ayant déjà travaillé avec le groupe Kaos GL.

Dans le numéro 77 de la revue *Kaos GL* (avril-mai 2003), le groupe explique davantage les raisons d'organiser un tel symposium et il indique que l'un des objectifs est d'atteindre à un nombre plus grand d'homosexuel. Les autres sont précisés comme tel : avoir une ressource écrite qui englobe les problèmes essentiels des homosexuels et l'envoi de cette ressource aux bibliothèques ; la discussion des problèmes des homosexuels par la participation des différentes parties de la société et sur la scène publique ; encourager les académiciens qui veulent travailler sur le sujet et leur créer un moyen de présenter leurs travaux, donc, s'informer sur les travaux menés et pouvoir la possibilité d'orienter les prochains. Ils indiquent également que l'idée d'un symposium est née par les propositions de certains académiciens.

Un membre de Kaos GL, Umut Güner, nous rapporte le déroulement du symposium comme le suivant au cours de notre entretien :

« Nous avons nommé deux personnes responsables des relations avec les médias. Pourtant, nous n'avions pas pu tout prévoir. Nous discutâmes beaucoup pour savoir si le symposium devrait être ouvert aux médias, nous en parlâmes durant trois mois. Nous voulions qu'il soit ouvert d'abord à tout le monde, que le citoyen ordinaire dans la rue entende ce que l'on faisait. Alors pourquoi une personne voulant écrire un article sur le symposium ne devrait-il pas le faire? L'une des questions que nous nous posions était de savoir si dans ce cas, les participants homosexuels pourraient se sentir mal à l'aise, s'ils préféraient ne pas y participer. Il y a peu de temps, (le 16 mai 2003, Î.E.) Lambdaİstanbul avait organisé une conférence en association avec l'Université Bilgi et elle était fermée aux médias. Nous avons enfin décidé d'ouvrir le symposium aux médias, mais nous mentionnâmes lors du discours d'ouverture d'Oya Burcu et dans le livre du symposium, que plusieurs personnes ne pouvaient pas participer à cet événement, ils s'abstenaient de se montrer, car ils connaissaient l'histoire des homosexuels dont la sexualité était affichée, ils savaient que certains d'entre eux avaient été tués par leurs familles, car ces dernières avaient honte d'eux, même s'il n'y avait rien à avoir honte⁵⁰¹. Cela disant, nous avons voulu prendre une précaution aussi au cas où la participation serait vraiment très faible. Alors, au premier jour à neuf heures la salle était pleine, il y avait 300 personnes dans une salle pouvant en accueillir 200. On soulignait surtout le fait que le symposium n'était pas limité à la seule participation des homosexuels, que chacun qui se trouvait dans la salle ne devrait pas être homosexuel, mais il y eut douze chaînes de télévision (chaîne nationale TRT et les chaînes privées) et plus d'une quinzaine de journaux, et ils commencèrent à demander à tout le monde ce que c'était être homosexuel, ils le demandèrent même au maire adjoint de Çankaya (la mairie qui avait prêté la salle à Kaos GL, Î.E.). Alors, un groupe de trois ou quatre personnes parmi nous sortit de la salle et nous leur dîmes que c'était nous qui allions leur répondre. Pour moi c'était d'une visibilité assez soudaine. Certains membres de ma famille apprirent mon homosexualité par ce biais. Mais nous ne pensions pas aux risques que cela pourrait nous poser ; pouvoir maîtriser le symposium, faire passer le message correct était plus important ».

⁵⁰¹ Pour le texte intégral de cette partie du discours voir l'annexe 6.

Ce besoin de « faire passer le message correct » est l'une des caractéristiques du groupe Kaos GL et il se montre aussi lorsqu'il s'agit des journalistes qui écrivent des articles sur lui et qui établissent des rapports avec le groupe. Nous analyserons ce sujet sous le chapitre consacré à l'interaction du mouvement avec la presse. Pourtant, cette volonté de « faire passer le bon message » du groupe Kaos GL nous amène à une autre remarque faite par Tuğba Özkan dans son mémoire de DEA et que nous pûmes confirmer par nos propres observations. Dans son mémoire, Özkan indique aussi que, dès son apparition, le groupe Kaos GL envisageait de montrer que, en dehors de l'image stéréotypée par les médias des homosexuels efféminés et des travestis et transsexuels toujours identifiés à la violence, d'autres types d'homosexuels existaient dans la société. De même, elle constate que cette volonté de « normalisation » amène une rupture au sein du groupe avec des homosexuels qui ne sont pas conformes à cette image et surtout avec des travestis et transsexuels⁵⁰². Nous aussi, nous constatâmes que, non seulement au sein du groupe Kaos GL, mais dans d'autres groupes homosexuels, il est possible de noter un certain mécontentement de la part des personnes trans, ce qui les amena à fonder leurs propres organisations, nous allons mentionner certaines d'entre elles à la fin de ce chapitre.

2.3.1. La visibilité de l'homosexualité dans les universités :

Une autre dimension des relations du groupe Kaos GL avec les universités portait plus directement sur les étudiants. En dehors des symposiums organisés en coordination avec les universités et en dehors des liens noués avec les universitaires, les groupes attachèrent de l'importance à la présence des homosexuels dans les campus, via les étudiants.

Comme le système scolaire est décrit en tant qu'hétérosexiste par le mouvement LGBT, les universités furent toujours un lieu de combat pour le mouvement. Même si le cursus scolaire qui précédait l'université fut fortement marqué par l'hétérosexisme, l'université permettait aux homosexuels de sortir de leurs cercles habitués, de leurs (en général petites) villes et leur donnait l'occasion de pouvoir se reconstruire. Le témoignage d'Erhan, d'origine de Malatya (une ville dans la région de l'Anatolie de l'Est), qui avait fait ses études universitaires à Istanbul, nous indique cet aspect :

« Quand je suis venue à Istanbul, j'ai pensé que l'université pouvait être un lieu où

⁵⁰² ÖZKAN Tuğba, *Türkiye'de eşcinsellik ve Kaos GL Grubu (L'homosexualité en Turquie et le groupe Kaos GL)*, 204 p. Mémoire de DEA : Anthropologie : Université Hacettepe : juin 2004, p. 136-137.

je pourrais franchir les limites et où je trouverais la possibilité de réaliser ce que je voulais faire »⁵⁰³.

Serkan témoigne également de la même manière :

« C'est dans mes années à l'université que je me suis découvert en tant qu'homosexuel. C'est à cette période-là que j'ai appris le sens du mot gay. Avant cela, j'avais le sentiment d'être tout seul dans la vie »⁵⁰⁴.

Ou encore, un ancien membre du groupe Kaos GL, Murat Yalçinkaya (né à Istanbul, en 1975), dont certains de ses propos furent mentionnés dans les paragraphes précédents :

« La première fois que j'ai pu prononcer la phrase 'Je suis homosexuel' fut possible au cours de ma deuxième année à Ankara. C'était une période qui coïncidait avec mes vingt ans. Ce qui avait le plus influencé cette ouverture fut la page 'GL' dans la revue Express. Kaos aussi y publiait certains articles. »⁵⁰⁵.

Nous remarquons encore une fois que même étant né dans une grande ville, la séparation de la ville natale pour suivre des études universitaires, cet éloignement d'un environnement où nous avons déjà tissé des liens (familiaux, amicaux, sociaux, etc.) vers une autre ville où presque personne ne nous connaît par notre vécu, permet à l'individu homosexuel de se reconstruire. Comme il est difficile de réaliser une telle séparation en Turquie en raison des relations familiales assez étroites, le cursus universitaire constitue un bon prétexte pour s'éloigner, pour obtenir une certaine indépendance vis-à-vis de la famille et de l'environnement social. Ce même témoignage nous montre également que, même si elles étaient d'un nombre très réduit, les publications sur l'homosexualité permettaient aux individus de briser le sentiment de solitude, de commencer à s'assumer et, dans un dernier temps, de s'affirmer / s'afficher dans l'espace public (à des différents niveaux) en tant qu'homosexuels.

Nous pouvons prétendre que selon les villes et selon les universités, le rôle joué par l'université peut varier. Surtout dans des grandes villes, dans des universités anglophones ou francophones (privées ou publiques), les structures administratives, les dirigeants des universités peuvent avoir une attitude plus ouverte à propos de l'homosexualité. La fondation

⁵⁰³ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Erhan, p. 13-21, p. 14.

⁵⁰⁴ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Serkan, p. 32-42, p. 33.

⁵⁰⁵ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 69.

des clubs d'étudiants homosexuels y devient possible, les professeurs peuvent également exprimer ouvertement leur orientation sexuelle et tout cela aide à normaliser l'homosexualité dans la vie quotidienne. Mais, même dans des petites villes, dans des établissements plus traditionnels, l'université offre à ses étudiants la possibilité de s'éloigner de son cercle de famille, d'amis, de proches qui, volontairement ou involontairement, exercent une pression sur la voie à suivre, sur leur sexualité. Une fois éloigné de ce cercle, l'étudiant acquiert donc la possibilité de se reconstruire dans un milieu qui lui est nouveau, entouré des étrangers. Dans un pays où les liens familiaux et sociaux sont assez étroits, au point de limiter la vie privée des individus, l'université peut paraître comme une liberté promise :

« Une période, amenée par l'université, où nous pouvions parler de tous débuta, même si moi je suis de génération du 12 septembre (la génération d'après le coup d'État de 1980, marquée et surtout accusée par la dépolitisation, İ.E.) nous pouvions parler de ce genre de choses. Juste le fait de parler m'a beaucoup aidé à m'améliorer » (Murat, 34 ans)⁵⁰⁶.

Les groupes LGBT essayèrent toujours de participer aux activités organisées par des universités, mais en dehors de cela, ils soutinrent également des réseaux universitaires (ou interuniversitaires) permettant aux étudiants homosexuels de se rencontrer. Dans ce cadre, nous devons indiquer le réseau universitaire LeGaTo (le Groupement interuniversitaire des gays et des lesbiennes), fondé d'abord à Ankara en 1996, par l'initiative des étudiants homosexuels d'ODTÜ (Ortadoğu Teknik Üniversitesi, Université technique de Moyen-Orient), et, après avoir arrêté ses travaux pendant presque deux ans, refondé en 2000. Il existait des groupes de mail pour chaque université ayant un regroupement LeGaTo, qui permettaient à leurs membres de se connecter et aux nouveaux étudiants de se rencontrer avec des personnes LGBT. Les LeGaTo envisageait de créer une conscience homosexuelle, chez ses membres, mais également au sein des campus. Dans ce dessein, ils organisaient des réunions de lecture sur des sujets liés à l'homosexualité, ils distribuaient des brochures informatives, ils préparaient des projections de films. Le problème essentiel du groupement fut la circulation des étudiants, qui quittaient en général LeGaTo à la fin de leurs études universitaires. Il était donc difficile à maintenir une continuité dans les activités.

⁵⁰⁶ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat, p. 43-63, p. 49.

Malgré une certaine importance accordée à l'université, une lesbienne, Yeşim, souligne le fait que le mouvement ne débuta tout de même pas dans les universités⁵⁰⁷. Indépendamment de cela, nous devons indiquer également que même les universités donnent une certaine liberté à leurs étudiants, au niveau institutionnel, il fut toujours difficile à obtenir une attitude positive envers la présence des homosexuels dans le campus. Un refus récent envers la demande de fondation d'un club d'étudiants homosexuels, de la part de l'université ODTÜ, l'une des universités connues par un haut niveau politique de gauche, et ayant une tradition oppositionnelle envers les pressions, est l'un des derniers exemples de cette attitude institutionnelle.

Le premier exemple de regroupement des étudiants homosexuels évalué à un club d'étudiants officiels aux yeux des autorités universitaires fut à l'université Bilgi, dans la deuxième moitié des années 2000. Pourtant, l'une des fondatrices du club, et membre de Lambdaİstanbul, İzlem Aybastı, indique qu'étant une université privée, la permission de fonder un tel club était une sorte de promotion pour l'université afin de montrer à quel point elle tolérait les différences en son sein⁵⁰⁸. Elle ajoute également qu'à la suite de la prise de visibilité du club dans les médias, certaines activités furent interdites par les responsables des universités, en raison de la date de faire des choix d'universités, qui rapproche⁵⁰⁹. Nous pouvons en conclure que les responsables ne voulaient tout de même pas trop souligner la présence des homosexuels dans l'université, envers les préoccupations éventuelles des familles.

Même si la fondation d'un club homosexuel causa un débat entre les recteurs des universités et même si l'ensemble des recteurs des universités publiques, déclarant leurs opinions aux médias, furent contre la fondation d'un tel club, cette première démarche des étudiants donna lieu à la fondation d'un autre club à l'Université Sabancı, encore une université privée : Cins Kulüp (club de genre)⁵¹⁰. Ce dernier fonctionne toujours et il travaille en coordination avec le Forum des recherches féminines et de genre⁵¹¹, de la même université.

⁵⁰⁷ ÖZBAY Cenk, SOYDAN Serdar, op. cit., entretien fait avec Yeşim, p. 98-113, p. 104-105.

⁵⁰⁸ Entretien réalisé avec plusieurs activistes à la suite de la semaine de fierté, la revue Express, juillet 2007, source : <http://www.eskisehir.stgm.org.tr/tr/icerik/detay/escinsel-onur-haftasinin-ardindan>

⁵⁰⁹ En Turquie, les étudiants passent par un examen national pour pouvoir accéder à l'enseignement supérieur et préparent une liste qui montre leur choix. Chaque étape de ce processus est réalisée conformément à un calendrier annoncé.

⁵¹⁰ Le club diffuse les informations de ses activités sur le site : <http://cinskulup.blogspot.com/> Il a également une page sur Facebook : <http://www.facebook.com/cinskulup?v=info>

⁵¹¹ Pour plus d'information sur le forum, voir son site en anglais : <http://genderforum.sabanciuniv.edu/en>.

Récemment, des universités publiques virent également la naissance des regroupements des étudiants homosexuels, de manière officieuse :

- LuBUnya à l'université Boğaziçi⁵¹², fonctionnant en tant que commission sous le toit du club des Recherches féminines⁵¹³. Le BU du nom du groupe, rédigé en majuscules, fait référence au sigle de l'université et le mot signifie l'homme homosexuel dans l'argot homosexuel ;
- IÜ Radar, à l'université Istanbul⁵¹⁴. Le groupe n'est pas un club d'étudiants officiel, mais les étudiants LGBT de l'université se regroupent depuis le 15 mai 2009. Sept personnes étant présentes à la première réunion, le groupe est désormais composé d'une quarantaine de personnes, ayant entre autres, le but d'accroître la visibilité des homosexuels au sein du campus. Les membres participent également aux autres manifestations d'opposition liées aux problèmes des étudiants.
- Cinsari, à l'université İTÜ (Université technique d'Istanbul)⁵¹⁵. Un courrier envoyé au blog, le 31 mai 2010, sous le pseudonyme Şehri Karayel, indique qu'au cours des tentatives de l'organisation des activités à propos de l'homosexualité, le groupe attira une profonde réaction de la part des étudiants qui se nommait « Les étudiants musulmans d'İTÜ ». Karayel ajoute qu'envers des attaques menées aux affiches du groupe, ce dernier préféra donc utiliser des ballons sur lesquels étaient rédigés quelques slogans et informations : « Nous sommes entrés à la cantine de l'université, en chantant, nous distribuâmes des brochures, et nous laissâmes les ballons s'envoler. Ce fut donc un moyen amusant pour informer les étudiants à propos de nos activités ». Cela nous montre que malgré les empêchements, soit de la part des responsables, soit de la part des autres étudiants, les groupes universitaires trouvent un moyen de se rendre visible dans les campus.

⁵¹²Le blog du groupe : <http://lubunyabogazici.blogspot.com/> La page Facebook du groupe : <http://www.facebook.com/pages/luBUnya-Bogazici/132128600155642?v=wall#!/pages/luBUnya-Bogazici/132128600155642?v=info>

⁵¹³ La partie donnant des informations à propos de LuBUnya sur le page du club des Recherches féminines hébergé par le site officiel de l'université : <http://www.bukak.boun.edu.tr/?p=328>

⁵¹⁴ Le blog du groupe : <http://iuradar.blogspot.com/> Contrairement aux pages des autres regroupements universitaires, la page Facebook de IU Radar nécessite d'envoyer une demande de participation pour pouvoir voir son contenu.

⁵¹⁵ Le blog du groupe : <http://www.itucinsari.blogspot.com/>

En dehors des activités citées ci-dessus, nous voulons ajouter deux autres projets menés par le groupe Kaos GL en dehors des universités, dont l'un fonctionne toujours et l'autre brisa encore une fois la relation entre Kaos GL et le mouvement de droit de l'homme.

Le premier projet est le Réseau des ouvriers gay et des ouvrières lesbiennes qui organise des réunions chaque année depuis 2004. Ce réseau envisage de rendre visibles les discriminations envers les ouvriers et les employés homosexuels, et de renforcer les liens avec les syndicats.

Sous le chapitre d'analyse de la revue *Kaos GL*, nous observerons que la vie de travail et le mouvement ouvrier furent des points régulièrement traités par le mouvement LGBT. L'un des objectifs de la participation à la marche de 1^{er} mai 2001 était également de montrer l'existence des ouvriers homosexuels. Dans le même objectif, en 2004, le groupe essaie de fonder un réseau auprès des ouvriers homosexuels. Selon les documents existant sur le site du réseau, à la suite des appels faits sur la mailing liste du groupe, la première réunion fut organisée le 10 octobre 2004 dans les locaux de Kaos GL avec la participation de treize personnes. Le rapport de cette réunion souligne quelques points importants⁵¹⁶ : d'abord il est indiqué qu'il est difficile de réconcilier l'image de l'homosexuel et de l'ouvrier. Les participants indiquent qu'il y a un cloisonnement dans l'image stéréotypée de l'homosexuel. Pourtant, il est souligné qu'au niveau discursif, le groupe Kaos GL traita toujours le sujet dans la revue. Selon le rapport, la raison de ne pas avoir des actes plus concrets dans la vie quotidienne vient d'abord du fait qu'il est difficile pour les homosexuels de déclarer, sans aucune préoccupation, leur profession et surtout l'établissement sous lequel ils travaillent, car ils ont peur de perdre leur emploi. Au cours de la réunion, les participants discutent de ce fait et ils indiquent dans le rapport qu'il s'agit d'une peur fondée. Alors, ils précisent que, tandis que sous le chapeau du groupe Kaos GL, ils défendent toujours l'importance d'exprimer son homosexualité dans son entourage, concernant les ouvriers et autres travailleurs homosexuels, ils ne leur demanderont pas une telle ouverture dans le milieu de travail, mais ils chercheront surtout à créer une atmosphère convenable à ce genre d'ouverture. Ils indiquent que le fait de combattre ensemble les discriminations au travail peut créer un sentiment de confiance entre les membres du réseau et en même temps une confiance en soi chez les individus homosexuels, qui leur permettront ensuite d'exprimer leur homosexualité dans le milieu professionnel aussi.

⁵¹⁶ Rapport disponible sur : http://www.geylezbiyenisciagi.org/10_09_2004_rapor.doc consulté le 25 mars 2010.

Dans leur rapport, ils expliquent également les raisons d'une telle démarche et nous remarquons encore une fois que le capital social de ses membres détermine les voies à suivre du groupe Kaos GL. Les participants indiquent dans le rapport qu'entre autres, c'est grâce à l'un des homosexuels qui est en même temps l'un des fondateurs du groupe (Ali Özbaş) et qui travaille actuellement dans un syndicat, que le groupe à propos des syndicats et du combat syndical s'est formé. Nous remarquons de même que les relations internationales établies au cours des années firent évoluer les objectifs du groupe, car ils avaient découvert que chez certains syndicats étrangers, il y avait des sections pour les ouvriers homosexuels.

À la suite de la première réunion, les participants décidèrent d'organiser une réunion plus importante qui durerait trois jours et à laquelle participeraient les syndicats, les universitaires et les homosexuels afin de rédiger un premier bilan sur la situation des ouvriers homosexuels et afin de rendre conscients les milieux concernés sur leur présence. Cette réunion dura du 29 octobre au 31 octobre, avec la participation d'une cinquantaine de personnes venant de différentes villes. Nous remarquons qu'il y eut un seul représentant de la part des syndicats : Cengiz Faydalı, le président à l'époque du syndicat Yapı-Yol Sen⁵¹⁷ lié au KESK. Sa contribution était centrée sur l'utilité des syndicats. Les autres participants, entre lesquels se trouvaient surtout les membres de Kaos GL, avaient orienté leurs communications vers l'établissement d'un lien entre le mouvement LGBT et les syndicats ; ils donnaient l'exemple des syndicats étrangers et ils partageaient les pratiques actuelles développées par les travailleurs homosexuels afin de combattre la discrimination vécue au travail. Le site du réseau n'est désormais plus actif depuis 2004 et l'information est centralisée sur le site Kaos GL, ce qui rend le sujet moins visible, mais les réunions annuelles des ouvriers homosexuels continuent toujours. Cet intérêt pour les problèmes des travailleurs homosexuels à partir d'un point de vue syndical donna lieu aussi au sein du groupe Kaos GL à la formation d'un sous-groupe de travail sur la discrimination dans la vie de travail et en 2009 le groupe publia un livre intitulé « Nous avons besoin de nos syndicats ». Le livre fut le fruit d'une année de travail qui inclut une enquête menée auprès de quarante travailleurs LGB, des entretiens approfondis réalisés avec cent travailleurs LGB et vingt syndicalistes, une analyse des statuts de cent vingt-cinq syndicats, un rapport de la dernière grande réunion du réseau des travailleurs LGB qui eut lieu aux 24 et 25 octobre 2009 et les propositions de solution concernant les problèmes existants. Cet axe, sur lequel le group Kaos GL travaille depuis son émergence, d'abord d'une manière générale, ensuite jusqu'au point d'en faire une publication

⁵¹⁷ Syndicat des prolétaires en routes, constructions, infrastructures, cadastre et travaux publics.

exhaustive, nous montre aussi l'importance accordée par le groupe à la continuité des travaux. Lors de notre entretien, Umut Güner de Kaos GL mentionna également qu'en tant que groupe, ils préfèrent suivre de près les travaux ayant été initiés soit par eux-mêmes, soit avec la contribution des autres ONG.

Toujours en 2004 (février-juin), dans le cadre du « Projet de droit de l'homme des homosexuels » soutenu par l'Ambassade d'Angleterre, Kaos GL participa aux séminaires de droit de l'homme organisés à Ankara, Istanbul, Izmir et Diyarbakır pour les défenseurs de droit de l'homme. Sur leur site, les membres de l'organisation indiquent qu'ils organisèrent ensuite, en 2005, une réunion à Ankara afin d'évaluer le processus d'intégration entre Kaos GL et le mouvement de droit de l'homme. Ils soulignent qu'ils « comprirent encore une fois que les organisations de droit de l'homme ne s'intéressaient pas à la violation de droit de l'homme des homosexuels »⁵¹⁸ et qu'ils décidèrent de développer eux-mêmes des projets sur le sujet. Ils soulignaient déjà ce manque d'intérêt, en 2004, à la suite d'un congrès qui eut lieu en août 2004. Dans le 85^{ème} numéro de la revue *Kaos GL* (septembre-octobre 2004), ils publièrent un rapport dans lequel il fut indiqué que les problèmes vécus par les LGBT ne furent pas considérés comme faisant partie de droit de l'homme par le mouvement de droit de l'homme, que les ONG et les institutions d'État qui s'intéressent à ce genre de problème ne consacrent pas de la place dans leurs rapports à la discrimination et à la violence envers les LGBT.

C) La fondation des associations et les procès d'interdiction

Sous ce titre, nous resterons plutôt dans le cadre chronologique des événements, afin de donner une vue suffisante à afficher la politique Étatique envers le droit des LGBT de fonder des associations.

Pour rendre les démarches administratives plus claires, nous devons indiquer qu'en Turquie, la fondation d'une association ne demande pas une permission préalable ; dès que la déclaration de fondation, le statut et d'autres documents demandés sont déposés au plus haut responsable administratif de son lieu de résidence, l'association concernée obtient une identité juridique. Pourtant, ce responsable, qui est le préfet en personne et la préfecture comme institution, examine la déclaration de fondation et la véracité des informations, dans un délai

⁵¹⁸ Le site Kaos GL, la rubrique « Nos domaines d'activité », disponible sur : <http://kaosgl.com/node/2405> consulté le 22 mars 2010.

de soixante jours au maximum. Et, en cas de besoin, les fondateurs de l'association sont appelés à faire les corrections nécessaires, dans un délai de trente jours. Si, ces corrections ne sont pas faites, ou bien tout autre problème n'est pas résolu dans le délai prévu, la préfecture transmet le dossier au procureur de la République en lui demandant d'ouvrir un procès pour l'abolition de l'association. Au cours de l'examen du dossier par le procureur, ce dernier peut demander également au tribunal, la suspension des activités de l'association. Mais le procureur peut de même décider le non-lieu d'un procès et refuser donc la demande de la préfecture, qui a, à son tour, le droit de s'y opposer et d'aller au tribunal supérieur. La suite dépend désormais à la décision de ce dernier⁵¹⁹.

Le premier groupe LGBT qui fit une démarche d'institutionnalisation sous forme d'association fut le groupe Kaos GL, en 2005. Au début de l'année 2005, le groupe déposa sa demande de fondation sous le nom de « Kaos Gey ve Lezbiyen Kültürel Araştırmalar ve Dayanışma Derneği » (Kaos, l'Association des recherches culturelles et de la solidarité gay et lesbienne). Le groupe annonça cette démarche dans l'éditorial de la revue *Kaos GL*, numéro 86 mars-avril 2005. L'éditorial avait un ton optimiste sur le processus de devenir une association et il indiquait qu'il se peut qu'au moment où les lecteurs lisent la revue, l'association pût être déjà fondée. Pour la fondation de l'association, il fallut tout de même attendre le 15 juillet 2005 et c'est à partir de cette date-là que Kaos GL acquiert une identité juridique. Pourtant, selon le processus administratif, le statut de l'association devait être envoyé pour l'approbation et au dernier jour de délai d'approbation, le 15 septembre 2005⁵²⁰, le Directorate des associations de la préfecture d'Ankara décida que le nom et les objectifs de l'association n'étaient pas conformes « à la loi et aux bonnes mœurs » selon l'article 56 du Code civil indiquant « Toute association fondée sur une cause contraire aux lois et aux bonnes mœurs, est nulle et de nul effet ».

La préfecture fit donc recours au procureur pour la résiliation de l'association Kaos GL. Envers la demande de la préfecture, la première réaction vint de la part du Comité d'observatoire des droits de l'homme (Human Rights Watch), le 26 septembre 2005. Dans sa déclaration, le Comité indiqua que « l'interdiction d'une organisation défendant les droits des

⁵¹⁹ La loi des associations n° 5253, disponible sur : http://www.dernekler.gov.tr/index.php?option=com_content&view=article&id=180%3A5253-dernekler-kanunu&catid=30%3AAkanunlar&Itemid=43&lang=tr

La procédure à suivre par les associations, disponible sur : http://www.dernekler.gov.tr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=37&Itemid=77&lang=tr

⁵²⁰ L'agenda de 2005, in la revue *Kaos GL*, n° 88, janvier-février 2006, p. 45.

lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels, est la violation des libertés d'association et de l'expression »⁵²¹. Le processus fonctionna tout de même de manière rapide pour Kaos GL et le 12 octobre 2005, le procureur de la république à Ankara refusa la demande de la préfecture d'Ankara. La décision de refus était signée par le procureur chargé des affaires de presse, M. Kürşat Kayral⁵²². Dans sa décision, Kayral précisait que le fondement de la décision se trouvait dans la nouvelle loi des associations, loi n° 5253, rédigée en prenant en compte : le document de Partenariat d'adhésion (à l'UE, Î.E.) ; les rapports d'avancement annuels ; les décisions de la Convention européenne des droits de l'homme et celle de la Cour européenne des droits de l'homme ; les normes développées par les conventions internationales des droits de l'homme dont la Turquie prend partie et par les institutions auxquelles elle a adhéré ; et enfin les rapports de l'Union européenne. Kayral soulignait également que l'esprit de la nouvelle loi prévoyait de ne pas intervenir sur les fonctionnements des associations ; de maintenir les conditions nécessaires pour leurs libres exercices loin de l'observation des instances officielles et de l'opinion publique ; que l'État ait une attitude protectrice et non oppressive envers les associations.

La décision du procureur Kürşat Kayral nous montre encore une fois, l'influence du processus d'adhésion à l'Union européenne sur l'élargissement des libertés en Turquie. Nous devons tout de même répéter que, la décision positive du procureur d'Ankara n'empêchera pas à l'avenir qu'une décision qui la contrarie soit prise envers la démarche de Lambdaİstanbul en voie de fonder une association. Comme nous avons déjà indiqué, le changement des mentalités ne suit pas le même trajet que le changement des lois, mais ce dernier assure quand même les bonnes conditions pour le changement des mentalités.

En dehors des références juridiques, le procureur traitait également l'aspect scientifique, l'aspect linguistique et l'aspect moral du sujet selon la demande de fermeture de la préfecture d'Ankara. Kürşat Kayral indiquait donc que « même si, avant les théories scientifiques modernes, l'homosexualité était considérée comme un dysfonctionnement sexuel, désormais elle n'est considérée plus comme tel » et il faisait référence à la quatrième édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux éditée par l'Association américaine de psychiatrie. Envers la prétention de la préfecture à propos du nom de l'association Kaos GL, de ne pas être conforme aux bonnes mœurs, Kayral donnait cette fois-

⁵²¹ L'agenda de 2005, in la revue *Kaos GL*, n° 88, janvier-février 2006, p. 46.

⁵²² Décision n° 2005/1491.

ci le dictionnaire de l'Association de la langue turque (TDK) et d'autres dictionnaires, comme référence, il résumait les définitions des mots gay et lesbienne et précisait que ces mots étaient utilisés librement dans la vie quotidienne et dans les recherches scientifiques. Dernièrement, le procureur précisait que la morale pouvait être différente selon les sociétés, elle contenait donc une certaine relativité, et que dans une époque où se déroulent les discussions sur l'ajout de « discrimination fondée sur l'orientation sexuelle » au Code pénal, le fait d'être homosexuel ne pouvait pas signifier d'être quelqu'un d'immoral et qu'il fallait prendre en compte le principe de « la libre volonté de l'homme ».

Les dernières références de Kürşat Kayral nous montrent cette fois-ci, le poids de l'influence des groupes LGBT dans l'espace public, étant ceux qui ont amené les discussions sur la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle au sein des débats de modification du Code pénal.

Après la décision de refus de fermeture de l'association Kaos GL, le secrétaire général de l'époque d'ILGA, M. Kürşad Kahramanoğlu, rédigea une lettre, le 26 octobre 2005, à l'adresse du Premier ministre, M. Recep Tayyip Erdoğan⁵²³. Par cette lettre, Kahramanoğlu invitait Erdoğan à déclarer que les droits des personnes LGBT étaient également des droits de l'homme et à soutenir l'association Kaos GL. Kahramanoğlu précisait de même l'importance des associations LGBT pour la société civile. La lettre n'obtint pas de réponse de la part d'Erdoğan.

La deuxième association qui fit face à la menace de fermeture fut Pembe Hayat. Fondée le 30 juin 2006, avec le soutien de Kaos GL, Pembe Hayat fut la première association à Ankara, défendant surtout les droits des personnes trans. Le nom de l'association était inspiré du film du même nom d'Alain Berliner, réalisé en 1997 et racontant le combat d'un garçon âgé de six ans, envers les attitudes transphobiques de sa famille et de leurs voisins. Le même processus vécu récemment par Kaos GL fut valable également pour Pembe Hayat : la préfecture d'Ankara demanda l'interdiction de l'association et en novembre 2006, le même procureur, M. Kürşat Kayral refusa encore une fois cette demande, en fondant sa décision sur les références qu'il avait déjà utilisées dans la décision de Kaos GL.

Au cours de la même année (2006), une autre demande de fermeture fut adressée à une autre association. Cette fois-ci, c'était la préfecture de Bursa qui demandait l'interdiction de

⁵²³ L'agenda de 2005, in la revue *Kaos GL*, n° 88, janvier-février 2006, p. 52.

l'association LGBT Gökkuşağı (l'Arc-en-ciel). La raison de la demande était identique aux deux autres précédentes : « Toute association fondée sur une cause contraire aux lois et aux bonnes mœurs, est nulle et de nul effet ». Après avoir examiné le statut de l'association et après avoir interrogé certains membres définis comme « suspicieux » dans la demande de la préfecture, le procureur de Bursa, M. Nazmi Güven, suivit la décision de son homologue ankariote et décida que la demande de fermeture ne possédait pas des bases solides pour faire sujet d'un procès et refusa la demande. Pourtant, une autre demande de la préfecture de Bursa, il y a deux ans, fut acceptée et à la suite du procès, le 12^{ème} tribunal correctionnel de Bursa décida, en janvier 2011, de l'interdiction de cette même association, en raison de l'exercice de la prostitution sous son toit. L'association poursuivra le procès à la Cour de cassation et jusqu'à la décision finale de cette dernière, elle fonctionnera en gardant son statut d'association.

Nous remarquons donc, qu'en 2005 et en 2006, en dehors de la décision de fermeture de l'Association Gökkuşağı en 2011, malgré les demandes des préfectures, les procureurs refusèrent toute demande de fermeture pour les associations LGBT, à la lumière de la nouvelle loi à propos des associations. En mai 2006, ce fut le tour de Lambdaİstanbul de devenir une association. Mais avant de parvenir à ce stade-là, les deux dernières tentatives de fondation d'une association du groupe furent en 2001 et en 2004⁵²⁴. La militante Deniz Yıldız indique qu'avant la réunion Güztanbul de 2001, les discussions à propos d'une éventuelle association et d'avoir un local propre au groupe furent commencées à nouveau, mais que la majorité du groupe prétendit que ce dernier n'était pas prêt à une telle démarche. Yıldız ajoute qu'en 2004, ce fut cette fois-ci à cause du propriétaire qui refusa de signer le contrat de location à la dernière minute et après avoir vu que la location était pour un groupe LGBT, en précisant qu'il ne pouvait pas signer « une telle perversité », que la fondation de l'association n'aboutit pas, même si le nombre nécessaire des membres fondateurs fut atteint.

Avant de détailler le processus du procès de fermeture de Lambdaİstanbul, nous devons indiquer que, non seulement à propos de Lambdaİstanbul, mais à propos de toutes les associations et tous les groupes LGBT, il nous fut très difficile à collecter les informations de manière cohérente. Les traits généraux des procès et de l'historique des groupes étaient plus ou moins précis, mais il fut une vraie collecte des données éparpillées dans les articles et dans les déclarations pour pouvoir suivre le fil des événements. Et cela était important, car c'est

⁵²⁴ YILDIZ Deniz, art. cité (... les années 90), la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46- 49, p. 46.

après avoir trouvé certains éléments complémentaires que nous pûmes mieux comprendre le processus des procès. Nous voulûmes souligner cette difficulté afin de montrer les limites de notre travail et le manque de ressources sur lesquelles nous pouvons nous renseigner afin de combler le vide. Nous essayerons donc, dans les paragraphes suivants, de préciser les dates, autant que faire se peut, pour au moins donner une idée générale, sur la période concernée du procès de Lambdaİstanbul et d'y ajouter des événements qui se déroulèrent en dehors des procès.

Le 18 mai 2006, Lambdaİstanbul déposa son dossier d'association et, de ce fait, obtint une identité juridique. Suivant la procédure, le 25 mai 2006, le Directorate des associations de la préfecture d'Istanbul demanda l'avis du Directorate des associations du Ministère des affaires intérieures. La réponse du Ministère, envoyée le premier juin 2006, précisait que le statut de l'association n'était pas conforme « à la loi et aux bonnes mœurs » et elle demandait également l'explication en turc du mot Lambda. Le 14 juin 2006, le Directorate de la préfecture d'Istanbul transmit cette réponse à Lambdaİstanbul, qui répondit à son tour, dans le délai d'un mois. Elle précisa le sens du mot Lambda, en donnant d'autres exemples d'associations qui furent déjà fondées et portant des noms avec des mots venant de langues étrangères ; elle expliqua également que son statut ne s'opposait pas aux lois existantes. Nous devons indiquer que les statuts de Kaos GL et de Lambdaİstanbul étaient identiques, donc, le statut avait été déjà approuvé comme tel par le procureur ankariote, à la suite d'un même type de demande de fermeture. Pourtant, le Directorate des associations de la préfecture d'Istanbul n'accepta pas la validité de la réponse de Lambdaİstanbul et en raison du refus de correction du statut, le 18 juillet 2008, il fit appel au procureur pour qu'il y ait un procès de fermeture envers l'association. Le 8 février 2007, le procureur de la république de Beyoğlu, M. Muzaffer Yalçın, refusa la demande de préfecture, sur le fondement de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention européenne des droits de l'homme. À partir de cela, le processus fonctionna différemment pour Lambdaİstanbul : la préfecture se montra insistante et fit recours à une plus haute instance judiciaire afin d'ouvrir un procès envers l'association, elle obtint l'annulation de la décision de non-poursuite donnée par le procureur Muzaffer Yalçın et ouvrit le procès le 11 juin 2007. C'est en raison de l'ouverture d'un procès que le cas de Lambdaİstanbul devint plus visible dans les médias de masse.

La première audience du procès fut lieu en juillet 2007 et jusqu'au 29 mai 2008 il y eut six audiences au total. Dans le tableau suivant, nous donnons le résumé des audiences :

Date	Événement	Résumé
19 juillet 2007	Première audience	Le procès commença au Beyoğlu 3 ^{ème} tribunal civil de grande instance et l'audience fut rapportée pour compléter les documents nécessaires manquants
18 (ou 19) octobre 2007	Deuxième audience	Reportée pour la préparation d'un rapport d'expertise
31 janvier 2008	Troisième audience	Reportée en raison du rapport d'expertise qui n'est pas encore terminé. L'expert du procès fut un académicien en droit de l'université Istanbul : M. Tufan Ögüz.
6 mars 2008	Quatrième audience	Le rapport d'Ögüz n'étant toujours pas terminé, l'audience fut reportée et Ögüz fut invité à terminer la rédaction.
17 avril 2008	Cinquième audience	L'expert du procès, M. Ögüz, présente son rapport en indiquant que le nom de l'association ne devrait pas nécessairement être en turc et que son objectif n'oppose ni le droit ni les bonnes mœurs. Le procureur du procès, M. Muzaffer Yalçın, demanda un délai supplémentaire pour l'examen du dossier.
29 mai 2008	Sixième audience	La décision de fermeture fut déclarée, pourtant, la raison de cette décision n'était pas le statut de l'association considérée non conforme aux bonnes mœurs, selon la demande de la préfecture d'Istanbul. L'explication de la décision fut fondée sur le droit procédural.

Tableau 2: Le processus du procès de fermeture de l'association Lambdaİstanbul

Dix jours avant la cinquième audience, le 7 avril 2008, Lambdaİstanbul fit face à une incursion policière, une dizaine de policiers vinrent aux locaux de l'association, avec un permis de recherche, en raison des dénonciations à propos de l'exercice de la prostitution sous le toit de l'association. L'avocat de l'association, M. Fırat Söyle, indique que la police avait d'abord suivi l'association et commença l'incursion après avoir vu l'entrée des personnes trans dans les locaux de Lambdaİstanbul⁵²⁵. L'incursion n'eut pas de poursuite, après la vérification qu'il ne s'agit pas d'une maison close, mais d'une association. Cela ne peut pas être considéré comme un exemple représentatif sur l'attitude étatique envers les associations LGBT, pourtant, vu les dénonciations, c'est quand même un exemple qui montre à quel point certaines parties de la société essaient d'intimider ce genre d'organisation.

Après la décision de fermeture de l'association, Lambdaİstanbul publia une déclaration et indiqua que cela était l'issue d'une tentative d'exclusion des organisations LGBT en dehors de la sphère légale. Le groupe ajouta également qu'il était conscient du fait que créer un fondement légal pour chaque combat de droit demande de l'effort à long terme et

⁵²⁵ Déclaration de l'avocat disponible sur : <http://www.savaskarsitlari.org/arsiv.asp?ArsivTipID=9&ArsivAnaID=45679>, consulté le 26 janvier 2011.

qu'il continuerait d'essayer d'élargir sa légitimité sur une reconnaissance juridique. Lambdaİstanbul eut donc recours à la Cour de cassation pour le réexamen de son dossier. Selon la procédure juridique, malgré la décision du tribunal civil de grande instance, l'association pouvait continuer ses activités jusqu'à la décision finale de la Cour de cassation et même après une décision négative de la part de cette dernière, elle pouvait se pourvoir à la Cour européenne des droits de l'homme dont la Turquie reconnaît les décisions.

Durant ce processus, nous pouvons prétendre que, en raison de l'existence des décisions précédentes prises par les procureurs d'Ankara et de Bursa et du rapport positif de l'expert, une décision de fermeture n'était pas attendue de la part des groupes et associations LGBT, et même si au cours des audiences, l'affaire fut traitée dans les journaux, après la décision de fermeture, les démarches de Lambdaİstanbul et le traitement médiatique du sujet prirent de l'ampleur.

À la suite de la décision de fermeture, le 3 juin 2008, Lambdaİstanbul organisa une conférence de presse avec la participation des personnes politiques comme Sebahat Tuncel et Ufuk Uras, et des artistes, comme la romancière Perihan Mağden, qui était en même temps chroniqueuse à l'époque dans le journal *Radikal*⁵²⁶. D'autres ONG participèrent également à la conférence afin de déclarer leurs soutiens. En dehors d'afficher la solidarité des personnes connues et des ONG, l'objectif de la conférence était la présentation de campagne « Derneğime Dokunma ! » (Ne touche pas à mon association) débutée par Lambdaİstanbul.

La première manifestation organisée dans le cadre de la campagne se déroula le 7 juin 2008, à la rue İstiklal⁵²⁷. Le nombre des participants fut aux environs de mille personnes. À la suite de la manifestation, certaines personnes rédigèrent des commentaires sur le site de Lambdaİstanbul et parmi eux, un homosexuel nommé Yasin indique que cela était la première manifestation à laquelle il participa affirmant son identité homosexuelle :

« J'étais ému, j'étais heureux, je me suis senti bien, je suis désolé pour les manifestations passées auxquelles je n'ai pas participé ».

⁵²⁶ ÇAKIR Bawer, "Genel Ahlaka Aykırı" Muhabiriniz Bildiriyor: "Derneğime Dokunma!" (Votre journaliste qui n'est pas conforme à la morale générale rapporte : ne touche pas à mon association! », in *bianet.org*, le 31 mai 2008, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/107298-genel-ahlaka-aykiri-muhabiriniz-bildiriyor-dernegime-dokunma>

⁵²⁷ Information recueillie sur le site de Lambdaİstanbul, le 27 janvier 2011 : <http://www.LambdaIstanbul.org/php/main.php?menuID=5&altMenuID=5&icerikID=5524>

Nous ne voulons pas arriver à des conclusions généralistes à partir d'un seul exemple, pourtant, nous pouvons supposer qu'au moins pour une personne, le procès de fermeture de Lambdaİstanbul devint un accélérateur dans sa décision d'un soutien explicite au mouvement LGBT.



Figure 7: Photo prise au cours de la manifestation du 7 juin 2008⁵²⁸

Toujours dans le cadre de la campagne « Ne touche pas à mon association ! », une pétition fut rédigée en quatre langues (en turc, en anglais, en français et en allemand) et diffusée le 18 juin 2008, afin d'envoyer au président de la République, au Premier ministre, au président de l'Assemblée nationale et au président de la Commission de Constitution (fondée en vue des transformations éventuelles)⁵²⁹. À la fin de la campagne furent recueillies 4723 signatures.

Une dernière activité réalisée au cours du mois de juin fut l'organisation d'un panel à l'Institut français d'Istanbul, le 21 juin 2008, intitulé « İlahi Adalet! Sen Bir Ömürsün... »⁵³⁰, par la participation des militants de Kaos GL, de Lambdaİstanbul, de Pembe Hayat et d'une académicienne de l'université Bilgi, İdil Işıl Gül.

Il fallut attendre le 25 novembre 2008, pour qu'ait lieu le procès de Lambdaİstanbul, déroulé à la septième chambre de la Cour de cassation, à Ankara. À la fin du procès, il fut indiqué que la décision finale serait connue dans un mois. Un membre de l'association, Haziran Düzkan, indiqua à la sortie de la Cour, qu'une déclaration de presse serait faite au

⁵²⁸ Photo obtenu sur le site : <http://www.flickr.com/photos/28634836@N07/2674120722/sizes/l/in/set-72157606200494489/>

⁵²⁹ Le texte intégral de la pétition est disponible sur le site de Lambdaİstanbul : <http://www.Lambdaİstanbul.org/php/imzaKampanyasi.php?imzaKampanyasiID=3>

Pour la version en français de la pétition, voir l'annexe 7.

⁵³⁰ Avec une traduction libre, nous pouvons traduire le titre du panel comme le suivant : « Oh la justice éternelle, tu es un cœur », pourtant le titre original contient une analogie entre les mots « éternelle et « la vie terrestre (la vie séculaire) ».

cours de la journée, avec la participation des représentants du consulat du Danemark. Düzkan affirmait que leurs participations prouvaient l'intérêt que portait l'opinion publique mondiale pour le procès de Lambdaİstanbul⁵³¹. Cette déclaration nous rappelle celle de Kemal Yılmaz, faite dans les années 80, au cours de la grève de la faim menée par les personnes LGBT, qui faisait référence à l'envoyé spécial du journal *Le Monde*, M. Michel Farrere, chargé juste de couvrir l'état des manifestants. Comme nous l'avions déjà indiqué, nous prétendons que ces deux déclarations montrent l'importance d'une couverture et d'un intérêt internationaux pour les causes des minorités en Turquie.

Le 23 janvier 2009, la Cour de cassation donna sa décision ; elle n'approuva pas la décision de fermeture de l'association et renvoya le dossier au tribunal civil de grande instance pour un réexamen. Ce dernier précisa le 30 avril 2009 comme date de la prochaine audience et au cours de cette audience, il accepta la décision de la Cour de cassation comme décision finale. L'association Lambdaİstanbul fut enfin lavée de toute menace de fermeture. Néanmoins, même si la décision finale fut favorable à l'association, celle-là contenait des expressions qui n'étaient pas très favorables à l'homosexualité et elle fut critiquée par tous les groupes et associations LGBT de la Turquie. Dans la décision, il était indiqué qu'une demande de fermeture d'une association serait tout à fait légitime, si cette dernière menait « des activités promouvant l'homosexualité et la transsexualité ». Les groupes et les associations LGBT considérèrent cette expression comme une menace directe envers leur existence. Donc, même si le résultat de la décision fut positif pour Lambdaİstanbul, son contenu nous montre encore une fois la mentalité hétérosexuelle et patriarcale enracinée dans la juridiction turque, nous rappelant la décision du juge M. Mustafa Durmuş, en 1987.

Nous avons indiqué que Lambdaİstanbul et Kaos GL avaient les mêmes statuts et cela est valable pour les autres associations LGBT, donc également pour Siyah Pembe Üçgen (Triangle rose et noir) qui siège à Izmir et qui fut le dernier exemple des associations LGBT ayant fait l'objet d'une demande de fermeture. L'association fut fondée le 20 février 2009, suite à un crime de haine sur Baki Koşar, journaliste kurde et homosexuel. La procédure fut la même que Lambdaİstanbul : la préfecture d'Izmir demanda l'avis du Directeur des associations de la Ministère des affaires intérieures, celle-ci demanda la modification de

⁵³¹ ÇAKIR Bawer, Lambda'nın "Genel Ahlak Davası" Yargıtay'da Görüldü, Sonuç 1 Ay Sonra (Le procès de la morale générale de Lambda eut lieu à la Cour de cassation, le résultat est dans un mois), in *bianet.org*, le 25 novembre 2008, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/bianet/111060-lambdanin-genel-ahlak-davasi-yargitayda-goruldu-sonuc-1-ay-sonra>

l'article 2 du statut de l'association. Siyah Pembe Üçgen refusa de faire une telle modification et répondit par une pétition indiquant que « Les associations Kaos GL et Pembe Hayat furent déjà enregistrées auprès des autorités turques avec ce même article, (alors la demande de modification, I.E.) constitue une violation du devoir du gouvernement de l'égalité de traitement ; pour Lambdaİstanbul, la Cour suprême décida déjà sur ce même article qu'il ne devait pas être modifié »⁵³². Malgré cette démarche de l'association, le Ministère de l'intérieur et la préfecture d'Izmir firent appel à la justice, le 16 octobre 2009. La première audience eut lieu le 9 février 2010, mais elle est reportée au 20 avril pour la vérification de la traduction des documents venant des instances étrangères et soutenant la cause de l'association. Au cours de cette première audience, le procureur eut deux discours montrant la dualité d'interprétation, actuellement existant en Turquie, quand il s'agit de « l'esprit de la loi ». Contrairement à ses homologues ankariotes et de Bursa, le procureur d'Izmir, M. Sami Dündar, défendit l'idée que « si tout le monde fonde une association, l'anarchie devient inévitable dans le pays » et que « dans un pays où même les partis politiques peuvent être interdits, on ne peut pas refuser un procès portant sur l'examen de l'interdiction d'une association »⁵³³. Comme nous l'avons indiqué, les propos de Dündar font en même temps preuve du fait que même si les lois sont améliorées, leurs applications ne doivent pas nécessairement suivre ces améliorations.

En raison du retard pris dans les traductions, l'audience du 20 avril fut reportée, une deuxième fois, au 30 avril. Au cours du procès, Siyah Pembe Üçgen fut soutenu par les autres associations LGBT et utilisa les mêmes moyens qu'elles pour influencer l'opinion publique en sa faveur : l'organisation de manifestations, de déclarations de presse dans des espaces publics (physiques) et la diffusion d'une pétition à signer par ceux qui soutenaient l'association.

À la différence du procès de Lambdaİstanbul, le juge, M. Mürsel Ermiş, conclut le procès durant la troisième, et la dernière, audience du 30 avril 2010, en faveur de l'association Siyah Pembe Üçgen et décida au non-lieu de l'interdiction de l'association, en affirmant que

⁵³² Pour les expressions françaises de ce paragraphe, nous profitâmes d'un entretien fait en français avec l'association, disponible sur : <http://www.internationala.org/index.php/arsiv/647-entretien-avec-une-activiste-de-lassociation-triangle-rose-et-noir-siyah-pembe-uecgen.html> La véracité des informations sont contrôlées sur plusieurs sources, inclus le site internet de l'association : www.siyahpembe.org

⁵³³ ÇAKIR Bawer, İzmir'de Savcının İncisi : Herkes Dernek Kurarsa Anarşi Çıkarmış (Les propos du procureur d'Izmir : si tout le monde peut fonder une association, il y aura de l'anarchie), in *bianet.org*, le 9 février 2010, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/119948-izmirde-savcinin-incisi-herkes-dernek-kurarsa-anarsi-cikarmis>

les personnes LGBT avaient les mêmes droits que tous et les précédentes décisions juridiques sur le sujet ne justifiaient pas une telle demande de fermeture.

Comme les statuts des associations furent l'objet principal des demandes de fermeture de la part des différentes préfectures, sous le titre suivant, nous détaillerons les objectifs des groupes à partir de leurs statuts.

1. Les objectifs des groupes à partir de leurs statuts

Nous remarquons que les statuts des associations LGBT sont quasiment identiques et leurs objectifs sont rédigés d'une manière détaillée dans l'article 2 avec 23 sous-articles. Selon ces articles, les associations envisagent, entre autres, d'améliorer la perception et le traitement de l'homosexualité ; d'empêcher la discrimination existant dans le système éducatif (article s), dans la vie de travail (article u), dans les lois (article r) ; ils envisagent également de mener des relations avec les organisations internationales, de participer au développement des politiques à propos de l'homosexualité sur le plan national (articles e, f, g, i) et de mener des activités éducatives pour former le peuple sur le fait que l'homosexualité et la bisexualité sont des orientations sexuelles comme l'hétérosexualité et que le travestisme et le transsexualisme sont également des identités sexuelles, elles ne sont ni de l'immoralité, ni des maladies, ni des crimes (article d).

L'insertion des associations dans toutes les parties de la vie et toutes sortes de combats dans la vie politique s'exprime de même par leur encouragement des travailleurs LGBT à participer au combat syndical (article u). L'un des slogans utilisés par le mouvement l'approuve aussi, c'est un slogan utilisé également par certaines organisations de gauche : « Il n'y a pas de salut seul, soit on s'en sort tous ensemble soit aucune d'entre nous ne le peut ».

Dans le statut des associations, nous remarquons d'autres articles qui soulignent le côté politique et englobant du mouvement. Les articles y et z indiquent deux objectifs du mouvement comme tels : « Améliorer le dialogue entre les cultures, participer au développement d'une compréhension mutuelle et de tolérance », « Jouer un rôle actif dans la construction d'une coopération globale entre les personnes LGBT du monde afin d'assurer un meilleur avenir et, par conséquent, contribuer à l'assurance de la paix et de la justice mondiales ».

Les relations avec l'Union européenne aussi y trouvent une place avec l'article d :

« Contribuer au processus des relations entre la Turquie et l'Union européenne, qui est un pas important dans l'intégration de la Turquie au monde, en élargissant le réseau d'information et la coopération entre les personnes LGBT et les organisations qui travaillent sur le sujet ».

Nous remarquons d'abord que le mouvement LGBT en Turquie envisage d'établir des liens dans le domaine de l'international, de contribuer au développement des politiques au plan national et de les influencer, les modifier, ensuite même si son axe principal concerne les problèmes vécus par des homosexuels, il ne se limite pas à cela ayant une perspective globale pour la transformation de la société. Nous tenons à souligner que cette perspective est un point essentiel qui permet aux différents groupes, représentant les parties minoritaires de la société, de lutter ensemble. Les groupes ayant une vision plus générale des droits de l'homme et du processus de démocratisation du pays, se réunissent à travers des objectifs communs, en pouvant toujours préserver leurs sous-objectifs différents.

2. Les points et les problèmes communs des groupes

Un peu plus de deux ans après la publication de la revue, dans les numéros 30 et 31, datés de février 1997 et de mars 1997, le groupe Kaos GL publie les réponses de ses membres à quatre questions⁵³⁴, qui étaient déjà traitées sous d'autres formulations au cours des anciens numéros et lors des réunions hebdomadaires du groupe. Les questions furent d'abord sur la perception de l'homosexualité et ensuite sur les fonctions et les objectifs du groupe. Nous trouvons important de voir comment les objectifs et les fonctions du groupe furent définis par ses membres. Ce qui est frappant à première vue, est le nombre réduit des membres répondant aux questions. Il s'agit de sept personnes, dont cinq hommes (quatre homosexuels et un hétérosexuel) et deux femmes, dans une tranche d'âge entre 19 et 30 ans. Comme nous commenterons, dans les paragraphes suivants, cette donnée quantitative et cette dispersion, au cours de ce paragraphe, nous voulons d'abord rester dans les objectifs du groupe indiqués par les membres. Nous remarquons que le groupe se sent dans l'obligation d'avoir un premier objectif qu'il trouve essentiel pour pouvoir arriver aux futurs objectifs : combattre le sentiment de solitude chez les homosexuels. L'un des membres (femme, 22 ans) précise qu'au cours de sa participation au groupe, elle ne connaissait pas bien ses objectifs et ses fonctions,

⁵³⁴ Q n° 1 : Qu'entendez-vous de l'homosexualité?, Q n° 2 : Comment vous définissez vous-même en tant qu'homosexuel et quelle perception avez-vous de vous-même?, Q n° 3 : Pourquoi vous avez ressenti le besoin de participer à un groupe pareil?, Q n° 4 : Quels sont (ou quels devraient être) les objectifs et les fonctions du groupe?

elle ne voulait que connaître les gens comme elle. Pourtant, nous remarquons que l'adhésion au groupe modifie les pensées des homosexuels :

« Je voulais être avec des personnes qui se définissaient comme homosexuels ou bisexuels. Avant de cela, je ne faisais pas une distinction entre l'homosexuel et gay (nous traiterons ultérieurement le sens attribué aux mots dans le mouvement Î.E.). En réfléchissant à ce que je peux faire dans un tel groupe, ce que l'on peut faire, j'ai aperçu la différence d'être gay » (homme, 19 ans).

Le groupe s'adresse à maintes reprises au lecteur dans la revue *Kaos GL*, pour lui affirmer qu'il n'est pas le seul homosexuel au monde. Sur cette base, il se donne ensuite l'objectif de créer un réseau de communication et enfin une solidarité entre les homosexuels. Pour y arriver, il n'exclut pas ceux qui rentrent en contact avec le groupe et avec la revue juste afin de trouver un partenaire, mais il souligne que leur objectif n'y est pas réduit⁵³⁵. Nous observons que ce point est toujours souligné au cours des années. Dans le numéro 74 (septembre-octobre 2002) de la revue, une page est consacrée à la présentation du groupe sous forme de questions – réponses et à la suite de la question « Pourquoi (fonder Î.E.) un groupe comme Kaos GL? », il est indiqué que « le groupe Kaos GL est le résultat d'une nécessité d'exprimer que l'homosexualité n'est pas seulement un acte sexuel, qu'il n'est pas limité à la chambre à coucher, elle est en même temps un mode de vie ». Ce besoin de répétition vient du double caractère du mouvement LGBT. D'une part, il s'agit d'un mouvement permanent qui obtient certains droits au cours des années, qui augmente la visibilité de l'homosexualité dans la société. D'autre part, il est découvert chaque fois de nouveau par les homosexuels, malgré ses seize ans d'existence, malgré sa visibilité : comme l'homosexualité est toujours une chose vécue par l'individu dans sa solitude, il se trouve toujours des homosexuels qui « découvrent » la revue et c'est pour cette raison qu'il faut toujours souligner certains aspects, toujours expliquer quelque chose aux « nouveaux venus ».

Parallèlement aux essais de rompre le sentiment de solitude et d'établir une solidarité, le groupe Kaos GL envisage de créer par la revue, un espace où les homosexuels peuvent s'exprimer sur leurs problèmes. Dans un premier temps, il s'agit des problèmes qui concernent directement les homosexuels (comme la violence exercée sur eux, les injustices

⁵³⁵ Nous citons l'éditorial du numéro 10 de la revue *Kaos GL* (juin 1995), intitulé « Où êtes-vous? » : « La plupart de nos lecteurs qui vivent en dehors d'Ankara et d'Istanbul ont des problèmes de trouver des partenaires et des ami(e)s. Ce ne sont pas des choses méprisables. Non, nous ne méprisons pas les amis qui ne nous écrivent que dans cet objectif, nous n'en avons pas droit d'ailleurs. Pourtant, une fois le problème de partenaire résolu, si tout paraît rose, c'est-à-dire qu'il y a un problème quelque part ».

dans la vie quotidienne en raison de leur identité sexuelle). Mais dans un deuxième temps, l'homosexualité devient un cadre envers les problèmes plus généraux de la société structurée par l'hétérosexisme, par des forces de pouvoir, par la dualité des dominants et des dominés. À ce stade-là, le mouvement LGBT définit comme objectif, de développer une manière opposante, un discours critique envers le système existant⁵³⁶. Et cela n'est pas une spécificité du groupe Kaos GL, mais également tous les autres groupes LGBT ne se limitent pas au seul sujet de l'homosexualité ; en même temps que leur lutte identitaire, ils envisagent une transformation entière de la société. Les activités du groupe Lambdaİstanbul (par exemple sur leur prise de position contre la guerre) mentionnées dans les paragraphes précédents en font preuve également. Le slogan de Kaos GL résume plutôt bien cette approche : « La délivrance des homosexuels libérera également les hétérosexuels ».

En réponse aux questions posées en 1997, l'un des membres du groupe Kaos GL indique que l'un des objectifs du groupe est aussi de « se réunir avec les autres opprimés de la société et de combattre pour un monde où il n'y a pas des maîtres ». Un autre membre (femme, 21 ans) précise qu'en général, les groupes LGBT sont fondés dans un objectif de soutien et de solidarité et que Kaos a également un objectif identique :

« Mais en dehors de cela, il a une vision politique à propos de la vie, il est combatif. Il envisage de combattre contre l'hétérosexisme, mais ce n'est pas la seule chose à laquelle il est contre. Comme les personnes qui composent le groupe Kaos sont conscientes des racines de l'hétérosexisme, ils ont une vue politique qui couvre tous les domaines de la vie, une vue économique et politique ».

Le discours critique du groupe envers le système se montre également dans une autre réponse :

« (l'un des objectifs du groupe est de, I.E.) créer une atmosphère dans laquelle ils peuvent avoir une morale et une identité en dehors de la morale dominante qui a un effet d'aliénation sur les homosexuels envers eux-mêmes ».

La vision globale du groupe apparaît dans la réponse d'un autre membre (homme, 30) qui indique que Kaos GL envisage de contribuer à assurer la liberté de la société et des

⁵³⁶ YALÇINKAYA Murat, Qu'est-ce qu'il y a de nouveau chez Kaos?, in la revue *Kaos GL*, n° 67, août-septembre 2000 : « La revue *Kaos GL* qui a été publiée dans le but de créer un espace où les homosexuels de la Turquie puissent dire leurs paroles, n'est pas en même temps un centre qui permet à développer un discours opposé? ».

homosexuels⁵³⁷, ou encore dans la présentation du groupe en 2002 qui précise qu'il y avait une aspiration de créer un monde comme ils (les homosexuels Î.E.) voulaient⁵³⁸. En somme, ils ne voulaient pas des ghettos et des libertés propres aux homosexuels de manière isolée du reste de la société, ils demandaient toute la ville et une liberté pour tous⁵³⁹.

Même si les groupes LGBT sont encrés et se sont engagés dans des sujets politiques, ils ne font pas de la politique à son sens classique. Donc, ils essaient de distinguer leur positionnement en précisant tout de même que ce qu'ils font est quand même politique. L'un des membres du groupe Lambdaİstanbul, Uğur, indique que Lambdaİstanbul ne se définit pas dans des courants politiques ou des regroupements existants, et que les membres n'ont qu'un point commun : être sensible aux droits des homosexuels⁵⁴⁰. Il ajoute qu'au sein du groupe, il peut y avoir différentes opinions politiques, mais il n'y a qu'un objectif : faire quelque chose pour les droits des homosexuels. Il précise que cet objectif est, en fait, un objectif politique, donc, il indique qu'en fin de compte, même s'il n'a pas une ligne politique précise, Lambdaİstanbul est un groupe politique. Nous remarquons également que, même si le groupe est défini comme un rassemblement des personnes ayant un objectif centré sur les droits des homosexuels, même Uğur accepte que Lambdaİstanbul ne soit pas un groupe qui ne fait parler de lui que par l'homosexualité :

⁵³⁷ Les réponses complètes données à la question « Quels sont (ou quels devraient être) les objectifs et les fonctions du groupe? » : Homme (H, sans âge) : Donner du courage aux homosexuels afin qu'ils puissent réaliser librement leurs existences, créer une atmosphère dans laquelle ils peuvent avoir une morale et une identité en dehors de la morale dominante qui a un effet d'aliénation sur les homosexuels envers eux-mêmes. (...) Se réunir avec les autres opprimés de la société et de combattre pour un monde où il n'y a pas des maîtres. H, 30 : La construction (création / formation) d'une culture homosexuelle doit être l'une des premières recherches de ce groupe. Créer une communication au sein des homosexuels, la construction d'une sous-culture, acquérir une conscience collective en se développant collectivement, c'est l'un de mes objectifs et de ceux du groupe. En assurant un développement et une solidarité au sein des homosexuels, la présentation de l'homosexualité dans la société est l'un des objectifs qui succède les premiers. Combattre l'ignorance de l'homosexualité dans la société, combattre l'humiliation, les attaques, les sujets de domination hétérosexiste. Contribuer à assurer la liberté de la société et des homosexuels. Femme (F), 22 : Avant tout, exprimer directement les problèmes des homosexuels qui constituent un groupe opprimé par la société, et rechercher des solutions envers ces problèmes. Informer les individus sur l'homosexualité (sur ce qu'est l'homosexualité et sur son historique, sur la culture homosexuelle). Ces informations s'adressent aux homosexuels et aux hétérosexuels. Réunir, organiser les homosexuels sous le seuil du groupe et de la revue. H, 28 : (Le groupe) doit raconter sans se lasser l'homosexualité aux gens, mais il doit faire attention à ne pas avoir une attitude comme « ils sont des êtres humains aussi » ; il doit se questionner et s'améliorer par les thérapies internes au sein du groupe ; il doit jouer un rôle efficace dans la détermination de l'identité homosexuelle. F, 21 : En général, les groupes homosexuels sont fondés dans un objectif de soutien et de solidarité. Kaos a un tel objectif aussi. Mais en dehors de cela, il a une vision politique à propos de la vie, il est combatif. Il envisage de combattre contre l'hétérosexisme mais ce n'est pas la seule chose à laquelle il est contre, comme les personnes qui composent le groupe Kaos sont conscients des racines de l'hétérosexisme, ils ont une vue politique qui couvre toutes les domaines de la vie, une vue économique et politique. H, 19 : Il doit continuer à créer un mouvement commun en réunissant les anti-hétérosexistes ayant des opinions différentes.

⁵³⁸ Numéro 74, septembre-octobre 2002.

⁵³⁹ La couverture de la revue *Kaos GL*, n° 22, juin 1996 : « Nous ne voulons pas des ghettos homosexuels, mais l'ensemble de la ville ».

⁵⁴⁰ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 177-187, p. 181.

« Il publie également des déclarations de presse sur d'autres sujets. Il a même été critiqué en raison de cela, on demande pourquoi il 'se mêle' de tout. Je pense tout de même que l'on doit "se mêler" de tout ce qui se passe dans la société. Nous sommes maintenant dans une telle situation que les journalistes appellent d'abord Lambda, avant de faire n'importe quel article sur l'homosexualité. En dehors de sa volonté, Lambdaİstanbul est devenu une sorte d'autorité à propos de l'homosexualité. Cela nous rapporte une certaine responsabilité. Si personne ne dit quelque chose, nous devons absolument dire quelque chose. Nous pensons que nous avons une telle obligation. Mais nous ne prétendons pas être la seule voix des homosexuels »⁵⁴¹.

Les propos d'Uğur nous résument encore une fois les deux spécificités des groupes LGBT : d'abord ne pas se limiter à l'homosexualité, mais produire un discours sur plusieurs sujets à partir d'une approche basée sur les droits de l'homme et sur les libertés, de ce fait, ils ne se restreignent pas à l'espace public homosexuel, mais font partie également de l'espace public général (politique et sociétal) ; ensuite les groupes sont les sujets et en même temps les sources des articles, des recherches, etc., ce qui rend problématique le processus de collecte des informations. Nous devons souligner qu'en face d'une telle réalité, le journaliste et le chercheur doivent être très attentifs à toutes sortes de manipulations.

L'un des sujets de « combat » du mouvement LGBT en Turquie est la nomination des personnes homosexuelles. Les deux grands groupes du mouvement ne préfèrent pas l'appellation « homosexuelle » en raison de la connotation purement scientifique du terme. Et pour les homosexuels masculins, ils essaient d'empêcher l'utilisation du mot « gay » avec l'écriture exacte du mot anglais et ils utilisent le mot tel qu'il est prononcé en turc : « gey ». Ils indiquent que l'utilisation exacte du mot anglais sous-entend une homosexualité venue d'ailleurs et a un effet d'aliénation, tandis que l'écriture selon la prononciation en turc rend le mot et, par conséquent, la notion, « parmi nous ». Afin d'expliquer leur point de vue, deux grandes organisations, Kaos GL et Lambdaİstanbul, envoyèrent, en 1998, une télécopie aux journaux. Malgré cette précaution qui date de plus d'une dizaine d'années, nous ne sommes pas encore arrivés à une utilisation correcte du mot dans toutes les publications. La confusion d'utilisation du mot dans les journaux n'est pas un reflet explicite d'une idéologie homophobe, pourtant, nous pouvons dire qu'elle signifie une résistance implicite ; en refusant l'écriture du mot gay par la phonétique turque, nous le rendons « étranger » d'une manière ou

⁵⁴¹ HOCAOĞLU Murat, idem, p. 182.

d'une autre. À la suite de nos entretiens et de nos analyses sur les articles des journaux, nous remarquâmes que cette utilisation n'était pas propre aux journaux de masse. Güner indique qu'ils durent lutter et envoyer plusieurs corrections au journal *Birgün* (un journal de gauche qui est indépendant des grands groupes médiatiques) pour que ce titre commence enfin à utiliser le mot « gey ». Nous devons pourtant souligner que le journal utilise toujours les deux mots, cela signifie qu'il n'arrive pas à avoir une stratégie linguistique unique et cohérente, et d'autre part cela signifie une absence des mécanismes de contrôle au sein du journal qui essaie de survivre avec un capital humain très restreint.

Le groupe Kaos GL utilise la prononciation phonétique du mot dans son nom officiel aussi, pourtant, il arrive à ses membres de devoir corriger les publications qui continuent à écrire incorrectement leur nom officiel et ils se plaignent de ne pas avoir pu expliquer la différence d'approche entre l'utilisation de deux mots aux journalistes. Une chronique publiée dans le journal *Hürriyet* du 8 septembre 2007 constitue un exemple de ces utilisations confuses. L'auteur de la chronique, Mevlüt Tezel, est un journaliste qui essaie de suivre de près les événements organisés et les débats menés par le mouvement LGBT en Turquie. Pourtant, tandis qu'il écrit le nom officiel de l'actuelle association Kaos GL correctement (en écrivant « gey »), il continue dans le titre à reprendre le mot anglais « gay » : « L'association Kaos des recherches culturelles et de solidarité gey et lesbienne élit l'icône gay de la Turquie ». Par contre, le combat mené par le groupe n'est pas complètement une cause perdue et grâce à l'utilisation phonétique du mot par le mouvement, l'Institut de la langue turque consacre une place à la définition du mot « gey » dans ses dictionnaires. Le dictionnaire en ligne qui se trouve sur le site internet de l'Institut définit le mot comme tel : « l'homme homosexuel ».

Une autre remarque à nous porte sur la violence qui fut également un sujet important pour les groupes LGBT. En dehors de plusieurs articles publiés dans la revue *Kaos GL* dans les années 1990, et dont nous traiterons les détails dans le chapitre suivant, le groupe Lambdaİstanbul prépare de même en mai 2002, une brochure envisageant d'informer les homosexuels sur les formes de violence qu'ils peuvent subir.

Dernièrement, nous voulons préciser un problème commun à deux grandes associations LGBT, Kaos GL et Lambdaİstanbul, qui nous permettra de passer au dernier titre de ce chapitre : le fait qu'elles souffrent d'une participation faible des lesbiennes et des personnes trans. Selon l'un des membres du groupe Lambdaİstanbul, Bora, l'une des raisons

de cette basse participation vient du fait que le mode de vie des personnes trans est assez différent à cause de l'obligation de se prostituer (travailler pendant la nuit, donc difficulté à participer aux organisations qui se déroulent dans la journée)⁵⁴². Quant aux femmes, il souligne que la raison de leur participation marginale provient surtout des limites sociales comme ne pas pouvoir être en dehors de la maison à partir d'une certaine heure en raison des problèmes de sécurité ou en raison des pressions sociales et ne pas pouvoir être dans n'importe quel endroit à cause de ces mêmes problèmes. Un autre membre de Lambdaİstanbul, Uğur résume cette situation en indiquant qu'en quelque sorte, il s'agit du reflet de la domination masculine existant dans la société⁵⁴³.

3. Les autres groupes LGBT en Turquie

Au fil des années, la basse représentation des personnes lesbiennes et trans au sein des groupes et des associations LGBT donna naissance aux groupes dont les participants n'étaient que des lesbiennes ou des personnes trans : « Venüs'ün Kızkardeşleri » (Les sœurs de Venus) fondé par un groupe de lesbiennes séparé du groupe Lambdaİstanbul en 1994 ; « Sappho'nun Kızları » (Les filles de Sappho) fondé par des lesbiennes féministes, en 1998 à Ankara⁵⁴⁴. Tandis que les lesbiennes essayèrent plus tôt de fonder des groupes séparés, il fallut attendre les années 2000 pour la fondation des groupes rassemblant les personnes trans : entre autres, nous pouvons compter « Pembe Hayat » fondé à Ankara en 2006 et İstanbul LGBT Sivil Toplum Girişimi (L'initiative de la société civile LGBT Istanbul) fondé en 2007, à Istanbul par l'initiative de Demet Demir. Le nom de Demir étant déjà mentionné dans le groupe Lambdaİstanbul, nous voulons répéter qu'elle est une transsexuelle qui avait travaillé longtemps au sein du groupe et qui choisit récemment de mener le combat dans une nouvelle organisation qu'elle fonda avec d'autres personnes trans. Demir indique qu'elles n'étaient pas satisfaites des politiques menées au sein de Lambdaİstanbul. Tandis que cette initiative existe encore aujourd'hui, Demet Demir se situe désormais dans une autre organisation intitulée « Sosyalist EBT » (HBT - homosexuel/le, bisexuel, trans - Socialiste).

Nous observâmes d'autres discussions à propos du mauvais traitement des personnes trans au sein des organisations LGBT, dans les échanges de mail dans le groupe de mail de Lambdaİstanbul, lambdadostlari. Il s'agit d'un premier mail envoyé aux autres groupes de

⁵⁴² HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 185.

⁵⁴³ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, p. 185.

⁵⁴⁴ Actuellement il n'existe aucun groupe lesbien indépendant, tandis que les personnes trans sont arrivées à fonder des associations donnant la priorité aux droits des personnes trans.

mail, par une transsexuelle, Ganimet. Le mail accusant le groupe Kaos GL d'avoir des attitudes transphobes fut envoyé au groupe lambdadostlari par une autre transsexuelle. Dans le mail original, Ganimet se plaint d'avoir fait face à une transphobie lorsqu'elle travaillait pour le groupe Kaos GL, même si ce dernier n'accepte pas ces accusations. Par faute d'observation de longue durée, nous sommes loin de faire un constat complet sur ce sujet, nous devons néanmoins indiquer le fait que les transsexuels préfèrent surtout fonder leurs propres groupes et en dehors d'une éventuelle transphobie des groupes LGBT, cela se justifie par la différence des difficultés vécues dans la société. Pour les personnes trans, le travail du sexe est quasiment le seul domaine de travail, elles sont les premières victimes des crimes de haine et le problème de visibilité n'est pas vécu de la même manière que les homosexuels, car ils sont déjà visibles dans la société, qu'ils le veuillent ou non.

Nous pouvons donc classer en trois, les autres groupes LGBT qui ne furent pas mentionnés dans les paragraphes précédents ou sur lesquels ne furent pas donnés plus de détails : les groupes essayant de regrouper seulement les lesbiennes ; ceux n'acceptant que les homosexuels masculins ; et ceux qui sont fondés surtout par des personnes trans, en raison des problèmes de visibilité vécus au sein d'autres groupes LGBT. Ces derniers soulignent dans leurs noms, et dès qu'ils expliquent leurs objectifs, qu'ils sont eux-mêmes des organisations essayant de rassembler toute la communauté LGBT, mais en pratique et selon des informations recueillies au cours de nos entretiens, nous pouvons les classer à part. Pourtant, cela ne leur empêche pas de travailler, ni de manifester, avec d'autres groupes LGBT ou bien avec d'autres ONG et d'autres mouvements. Le dernier exemple prouvant ce côté ouvert aux autres combats fut au cours de la grève des ouvriers de TEKEL (fabriquant des cigarettes et de l'alcool, monopole étatique avant la privatisation de secteur). En raison d'avoir perdu certains de leurs droits au cours de la privatisation et en raison des politiques malmenés, les ouvriers de TEKEL organisèrent d'abord plusieurs manifestations en coordination avec leurs syndicats, pour pouvoir faire entendre leur voix, ensuite ils débutèrent une grève de la faim. La plupart des événements se déroulèrent à Ankara et en janvier 2010, l'Association Pembe Hayat visita les ouvriers de TEKEL et leur distribua des repas. Le mouvement LGBT s'inscrivit à nouveau dans l'opposition.

Les groupes de lesbiennes :

Venüs'ün Kızkardeşleri (Les sœurs de Venus) : Fondé en 1994, le groupe « Les sœurs de Venus » publia un appel visant la participation d'autres lesbiennes, dans le numéro

sept de la revue *Kaos GL* (mars 1995, page 16). Dans l'appel, il était indiqué que le groupe était formé par des lesbiennes vivant à Istanbul et l'on donnait une adresse postale pour l'envoi des courriers. L'anonymat de ses membres était réservé, l'adresse ne contenait pas un nom. Au fil des années, le nom du groupe se montra dans certaines activités de Kaos GL et de LambdaIstanbul. Le numéro 71 de la revue *Kaos GL* (janvier-février 2002) fut également celui où la dernière déclaration du groupe fut publiée, c'était la déclaration de sa dissolution. Il était annoncé que les membres, dont le nombre indiqué est de dix à quinze personnes, composant le groupe n'étaient plus ensemble, ni ne partageaient toujours les mêmes objectifs. Prenant en compte ces conditions, le groupe décida de soutenir Kaos GL, au lieu de fonder un autre groupe et offrit à Kaos GL tous les documents, les livres et autres sources qu'il possédait.

En décembre 1995, les lesbiennes de Kaos GL firent un appel dans le numéro 16 de la revue *Kaos GL*, pour créer un réseau de communication entre les lesbiennes, pour accroître la participation des lesbiennes à la revue. Cet appel ne se transforma pas en un regroupement permanent, mais sous le toit de Kaos GL, sont actuellement organisées des réunions auxquelles seulement les femmes peuvent participer afin de pouvoir discuter de leurs propres problèmes et afin de se libérer d'une éventuelle domination / pression masculine.

Sappho'nun Kızları (Les filles de Sappho) : Un groupe lesbien féministe fondé le 13 mai 1998, à Ankara, ayant l'objectif de questionner l'identité lesbienne, partager les problèmes vécus, soutenir ses membres, surtout dans le processus de coming out. Il ne fonctionne plus.

Les groupes qui n'acceptent que les homosexuels masculins :

Türkiye Ayıları (Les ours de Turquie) : Depuis 1998, il existe également un groupe « Bear » en Turquie qui s'appelle « Türkiye Ayıları » (Les ours de la Turquie)⁵⁴⁵. « Bear » est un courant mondial qui s'oppose à l'image d'homosexuel efféminé imposé par les médias. Les membres des groupes Bear sont en général des hommes ayant des apparences viriles les plus classiques (la barbe, la moustache, un corps costaud, la valorisation des poils corporels, des attitudes presque machos). Le groupe se définit plutôt comme un réseau réunissant les homosexuels ayant un même goût à propos de leur apparence et aussi à propos de leurs recherches de partenaires. Pourtant, il est souligné qu'il n'est pas non plus un groupe de

⁵⁴⁵ Source : <http://www.ayilar.net/en/bearsofturkey.htm>

rencontre, le groupe s'intéresse surtout à la socialisation de ses membres qui sont parfois eux-mêmes exclus de la communauté homosexuelle en raison de ne pas être « conforme » à l'image de l'homosexualité. Le groupe n'a pas un engagement politique, même s'il lui arrive de participer à des organisations des associations de droit des LGBT. Dans les limites de notre recherche, nous ne détaillerons pas le groupe « Türkiye Ayıları », pourtant, il mérite une analyse dans un cadre différent, sous par exemple un angle incluant leur rébellion à la perception généralisée de l'image physique des homosexuels et la transmission de cette image par l'intermédiaire des médias.

Gay Ankara : Groupe fondé par des hommes homosexuels, au début des années 2000, à Ankara, donna suite à la deuxième naissance du groupe LeGaTo, mentionné dans les paragraphes précédents. Il fonctionna environ un an et demi, et se dissout entièrement par la publication d'une déclaration dans le numéro 73 de la revue *Kaos GL* (juin-août 2002). Comme le groupe les Sœurs de Venus, Gay Ankara donna également tous ses biens au groupe Kaos GL, ce qui faisait deux cents dollars obtenus à la suite des événements organisés.

Parmi les groupes dans lesquels les personnes trans ont une plus grande visibilité, ou elles sont directement fondatrices, nous pouvons compter : Gacı (Femme, dans l'argot homosexuel), fondé en avril 1997, à Istanbul, par les travailleuses de sexe, sous le toit d'İKGV (İnsan Kaynağını Geliştirme Vakfı, la Fondation de développement de ressource humaine) ; İnsanca Yaşam Platformu (la Plateforme d'une vie humaine, fondée par un groupe de personnes trans, au printemps 2003, à Ankara), le groupe de fanzine intitulé Gacı İstanbul, fondé en mai 2005, parmi ses fondateurs se trouvaient des personnes transsexuelles connues : Demet Demir (par son activisme), Esmeray (par son activisme et par son combat de travail)⁵⁴⁶. Nous pouvons y ajouter Istanbul LGBT Sivil Toplum Girişimi (Istanbul LGBT Initiative de société civile), fondé par Demet Demir et par d'autres personnes trans, dont la plupart séparées de Lambdaİstanbul. L'Initiative existe depuis octobre 2007, elle a un site internet⁵⁴⁷ et en 2008 elle obtint un local à son nom.

Parmi d'autres groupes LGBT qui furent fondés, mais qui ne fonctionnent plus ou qui sont de taille assez restreinte, nous pouvons compter⁵⁴⁸ : **B.E.T.** – Bilinçli Eşcinseller Topluluğu (Le regroupement des homosexuels conscients), fondé en mai 1995, à Eskişehir, et

⁵⁴⁶ Une transsexuelle kurde et féministe, refusant de ne plus travailler dans la prostitution, Esmeray devint une vendeuse de rue et en même temps une actrice de théâtre avec son propre show.

⁵⁴⁷ Source : <http://www.istanbul-LGBT.org/LGBT/>

⁵⁴⁸ YILDIZ Deniz, op. cit. (Les années '90), la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46 – 49, p. 47.

composé des étudiants de l'université Anadolu (Anatolie). Il donnait l'importance à l'anonymat de ses membres et envisageait avant tout de fonder des amitiés entre les homosexuels. Cela était précisé afin de souligner qu'il ne s'agissait pas d'un groupe de rencontre sexuelle. Désormais le groupe ne fonctionne plus, mais la ville où il naquit accueille un autre groupe, **MorEl Eskişehir**, fondé en mars 2006, qui mène des travaux communs avec Lambdaİstanbul et avec son sous-groupe LİSTAG. Le groupe MorEl Eskişehir publie également un fanzine et a un blog hébergé sur blogspot.com⁵⁴⁹, comme la plupart des groupes LGBT qui n'ont pas un statut d'association ; le groupe **Çağrı** (Appel), fondé en 1995, à Istanbul, dont İbrahim Eren fut l'un des fondateurs. Le groupe ne dura qu'un mois ; **Lambda Erzurum**, fondé en mars 1996, à Erzurum (une ville à l'est de la Turquie), et composé par les étudiants de l'université Atatürk ; **Spartaküs** (Spartacus), fondé en automne 1997, à Bursa ; **Biz GL** (Nous GL), fondé le 7 décembre 1997, à Izmir ; **Efemineler** (Les efféminés), fondé en hiver 1998, par les participantes de Lambdaİstanbul ; **Ötekizmir** (l'Autre Izmir, fondé en été 2001, à Izmir), **Öte-ki Ben** (l'Autre moi/ego, fondé en mars 2002), **Antalya Gökkuşağı Eşcinsel Kültür ve Yaşam Grubu** (le Groupe homosexuel de culture et de vie – Arc-en-ciel Antalya, fondé le 16 avril 2002), **İzmir Eşcinsel Kültür Grubu** (le Groupe culturel homosexuel Izmir, fondé en juin 2002 et qui donna ensuite naissance à l'association Triangle noir et rose) ; et Çukurova Eşcinsel İnisiyatifi (l'Initiative homosexuelle de Çukurova, une région du sud de la Turquie), fondé en 2010 afin de rassembler les homosexuels de la région.

Nous devons également ajouter une nouvelle organisation LGBT : Hevjîn Diyarbakır⁵⁵⁰, qui est le résultat des réunions organisées entre les homosexuels de la région Anatolie de l'Est, débutées dans les années 2007 – 2008. Diyarbakır est l'une des plus grandes villes de la région où la population kurde a un poids très important au niveau quantitatif, au point de déterminer les conditions politiques de la région, d'où vient la spécificité de Hevjîn Diyarbakır. Même le nom de l'organisation est en kurde et il signifie la cohabitation. La formation publie également un fanzine bimensuel depuis mai 2010, en turc et en kurde. Cela faisant, elle envisage de questionner les deux identités et de combattre les problèmes vécus en raison de ces deux identités. Nous pensons que l'existence de Hevjîn est importante à plusieurs niveaux : d'abord, cela nous montre qu'au fil du temps, et après avoir obtenu une certaine place dans la société, le mouvement LGBT est divisé désormais en sous-groupes. Nous prétendons pourtant que cette division ne signifie pas un affaiblissement du

⁵⁴⁹ Source : <http://moreleskisehir.blogspot.com/>

⁵⁵⁰ Depuis mars 2011, ce groupe a vécu un changement structural et a changé de nom qui signifie une rupture avec Hevjîn, on parle désormais de Hebûn Diyarbakır.

mouvement, mais au contraire l'aide encore à contacter d'autres mouvements, autres groupes opprimés jusqu'alors. Hevjîn constitue à un certain niveau un pont entre le mouvement LGBT et le mouvement kurde et comme l'indique Uğur Güner de Kaos GL, sa présence aidera probablement à l'évolution et à la transformation de ces deux mouvements sous différents aspects.

TROISIÈME PARTIE: La revue *Kaos GL* et l'interaction entre le mouvement LGBT et les médias

Chapitre VI : L'évolution de l'espace public homosexuel à partir de l'évolution de la première revue des homosexuels : Revue Kaos GL

Sous ce chapitre, nous traitons la revue *Kaos GL*, publiée depuis 1994, afin de l'analyser sous l'angle de la question suivante : est-ce qu'à partir de cette revue, fut-elle possible la construction d'un espace public homosexuel. Étant la première publication consacrée aux homosexuels, la revue mérite une recherche à part et très approfondie et nous admettons qu'elle possède des éléments assez riches pour une telle étude. Pourtant, dans le cadre et dans les limites de notre recherche, nous nous contenterons de l'analyser d'abord dans ses traits généraux et ensuite nous porterons notre attention sur des sujets plus spécifiques qui nous paraissent importants dans la construction d'un espace public homosexuel, donc, les sujets discutés, les récits personnels des homosexuels dans le cadre où ils servent de la construction d'un discours « homosexuel » sur certains sujets et les propos rédigés sur la revue soit par les membres du groupe Kaos GL (afin de s'expliquer ou parfois pour la défense du groupe), soit par d'autres personnes LGBT pour pouvoir décrire comment la revue est perçue par son public et par ses fondateurs. La relation de la revue avec ses lecteurs nous intéresse également pour voir si elle les encourage à contribuer et quel est le type de cette contribution. Dans ce dessein, nous nous sommes surtout basée sur les éditoriaux et les textes spécifiques à ce sujet (les appels à contributions, les annonces de rencontres avec les lecteurs, etc.). Dans un deuxième temps, nous avons travaillé sur le langage utilisé et nous avons suivi sa transformation. Nous avons également insisté sur les spécificités des lecteurs et sur leurs perceptions de la revue, mais comme nous n'avions pas les moyens nécessaires pour rentrer directement en contact avec eux, nous nous sommes contentée des articles publiés dans la revue à propos de ce sujet, il nous faut donc de lire les pages suivantes en prenant en compte cette faiblesse. Pourtant, ce travail nous était important d'abord pour confirmer certains de nos arguments mentionnés aux chapitres précédents, ensuite pour connaître les attentes et les critiques des lecteurs, s'ils voyaient la revue comme un espace où ils pouvaient s'exprimer librement, si tout le monde était de même niveau, s'ils avaient des critiques par rapport à la revue ou des demandes, des attentes.

À la mise à jour de ce chapitre, la revue couvre 117 numéros publiés entre septembre 1994 et mars-avril 2011. Dans notre corpus, nous avons analysé jusqu'au 105^{ème} numéro, daté de mars-avril 2009, en raison des limites d'accès aux archives par le biais de l'internet. Comme la revue est vendue dans les librairies ou par abonnement, les numéros récemment publiés ne trouvent pas leur place dans l'archivage en ligne. Nous pouvons tout de même prétendre que nous avons un échantillon qui couvre une large partie de l'historique du mouvement LGBT et qu'il nous permet de suivre la construction et l'évolution d'un éventuel espace public homosexuel. Déjà, en raison de la longue durée de publication de notre sujet de recherche, il nous fut difficile de suivre le fil des sujets traités tout au long des années, sans avoir négligé une chose dite ici, une autre indiquée là. Nous avons pu tout de même arriver à avoir une image cohérente sur les sujets travaillés.

A) La fondation et la transformation de la revue Kaos GL dans les grands traits

Publiée pour la première fois en septembre 1994, la revue *Kaos GL* se définit dans son onzième numéro en tant qu'une publication « underground en technique et dans l'esprit »⁵⁵¹.

Dans le 25^{ème} numéro de la revue (septembre 1996, troisième année), nous retrouvons un article rédigé par Atilla Karakış, afin de raconter le processus de l'apparition et de publication :

« Nous avons plusieurs choses à dire, nous n'aurions pas de problème du contenu. Mais nous voulions que tout le monde nous entende. Nous demandâmes à tous les homosexuels et à tous les hétérosexuels anti-hétérosexistes, de nous écrire sans avoir le souci de "Que puis-je écrire", "Comment puis-je écrire". Nous en avons marre des articles ignorants à notre sujet, des articles qui soi-disant nous tolèrent, des prétendues recherches. Tous les magazines, d'*Aktüel* à *Tempo*, de *Nokta*⁵⁵² à un autre, ont mis en couverture les homosexuels et l'homosexualité, mais il ne restait pas grande chose à part des pages qui ne racontent rien ou qui se moquent ouvertement de nous. Désormais, c'était notre tour, le tour des homosexuels. Le tour d'exister dans notre propre revue, par nos propres discours (paroles)... Nous n'avions pas d'ordinateur, nous avons tapé nos articles en cachette dans nos

⁵⁵¹ Entretien donné à un fanzine publié à Izmir, *Cyberpunk*, et rediffusé dans le onzième numéro de la revue *Kaos GL*, juillet 1995, p. 16.

⁵⁵² Des revues hebdomadaires mélangeant informations politiques et les sujets plus « légers ».

bureaux. Nous n'avions pas de l'argent pour l'imprimerie, nous avons reproduit la revue par photocopie. Nous ne connaissions pas exactement notre public, notre langage fut lourd. Nous ne connaissions pas le marché, la qualité de la photocopie fut pire que ce qui était envisagé. Nous ne connaissions pas beaucoup les ordinateurs, notre mise en page fut inefficace. Mais malgré tous ces obstacles, *Kaos* a vu le jour le 20 septembre 1994 ».

Cette idée d'un espace propre aux homosexuels se retrouve toujours dans le numéro 67 (août-septembre 2000), sous l'article intitulé « Qu'est-ce qu'il y a de nouveau chez *Kaos* ? » dans lequel Murat Yalçinkaya pose une question rhétorique qui définit la revue :

« La revue *Kaos GL*, qui débuta afin de construire un espace dans lequel les homosexuels de Turquie peuvent dire leurs mots, n'est pas l'un des centres (des foyers) à construire un discours opposé ? ».

En 2002, dans le numéro 74, un autre objectif complémentaire s'ajoute à cela : rendre visible l'homosexualité en soutenant la lutte de libération des homosexuels et la création d'un agenda qui leur est propre. Encore dans le numéro 84 (juillet-août 2004), Umut Güner indique dans l'éditorial qu'avec la revue *Kaos GL*, il était envisagé de créer une revue dans laquelle les homosexuels qui ne peuvent pas s'exprimer ailleurs, pourraient faire entendre leurs voix.

Comme l'indiquent Atilla Karakiş et d'autres membres à différentes occasions, les premières années de la revue sont marquées par des troubles financiers et par l'absence d'outils techniques. Avec le 40^{ème} numéro (décembre 1997), la revue passe à une imprimerie professionnelle et elle n'est plus photocopée. Le groupe indique qu'il ne s'agit pas d'une amélioration financière, que la revue est toujours en difficulté, mais il explique la raison de cette prise de risque par l'élargissement de leur distribution qui serait désormais faite par une entreprise⁵⁵³. Ce nouveau système de distribution fonctionna pour une courte période (cf. annexe 1). Le problème du dysfonctionnement n'était pas propre à la revue *Kaos GL*, en raison d'une concentration des réseaux de distribution au sein de quelques grands groupes de médias, toutes les publications dites alternatives faisaient face au même problème.

Toujours dans le 40^{ème} numéro, le groupe indique qu'il a désormais un ordinateur, une imprimante, un scanner et un fax achetés par l'aide financière d'un groupe lesbien des États-unis : Astrea Foundation. Il s'agit d'une première aide financière venant d'un groupe étranger.

⁵⁵³ Pour plus d'information sur le réseau de distribution de la revue voir l'annexe 1.

Nous verrons qu'à l'avenir, le groupe bénéficiera d'autres aides de la part des pays ou des institutions étrangers et cela sera une critique envers lui. À la suite des achats, le groupe était désormais accessible par le fax aussi. Dans le numéro 65 de la revue (avril-mai 2000), il est indiqué que le groupe possède également un numéro fixe qui leur permet de discuter avec les lecteurs, de répondre aux questions, d'apprendre les critiques et les demandes, mais qu'ils n'ont pas une personne qui peut répondre à tous les appels.

Pendant une longue période, le groupe établit sa communication avec les lecteurs par la voie postale. Ne possédant pas un local fixe, l'envoi des courriers se fait à une boîte postale, d'abord anonyme, ensuite au nom d'Ali Özbaş. À partir de janvier 1997, après son adhésion à ILGA, le groupe possède désormais une adresse mail qui lui est attribuée par ILGA et qui lui donne une image plus institutionnelle : kaosgl@ilga.org. Pourtant, dans le 42^{ème} numéro (janvier 1998), nous remarquons que le groupe invite les lecteurs à écrire plus lisiblement dans leurs courriers et cela nous montre donc que la voie électronique n'avait pas encore pris le haut dans les moyens de contribution des lecteurs. Dans le 56^{ème} numéro (avril 1999), l'adresse mail du groupe change et celui-ci n'est plus hébergé par ILGA : kaosgl@geocities.com. Dans le 61^{ème} numéro (octobre 1999), dans une annonce faite pour un repas de solidarité avec le groupe, nous remarquons que cette fois-ci, c'est le mail d'Ali Özbaş qui est transmis pour l'organisation : ali.ozbas@isbank.net.tr.

Conformément au développement de l'internet en Turquie, dans les années 2000, la voie électronique commence à occuper une place plus importante dans la communication de la revue. La connexion internet existe dans le pays depuis avril 1993 par le système établi à l'Université ODTÜ à Ankara, à destination d'abord académique. Jusqu'en 1999, l'internet reste surtout dans ce milieu académique avec un élargissement du réseau vers d'autres universités⁵⁵⁴. En 1999, l'infrastructure du réseau s'améliore : vers la fin de l'an 1997, il est supposé qu'environ trente mille postes étaient connectés à l'internet tandis qu'en 2001 le nombre des abonnés atteignait plus d'un million six cent mille personnes et en 2008 près de six millions de personnes⁵⁵⁵. Selon une recherche réalisée en avril 2010, 41,6% des foyers sont connectés à l'internet, le pourcentage étant de 30 en avril 2009⁵⁵⁶. Ces données

⁵⁵⁴ Le site internet du ministère de l'éducation nationale : http://www.meb.gov.tr/belirligunler/internet_haftasi_2005/turkiyede_internet.htm consulté le 2 juin 2011.

⁵⁵⁵ Disponible sur le site de l'Institut de statistiques de Turquie (Türkiye İstatistik Kurumu, TÜİK) : http://www.tuik.gov.tr/VeriBilgi.do?tb_id=54&ust_id=15 Consulté le 2 juin 2011.

⁵⁵⁶ Disponible sur le site de TÜİK : http://www.tuik.gov.tr/PreTablo.do?tb_id=60&ust_id=2&tk_id=6308 Consulté le 2 juin 2011.

coïncident avec la transformation des voies communicationnelles de la revue *Kaos GL* : dans le numéro 67 (août-septembre 2000), Murat Yalçınkaya indique qu'en dehors des adresses et du numéro de téléphone, le groupe a également une liste de mailing depuis un certain temps afin de faciliter la communication entre les membres du groupe lors des périodes de préparation de la revue et il invite les lecteurs à y souscrire pour contribuer à *Kaos GL* et à la future revue mensuelle. Un an après, dans le numéro 70 (été 2001), le groupe annonce le changement de leur numéro de fax, mais il indique qu'après le courriel, les autres moyens de communication ne sont presque plus utilisés. Cette technique de communication (nouvelle pour son époque) a une autre spécificité importante pour les individus homosexuels : rendre possible l'accès au groupe en réduisant le danger d'une visibilité non voulue. Dans le numéro 54, une lectrice Çiğdem indique qu'elle ne peut pas participer aux réunions de *Kaos GL*, car elle vit loin d'Ankara, qu'elle ne peut pas s'abonner à la revue, car son entourage n'est pas conforme pour ce faire, mais elle souligne que grâce à la technologie elle peut suivre le groupe sur son site internet et elle peut communiquer avec lui par son adresse mail : « Vive la technologie ! ».

Une autre observation générale porte sur la qualité visuelle de la revue : au début il s'agissait plutôt d'un fanzine photocopié noir/blanc tandis qu'aujourd'hui la revue a une impression plus professionnelle, avec des photos en couleur. De même son contenu a évolué, dans les premiers numéros, nous observons un discours beaucoup plus enragé, plus rigide. Les écrits de l'époque ne questionnent pas seulement la place des homosexuels dans la société, mais tout le système. Les médias prennent également leur part. Le groupe les voit comme l'une des parties du système à combattre, tandis qu'aujourd'hui il a un discours plus léger envers les médias. Nous aurons tort d'expliquer ce changement par l'intégration du mouvement LGBT au système, cela peut faire une partie de l'explication, mais nous croyons en même temps que cela est lié à la maturation du mouvement, au développement de sa capacité de s'adapter par rapport aux attitudes des autres acteurs. Ses pionniers constatent aujourd'hui que même des informations hostiles, négatives publiées dans les médias de masse, peuvent montrer une sphère gagnée au niveau de visibilité.



Figure 8: Les couvertures du premier et du 105^{ème} numéros de la revue *Kaos GL*.

Une autre chose que nous remarquons est que les premiers numéros de la revue ont des couvertures avec des écritures : parfois un texte qui continue dans les pages suivantes, parfois des slogans qui résument certaines idées du groupe. Avec le temps, ce type de couverture laisse sa place aux couvertures qui annoncent le contenu de la revue. Si nous nous permettons, nous pouvons en conclure deux choses : la professionnalisation de la publication et une certaine docilité / harmonisation de la revue aux exemples existants.

Durant ses premières années, la revue n'a pas des éditoriaux qui ont été intitulés comme tel, pourtant, dans la majorité des numéros, il nous est possible de trouver un texte qui raconte aux lecteurs la période passée depuis le numéro précédent, le contenu du numéro actuel et, s'il le faut, les explications à faire (comme ce fut le cas à la suite des périodes d'absence de publication). Au cours des premières années de la revue, nous remarquons que ces textes sont signés Kaos GL, pourtant, surtout après le passage à la publication enregistrée (registrée auprès des autorités publiques) la division des tâches se fait de manière plus explicite et nous avons désormais un éditeur qui signe ces textes. Cela devient un poste occupé par plusieurs personnes qui se succèdent.

L'article intitulé « L'état actuel et l'homosexualité », publié dans le premier numéro, donne des indices sur les sujets clés qui seront traités ultérieurement dans la revue : la médecine, la psychiatrie et l'ingénierie génétique (critiquée en raison d'essayer de trouver « la raison » et / ou « le soin » de l'homosexualité), la société à classes (en raison de renforcer le capitalisme et l'idéologie de la domination masculine), l'école et la famille (étant des institutions qui imposent aux jeunes une socialisation hétérosexuelle). L'article se termine sur le constat que des efforts individuels qui ont pour but de transformer la socialisation hétérosexuelle ne sont pas suffisants et que les homosexuels devraient se réunir

indépendamment pour atteindre cet objectif. L'une des dernières phrases de l'article reflète également la tendance anarchiste du groupe : « N'ayons pas peur de la destruction et du chaos ». Il nous faut cependant souligner que le groupe ne se définit pas dans le courant anarchiste.

Au cours des chapitres précédents, nous avons mentionné que l'une des caractéristiques de la société turque est « l'oubli » par rapport au passé (cf. Les années 1990). Nous retrouvons que ce manque de lien avec le passé, cet oubli qui marque profondément la société a également ses effets sur notre sujet de recherche. Dans son premier numéro, un article signé par Kaos GL indique qu'ils ne savent rien sur leur passé sauf les histoires de sérails et des hammams :

« Nous verrons avec le temps s'il n'y a rien d'autre à savoir, ou si ce n'est seulement pour le moment que nous ne pouvons pas accéder à de plus amples informations ».

Cette recherche des racines dans le passé, se montre dans plusieurs articles de la revue *Kaos GL*, au fil du temps. Et cela n'est pas une recherche propre aux homosexuels, mais elle est importante pour toutes les parties de la société, car sans la faire, il est très difficile d'établir le lien entre l'état actuel des choses et l'accumulation des savoirs passés, donc toute démarche risque de se montrer comme étant « la première dans l'histoire ».

Dans le premier numéro de la revue, le groupe publie un éditorial, une sorte de manifeste, expliquant son positionnement par la publication de la revue. Le texte est entièrement rédigé en lettres capitales et selon les codes actuels de bonne conduite sur l'internet (la netiquette), les lettres capitales symbolisent en général le cri et la rage. Même si à la parution de la revue l'utilisation de l'internet n'était pas étendue en Turquie, nous pouvons supposer que le texte montrait tout de même le cri et la rage du groupe Kaos GL envers le système existant : il y est indiqué que comme les femmes qui doivent subir des pressions juste parce qu'elles sont femmes, « la mentalité hétérosexiste et son organisation structurale qu'est l'ordre patriarcal » envisagent également la destruction des gays. Sur ce point-là, le groupe identifie les gays à des Indiens – américains, des Juifs et des Kurdes (et c'est une première référence par le groupe Kaos GL au problème existant dans le contexte national). Nous remarquons déjà qu'il s'aligne dans un combat de survie égal aux peuples et / ou aux ethnies ayant fait menace de destruction massive, voire de génocide. Cela nous montre à quel point, les problèmes vécus par les homosexuels sont pris au sérieux par le groupe.

Un deuxième point qu'il faut souligner dans le texte est la difficulté de lecture en raison des concepts et des mots utilisés, probablement peu connus par la masse (surtout en prenant en compte l'époque et la peu de connaissance sur l'homosexualité) : la mentalité hétérosexiste, « les latents sociaux »⁵⁵⁷, l'exploitation des femmes et des gays, la dictature hétérosexiste, les gays⁵⁵⁸, le pouvoir, la domination, l'idéologie à domination masculine, etc. Tout à la fin de ces concepts et de ce discours chargé, arrive pourtant un verbe issu de l'argot : « (...) nous envisageons donc que la dictature hétérosexiste **dégage** complètement dans le domaine du politique et au niveau social »⁵⁵⁹. Dans un autre article, nous retrouvons une autre expression qui sort du langage conventionnel : « ces **cochons** hétérosexistes ». Dans les prochains numéros, nous observons également que l'argot homosexuel est utilisé soit par les fondateurs de la revue, soit par les lecteurs / écrivains. Malgré cela, dès le deuxième numéro, il est également possible d'observer certaines critiques envers le vocabulaire « lourd » de la revue, qui rend parfois incompréhensibles les sujets traités. Au fil des années, l'argot homosexuel perd sa place et le vocabulaire général de la revue devient plus conventionnel, cela coïncide également avec la disparition des récits et des textes de tout genre des lecteurs « ordinaires ». La revue formalise plus le discours, ce qui exclut une certaine partie du public. Pourtant, comme les sujets plus « colorés » sont de plus en plus traités dans la revue, qui devient désormais une « revue de culture gay et lesbienne » à partir du numéro 87 (25), daté de mai-juillet 2005, nous ne pouvons pas prétendre qu'avec la formalisation du discours cette partie du public est complètement perdue en tant que lecteur.

Conformément au discours chargé susmentionné du premier numéro de la revue, son sous-titre était : « mensuel politique ». Dans le tableau suivant, on peut voir les changements de cette appellation.

L'appellation de la revue	Le numéro / la date de changement
Mensuel politique	Premier numéro, septembre 1994
Mensuel politique gay et lesbienne	le 62 ^{ème} numéro, octobre 1999
La revue des recherches gays et lesbiennes	le 63 ^{ème} numéro, décembre 1999 – janvier 2000, la revue devint bimensuel et obtint un caractère officiel
La revue culturelle gay-lesbienne	le numéro 87 (25) de mai-juillet 2005

Tableau 3 : Les changements d'appellation de la revue *Kaos GL*

⁵⁵⁷ Traduction mot-à-mot de l'expression exacte dans le texte. I.E.

⁵⁵⁸ Le mot est rédigé avec un « a » et non avec un « e » selon la prononciation en turc. Nous observerons qu'au futur, le groupe préfère l'écriture avec un « e » afin d'effacer l'effet « étranger » du mot gay.

⁵⁵⁹ Dans le texte original en turc (et toujours en majuscule) : « Heteroseksist diktatörlüğün politik ve toplumsal olarak bütünüyle naşlamasını hedefliyoruz ».

Même si, au niveau du contenu, les sujets questionnés par la revue ne sont guère modifiés par rapport à ces changements d'appellation, ils coïncident avec un changement dans le style de traitement de ces sujets. La revue obtint une apparence de plus en plus professionnelle (passage de la photocopie à une impression de bonne qualité, utilisation des photos couleurs, une mise en page plus raffinée et cohérente dans son ensemble, l'établissement d'un éditorial régulier et signé par l'éditeur [au lieu du nom du groupe]) et son contenu devient plus structuré avec des rubriques régulières. Les homosexuels « ordinaires » occupent de moins en moins de place envers les discours des académiciens, des professionnels, des célébrités, des anciens (des fondateurs) du mouvement (des personnes emblématiques des groupes), etc. Nous devons tout de même indiquer que le groupe Kaos GL possède également un site internet et parallèlement à la « professionnalisation » de la revue, le site représente désormais une place ouverte à tout le monde. Il est plus facile d'y obtenir une place sous son nom ou sous un pseudonyme, d'y rédiger des commentaires, parfois même de discuter par l'intermédiaire de la place consacrée aux commentaires. Nous pouvons donc supposer que le rôle joué par la revue *Kaos GL* à son apparition est désormais partagé entre la revue et le site internet et, dans une future recherche, il faut analyser les deux en même temps afin de pouvoir repérer le glissement des fonctionnements.

Dans le deuxième numéro de la revue, un article signé par Ediz Öztürk est intitulé, « Les homosexuels de tous les pays, unissons – nous! », en faisant référence à la fameuse phrase du Manifeste communiste. L'article traite la nécessité de se réunir afin de lutter contre les discriminations envers les homosexuels, comme s'organisent « les ouvriers, les épiciers et les femmes ». Pourtant, avant de faire cette proposition, Öztürk indique sous le titre de son article qu'il est sûr que tout le monde qui lit le titre se poserait la même question : « Qu'est-ce qu'on va faire en se réunissant ? Sexe en groupe ? ». Par l'ironie, l'auteur fait la critique du cliché des homosexuels qui ne pensent rien d'autre que des relations sexuelles. Tout en invitant les lecteurs à défendre les droits des homosexuels, Öztürk souligne un point important, qui, selon nous, fragilise le mouvement : « Ne le prenez pas mal. Je ne dis pas qu'une personne devrait s'afficher ». Cette phrase nous montre qu'au moins à l'époque (mais plus ou moins encore aujourd'hui), afin de pouvoir convaincre les gens à lutter contre les discriminations vécues par eux-mêmes, il fallait leur promettre d'une certaine manière, ou de leur assurer, que leurs identités ne seraient pas affichées en public. Ce problème de visibilité est toujours l'un des obstacles dans l'élargissement du mouvement LGBT.

Comme suite à la publication des deux premiers numéros, le groupe Kaos GL reçoit certaines critiques et y répond dans le troisième numéro. Selon le résumé du groupe, les questions peuvent être regroupées autour des traits suivants :

- « Est-ce que Kaos GL est hostile aux hétérosexuels ? »,
- « Est-ce qu'il prend du plaisir de ne pas être compris ? »,
- « Est-ce qu'il est arrogant ? »,
- « Est-ce qu'il est politique ? ».

Dans sa réponse, le groupe souligne d'abord qu'il n'est pas contre les hétérosexuels, mais contre l'hétérosexisme, défini dans le texte en tant « qu'une violence, qu'une terreur organisée, exercée par le pouvoir masculin hétérosexuel, d'abord sur les homosexuels masculins, ensuite sur tous ceux qui ne sont pas hétérosexuels ». Comme preuve de la non-hostilité, il est indiqué que dans le deuxième numéro de la revue, se trouvait un article rédigé par un hétérosexuel. Cela fut, et l'est toujours, un moyen de contourner le risque de s'afficher pour ceux qui ne sont pas encore prêts de le faire : comme la revue souligne, « chaque personne qui rédige pour la revue ne doit nécessairement pas être homosexuel » (numéro 63, décembre 1999-janvier 2000).

Quant à la question à propos du niveau de politisation de Kaos GL, la réponse du groupe montre clairement le positionnement des NMS et la place éventuelle du groupe dans la construction d'un espace public sociétal :

« Est-ce que Kaos GL est politique ? Est-ce possible d'être autre chose ? (...) Dans le sens d'une politique politique, Kaos GL n'est pas 'politique' ! C'est-à-dire, il n'a rien à voir avec le Parlement, ni avec le pouvoir. Il n'a pas la perspective d'obtenir le pouvoir, il ne veut pas non plus le pouvoir masculin hétérosexuel. (...) Kaos GL refuse toutes les catégories définies par le pouvoir masculin hétérosexuel : et il faut admettre que cela est politique. Le fait de ne pas rester au niveau de refuser les catégories données, mais de faire l'effort, de lutter afin de créer son identité en tant que gay et lesbienne, de créer son style de vie, est en même temps une politique. Il n'y a rien à craindre, dans ce sens-là Kaos GL est politique ».

Dans le 30^{ème} numéro, le groupe débute une rubrique « Libraire Kaos GL » où est envisagé de présenter des livres ou d'autres sortes de documents liés directement ou indirectement à l'homosexualité. Nous témoignons donc comment une culture (une

conscience) homosexuelle est en train de se bâtir à partir de la revue. Les lecteurs sont invités à partager leurs acquis, leurs connaissances désormais non seulement à partir de leurs expériences personnelles (les témoignages), mais à propos de tous les domaines de la vie. Au fil du temps, en dehors des livres, nous remarquons que d'autres produits culturels, réalisés par et / ou pour les homosexuels, voient le jour, comme des films (et surtout des documentaires), des expositions photos ou des pièces de théâtre. Nous trouvons encore plus importantes les pièces de théâtre mises en scène avec des acteurs / actrices transsexuels. Étant les membres généralement les moins éduqués de la communauté LGBT, les transsexuels ne se contentent pas désormais de fonder leurs propres associations, de défiler dans les rues lors des manifestations, d'organiser leurs propres manifestations pour leurs propres problèmes, mais ils / elles montent en scène et s'expriment aussi par l'art. Cela est une activité qui déconstruit l'image classique de transsexuel.

La projection des films s'inscrit également dans ce contexte d'élargissement dans l'espace public et dans des espaces publics (physiques). Surtout dans les universités, elle devient le premier pas allant vers la fondation d'un groupe ou d'un club officiel, car elle permet d'affranchir plus facilement le problème de visibilité : tout le monde peut aller voir un film projeté dans son université tandis que participer à une réunion d'étudiants homosexuels est un acte un peu plus direct. Un article publié dans le numéro 76 (février-mars 2003) aborde l'importance de ces projections pour le groupe même avant l'ouverture du centre culturel Kaos GL. L'auteur de l'article, Ali Özbaş, précise que la plupart des films projetés au sein du groupe depuis neuf ans était des films sorties en salles et parfois passés même sur les chaînes de télévision. Selon lui, le fait de voir ensemble ces films offre d'abord la possibilité de discussion sur les sujets traités, la possibilité de partage des émotions communes et des points de vue différents. Il donne ensuite l'exemple du film « Hamam » du cinéaste Ferzan Özpetek en 1997. Un groupe composé de 76 homosexuels était allé ensemble au cinéma pour voir le film, à l'arrivée de la scène où deux hommes s'embrassent, ils avaient applaudi et n'avaient pas eu de réactions négatives de la part des autres spectateurs. Özbaş indique que cela était probablement une réaction juvénile, mais il ajoute que le fait de voir cette scène ensemble signifiait une autre chose pour eux qu'une simple scène cinématographique :

« En voyant ce film seul dans une salle de cinéma, ce serait 'une jolie scène'. Pourtant, le fait de la voir ensemble lui donnait un autre sens. Nous étions présents devant le rideau et nous étions ensemble. (...) Les spectateurs 'normaux' qui étaient avec nous dans la salle, eux aussi ils avaient vu qu'en dehors du film les

homosexuels existaient également. Les types du film n'étaient pas de simples "fantaisie" ».

Le groupe continue ce genre d'organisation et par le 45^{ème} numéro de la revue (mai 1998), nous apprenons qu'il est allé au théâtre, pour voir « Le balcon » de Jean Genet. En tant qu'un écrivain homosexuel et qui se déclare contre le système, Genet attire une attention particulière de la part du groupe. Mais en dehors de cela, nous trouvons ces exemples importants au niveau de visibilité des homosexuels dans les espaces publics. En dehors des espaces fréquentés généralement par les homosexuels, le groupe ouvre une autre forme de visibilité et de socialisation. Dans le 46^{ème} numéro, le groupe raconte un pique-nique organisé le 31 mai, à la montagne Işık (deux heures de route d'Ankara). Il indique qu'il espère que ce pique-nique encourage leur volonté de demander du soleil et de ne pas se contenter de la nuit. Il est rapporté que le pique-nique s'est très bien passé, mais par certaines phrases, nous comprenons que cela n'était pas très évident pour certaines personnes qui ne croyaient pas que le groupe pouvait passer par Kızılcahamam (un endroit conservateur près d'Ankara) sans faire face à un lynchage. Le groupe indique qu'il a eu du mal à comprendre s'ils se moquaient ou s'ils étaient sérieux, mais cette citation nous montre tout de même à quel point les homosexuels peuvent avoir peur de leur visibilité et de la pression sociale. Cela nous montre également comment le groupe Kaos GL agit en tant que pionnier dans l'élargissement de visibilité des homosexuels dans différents espaces publics.

En janvier 1999, le groupe organise un événement pareil, cette fois-ci sous forme d'un repas (de 16h. à 20h30), le dimanche 31 janvier, « Kaos GL, Le repas d'amitié et de solidarité », avec la participation de 73 personnes. Dans l'éditorial du 55^{ème} numéro (mars 1999), le groupe raconte qu'au moment de l'organisation, il a dû faire face à certaines difficultés de la part des restaurants comme le doublement des prix, l'annulation des réservations par « peur d'être nommé ». Il souligne qu'il a continué à chercher un endroit et a enfin réussi à en trouver. Il indique qu'en raison des vacances scolaires, certaines personnes n'ont pas pu participer au repas (qu'ils étaient partis de la ville), qu'il y a eu des personnes venant d'Adana, Antalya, Denizli et Manisa ; et il ajoute que certains d'autres avaient eu « certains soucis » et avaient choisi de ne pas participer. Les mots utilisés entre guillemets montrent que le groupe ne partage pas ces soucis, il indique d'ailleurs qu'à la suite du repas, ces personnes ont dû comprendre qu'il n'y avait rien à craindre. En juin 1999 (numéro 58), ce fut le groupe Lambdaİstanbul qui organise une réunion similaire avec la visite de l'une des îles des Princes, Büyükada. L'heure et la date de la visite sont annoncées dans la revue, en

précisant qu'au moins l'un des participants tiendra la revue *Kaos GL* dans la main, pour pouvoir se connaître.

Comme ce dernier exemple le montre, la revue *Kaos GL* joue un rôle particulier d'abord en facilitant la communication de ces éventuels rencontres et rassemblements sous formes d'autres groupes ou de club d'étudiants. Les futures réunions étaient annoncées dans la revue et ceux qui y participaient envoyaient ensuite les résultats ou discutaient les raisons de l'impossibilité de se réunir. Elle se servait ainsi d'un premier lieu de rencontre pour les autres homosexuels envisageant de se réunir. Mais à part cela, encore juste sa présence permettait à ceux-ci de se connaître. Dans le 27^{ème} numéro de la revue, une lettre d'un homosexuel, étudiant à ODTÜ, est publiée. Celui-ci indiquait qu'il avait voulu participer à la réunion organisée au sein de l'université, mais qu'alors il était sur le lieu de réunion à l'heure indiquée, il n'a pas pu comprendre à qui il fallait s'adresser et qu'il n'avait pas voulu demander à n'importe qui s'ils étaient là d'après l'annonce de la revue *Kaos GL*. Il demande si un signe ne peut pas être défini pour que les gens puissent comprendre plus facilement. Dans le même numéro, dans l'annonce des réunions d'ODTÜ, il est indiqué que les organisateurs mettront désormais un numéro de *Kaos GL* sur leur table afin que les nouveaux venus puissent les connaître.

1. Les ruptures et les interdictions :

Après le numéro 62 (octobre 1999), la revue fait une première rupture de publication dans son histoire, jusqu'à la publication du numéro 63 de décembre 1999-janvier 2000. Elle devient désormais bimensuelle et est également enregistrée dans les registres. Elle obtint un caractère officiel qui fait d'elle la première publication légale homosexuelle en Turquie. Au lieu de se nommer « revue mensuelle politique gay et lesbienne », elle se nomme désormais en tant qu'une « revue des recherches gays et lesbiennes ». Le groupe indique qu'il n'y a aucun changement dans la revue lié à son enregistrement officiel, sauf l'obligation de mentionner une adresse de direction éditoriale qui est loin d'être une adresse propre au groupe ou à la revue. Il souligne encore une fois le problème de trouver et de financer un endroit pour se réunir, mais indique que cela reste toujours dans leurs projets d'avenir.

Avec le numéro 68 (décembre 2000), la revue marque une nouvelle rupture (de deux mois) en publication. Le groupe explique cela par les préparations d'une nouvelle revue et d'autres choses à réaliser comme l'ouverture d'un centre culturel homosexuel. *Kaos GL* possède désormais un local pour lui et y organise des réunions régulières comme la projection

des films, « les débats de bibliothèque » (les lundis), « les débats de mercredi » (les mercredis), « les réunions hebdomadaires de Kaos GL » (les dimanches). Les ruptures de publication ne cessent pourtant pas après ce numéro. Le numéro 71 de la revue sort en janvier-février 2002, suite à une période de silence qui dura plusieurs mois. Après environ six années dont la publication était plutôt régulière, ces ruptures sont expliquées dans le 71^{ème} numéro par le manque de financement qui s'est aggravé par l'obligation de déménagement du Centre culturel Kaos GL. Le problème perdure avec le numéro 85 (septembre-octobre 2004), le numéro 86 (mars-avril 2005) et le numéro 87 (mai-juin 2005). Depuis janvier-février 2007, la revue reprend sa périodicité bimensuelle sans aucune rupture jusqu'à maintenant.

En dehors des problèmes financiers, la registration officielle amène également certains problèmes dont le premier se montre avec le numéro 65 (avril-mai 2000) qui est distribué dans une enveloppe fermée et avec le label « nuisible pour les mineurs », en raison d'une décision prise par le Conseil de protection des mineurs des publications nuisibles, après l'examen de la revue. Le groupe fait une demande auprès du conseil pour le réexamen de la revue en précisant que « si leur existence homosexuelle n'est pas considérée nuisible en soi, la revue ne contient pas des articles ou des images pornographiques ». Le Conseil donne une réponse négative à la demande du groupe et le prochain numéro de la revue est vendu également dans l'enveloppe (numéro 66, juin-juillet 2000). Le groupe critique sévèrement la décision du conseil qui insista à ne pas comprendre l'ironie de certains articles (comme les questions posées à propos de l'hétérosexualité⁵⁶⁰). Il est indiqué que cette décision sera suivie, mais que selon l'avocat du groupe la procédure peut durer de deux ou trois ans. Le groupe indique que la décision a également des conséquences financières pour la revue, avec le taux des taxes augmenté de 1% à 25% exercé pour les revues vendues en pochette. Dans le numéro 67 (août-septembre 2000), en parlant de la chaleur estivale insupportable, le groupe fait allusion à la vente sous enveloppe de la revue et indique qu'elle a aussi besoin de prendre l'air. Il invite donc les lecteurs à « aérer » la revue, en la laissant sur un banc dans un parc, en l'amenant à un bar pour qu'elle écoute de la musique, de la promener dans la rue pour qu'elle voie quelques êtres humains : « Nous avons tous besoin de l'air ». Par cet appel, le groupe fait l'exemple d'une certaine désobéissance civile. Il faut attendre jusqu'à la publication du

⁵⁶⁰ Dans le numéro 64 (février-mars 2000), à la deuxième page de la revue, sous le titre « Les reflets du miroir », le groupe modifie les questions souvent posées aux homosexuels à l'hétérosexualité : « Quelle est la cause de votre hétérosexualité ? », « A qui vous avez relevé vos orientations hétérosexuelles ? », « Est-ce que l'hétérosexualité peut être une période passagère de laquelle vous pouvez sous soigner ? », etc. De ce fait, ils envisagent de montrer l'absurdité des questions, une fois les rôles sont changés.

numéro 74 (septembre-octobre 2002) pour que la revue puisse sortir sans enveloppe. Dans l'article rédigé par Filiz et Ali Erol dans le même numéro, les auteurs indiquent qu'après cette décision, ils n'ont pas attendu jusqu'à la sortie du prochain numéro et qu'ils sont allés dans les librairies pour faire sortir les revues de leurs enveloppes.

Ali Erol raconte le déroulement de cette sortie, qui devient un exemple important montrant le manque de connaissance et d'assistance juridique du groupe. Comme il est indiqué à quelques reprises, le groupe apprend tout « sur le tas ». Ali Erol précise qu'apparemment la décision du Conseil n'était valable que pour leur premier numéro officiel (numéro 65), mais comme le groupe a reçu la décision assez tard et comme les expressions n'étaient pas claires, il n'a pas mis sous enveloppe ce numéro, mais tous les autres qui l'ont suivi tandis qu'il n'était pas dans une telle obligation :

« À la suite des demandes envoyées et des réponses reçues, on a donc conclu que la revue ne doit pas être vendue sous enveloppe ».

Pourtant, même si la première décision du Conseil ne couvrait pas tous les numéros de *Kaos GL*, il existe bel et bien une décision qui considère la revue « nuisible pour les mineurs ». Le groupe indique qu'il n'accepte toujours pas de faire une relation pareille entre l'homosexualité et sa nuisance aux mineurs. D'autre part, il précise que ce n'est pas la seule affaire juridique qu'il affronte ; en raison des numéros non envoyés de la revue au Conseil de protection des mineurs, les responsables Ali Özbaş et Ali Erol ont dû passer devant la justice.

L'un des anciens membres du groupe, Murat Yalçinkaya interprète les motifs de la décision de justice comme « incroyables »⁵⁶¹ :

« Comme motif, il était mentionné l'encouragement des jeunes à l'homosexualité, endommager l'institution familiale, blâmer et injurier le mariage, glorifier l'homosexualité, etc. Nous sommes certainement contre l'institution familiale, mais nous ne l'injurons quand même pas. Et nous encourageons certainement ceux qui n'ont pas pu s'assumer, qui n'ont pas pu s'exprimer, à le faire ».

Murat Yalçinkaya indique comme une plaisanterie que d'une certaine manière cela concrétisait l'état des homosexuels dans la société : comme leur revue qui doit être cachée dans un sachet, eux aussi ils devraient vivre dans des sachets⁵⁶².

⁵⁶¹ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Murat Yalçinkaya, p. 76-77.

Le deuxième problème juridique apparaît avec le 90^{ème} numéro, dont le sujet de dossier annoncé était « La pornographie ». Cette fois-ci, le numéro 90 de la revue est interdit de distribution par le douzième tribunal des conflits d'Ankara, en raison des contenus de certains articles et de certaines photos qui n'étaient pas « conforme à la morale générale ». L'éditorial du 91^{ème} numéro (automne 2006) questionne d'abord la notion de « morale générale » en (re)demandant à qui appartient-elle cette morale. À la suite de cette décision sur la revue, l'éditorial indique que les démarches d'interdiction des associations Gökkuşığı (Arc-en-ciel) et Lambdaİstanbul ont vu le jour. Par la succession de ces événements, le groupe définit les attitudes de l'État en tant qu'homophobes et il consacre les pages de la revue au dossier de l'homophobie conformément à l'état actuel et à la réunion contre l'homophobie réalisée en mai 2006 à Ankara. Ali Erol rédige également un article résumant le processus d'interdiction du numéro 90 (28), intitulé « Ce ne sont pas les homosexuels qui vont changer, c'est la morale générale ».

En décembre 2006, le procureur de la République à Ankara qui est chargé de la presse, M. Nadi Türkaslan, ouvre un procès envers le numéro concerné de la revue *Kaos GL* en raison « d'avoir publié des images (pudiques) pornographiques par la voie de presse ». Le 28 décembre 2006, le premier procès se réalise avec la participation d'Umut Güner en tant que rédacteur en chef responsable de la revue et pour qui sont demandées trois ans de peine de prison. Le 28 février 2008, le deuxième procès eut lieu, le juge Mehmet Nuri Öztürk décida que comme la revue n'était pas mise en vente (comme il n'y avait pas eu assez de temps pour mettre la revue en vente), un crime n'était pas commis, Umut Güner est donc acquitté de peine de prison. Öztürk décida également que le numéro interdit pourrait être distribué en pochette et avec l'indication « nuisible pour les mineurs ». Dans un article rédigé à propos du procès⁵⁶³, Ali Erol indique qu'il s'agit d'une attaque envers la liberté d'expression des homosexuels et qu'en tant Kaos GL, ils essaient de combattre, depuis leur fondation, l'image qui réduit l'homosexualité à la sexualité et la sexualité à la pornographie. Erol ajoute également qu'il espère que cette morale générale discriminatoire changera un jour. Dans le numéro 94 de la revue (mai-juin 2007), Umut Güner déclare que comme le groupe ne croit pas à la nécessité d'une vente en pochette du numéro concerné, il ira à la Cour de cassation contre la décision.

⁵⁶² HOCAOĞLU Murat, idem, p. 77.

⁵⁶³ EROL Ali, Kaos GL Dergisi Yargılanıyor (La revue Kaos GL est jugée), in la revue *Kaos GL*, n° 93, mars-avril 2007, p. 14.

Comme ce sera le cas au cours du processus de fondation des associations, l'accroissement de la visibilité de la revue et du groupe amène une confrontation plus directe avec le système.

B) Informations spécifiques sur la revue

1. Le langage

À la couverture du deuxième numéro, le groupe indique que la majorité des critiques reposait sur le langage chargé et incompréhensible de la revue. Dans le troisième numéro (novembre 1994), le groupe définit la revue *Kaos GL* comme « un moyen de communication » et il indique qu'à ce titre, il prend au sérieux les critiques sur la difficulté de leur langage, mais « que l'on ne peut rien faire ». Il souligne qu'il ne veut pas répéter la solution proposée dans le deuxième numéro (des réunions et des groupes d'amélioration de conscience, des lectures communes (en commun), des séminaires dont le sujet serait défini par les participants, la construction d'une bibliothèque gay et lesbienne), et qu'il faut faire un effort de la part de la revue, mais également de la part des lecteurs. Il ajoute que soit on fait face à « une irresponsabilité qui se montre sous forme d'échappatoire face à un obstacle minime » soit « huée !!! »⁵⁶⁴. Il trouve la solution dans la publication de plusieurs supports reflétant les attentes de toutes sortes d'homosexuels, « de ceux qui sont mineurs jusqu'aux homosexuels sadomasochistes ».

Dans le sixième numéro, nous retrouvons le problème de la langue incompréhensible, discuté par Derya Kurat, sous le titre « Okuma, yazma, tartışma » (Lire, écrire, discuter). Il est indiqué que les premiers numéros de la revue sont toujours critiqués, car ils sont difficiles à comprendre par tout le monde. Kurat cite la lettre d'un lecteur⁵⁶⁵ : « la revue est bien mais elle est pour des personnes qui ont un certain niveau ». Kurat ne partage pas cette idée et invite les lecteurs à faire plus d'efforts afin de comprendre mieux ce qui est écrit dans la revue. Elle leur conseille de relire tous les numéros, de souligner les mots qu'ils ne comprennent pas et d'aller à la bibliothèque, d'essayer de les comprendre et de réfléchir sur ce qui est écrit. Encore une fois, nous observons que la revue préfère ne pas aller dans un compromis avec ses lecteurs et les propos de Kurat nous montrent que dès le début *Kaos GL* envisageait de « former » cette

⁵⁶⁴ La traduction de l'exclamation exacte publiée dans l'article. Î.E.

⁵⁶⁵ B.U., nous le voyons dans le même numéro avoir rédigé un article sur la symétrie et l'esthétique.

communauté autour d'une critique globale du système existant, en les invitant à agir (dans un premier temps, même pour comprendre la revue).

Nous devons indiquer que ces propos du groupe reflètent une certaine arrogance, pourtant, dans les témoignages et dans les « Cartes postales du bord de la vie »⁵⁶⁶ un autre langage qui sort directement de la rue peut exister parallèlement à cette attitude « arrogante », il nous devient donc difficile à en tirer des conclusions, sauf que le groupe mène une stratégie langagière afin de former la communauté homosexuelle comme nous l'avons indiqué à propos des témoignages. D'autre part, le groupe n'est pas exempt non plus d'utiliser un langage moins conventionnel dont, en dehors des notes mentionnées à propos de la violence, l'un des exemples s'affiche dans l'éditorial du 33^{ème} numéro. En parlant d'un article sur le SIDA, l'éditorial souligne qu'il n'est pas une maladie propre aux homosexuels et que « même le plus grand des idiots le reconnaît aujourd'hui ». Ou bien ; dans un article publié dans le numéro 37 (septembre 1997), Gay'e Efendisiz définit la société hétérosexiste comme « une fosse septique ayant des canaux où coule de la merde ». L'article a un ton assez sévère non seulement envers la société, mais également envers les homosexuels qui n'ont pas la conscience de leur identité, qui ne se contentent que de vivre leur sexualité.

En dehors des discussions sur le langage utilisé par la revue, un autre sujet linguistique est ouvert au débat par cette dernière : les mots utilisés pour l'appellation des homosexuels et de l'homosexualité. Dans le numéro 77 (avril-mai 2003), le comité de rédaction de la revue appelle les lecteurs à discuter sur les mots qu'ils utilisent pour se définir : « gey » au lieu de « gay », « pédé », « queer », « transgenre », etc. Il est indiqué que le sujet sera discuté également dans le cadre des débats de samedi, au centre culturel de Kaos. Dans le numéro 85 (septembre-octobre 2004), cette fois-ci non seulement les lecteurs mais également les spécialistes de langue et les traducteurs sont invités à débattre afin de mettre fin aux confusions existantes. Il est envisagé de préparer un guide à utiliser dans les articles à partir de décembre 2004. Dans le numéro suivant, (mars-avril 2005), le débat continue. Il est indiqué que des nouveaux termes apparaissent dans le domaine et qu'ils rendent le vocabulaire un peu chaotique :

« Si nous voulons créer une nouvelle langue (un nouveau langage) en dehors de la langue (du langage) hétérosexuelle et masculine, nous devons avoir des points communs ».

⁵⁶⁶ Le nom de la rubrique où les homosexuels racontent leurs récits, leurs découvertes de l'homosexualité.

Cette phrase nous résume les volontés du groupe à propos du langage et nous montre également une volonté de recherche d'une base commune afin de poursuivre et faciliter la discussion. Nous pouvons prétendre que l'on ne construit pas seulement un espace public homosexuel autour des problèmes communs, mais on essaie en même temps de construire une certaine base pour son existence : un langage commun.

2. Les lecteurs

À propos des lecteurs, nous nous intéressons aux trois points qui sont liés entre eux : la demande et l'offre à propos de la contribution des lecteurs, la relation de la revue avec ceux-ci et les spécificités des lecteurs. Pour les deux premiers points, nous faisons recours aux éditoriaux et aux appels publiés dans la revue. Pour le dernier, nous rapportons les résultats d'une enquête menée par *Kaos GL* auprès des lecteurs.

Dès sa fondation, la revue *Kaos GL* sollicite la contribution des lecteurs et les appelle à envoyer des articles à plusieurs reprises. Pourtant, elle se plaint assez souvent de leur désintérêt. Par exemple dans l'éditorial du dixième numéro (juin 1995), intitulé « Où êtes-vous », le groupe se demande « pourquoi les gens restent si éloignés de la première et la seule (unique) revue GL ». Il est indiqué que parfois le groupe perd son courage, mais avec une lettre reçue ou un mot encourageant, il retrouve la force et continue à faire des efforts pour le prochain numéro. Pourtant, le groupe questionne les lecteurs sur leur silence, il souligne que, même s'il n'a rien contre les éventuelles relations (sexuelles et / ou amoureuses) nouées par l'intermédiaire de la revue, l'objectif de cette dernière n'est pas cela. Il est également souligné qu'un niveau ni littéraire ni scientifique est exigé de la part des lecteurs :

« Nous avons demandé "si votre famille est au courant", nous n'avons pas eu de réponse ; nous avons fait appel à la "discussion", nous n'avons pas eu de réponse, à part quelques opinions. Nous avons attendu des lettres pour la rubrique "les cartes postales de vie", les gens sont restés muets par peur d'être reconnus (connus/repérés). Les articles publiés en dehors de ces sujets ont été trouvés lourds, pessimistes, etc. Nous avons entendu plusieurs propositions, plusieurs critiques. Nous avons donc demandé à les écrire, la réponse fut "je ne peux pas arriver à écrire". Pourquoi ce silence ? Pourquoi cet abstentionnisme ? Pourquoi cette peur ? Nous ne vous demandons pas des articles littéraires. Nous ne vous demandons pas non plus des opinions scientifiques, des textes techniques. Nous attendons vos opinions sincères, des événements qui vous paraissent importants dans votre vie. Nous vous demandons à survivre ensemble *Kaos GL*. Nous avons plusieurs sujets à

publier pendant plusieurs numéros. Mais, s'il n'y a pas de participation de votre part, ne serait-ce pas une publication à voix unique ? ».

Au début, nous remarquons que le groupe publie vraiment tout ce qui vient des lecteurs, sans leur imposer certains critères ; par exemple, dans le 41^{ème} numéro (janvier 1998), il est souligné que les envois des lecteurs sont publiés sans modification (sauf les fautes d'orthographe) et sans censure. Pourtant, dans le 42^{ème} numéro (février 1998), une demande plutôt technique vient de la part des typographes pour une écriture plus lisible afin d'éviter des erreurs de compréhension. Il faut noter que cette « libre expression » pouvait provoquer certaines critiques chez ceux qui étaient déjà hostiles à l'homosexualité. L'un des récits, publié dans le numéro 53 et envoyé de Kangal (une sous-préfecture de la ville de Sivas), donne par exemple l'occasion à un écrivain, Nihat Genç, de critiquer la revue et de dire que ce genre de choses (publication, personne) lui donne la nausée. La revue n'encourage pas l'approche de Genç et ne change pas sa politique éditoriale, cependant avec le temps les demandes de la revue incluent désormais le ton des articles envoyés. La revue avance certaines exigences comme nous le montre l'éditorial du (double) numéro 59 – 60 (juillet-août 1999) : le groupe indique qu'il accepte toute sorte de contribution à la revue, rédigée « selon la langue propre au lecteur, selon leurs styles », mais il souligne cette fois-ci qu'il n'accepte pas les injures, sinon il ne les publiera pas. Au fil du temps, il devient donc nécessaire de préciser certaines règles. Encore en janvier 2003 (numéro 75), Umut Güner précise dans l'éditorial qu'au cours des préparations de la revue, l'une des choses qui prend le plus de temps est la rédaction des articles envoyés avec des problèmes d'expression, d'orthographe et de ponctuation.

Ce que nous pouvons dire certainement sur la contribution des lecteurs est qu'elle n'est pas stable, ni homogène. Dans le 23^{ème} numéro (juillet 1996), les pages de la revue augmentent (32 pages au lieu de 24) et le groupe se plaint cette fois-ci du fait que les pages ne sont pas suffisantes, qu'il ne peut pas publier plusieurs articles et lettres envoyés. Contrairement aux plaintes précédentes sur le désintérêt des lecteurs, nous remarquons qu'en deux ans ces derniers participent de plus en plus au contenu de la revue. Mais dans le numéro 56 (avril 1999), il est indiqué que la plupart des envois sont des nouvelles ou des poèmes, tandis que la revue est en manque d'articles pour les rubriques d'actualité ou de témoignage.

Même si la contribution des lecteurs augmente avec le temps, cela n'évolue pas en une participation physique au groupe. Dans le 32^{ème} numéro (avril 1997), le groupe demande aux

lecteurs ankariotes pourquoi ils restent toujours en tant que des simples lecteurs au lieu de participer de manière active aux réunions du groupe. Au cours des années, le groupe obtint plus de participants de la ville d'Ankara, mais encore en 2004 (numéro 82) il indique tout de même que même si la revue « est allée aux villages et aux villes de la Turquie, (elle) est allée parfois jusqu'au bout du monde », il est sûr que « même à Ankara, il y a toujours des centaines d'homosexuels qui ne sont même pas au courant de son existence ».

En juillet-août 1998 (numéro double 47 – 48), il est à nouveau indiqué que, surtout depuis les deux dernières années, *Kaos GL* est publié « par les paroles et les pensées des homosexuels qui vivent dans ce territoire, de Diyarbakir à Istanbul, d'Ankara à Izmir » et que « la revue est devenue la couleur et la richesse de la communauté homosexuelle ». L'augmentation des contributions des lecteurs est également soulignée dans l'éditorial du 49^{ème} numéro (septembre 1998) en précisant qu'il n'y a pas actuellement des articles demandés, mais des articles envoyés volontairement par les lecteurs. Le groupe précise de même que ce sont plutôt les articles envoyés qui déterminent le ton des numéros et c'est pour cette raison que certains numéros sont plus politiques tandis que certains d'autres ont des articles plus émotionnels ou plus sexuels. Cela devient également une excuse pour expliquer l'invisibilité ou le manque de visibilité des lesbiennes. Dans le numéro 82 (mars-avril 2004), il est souligné que ce n'est pas une politique de la revue et les articles sur l'homosexualité féminine sont même prioritaires, mais que cette visibilité dépend des articles envoyés par les lecteurs. Dans le même numéro, il est également précisé que même si la revue est publiée par *Kaos GL*, elle ne fut jamais un bulletin du groupe et que comme les autres groupes, plusieurs personnes homos et hétérosexuelles y ont participé et ont partagé leurs paroles. Il est indiqué que la revue n'est pas publiée par des professionnels et que son contenu est certainement modifié selon les apports.

Dans un deuxième temps, la revue cherche à rencontrer son lectorat soit pour discuter sur la revue soit, et surtout, pour rencontrer le plus d'homosexuels possibles. Dans le numéro 25, le groupe commence à se réunir avec ses lecteurs qui vivent en dehors d'Ankara. L'éditorial du 25^{ème} numéro (septembre 1996) annonce une réunion qui se déroulera à Istanbul, le samedi 26 octobre, à la Fondation des recherches sociales (TAV, où se réunissait le groupe Lambdaİstanbul). Atilla Karakış explique l'objectif de la réunion en indiquant que le groupe veut désormais « voir » ses lecteurs, en dehors des lettres et des articles envoyés,

car il veut atteindre tous les gays et lesbiennes de Turquie⁵⁶⁷. Il ajoute également que la vente de la revue n'est pas une de leurs priorités, qu'ils n'ont pas un souci de tirage, mais qu'ils sont contents d'atteindre un public de plus en plus grand, pourtant, « ce nombre ne nous paraît jamais suffisant et il ne le sera pas, car nous savons qu'il y a des millions de gays, de lesbiennes et d'anti-hétérosexistes et que nous avons besoin d'entendre la voix de chacun, de faire entendre nos voix »⁵⁶⁸. Dans l'appel de réunion, il est annoncé en gras que la réunion est strictement fermée à la presse, ce qui nous montre encore une fois le besoin de rassurer les participants de la « menace » de devenir visible involontairement. Cette première rencontre avec les lecteurs s'inscrit dans la période du groupe où les médias sont considérés (perçus) comme le « camp ennemi ». Dans le 27^{ème} numéro (novembre 1996), nous apprenons que la réunion eut lieu avec la participation de quatorze membres du groupe Kaos GL et plus d'une trentaine de lecteurs, d'où fut créée une nouvelle boîte postale afin de réunir les sympathisants stambouliotes du groupe, pourtant, cette démarche n'aboutit pas à une structure à long terme.

Une deuxième rencontre avec les lecteurs est annoncée dans le numéro 83 (mai-juin 2004), pour le 29 mars 2004, à la librairie Çitlembik à Istanbul ; pourtant, il est indiqué que la participation était moindre, car les gens avaient été prévenus au dernier moment. Le groupe indique qu'il est prêt à se déplacer pour discuter avec les lecteurs en dehors des autres villes qu'Istanbul. Dans le numéro 84 (juillet-août 2004), leur souhait fut réalisé par une invitation venant d'Izmir. Le 14 mai 2004, au nom du groupe, Ali Erol, Ali Özbaş et Salih Canova rencontrent une quarantaine de lecteurs à la librairie İletişim.

Nous remarquons donc que même si le groupe sert de la revue *Kaos GL* afin d'animer certains débats, de créer un espace de discussion et de réunir les homosexuels autour des causes communes, il n'est pas limité à cet espace de rédaction et il se déplace pour pouvoir faire des rencontres physiques avec ses lecteurs. La discussion déroule donc dans des espaces différents ce qui influence certainement son déroulement. Nous sommes dans l'impossibilité d'observer ou d'analyser la relation éventuelle entre ces deux formes de discussion, mais cela nous paraît important et reste un sujet à creuser dans un futur travail.

⁵⁶⁷ KARAKIŞ Atilla, op. cit., p. 3-4.

⁵⁶⁸ KARAKIŞ Atilla, idem.

Dans le douzième numéro, la revue mène une enquête auprès de ses lecteurs, dont on devrait apprendre les résultats dans les prochains numéros. L'enquête (le questionnaire) est composée de vingt et une questions⁵⁶⁹ qui sont centrées sur :

- les données biographiques,
- l'orientation sexuelle et l'appellation de l'individu,
- l'état civil des lecteurs et leurs opinions sur le mariage,
- le coming out et ses résultats,
- les commentaires des lecteurs sur la revue et leurs éventuelles contributions.

En raison d'un problème technique de la voie postale, le groupe n'arrive pas à recevoir tous les résultats et ils ne sont pas publiés dans la revue⁵⁷⁰.

Dans le numéro 50 de la revue (octobre 1998), les lecteurs sont, de nouveau, invités à remplir une enquête à trente et une questions⁵⁷¹, préparée pour mieux connaître le public de la revue et afin d'améliorer celle-ci. Le groupe indique qu'il voudrait que tous les lecteurs de la revue y participent, mais qu'il sera quand même content si au moins la moitié peut envoyer leurs réponses. Cela montre que l'attente du groupe au niveau de contribution, de réaction des lecteurs n'est pas très élevée. Dans le 53^{ème} numéro (janvier 1999), les résultats sont publiés selon 93 enquêtes remplies par les lecteurs tandis que le groupe indique qu'il attendait 150 réponses. L'objectif de l'enquête est indiqué comme :

« connaître les lecteurs de *Kaos GL* et voir s'il est possible de faire fonctionner ensemble la revue qui n'a pas un but lucratif et qui n'est pas professionnelle ».

Le groupe précise que même si la plupart des participants avaient coché l'article « je ne suis qu'un lecteur, je n'aime pas écrire », dans la pratique le nombre des articles envoyés augmente chaque mois et que cela renforce l'objectif du groupe qui envisage d'être la voix de tous les homosexuels de Turquie.

⁵⁶⁹ Pour le questionnaire, voir l'annexe 8.

⁵⁷⁰ Dans le treizième numéro, le groupe indique dans l'éditorial qu'en raison d'une réglementation qui n'était pas appliquée depuis le début, ils se sont rendu compte que depuis trois mois les courriers envoyés retournaient à leurs expéditeurs. Il apprend que la boîte postale devrait être au nom d'une personne et il annonce que désormais il faut envoyer les courriers au nom d'Ali Özbaş (l'un des fondateurs du groupe) dont le nom s'affiche pour la première fois. Désormais, toute sorte de démarche officielle (ouverture d'un compte bancaire ou bien les correspondances avec d'autres groupes LGBT) sera faite à son nom (cf. chapitre VI).

⁵⁷¹ Des informations complémentaires sur les lecteurs qui ont répondu au questionnaire peuvent être trouvées dans l'annexe 9.

Les résultats de l'enquête, même si les réponses envoyées sont restreintes par rapport aux lecteurs et par rapport à toute la communauté homosexuelle en Turquie, nous donnent certaines informations sur l'état des lecteurs de la revue et elles renforcent certains sujets traités dans les chapitres précédents (comme l'invisibilité des lesbiennes). Selon ces résultats, les lecteurs dans la tranche d'âge 15-35 (plus spécifiquement entre 17 et 34) occupent une grande partie du lectorat de la revue (84 personnes sur 93 participants). La domination masculine se montre également dans la participation, avec 84 hommes contre neuf femmes, cela montre aussi l'invisibilité des lesbiennes même en tant que lectrice. Cela peut être expliqué aussi par le contenu qui n'est pas nécessairement intéressant pour les lesbiennes, mais vu que *Kaos GL* est quasiment la seule revue, ce manque d'intérêt de la part des lesbiennes reste quand même à expliquer (ou à réfléchir sur les difficultés de s'affirmer des lesbiennes). À propos de l'orientation sexuelle, la grande majorité appartient aux homosexuels (66 personnes) et elle est suivie :

- des bisexuel(le)s (16 personnes),
- des transsexuelles et des hétérosexuel(le)s (4 personnes chacun)
- des lesbiennes (3 personnes)

Le lieu d'habitation des lecteurs reflète la faible présence de la revue en dehors des grandes villes :

- une personne vit dans un hameau
- deux personnes dans un village
- une personne dans un bourg,
- quatre personnes dans une sous-préfecture
- une personne à l'étranger
- 82 personnes dans une ville

Nous pouvons supposer que soit la facilité d'accès à la revue, soit le développement d'une conscience homosexuelle renforcent sa lecture dans les villes, tandis que dans des lieux plus petits, il est d'abord difficile à obtenir la revue d'abord en raison des problèmes de distribution, ensuite par peur de s'afficher, et que les homosexuels y vivant ne se définissent peut-être pas en tant que tel, et donc ne sont pas intéressés par une revue homosexuelle même s'ils y ont accès. Nous retrouvons tout de même important qu'en dehors des grandes villes, huit personnes accèdent à la revue et se donnent la peine de remplir l'enquête et l'envoyer.

Cela signifie qu'en dehors des grandes villes, peut-être pas des masses, mais un certain nombre de personnes ont besoin d'une telle publication et contribue à la formation d'un mouvement LGBT (même de manière passive). Parmi les participants, seulement deux personnes indiquent qu'ils ont dû déménager de leur lieu d'habitation en raison de leur homosexualité.

Neuf personnes se déclarant homosexuels sont mariées, dont trois par la force de famille et de l'entourage, six par leur propre volonté ; six parmi eux ont des enfants. Nous ne savons pourtant pas si ces personnes sont également celles qui vivent en dehors des grandes villes, ni leurs âges, pour faire une analyse plus approfondie. Mais cela nous montre tout de même l'influence de la famille et de l'entourage sur les limites des individus à s'affirmer en tant qu'homosexuel et à vivre cette homosexualité ouvertement. Cela nous montre également que le mariage n'empêche pas non plus ces personnes à suivre une revue homosexuelle, donc à vivre d'une manière ou d'une autre leur homosexualité. Nous voulons souligner qu'ils ne se définissent pas en tant que bisexuel, ils se nomment homosexuels, même s'ils ont des enfants. C'est peut-être parce qu'ils ne connaissent pas la notion de bisexualité, qui est encore plus invisible, ou parce que malgré leurs relations sexuelles avec le sexe opposé, ils se sentent homosexuels.

Les résultats de l'enquête nous informent également sur le sujet de coming out qui ne se fait pas en général à tout le monde et qui a certains niveaux. Il y a des homosexuels qui sont ouverts seulement à leurs amis, ceux qui sont à leurs collègues, ceux à leurs familles et cela ne fonctionne pas de la même manière pour tout le monde. Parmi 93 participants :

- 31 personnes sont ouvertes à un ou plusieurs membres de la famille
- 10 personnes sont ouvertes à toutes leurs familles
- 50 personnes à leurs plus proches amis hétérosexuels
- 11 personnes à tous leurs amis
- 9 personnes à leurs amis homosexuels
- 11 personnes à leurs collègues
- 7 personnes à leurs professeurs et leurs patrons

Il nous est malheureusement impossible de savoir les points d'intersection des résultats, donc, nous ne pouvons pas faire des commentaires approfondis. Pourtant, même si nous ne connaissons pas de recherches sur le sujet, le nombre de 41 personnes qui sont

ouvertes à leurs familles et 50 personnes à leurs amis hétérosexuels nous paraît tout de même un peu élevé. Nous pouvons donc supposer que les homosexuels qui sont plus ouverts à leurs entourages peuvent également être plus libres à acheter la revue, à y contribuer. Cependant, le fait que seulement onze personnes peuvent parler de leurs homosexualités à leurs collègues nous montre les difficultés rencontrées par les homosexuels dans le milieu de travail.

Selon les réponses, nous remarquons que le nombre des lecteurs réguliers de la revue avait augmenté depuis les deux dernières années d'une manière significative. Contre 19 personnes qui suivent la revue depuis trois à cinq ans, ceux qui la suivent depuis deux ans sont au nombre de 21 et ceux qui la suivent depuis un an sont au nombre de 14. Cette donnée est en lien avec les déclarations récentes du groupe sur l'augmentation de la contribution des lecteurs.

À propos de la première rencontre avec la revue, les résultats montrent que, malgré le réseau de distribution accru, le mécanisme « de bouche à l'oreille » fonctionne mieux : 43 personnes avaient entendu parler de la revue *Kaos GL* de la part de leurs amis, 26 personnes l'avaient vu dans une librairie, trois personnes l'avaient vue dans un journal ou dans une revue et 17 personnes par d'autres moyens. Pourtant, une fois que la revue est connue, son achat se fait dans des librairies et il est rare de voir une circulation entre plusieurs personnes : 66 personnes achètent la revue dans les librairies, huit personnes sont abonnées, six personnes lisent la revue déjà achetée par un ami, quatre personnes l'achètent de ceux qui la vendent individuellement (les volontaires de distribution, en dehors des grandes villes), une personne la suit sur l'internet, une personne la lit dans un endroit où elle est laissée gratuitement.

C) Les rubriques importantes dans la construction d'une conscience homosexuelle

Les rubriques traitées sous ce titre sont choisies en raison du fait qu'elles donnaient la parole aux lecteurs et écrivains et cela nous paraissait important afin de suivre un éventuel fil pour la construction d'un espace public homosexuel. Nous pouvons encore justifier ce choix par les propos de l'un des fondateurs de la revue, Ali Erol. Au cours d'un entretien réalisé par la revue avec Ali Erol et Ali Özbaş, à l'occasion de son centième numéro, Erol indique que « soit avec les lettres, les témoignages, les cartes postales au bord de la vie, soit les histoires (les récits), les femmes et les hommes de tous les niveaux de la vie faisaient bouger les uns et les autres avec la revue ».

1. « Les cartes postales de vie » et « Les lettres »

Les rubriques intitulées « Les cartes postales de vie » et « Les lettres » portent plus ou moins le même objectif : offrir aux lecteurs un espace où ils peuvent écrire tout ce qu'ils veulent. Les autres rubriques et pages de la revue gardent également cet objectif, mais ces deux rubriques donnent tout de même plus de place aux vécus personnels, les envois ne doivent pas suivre une logique ni de prendre en compte les envois précédents. Cependant, elles ne restent pas complètement séparées les unes des autres, il est possible d'y observer des réponses envoyées aux autres lettres, des critiques sur les lettres / articles publiés, des attentes sur la revue, des besoins personnels, etc. Ces rubriques restent importantes dans le cadre de notre recherche, car elles permettent aux individus de rentrer dans un premier contact avec la revue et avec le groupe Kaos GL. Il est également possible d'observer les annonces des autres groupes qui sont en train de se construire dans d'autres villes, donc, surtout la rubrique « Les lettres » sert de même comme un point de rencontre pour ces entités comme elle sert aussi comme un point de rencontre personnel pour nouer des amitiés et surtout des relations. Les rencontres ne restent alors pas seulement au niveau des discours et dans les pages de la revue, mais ils donnent l'occasion aux individus de se mettre en contact avec leurs pairs, de s'afficher un peu plus ouvertement qu'à l'autrefois. Nous consacrons quelques paragraphes aux cartes postales de vie qui restent plutôt comme une transmission des mémoires tandis que l'on accorde un peu plus d'importance à la rubrique « Les lettres » qui garde tout de même une certaine interaction entre les auteurs des lettres publiées et également avec la revue.

1.1. Les cartes postales de vie

La rubrique intitulée « Les cartes postales de vie » ou « les cartes postales au bord de la vie » est publiée au total dans vingt-six numéros de la revue, du huitième numéro jusqu'au double numéro 59 – 60. À part une grande rupture entre les numéros 31 et 45, la publication de la rubrique fut assez régulière.

Dans certains numéros, sont publiés deux témoignages, mais comme il y a une personne (Parisli Amca, « oncle parisien ») qui rédigea cinq témoignages de suite, le nombre total des différentes personnes reste à vingt-six. Parmi eux, même si les étudiants sont majoritaires (huit étudiants), les professions des participants sont assez variées : un fonctionnaire, un directeur, une personne travaillant dans le secteur du tourisme, un cuisinier, un DJ, un prisonnier, une traductrice, une linguiste et une personne dans le secteur de santé. Cela nous donne une idée sur les différences du public auquel s'adresse la revue. À propos de

leurs orientations sexuelles, la faible présence des lesbiennes se montre encore avec cinq personnes (l'un de ces témoignages étant la traduction d'une lettre rédigée par une étrangère). Il existe également deux bisexuels, un transsexuel(le) et quatorze homosexuels, une hétérosexuelle étant tombée amoureuse d'un bisexuel, un prisonnier écrivant de la prison Ermenek. Parmi dix-neuf personnes qui ont indiqué leurs âges, l'âge moyen est le 24.6, le plus jeune ayant 18 et le plus âgé ayant 35 ans. Le public (participant) de la revue reste donc assez jeune, cela conforme à la courbe générale de la population en Turquie dont la moitié de la population est au-dessous de l'âge de 29.2 selon les données de TÜİK en décembre 2010 (Türkiye İstatistik Kurumu – l'Institut de statistiques de Turquie)⁵⁷². Les lieux d'habitation ne sont en général pas indiqués, sauf Ankara (2), Istanbul et la prison Ermenek. Cette absence d'informations peut être due au caractère très personnel des témoignages : par peur d'être repéré, les écrivains évitent de donner des détails plus amples sur leurs identités.

Différemment aux témoignages, la revue n'intervient jamais dans sous cette rubrique, la parole est directement aux lecteurs. Mais encore différemment aux témoignages, il ne s'agit pas non plus d'une construction du discours. Pourtant, la rubrique est importante en créant un lieu d'expression pour les homosexuels. Cela devient important pour briser le sentiment de solitude qui existe chez les homosexuels. Comme l'indique l'un des lecteurs, la rubrique prend d'une certaine manière le rôle d'un psychiatre / un psychologue :

« Au lieu de raconter à un psychologue qui me demanderait stupidement 'depuis quand je me sens comme une femme', vous raconter tout me paraît mieux »⁵⁷³.

Cependant cette liberté d'expression donne également lieu à y voir la reproduction de certains clichés à propos de l'homosexualité : l'abus sexuel ou le viol à l'enfance (numéro 20), le garçon qui joue toujours avec les bébés et les filles, une profonde dépendance à une mère autoritaire (numéro 8), etc.

Pour les homosexuels croyants, la religion devient un autre sujet qui pèse sur l'individu, la plupart des religions ne bénissant pas l'homosexualité. Dans le numéro huit, le témoin rapporte les difficultés vécues en raison de cela, mais il conclut qu'il a enfin assumé sa « création » (sa créature) :

⁵⁷²Document word disponible sur : http://www.tuik.gov.tr/PreTablo.do?tb_id=39&ust_id=11 et <http://www.tuik.gov.tr/PreHaberBultenleri.do?id=8428>, consulté le 22 novembre 2011.

⁵⁷³ Numéro 9, un étudiant homosexuel qui a 25 ans.

« Je suis toujours musulman, mais le Dieu m'avait créé comme tel ».

Il ajoute qu'il croit à son pardon. Dans le neuvième numéro, le témoin indique qu'il vivait dans un village et avant son homosexualité, ce fut son athéisme qui causa un problème pour sa famille. Il souligne qu'il n'a jamais eu de problème avec ses sentiments jusqu'à ce que les autres lui fassent sentir qu'il était « différent ». Il est également un exemple sur l'importance de l'école dans la socialisation des enfants homosexuels :

« Mon homosexualité m'a posé problème pour la première fois au lycée. Mes amis de classe me traitaient d'homo et de Zeki (faisant allusion à Zeki Müren, I.E.) ».

Nous avons indiqué que l'université facilitait le coming out homosexuel, le témoin du numéro neuf attire l'attention sur une autre dimension ; il précise qu'il ne s'était jamais caché à l'université, qu'il avait commencé à changer un peu son apparence (avoir des cheveux longs, des ongles manucurés) et selon ses parents c'était « à cause de » l'université qu'il les faisait. Jusqu'à maintenant, nous avons souligné que les grandes villes offraient une plus grande possibilité aux homosexuels pour s'exprimer, pourtant, ce même témoin aborde le sujet et fait la remarque que s'il n'était pas élevé dans un village, il aurait pu avoir plus de problèmes :

« Au début, je n'ai pas eu de problèmes avec ma famille, car probablement elle ne pensait même pas que je pouvais être homosexuel ».

L'inexistence d'un tel concept évitait également tous les préjugés qui lui sont liés et permettait à l'individu et à son entourage de vivre de manière plus « naturelle ».

La rubrique se termine dans le double numéro 59-60 en raison de l'affaiblissement de l'intérêt du public selon la note d'Atilla Karakiş. Ce dernier indique qu'il essaiera désormais de réaliser des entretiens pour animer la rubrique, ce qu'il fait d'ailleurs pour ce double numéro, mais la démarche n'aboutit pas et « Les cartes postales de vie » disparaissent avec cette dernière intervention. Les récits personnels continuent désormais sous la rubrique « Les lettres », sur le site internet du groupe et parfois même dans les mailing listes des groupes LGBT.

1.2. Les lettres :

La rubrique « Les lettres » fut de plus longue durée que « Les cartes postales de vie », elle est publiée du troisième numéro jusqu'au numéro 73, donc dans 58 numéros au total⁵⁷⁴. Surtout entre les numéros 30 et 68, il s'agit d'une rubrique régulière de la revue. Le nombre total des lettres publiées est de 286, le nombre minimum par numéro étant un et maximum étant quatorze. Au début, l'orientation sexuelle des auteurs des lettres est indiquée, ensuite, on renonce à cette pratique et on n'indique que les noms et les villes s'ils sont précisés, ou bien les titres si les lettres sont intitulées. Durant la période où l'on annonce les orientations sexuelles, nous retrouvons :

- 11 lettres envoyées par des lesbiennes (parfois par la même personne)
- 4 lettres envoyées par des bisexuels
- 30 lettres envoyées par des homosexuels masculins
- 241 lettres dont l'orientation sexuelle de l'expéditeur n'est pas mentionnée dans son titre (mais le contenu permet en général de la comprendre si l'auteur a envie de l'afficher)

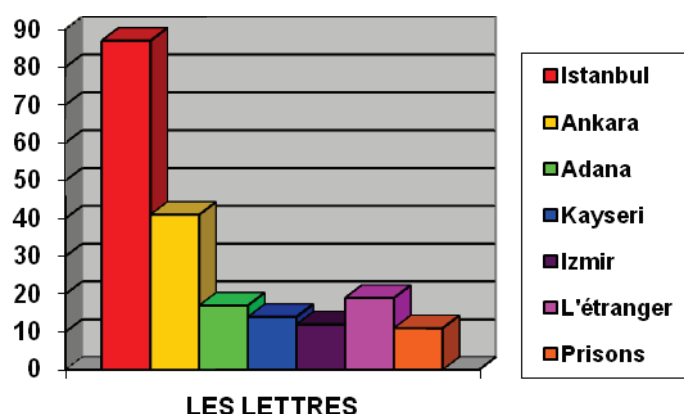


Tableau 4 Les villes d'où sont envoyées plus de dix lettres publiées dans la revue *Kaos GL*.

Pour la plupart des lettres, le lieu d'expédition est précisé et selon ces informations, nous remarquons qu'Istanbul se trouve au début de la liste avec 87 lettres envoyées. Il faut indiquer que dans ce calcul, nous ne comptons pas chaque individu à part qui a envoyé

⁵⁷⁴ Les numéros dans lesquels la rubrique n'est pas publiée sont les suivants : 5, 12, 14, 16, 17, 20, 23, 25, 26, 30, 68 et 71.

plusieurs lettres, mais nous comptons toutes les lettres envoyées, alors il est possible qu'une certaine personne ait envoyé plusieurs lettres, donc, cette information ne nous donne pas une idée sur le nombre des personnes, mais sur la fréquence des lettres venant du même lieu d'expédition. Nous retrouvons importante l'information géographique afin de montrer l'interaction du groupe Kaos GL avec des homosexuels vivant dans d'autres villes qu'Ankara et afin de montrer également s'il peut dépasser les frontières des grandes villes. La diversité des villes nous affirme sur ce dernier point, Kaos GL réussit à diversifier son accès géographique : entre les villes d'où plus d'une dizaine de lettres envoyées, Adana et Kayseri se placent par exemple devant Izmir qui est une ville relativement plus développée qu'elles⁵⁷⁵. Pour expliquer ce fait, nous pouvons faire recours aux lettres envoyées de petites villes qui nous montrent que surtout pour ceux qui vivent en dehors des grandes villes, pour ceux qui essaient de contacter aux autres vivant dans leurs villes, la rubrique « Les lettres » est spécialement importante, étant quasiment le seul moyen pour briser la solitude.



Figure 9 Les villes d'où sont envoyées les lettres publiées dans la revue *Kaos GL*.

Nous devons préciser que cette diversification géographique n'est pas en lien direct avec l'élargissement du réseau de distribution de la revue, montré sur une autre carte (cf. Annexe 1). Même dans les premiers numéros publiés durant une période où la distribution était limitée à neuf villes, il est possible de voir des lettres venant des villes qui restent en

⁵⁷⁵ Selon une recherche réalisée en 2003 et publiée par DPT (Devlet Planlama Teşkilatı – l'Institut national de planification), dans le rang de développement socio-économique des villes, Izmir est à la troisième place, tandis qu'Adana est à la huitième et Kayseri est à la dix-neuvième. Recherche disponible sur le site de l'Institut : www.dpt.gov.tr/DocObjects/Download/8143/2003-05.pdf Consulté le 23 novembre 2011. DİNÇER Bülent, ÖZASLAN Metin, KAVASOĞLU Taner, İllerin ve Bölgelerin Sosyo-Ekonomik Gelişmişlik Sıralaması Araştırması – 2003 (La recherche sur la classification des villes et des régions selon le développement socio-économique), le numéro de publication DPT 2671, Bölgesel Gelişme ve Yapısal Uyum Genel Müdürlüğü (Le Directeur général de développement régional et d'harmonisation structurale), mai 2003, p. 55, 250 pages.

dehors de ce réseau. Les lettres venant de l'étranger trouvent également leurs places dans la revue. Cela peut être un indice montrant qu'une fois l'existence de la publication est apprise par les homosexuels, on fait de ce qu'il faut faire pour l'accéder. Nous ne prétendons pas qu'il s'agisse d'un élargissement couvrant des milliers d'homosexuels, mais il paraît que presque dans la moitié du pays, donc non seulement dans les plus grandes villes, une personne homosexuelle peut accéder à la revue et peut avoir le moyen / l'occasion d'y faire publier ses opinions, ce qui casse alors le sentiment de solitude et d'isolement. Concernant que dans les années 1990, même s'il était possible d'observer une certaine liberté illusoire basée sur une explosion de parole n'encourageant tout de même pas l'expression des idées différentes (il s'agissait plutôt d'une certaine politique de « laisser-faire, laisser-passer » dans le cadre où cela ne concernait pas des sujets « fragiles » comme le problème kurde), les conditions générales du pays n'étaient pas spécialement convenables pour le public homosexuel, donc, cet espace, même avec ses défauts et ses manques, était vraiment unique et servait de grandes choses pour la construction d'un espace public homosexuel.

Nous supposons que les lettres sont envoyées par des lecteurs / lectrices de la revue, mais une lettre publiée dans le numéro 4 nous montre que cela n'est pas toujours le cas. Un gay vivant à Mersin précise qu'il n'a ni vu ni lu la revue *Kaos GL*, pourtant, « ça lui plaît à l'homme de rédiger une lettre aux personnes qui partagent les mêmes idées que lui ». Nous pouvons donc inférer que l'existence de la revue est importante indépendamment de son matériel physique (de sa présence physique) et ceux qui y accèdent informent leur entourage. Un autre exemple similaire se montre encore dans le numéro 38 par un homosexuel vivant à Ankara (la ville où est publiée la revue) qui indique qu'il ne lit pas complètement la revue mais qu'il cherche des personnes qui peuvent lui comprendre et lui aider à s'assumer. Ce décalage entre les deux numéros nous montrent encore le fait que le besoin de trouver ses pairs, de se comprendre est une nécessité qui s'inscrit dans le temps et que le processus ne fonctionne pas comme suivant : une fois un premier groupe LGBT trouve les autres homosexuels et l'accumulation de leurs savoirs permet à ceux qui sont plus jeunes ou ceux qui se découvrent récemment d'assumer leurs identités homosexuelles et de dépasser les éventuels obstacles. Tout au contraire, c'est presque comme une obligation pour chaque homosexuel de passer par les mêmes étapes, de combattre presque toujours envers les mêmes obstacles. Similairement à cela, la découverte de la revue se fait tout au long des années par différents individus homosexuels. Un point commun des lettres est le fait qu'elles montrent en

général le stupéfait des homosexuels envers l'existence d'une telle revue qui leur paraissait jusqu'alors impossible en Turquie⁵⁷⁶. Et ce « jusqu'au » change selon l'âge où l'individu homosexuel se découvre. Nous ne pouvons toujours pas parler d'une continuité de cette information (de base) sur l'existence de la revue, soit parce que l'on est isolé des autres homosexuels soit parce que la revue n'est pas très suivie par notre entourage. Cela renforce notre remarque précédente sur le fonctionnement en parallèle de la revue et du mouvement LGBT en général : répéter tout ce qu'il faut dire pour construire une conscience homosexuelle et en même temps avancer à partir des gains obtenus au fil des années. Cela peut être tout de même un processus qui ralentit l'avancement du mouvement. Une future recherche comparée incluant différents pays peut nous permettre de comprendre s'il s'agit d'un fonctionnement propre à la Turquie, et si oui, à trouver les éléments nécessaires à comprendre le pourquoi.



Figure 10 : Les villes d'où sont envoyées les lettres durant les trente premiers numéros de la revue
Kaos GL.

Une fois la revue est découverte, la rubrique « Les lettres » permet aux personnes et aux autres groupes LGBT d'exprimer leurs idées et / ou leurs sentiments sur des sujets divers, parfois qui sont propres seulement aux rédacteurs / rédactrices des lettres. Les récits personnels marquent donc la rubrique « Les lettres », pourtant, comme ils ne sont pas regroupés autour d'un thème (comme la violence), on a du mal à repérer la construction d'un discours ou l'argumentation des idées sur un tel ou tel sujet. Cependant, la rubrique est loin d'être inutile ; elle forme un espace où les individus homosexuels font leurs premiers pas vers une visibilité plus accrue (y écrire même sous des pseudonymes leur demande du courage,

⁵⁷⁶ Entre autres : n° 41, Kuzey, de la ville d'Ankara : « Au début, j'ai senti de l'espoir, de bonheur et de stupeur (d'étonnement) ».

d'avoir assumé son identité homosexuelle, et il y a certaines personnes qui font leurs premiers coming out sous cette rubrique⁵⁷⁷. Outre certaines personnes qui envoient des lettres plus ou moins régulièrement (entre autres Coskun, Parisli Amca, Yusuf Can, Barış Evren, Kerem), les gens indiquent en général que c'est leur première lettre à *Kaos GL* et qu'ils ont mis du temps à décider de l'écrire et de l'envoyer⁵⁷⁸. La plupart de ces premières lettres soulignent comment ce fut difficile de trouver du courage pour envoyer une lettre à la revue :

- numéro 41, Cüneyt Özyürek, Ankara : « Il m'a fallu un an après avoir découvert la revue pour pouvoir l'acheter » ;
- numéro 44, Ankara : « J'ai découvert votre revue au numéro 40. Depuis quatre numéros, je l'achète en prenant tout mon courage entre les mains » ;
- numéro 53, Hikmet, Mersin : « Je suis *Kaos GL* à partir de son numéro double 47-48. Je voulais y rédiger depuis un certain moment, je ne sais pas pourquoi mais je ne pouvais pas trouver du courage pour ce faire » ;
- numéro 54, Cem, Kemaliye : « Depuis longtemps j'hésitais à vous écrire ou ne pas écrire. Enfin, j'ai repris tout mon courage et j'ai commencé à aligner les mots un par un afin de construire des lignes ».

Pourtant, on remarque que le contenu des lettres n'est pas d'une certaine radicalité qui demande un tel courage. L'auteur du dernier exemple susmentionné parle par exemple de l'amour en général même sans mentionnant s'il s'agit d'un amour homosexuel ou hétérosexuel. La nécessité d'un grand courage affichée par les lecteurs nous donne alors une idée sur la grandeur de leur peur dans leurs vies quotidiennes, sur leurs cloisonnements et donc sur l'importance d'avoir un espace à s'exprimer comme la revue *Kaos GL*. L'importance de cet espace dans le cadre de notre recherche vient donc du fait qu'il encourage les individus à sortir de leurs coins, à s'afficher, à confronter différentes idées.

Ces formes d'expressions personnelles permettent ensuite de regrouper les individus homosexuels autour des questions communes et de leur rendre conscient de leur identité homosexuelle. Dans son livre à propos de la place des femmes dans le mouvement kurde et de la construction de l'identité féminine, la chercheuse Handan Çağlayan cite certains théoriciens de mouvement social qui soulignent l'importance d'avoir un cadre d'acceptation dans l'apparition d'une action commune et qui attirent l'attention au rôle de l'état de soumission et du

⁵⁷⁷ Numéro 24, une lettre publiée sans nom.

⁵⁷⁸ Certains exemples : n° 39, Ismail, de la ville d'Ankara ; n° 46, de la prison, de la ville de Bursa ; n° double 48-49, Ulas S., de la ville d'Izmir.

sentiment d'injustice dans la construction de ce cadre⁵⁷⁹. Selon cette approche, il est indiqué que même si les idéologies créent un cadre pour l'action, ce sont les états de soumission et l'injustice vécus dans la vie quotidienne qui les concrétisent :

« La soumission vécue dans la vie quotidienne peut se transformer en éléments essentiels d'une identité collective autant qu'elle est partagée dans des réseaux de relations comme la famille, les relatives, les voisins ; de ce fait, elle peut orienter les individus à agir pour une action collective. C'est-à-dire que les processus, qui font apparaître l'action et l'acteur collectif, sont vécus dans des réseaux de relations intersectés entre l'espace public et l'espace privé ».

Çağlayan adapte cette phrase à la construction de l'identité collective de « femme kurde » et à la situation des femmes kurdes qui devenaient de plus en plus visibles dans l'espace public. Dans notre exemple de l'identité collective d'homosexuel, nous remarquerons qu'il s'agit d'un processus similaire, non seulement à partir de la rubrique « Les lettres » et de l'existence des expressions personnelles, mais aussi à partir d'autres éléments mentionnés dans les paragraphes suivants.

L'une des premières lettres, envoyée par un gay stambouliote et publiée dans le troisième numéro, souligne par exemple les raisons qui poussent les homosexuels à se cacher et indique qu'en raison de cela une solidarité ne peut pas exister chez les homosexuels, mais il ajoute que cela doit changer et qu'il faut battre envers cette peur de visibilité et raconter à la société que les homosexuels aussi sont des êtres humains. Une autre lettre envoyée par une lesbienne questionne pourquoi l'homosexualité est tellement perçue comme quelque chose d'inacceptable. Elle indique que, dans les villages même la relation sexuelle vécue avec les animaux est acceptée en sous-entendu tandis que les gens sont pleins des préjugés et d'inhumanité (*cruelty*) envers les homosexuels. Ces deux lettres et plusieurs autres nous montrent que ces questionnements individuels, issus des vécus individuels, ne sont tout de même pas sans en rapport avec une critique plus globale affirmée dans les pages de la revue. Même si ces individus ne participent pas aux discussions menées autour des questions sur le mouvement LGBT, sur la revue ou sur d'autres sujets ; et même si la plupart d'entre eux n'utilisent pas des termes complexes, ils s'expriment tout de même sur l'identité homosexuelle, sur la pression de la société, sur les éventuels moyens de combat. L'identité

⁵⁷⁹ ÇAĞLAYAN Handan, *Analar, Yoldaslar, Tanrıçalar – Kürt hareketinde kadınlar ve kadın kimliğinin oluşumu* (Les mères, les camarades, les déesses – Les femmes dans le mouvement kurde et la construction de l'identité féminine), éd. İletisim, 2010 (troisième édition, première édition en 2007), Istanbul, 278 pages, p. 28.

corporelle trouve également sa place dans les lettres, surtout à partir des lesbiennes qui indiquent qu'elles n'ont pas des allures masculines et qui plaignent de l'image de lesbienne camionneuse.

La rubrique sert également à la publication des critiques envers la revue. Comme l'homosexualité est en général le seul point commun qui rassemble tous les lecteurs, leurs demandes diversifient selon les envies de chacun, mais cela permet également de discuter sur la revue, donc sur de ce que l'on attend d'un tel espace.

Conformément à sa ligne éditoriale citée dans les paragraphes précédents, *Kaos GL* publie également toutes les lettres envoyées, sans exercer un contrôle préalable. Dans le numéro 27, nous retrouvons une courte explication avant de passer à la lecture d'une lettre envoyée par un homosexuel nommé Halit, qui explique dans ses grands traits les raisons de ce choix éditorial. Dans cette note d'explication, Kaos indique qu'il est conscient des éventuelles réactions de la part des autres lecteurs qui peuvent trouver cette lettre pornographique, vulgaire, etc. Il invite tout de même ses lecteurs à croire en la sincérité de la lettre venant en dehors des métropoles, venant « du cœur de la vie », et à essayer de la lire en prenant en compte comment l'homosexualité est exploitée en Turquie par le pouvoir hétérosexiste et comment elle reste emprisonnée dans la culture machiste (macho) :

« Censurer les mots argots ou bien les changer avec des mots plus soft⁵⁸⁰ signifierait que l'on ferme nos yeux envers l'exploitation hétérosexiste (ce qui est un autre sujet de discussion) et sera contradictoire au sens essentiel de cette lettre ».

Le même sujet refait la surface au cours des années, les lecteurs critiquent non seulement la revue mais aussi les lettres envoyées par d'autres lecteurs, surtout ceux qui ne veulent pas voir des récits très personnels qui ne racontent que les désirs sexuels. Comme suite à l'une de ces critiques (numéro 53, Çetin, Kayseri), le typographe de la revue, Atilla Karakış rédige une note. Au début de cette note, il se qualifie étant une personne qui a consacré son travail physique et mental pour la revue pendant cinq ans. Cette précision lui place, inconsciemment ou non, à un haut niveau de la hiérarchie, cela disant, il se donne le droit de parler pour la revue plus qu'un lecteur ordinaire. Nous remarquons donc une certaine hiérarchisation à partir d'une simple présentation. Quant à sa note, Karakış indique d'abord que leur principe de tout publier donna courage à ceux qui veulent disputer avec les autres

⁵⁸⁰ Le mot original utilisé dans le texte.

sans gardant un certain niveau ayant dans leur tête l'idée que « la revue publiera quoi que ça soit ». Il souligne qu'il croit tout de même qu'en passant par cette étape de dispute, les gens apprendront la différence entre la critique et l'humiliation ; et cela sera non avec la censure de la revue, mais par leurs propres perceptions. En dehors du niveau critiqué des lettres et des articles publiés, Karakış attire l'attention à une autre dimension : qui décide pour qui à la publication des envois ? Il précise d'abord que tout le monde ne peut pas apprécier tout dans une revue à quarante pages ; qu'un article qui ne signifie rien pour une personne, peut être la raison de l'achat de la revue pour une autre ; et ensuite il demande sur quels critères il faut se baser afin de décider de la publication d'un tel article et le rejet d'une telle lettre :

« Dans tous les domaines de la vie sociale, il y a suffisamment d'institution et de structure qui décident au nom de nous sur quoi on va lire, on va regarder, etc. Alors (si on fait la même chose I.E.) comment nous pouvons défendre l'existence d'un comité de rédaction même s'il est limité à décider quel article est bon, lequel est mauvais ? (...) On doit se transformer non en empêchant certains écrits, mais par ces écrits mêmes ».

Conformément à ce choix éditorial, il devient alors possible d'observer que certains expéditeurs reproduisent complètement une relation dominante-dominé :

numéro 39, Yusuf Can – Konya : « Je veux être sous la protection de ses bras musclés. (...) Cet homme-là, il va me tenir par la main et moi je vais laver ses pieds ».

Comme nous l'avions déjà indiqué, la revue *Kaos GL* ne fonctionne plus tout à fait dans cet esprit, mais désormais c'est le site internet du groupe qui suit la même logique de publication.

En face des lecteurs qui demandent la suppression des lettres sur la sexualité des individus, il y a d'autres demandes qui veulent voir plus de photos :

numéro 41, Çetin, Kayseri : « Je vous demande plus de photos d'homme érotiques. Vous pouvez également publier les photos de ceux qui cherchent de compagnie (d'amitié). »

numéro 44, sans nom, Ankara : « Je n'ai jamais vu deux hommes ensemble en faisant l'amour, je n'ai jamais vécu cela moi-même. J'ai vu plusieurs films pornos montrant la relation sexuelle d'homme-femme, mais je n'ai jamais vus les films

montrant les relations sexuelles. C'est pour cette raison que je désire la publication (...) des photos qui montrent des relations homosexuelles. »

Pourtant, une lettre publiée dans le numéro 43, envoyée d'Ankara par Tarkan nous informe sur un autre aspect de la publication des photos et nous explique un peu pourquoi, avant d'y envoyer une lettre, même l'achat de la revue demande du courage :

« J'ai découvert *Kaos GL* en décembre 1997. Je vous félicite pour votre courage, pourtant, l'achat de la revue me fut difficile, car je me sentais embarrassé, j'avais peur. Je savais que la caissière me regarderait bizarrement. Je suis allé à la caisse avec la revue et elle m'a regardé bizarrement. J'ai donc une demande, s'il vous plaît ne mettez pas des photos nues d'homme ou de femme sur la couverture. Nous vivons en Turquie et ces regards bizarres seront toujours sur nous ».

Même si les demandes, le contenu et le style des lettres sont diversifiés, comme nous l'avions indiqué ci-dessus, les sujets traités ne restent pas complètement en dehors des axes principaux de la revue. Après la publication (et parfois de la lecture retardée) d'un article sur le service militaire, il est possible de trouver dans les prochains numéros, des lettres rapportant les mémoires des anciens soldats ou bien le processus d'obtention de rapport pour être exempt du service militaire obligatoire (numéro 36, O.K. – Ankara (une partie de sa lettre) ; numéro 43, İlhan – Ezine, Barış Evren – Bursa ; numéro 67, Yusuf – Ankara). Les problèmes vécus à l'enseignement secondaire font également partie des sujets traités dans les lettres⁵⁸¹. Même si cela est assez rare, il nous est possible d'y trouver également des lettres rapportant des vécues de la violence physique⁵⁸² que l'on va traiter en détail sous le titre suivant de notre travail.

2. Les témoignages : la construction d'un discours sur la violence

La revue *Kaos GL* nous donne plusieurs indices sur les lieux de socialisation des homosexuels masculins et sur le sens accordé par eux-mêmes à ces lieux. Nous pouvons compter parmi ces lieux d'abord les parcs avec sa culture de « çark » (en anglais « cruising », se promener afin de trouver un partenaire), ensuite les hammams, les cinémas et les bars. L'existence des parcs dans cette liste nous paraît plus significative que les autres, ceux-là

⁵⁸¹ Certains exemples : n° 28, sans nom, de la ville d'Izmir ; n° 49, Ercan, de la ville d'Izmir ; n° 51, Özgür Özçelik, de la ville d'Ankara et Kerem, de la ville d'Adana ; n° 56, Nutkum Tutuldu, de la ville d'Antalya – partiellement –.

⁵⁸² Exemples : n° 57, Gökhan, de la ville de Kayseri ; Dost, de la ville d'Istanbul (même numéro).

étant des lieux publics ouverts à tout le monde mais utilisés différemment à partir d'une certaine heure (avec la tombée de la nuit) par les homosexuels. Les autres lieux cités sont également des endroits publics pourtant, ils peuvent servir uniquement aux homosexuels, il existe par exemple des hammams et des cinémas qui sont réputés d'être fréquentés par les homosexuels, donc, leur accès est plus ou moins restreint pour les hétérosexuels ou pour ceux qui n'ont pas envie d'avoir des relations homosexuelles. Les bars sont encore plus fermés au monde hétérosexuel, certains n'acceptent même pas l'entrée des couples hétérosexuels, certains bars sont strictement réservés aux gays, ne veulent pas de lesbienne, ni de transe et vice-versa. Ces lieux sont importants dans la mesure où ils permettent aux homosexuels de se rencontrer, donc d'être informé de l'existence des autres homosexuels, ce qui rend moins lourd le sentiment de solitude. L'existence de ces lieux n'est pas unique aux grandes villes, à partir des lettres envoyées par des homosexuels pour la rubrique « Des cartes postales de vie » (Yasamdan Kartpostallar) ou encore sous d'autres rubriques, nous apprenons qu'il s'agit également de la même situation dans les petites villes. Nous en concluons qu'avant leur existence dans l'espace public (ou malgré une existence négative dans cet espace) et même s'ils ne pouvaient pas exister dans tous les espaces publics (physiques), les homosexuels avaient créé leurs propres espaces publics (mais privés dans le sens où ces lieux étant consacrés au public homosexuel). Pourtant, il s'agit plutôt d'une socialisation limitée, orientée en général vers la recherche de partenaires. Même si la présence dans ces espaces était basée surtout sur des rencontres sexuelles, nous voulons souligner qu'il s'y créait aussi des amitiés qui permettaient de mieux assumer son homosexualité et de se questionner sur les problèmes vécus. Nous devons de même souligner que la publication de la revue *Kaos GL* est devenue possible grâce à deux homosexuels qui se sont connus dans un parc.

Ces lieux ne sont pourtant pas sans danger et sans contrainte pour les homosexuels, mais d'une manière inverse cela aide aussi à l'acquisition d'une conscience homosexuelle. Dans les parcs, il y a toujours la possibilité d'être humilié, harcelé par la police ; le même danger existe également dans les hammams et aux cinémas, pas par la police cette fois-ci, mais par ceux qui entraînent des relations sexuelles avec les homosexuels, mais qui ne se considèrent pas en tant que tel. À partir des récits de vie et des témoignages des homosexuels publiés dans la revue *Kaos GL*, nous remarquons quand même que les humiliations rencontrées fréquemment dans ces endroits font naître une certaine conscience chez les homosexuels. Nous pouvons prétendre que c'est à l'école qu'ils commencent à se rendre compte de leur « différence », mais en raison de leur âge cette conscience d'être homosexuel (et de devoir se confronter à des obstacles en raison de cela) se crée plus tardivement, surtout

quand ils commencent à fréquenter les lieux indiqués ci-dessus et avoir subi à des mauvais traitements. Alors, nous ne pouvons pas négliger le rôle des espaces physiques dans la construction d'une conscience homosexuelle qui permet ensuite à ces derniers de se réunir, de s'organiser afin de combattre les problèmes vécus. Dans les premiers numéros de la revue *Kaos GL*, nous remarquons des notes appelant les homosexuels à être vigilants et leur indiquant que c'est en luttant ensemble qu'ils peuvent mieux résoudre les problèmes. C'est en abordant les problèmes pratiques de la vie quotidienne que les fondateurs de la revue cherchent à former l'opinion des homosexuels au sujet de l'organisation de la défense de leur cause.

Dès le premier numéro de la revue *Kaos GL*, nous observons des propos qui envisagent la construction d'un discours homosexuel, d'un discours critique envers le système, à partir de la violence vécue par les homosexuels. En résumé, le groupe informe ses lecteurs sur leurs droits en cas de violence (de la part des forces d'État ou des individus à part) et sur les moyens de se défendre. Ensuite, il propose comme solution de se réunir, non pour mener une politique, mais pour se défendre physiquement. Il invite également les homosexuels à raconter leurs propres histoires de violence subie. De ce fait, à partir d'un problème vécu quasiment par tous les homosexuels, il les incite d'abord à s'exprimer, à se rendre visible, même si cela se fait par des pseudonymes, et il brode ensuite un discours autour des histoires individuelles publiées sous la rubrique « Témoignages ».

Entre le premier et le 85^{ème} numéro, nous rencontrons 27 témoignages, deux lettres publiées sous la même rubrique afin d'afficher l'homophobie de l'un des écrivains, quelques articles rédigés par le groupe et / ou par ses membres (dont le premier porte sur la violence de police en Turquie et en Palestine dans le premier numéro), plusieurs appels du groupe Kaos GL pour les témoignages (dont le dernier est dans le 81^{ème} numéro) et un dossier entier sur la violence, publié dans le numéro 85 de la revue. Kaos GL intervient six fois sous la rubrique, et surtout au début, par la rédaction des notes d'introduction ou de conclusion en soulignant l'importance et l'objectif des témoignages ou en donnant des conseils aux lecteurs.

Nous observons que l'argot homosexuel peut être présent soit dans les témoignages soit dans des articles et des notes rédigés par le groupe sur la violence. Nous prétendons que le groupe emploie un langage plus « bas » afin de couvrir une plus grande partie de la communauté homosexuelle qui est assez hétérogène (au niveau éducatif et aussi social) et afin de faciliter la participation des membres de cette communauté aux discussions, tandis qu'il

est, dans la même époque, critiqué d'utiliser un langage très complexe et incompréhensible dans d'autres articles. Nous pouvons donc supposer qu'il s'agissait d'une stratégie langagière. Quant aux articles dont le langage est plus chargé, ils envisageaient plutôt une formation théorique des lecteurs, comme nous l'avons vu dans des paragraphes précédents.

Dans le premier numéro, un article, signé Muhittin Serinay (pseudonyme), est intitulé « L'identité de police et la terreur hétérosexiste ». Serinay traite d'abord des policiers palestiniens qui ont tiré sur les Palestiniens eux-mêmes. Il indique que cela n'a rien de surprenant, car la police est l'un des établissements composant l'appareil d'État et qu'elle se repose sur la pression (surtout physique). Serinay ajoute que l'État se sert également des appareils idéologiques comme l'école. Après avoir fait une critique générale sur l'État et sur ses appareils, il aborde « la terreur policière » en Turquie envers les homosexuels, qui s'affiche à trois niveaux selon lui : la terreur directe (surtout envers les travestis), la terreur des policiers ou des équipes qui agissent à leurs guises (envers les homosexuels) et la terreur venant des personnes civiles, mais qui se présentent comme des policiers. Serinay précise que les témoignages qui seront publiés dans la revue montreront tous ces types de terreur. À la fin de l'article, l'auteur utilise le pronom personnel « nous » et fait la proposition suivante :

« À ce stade-là, nous pensons qu'il n'y a rien d'autre à faire que composer des unités d'autodéfense par les homosexuels et les travestis ».

Il ajoute que le sujet sera détaillé dans les prochains numéros. Dans la rédaction de l'article, à part quelques mots propre à l'argot utilisés afin de définir les policiers (poulet, flic, etc.), le langage reste à un certain niveau, surtout quand on parle des « appareils idéologiques de l'État », étant un terme utilisé par Antonio Gramsci.

Dans le premier numéro, lors de sa première intervention sous la rubrique « Témoignages », le groupe Kaos GL indique que contrairement aux travestis, les homosexuels n'affichent pas les événements vécus et cela empêche donc la société de les connaître. Il précise que « cette terreur furtive doit voir le jour ». Les premiers témoignages s'inscrivent dans cette volonté et ils traitent des homosexuels qui ont été menottés et emportés par les policiers à des différents établissements sous « l'accusation de l'homosexualité ». Les témoins racontent qu'ils ont subi des violences physiques et des insultes. Comme dans le premier article publié sur le sujet, dans les témoignages existent également des mots d'argot, mais dans le cadre général, les textes restent compréhensibles par tout le monde et relatent les faits sans avoir beaucoup de commentaires supplémentaires.

La deuxième intervention du groupe (numéro 3), souligne l'importance et l'immédiateté du sujet pour les autres homosexuels. Elle informe les lecteurs que les témoignages seront une rubrique permanente dans la revue. Les deux témoignages publiés dans le numéro 3 sont cette fois-ci sur la présence des personnes qui se présentent comme des policiers. Kaos GL rédige alors une note de fin et le langage utilisé est cette fois-ci fortement marqué par l'argot⁵⁸³. Certaines parties de la note sont rédigées en lettres majuscules qui signifient la rage dans l'écrit. La note souligne de même que l'homosexualité n'est pas un crime et elle donne quelques conseils à respecter pour assurer la sécurité.

Le témoignage d'un étudiant, publié dans le numéro 4, montre cette fois-ci les difficultés rencontrées à l'école : l'exclusion, les insultes des pairs, la peur que la famille découvre l'homosexualité. L'auteur y indique également sa volonté de vengeance des « hétérosexuels pervers sales hypocrites » et ajoute qu'il va les détruire un par un. Il s'agit en fait d'un texte rédigé pour témoigner de la violence vécue, mais qui reproduit également cette violence. Cela coïncide d'une certaine manière avec les propos du groupe précisés dans le premier numéro sur la fondation des groupes d'autodéfense.

Dans le huitième numéro, un autre article s'inscrit dans cette reproduction de la violence, même s'il nous faut rester vigilant sur si nous pouvons assimiler une réaction d'autodéfense à une sorte de violence. Après avoir traité en résumé la violence institutionnalisée et la terreur hétérosexiste officielle ou non officielle, la revue aligne certains articles susceptibles d'aider aux homosexuels soit comme moyens de prévention, soit de protection. Ce qui est souligné dans ces articles est avant tout, l'importance d'avoir conscience de ses droits et de son existence ; d'avoir confiance en soi ; et l'importance de trouver ses pairs afin de pouvoir lutter (combattre) ensemble, si l'idée d'un combat seul leur paraît difficile. À ce niveau-là, la revue ne parle toujours pas d'un rassemblement homosexuel dans l'objectif d'une lutte politique, elle les invite à se réunir vraiment pour mener une lutte physique envers ceux qui veulent blesser les homosexuels.

Dans le dixième numéro (juin 1995), un article, intitulé « Qu'est-ce qui se passe dans le parc au Kızılay ? »⁵⁸⁴, traite de la violence accrue envers les homosexuels qui fréquentent

⁵⁸³ « La majorité des homosexuels ont peur d'être affichés. Tout le monde le sait désormais. Nous trouvons cela compréhensible dans la société hétérosexiste où nous vivons. Plusieurs fils de pute et poulets (flics / policiers) le savent également. (...) (En parlant du contrôle éventuel forcé par la police I.E.) Le docteur qui met son doigt dans ton cul est soit la suite de leur volonté de te faire peur, soit il veut te baiser (...) ».

⁵⁸⁴ En turc : « Kızılay'daki parkta neler oluyor ? »

de plus en plus ce parc avec l'arrivée de l'été. L'article répète les droits des homosexuels contre les policiers qui veulent les mettre en garde à vue. Il garde toujours le ton critique envers le système et fait appel à un combat commun :

« Nous subissons une politique de pression et de violence »,

« N'oubliez pas ! Pour pouvoir éliminer toute cette pression et cette violence, pour pouvoir se promener librement dans les parcs, ne vous soumettez jamais aux menaces, aux raclées et surtout aux harcèlements sexuels / aux viols ! (...) Aimez vous-même, ayez confiance en vous-même ! Si tu ne peux pas combattre seul, cherche tes pairs et trouve-les ! ».

Toujours dans le dixième numéro, le groupe exprime son approche envers la violence plus ouvertement, en réponse à une question posée au cours d'un entretien. Il indique que comme il n'existe pas encore une force homosexuelle organisée, chacun trouve ses propres solutions. Il souligne les propositions faites par le groupe dans les anciens numéros. Il ajoute également qu'avant de former une structure / une organisation autonome ou autre, le groupe essaie de renforcer la confiance des homosexuels en eux-mêmes et les encourage à s'aimer. Dans la réponse, il est indiqué que le groupe a une approche positive envers une organisation autonome « mais avant tout, il faut admettre qu'une organisation est nécessaire ! »⁵⁸⁵.

Avec le temps, cet appel évolue cependant vers un rassemblement politique envisageant une critique plus globale du système et ayant l'objectif de transformer ce dernier. Des vécus individuels et du combat physique, le mouvement LGBT aboutit à un objectif plus englobant.

Les témoignages ne portent cependant pas toujours sur la violence physique. Dans les numéros 6 et 7, les vies de trois transsexuels (deux de femme à homme, l'un d'homme à femme) sont rapportées : deux d'entre eux⁵⁸⁶ vivent avec leurs familles, l'un étant accepté par son entourage et vivant avec une femme, tandis que l'autre est considéré comme « une folle » par sa famille et par ses proches. La troisième est une chanteuse locale, son histoire est racontée par une personne qui avait assisté à une cérémonie de mariage dans une petite ville et

⁵⁸⁵ Entretien donné à un fanzine publié à Izmir, *Cyberpunk*, et rediffusé dans le onzième numéro de la revue *Kaos GL*, juillet 1995, p. 16.

⁵⁸⁶ Par respect d'orientation sexuelle des personnes indiquées, nous utilisons le masculin pour les définir même s'ils sont des femmes biologiques. Pourtant nous utilisons l'adjectif « fou » dans sa version féminine afin de souligner que leurs entourages leur traitent toujours selon leur sexe de naissance.

qui est stupéfiée par la société qui l'accepte telle qu'elle est. Ces témoignages soutiennent ce que l'on avait indiqué en parlant de l'approche de la société turque envers l'homosexualité : soit on transforme les personnes LGBT en des « formes » que l'on connaît (homme – femme), soit on les marginalise les traitant de folle ou en leur laissant dans le domaine de « diversité ».

Les témoignages suivants sont en accord avec les principaux sujets traités dans la revue au cours des années : la violence vécue dans le lieu de travail (numéros 21, 33) ; dans l'armée et au sein de la psychiatrie (numéros 17, 59-60) ; en raison d'être homosexuel et kurde (numéro 27) ; à la suite du coming out et de la pression familiale (numéro 33) ; à l'hôpital et aux établissements de santé (numéro 62, Hıfzısıhha) ; à la prison (numéro 65). Dans les années 2000, un autre type/une autre source de violence voit le jour : celle qui arrive par l'intermédiaire de l'internet, par des personnes rencontrées sur des sites consacrés à cela (numéros 71, 73).

Ceux qui écrivent pour cette rubrique évitent en général de donner plus de détails par peur d'afficher leurs identités. De ce fait, nous n'avons pas assez d'information sur leurs âges, ni de leurs éducations ou de leurs lieux d'habitation. Pourtant, selon les villes indiquées, nous remarquons que même si les grandes villes comme Ankara et Istanbul sont plus présentes dans les témoignages, il est possible de voir des villes relativement plus petites : Izmir, Bursa, Çanakkale, Afyon.

Les témoignages sont racontés en général par ceux qui les ont directement vécus, mais un tiers aussi peut intervenir pour faire part aux lecteurs d'une observation, comme ce fut le cas dans le numéro 7 avec l'exemple susmentionné. Au numéro 27, on voit un exemple pareil : ce fut une lesbienne qui rapporte le récit de trois adolescents venus à Istanbul en s'échappant de leur ville natale⁵⁸⁷ à cause des pressions des policiers et de leurs entourages. Leur histoire est importante pour afficher non seulement la discrimination vécue mais également pour montrer la confusion de ces jeunes à propos d'eux-mêmes. Comme ils n'ont pas une conscience homosexuelle, comme l'homosexualité ne correspond à rien dans leur vie, ils se croient « travestis » et ils viennent à la grande ville pour se convertir en femme. Rester dans l'apparence d'homme et continuer à aimer les hommes est un concept qui leur est loin. À partir du récit, nous apprenons qu'ils se sont croisés avec un homosexuel qui connaît des

⁵⁸⁷ Van, une ville située dans la région de l'Anatolie de l'Est (ou la région de l'Anatolie orientale, selon une autre appellation).

autres ayant des contacts auprès de Lambda et d'autres associations. Ils arrivent donc peu à peu à comprendre la possibilité des autres formes d'existence.

L'importance de la rubrique « Témoignages » dans la construction d'une solidarité au sein des homosexuels est soulignée à plusieurs reprises par le groupe. Dans le dix-septième numéro, le groupe indique qu'il croit que « le partage créera la solidarité et la lutte (le combat) ». Cela renforce notre hypothèse sur la place des expériences individuelles dans la construction d'un espace public, d'un discours homosexuel. Dans le numéro 26 (octobre 1996), nous retrouvons un appel aux lecteurs pour qu'ils envoient leurs témoignages sur la discrimination, le harcèlement, le viol subis. Encore une fois, l'anonymat est assuré par la revue qui souligne le fait que par le partage de ces expériences « nous pouvons devenir la voix de nos silences ». Le témoignage publié dans le numéro 17 (pages 8-9), envoyé d'Ankara par I.S., montre qu'auprès des lecteurs aussi la rubrique correspond à un tel rôle :

« Si je ne vous avais pas connu, si j'étais quelqu'un d'isolé, que pouvais-je penser d'autre que le suicide après un tel événement ? Mais maintenant, même si rien ne change réellement, je peux au moins me consoler (auprès de vous, I.E.). Je renouvelle ma confiance en moi et mon respect à l'homosexualité. Je crois que si nous pouvons créer une solidarité au sein des homosexuels, nous pouvons nous considérer comme égaux avec les autres personnes ».

Dans le numéro 30, la revue donne place à deux lettres pour afficher l'homophobie de l'un des auteurs. Les lettres ne sont pas adressées à la revue, mais elles sont envoyées par l'un des destinataires. Il s'agit d'une correspondance entre deux hommes, par l'intermédiaire d'un tiers, dont l'un souligne violemment qu'il n'est pas homosexuel, qu'il ne cherche pas une telle relation et insulte profondément l'homosexualité. C'est la personne insultée qui envoie les copies des lettres à la revue, en indiquant qu'il ne restera pas silencieux face à ces injures :

« (...) Vous savez ce que je vais faire maintenant ? Je vais déchiffrer votre bas niveau à la revue *Kaos GL*, une revue de minorité sexuelle. (...) Comme ça, plusieurs personnes de cette minorité sexuelle témoigneront de votre infamie, seront beaucoup plus conscientes et enflammées ».

Cela nous montre que même si le groupe et la revue font face à différents types d'obstacles, leurs simples existences peuvent suffire parfois à la création d'un sentiment de solidarité chez les homosexuels. Un de nos interviewés l'indique également qu'après avoir

connu les organisations homosexuelles, il ne se sentait plus seul, plus dans l'obligation d'accepter en silence les insultes :

« Si on essayait de me virer d'un café, maintenant je pouvais protester, car je savais qu'il y en avait d'autres qui me soutenaient ».

Encore sur cette question de solidarité, dans le numéro 31 de la revue, Atila Karakiş intervient au nom de Kaos GL à la fin d'un témoignage et précise qu'il ne faut pas attendre que les autres s'organisent et viennent à l'aide au moment nécessaire, mais qu'il faut faire une partie de cette solidarité et qu'il faut la construire ensemble.

L'anonymat reste toujours un point important dans les témoignages. Dans le 41^{ème} numéro (janvier 1998), il est indiqué qu'il est possible de changer les noms, mais si les lecteurs peuvent préciser la date et le lieu, les témoignages auront encore plus de sens. Le groupe souligne qu'après le récent élargissement du réseau de distribution, les documents envoyés par les lecteurs deviennent encore plus importants pour que les homosexuels puissent être informés des autres et pour pouvoir partager les vécus. L'absence d'un tel mécanisme dans les médias de masse est soulignée dans le numéro 51 (novembre 1998). La une étant consacrée à un homosexuel états-unien assassiné, la revue indique que cela peut être surprenant pour ceux qui croient que le salut est de partir en Europe ou aux États-Unis, mais que l'assassinat des homosexuels en raison de l'être est vécu partout dans le monde. De ce fait, il est souligné que tandis que l'on peut être au courant de cet assassinat fait au Wyoming des États-Unis, par l'internet mais aussi par la télévision et les journaux, les assassinats des homosexuels et des personnes trans qui se passent en Turquie n'ont en général pas de valeur d'information. Ainsi, il est indiqué qu'avec les témoignages envoyés à la revue, celle-ci peut être « la voix du silence des uns et des autres ».

Dans le numéro 54 (février 1999), la revue rappelle que même s'ils ne manquent pas de manque et de nouvelles, il n'y a pas beaucoup d'envoi pour les rubriques Cartes postales de la vie et Témoignages. Il est indiqué que tout le monde doit avoir quelque chose à écrire pour ces rubriques. Le témoignage publié dans le numéro 71 montre quand même l'hésitation des homosexuels à contribuer à cette rubrique. L'auteur du récit donne son prénom : Teoman. Il indique que si ce n'était pas lui-même qui avait rédigé, il jetterait juste un coup d'œil comme il le faisait jusque-là, comme si jamais une chose pareille ne pourrait lui arriver :

« Je lis *Kaos GL* depuis des années, qui faisait toujours appel à envoyer des témoignages. Je n'avais jamais pensé qu'un jour je rédigerais aussi (...) Mais maintenant je veux raconter ».

Les propos de Teoman soutiennent ce que l'on avait indiqué sur les deux processus qui sont parallèles au sein de mouvement et au sein de la revue : d'une part, il y a certains acquis, le mouvement fait des progrès, la revue évolue avec le temps ; mais, d'autre part, il y a toujours des personnes qui s'y insèrent pour la première fois, qui osent faire un premier pas après des années d'observation, qui ont parfois besoin de faire un trajet qui est déjà fait par d'autres.

Dans le numéro 84 (juillet-août 2004), il est indiqué que la violence physique et psychique envers les homosexuels existe et dans la vie quotidienne (en pratique) et dans les pages de la revue par les témoignages. Pourtant, même si les témoignages sont toujours attendus, la revue annonce qu'un dossier sur la violence sera préparé pour le prochain numéro dans lequel il est envisagé de sortir du cadre des témoignages et de traiter de la violence sous plusieurs aspects : comment la violence naît, comment elle devient sociale, les types de violences, de la violence émotionnelle à la violence physique et ses effets, le traitement de la violence envers les homosexuels dans les médias, les discours des organisations homosexuelles et celles des droits de l'homme envers ce type de violence, les reflets de la violence dans la littérature, le militarisme et l'antimilitarisme et encore les moyens et les entraînements pour se libérer de la violence.

Avant la publication de ce dossier, entre le numéro 84 et le numéro 85 (septembre-octobre 2004), le centre culturel de Kaos GL fait face à une attaque de violence : le 23 juillet, les membres qui ouvrent le centre remarquent les fenêtres cassées des locaux qui se trouvaient au sixième étage d'un immeuble. La couverture du 85^{ème} numéro montre une photo de l'incident. Il est indiqué dans l'éditorial que les coupables ne sont pas identifiés, mais que le groupe sait que cela était un acte volontaire. L'éditorial signé par Umut Güner relie le sujet au dossier du mois : « la violence »⁵⁸⁸. Güner précise qu'au sein du groupe, les membres

⁵⁸⁸ Les articles du dossier de violence publiés dans le numéro 85 : « Est-il possible d'aller encore au-delà de l'aliénation ? » Çağdaş, « Les pédés, l'honneur et la décision de violence envers les femmes » Leylâ Pervizat, « Nous nous transformons en combattant / Parole parole parole » Sürmeli Can, « Je ne prends pas au sérieux les menaces » Koray +, « Fascisme du sexuel » Halim Şafak, « Qu'est-ce que c'est la non-violence ? » Les antimilitaristes d'Izmir, « Être purifié de la violence et ses entraînements (non-violence trainings) » Can Başkent, « L'histoire de la violence » Firat, « Une recherche sur l'homophobie réalisé à l'Université Egée », « Nous subissons violemment à la violence » Buse Kılıçkaya (transsexuelle), « Les fenêtres du centre Kaos GL ont été

discutent sur le problème de s'habituer à la violence (et de l'homophobie intériorisée). Il indique que cela influence également le déchiffrement de la violence et les moyens de la combattre. Il souligne également que « Nous ne discutons toujours pas la relation de violence nouée par les relations d'amour et des proches » et aborde le sujet que dans le processus de coming out à la famille, les réactions des familles peuvent être également « violentes » (il s'agit surtout de la violence psychologique). Güner assure que, à propos de cela, il ne faut pas seulement questionner la violence, mais aussi l'institution familiale dans sa structure actuelle. Nous rappelons que le groupe insistait sur les différentes formes de la violence dès les premiers numéros de la revue. Par exemple, l'éditorial du onzième numéro nous montrait qu'en dehors de l'État « qui ne s'abstient jamais de faire recours à la terreur physique légale », quels pouvaient être les autres domaines qui « peuvent faire alliance avec elle envers les opprimés ». Les domaines allant « de la médecine aux médias, des militaires aux policiers » y étaient définis comme des « canaux de terreur ». Le groupe indiquait que « En face de l'idéologie de domination masculine hétérosexuelle, qui déchire le cerveau et l'esprit des homosexuels hommes et femmes, nous devons développer notre combat et l'élargir immédiatement »⁵⁸⁹. Comme l'appel des homosexuels à un combat physique, ce discours sévère envers les institutions mentionnées a également perdu son ton violent mais la critique du système établi n'a jamais disparu dans les pages de la revue.

Umut Güner souligne un autre aspect important dans le même éditorial et traite des différences entre le mouvement féministe et le mouvement LGBT. Il indique que contrairement au mouvement féministe qui a réussi à établir le concept « la violence familiale », le mouvement LGBT n'a pas pu encore obtenir une telle réussite à propos d'une perception non hétérosexuelle du même concept. L'exemple le plus significatif se montre dans les mariages forcés. Güner indique que le problème est toujours vu sous l'angle d'une personne qui veut épouser selon son envie, et non par un mariage arrangé. Mais il se pose si la personne concernée est homosexuelle et n'envisage jamais de se marier avec le sexe opposé. Pour cette personne, le problème ne reste pas que le futur époux / la future mariée soit choisi(e) par ses parents, le sexe et l'identité sexuelle de son futur compagnon posent un problème en soi. Güner précise donc qu'il ne faut pas oublier cette dimension de la violence familiale, qui parfois n'est pas prise au sérieux même au sein du mouvement féministe qui préfère rester prudent à propos de « l'orientation sexuelle ». Güner donne l'exemple des

cassées par des pierres ».

⁵⁸⁹ Revue *Kaos GL*, n° 11, juillet 1995, p. 2.

discussions sur l'ajout de l'orientation sexuelle dans le Code pénal et indique qu'au cours du panel organisé par Uçan Süpürge, intitulé « Le Code pénal dans les yeux des femmes », même avant la proposition de suppression du ministre, le sujet n'était plus dans l'actualité des femmes. L'existence d'un problème similaire avec le mouvement des droits de l'homme est également rappelée.

Dans le même éditorial, Güner indique qu'ils discutent aussi sur l'idéologie de la langue et sa relation avec la violence, mais qu'ils ne savent pas encore quand et comment ces discussions peuvent prendre place dans la revue. Comme une ouverture au sujet, il parle de l'influence des médias sur la construction violente, homophobe et sexiste de la langue :

« Le traitement des informations sur l'homosexualité, "l'image d'homosexuel" créée de la part des médias, la présentation de l'homosexualité en la diminuant à l'homosexualité masculine et en la rendant caricaturale, l'ignorance de l'homosexualité féminine, l'invisibilité des homosexuels masculins qui essaient de se construire en dehors de l'image imposée ».

Quant aux médias qui restent en dehors des médias de masse, Güner indique qu'ils pensent qu'ils n'ont pas de besoin de se questionner sur leur homophobie. Il ajoute que le groupe envisage de rencontrer les gens des médias afin de discuter ces questions.

Un autre domaine de violence indiqué dans l'éditorial de Güner est la psychologie / la psychiatrie et la santé sexuelle. Il est indiqué que des dizaines de témoignages sur le sujet trouvèrent de la place dans les pages de la revue. Güner explique également que c'est à la suite du symposium de 2003 que ces domaines sont apparus comme les principaux domaines de discussion et que, depuis deux ans ils essaient de structurer les débats et les activités de Kaos GL autour d'eux. Güner ajoute que les résultats de ces travaux sont regroupés (évolus) dans le congrès de Kaos GL réalisé le 29 juin 2004.

À l'exception d'un article rédigé par Leylâ Pervizat qui est une chercheuse féministe faisant du lobbying depuis 1998 auprès des organisations internationales des droits de l'homme, tous les articles du dossier de violence sont rédigés par des personnes n'ayant pas des titres « professionnels », d'« experts ». Nous l'indiquons pour souligner que le discours sur la violence est toujours traité par ceux qui l'ont vécue directement. Il ne s'agit pas d'une extériorisation du discours. Même si certains articles traitent le sujet en faisant référence à des livres, à des articles (scientifiques ou non), ce sont toujours les acteurs qui sont touchés

directement qui parlent du sujet. Nous soulignons cette présence, car nous observons qu'avec le temps, le discours « académique », « scientifique » gagne une place plus importante dans la revue. Aux premières années de publication, les sujets étaient lancés et le débat évoluait au fil des numéros par les articles et les réponses envoyés. Maintenant, le sujet est toujours lancé d'avance mais cette fois-ci c'est pour avoir presque tous les articles possibles (envoyés ou demandés) afin d'en faire un dossier dans lequel le sujet est traité sous plusieurs aspects. Les deux ont bien sûr des avantages et des inconvénients mais ce qui est peut-être le plus important est que dans le deuxième, le discours est, d'une certaine manière, monopolisé entre les mains des « experts », des « spécialistes » et des « académiciens ». En fait, il ne faut cependant pas oublier qu'autrefois aussi les débats demandaient un certain niveau. Donc, ce changement n'est peut-être pas un changement de fond. Pourtant, il est vrai qu'avec le temps, les paroles des homosexuels « ordinaires » disparaissent de la revue, même si elles sont toujours encouragées sur le site internet du groupe.

3. La rubrique « Les discussions »

Afin d'encourager la contribution des lecteurs à la décision de certains positionnements, à la construction de certaines politiques sur des sujets concernant les homosexuels, la revue *Kaos GL* lance parfois des débats et appelle les autres à enrichir la discussion sur des sujets spécifiques dont les exemples les plus en vue étant le mouvement homosexuel et la revue elle-même. Cela faisant, nous prétendons qu'elle cherche à élargir la base du mouvement et qu'elle essaie d'éviter qu'il reste dans un milieu restreint. Est-ce que les discussions aboutissent vraiment cet objectif ? Comme sous les rubriques « Témoignages » ou « Les lettres », les contributions publiées sous la rubrique « La discussion » couvrent un public à différents niveaux. Tout de même, il nous paraît que la rubrique sert d'abord à éclaircir les lecteurs par exemple sur l'existence d'un mouvement homosexuel ; ensuite à faire réfléchir ceux-là sur les possibilités de ce dernier pour pouvoir vivre sans avoir peur ou honte en raison de son orientation sexuelle ; et enfin à questionner tout un système qui rend malheureux les homosexuels et aussi tous les opprimés.

Sous ce titre, nous donnons seulement l'exemple de la discussion sur le mouvement homosexuel, car, en fait, elle est quasiment la seule qui attire plus d'attention de la part des lecteurs (vu les envois) et elle traite un sujet important pour notre travail. Dans notre recherche sur un éventuel espace public construit autour de / dans la revue *Kaos GL*, nous nous sommes intéressés aux points suivants :

- Est-ce que la participation du public est encouragée par les fondateurs de la revue ?
- Est-ce qu'il s'agit vraiment d'une participation des différentes personnes ou est-ce que le discours est monopolisé par certaines d'entre elles ?
- Quel est le déroulement des discussions ? Est-ce qu'elles déroulent / avancent dans une logique de réponse aux articles précédents ou bien est-ce qu'il s'agit de la publicisation des idées différentes n'aboutissant pas à une conclusion ou n'arrivant pas à construire un ensemble cohérent.
- Quel type de langage est utilisé et est-ce que cela nous donne certains indices sur les relations interpersonnelles, etc.

3.1. Le mouvement homosexuel

Comme ce fut le cas, avant le lancement de la rubrique « Les témoignages », la revue *Kaos GL* construit peu à peu la base d'une prochaine discussion sur le mouvement homosexuel à partir de son deuxième numéro, une discussion qui débutera sous ce nom exact, dans le 21^{ème} numéro de la revue, en mai 1996. Nous observons donc que pendant deux ans, le mouvement essaie d'établir ses bases en traitant le sujet d'abord dans le cadre de son histoire mondiale et ensuite en le plaçant dans l'histoire qui est propre à l'espace géopolitique ottoman-turc.

Dans le 21^e numéro, ce fut Yeşim Başaran qui débute la discussion sur comment devrait être un mouvement homosexuel en faisant appel aux autres personnes à contribuer au débat. Débutant en mai 1996, le débat dure jusqu'en juin 1997, avec vingt-quatre articles rédigés par dix-sept différentes personnes, dans neuf numéros sur onze publiés durant la période. Certains des articles ont des titres à part comme : « Sur la liberté des homosexuels », « Être différent, mais... », « La naissance de la culture homosexuelle », « Les nouveaux mouvements sociaux », sinon les articles sont publiés sous un titre générique : « Quel type de mouvement homosexuel ? ».

Dans le numéro 24 de la revue (août 1996), il est indiqué dans l'éditorial que chaque nouvel « ami » qui rejoint ce débat participe également à la richesse et à la diversité du mouvement :

« Ce débat n'est pas un débat auquel nous pouvons participer par un seul article. Ceux qui sont écrits nous amèneront à repenser et à réécrire ».

À la première intervention, Yeşim Başaran pose une question essentielle pour la différenciation du mouvement homosexuel des simples demandes juridiques et questionne son écart avec la politique dans son sens classique. À partir des exemples étrangers, l'auteure de l'article demande si les deux seules préoccupations du mouvement sont l'amélioration des lois à propos des discriminations vécues par les homosexuels et la lutte de faire accepter la présence de ces derniers dans les textes législatifs. Başaran souligne le fait que l'absence des lois qui interdisent ou qui pénalisent l'homosexualité font également partie d'une certaine stratégie et montrent d'une certaine manière l'ignorance à propos de l'homosexualité : en ne pas la nommant, on peut nier plus facilement son existence. Pourtant, elle insiste sur les reflets de la présence ou de l'absence des lois dans la vie quotidienne des individus homosexuels vivant dans une société. Elle critique tout un système qui oblige tous les individus à suivre les normes établies, au moins pour pouvoir survivre. Elle indique que pour vivre dans la société, il faut faire certains sacrifices qui effacent parfois l'existence de l'individu, surtout s'il s'agit des minorités. Başaran précise que pour ces dernières, comme elles font directement face à ses aspects négatifs, il est plus facile de repérer l'absurdité et les impositions du système. Elle examine alors les homosexuels qui essaient d'obtenir une légitimité auprès d'un monde basé et construit sur un système hétérosexuel. Başaran fait inclure également les médias dans ce système hétérosexuel, voire hétérosexiste, et le discours critique envers les médias trouve sa place dans son article : L'auteure indique qu'exiger des médias un programme non homophobe sur les homosexuels n'a pas beaucoup de sens, au contraire cela signifie une demande d'insertion dans le système en essayant d'y trouver un vide avec l'intention de ne pas être confronté (touché) :

« Que peuvent avoir les homosexuels à attendre des médias qui sont des moyens d'enchaînement du cerveau et qui reproduisent chaque jour les esprits rendus esclaves ? (...) Si on croit que les médias visuels sont des sérieux moyens de communication, on se trompe profondément, c'est-à-dire que soit on ne peut pas voir le lien entre les médias et le système pourri, soit on n'est pas gêné du système existant ».

Başaran souligne de même que la discussion sur le mouvement ne peut pas être menée au sein des établissements comme l'ÖDP⁵⁹⁰, car les homosexuels n'ont pas besoin de la

⁵⁹⁰ Le Parti de la liberté et de la solidarité (Özgürlük ve Dayanışma Partisi), cf. Les partis politiques et le mouvement homosexuel.

protection, de la permission d'un autre établissement ou d'une opportunité donnée par ce dernier.

Ce premier article nous donne (ou redonne) les traits généraux du mouvement homosexuel en émergence en Turquie, surtout les trait défendus par une partie du noyau du mouvement. D'abord, on envisage une critique globale du système établi, donc contrairement aux critiques qui peuvent être attribuées aux mouvements sociaux, on ne reste pas isolé dans un seul problème (sujet) mais on essaie de ne pas manquer le lien entre ce problème spécifique et le système en général. Ce caractère du mouvement homosexuel en Turquie reste toujours un point important, il permet au mouvement de rentrer en solidarité avec d'autres mouvements, si ces derniers acceptent une telle solidarité (ce qui n'est pas toujours le cas). Ensuite, nous remarquons que le mouvement cherche des moyens alternatifs de communication et déjà avec la publication de la revue *Kaos GL*, il se crée un tel espace avant de chercher une présence dans d'autres moyens. Cette politique changera cependant au fil des années à venir et malgré les propos hostiles de Başaran en 1996⁵⁹¹, le mouvement rentrera davantage en contact avec les médias. Enfin, les dernières phrases de Başaran montrent une volonté de différenciation du mouvement des partis politiques. Donc, malgré d'autres opinions défendant l'importance d'un soutien politique, selon Başaran, le mouvement doit essayer de se situer en dehors de la sphère politique (de l'EP politique) et de construire d'autres sphères de combat et de discussion. Conformément aux caractéristiques des autres NMS, Başaran ne définit pas non plus le mouvement homosexuel en tant qu'acteur politique, au sens classique du terme.

La volonté de différenciation ne se montre pas seulement par rapport à la sphère politique, certains participants de la discussion soulignent que les individus homosexuels sont déjà différents de la majorité de la société, mais sur ce point-là encore certains d'entre eux indiquent qu'il ne faut pas se baser sur cette différence (par exemple, au lieu de faire des marches de fierté dans une ambiance carnavalesque, il faut être plus raisonnable dans les demandes) ; tandis que certains autres réclament que c'est cette situation de différence qui leur permet de mieux comprendre l'absurdité du système hétérosexiste, de la critiquer et de lutter envers cela.

⁵⁹¹ « Considérer les médias visuels comme un sérieux moyen de communication est une erreur horrible, cela signifie qu'on ne voit pas le lien entre les médias et le système pourri et/ou qu'on est à l'aise avec le système » (en turc : « Görsel medyayı, ciddi bir iletişim aracı zannetmek, korkunç bir yanılgıdır, medyanın kokuşmuş sistemle bağıntısını görememek demektir ve/veya sistemden rahatsız olmamak demektir. »)

Numéro	Date	Contribution(s)
Numéro 21	Mai 1996	Yeşim Başaran
Numéro 24	Août 1996	* Batur Özdiç : Sur la liberté des homosexuels * Yasemin Özalp * Barış Evren : Mes idées sur la discussion quel type de mouvement homosexuel * Can Atak – Burak Cem * Evrim : Des idées sur le mouvement homosexuel et lesbien * Kemal Yigit : Être différent, mais... * Hasan : Essai sur la « culture gay » en Turquie
Numéro 25	Septembre 1996	* Emil : Les idées, les impressions, les allusions, les satires * Sedat : Quel type de discussion sur le mouvement homosexuel * Devrim : Les pensées sur le mouvement gay et lesbien
Numéro 26	Octobre 1996	* Yeşim Başaran * Gay'e Efendisiz
Numéro 27	Novembre 1996 :	* Cengiz : La naissance de la culture homosexuelle * Atilla A. * Mehmet
Numéro 29	Janvier 1997	* Gay'e Efendisiz : Les nouveaux mouvements sociaux
Numéro 30	Février 1997	* Yeşim T. Başaran : Les lesbiennes, nous allons désormais manger Luna ?
Numéro 31	Mars 1997	* Bora
Numéro 32	Avril 1997	* Atilla A. * Cengiz : L'identité homosexuelle * Yasemin Özalp
Numéro 34	Juin 1997	* Halil Seyhan

Tableau 5 : Les articles publiés sur le mouvement homosexuel au fil des numéros

À partir de cette première contribution, la discussion se déroule en deux versions différentes : certains articles envoyés répondent aux articles précédents et développent le sujet, d'autres articles traitent le sujet sous des angles différents. Il devient donc difficile à avoir un fil linéaire à suivre, mais cela n'est pas considéré comme un défaut par les pionniers

du mouvement, mais plutôt une réalité des personnes qui construisent le mouvement homosexuel, qui contribuent à son « développement », et on ne cherche pas à formaliser leur participation.

L'article de Batur Özdinç, publié dans le numéro 24 (août 1996), montre l'un des obstacles qui limitent la participation des lecteurs à la revue :

« La première question des personnes auxquelles j'annonçais la publication de mon article dans la revue *Kaos GL* fut si moi, je suis homosexuel ».

Özdinç suit ses propos en demandant si c'est si important et après avoir raconté quelques anecdotes, il critique le positionnement de la gauche à propos de l'homosexualité :

« Le questionnement de la société hétérosexiste, ça veut dire le questionnement de toutes sortes de relation de pouvoir, est encore plus difficile que le questionnement du pouvoir économique et/ou politique. C'est pour cette raison que plusieurs gauchistes ne peuvent même pas essayer de le faire, n'ont pas le courage de le faire ».

Özdinç fait également une distinction entre les homosexuels qui demandent le salut de toute la société en entier et ceux qui ne veulent de la liberté que pour leur sexualité. En critiquant ces derniers, Özdinç indique que c'est une attitude hypocrite qui ignore / néglige les relations de domination dont les homosexuels peuvent également faire partie en tant que dominés ou dominants. La tendance de ne pas isoler le mouvement homosexuel, mais de le placer dans une vision plus globale se montre encore une fois dans les propos d'Özdinç. Pourtant, ses propos ont une autre spécificité qui nous oblige à réfléchir sur le droit de parler dans l'espace public homosexuel : au début de son article, Özdinç réclame qu'il n'est pas homosexuel. Il n'exclut pas l'idée qu'un jour il peut le devenir et il précise qu'il est d'un ouvert d'esprit. Cependant, vers la fin de son article, il écrit qu'il ne faut pas qu'il juge beaucoup sur le sujet (d'homosexualité, Î.E.) en tant qu'une personne « différente en sentiments et en sensibilité » :

« Je disais qu'il ne fallait pas que je juge beaucoup, mais je suis devenu encore plus didactique. Je dois désormais me taire en laissant les homosexuels tête-à-tête avec leur combat de liberté. Cela doit être considéré comme si je leur laisse tranquille, mais non comme si je me retire ».

La question est donc si on a le droit de parler « au nom des minorités » lorsque l'on ne fait pas partie de ces minorités. Et cette même question a deux dimensions :

Si on parle à propos de leurs problèmes, est-ce que l'on crée une certaine hiérarchie ? Lorsqu'un hétérosexuel parle sur l'homosexualité, un Turc parle sur les problèmes des Kurdes, est-ce qu'il s'agit d'une supériorité ? Est-ce que l'on parle de nos tours d'ivoire ?

Et qu'est-ce que l'on « risque » en parlant des sujets délicats ? Comme l'indique Özding, un hétérosexuel « risque » d'être considéré en tant qu'homosexuel, et un Turc en tant que kurde. Ce dernier exemple paraît invraisemblable, pourtant, le cas de Sirri Süreyya Önder montre très bien sa réalité : Önder est un cinéaste qui est élu, lors des élections de juin 2011, comme député indépendant soutenu par l'union des différentes tendances politiques de gauche et surtout des Kurdes. Ayant un accent fort de sa ville natale, Adiyaman⁵⁹², et étant un homme politique qui défend la cause kurde, on croit qu'Önder est un kurde tandis qu'il fait partie des Turkmènes, un peuple turc. Cela montre également l'encrage des clichés chez le peuple. Önder résout le problème en affirmant qu'il est kurde jusqu'à ce que l'on trouve une solution au problème kurde⁵⁹³.

Une réflexion autour des questions susmentionnées nous amène à d'autres questions : Le fait qu'une personne n'appartenant pas à un groupe minoritaire (quantitativement ou qualitativement) défende la cause de ce dernier donne-t-il une certaine légitimité à ses propos ? Et si elle mentionne / souligne davantage cette non-appartenance, cela ne cache pas également une certaine volonté (probablement inconsciente) de se protéger, surtout quand il s'agit de l'homosexualité ? Ces questions ne sont pas sans rapport avec les discussions menées entre l'approche classique du socialisme et l'émergence des NMS : qui doit mener le combat ?, doit-il avoir des pionniers parmi ceux qui sont plus aisés ou les dominés peuvent mener eux-mêmes leur combat ?, qui est le sujet politique ?, qui parle pour qui ? Au sujet du mouvement LGBT, sur le plan international et national, ce furent les homosexuels mêmes qui ont débuté leur lutte, mais en Turquie, nous remarquons que, dès le début il y a une envie d'ouverture aux autres intervenants qui ne doivent pas être nécessairement homosexuels afin d'élargir l'espace du débat.

⁵⁹² Une ville située dans la région Sud-est de l'Anatolie.

⁵⁹³ Entretien réalisé par Devrim Büyükacaroglu, publié dans le journal Evrensel, le 22 mai 2011, disponible sur : <http://www.evrensel.net/news.php?id=6587> consultée le 15 août 2011.

Les autres sujets / domaines de discussion ne sont pas exclus non plus de cette ambiguïté existant dans l'espace public actuel en Turquie. Surtout avec l'arrivée au pouvoir du parti AKP et ses critiques sévères envers l'armée laissent les personnes « entre les deux camps » : parmi les intellectuels de gauche, étant les premiers qui en avaient souffert, il y a eu toujours une profonde critique envers le rôle joué par l'armée dans la vie politique en Turquie. Pourtant, comme il existe une polarisation dans la société, quand on critique l'armée cela devient quasi automatiquement un soutien accordé à AKP. Donc, afin de souligner que l'un ne doit pas aller de pair avec l'autre, on sent toujours le besoin de mentionner que l'on critique « également AKP » ou bien « que l'on aime bien l'armée, mais... ». Le sentiment de défiance (de non-confiance) réciproque que nous avons traité sous le chapitre concerné voit encore une fois le jour.

Toujours dans le numéro 24, Yasemin Özalp insiste sur le besoin de se réunir et elle souligne que la forme de cette réunion n'a pas d'importance, que tout est possible sauf un parti politique⁵⁹⁴. Özalp ne développe pas les raisons de cette opposition, mais à part d'un refus catégorique, nous pouvons supposer qu'elle est également basée sur l'expérience du Parti Radical qui n'a pas eu beaucoup de succès. Son article donne surtout les traits généraux proposés par l'auteure pour le mouvement LGBT. Elle défend, elle aussi, une critique globale de la société :

« Je pense que les homosexuels doivent questionner les institutions comme la famille, l'État, la religion, l'éducation, les médias, et qu'ils doivent envisager une structure sociale qui n'est pas basée sur la destruction et l'ignorance ».

Elle propose une critique sévère de ces institutions, mais c'est également elle qui appelle les homosexuels à coopérer avec les ONG, les syndicats, les organes de médias indépendants et avec les individus. Nous pouvons prétendre qu'elle ne parle pas de tous les ONG et de tous les syndicats, mais plutôt de ceux qu'elle considère plus proches à cette nouvelle vision du monde. Ce qui nous paraît important est donc, le fait que son approche n'exclut pas d'autres acteurs de la société civile et qu'elle ne propose pas une solution fragmentée.

Quant à la contribution de Barış Evren, publiée dans le même numéro, elle souligne l'importance de se réunir dans un seul groupe au lieu de former plusieurs petits groupes.

⁵⁹⁴ P. 9.

L'auteur défend l'idée que les opinions différentes peuvent toujours exister au sein d'un grand groupe, mais ce dernier peut être plus efficace au lieu de plusieurs groupes de dizaines de personnes. Evren est également un exemple sur la confrontation des différentes approches au sein du mouvement homosexuel : il souligne déjà qu'il ne partage pas complètement les idées du groupe Kaos GL et encore moins celles de Yesim Başaran qui débute la discussion. Contrairement à Başaran, Evren envisage la mise en vigueur de certaines lois pour assurer les droits des homosexuels et demande ce qui est prévu comme moyen de combat si on n'agit pas de sorte d'obtenir certains droits légaux :

« (...) on va manifester dans les rues ? Ou bien on va se réunir une fois par semaine ou par mois afin de détruire l'État ? Qu'est-ce que l'on va obtenir sans avoir des lois, c'est-à-dire sans faire des démarches auprès du parlement ? ».

Evren n'est pas d'accord non plus avec Başaran sur le refoulement de l'ÖDP qui leur propose de former un groupe en son sein :

« Je ne sais pas s'il est juste de se réunir au sein de l'ÖDP, mais c'est un pas important. Il est le premier parti qui a consacré une place à l'homosexualité dans son statut. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion ? ».

Par ses questions, l'article rédigé par Evren nous permet donc de lire les opinions différentes, de les évoluer selon notre approche et il s'inscrit dans une suite de discussions au lieu d'être un article à part qui enrichit certainement les réflexions, mais qui rend tout de même difficile à arriver à certaines conclusions (compromis / consensus) sur le sujet discuté.

Le problème de visibilité apparaît également dans les propos d'Evren qui indique que l'une des raisons essentielles des malentendus de la société à propos de l'homosexualité est le fait que les homosexuels se cachent et laissent la place aux clichés. Une autre critique importante faite toujours par Evren porte sur la politique de Kaos GL envers les médias. Il remarque qu'en excluant les médias, le groupe Kaos GL perd également la possibilité de se faire entendre, la possibilité d'atteindre d'autres homosexuels qui ne sont même pas informés de la revue ni du groupe. Evren propose donc d'essayer de transformer les médias, de les utiliser consciemment. Comme nous l'avons indiqué dans les paragraphes ci-dessus, la politique radicale de Kaos GL envers les médias évoluera également avec le temps dans ce sens.

Nous remarquons donc que les différentes idées trouvent la possibilité de s'exprimer dans les pages de la revue *Kaos GL* à propos de la tournure que doit prendre le mouvement homosexuel en Turquie. Pourtant, l'expression de ces idées ne leur assure pas une réalisation dans la vie. Pour pouvoir comprendre comment une idée prend le dessus sur une autre, il fallait travailler profondément sur les dynamiques du groupe. Nous pouvons juste faire une supposition : En raison des séparations géographiques, ceux qui se trouvaient à Ankara ont eu probablement plus de possibilités à se réunir, à discuter face-à-face, à travailler ensemble, à manifester ensemble. Donc, la parole de ceux qui n'avaient pas la possibilité de s'y rendre régulièrement était pratiquement exclue de ces discussions, sauf sa publication dans la revue *Kaos GL*. Mais cela ne suffisait pas à avoir un poids au sein du mouvement. Alors même si certaines critiques venant de l'extérieur ont pu y trouver une place dans les années à venir, cela ne fut pas parce qu'elles ont obtenu une certaine influence au sein du groupe, mais parce que le groupe est évolué avec le temps en son sein, en essayant l'un moyen ou l'autre et en remarquant les efficacités et les inefficacités.

L'article cosigné par Can Atak et Burak Cem apporte une autre critique au mouvement homosexuel :

« Dans le monde, le mouvement de libération homosexuelle est allé toujours avec le mouvement féministe, le mouvement antiraciste et tous autres mouvements de libération. (Pourtant) Certaines de vos attitudes excluent, blessent même ceux qui sont dans le mouvement. »

Atak et Cem font ensuite une critique générale et ils ne donnent pas le nom exact de ceux qu'ils critiquent. Leur critique porte en général sur la non-activité du mouvement, sur son caractère qui parle beaucoup, mais qui n'agit pas. Ils indiquent qu'ils refusent même de lire les interventions qui ne développent pas des moyens de solution envers les problèmes existant de l'état actuel des homosexuels. Ensuite, ils rédigent leurs propositions dont la première est d'être actif en politique. Cette proposition est issue des autres interventions qui excluent définitivement une relation avec le parti politique ÖDP. Atak et Cem ne développent pourtant pas par quels moyens le mouvement homosexuel peut rentrer en politique, peut y être actif, la seule proposition concrète est sur la nécessité de voter. D'autre part, ils indiquent qu'il ne faut pas être des spectateurs, mais des joueurs, « jusqu'à ce que l'on devient arbitre ». Cette seule phrase ne peut pas être suffisante pour en tirer des conclusions, mais nous pouvons tout de même supposer qu'elle garde une certaine volonté d'atteindre le pouvoir, au futur, d'une certaine manière... ou la destruction de tout pouvoir.

Une autre proposition des auteurs porte sur la création d'une identité homosexuelle pluraliste. Toujours à partir de l'exemple de Mustafa, ils précisent qu'il faut encourager les Mustafa à parler et non les exclure.

Un autre intervenant, Evrim⁵⁹⁵ débute son article par une citation de Jean Genet : « L'homosexualité place l'homosexuel au ban de la société et, pour cette raison, l'oblige à défier les valeurs sociales ». À la fin de son article qui porte sur l'identité, il/elle⁵⁹⁶ cite également une courte bibliographie composée des œuvres de Michel Foucault, Alberto Melucci et John Keane⁵⁹⁷. Cela montre la différence des niveaux de participation à la discussion : certaines personnes cherchent à justifier, à renforcer leurs idées par d'autres écrits, tandis que certaines d'autres interviennent sans donnant des références et en partant de leur propre expérience. Est-ce que cela devient un inconvénient pour ces derniers, est-ce que les autres obtiennent une certaine hiérarchie au sein de la discussion, comment on peut donc arriver à un consensus, ce sont des questions dont nous cherchons les réponses.

Evrin pose plutôt des questions sur la normalité et l'anormalité définies par le système établi et invite le mouvement homosexuel à se situer non par rapport à des normes imposées par le système, mais par le questionnement de ces normes et par la création ou surtout par l'expression des autres possibilités d'existence. Il / elle souligne le fait que le mouvement homosexuel ne peut pas (ou bien ne doit pas) être considéré comme un mouvement en bloc et il lui faut de développer des politiques plus originaux et plus dynamiques afin de ne pas rester coincé dans une idée de l'homogénéité. Il / elle insiste sur le caractère des NMS qui soulignent la différence et le droit d'exprimer ces différences.

Une autre citation de Foucault se trouve dans l'article de Kemal Yiğit qui part de sa propre expérience et qui indique qu'avoir lu « À propos de l'amitié »⁵⁹⁸ de Michel Foucault fut une révolution pour lui, car « il offrait une possibilité, une alternative... » à propos de la compréhension de soi-même, de sa propre perception. Yiğit précise que jusqu'à la lecture de

⁵⁹⁵ À partir de sa participation suivante, nous apprenons que le nom de l'auteur est mal publié dans la revue, au lieu de Devrim, il est écrit Evrim. Î.E.

⁵⁹⁶ Le nom Evrim étant utilisé et pour les hommes et pour les femmes, nous n'arrivons pas à identifier le sexe de l'auteur qui n'est pas indiqué dans le texte.

⁵⁹⁷ Les ouvrages cités sont les suivants : FOUCAULT Michel, *Dostluğa Dair (À propos de l'amitié)*, traduit par Cemal Ener, éd. Hil Yayın, İstanbul, 1994. MELUCCI A., *Toplumsal Hareketler ve Günlük Hayatın Demokratikleşmesi (Les mouvements sociaux et la démocratisation de la vie quotidienne)*, traduit par Levent Köker, 1988. KEANE J. (sous la direction de), *Sivil Toplum ve Devlet : Avrupa'da Yeni Yaklaşımlar (La société civile et l'État : les nouvelles approches en Europe)*, éd. Ayrıntı Yayınları, İstanbul.

⁵⁹⁸ Un recueil des entretiens de Foucault, *Dostluğa Dair*, traduit par. Cemal Ener, éd. Hil Yayın, İstanbul, 1994.

ce livre, il gardait une image archétype imposée par les médias sur l'homosexualité, tandis qu'après la lecture, il avait remarqué une autre possibilité qui n'était pas donnée ailleurs. Yiğit cite d'abord Foucault afin de dire que le mouvement homosexuel doit être très attentif à ne pas reproduire les clichés imposés aux homosexuels, il critique une présence « carnavalesque ». Il développe ensuite certains sujets de discussion qu'il considère important pour le mouvement homosexuel, comme la famille, les nouvelles formes (structures) alternatives à la famille, l'État, l'anarchisme, le gauche marxiste. Il ne néglige pas non plus de souligner les points faibles de ces derniers et il conclut que même s'il paraît plus facile de réaliser une coopération avec le mouvement féministe, il est possible de mener un combat avec d'autres mouvements et d'autres approches politiques et c'est au cours de ce combat qu'il est possible de voir jusqu'où ils peuvent continuer à lutter ensemble avec ces mouvements et approches.

L'inexistence d'une culture gay en Turquie est un sujet traité dans une autre intervention, celle de Hasan qui indique que les publications comme *Kaos GL* et les groupes LGBT peuvent être les porteurs d'une telle culture, et un mouvement politique peut également offrir une atmosphère positive pour (renforcer) le développement d'une culture homosexuelle.

Dans le numéro 25 (septembre 1996), Emil indique dans sa contribution que l'homosexualité signifie plus de chose qu'une sexualité entre les mêmes sexes. Pourtant, il / elle souligne qu'une idéologie politique basée sur la sexualité sera forcée et même inutile. Emil se présente en tant que personne qui a un perspectif de classe et il précise qu'en raison de ce dernier, une telle idéologie est aussi impossible, car les homosexuels sont issus des différentes classes dans la société. Après une critique de la société bourgeoise, l'auteur nous donne des détails sur la relation entre l'ÖDP et le mouvement homosexuel. Il indique qu'à la lecture du programme du parti, il est possible qu'une volonté d'adhésion naisse chez les homosexuels, mais vu que pour certains d'autres composants du parti, il est impensable de travailler ensemble avec des entités qui mènent des combats en dehors du conflit de classe, Emil questionne l'approche de gauche (staliniste) envers l'homosexualité. Son intervention donne des indices sur les problèmes rencontrés par le mouvement homosexuel au fil des années à mener un combat commun avec la gauche.

Le court article de Sedat, publié dans le même numéro, indique qu'un mouvement homosexuel n'existe pas encore en Turquie mais qu'il y a une certaine sensibilité homosexuelle. Selon lui, le rôle de *Kaos GL* doit être l'encouragement des gens à faire le

coming out et il doit travailler pour l'augmentation du nombre des personnes qui se définissent en tant qu'homosexuelles. Même s'il ne donne pas une référence, Sedat précise dans son intervention qu'actuellement (à l'époque de la rédaction de l'article) il y a cent personnes en Turquie qui affichent leurs homosexualités et qu'il est en vain d'avoir des grands rêves avec un tel nombre.

Devrim (Evrin) insiste sur la nécessité de réfléchir à propos d'autres possibilités de moyen de communication, de forme d'existence sous l'angle d'une identité homosexuelle. Il / Elle indique également que même si on ne le veut pas, toutes les demandes sur la vie sociale sont politiques.

Dans son deuxième article, publié dans le numéro 26 de la revue (octobre 1996)⁵⁹⁹, Yeşim Başaran affirme d'abord son enthousiasme à propos des articles envoyés, ensuite elle souligne un problème du vocabulaire :

« La discussion est à propos du mouvement homosexuel. L'homosexuel est la personne qui vit ses amours avec les gens du même sexe. C'est-à-dire, il peut être homme ou femme. Pourtant, nous remarquons des utilisations ridicules comme "les homosexuels et les lesbiennes", "les eşcinsel"⁶⁰⁰ et les lesbiennes". Les lesbiennes ne sont pas des homosexuelles ? Il est inutile de même poser cette question. Alors, au cours de la discussion, quand on dit homosexuel juste pour signifier les homosexuels masculins, nous faisons une faute. Il faut faire un peu plus d'attention à ce propos. Ce que l'on discute est le mouvement de libération des gays et des lesbiennes. Il ne faut pas être irresponsable, tout le poids est sur notre dos. Un peu plus d'attention, s'il vous plaît, si vous ne voulez mentionner que les gays, précisez-le ».

L'auteure montre sa sensibilité à propos de l'exclusion des femmes juste par une simple utilisation de vocabulaire et cela nous amène à la nécessité d'une autre discussion débutée dans les pages de la revue : le langage et les termes utilisés. Nous remarquons alors que pour pouvoir discuter sur d'autres sujets, les participants doivent avoir un minimum de points communs au niveau langagier. Même si tout le monde parle la même langue et écrit en cette langue, ce qui est la langue turque, cela n'assure pas une compréhension mutuelle des

⁵⁹⁹ P. 14-15.

⁶⁰⁰ Le mot turc, utilisé pour « l'homosexuel ». Les deux mots existaient dans le texte, nous avons donc préféré de garder ce mot en turc afin de montrer qu'il s'agit de deux utilisations différentes.

mots utilisés. Dès sa parution, la revue *Kaos GL* essaie d'arriver à un consensus sur les mots utilisés soit entre les homosexuels eux-mêmes, soit dans les médias et dans le vocabulaire des acteurs de la société civile.

Après avoir précisé ce problème du vocabulaire, Yesim Başaran continue à critiquer sévèrement les deux discours apparus après Stonewall : « nous sommes des gens ordinaires » et « we're here, we're queer, and we're going shopping »⁶⁰¹. Elle assure que les homosexuels ne sont pas des gens normaux au sens d'une demande de légitimité selon les normes établies par le système et elle souligne qu'il ne faut pas tomber dans le piège du néolibéralisme et se perdre dans un consumérisme. Başaran termine son intervention par un nouvel appel aux homosexuels à rédiger eux-mêmes leurs propres expériences, à trouver des moyens à exprimer leurs bonheurs et les pressions vécues.

Dans le même numéro, l'un de ses fondateurs, Gay'e Efendisiz intervient pour la première fois à la discussion sur le mouvement homosexuel. Efendisiz insiste sur la confiance en soi et sur la croyance en sa propre existence et il remarque que ces deux points restent très faibles (ou ils sont inexistantes) chez les homosexuels. Il souligne que depuis des centaines d'années, les personnes de même sexe s'aimaient et faisaient l'amour dans ce territoire, tandis que depuis seulement des années 90 ils peuvent s'exprimer en tant qu'homosexuel. Il insiste donc sur une identité homosexuelle, mais il ne la définit pas comme une entité homogène. Il indique surtout qu'il faut se libérer de toutes les chaînes (imposées par la société ou par d'autres institutions comme la psychologie) pour pouvoir se construire en tant qu'individu et ensuite en tant qu'homosexuel. Il ne néglige cependant pas le lien entre les problèmes vécus par les homosexuels et la structure sociale :

« Les homosexuels ne peuvent pas devenir gay ou lesbienne s'ils ne définissent pas leurs problèmes sur la base sociale ».

Efendisiz affirme que les homosexuels de Turquie ont enfin vu qu'il est possible d'être « homosexuel » et que cela est l'un des points essentiels du mouvement dont on essaie de construire. Il souligne également l'importance d'une telle discussion sur le mouvement qui est réalisée pour la première fois au sein des homosexuels.

⁶⁰¹ « Nous sommes là, nous sommes queer, et nous allons faire les magasins ». Après, ce slogan va se transformer en « we're NOT going shopping ».

Dans le numéro 27, l'article rédigé par Cengiz accentue le lien entre la société, ses normes et les homosexuels⁶⁰². Comme Gay'e Efendisiz, Cengiz prétend également qu'il faut d'abord se libérer des normes imposées pour pouvoir transformer la conscience homosexuelle, mais également la société. Il indique que les homosexuels sont dans une sorte d'aliénation envers eux-mêmes, car ils essaient de donner un sens à leur existence à partir des concepts de la culture dominante. Cengiz accepte qu'il y a une interaction entre la société et les homosexuels, qu'il y a une influence réciproque qui détermine les perceptions, mais cette influence sera également valable (utile) dans la transformation de la société. Comme la plupart des intervenants, il ne croit pas non plus à une libération des homosexuels indépendamment de la société où ils vivent. Il souligne également qu'il ne faut pas rester seulement sous l'influence des courants occidentaux sur le sujet, mais qu'il faut essayer de trouver des solutions en prenant en compte les spécificités de ce territoire (« turc », I.E.). Il insiste surtout sur le fait que la différenciation entre l'homme et la femme soit vécue plus profondément dans cette culture (probablement, l'auteur fait référence à la culture turco-ottomane, I.E.). L'un des points importants soulignés par Cengiz est la conscience des différences de classe ; il remarque que cette différence existe également au sein des homosexuels qui reproduisent des relations d'infériorité et de supériorité selon leurs ressources économiques et sociales. Il indique qu'il faut chercher de même des moyens à s'en sortir. Cette approche est importante autant qu'il affirme une politique d'identité en ne négligeant pas le perspectif des luttes de classe. Nous remarquons toujours le besoin de contextualiser le mouvement homosexuel dans un perspectif plus global et l'envie de ne pas l'isoler aux seuls problèmes des homosexuels.

Atilla A. fut le premier à faire une remarque sur la structure de la discussion :

« (...) même si (la discussion) se déroule dans les limites techniques d'écriture et du langage écrit, nous devons réfléchir sur ce sujet à partir de nos propres expériences de la vie quotidienne, ou bien en ne s'éloignant pas des pensées qui se transforment en pratique. Les limites de l'écriture me sont devenues encore plus claires après la réunion d'Istanbul »⁶⁰³.

Atilla A. précise que selon lui, le fait de ne pas participer au mouvement signifie l'acceptation du modèle de « "pédé", imposé par la société, et de vivre comme tel » (comme

⁶⁰² P. 18-19.

⁶⁰³ Atilla A. fait signe à la réunion de Kaos GL avec ses lecteurs, I.E. cf. le titre Les lecteurs.

un reptile, selon les mots d’Atilla A.). Il indique également qu’il croit que les homosexuels doivent arriver à un consensus sur leur positionnement dans la société. Il remarque qu’il ne faut pas que le mot consensus crée une nausée en rappelant son utilisation vers la fin des années 80⁶⁰⁴. Il demande ensuite « Est-ce qu’il nous faut avoir un positionnement politique sur lequel nous devons arriver à un consensus ». En développant sa logique, Atilla A. précise qu’il est impossible de ne pas être politique même si on ne l’est pas, que consciemment ou inconsciemment on est politisé même en ne faisant pas un acte directement politique. Il en conclut donc qu’une discussion sur la politisation du mouvement homosexuel est inutile, que le problème qui se pose est d’être dans le mouvement ou d’être contre le mouvement. A. ne développe pas cette idée mais souligne l’importance d’une lutte contre le système en entier et ajoute que l’homosexualité reste en même temps comme une soupape de sécurité pour le système qui a besoin des « monstres » afin de se protéger. Il ne croit donc pas à l’obtention des droits dans ce système, mais d’une transformation de ce dernier. De son récit, nous apprenons également comment la revue *Kaos GL* peut influencer les individus homosexuels : A. indique qu’il y a un an, il n’était qu’un lecteur de la revue, mais qu’il est évolué au sein de la structure et est devenu désormais « un activiste gay ». Il ajoute qu’il est heureux et en fier. Il termine son article en invitant les lecteurs à rédiger, à « créer du chaos, des problèmes, trouver des solutions, faire quelque chose quoi que ça soit ».

L’article signé par Mehmet et publié dans le numéro 27 (novembre 1996) fait l’exemple sur le fait que la discussion n’est pas limitée aux seuls articles publiés sous le titre consacré à la discussion. Mehmet débute son article en faisant référence à deux autres articles rédigés par Yasemin Özalp⁶⁰⁵ et Yeşim Başaran⁶⁰⁶ à propos des médias, du système juridique en Turquie et leurs influences sur l’existence des homosexuels. À ce propos, Mehmet indique qu’il n’y a rien à attendre des médias de masse et il souligne l’importance de la revue *Kaos GL* pour faire entendre leurs voix et aussi pour établir une communication entre les homosexuels. Même si à partir d’un seul exemple, nous ne pouvons pas arriver à des

⁶⁰⁴ Cela disant, l’auteur fait référence à la politique de Turgut Özal, basée sur le consensus de quatre tendances politiques au sein d’un même parti, ANAP (Le Parti de la mère patrie / Anavatan Partisi) : la gauche démocratique, la droite libérale, la droite nationaliste, la droite islamiste. Venant au pouvoir en décembre 1983, Özal fut décédé en 1993 lorsqu’il était désormais le huitième président de la République turque. Au sujet de consensus, nous avons fait recours à l’article suivant : ÇAVUŞOĞLU Hüseyin, Türk siyasi hayatında merkez sağ çizginin tarihi (L’histoire du centre-droit dans la vie politique turque), in *Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi* (La revue des sciences sociales de l’Université Fırat), volume 19, n° 2, p. 265-278, Elazığ, 2009, p. 273.

⁶⁰⁵ « Belirleyici olan yaşam » (Ce qui est déterminant est la vie), in *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 8-9. Özalp rédige cet article afin de détailler ses propos précédents sur le mouvement homosexuel mais comme elle ne reste que dans le cadre de droit, son article n’est pas publié sous la rubrique « La discussion ».

⁶⁰⁶ « Adalet ve lezbiyenler » (La justice et les lesbiennes), in *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 10-11.

conclusions générales, son intervention est quand même importante pour montrer la perception de la revue par ses lecteurs, la place supposée de la revue dans le mouvement LGBT. Mehmet attribue à la revue le rôle de développer la conscience de ses lecteurs en leur offrant des articles sur le mouvement homosexuel en Turquie et dans le monde entier ; et le rôle d'être le lieu où l'on peut répondre aux fausses informations des médias de masse sur les homosexuels. Pourtant, il souligne que cela n'est possible que par le soutien et par la participation des autres homosexuels à la survie de la revue. Il invite même le docteur Arslan Yüzgün, l'une des premières personnes à publier des recherches sur l'homosexualité, et İbrahim Eren, l'un des pionniers du mouvement LGBT en Turquie (cf. Les premiers pas du mouvement LGBT), qui n'apparaissent plus dans les discussions de l'époque, à déclarer leurs soutiens au mouvement. Mehmet remarque également que les homosexuels vivant partout en Anatolie ont du mal à accéder aux émissions de radio du groupe (reçues seulement à Ankara et par ses alentours). Il demande donc la publication des transcriptions ou des résumés de ces programmes dans la revue. Une autre contribution de Mehmet porte sur le coming out des homosexuels, il indique que même si on ne peut pas déclarer notre homosexualité pour telle ou telle raison, on doit faire quelque chose pour le mouvement en cachant notre identité. Il ne développe pas cette proposition et il n'explique pas par quels moyens cela peut être possible. Cela peut être considéré comme l'un des points essentiels de la discussion sur le mouvement : il s'agit plutôt des déclarations des volontés et des intentions, mais il manque des propositions concrètes à discuter sur. Même si cela ralentit l'évolution de la discussion à des pratiques concrètes, nous admettons que pour son époque et pour le début du mouvement, il est même important de faire suivre une telle discussion pendant une période relativement longue. Même le fait de pouvoir assurer la participation de certaines personnes à la discussion, le fait de les inciter à rédiger et à envoyer leurs contributions, dans une époque où cela demande un effort physique en l'absence d'internet, signifie un pas important pour le mouvement.

Dans le numéro 29 (janvier 1997), Gay'e Efendisiz intervient de nouveau à la discussion en situant le mouvement homosexuel dans les NMS⁶⁰⁷. Afin de légitimer la possibilité et l'existence d'un mouvement homosexuel en Turquie, Efendisiz trouve nécessaire de le contextualiser dans le monde entier, de préciser dans quelles conditions sociales il est apparu et il apporte un perspectif historique à la discussion. Avant de ce faire, « même s'il croit que tout le monde le sait désormais, il rappelle encore une fois » ce que c'est l'homosexualité et qu'elle existait depuis toujours dans toutes les sociétés sous des noms et

⁶⁰⁷ P. 21 – 23.

des formes différents. Il remarque que malgré toute pression, surtout avec l'industrialisation, les homosexuels se sont retrouvés peu à peu dans les grandes villes et il cite ensuite les émeutes de Stonewall (le 28 juin 1969) comme première réaction de masse des homosexuels envers la société. Il mentionne également la suppression de l'homosexualité dans la liste des maladies mentales d'Apa (American Psychiatric Association / Association américaine de psychiatrie) en 1974, comme un gain du mouvement. Parmi les NMS qui se sont apparus dans les années 1960, Efendisiz compte le mouvement féministe, le mouvement écologiste, le mouvement antiraciste, le mouvement anti-nucléaire et les mouvements des minorités ethniques. Il traite les discussions sur la terminologie de « nouveaux mouvements sociaux », il indique que cette appellation n'est pas acceptée par tout le monde et même si elle est acceptée, il peut s'agir de différentes approches selon les différents points de vue. En détaillant brièvement les différences entre les mouvements sociaux et les NMS, Efendisiz insiste sur l'absence de l'objectif (d'une volonté) de prise du pouvoir politique de ces derniers : « L'existence des nouveaux mouvements sociaux signifiait pratiquement le refus (le rejet) d'une politique politique ». Une autre différence soulignée est le changement des conflits qui constituent la base des anciens et des NMS : tandis que les premiers portaient du conflit de classe, du conflit capital-travail, les derniers partent des autres conflits négligés jusque par les mouvements sociaux. Même si le fait de faire une politique basée sur les identités et oublier le perspectif de conflit capital-travail, qui est LE conflit essentiel, est l'une des critiques essentielles envers les NMS, Efendisiz remarque que pour les NMS, ces conflits étaient également de vrais conflits et ils n'étaient pas moins violents que du conflit capital-travail. Efendisiz indique également que les NMS ne sont pas si nouveaux, que certains d'entre eux existaient déjà, mais ils se sont affaiblis à cause de l'hégémonie des mouvements sociaux dominants jusqu'aux années 1960, et surtout jusqu'aux événements de 1968. L'auteur parle ensuite le reflet (l'influence) des NMS sur la Turquie et précise que pour ces mouvements, c'est seulement à partir des années 80 qu'il fut possible d'avoir une existence dans le pays. Selon Efendisiz, d'une manière contradictoire, ce fut le coup d'État de 1980 et ses mesures très sévères envers les mouvements sociaux qui ont rendu possible l'émergence des NMS qui étaient jusque-là sous la pression de ces autres mouvements (surtout le féminisme, le mouvement écologiste et le mouvement homosexuel). C'est une remarque qui n'est pas fausse et c'est pour cette raison que les NMS sont parfois considérés comme un mouvement séparatiste qui affaiblit la gauche, qui cache les vrais problèmes sous des sujets moins importants.

Efendisiz attire l'attention sur une particularité de la Turquie à propos des NMS : tandis que les NMS rejettent les moyens politiques classiques et tandis qu'une telle transformation vers un parti politique (du mouvement vert en Allemagne par exemple) marque un changement très profond, voir la fin, d'un NMS, en Turquie le processus fut à l'envers et le Parti vert est fondé dans une atmosphère où il n'existait pas un mouvement vert qui le précédait. Nous avons parlé d'un processus pareil pour le mouvement LGBT avec le processus de fondation du Parti Radical (cf. Les premiers pas du mouvement LGBT). Cette particularité était fortement liée aux conditions juridiques (politiques) de la période suivant le coup d'État de 1980 qui était peu favorable à la société civile et durant laquelle les partis politiques offraient une plus grande protection (d'existence). Pourtant, comme Gay'e Efendisiz le souligne, ces démarches de parti politique étaient basées aux initiatives de ceux qui vivaient directement les problèmes concernés, il s'agissait donc une participation directe des personnes qui étaient influencées de ces problèmes, cela n'était pas un processus allant du haut vers le bas, mais les conditions politiques du pays ne leur permettant pas de se réunir en tant qu'un mouvement social, un parti politique offrait plus de protection pour leur combat.

Efendisiz conclut son intervention en indiquant que la voie n'est pas facile pour les NMS qui essaient d'exister dans des pays en développement, cela nous renvoie aux discussions sur si une société civile peut exister dans des espaces géopolitiques non-européennes. Notre réponse est toujours affirmative même s'il faut y chercher d'autres moyens d'existence et d'autres formes d'organisation.

La discussion sur le mouvement homosexuel continue dans le numéro 30 (février 1997) avec l'intervention de Yesim Başaran⁶⁰⁸. Başaran part cette fois-ci d'une publicité d'une marque de margarine : Luna. Elle rappelle aux lecteurs la publicité dans laquelle on voit un garçon, sa sœur et la copine de cette dernière. Başaran prétend que le directeur de la publicité fait allusion à une relation homosexuelle entre la sœur et sa copine. Elle ajoute que les homosexuels sont tellement habitués à être invisible que personne ne croit à la possibilité d'une telle allusion et elle traite l'invisibilité des homosexuels dans la société, surtout celle des lesbiennes. Başaran raconte qu'au cours des réunions hebdomadaires de Kaos GL, une personne avait déclaré qu'elle avait compris l'importance de l'homosexualité après avoir rejoint le groupe Kaos GL et qu'avant elle la considérait comme une faute, un défaut. L'auteure prétend que la confiance en soi des homosexuels débute dès qu'ils comprennent

⁶⁰⁸ P. 18 – 19.

que les médias leur mentent sur eux-mêmes, dès qu'ils aperçoivent qu'ils ne sont pas seuls et que leurs sentiments ne sont pas pervers.

À partir de l'exemple de la publicité de Luna, Başaran indique qu'à l'étranger aussi, dans des pays où le mouvement homosexuel avait débuté il y a trente ans que la Turquie, les homosexuels sont utilisés dans des publicités « mais non pour attirer un peu plus d'attention, parce que là-bas on accepte qu'il y a des spectateurs homosexuels dans la société ». Pourtant, selon Başaran, cela n'est pas une évolution mais tout au contraire : elle réclame qu'à cause des fautes stratégiques du mouvement homosexuel, les homosexuels sont considérés comme des bons consommateurs par le système capitaliste, donc, certaines firmes font des publicités propres à cette communauté et certaines entreprises sont créées pour répondre aux besoins de cette niche. Başaran donne deux exemples : Virgin Airways et le village de vacances Olivia consacré aux lesbiennes. Le slogan du premier, qui donne une publicité à une revue GL, Out, est le suivant : « Votre famille ne vous accepte peut-être pas, nous, si ! ». Celui du village de vacances Olivia est le suivant : « Imaginez un lieu où aimer les femmes est la norme ». Başaran attire l'attention sur comment ces slogans portent sur les points faibles des homosexuels (l'isolation de la société, l'exclusion de la famille, le sentiment de solitude, etc.) et comment ils offrent un faux sentiment de solidarité. L'auteure trouve fausse cette solidarité, car elle n'inclut que les homosexuels riches. La liberté promise ne peut être accessible que par l'argent et par l'achat des biens et des services. Başaran conclut donc qu'il ne s'agit pas d'une vraie liberté, elle insiste qu'il faut réclamer un monde plus égalitaire et qu'il ne faut pas tomber dans le piège du consumérisme. Pour renforcer son argument, l'auteure donne comme référence un article rédigé par Sarah Schulman, journaliste et écrivaine lesbienne, et publié dans le magazine *Progressive*, en juillet 1995. Cette référence ne reste pas seulement à renforcer l'argument de Başaran, mais nous montre également qu'au moins certains membres composant le mouvement LGBT font un certain archivage et donne de l'importance à l'accumulation des savoirs.

Dans le numéro 30, les pages consacrées à la discussion se terminent par un appel du groupe invitant les lecteurs à intervenir :

« Vous ne participez pas à la discussion ? Vous faites paresseux ou quoi ? On attend vos idées sur le mouvement, vos opinions sur ce qui sont rédigés jusqu'à aujourd'hui. Le mouvement homosexuel a besoin de toutes nos opinions. On attend vos idées, vos propositions à notre adresse ».

Une intervention signée Bora (numéro 31, mars 1997) débute par le récit de solitude de ce dernier jusqu'à sa rencontre avec le groupe Kaos GL. Bora indique qu'il a rejoint très récemment le groupe Kaos GL et afin de contribuer à la discussion sur le mouvement homosexuel, il commence par sa propre histoire, car selon lui, si, même un homosexuel comme lui, un homosexuel qui se définit en tant que personne « qui bouquine, qui est conscient, qui rédige, qui réfléchit », rencontre le groupe Kaos GL par hasard, cela montre en quelle étape se trouve le mouvement homosexuel en Turquie.

En partant d'une phrase rédigée par un autre intervenant, Bora souligne que contrairement à cette personne, il ne croit pas à l'importance d'une présence quantitative et il ajoute qu'il n'est pas nécessaire de chercher une participation relativement massive au mouvement homosexuel. Bora est également contre à l'idée d'être perçu (ou bien de se considérer) en tant que minorité :

« (Une) minorité est différente, mauvaise, abjecte. Si elle ne s'inscrit pas dans l'idéologie et le discours dominants, si elle ne se dissout pas là-dedans, elle est destinée à être humiliée, à être soumise. Les homosexuels ne sont pas une minorité et ne doivent jamais accepter qu'ils le soient. L'homosexualité est un positionnement d'opposition et non un objet de soumission (de domination) ».

Bora va encore plus loin dans son intervention et réclame que la libération homosexuelle est un acte individuel, que les activités collectives ne seront probablement pas nuisibles pour le mouvement, mais elles n'auront pas d'un grand apport non plus :

« Adapter les dernières phrases de du Manifeste Communiste au mouvement homosexuel ne nous amènera à nulle part ».

L'auteur indique également que la présence de cent homosexuels à la Place Kızılay attire l'attention sur les homosexuels, mais ne rend pas visible l'hétérosexisme et ne l'empêche pas non plus, car « l'hétérosexisme est une sorte de racisme enraciné chez les individus ». Malgré toutes ces critiques sur les activités menées jusque par le groupe Kaos GL, Bora indique que la revue *Kaos GL* est d'une grande importance dans le mouvement de libération des homosexuels : « Elle raconte l'homosexualité, la culture homosexuelle aux hétérosexuels, et encore plus important, aux homosexuels ». Il définit la revue en tant que publication qui n'a pas une approche politique dominante. Il précise que les contributions de ces auteurs / lecteurs peuvent être critiquées mais qu'il ne faut pas nier les efforts de Kaos GL

à la construction d'un mouvement de libération gay-lesbienne. Dans cette libération, Bora insiste sur l'importance d'un combat à propos de la langue et critique le mouvement homosexuel en Turquie d'avoir négligé cette dimension. Un autre domaine de combat est, selon lui, la famille institutionnalisée et « SACRÉE » (majuscules dans le texte original. I.E.), dont il définit en tant que les chaînes des homosexuels (faisant référence à la Manifeste Communiste). Il raconte également ses mauvaises expériences avec sa propre famille : « Rien d'autre et personne d'autre m'intimident autant que le fait ma famille ».

Dans le numéro 32, avril 1997, Atilla A. donne une réponse sévère à l'intervention précédente de Bora sans mentionnant son nom⁶⁰⁹. En dehors des expressions comme « Ceux qui n'avaient pas encore terminé leur compte personnel avec eux-mêmes », « ceux qui ignorent ce que veut dire le problème identitaire », « ceux qui ne veulent pas prendre de responsabilité », « les approches négatives de certains misérables qui essaient de satisfaire leur ego », A. répond également sur les propos de Bora à propos de soumission, de domination et du pouvoir. Atilla A. souligne que le groupe Kaos GL n'a pas envie de reproduire les relations de domination et de soumission, ni celles de pouvoir. Il ajoute que dès son émergence, le groupe eut une approche antiautoritaire et le fait qu'à partir des partages se crée un langage commun et naît un consensus sur plusieurs sujets ne signifie pas qu'il y a une domination et un pouvoir partiel.

À la fin de son article, Atilla A. invite à nouveau les lecteurs à contribuer au mouvement et à la revue en soulignant l'importance d'avoir des personnes et un lieu (une publication) à s'exprimer.

En réfléchissant les articles de Bora et d'Atilla A., nous pouvons prétendre que la voie de s'exprimer est réellement ouverte à tout le monde, même un article (celui de Bora) dont le contenu n'est pas approuvé par les plus anciens membres du groupe Kaos GL, peut trouver une place dans les pages de la revue. Pourtant, vu la réponse d'Atilla A., nous remarquons que les contributeurs doivent envisager d'affronter des critiques, à la limite d'insulte, des autres, ce qui peut être intimidant pour les futures participations.

L'intervention de Cengiz, intitulé « L'identité homosexuelle » et publié dans le numéro 32 en avril 1997, est encore une réponse à l'article rédigé par Evrim dans le numéro 26 (octobre 1996). Envers de la proposition d'Evrim à propos de trouver d'autres moyens

⁶⁰⁹ P. 25 – 26.

d'existence et d'expression en dehors de masculinité et de féminité, Cengiz demande comment cela peut être possible pour une personne qui est formée dans ces normes. Il précise qu'il ne le dit pas parce qu'il accepte de vivre selon les normes établies, mais parce qu'il croit qu'une classification à base de la sexualité des personnes ne doit pas exister et qu'il faut combattre à modifier les perceptions existant sur la masculinité et la féminité, car « si chacune de nos actes se réalise dans une situation précise et si notre style de vie dépend de notre structure sociale, de notre langue et de notre histoire, comment nous pouvons nous différencier de la culture qui nous a créés ? ».

Cengiz n'obtint pas une réponse directe de la part d'Evrin, pourtant, nous retrouvons dans le même numéro un autre article rédigé qui s'inscrit dans la suite des précédentes interventions, surtout celle de Can Atak et Burak Cem dans le numéro 26. L'article signé par Yasemin Özalp est la deuxième contribution de l'auteure. Özalp précise qu'elle suivait la discussion avec une grande attention, car elle pensait que :

« chaque homosexuel avait ou devrait avoir quelque chose à dire sur ce sujet, quoi que ça soit son statut socio-économique ou son idéologie. Selon moi, le plus important était d'arriver à un consensus sur la nécessité d'un tel mouvement même si nous ayons des propositions différentes ».

Özalp explique la raison de sa deuxième intervention par certains événements et certains facteurs qui l'ont gêné. L'auteure indique d'abord la structure de son article qui sera composé des définitions, des questions, des analyses et enfin des propositions de solution. Faisant référence à l'une des premières interventions, celle de Can Atak et Burak Cem dans le numéro 26, Özalp ajoute qu'elle comprend la réaction de ceux qui refusent de lire les interventions qui ne proposent pas des solutions. Elle souligne cependant qu'il n'est pas possible d'arriver à un consensus sans avoir discuté et que ses propositions sont également discutables.

Selon Özalp, le premier pas que doit faire le mouvement homosexuel est d'apercevoir la différence entre « l'acte homosexuel » et « l'individu homosexuel » et de réfléchir sur ce qui est ce dernier. Özalp n'attend pas que le mouvement homosexuel fasse ce pas et elle continue à expliquer de ce qu'elle entend de ces deux concepts. Elle indique que l'acte homosexuel a toujours existé dans toutes les sociétés et tout au long de l'histoire tandis que l'individu/l'identité homosexuel/le est issu(e) des sociétés modernes apparues après la révolution industrielle. L'auteure réclame que l'homosexualité est désormais individualisée,

elle est devenue un positionnement individuel et a inclus le potentiel d'un refus de la morale donnée, car le système a hiérarchisé les sexualités, a glorifié l'hétérosexualité et avait fait toute sorte de pression sur l'homosexualité. Özalp précise que c'est en raison de cela que les homosexuels sont politisés : « Le conflit entre les individus de catégorie homosexuelle et le système établi est le point central dans la construction de l'identité homosexuelle ». Elle fait également référence au fameux slogan du féminisme : « le privé est le politique ». Avant de continuer sur cette base théorique, Özalp fait une parenthèse : elle indique que le groupe Kaos GL est de temps en temps critiqué d'être politique, elle précise qu'il l'est et qu'il est impossible de penser le contraire, car être un individu homosexuel amène d'être politique. Elle souligne que même ceux qui défendent l'idée de ne pas être politique, sont inconsciemment situés dans une approche politique qui est celle du libéralisme. Elle se plaint de l'utilisation des concepts non conformément à leurs définitions exactes, elle en conclut que cela doit être le résultat de ne pas les avoir placés correctement dans la vie (quotidienne) réelle.

Özalp réclame qu'elle croit que la libération homosexuelle ne peut se réaliser que par la libération des consciences individuelles des homosexuels. Pourtant, elle envisage que ces libérations individuelles se réunissent et forment le mouvement homosexuel. Elle souligne que par le mouvement homosexuel, elle ne comprend pas que l'on sorte dans les rues ou bien que l'on réclame des demandes auprès de l'État :

« Selon moi, le mouvement homosexuel est un combat pour la transformation de la morale sociale oppressive. Dans ce dessein, nous pouvons sortir aussi dans les rues, mais il nous faut d'abord de transformer nous-mêmes et de libérer nos consciences ».

Afin d'arriver à cette libération, Özalp indique que juste le fait de se poser quelques questions est suffisant :

- En tant qu'homosexuel, est-ce que je suis en paix avec mon homosexualité ? Est-ce que j'aime moi-même ?
- Est-ce que je me perçois comme une malade, comme un damné ?
- Est-ce qu'être homosexuel me gêne ?
- Est-ce que je m'accepte entièrement ? Est-ce que je suis en équilibre dans mon intérieur ?

- Si je suis heureux en tant qu'homosexuel, pourquoi je laisse la société à me rendre malheureux ?

Les questions peuvent paraître répétitives, mais comme Özalp l'indique, il s'agit d'abord le développement d'une conscience et d'une confiance en soi qui amène à la question finale qui peut amener quant à elle, à une action collective. L'auteure proclame qu'à partir de cette prise de conscience que l'on peut désormais questionner le système qui ne permet pas aux homosexuels d'exister en tant que tel dans les rues, mais qui accepte l'existence des bars homosexuels. On arrive donc à une critique globale du système et de l'État, ce dernier n'étant pas seulement l'État turc mais tout un système étatique, le concept même de l'État. Özalp donne pourtant un exemple spécifique faisant référence à l'accident de Susurluk⁶¹⁰ qui s'est produit moins d'un an et qui a déclenché une forte mobilisation d'opposition en Turquie (cf. Les années 1990) :

« Pour comprendre que, non seulement il y a des bandes au sein de l'État, mais que l'État lui-même est une bande, un homosexuel, qui est menacé, battu et volé par la police dans les parcs et dans les salles de cinéma, n'a pas de besoin d'un camion ».

Pour clarifier le sujet à propos du questionnement des institutions, Özalp donne l'exemple de l'institution familiale et elle souligne que critiquer la famille ne signifie pas que l'on critique « votre » famille, mais la famille en tant qu'institution/structure sociale :

« C'est de questionner quand et pourquoi est apparu le concept de famille, de questionner ses fonctions et sa structure ».

Un autre aspect souligné dans l'article d'Özalp est qu'il ne faut pas vivre l'illusion que tous les groupes soumis par le même système peuvent se correspondre parfaitement. L'auteure indique que même s'il y a plusieurs relations entre le mouvement ouvrier et le mouvement homosexuel, l'un n'inclut pas l'autre. Cependant, cela ne les empêche pas d'interagir sur des points communs.

Dans le numéro 34 (juin 1997), une autre intervention apparaît comme une réponse à celle de Bora. L'article signé par Halil Seyhan nous montre tout de même comment le groupe Kaos GL et le mouvement homosexuel sont perçus différemment selon les intervenants.

⁶¹⁰ À Susurluk, un camion heurte à une voiture dans laquelle se trouvent un député, un échappé de justice et un policier de haute responsabilité (un chef de la police).

Contrairement à Atilla A. et Yasemin Özalp, Seyhan définit le groupe Kaos GL en tant qu'une organisation apolitique, une organisation gay-lesbienne qui lutte pour la liberté sexuelle. Il poursuit que le problème essentiel est un problème de liberté sexuelle, qu'il ne considère pas qu'il s'agit d'un problème identitaire, que l'identité est l'imposition du système étatique. Malgré cette différence d'opinion, comme Bora, Seyhan attribue également une grande importance à *Kaos GL* :

« Avec *Kaos GL*, nous crions avec toute notre voix. *Kaos GL* est tout pour nous. (...) Dans un pays dégénéré, qu'est la Turquie, où la façon (le mode) de gouvernance est indéfinie, avoir *Kaos GL* est une grande chance. En plus, nous avons nos réunions, nos séminaires, notre émission de radio – même s'ils sont locaux... ».

La discussion se termine par cette intervention, au moins sous ce titre spécifique. En 1999, dans le double numéro 59-60 (juillet-août), la revue indique que tandis que la discussion n'ait pas terminée et que l'on n'était pas arrivé à une fin, les lecteurs avaient cessé d'envoyer des articles traitant directement le sujet et elle fait un appel aux lecteurs à participer de nouveau aux discussions sur le mouvement homosexuel. La revue invite également les lecteurs à réagir sur tout ce qui est publié dans ses pages, sans se limiter au mouvement homosexuel. Pourtant, elle fait une remarque sur le langage et, même si elle le fait d'une manière informelle, elle précise pour la première fois qu'elle ne publiera pas les interventions utilisant des injures. Malgré cet appel, nous ne trouvons plus désormais des contributions qui se succèdent dont on peut identifier comme un débat ou une discussion sur le mouvement homosexuel. Le sujet garde cependant toujours son actualité et il apparaît soit dans des articles traitant d'autres sujets soit dans des articles à part⁶¹¹ mais qui ne donnent pas en général à une suite de discussions.

Après une analyse de la revue *Kaos GL* sur les points traités sous ce chapitre, nous pouvons prétendre que certains critères nécessaires pour l'existence d'un espace public sont réalisés. Même si on n'est pas très proche à l'espace public habermassien, il nous paraît tout de même qu'il est possible d'observer chez *Kaos GL*, l'un des critères institutionnels

⁶¹¹ Le dernier exemple que nous avons remarqué est un article publié dans le numéro 71 (janvier-février 2002), signé Ali Baba, dont le titre est « Est-ce le mouvement homosexuel est un luxe ? La coalition des opprimés et l'utopie ».

communs qui existe dans la pensée de Habermas : l'oubli de toutes conditions sociales (de classe) dans ces sphères et le fait que les gens puissent y montrer indépendamment de toute hiérarchie en tant que des gens « ordinaires » (*die Privatleute*)⁶¹². Autrement dit, nous faisons référence au critère d'« abstraction de la "condition sociale", (en opposition à la société de Cour qui est strictement hiérarchique) » et à celui selon lequel « On ne peut en exclure *a priori* personne »⁶¹³. En théorie, et jusqu'à un certain niveau également en pratique, nous affirmons que cette liberté d'accès à la revue pour s'y exprimer existait. Nous y retrouvons parfois des articles donnant référence aux auteurs mondialement connus, des articles plus théoriques et parfois des articles reflétant surtout les réactions des auteurs (qui partent donc surtout des expériences personnelles, qui sont plus sentimentaux, qui n'approfondissent pas leurs idées). Pourtant, même si la discussion ne suit pas toujours une argumentation raisonnée, cela ne signifie pas qu'elle n'a pas de valeur pour rassembler les différentes opinions afin de construire le mouvement LGBT. Pourtant, pouvons-nous nier que même juste avec le niveau de langage utilisé, cette liberté était condamnée à une hiérarchisation des individus ? Envers ceux qui utilisaient de « grands » mots, ceux qui n'avaient qu'un simple vocabulaire, ceux qui ne rédigeaient que leurs sentiments à propos d'un sujet discuté ou que leurs expériences personnelles, ceux qui ne pouvaient pas argumenter ses idées comme il fallait, ces derniers ne seraient-ils pas intimidés pour les prochaines fois ? Ces questions contiennent en elles-mêmes leurs réponses affirmatives, mais cela ne représente pas l'image complète, car même s'il y a une certaine intimidation et même si la parole de ceux qui sont plus éduqués prend le dessus au moment des décisions des politiques à mener, la sans cesse arrivée des homosexuels qui découvrent pour la première fois la revue, le groupe et à partir des années 2000 le site internet Kaos GL, empêche la disparition de cette voix moins raffinée et assure la connexion du mouvement avec son « large » public au lieu de se perdre dans une illusion de cohérence parfaite au sein d'un groupe restreint. Nous pouvons donc assumer que même si elle manque de continuité au niveau des personnes (ce ne sont pas les mêmes personnes qui interviennent aux débats, il se peut certains d'entre eux se retirent des discussions avec un sentiment d'être inférieurisé), cette idée (et cette réalité) de l'absence d'une hiérarchisation existe toujours au cœur des débats et elle est encouragée à certaines occasions par les fondateurs du groupe.

⁶¹² TANER Timur, Habermas'ı Okumak (Lire Habermas), éd. Yordam Kitap, (première édition) octobre 2008, 283 pages, p. 49.

⁶¹³ HARDY Jonathan, *L'espace public de Jürgen Habermas, réexaminé à la lumière de ses écrits de jeunesse*, 112 p. Mémoire de DEA : Philosophie : Université de Montréal : juillet 2011, p. 10.

Les exemples cités tout au long des pages précédentes et qui sont issus des contributions des lecteurs à la revue *Kaos GL*, affirment également la remarque de S. Haber sur l'éthique de la discussion d'Habermas :

« (Habermas) reprend à son compte, mais sans s'y appesantir, le cœur normatif de la pensée marxienne de l'histoire... au cours d'un processus de délibération collective, les individus et les groupes apprennent à exprimer leurs expériences, à articuler leurs interprétations d'eux-mêmes et du monde, ainsi qu'à faire valoir leurs intérêts et leurs désirs ; ils acquièrent par là une conscience d'eux-mêmes, une réflexivité critique, qui ne pourrait être atteinte aussi nettement par d'autres voies. Ils apprennent d'autre part... à confronter leurs visions à celles d'autres individus et d'autres groupes. S'ensuit un processus d'apprentissage conflictuel et incertain au terme duquel, dans le meilleur des cas, quelque chose comme une volonté commune, universalisable en principe donc, et représentant la forme réfléchie – rationnelle – de l'autonomie, finit par se dégager » (Haber, 2001, pp. 36-37)⁶¹⁴.

Le consensus étant un point important dans l'espace public habermassien, tout au début de notre travail, nous étions obsédée par sa recherche. Pourtant, nous avons remarqué que cela n'était pas toujours nécessaire pour cette partie de notre sujet de recherche qu'est l'espace public homosexuel. Dans les années 1990, le mouvement LGBT était en pleine construction en Turquie et cela était dans une atmosphère qui était hostile à sa présence. Cela ne se faisait probablement pas conformément aux règles classiques de concept, mais le mouvement construisait également son espace public de plusieurs manières différentes : la publication de la revue, l'envoi des lettres, les témoignages, les discussions, mais également la sortie dans les rues pour une présence ouverte dans un espace physique. Il se peut que, de nos jours il est plus facile de parler d'un espace public homosexuel mais alors comment définir / identifier les quinze premières années de la revue *Kaos GL* ? Cela nous amène à une phrase de Hannah Arendt citée par Bernard Miège :

« L'action muette ne serait plus action parce qu'il n'y aurait plus d'acteur, et l'acteur, le faiseur d'actes, n'est possible que s'il est en même temps diseur de paroles »⁶¹⁵.

⁶¹⁴ HABER Stéphane, Jürgen Habermas, une introduction, Paris, Agora Pocket, 2001, p. 36-37, cité par MIÈGE Bernard, in op. cit. (octobre 2010), p. 69.

⁶¹⁵ MIÈGE Bernard, op. cit. (octobre 2010), p. 67.

Nous concluons sur ce point que la revue *Kaos GL* couvrait en son sein les diseurs de paroles et les acteurs, faisant partie elle-même de ces derniers.

Chapitre VIII: L'interaction entre le mouvement social et les médias

Pour le cadrage de ce chapitre, nous nous sommes inspiré d'un article de la chercheuse Elisabeth A. von Zoonen, daté de 1992, issu de sa thèse : « The Women's Movement and the Media : Constructing a Public Identity » (Le mouvement des femmes et les médias : construire une identité publique). Comme son nom l'indique, Zoonen se place dans la perspective de la construction d'une identité publique à partir de l'exemple du mouvement des femmes. Nous, par contre, nous essayons d'identifier le lien / l'interaction entre l'espace public homosexuel et l'espace public général promu par les médias de masse. Dans ce dessein, il nous paraît tout de même indispensable de faire une première recherche sur l'attitude du mouvement LGBT envers les médias et vice-versa afin de clarifier les conditions fondamentales d'une éventuelle interaction. L'article de von Zoonen nous devient utile sur ce point, car il est à propos du traitement médiatique du mouvement des femmes à son émergence aux Pays-Bas, en se référant à des théories sur le lien entre les médias et les NMS, citant, entre autres, les auteurs comme Kielbowicz et Scherer, pour qui l'existence absolue (*sheer existence*) des nouveaux mouvements dépend de leurs couvertures par les médias⁶¹⁶. Suivre le fil de cet article nous permet donc de voir que certains aspects d'un tel lien et d'une couverture médiatique ne changent pas ni par rapport au temps ni par rapport aux sociétés, car il est possible d'observer plusieurs similarités entre l'approche des médias au mouvement des femmes aux Pays-Bas, dans les années fin 1960 et celle des médias turcs au mouvement LGBT en Turquie du début des années 1990. Il est fort probable qu'une recherche sur le mouvement des femmes en Turquie donnerait davantage d'indices à compléter le travail de von Zoonen et qui peuvent s'inscrire dans les études féministes / féminines, mais cela ne rentre pas dans le cadre de notre problématique et nous prétendons que la différence des mouvements analysés peut être également enrichissante dans une autre perspective. Ce travail peut également être complété par une recherche dont le focus reste sur les raisons des similarités de fonctionnement entre les médias des différents pays, donc sur le système journalistique, sur les pratiques journalistiques.

Avant de détailler sa recherche, von Zoonen résume ses résultats en précisant qu'elle va montrer que :

⁶¹⁶ Von ZOONEN Elisabeth A., The Women's Movement and the Media: Constructing a Public Identity, (Le mouvement des femmes et les médias: construire une identité publique), in *European Journal of Communication*, volume 7, number 4, p. 453-476, SAGE publications, décembre 1992, Londres, p. 453.

« l'identité publique du mouvement des femmes n'est pas seulement le produit d'une collusion des discours de genre et des discours des politiciens (discourses of politics), mais elle est en même temps le produit d'un conflit entre les routines organisationnelles du mouvement et celles des médias, et encore d'un conflit entre les préférences individuelles des journalistes et des activistes »⁶¹⁷.

À propos de notre sujet de recherche, nous arrivons à des conclusions similaires, vu qu'au début le mouvement LGBT mène une politique stricte envers les médias et vu qu'au fil des années ces derniers développent une certaine sensibilité envers l'homosexualité, les relations entre ces deux parties se transforment.

Afin de comprendre la relation entre les médias et les NMS, nous reprenons la citation de von Zoonen à partir d'un article de Kielbowicz et Scherer sur le rôle joué par les médias sur la dynamique des NMS :

« In an overview study, Kielbowicz and Scherer (1986) assume that media are instrumental to NSMs in at least three ways. First, they are considered an important means of reaching a more general public, to acquire approval of ideas and to mobilize potential participants. Second, media can link movements with other political and social actors, such as trade unions, political parties and governments, which is of special importance for groups whose access to political elites is barred for various reasons. Third, media can provide psychological support for movement members, as Molotch (1979: 3) says: "There is also the activists' sense that what they do matters in the world" »⁶¹⁸.

Fillieule et Bourneau résument ces trois rôles comme « mobiliser des soutiens ; obtenir la mise à l'agenda politique de leurs revendications ; soutenir le moral des personnes mobilisées, les galvaniser »⁶¹⁹ et ils ajoutent un quatrième point qui est « obtenir de l'argent,

⁶¹⁷ Original en anglais : « I will show that the public identity of the women's movement is the product not only of a collision of discourses of gender and discourses of politics, but also of conflicting organizational routines of the movement and the media, and of conflicting individual preferences of journalists and activists. »

⁶¹⁸ « Dans une étude général, Kielbowicz et Scherer (1986) suppose que les médias sont instrumentaux aux NMS en trois dimensions. Premièrement, ils sont considérés comme un moyen important pour atteindre un public plus général (plus grand), pour acquérir l'approbation d'idées et pour mobiliser des participants potentiels. Deuxièmement, les médias peuvent relier des mouvements avec d'autres acteurs politiques et sociaux, comme les syndicats, les partis et les gouvernements politiques, ce qui est d'une importance spéciale pour les groupes dont l'accès aux élites politiques est barré pour diverses raisons. Troisièmement, les médias peuvent fournir le soutien psychologique pour les membres d'un mouvement, comme l'indique Molotch (1979 : 3) : 'Chez certains activistes, il y a aussi le sentiment d'être utile pour le monde avec ce qu'ils font' ».

⁶¹⁹ FILLIEULE Olivier (sous la direction de), Sociologie de la protestation, Les formes de l'action collective dans la France contemporaine, éd. L'Harmattan, 1993, p. 238.

des dons, dans le cas particulier d'une mobilisation ponctuelle et réticulaire, sur un enjeu précis et limité », pour lequel ils donnent l'exemple du Téléthon.

Comme l'indique von Zoonen, il est possible que les médias jouent ce rôle comme il est également possible qu'ils jouent un rôle complètement opposé : « demobilize, disregard issues and frustrate participants ». Ce rôle joué par les médias n'est pas isolé ni du système médiatique, ni des pratiques journalistiques, ni de la ligne éditoriale d'une entreprise médiatique et ni même du système politique et encore moins des mœurs propre à un pays. Car comme le précise Patrick Champagne, « Tout travail journalistique conduit à construire une réalité et il faut s'interroger sur les principes de construction de l'information, qui sont variables selon les médias »⁶²⁰. Pourtant, dans le cas du mouvement LGBT en Turquie, nous observons que les rôles opposés peuvent exister au sein d'une seule entreprise de médias, au sein d'un même journal. D'ici, rentre en scène le contexte du sujet traité et d'autres aspects sociaux et / ou politiques. L'exemple le plus concret pour confirmer cette hypothèse est la couverture de l'interdiction de l'association Lambdaİstanbul par le journal *Hürriyet*. L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne étant soutenue par le journal, la décision juridique n'était pas conforme à l'image d'une Turquie moderne, donc tandis qu'en dehors de cette période le journal ignore les ONG des homosexuels et publie des articles soit humiliants, soit sensationnels, soit ignorants sur l'homosexualité, il défendait ouvertement le droit des homosexuels à fonder une association.

Il est vrai que les médias nous informent sur des sujets divers et que ces sujets deviennent notre agenda ; et que certains sujets sont traités plus que les autres pour telle ou telle raison ; il est encore vrai que si ces sujets n'ont pas de reflets dans notre vie quotidienne, si, par exemple, nous ne connaissons l'homosexualité que par les médias, si nous n'avons pas une proche ou un voisin homosexuel/le, on accepte sa couverture médiatique comme telle elle est ; et il est important de combattre cette représentation pour qu'elle reflète vraiment la réalité. Pourtant, admettant que la couverture et le traitement médiatique d'un sujet sont importants afin d'atteindre un public plus large et afin d'avoir le sentiment que ce que l'on fait sert à quelque chose, nous devons également insister sur le fait que même sans une telle couverture, le fait d'accéder aux personnes concernées (même si leur nombre est très

⁶²⁰ CHAMPAGNE Patrick, Le traitement médiatique des malaises sociaux, in *Les Cahiers du Journalisme*, n° 2, décembre 1996, p. 8-14, p. 10.

restreint) est un acte très précieux dans la vie réelle, donc, il ne faut pas survaloriser le côté médiatique et le discours en négligeant la réalité.

Revenons-en à l'article de von Zoonen qui, faisant référence aux différents ouvrages des années 70 et 80, sur la relation entre le mouvement des femmes et les médias, indique qu'il est dit que « le féminisme n'a pas gagné l'accès aux médias selon ses propres conditions et qu'il a souffert de la marginalisation, de la raillerie et quelquefois de la calomnie absolue »⁶²¹. Après une analyse propre au mouvement LGBT en Turquie, nous pouvons prétendre que le même argument est valable également pour ce dernier avec une vingtaine d'années d'écart et parfois même aujourd'hui. La stigmatisation, la valorisation du sensationnel et du négatif existent également dans le traitement « des problèmes publics » ou dans « la médiatisation des problèmes sociaux ». Nous avons du mal à classifier le mouvement LGBT ou le mouvement des femmes dans le cadre des « problèmes » publics/sociaux, pourtant, leurs traitements médiatiques sont conformes à ce cadre. Dans son article rédigé à partir du traitement médiatique des « banlieues à la dérive », Champagne précise que « (...) S'agissant des problèmes sociaux, on voit que ceux-ci n'existent qu'à travers les incidents et les situations de crise, c'est-à-dire lorsqu'il se passe quelque chose de négatif »⁶²². L'article de Champagne est publié en 1996, celui de von Zoonen en 1992, et les recherches citées dans ce dernier datent de la fin des années 1970 et début des années 1980, et cette remarque sur la mise en une du négatif reste un point commun. De nos jours, dans les années 2000, nous pouvons remarquer les mêmes spécificités dans les médias turcs, avec tout de même une certaine nuance. Même si les journaux qui sont ouvertement hostiles à l'homosexualité en raison de leurs opinions politiques et/ou religieuses ne se privent pas des articles négatifs, cette fois-ci le mouvement LGBT bénéficie en son entité d'une couverture médiatique qui n'est pas nécessairement négative dans les médias de masse. Par contre, les articles à propos des individus LGBT à part sont souvent liés aux affaires sensationnelles (les faits-divers, la vie sexuelle des célébrités, etc.).

Prolonger notre remarque précédente, sur le traitement confus de l'homosexualité et du mouvement LGBT même au sein d'un seul journal, nous amène à la domination de certains types d'information. Patrick Champagne précise qu'à propos des sujets

⁶²¹ Von ZOONEN Elisabeth A., op. cit., p. 453-454. Original en anglais : « It is said that feminism has not gained access to the media on its own terms and that it has been suffered marginalization, ridicule and sometimes outright slander ».

⁶²² CHAMPAGNE Patrick, op. cit., p. 13.

problématiques, il est tout de même possible de trouver « des articles ou des émissions remarquables » :

« Or, ces articles ou ces émissions sont comme occultés, lors des événements, par un autre type d'information, plus sommaire et souvent caractérisée par le goût du "sensationnalisme". C'est ce type d'information-là qui tend à s'imposer, à marquer les esprits et qui contribue à construire, pour le grand public et aussi pour les responsables politiques, "le problème des banlieues". Il y a des médias dominants et des médias dominés, des médias qui comptent plus que d'autres dans la fabrication de l'information dominante ».

Cette remarque étant très importante, il ne faut pas oublier que ces rôles de domination peuvent être flexibles selon les objectifs poursuivis. Si on envisage d'être présent dans les médias de masse, il est évident que certains journaux nationaux et certaines chaînes nationales sont plus importants que les autres au niveau de leurs publics, de leurs traditions, de leurs histoires, de leurs influences. Pourtant, si on envisage de modifier la perception de l'homosexualité au sein de la gauche par exemple, un journal « dominé » par rapport aux médias de masse, peut devenir dominant. Il est donc important de tenter de mieux comprendre les objectifs du mouvement LGBT afin de comprendre leur stratégie médiatique.

A) L'approche de Kaos GL à propos des médias

Afin de comprendre l'interaction entre le mouvement LGBT et les médias, nous nous appuierons surtout sur l'approche de Kaos GL, dont la revue et le groupe sont inséparables, envers les médias. Cela nous permettra d'observer également celle de LambdaIstanbul à partir des critiques faites au groupe par Kaos GL. Cela faisant nous donnerons également une image générale du traitement médiatique de l'homosexualité et du mouvement LGBT au fil des années, à partir des années 1990 jusqu'aux années 2000. Cela nous aidera à compléter les années 80 que l'on avait traitées dans les paragraphes consacrés au Parti Radical (cf. chapitre V). Nous insisterons également sur les journalistes et sur leurs attitudes lorsqu'il s'agit des articles à propos des sujets liés aux LGBT.

Afin de pouvoir suivre le fil d'une transformation éventuelle dans l'approche du groupe Kaos GL envers les médias et après avoir remarqué que dès le début une rubrique était consacrée aux médias dans la revue *Kaos GL*, nous avons opté pour une analyse des articles publiés dans cette rubrique, rédigés majoritairement par Gay'e Efendisiz, l'un des fondateurs

du mouvement. Cette rubrique spécifique sur les médias fut irrégulière, mais les médias furent toujours un sujet important pour le mouvement. Nous avons donc cherché d'autres indices qui nous informent sur l'approche du groupe. Un premier se trouve dans le deuxième numéro de la revue *Kaos GL* (octobre 1994). Dans le cadre de la traduction d'un article publié d'abord au Zimbabwe, dans le magazine GALZ et reproduit ensuite dans le bulletin d'ILGA, on apprend qu'une émission de radio a donné pour la première fois dans l'histoire du pays (Zimbabwe) une place aux homosexuels en débattant de l'homosexualité avec deux homosexuels noirs. L'article, lui-même souligne l'importance de cette émission pour les homosexuels qui ont attiré l'attention des médias et envisagé d'en profiter afin d'atteindre d'autres homosexuels et afin de leur faire comprendre qu'ils sont « normaux » et qu'ils ne sont pas seuls dans le monde. Pourtant, à la fin de l'article, *Kaos GL* ajoute une note et précise qu'il ne partage pas les opinions de « leurs frères zimbabwéens » :

« À propos des médias, nous pensons (...) que le salut / la libération des homosexuels et des femmes en Turquie passe par un combat total également envers les médias ».

C'est une phrase qui résume l'approche du groupe envers les médias et elle n'est pas le seul exemple. Au fil des années, nous remarquons d'autres propos similaires comme les suivants :

- « Il est absurde de discuter l'attitude de *Kaos GL* qui envisage une lutte absolue envers les médias » (numéro 4, décembre 1994)
- « Le dégoût (la répugnance) et la haine que l'on a envers les médias » (numéro 11, juillet 1995)
- « Nous avons une approche complètement négative envers les médias écrits et audiovisuels. L'approche des médias envers les gays et les lesbiennes fut toujours d'une nature hétérosexiste. Ils sont soit hypocrites sur le sujet soit ouvertement hostiles. Pour le salut des gays et des lesbiennes, nous sommes pour un combat absolu envers les médias. Cependant, il est possible de trouver des lignes sincères (franches) dans les médias locaux, on a réalisé une émission de deux heures dans une radio locale. Nous avons pourtant refusé une demande de la part d'une chaîne de télévision privée. » (numéro 11, juillet 1995)
- « (...) On remarque encore une fois que les médias n'informent pas les gens, ni ne les rendent conscients, mais ils reproduisent l'ignorance massive encore et encore. En résumé, dans les médias, rien de nouveau ! » (numéro 21, mai 1996)

Durant les premiers numéros de la revue, *Kaos GL* publie également des extraits d'articles publiés au cours des semaines précédentes dans la presse turque à propos de l'homosexualité. Parfois, les coupures sont publiées sans commentaire supplémentaire, parfois elles servent d'expression aux idées du groupe. Dans le sixième numéro (février 1995), nous retrouvons quatre coupures sur des lesbiennes à l'étranger⁶²³, des informations qui viennent de l'Italie, des États-Unis et une autre sur la joueuse de tennis Martina Navratilova. Nous essayons d'éviter l'analyse des coupures publiées dans la revue en raison de l'impossibilité d'une analyse systématique étant donné que nous ne couvrons pas toute la période de la presse turque depuis la fondation du groupe. Pourtant, pour ce premier exemple, nous avons regardé de près les articles cités afin de pouvoir développer certaines idées à nous, issues d'un autre travail. Le premier article est signé par Reha Erus, correspondant en Italie des différents journaux selon les époques, et traite d'une équipe de foot d'Italie de Nord, Azzurre Brescia, dont l'homosexualité de certaines joueuses a été découverte selon le titre. À la lecture de l'article, nous apprenons que les joueuses lesbiennes ont été « chassées » de l'équipe et que les autres joueuses se sont plaintes d'être considérées en tant que lesbiennes et qu'elles le prenaient comme une calomnie. Le langage du journaliste n'est pas homophobe mais le contenu de l'article l'est et nous ne pouvons pas trouver des signes qui montrent que le journaliste ne partage pas cette opinion. Nous sommes donc face à un article qui considère l'homophobie comme une chose naturelle. Le deuxième article est intitulé « La colonelle lesbienne est retournée à l'armée » et il est publié par l'agence d'information nationale, Agence Anatolienne (A.A.). L'article nous informe sur une colonelle états-unienne licenciée de l'armée en raison de son homosexualité. Nous apprenons qu'à la suite d'une objection juridique, elle a obtenu d'être réintégrée. L'article est rédigé sur un ton neutre, il n'y a pas de commentaire ajouté. Un deuxième article servi par A.A. porte le titre « Navratilova cherche une compagne lesbienne ». L'article ne fait que rapporter les propos de Navratilova au cours d'une conférence de presse, mais nous pouvons supposer qu'après avoir perdu un match à Wimbledon, les propos de la joueuse ne devraient pas être limités à sa vie privée. Le titre choisi souligne davantage l'homosexualité de la joueuse mondialement connue, donc même si l'article ne contient pas des insultes ou des commentaires négatifs, nous remarquons que l'homosexualité trouve une place dans les pages du journal d'une manière sensationnelle. Le dernier article publié dans la revue *Kaos GL* est intitulé « Une ministre adjointe lesbienne aux États-Unis » et composé de trois phrases. Les deux premières phrases de l'article sont

⁶²³ Les titres en turc sont les suivants : « Oyuncuları lezbiyen çıkan futbol takımı kapatıldı », « Lezbiyen albay orduya döndü », « A.B.D.'de lezbiyen bakan yardımcısı », « Navratilova, lezbiyen bir eş arıyor ».

informatives tandis qu'il se termine par « les affirmations de certains responsables sur la possibilité que Roberta Achtenberg manipule son pouvoir afin de protéger les droits des homosexuels et des lesbiennes ». Ces quatre articles publiés en 1995 dans la revue *Kaos GL* coïncident avec les résultats obtenus suite à une analyse des articles publiés dans le journal *Hürriyet* en 2007, entre les mois d'août et d'octobre⁶²⁴. Les cent deux articles publiés au cours de la période mentionnée nous montrent que l'homosexualité devient un sujet d'information surtout sous trois rubriques : le monde, le magazine et l'actualité.

« Cela est en lien avec l'approche hétérosexiste, qui accepte l'hétérosexualité comme LA norme sociale, envers l'homosexualité et les homosexuels. Dans ces articles, l'homosexualité est considérée comme un style de vie excentrique vécu à l'étranger, surtout à l'Occident, ou bien dans des milieux des personnes aisées. Elle ne peut exister dans la vie des classes moyennes et basses seulement par l'intermédiaire de la criminalité et de la violence, donc, elle devient encore une fois un style de vie marginal qui n'appartient pas aux personnes ordinaires et réelles »⁶²⁵.

Nous remarquons que les quatre articles susmentionnés sont également à propos des homosexuels étrangers et conformément à notre analyse de 2007, le langage utilisé peut être considéré malgré tout comme politiquement correct. On ne peut cependant pas s'empêcher de souligner le côté sensationnel en mentionnant l'homosexualité des individus bien que cela ne devrait pas faire partie de l'information.

Un cinquième article reproduit dans le sixième numéro de la revue *Kaos GL* est sur la revue elle-même. L'article, signé Yavuz Alatan, est intitulé « Les lesbiennes ont aussi publié une revue »⁶²⁶. L'article porte un ton informatif, mais nous remarquons que même si le titre ne mentionne que les lesbiennes, la première phrase indique que « les homosexuels et les lesbiennes ont désormais une revue », donc, nous observons qu'encore une fois l'homosexualité féminine est utilisée afin d'attirer plus d'attention, comme un moyen sensationnel. Un autre détail mentionné dans l'article est la distribution de préservatif avec un numéro de la revue. Comme cette information n'est pas donnée afin de souligner l'importance

⁶²⁴ ŞAHAN Mutlucan, ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, La représentation des LGBT à la troisième page : le cas du journal *Hürriyet*, communiqué présentée dans la conférence nationale « 3. sayfa » (« Troisième page », par rapport à la page des journaux consacrées aux faits-divers en Turquie), le 4 décembre 2007.

⁶²⁵ ŞAHAN Mutlucan, ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, op. cit.,

⁶²⁶ Le titre en turc : « Lezbiyenler de dergi çıkardı ».

de la protection sexuelle, cela reproduit encore le cliché qui réduit l'homosexualité à la sexualité.

Dans le numéro 13, nous observons que le groupe commence à critiquer les articles et/ou les émissions publiées dans les médias de masse. En plus des articles qui ne sont que reproduits dans la revue, sous le titre « Qu'est-ce qu'ils essaient de faire ? », le groupe étudie un article publié dans le journal *Cumhuriyet* et une émission passée sur une chaîne dont le nom n'est pas mentionné. Ce qui est critiqué chez le journal *Cumhuriyet* est le titre de l'article : « La tendance homosexuelle est répandue en Arabie Saoudite ». Le titre pose un problème, car dans sa totalité il s'agit d'un entretien réalisé avec un Turc qui a vécu pendant longtemps en Arabie Saoudite et le journal envisage de critiquer le pays et son système de la charia. Le pays fait l'actualité en raison des exécutions. Le groupe critique alors que le journal ne traite pas les conditions de vie difficiles des homosexuels en Arabie Saoudite mais encore qu'il pose l'homosexualité comme un problème. Il est indiqué que cela montre le «vrai visage» du journal et l'on condamne / blâme ce dernier. Cette réaction est importante, car c'est le même journal qui publia en 1999 les articles rédigés par Doğu Perinçek (cf. chapitre VI – Lambdaİstanbul) et qui considèrent l'homosexualité comme une mauvaise influence du capitalisme. Comme le journal ouvre ensuite ses pages aux réponses communes des groupes LGBT de l'époque, nous pouvons supposer qu'il cherche un certain équilibre, mais la publication des articles dévalorisant l'homosexualité prouve tout de même qu'il a une attitude plutôt négative à propos du sujet.

Quant à l'émission critiquée, il s'agit d'un programme à sensation dans lequel est racontée l'histoire d'un jeune toxicomane violé. Le groupe attire l'attention sur le fait que le visage de jeune est montré flou tandis qu'une petite personne incluse dans l'affaire est affichée clairement en mentionnant également qu'il était homosexuel. Dans le même programme, à propos d'un autre événement, on indique que la personne tuée était homosexuelle même si ce détail n'a rien à voir avec le sujet traité. À partir de ces exemples, le groupe envisage de souligner comment les médias peuvent atteindre à la vie privée des individus homosexuels.

Les critiques de médias continuent dans un premier temps de manière irrégulière, donc pour pouvoir observer un autre exemple, il nous faut attendre jusqu'à la publication du dix-septième numéro. Il s'agit de deux lettres envoyées à des rubriques spécifiques de deux différents journaux, l'une est adressée à Güzin Abı (Hürriyet) et l'autre à Haydar Dümen (cf.

Kaos GL – Les années 2000). Une fille de 19 ans écrit à Güzin Abla qu'elle vit dans une famille dont le père est violent et la mère en souffre. Elle ajoute qu'elle n'est pas attirée par les hommes et qu'elle peut avoir des sentiments pour une amie proche. Elle demande si elle devient homosexuelle. La lettre envoyée à Haydar Dümen est rédigée par un homme de 27 ans, qui a eu une relation homosexuelle à l'âge de 15 ans. La personne demande l'aide de Dümen, indique qu'il n'a « rien fait de mauvais » depuis cette première relation, mais qu'il se sent pécheur. On apprend également qu'il avait essayé de « se soigner » dans des établissements mentaux. Les conseils de Güzin Abla et de Dümen sont similaires en leur indiquant qu'il faut trouver un copain / qu'il faut se marier si on croit que l'on peut vivre en tant que bisexuel. Dümen conseille de même une nouvelle consultation psychiatrique ou qu'il s'adresse à lui. À la fin de la publication de ces deux lettres, un membre du groupe Atilla Karakışlı (le pseudonyme d'un des deux fondateurs du groupe) rédige une courte réponse en indiquant que ce genre de « mentor » ou des « guides » rendent la vie impossible chaque jour à des dizaines de personnes en leur conseillant de vivre en cachette ou en les forçant à changer complètement. Karakışlı souligne que les arguments abordés par Dümen (l'interdiction d'avoir des copines durant la jeunesse, selon les mœurs) n'étaient pas valables pour lui et il lui demande alors dans ce cas-là quelle peut être la raison de son homosexualité. Il critique également le conseil de passer une vie en hypocrisie. Ce qui est important dans ce processus de publication et la critique des articles est, le fait que même après plus d'une dizaine d'années, les mêmes personnes continuent à recevoir des lettres similaires et donnent presque les mêmes réponses. En 2004, Güzin Abla change un peu son attitude et indique dans sa réponse qu'elle n'a pas de problème avec ceux qui sont en paix avec leur homosexualité mais qu'elle essaie de « tranquilliser au moins un peu » ceux qui lui écrivent et qui ne sont pas contents de leurs situations. Quoiqu'elle essaie de trouver un équilibre entre ses lecteurs de « deux extrémités », Güzin Abla continue de définir l'homosexualité comme une maladie qui peut être soignée ou bien de la relier à un viol vécu à l'enfance. Alors, en 2005, les groupes LGBT débute une campagne de protestation envers Güzin Abla et son journal *Hürriyet* pour cause de discrimination sexuelle. La campagne est soutenue par certains académiciens, comme la professeure en sociologie Nilüfer Narlı et par CETAD⁶²⁷ (cf. Lambdaİstanbul). Encore en 2009, un membre de Kaos GL, Umut Güner, rédige une lettre ouverte adressée à Güzin Abla, toujours en raison d'une réponse conseillant de faire un effort pour changer à une lettre d'un homosexuel. En 2012, nous apprenons à partir d'un mail envoyé à une liste de

⁶²⁷ L'association d'éducation, de traitement et de recherche de sexualité, en turc Cinsel Egitim, Tedavi ve Araştırma Derneği.

mailing qu'un bénévole de Lambdaİstanbul, M. Öner Ceylan, s'adresse à l'ombudsman du journal *Hürriyet*, M. Faruk Bildirici, suite à un article de Güzin Abla, publiée le 16 janvier 2012. Dans sa lettre, Güzin Abla relie l'homosexualité de l'expéditeur de la lettre au fait qu'il est célibataire depuis un certain moment. L'approche négative, voire homophobe de Güzin Abla n'est pas un fait isolé. Elle s'inscrit dans une culture plutôt traditionnelle et conservatrice. Même si Güzin Abla évolue un peu avec le temps, elle n'est pas favorable non plus aux relations sexuelles avant le mariage, elle croit que les filles doivent être plus sage tandis que les hommes ont droit à quelques aventures. Donc, nous ne pouvons pas prétendre que Güzin Abla n'est conservatrice qu'à propos de l'homosexualité, nous pouvons cependant prétendre qu'elle est un exemple incarné de l'homme ordinaire dans la société turque, elle n'est pas un cas isolé.

Dans le dix-huitième numéro (février 1996), Yasemin Özalp rédige un article intitulé « Les syndromes de mode » dans lequel elle analyse un article publié dans les médias de masse (selon l'appellation originale de l'auteure, en turc « mass medya ») : « L'homosexualité féminine est devenue à la mode ». À partir de l'article mentionné dans son récit, l'auteure reproche aux médias de créer une certaine illusion comme si l'homosexualité est apparue soudain et qu'elle n'existait pas déjà et comme si les homosexuelles sont libres dans la société. Elle indique que dans les limites du capitalisme, les homosexuels peuvent avoir des bars à eux, des films pornographiques, des cinémas et toujours leurs chambres à coucher. Ils ont également, en théorie, la possibilité de faire de la politique, de devenir des ministres, voire des premiers ministres. Jusqu'ici, nous témoignons d'une critique du système à partir des médias de masse. Pourtant, une autre phrase attire notre attention en raison du lien créé entre les homosexuels et les Kurdes :

« Si on croit que le discours de "l'homosexualité féminine est devenue à la mode" apporte de la liberté aux lesbiennes et qu'il est de bonne volonté, nous pouvons dire que l'entrée du discours de "les Kurdes existent en Turquie" dans les médias de masse au milieu des années 80 apporte autant de liberté aux Kurdes et est également de bonne volonté ».

Cette phrase confirme d'abord notre hypothèse qu'il y a un lien entre les mouvements de minorité en Turquie dans leur lutte et dans leur représentation dans les médias ; ensuite elle nous montre qu'une visibilité médiatique, même si elle est importante, ne signifie pas une représentation correcte des groupes concernés.

Notre hypothèse qui relie le mouvement LGBT aux autres mouvements identitaires en Turquie, et surtout au mouvement kurde, se vérifie également par les paroles d'Ali Erol, au cours d'un entretien donné au site internet, bianet.org. L'entretien date du 10 octobre 2002 et focalise sur les prochaines élections le 3 novembre. Déjà, il fait l'un des rares exemples où les opinions du groupe Kaos GL sont sollicitées en dehors d'un contexte lié directement à l'homosexualité. Les questions cherchent à comprendre le lien entre le mouvement LGBT et la politique, mais cela ne se fait pas à partir, par exemple, d'un événement organisé par Kaos GL, mais à partir des élections nationales. Il est donc important de voir qu'une pratique journalistique ayant besoin des opinions des groupes LGBT sur un tel sujet émerge afin d'observer que ces derniers occupent désormais une place non négligeable dans l'espace public. Il nous faut tout de même noter que le site bianet exerce depuis sa fondation, un autre type de journalisme, il défend le journalisme civique et s'inscrit dans les médias dits alternatifs. Nous ne pouvons donc pas généraliser cette pratique pour les médias de masse. Au cours de l'entretien, le journaliste İrfan Aktan demande si le groupe envisage de soutenir l'alliance de gauche soutenue par certains intellectuels, dont Pinar Selek qui soutient également le mouvement homosexuel. Ali Erol répond que le groupe a de la confiance en Selek, mais il manipule ensuite la question afin de montrer le lien entre le mouvement kurde et le mouvement homosexuel, car l'un des grands composants de l'alliance est un parti kurde, DEHAP :

« La réalité kurde était la réalité de ce pays, mais pendant de longues années, elle fut niée soit au niveau de la politique officielle soit à certains niveaux sociaux. C'était une réalité innommée. Mais ce ne fut pas possible de détruire les Kurdes en les niant. Ils se sont créés en tant qu'une identité sociale et culturelle. Dans ce sens-là, il y a un lien entre le processus parcouru par les Kurdes et celui que parcourent toujours les homosexuels. Ce n'est pas un lien organique, mais sociologique. Au plan sociologique, les homosexuels se créent également en réclamant leurs identités, leurs corps et leurs amours envers la répudiation, envers le refus. Nous sommes tout au début quand même... ».

Erol indique qu'en raison du processus de reconnaissance de la réalité kurde, le DEHAP peut se confronter avec la réalité homosexuelle bien avant que les autres partis politiques. En réponse à une autre question, Erol précise que leur combat de libération ne se différencie pas de celui des femmes hétérosexuelles en Turquie, ni celui des Kurdes, des ouvriers, des fonctionnaires. Cela nous montre et le caractère représentatif du mouvement

LGBT pour les autres mouvements en Turquie et son approche intégrative (qui couvre tous les domaines de combat).

Un autre sujet négatif se montre dans le vingt-et-unième numéro, à partir d'un article publié dans le journal *Cumhuriyet*, le 27 février 1996. L'article est publié en texte intégral par la revue avec une pré-note du groupe et des commentaires entre parenthèses implantés dans le texte. L'article, signé Evin Göktaş, expose les résultats d'une recherche réalisée par le Directorate général de registre juridique et de statistiques, sur la sexualité des prisonniers. En Turquie, les visites conjugales ne sont pas permises dans les prisons, donc vivre sa sexualité pose un problème pour les prisonniers et cela favorise les actes homosexuels. De ce fait, l'homosexualité devint l'axe principal de l'article. Le directeur général du directorat, M. le professeur Mustafa Tören Yücel, parle de l'homosexualité comme étant une perversité. Le mot est mis entre guillemets par le journaliste Evin Göktaş, nous pouvons donc supposer qu'il ne partage pas cette approche négative d'un des représentants de l'État envers l'homosexualité. Nous remarquons pourtant, à partir des propos de Yücel, que l'État considère l'homosexualité comme un problème. Le journaliste poursuit :

« Yücel indique que l'homosexualité est toujours un problème dans les prisons, dans les camps (de vacances ?), dans les pensions et dans les prisons pour les mineurs. Il ajoute que selon le Code pénal turc, les relations homosexuelles entre adultes ne sont pas un crime, mais elles sont condamnées dès qu'elles sont remarquées ».

Dans la bouche d'un fonctionnaire de l'État, ces propos résument l'approche de l'État et également de la société turque envers l'homosexualité en 1996. Ces propos resteront similaires encore dans les années 2000. Dans sa pré-note, le groupe indique que cette recherche n'amène rien de nouveau et qu'elle lui montre que le vrai pervers est l'État et la science qui diffuse le langage de ce dernier.

Le même numéro de la revue publie également une coupure du journal *Siyah Beyaz* (*Noir Blanc*), datée du 28 avril 1996 et signée Gül Abus Semerci. L'article est intitulé « Les pionniers du mouvement homosexuel » et il est basé sur un entretien réalisé avec Ali Erol, présenté comme « l'un des noms qui a existé dès le début jusqu'à aujourd'hui ». Son chapeau indique que du préservatif jusqu'à la politique tout intéresse le groupe et la revue *Kaos GL* qui composent une partie importante du mouvement homosexuel en Turquie. Dans l'article, il est indiqué que ceux qui publient la revue *Kaos GL* sont des étudiants, des fonctionnaires et des

ouvriers. L'article nous donne également un indice sur la relation du groupe Kaos GL avec les médias :

« Kaos GL est ouvert aux relations avec les médias. Mais il est sélectif. Il est fermé aux grands journaux, aux grandes chaînes de télévision aux niveaux relationnel et communicationnel. Il ne croit pas en leur sincérité. Honnêtement, il se protège pour ne pas être transformé en clown, d'être consommé ».

L'article d'Abus Semerci est un exemple significatif de la relation du groupe Kaos GL avec les médias alternatifs. Ces derniers, ceux qui sont en bonne relation avec Kaos GL, ont une approche positive envers l'homosexualité et le groupe Kaos GL, ils soutiennent le groupe et la revue. Pourtant, nous remarquons que, et cela continue toujours, en raison de cette sympathie, ils négligent un peu le côté journalistique, le côté critique. On entend surtout les paroles de Kaos GL, mais on ne questionne pas par exemple la nécessité d'un tel combat ou bien les éventuels problèmes (ou avantages) d'un combat identitaire. Il est vrai que le groupe souligne toujours qu'il mène un combat envers le système entier, envers le système capitaliste, néolibéral, etc. Donc, il se peut qu'un questionnement sur la politique identitaire ne soit pas nécessaire. Cependant, nous observons parfois une vraie perte de distance entre le journaliste et son sujet, nous observons un mélange du discours rapporté et du discours direct comme ces deux phrases suivantes nous la montrent :

« Selon Erol, l'image d'homosexuel de la société correspond seulement au "pédé", il ne décrit qu'une personnalité, ou plutôt qu'une impersonnalité, qui ne pense rien d'autre que la sexualité. La sexualité vécue par les homosexuels est un résultat corporel et existentiel, elle ne peut pas être critiquée, seul le mode choisi pour la vivre peut être critiqué ».

Selon la construction du paragraphe, cette dernière phrase semble être la phrase de la journaliste, car il n'y a pas un mot qui la relie aux propos d'Ali Erol. Pourtant, elle reste trop prescriptive pour faire partie du langage journalistique. Nous en concluons donc que la phrase est la suite des paroles d'Ali Erol, mais elle n'est pas séparée du reste du texte ni par des guillemets, ni par un autre moyen visuel ou linguistique, donc, elle s'inscrit dans le texte journalistique. Cela nous montre alors soit une faiblesse journalistique (manque d'un deuxième contrôle du texte, manque d'habileté en rédaction, etc.) soit une forte intériorisation du discours Kaos GL et une forte présence de Kaos GL dans le processus journalistique. Les trois possibilités peuvent éventuellement coexister. À partir d'un entretien que nous avons

réalisé avec Umut Güner de Kaos GL, nous savons également que la rédaction des articles sur des sujets liés à l'homosexualité, puis leur envoi rédigés, prêts à être publiés, aux journaux, est une pratique assez commune du groupe. Il ne sera donc pas faux de parler d'une forte présence de Kaos GL, dans la pratique d'autres journalistes. Ce qui est surprenant est l'acceptation de ce genre d'article prêt par les journalistes et cela pour plusieurs raisons : certaines de ces raisons sont liées aux conditions de travail des journalistes (la vitesse demandée, l'absence du nombre des journalistes que nécessite le travail quotidien en raison du manque de financements, conformément à cela l'éducation de bas niveau et la manque d'éthique chez les journalistes), mais il est vrai que la sensibilité envers un sujet délicat comme l'homosexualité et l'envie d'être politiquement correct l'emportent sur ce genre de souci déontologique que peuvent avoir les journalistes.

Au cours des entretiens réalisés avec les journalistes, nous avons remarqué que lorsqu'un journaliste rédige son article en parlant avec les représentants du mouvement, il devient plus sensible à la rédaction de son article. Pourtant, quand il n'y a pas de cette relation directe, nous avons soit un discours confus (comme le montre l'exemple du titre du chroniqueur Mevlüt Tezel par l'utilisation des mots « gay » et « gey » dans le même article), et c'est la moindre faute, soit un discours quasi hostile, surtout caricatural. Contrairement à cela, une journaliste du supplément du journal *Radikal*, *Radikal 2*, publié le dimanche, Nazan Özcan, qui faisait des entretiens avec les membres de Lambdaİstanbul et avec ceux du groupe des familles des personnes homosexuelles, LİSTAG, nous a indiqué qu'elle faisait très attention à chaque mot qu'elle utilisait afin de ne pas blesser la communauté homosexuelle et qu'elle avait recours à une pratique qu'elle ne préférait pas habituellement : envoyer son article avant sa publication à une personne ayant des connaissances et des contacts avec le mouvement, pour un dernier contrôle.

Revenons-en à la revue *Kaos GL*, nous remarquons que dans le numéro 22 (juin 1996), le groupe indique qu'avec la conférence d'Habitat II, l'intérêt des médias pour les homosexuels est accru et que même s'il n'a pas participé à la conférence, les lecteurs stambouliotes de *Kaos GL* ont participé au stand consacré aux homosexuels et ont présenté la revue. Par ailleurs, le groupe précise que plusieurs supports médiatiques ont publié des informations sur la revue *Kaos GL* et il donne deux exemples publiés dans le journal *Hürriyet* et dans le magazine *Aktüel*. Le groupe profite de cette occasion pour rappeler sa politique envers les médias et mentionner qu'autrefois il avait donné (involontairement, mais pour pouvoir accéder à son profil de lectorat) un entretien au journal *Evrensel* (journal de gauche)

mais ce dernier ne l'avait pas publié. Nous observons encore une fois la relation tendue entre le groupe et le journal Evrensel, ce qui nous montre encore que même au sein de la gauche, il y a des approches différentes envers l'homosexualité et le groupe Kaos GL.

Quant à deux courts articles de *Hürriyet* et d'*Aktüel*, il nous est impossible de savoir comment les informations publiées sont obtenues, est-ce qu'elles sont issues des paroles des lecteurs qui présentaient la revue ou bien est-ce que les journalistes ont consulté d'autres sources. Comme il s'agit en fait de deux dépêches, il nous semble que les lecteurs sont probablement la seule source mais le ton de certaines phrases montre également que le journaliste y ajoute quelque chose qui est plutôt nourri par ses préjugés. Par exemple dans l'article de *Hürriyet*, nous apprenons que « ce qui rend la revue si attirante est le fait que son contenu ne soit pas pornographique ». Par la rédaction de cette phrase, le journaliste montre probablement son opinion à lui ce qui nous montre que sa mentalité était également influencée par l'image clichée de l'homosexualité. Nous ne pouvons pas attendre que les journalistes issus d'une époque et d'une société soient complètement différents de cette époque et de cette société. Il nous faudrait donc peut-être rechercher du côté des journalistes qui arrivent à être exemptes de cette atmosphère (de ce *Zeitgeist*).



Figure 11: L'article publié dans le journal *Hürriyet*, en 1996, sur la revue *Kaos GL*⁶²⁸

L'article du magazine *Aktüel*⁶²⁹ nous prouve encore une fois comment le discours du groupe peut être accepté comme la vérité absolue, car il nous informe que :

⁶²⁸ « Depuis deux ans, la revue des hommes et des femmes homosexuels en Turquie, le Kaos GL, atteint un nombre important de lecteur. La revue, publié le vingtième jour de chaque mois, a un bon tirage et ceux qui l'achète, la prête également aux autres LGBT. Cependant, ce qui rend la revue si attirante est le fait que son contenu ne soit pas pornographique. Kaos GL est une revue fondée afin de créer la communication entre les homosexuels et la société. La revue est également sensible au sujet de SIDA et donne des informations sur la maladie. »

« Le groupe avait fondé une commission des droits G-L entre 1994 – 1995 dans la branche Ankara d'IHD. La nouvelle direction n'avait pas accepté la commission et l'avait chassée de l'association ».

Nous ne retrouvons aucune information complémentaire du côté d'IHD, mais si le journaliste était en manque de moyen pour vérifier cette information, il ne devrait pas non plus la publier en tant que telle. Cela nous renvoie alors à nos propos mentionnés dans les paragraphes précédents en traitant l'entretien publié dans le journal *Siyah Beyaz*.

Le numéro 22 témoigne également de la publication des articles rédigés par Gay'e Efendisiz, sur les médias. Efendisiz traite sept sujets différents dont l'un porte sur les meurtres de deux homosexuels qui font partie des faits-divers dans les journaux. Les paragraphes rédigés sur des articles à propos des meurtres de deux homosexuels critiquent sévèrement le langage des médias et montre en fait le discours de haine et le crime de haine, sans les mentionner dans ces termes puisque à l'époque ces termes n'étaient pas de l'actualité en Turquie. Le groupe fait la même chose en février 1997, dans le trentième numéro, envers le meurtre d'un travesti, en précisant qu'il faut être conscient que la raison de ces meurtres est politique. Revenons-en aux articles de 1996 à partir desquels Efendisiz parle de la désinformation et outre cela, en mentionnant le titre de l'un des articles et les propos de la mère de l'un des meurtriers (« Si mon fils ne l'avait pas tué, il empoisonnerait plusieurs autres garçons ») il pose une question qui nous paraît très importante :

« À ce propos, faut-il être journaliste pour rédiger l'article intitulé "La proposition vicieuse lui a coûté à sa vie" ? La mère mentionnée dans l'autre article pouvait facilement rédiger ce genre d'information. Dans ce cas-là, le "journaliste" qui rédige l'article a-t-il une différence avec la "mère" ? ».

Cela nous amène à réfléchir encore une fois sur le travail journalistique, sur le lien entre le journaliste et la société et sur la mise en espace public de l'homosexualité et de tous les autres sujets.

⁶²⁹ « Kaos G-L : Il est publié à Ankara depuis deux ans. Radical. Il offre un grand choix allant des sujets discutés mondialement aux histoires d'homosexuel, aux conseils de cinéma. Le groupe avait fondé une commission des droits G-L entre 1994-1995 dans la branche Ankara d' IHD. La nouvelle direction n'avait pas accepté la commission et l'avait chassé de l'association. Il rend visible les droits homosexuels en se montrant dans certains panels et meetings. Il avait affirmé son identité ouverte le 8 mars et le premier mai 1996. »

Un autre aspect important dans les paragraphes d'Efendisiz est le renvoi fait à la rubrique « Les témoignages ». En détaillant les meurtres des homosexuels, Efendisiz indique entre parenthèses que les lecteurs réguliers de *Kaos GL* devraient se rappeler les histoires similaires publiées sous cette rubrique. Cela nous montre l'importance donnée à la continuité dans les travaux du groupe (on poursuit toujours les projets commencés et on les relie entre eux chaque fois que l'occasion se présente) et aussi l'importance de la rubrique elle-même dans la construction d'un discours sur la violence vécue par les homosexuels. En approfondissant une critique sur le sujet, Efendisiz fait une référence à la rubrique « Les témoignages », il l'inscrit donc dans une continuité.

Dans le numéro 26, Yasemin Özalp rédige un article⁶³⁰ suite aux informations publiées sur le suicide de deux filles âgées de 15 et de 18 ans. À partir du traitement médiatique de l'événement, Özalp envisage une critique globale du système avec ses institutions comme la famille et les médias. Comme la plupart des articles publiés dans la revue, on envisage d'analyser tous les éléments dans leurs contextes sans oublier leurs rôles dans le système :

« Les médias insistent pour continuer de ne nous donner que ce qui est visible et d'affaiblir nos esprits. Par cet exemple concret (le suicide des filles, I.E.), nous avons observé encore une fois les approches homophobes des médias. (...) En résumé, je n'ai pas une attente de la part des médias, qu'ils suivent une autre ligne (éditoriale, I.E.). Car, en raison de leurs situations, les monopoles de médias sont parmi des institutions qui peuvent être le plus confortable dans le système établi. Nous devons donc nous tenir bien envers cette pollution médiatique et chercher la vérité cachée par les illusions. »

Nous avons déjà indiqué qu'avec la conférence Habitat II, les personnes LGBT étaient devenues plus visibles, de manière positive mais aussi négative. Conformément à cela, une émission télévisée, « A Takımı » (L'équipe A), préparée par le journaliste Savaş Ay, consacre une émission entière aux problèmes vécus à la rue Ülker. Le programme fonctionne comme un forum où les différentes parties d'un sujet participent et discutent sur les aspects qui leur concernent. Pour l'émission du 7 octobre 1996, ces parties sont composées des travestis et des autres habitants de la rue Ülker. Selon l'article publié dans la revue *Kaos GL*, l'émission débute avec des vidéos où Savaş Ay, déguisé en femme, cherche des clients, soi-disant afin d'éclaircir la situation des personnes trans. Il s'agissait en fait des vidéos d'un

⁶³⁰ L'article est intitulé « Bir intihar öyküsünün ardından » (Après une histoire de suicide).

article rédigé pour le magazine *Aktüel*, il y a quelques années. Après ces images, le débat commence. Ce qui est critiqué par l'article est le fait que les clichés sur les personnes trans soient reproduits par les paroles des participants et également par le présentateur de l'émission qui souhaite à tout le monde, à la fin du programme, « des jours sans cercles vicieux et sans tournures »⁶³¹. En turc, les deux mots font d'allusion au changement sexuel des personnes trans et en même temps à l'hypocrisie, le mot « dönme » utilisé comme une insulte pour ceux qui changent radicalement d'idée. Savaş Ay souhaite donc, volontairement ou involontairement, un monde « nettoyé » des personnes trans et de l'hypocrisie incarnée dans leurs corps. Comme Ay est un journaliste plutôt proche des « autres », nous supposons que ses propos ne reflètent pas une hostilité consciente envers les personnes trans, pourtant, il représente en général les valeurs traditionnelles de la société, donc, il peut être opposé au fait que les personnes trans s'expriment ouvertement dans un milieu où vivent « les familles ».

Le numéro 28 (décembre 1996) témoigne d'un article important rédigé par Yeşim Başaran⁶³² à propos de la relation des groupes LGBT avec les médias et qui critique surtout l'approche de Lambdaİstanbul sur le sujet : « Sicağı Sicağına Lambdaİstanbul ». Le titre renvoie à une émission où deux lesbiennes, qui ont fui leur ville, pour venir à Istanbul, firent une apparition. Başaran explique d'abord, encore une fois, l'approche de Kaos GL et elle souligne que le groupe « n'a jamais refusé les demandes des organes de médias dont il croit en la responsabilité et l'honnêteté ». Parmi ces organes comptés par Başaran, nous remarquons qu'aucun média de masse ne fait partie de ceux qui sont considérés comme fiables et responsable par le groupe Kaos GL. Başaran indique dans son article que non seulement les travailleurs de médias, mais les homosexuels de Turquie non plus n'ont pas toujours compris leur raison de rester éclectique à propos des médias :

« Il y a plusieurs choses à discuter à propos des médias : devons-nous les rejeter en entier en raison de leur mentalité générale ; si nous ne les rejetons pas définitivement, par quel moyen doit-on décider ; quelle doit être notre place dans le processus de communication des médias avec la société afin d'arriver à nos objectifs ; comment faire comprendre à ceux qui cherchent du sensationnel que nous ne faisons pas partie de cela ; et encore plusieurs d'autres questions. Sans les discuter, sans avoir considéré ses effets, sans avoir pensé comment cela (ne) peut (pas) contribuer au mouvement homosexuel en Turquie, devons-nous utiliser tous

⁶³¹ En turc, « Kısır döngüsüz ve dönmesiz günler ».

⁶³² Pour le texte intégral, voir l'annexe 10.

les canaux qui se présentent juste parce que ‘nous devons atteindre les personnes’?

Il est clair que la réponse est négative. »

À la suite de ces propos, elle critique Lambdaİstanbul qui parle aux médias dès que l’occasion se présente. En outre d’une critique générale, elle part d’un événement spécifique, la fuite de deux lesbiennes qui ont rencontré Lambdaİstanbul grâce à une chaîne de télévision et qui ont ensuite participé à une émission diffusée sur la même chaîne. Başaran demande à quoi cela sert cette présence.

Nous remarquons qu’à partir d’un certain point, Lambdaİstanbul qui, au début, essayait de minimiser la visibilité dans les médias pour plusieurs raisons, avait commencé à être « trop » visible, selon le groupe Kaos GL. Il faut rappeler que ce n’est pas la quantité mais la qualité de cette visibilité qui gêne ce dernier. Dans une période où « émerge et germe le mouvement homosexuel en Turquie », Kaos GL essaie d’être vigilant afin de pouvoir transmettre le message correct. Comme un exemple qui montre jusqu’où peut aller cette obsession d’exactitude nous voulons rapporter les propos d’Umut Güner qui nous a raconté une discussion vécue au sein du groupe à partir d’un article de critique de cinéma. Il indique qu’il avait rédigé un article sur un film d’enfant et avait mentionné que « la performance de l’enfant donnait une bonne impression ». Güner nous révèle qu’ils avaient ensuite discuté sur cette expression en pensant qu’elle pouvait être mal comprise, et qu’ils sont passés par une période durant laquelle ils essayaient d’utiliser, de trouver les mots et les expressions qui n’auraient pas de double sens. Car, dans une revue homosexuelle, cette expression pourrait être interprétée comme s’ils parlaient ou s’ils faisaient allusion à la performance sexuelle d’un enfant et il leur fallait bien souligner qu’il s’agissait de sa performance en tant qu’acteur. Comme en parlant de l’homosexualité la première chose qui attire l’attention est la partie « sexualité » du mot dans la perception générale, et comme l’homosexualité est mise au même rang que l’inceste, la pédophilie et la zoophilie⁶³³, comme elle est synonyme de perversité, un tel détail, dont personne ne peut s’apercevoir dans une autre revue, pouvait devenir un sujet de discussion dans le mouvement LGBT. Un autre exemple nous montre la sensibilité transformée du groupe Lambdaİstanbul sur sa visibilité dans les médias. Lors de notre entretien avec Mehmet Tarhan, il a mentionné les photos publiées dans les journaux à la suite

⁶³³ Récemment (en juin 2012), une décision prise par la Cour de cassation définit les relations qui ne sont pas conformes à la nature : « l’inceste, l’homosexualité, la zoophilie et la nécrophilie, une relation sexuelle qui contient de la violence, le sexe en groupe, le sexe oral et le sexe anal ». Pour un article publié dans le journal Hürriyet : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=20763411> Pour l’analyse d’un militant du mouvement LGBT, M. Erdal Demirdağ : <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=11641>

de la marche de fierté 2009, qui montraient des personnes costumées et maquillées. Il a indiqué qu'ils avaient demandé ensuite aux membres du groupe de ne pas participer à la marche avec des costumes afin de ne pas être présentés dans les médias comme des personnes qui ne sont pas « normales ». Il était envisagé d'effacer l'image publiée dans les journaux qui montre les homosexuels comme s'ils ne faisaient pas partie de la société, comme s'ils étaient des « créatures différentes ». Nous remarquons alors qu'au fil du temps, Lambdaİstanbul développe également un grand autocontrôle et devient plus suspicieux envers les journalistes. Il nous faut ajouter que cette suspicion n'est pas propre qu'aux journalistes, les chercheurs travaillant sur la communauté homosexuelle et sur l'homosexualité y prennent leurs parts. Les groupes sont ouverts à les aider, mais il faut toujours obtenir une confiance de leur part.

L'attitude, parfois extrême, de Kaos GL sur la vérité des faits rapportés se voit également dans le numéro 28, décembre 1996. Dans l'article intitulé « Est-ce que les médias informent toujours correctement ? », Kaos GL mène presque une activité de détective afin de comprendre si un article publié dans le journal *Yeni Yüzyıl* est issu d'une envie de remplir les parties vides du journal ou s'il est issu d'un travail journalistique. L'article débute avec la remarque que la plupart des informations publiées sur les homosexuels sont vagues, les photos utilisées ne correspondent pas en général au contenu de l'information. Il est indiqué qu'en raison de cela le groupe pense toujours que ce genre d'information est publié afin de remplir les parties qui restent vides des pages des journaux. Le groupe publie d'abord un extrait de la dépêche intitulée « Pas de garde à la mère homosexuelle » qui rapporte la décision de la Cour de cassation au cours d'un procès de garde d'une fille de deux ans. La dépêche, signée par les initiales du journal, donc anonyme, ne fait que raconter la décision de la Cour et n'ajoute pas un commentaire, négatif ou positif. Kaos GL trouve le sujet important et envisage d'offrir son soutien à la mère concernée d'où commence sa recherche sur l'identité de cette dernière. Pour contacter la mère, le groupe cherche d'abord le rédacteur de la dépêche, il trouve enfin son nom, Ersin Bal. Ensuite, il essaie de parler avec le journaliste à propos de sa dépêche, mais selon les propos du groupe, celui-ci évite de le contacter directement et ne donne pas une réponse précise sur le sujet. Kaos GL reste suspicieux sur l'information et continue sa recherche par d'autres moyens, il indique qu'il était sur le point de renoncer la recherche et juste à ce moment-là qu'il est tombé par hasard sur un livre citant une décision de la Cour de cassation datée de 1982. Le groupe publie également cette décision qui porte de grandes ressemblances avec la dépêche publiée. Il demande alors si la dépêche est la publication d'une information ancienne, donc, elle n'envisage que remplir les pages vides du journal ; ou bien la même décision est utilisée depuis plus d'une dizaine d'années

pour tous les procès liés à l'homosexualité de l'un des parents. Le groupe demande également au cas où leur soupçon soit vrai si le journal était informé de cette falsification de l'information :

« S'il la connaît, nous verrons son sérieux et sa responsabilité à laquelle on ne croit pas déjà. En outre, les médias prétendent qu'ils révèlent les vérités, comme si la Turquie n'était pas la même avant l'accident de Susurluk (cf. Les années 1990), et, de ce fait, ils prétendent que la Turquie ne sera plus pareille qu'autrefois. Or, les médias eux-mêmes savent très bien que le quatrième élément invisible de la relation triple entre la mafia, l'État et les bandes, est les médias ».

Pendant une période relativement longue (neuf mois), nous ne retrouvons pas d'articles sur les médias. Pourtant, dans le numéro 41 (janvier 1998), Gay'e Efendisiz critique encore une fois les médias, toujours en raison de leur appétit pour ce qui est du sensationnel et de leur habitude de décontextualisation des sujets, à partir des informations données par les médias sur l'Hépatite B. Efendisiz accuse les médias de créer une atmosphère de panique et indique qu'ils doivent chercher les fondements sociaux du concept de maladie, au lieu de chercher l'explosion ou la mort de telle ou telle maladie. Efendisiz reste tout de même pessimiste : « Les médias ne le feront certainement pas. Pourtant, je préfère en rêver ».

Selon un travail réalisé par nous en 2007⁶³⁴ et que nous avons cité dans les paragraphes précédents, nous avons indiqué que les journaux n'avaient pas une politique cohérente à propos du traitement des informations sur l'homosexualité et sur les personnes LGBT, le ton des articles dépendait surtout au contexte. L'article de Gay'e Efendisiz, publié dans le quarante-quatrième numéro de la revue *Kaos GL*, aborde cet aspect dans le cas du journal *Sabah*. Efendisiz étudie deux articles publiés dans le journal, sur la chanteuse transsexuelle, Mme Bülent Ersoy. Tandis que le 8 mars, la journée des femmes, le journal demande l'opinion d'Ersoy en tant qu'une femme, presque un mois après, il la traite de « dönme »⁶³⁵ en raison de son mariage civil avec un homme. Le journal est prêt à accepter Ersoy comme une femme, mais elle doit rester dans les limites qui lui sont consacrées, sinon, comme l'indique Efendisiz, on lui rappelle ce qu'elle est en réalité. Efendisiz souligne que le journal demande l'opinion de Kenan Evren, ancien président de la République après le coup d'État de 1980 et qui avait interdit à Bülent Ersoy d'exercer son métier. Efendisiz expose que

⁶³⁴ ŞAHAN Mutlucan, ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, op. cit.

⁶³⁵ Une expression péjorative pour les personnes trans.

c'est comme si on demandait au Ku Klux Klan son opinion sur les noirs, ou bien à Le Pen sur les immigrés ; et il essaie de comprendre la raison de cette rage envers l'acte officiel d'Ersoy. Nous en arrivons encore une fois à l'empêchement des droits civiques aux personnes LGBT. Efendisiz critique également Bülent Ersoy dans son article en raison de son attitude qui nie presque sa transsexualité et qui reproduit tous les clichés féminins, qui reproduit le rôle attribué aux femmes et que le féminisme combat avec toute sa force. Pourtant, il ajoute que les homosexuels doivent combattre également envers la transphobie même si cela demande à défendre les droits de Bülent Ersoy malgré elle.

Dans le 49^{ème} numéro de la revue (septembre 1998), on publie une coupure du journal *Turkish Daily News*, daté du 19 juillet 1998, et qui représente la revue *Kaos GL*. Nous retrouvons une courte présentation de la revue définie étant une publication d'un riche contenu. On compte ensuite quelques écrivains connus dont les extraits sont traduits dans la revue et on en conclut que ces écrits rendent essentiel *Kaos GL* pour ceux qui sont intéressés par des sujets sociaux et politiques importants pour la communauté homosexuelle :

« Translations from Rimbaud, Russian poet Sergei Yesenin, or essays from Edmund White or other academicians who write about gay history and identification, or book reviews of James Baldwin, Oscar Wilde, Pier Paolo Pasolini, Derek Jarman or Sappho makes *Kaos GL* essential reading for those interested in social and political issues important to the gay community ».

L'article affirme que *Kaos GL* crée « une conscience sociale de la communauté homosexuelle en tant que part d'un combat de libération que les ouvriers, les féministes, ou bien les minorités ethniques ont débuté il y a des décennies »⁶³⁶.

*Turkish Daily News*⁶³⁷ est un journal publié en Turquie, en anglais, et qui cible surtout les étrangers vivant en Turquie. Différemment du journal *Siyah Beyaz*, mentionné dans les paragraphes précédents, il n'est pas inscrit dans les médias dits alternatifs. Nous pouvons donc supposer que l'article n'était pas la publication d'un document rédigé par *Kaos GL*. Le ton positif de l'article peut donc être expliqué par le lectorat ciblé du journal : les étrangers. Au cours de notre recherche en 2007, nous avons remarqué que l'homosexualité des

⁶³⁶ « With its high-quality discussions and articles, *Kaos GL* not only counters the stereotype of gay magazines as being filled with photographs of naked men, but it also creates a social awareness of the gay community as part of a liberation struggle that labor, feminists, or ethnic minorities have been involved in for decades, rather than a crazy party group. »

⁶³⁷ Désormais « *Hürriyet Daily News* », acheté par le groupe Doğan.

étrangers était présentée parfois comme un signe de modernité, et de toute façon lorsqu'il s'agit des pays étrangers les journaux de masse utilisaient un ton respectueux. On verra la même attitude dans les articles à propos de l'interdiction de Lambda Istanbul, où l'opinion des étrangers était importante pour une Turquie qui envisageait l'adhésion à l'Union Européenne. Donc, même si les journaux traitaient les individus homosexuels à part de manière négative, ils défendaient la survie des associations de droit des LGBT afin de donner une bonne image aux étrangers. Quant au journal *Turkish Daily News*, nous pouvons supposer qu'il s'agit d'une tendance similaire.

Dans ce même numéro 49, on publie également le résumé d'un article publié dans *Newsweek* en 1990 sur les homosexuels États-Uniens et la traduction d'un autre publié dans *International Herald Tribune*, sur une campagne envisageant la mise en fin de l'homosexualité, lancée aux États-Unis. Selon la note du groupe, l'information de cette campagne est également publiée dans les journaux turcs (*Hürriyet* et *Radikal*) en se référant à l'article de *Newsweek*. Le groupe indique qu'il publiera cet article dans son prochain numéro. Comme promis, l'article de *Newsweek* est publié dans le cinquantième numéro de la revue (octobre 1998), traduit par une personne nommée Selçuk. L'article porte sur un groupe religieux qui envisage de convertir les homosexuels à l'hétérosexualité : Exodus. La publication de l'information sur l'Exodus dans les journaux *Hürriyet* et *Radikal*, donne à Gay'e Efendisiz l'occasion d'examiner ces articles. Efendisiz indique que le sujet publié dans *Newsweek* était déjà traité par la revue *Kaos GL*, en 1996 et il poursuit :

« Acceptons qu'ils n'ont pas vu, ni lu le numéro 23 de *Kaos GL*, daté de juillet 1996 ! Alors leurs correspondants à Washington, à New York, qui sont payés des milliards, que font-ils au pays où est publié *Newsweek* ? ».

Comme nous avons vu d'autres exemples, Kaos GL et Efendisiz critiquent le travail journalistique qui fonctionne en Turquie, en posant cette question. Le reste de l'article d'Efendisiz dénonce les fausses utilisations des termes à propos de l'homosexualité, le langage des articles publiés qui rapporte les propos de l'Exodus comme des faits et la reproduction des clichés. À la fin de l'article, Efendisiz souligne le besoin d'avoir des médias propres aux homosexuels :

« (...) Des "établissements de charité" comme Exodus existeront toujours et dans toutes les sociétés sous des formes différentes. Ce qui est continu (éternel) doit être le combat de libération et l'objectif de créer et de développer notre médias à nous

indépendant ».

Efendisiz termine son article en affirmant que ce qui est fait par les journaux *Hürriyet* et *Radikal* n'est pas du journalisme.

Au cours des pages de la revue, nous retrouvons trois autres citations à propos de ce que doit être ou ne pas être le journalisme. L'auteur de deux de ces citations est M. Haluk Şahin, journaliste lui-même et professeur en communication. L'autre citation est tirée de l'article « L'idéologie de domination masculine et l'homosexualité », rédigée par C. Ilga Kara, dans une publication intitulée *Virtuel*, en mars 1991. Entre la date de publication de l'article de Kara et celle de la revue *Kaos GL*, il existe sept ans d'écart. Cela nous fait donc penser que les fondateurs de Kaos GL accumulaient bien avant la fondation du groupe, les informations qu'ils trouvaient importantes. Cela explique également l'envie du groupe d'inscrire leurs travaux dans le temps, étant donné l'approche de ses fondateurs. La partie considérée importante dans l'article de Kara est la suivante :

« Ils se considèrent comme le quatrième pouvoir. Être appelé le quatrième pouvoir de la bourgeoisie et de l'idéologie dominante ne leur paraît pas une accusation ou une insulte, mais l'expression d'une vérité. De *Hürriyet* à *Cumhuriyet*, de *Tan* à *Güneş*, ils remplissent la même fonction avec des discours différents. Ils reproduisent l'idéologie dominante. *Günaydın* écrit "le terroriste à la main sanglante" ; *Güneş* écrit "militant" et "du Parti ouvrier de Kurdistan". Les deux désignent en fait la même personne. Et ces deux journaux appartiennent à la même personne : Asil Nadir. *Tan* écrit "pédé", *Güneş* le nomme homosexuel/gay. On crée juste une illusion ».

La question du journalisme apparaît encore une fois en mars 1999 (numéro 55). À partir de la couverture du magazine hebdomadaire *Aktüel* sur les homosexuels islamistes⁶³⁸, Gay'e Efendisiz critique le journalisme superficiel et sensationnel, qui annonce tout « pour la première fois », qui décontextualise les événements. Efendisiz demande si les homosexuels qui font l'objet de l'article sont vraiment conscients de leur identité, pourquoi *Aktüel* utilise une couverture qui attire l'attention mais sans approfondir ensuite suffisamment le sujet traité. Efendisiz précise qu'*Aktüel* n'est pas le seul exemple de ce genre de journalisme et il compte d'autres magazines comme *Nokta*, *Yeni Gündem*, *Panorama* et *Tempo* dont certains ne sont

⁶³⁸ Numéro 395, article rédigé par Tuncay Opçin.

plus publiés. Il ajoute ensuite que « Même si personne n'objecte, on se demande s'il est si difficile d'exercer un journalisme un tout petit peu plus responsable ».

Comme plusieurs autres exemples mentionnés ci-dessus, le groupe Kaos GL se sert de la revue en tant que moyen de se défendre envers les publications homophobes et hétérosexistes des médias. Il les critique, il les analyse, mais il n'en reste pas à cela et dans chaque article rédigé au sujet des médias, il essaie d'expliquer le fonctionnement (hétérosexiste) du système en général, le « visage caché » d'un tel type de journalisme (l'ignorance, l'homophobie du journaliste ou l'approche sensationnelle du journalisme) et l'importance d'avoir la conscience de son identité homosexuelle, l'importance de lutter ensemble. Dans un premier temps, nous pouvons donc prétendre que ce sont les médias de masse qui déterminent l'agenda de la revue *Kaos GL*. La revue reste dans une position réactionnaire envers le traitement de l'homosexualité et des homosexuels dans les médias, elle ne produit qu'un discours critique, voire hostile, qui envisage la destruction totale du système, qui glorifie plutôt les publications dites alternatives, mais elle n'est pas présente dans la recherche de solutions. Cependant, à partir des années 2000, la revue *Kaos GL* et les groupes LGBT ajouteront une deuxième dimension à ce discours critique : la recherche des moyens pour transformer la pratique journalistique exercée. Ils utiliseront désormais une stratégie différente et essayeront de fonder des relations personnalisées avec les membres des médias. Au tout début, ils restent toujours critiques, mais ils essaient tout de même de rentrer en contact avec les personnes concernées. Les premiers indices d'une telle stratégie se voient dans le numéro 61 (octobre 1999). Dans le journal *Radikal*, la chroniqueuse Mine Kırıkkanat rédige un article intitulé « Au-delà de l'amour homosexuel » dans lequel elle aborde les points négatifs d'une union homosexuelle au sein de laquelle les enfants seront élevés. Ali Erol rédige une réponse à cet article, il est indiqué que le même document fut envoyé à l'adresse mail de Kırıkkanat affiché dans le journal mais qu'il est resté sans réponse de la part de la chroniqueuse. Dans sa réponse, Erol discute les idées affirmées dans la chronique de Kırıkkanat, il indique les points sur lesquels il n'est pas d'accord et il invite Kırıkkanat à réfléchir sur les raisons des conditions qui isolent les enfants / les étudiants homosexuels. Erol précise également qu'il existe des recherches faites sur les enfants des familles homoparentales qui concluent qu'il n'y a pas de différence par rapport aux enfants des familles hétérosexuelles. Quand même, il admet que « ceux qui ne peuvent pas s'échapper de l'homophobie trouveront toujours un point à dire "cependant" ». Ali Erol indique que la plupart des hétérosexuels peuvent être contre l'hétérosexisme, mais qu'ils ne peuvent quand même pas s'empêcher de l'homophobie, donc, ils trouvent toujours un sujet à critiquer à

propos de l'homosexualité. Afin de comprendre cette attitude, Erol compare l'homophobie au nationalisme et l'hétérosexisme au racisme. On avait déjà observé une attitude similaire dans le manifeste du groupe publié dans le premier numéro de la revue (cf. « La fondation et la transformation de la revue *Kaos GL* dans ses grands traits ») où le mouvement LGBT était comparé à la destruction massive et au génocide des peuples/des ethnies ou bien à ceux qui subissent d'énormes pressions de la part des dominants, comme les Indiens, les Juifs et les Kurdes. Nous remarquons alors que cette ligne qui prône le mouvement LGBT comme un combat de survie n'avait pas changé durant les cinq années de publication de la revue.

Can Atak et Taha sont deux autres personnes qui avaient également envoyé leurs réponses à Mine Kırıkkanat en l'invitant à vérifier les informations qu'elle publie ou même à démissionner du journal *Radikal*. Can Atak demande de même au journal *Radikal* d'être plus attentif envers ses travailleurs et de ne pas approuver « ceux qui n'ont pas l'habileté de faire une recherche ».

Dans le même numéro 61, la chronique d'une psychologue, Jülide Sevim, publiée dans le journal *Milliyet*, le 7 juillet 1999, est l'exemple qui montre que le groupe donne de l'importance au suivi des idées. Envers l'article considéré de bonne volonté, mais ignorant de Sevim, certains homosexuels⁶³⁹ rédigent des réponses à son auteure. Contrairement à Kırıkkanat, Sevim répond à ces envois jusqu'au point où elle considère qu'il est impossible « d'avoir une base commune de discussion, ni d'arriver à un consensus » en raison de différence des points de vue. Pourtant, Sevim donne une première réponse à tous les envois même si elle reste ensuite silencieuse. Ses réponses sont défensives et elle n'accepte pas que les propos des homosexuels peuvent avoir une certaine vérité, cela explique pourquoi au bout d'un mailing court, elle préfère se taire sans essayer de donner des références concrètes pour défendre son approche, sauf l'utilisation des expressions vagues comme « la Bible des psychologues ». Pourtant, les exemples de Kırıkkanat et de Sevim nous montrent pour la première fois que les homosexuels présents dans le mouvement rentrent en contact, mènent une communication directe avec le « camp ennemi ». Cela faisant, ils choisissent tout de même à qui s'adresser, nous pouvons prétendre qu'ils ne prennent pas de la peine de discuter avec des « causes perdues » (comme Haydar Dümen, par exemple). A.Ö. l'indique dans son

⁶³⁹ Les noms indiqués dans la revue sont les suivants : Öner, Tolga, A. Ö. (dans la revue le nom complet est affiché, pourtant nous considérons qu'afficher son nom en 1999, dans une revue à bas tirage et le fait de l'inscrire dans une recherche scientifique en 2012 ne sont pas des actes similaires, donc nous préférons de n'utiliser que les initiales, İ.E.) et Sitki Siyirdi (le pseudonyme d'un homosexuel).

envoi en précisant que si Sevim était n'importe quelle « Güzin Abla », il ne sentirait peut-être pas le besoin de lui écrire.

Par cette occasion qu'a donnée la chronique de Jülide Sevim, la revue publie deux anciens articles sur le traitement psychiatrique, la psychologie et leurs relations avec l'homosexualité. Cela nous montre encore une fois la politique de la revue à propos de la contextualisation des sujets traités.

Dans le numéro 62 (octobre 1999), un article signé Gülay Derya d'Istanbul critique le traitement des travestis dans les médias qui montrent la violence exercée sur eux, mais qui ne questionnent pas les raisons qui les poussent à la prostitution et qui ne les utilisent que pour augmenter son taux d'audience. Ses propos coïncident avec ce qui est indiqué au début de ce chapitre à propos de la valorisation du négatif et du sensationnel :

« Quand les médias renonceront à soutenir ces événements ? Ils ne donnent d'ailleurs pas les informations sans y ajouter des commentaires, mais en plus ils soulignent les critiques et ils soutiennent cette mentalité qui suscite la violence, et ils gardent ce genre d'information pour la fin des journaux télévisée afin d'obtenir du rating, ils les annoncent en sous-titres, sont-ils tellement dans l'ignorance du fait qu'ils coopèrent avec l'hétérosexisme en faisant tout cela ? J'exempte quelques membres de médias qui n'ont pas des préjugés. On ne croyait pas déjà que les médias prenaient part avec ceux qui ont raison, vous n'avez fait qu'approuver cela ».

L'article signé Muhittin Serinay et intitulé « Dès que le sujet est l'homosexualité, l'irresponsabilité et la négligence dans l'information sont-elles nécessaires ? » est publié dans le 64^{ème} numéro de la revue (février-mars 2000). Serinay traite les informations publiées dans le journal Sabah qui relie le processus de l'adhésion de Turquie à l'Union Européenne aux droits des homosexuels. L'auteur montre que toutes les informations sont confondues par les journalistes, on parle par exemple de la revue *Kaos GL* en tant que revue en cours de publication par les transsexuels à destination des homosexuels et des cartes d'identité qui montrent le choix sexuel comme elles existent dans l'UE :

« Quand il s'agit des articles sur l'homo/sexualité, de *Tan* à *Güneş* (ils ne sont plus publiés), d'*Asabi* à *Milliyet*, de *Sabah* à *Yeni Binyıl* (ancien *Yeni Yüzyıl*), de *Hürriyet* à *Radikal*, les médias turcs qui balancent entre l'intellectualité et le lumpen, donnent des exemples d'un 'journalisme responsable' dans cette nouvelle

ère dans le processus d'eupéanisation de la Turquie d'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Helsinki, et ils ont appelé nous, les homosexuels. (...) Il paraît qu'en raison des 'sujets importants', l'homosexualité ne fait pas encore l'agenda (dans ce processus) et que l'UE n'a pas encore donné un "devoir" à Turquie à propos des homosexuels. C'est pour ça, les Honorables Médias Turcs doivent se satisfaire du "sensationnel". (...) »

Dans le numéro 65 (avril-mai 2000), la revue publie un court entretien réalisé avec elle par une autre revue, *Öküz*. Même si l'entretien ne nous informe pas sur le positionnement du groupe envers les médias, il souligne l'importance de donner la parole à ceux qui sont directement concernés par les sujets et c'est cela que le groupe essaie de réaliser. L'entretien est composé de quatre questions qui sont les suivantes :

- Votre revue a renoncé de son style de fanzine, quelle est la raison de cela ?,
- Quelles sont les difficultés auxquelles votre revue fait face ?,
- Si on compare Kaos GL avec les exemples similaires en Occident au niveau de la place obtenue dans la société...,
- Est-ce que vous avez des nouveaux projets ? ».

Pour notre travail, la troisième question est importante, car la réponse de Kaos GL donne des indices sur la place du groupe dans l'espace public :

« En Turquie, certains milieux persistent à ignorer notre revue. Pourtant, grâce aux dialogues noués avec certains milieux académiques, nous avons participé à des panels et aux congrès. Cela nous donne l'espoir sur la réalisation de notre souhait qu'avec le temps l'on donne la parole à ceux qui sont directement concernés par le sujet quand on parle de l'homosexualité. Nous sommes certainement au tout début de la voie qu'ont parcouru les organisations et les revues homosexuelles en Europe, à la fin d'un long et difficile combat ».

Les propos de l'un des membres du groupe Kaos GL, Umut Güner, soulignent également l'importance du fait qu'ils aient une revue et ensuite un site internet, pour faire entendre leurs voix à eux. Nous constatons que les critiques faites dans cette revue, à propos des mauvaises représentations de l'homosexualité dans les médias de masse, remplissent également un autre rôle, celui de formation des membres du groupe et des lecteurs de la revue en « media literacy » et qui leur permettaient de préciser les points qui ne fonctionnaient pas

pour le bien de la communauté, alors de les corriger et de les prévoir pour les futures publications.

Nous avons indiqué que dans un premier temps, les publications des médias déterminaient l'agenda de *Kaos GL* à propos des médias. Cependant, en même temps que le groupe et le mouvement LGBT en général deviennent visibles dans les sphères publiques, leurs actes à eux deviennent des sujets d'information / d'article, donc, ils offrent leur agenda aux médias. Par la suite, ils commencent à critiquer le traitement des informations qui concernent directement leurs actes (organisation, réunion, rencontre, marche, symposium, manifestation, etc.). Ils sortent alors de la seule posture de critiqueur et ils agissent également en tant que sujet et acteur des articles.

En octobre 2002, à l'occasion de la neuvième rencontre des homosexuels, les groupes font une déclaration commune qui explique clairement ce qu'ils attendent des médias :

« Nous demandons que les publications qui présentent les travestis et les transsexuel/les comme des monstres ou des objets de sexe ; qui utilisent l'homosexualité juste comme un sujet sensationnel ; qui montrent les homosexuels comme cible et qui diffusent la haine ; qui caricaturent ou qui stigmatisent les homosexuels, se terminent ».

Dans le numéro 75 (janvier 2003), Ali Erol rédige un article sur la couverture de la « Rencontre des homosexuels » et sur la participation des homosexuels au meeting contre la guerre qui s'est déroulé le premier décembre 2002, en faisant référence à cette déclaration :

« À l'époque où *Kaos GL* était encore photocopié, où Lambdaİstanbul discutait ce que l'homosexualité peut avoir à voir avec la politique (avant de donner une voix à la politique homosexuelle et avant de rendre visible son accumulation dans une arène sociopolitique), il y avait toujours une ou deux personnes qui montraient leurs images dans les médias. Étape par étape, avec les premiers mais, les neufs novembres, avec des sorties en groupe, le brouillard existant dans l'arène sociale avait disparu. Les homosexuels de Turquie avaient rempli la une de 'notre propre médias' *Kaos GL*, au cours de la dernière rencontre Baharankara. On a fait un pas de plus à la rencontre de Güztanbul qui le suivait ; les demandes des homosexuels et les perspectives de combat des groupes LGBT ont été déclarées directement et à partir d'une source qui leur appartient ».

Erol admet qu'une seule déclaration ne peut pas tout changer, qu'il est naturel que prenne du temps le fait que les médias comprennent que les homosexuels ne sont pas des « visiteurs » qui « colorent » les manifestations, que dans ce pays, il n'y a pas seulement des hétérosexuels, pourtant, il ajoute qu'orienter ce temps est aux mains des homosexuels qui veulent se libérer. Peu de temps après, à la suite du meeting contre la guerre le 22 décembre à Ankara, Erol se montre plus positif et après avoir analysé la couverture des homosexuels participant à l'événement, il indique que « d'une manière ou d'un autre, il apparaît que nous, les homosexuels, nous nous libérons des pages de magazine et nous prendrons la place que nous méritons »⁶⁴⁰.

Nous avons pu observer le changement d'attitude et la politique actuelle du groupe envers les médias, au cours d'un programme de formation organisé par Kaos GL afin de construire ses propres réseaux de correspondants. À partir des interventions des membres du groupe, nous avons remarqué qu'ils essaient de développer une approche plutôt positive et cela fait partie de leur politique. Güner indique que la représentation des homosexuels dans les médias était toujours problématique, mais celle de Kaos GL n'a presque jamais eu des connotations négatives. Il ajoute que, sauf quelques titres un peu sensationnels, Kaos GL a pu toujours passer le message qu'il voulait par les médias. Comme nous l'avons mentionné lors de la première marche de 1^{er} mai en 2001 ou lors du symposium en 2003, Kaos GL avait toujours choisi de centraliser l'information et le contact avec les médias. Ses responsables n'ont pas l'habitude de donner des informations ou de faire des commentaires par téléphone, ils préfèrent recevoir les questions écrites, les envoient à quelques membres du groupe, établissent un consensus à propos des réponses à donner et c'est après ces étapes qu'ils répondent aux journalistes. Güner indique qu'ils donnent même des indications supplémentaires en mettant en gras certaines informations, en sous-lignant les autres, en conseillant de mettre entre guillemets certaines phrases, de mettre en avant quelques sujets et insistant toujours sur l'écriture phonétique du mot gay. Nous pouvons en conclure que par l'intermédiaire de leurs réponses, Kaos GL réalise également la formation des journalistes sur l'homosexualité. Les journalistes professionnels ne préfèrent pas ce genre d'orientation de la part de leurs interlocuteurs, pourtant comme nous avons vu dans l'exemple de Nazan Özcan, ceux qui rentrent en contact direct avec les groupes et les associations se montrent plus à l'écoute de leurs sensibilités. Et encore, comme il n'y a pas beaucoup de personnes qui sont

⁶⁴⁰ EROL Ali, Meydandan Medyaya (De la place aux médias), *Revue Kaos GL*, n° 76, février-mars 2003.

visibles en tant qu'homosexuels, les journalistes sentent aussi la nécessité d'établir de bons liens avec leurs seules sources d'information.

B) La transformation des médias

En 2004, un article publié dans le numéro 81 (janvier-février 2004) et rédigé par Ali Özbaş nous décrit la transformation des médias en Turquie à propos de la couverture de l'homosexualité. L'article est pour nous important, car il montre comment sont vus les médias par l'un des fondateurs du groupe Kaos GL, le prenant comme représentant de l'approche du groupe à propos du sujet. Dans son article intitulé « L'homosexualité et les homosexuels dans les médias turcs », Özbaş précise avant tout ce qu'il entend par « médias turcs » : « des organes de médias (écrit, audiovisuel) qui sont diffusés au niveau national et qui sont appelés les médias de masse ». Il indique que même si la télévision a pris le dessus sur la presse, les journaux nationaux restent tout de même au centre d'une telle analyse. Il y ajoute des revues à grand public, des hebdomadaires ou mensuels moins populaires, des publications dites alternatives. Il ajoute qu'avec la revue *Kaos GL*, un nouvel espace a vu le jour en dehors des médias de masse, par la publication directe des homosexuels depuis une dizaine d'années.

Özbaş résume le traitement de l'homosexualité dans les médias turcs en trois périodes. Durant la première période qui couvre le début des années 80, règnent le sensationnel, la discrimination, l'humiliation, etc. Selon Özbaş, comme l'homosexualité n'était pas vue comme « normale », sa présentation ne pouvait pas l'être non plus, donc, on valorisait surtout les « infos flash ». L'auteur indique que dans une telle atmosphère hostile, les couvertures sensationnelles des magazines étaient presque comme une oasis pour les homosexuels. Il précise également que durant cette période les personnes trans étaient plus présentes dans les médias en raison de l'impossibilité de se rendre invisibles tandis que les homosexuels avaient la possibilité de se cacher. Une autre remarque importante d'Özbaş porte sur la présence des homosexuels en dehors des pages « faits-divers » ou en dehors des titres comme « Proposition immorale » :

« Dans les pages des magazines mentionnés, l'homosexualité était désormais présentée comme une existence, un style de vie. Les jeunes garçons turcs qui aiment le même sexe avaient commencé à se rendre compte qu'ils n'étaient pas seuls (à part Zeki Müren et Bülent Ersoy) et à trouver leurs pairs dans les métropoles ».

Pour la deuxième période, ce qui est marquant pour Özbaş, c'est la présence accrue des homosexuels dans les espaces publics mais également l'hésitation entre la volonté de se montrer dans les médias et le souci des pressions sociales. Il indique que le déni absolu des médias de masse était de même l'un des moyens d'échapper aux médias, et ce déni avait pour raison l'absence de confrontation avec les peurs des homosexuels mêmes, donc, on se cachait derrière des critiques (justifiées) de médias. La publication de la revue *Kaos GL* coïncide également avec cette période, Özbaş souligne que le groupe et la revue *Kaos GL* accentuaient le fait que les médias n'étaient pas les seuls moyens pour la libération et la visibilité des homosexuels dans la vie sociale. Selon Özbaş, *Kaos GL* ne défendait pas le déni absolu des médias. Pourtant, comme nous l'avons montré avec certains extraits publiés dans les premiers numéros de la revue, cette remarque n'est pas tout à fait juste. Nous en concluons donc qu'Özbaş pointe une attitude développée plus tard dans le mouvement. Il analyse cette deuxième période plutôt en deux sous-parties, car il admet que l'échappade des médias laissait peu à peu sa place à nouer des relations avec les médias avec des entretiens, par l'envie de s'expliquer et parfois pour les persuader. Özbaş remarque que l'absence de confiance en soi chez les homosexuels était la raison principale de leur non-confiance en les médias.

Quant à la troisième période, Özbaş la fait commencer par la participation du groupe *Kaos GL* à la marche de 1^{er} mai en 2001. Il indique que « l'image des homosexuels sortis dans les places avec les ouvriers fut une tournure importante pour les médias turcs. Les masques étaient enlevés (...) Ces homosexuels⁶⁴¹ ne correspondaient pas aux homosexuels précédents des médias ». Les propos d'Özbaş renforcent notre remarque sur l'importance du contexte dans le traitement des informations liées à l'homosexualité. Durant cette période, Özbaş affirme que l'approche des groupes LGBT envers les médias se perpétuait dans le sens de transmettre correctement le combat de libération homosexuelle. Nous avons précisé certains inconvénients de cette approche au cours des paragraphes précédents. Concernant cette période, une remarque d'Özbaş est importante dans la mesure où elle montre la transformation de l'approche des groupes LGBT envers les médias :

« Outre le fait de soumettre à l'homophobie des médias, outre le fait d'être influencé par les médias, on s'est aperçu qu'il est également possible d'influencer les médias ».

⁶⁴¹ « Eşcinsel » dans le texte original. I.E.

Malgré cette remarque optimiste, Ali Özbaş ne se prive pas de donner des exemples sur le traitement négatif de l'homosexualité rencontrés même dans des journaux les plus sensibles au sujet. Il souligne surtout l'incohérence au sein d'une même publication en citant le journal *Hürriyet* qu'il définit comme un miroir qui reflète l'état général sur le traitement de l'homosexualité et des homosexuels dans les médias turcs.

Nous profitons d'une autre occasion d'observer comment sont vus les médias par un journaliste sensible à la question LGBT, par les propos de l'éditeur du supplément de dimanche du journal *Radikal*, M. Tuğrul Eryılmaz qui sont publiés dans le numéro 86 de la revue *Kaos GL* (mars-avril 2005). En se référant à la revue, nous apprenons qu'en 2004, le groupe Kaos GL organise une série de séminaires sur la demande de la branche d'Ankara de l'IHD et sur la décision du directeur général de cette même association. Le titre général de l'organisation était « Les séminaires de droits de l'homme de la communauté gay et lesbienne en Turquie ». Selon l'information donnée dans la revue, les séminaires, durant dix mois et réalisées en collaboration avec l'ambassade d'Angleterre, obtiennent un faible intérêt de la part des organisations des droits de l'homme. Au cours de la déclaration de presse du projet pour partager les résultats, certains participants font de courts discours et les propos d'Eryılmaz s'inscrivent dans ce contexte :

« Il est vrai que dans le monde entier, les médias ont recours aux stéréotypes surtout à propos des sujets de classe, d'ethnie, d'appartenance, d'orientation sexuelle ou bien des métiers. Cela faisant, nous pensons que plus de spectateurs et de lecteurs nous comprennent de manière plus rapide et plus facile. Un homme efféminé, une femme aux pantalons et à la cigarette, une personne qui parle incroyablement mal la langue turque... Or, cela a des conséquences dévastatrices. Avant tout, cela place les différentes personnes qui composent un certain groupe dans la même catégorie et cela renforce les préjugés existant dans la société à propos d'elles... »

Eryılmaz nous renvoie à la recherche d'une chercheuse américaine, Lisa Bennett, sur l'analyse de *Time* et *Newsweek* durant les cinquante premières années des publications. La recherche, réalisée en 1998, montre que les médias nourrissent les préjugés envers les gays et les lesbiennes. Cela étant dit, le journaliste précise qu'en Turquie, la situation a évolué depuis le milieu des années 80 jusqu'à nos jours :

« Avant de cette date, l'homosexualité n'était pas beaucoup traitée sérieusement. Il était possible de publier toutes sortes d'articles anti-gay, toutes sortes de films anti-gay et on ne faisait pas face à une réaction négative. De nos jours, il est cependant possible de trouver des publications qui traitent un sujet du point de vue des homosexuels, même si elles sont d'un nombre limité. Il faut signaler que ce genre de publication est encore une "surprise" pour nous ».

Eryilmaz ajoute également que l'augmentation du nombre des femmes journalistes dans les médias a transformé l'approche de ces derniers à propos du problème de femmes et qu'il pense qu'un processus similaire est possible par l'augmentation des journalistes homosexuels ou de ceux qui sont amicaux envers les homosexuels.

Afin de voir plus concrètement la transformation de l'approche de Kaos GL envers les médias, nous pouvons nous référer à un article publié dans le numéro 91 (automne 2006). Ce fut Gülsüm Depeli de la faculté de communication de l'Université Ankara, qui intervient afin d'analyser la couverture du « combat / lutte homosexuel(le) »⁶⁴² par les médias. Depeli ne fait pas une distinction entre le combat homosexuel et le mouvement homosexuel et parle désormais de ce dernier dans son texte. Elle fait commencer le mouvement par sa visibilité dans « l'arène de combat »⁶⁴³, donc à partir du début des années 1990 où :

« il a commencé à construire son public interne, il s'est accru sous forme de groupes de réunion et de discussion surtout dans les grandes villes. La revue, les fanzines et les bulletins, des rencontres à grande participation et des conférences ont nourris le processus. De ce fait, ce pouvoir public composé à l'intérieur s'est orienté à élargir son espace d'action, est arrivé à un point où il commence à appeler la communauté hétérosexuelle à dialoguer et parfois à affronter à son positionnement "discursif", avec ses questions et ses questionnements ».

Dans cet article de 2006, Depeli souligne un point important dans la transformation des politiques des homosexuels envers les médias et elle indique que « les homosexuels n'ont pas laissé à côté leurs soucis, mais ils se sont attachés à élargir les frontières de l'audibilité de leurs paroles, par les médias ». Selon Depeli, la participation du groupe Kaos GL à la marche de 1^{er} mai 2001 fut une tournure à propos de la visibilité des groupes dans les médias « qui ne peuvent pas rester indifférents à ce qui se passe dans les places ». Elle ajoute que surtout

⁶⁴² Les guillemets existant dans le document original ont été gardés. I.E.

⁶⁴³ Les guillemets existant dans le document original ont été gardés. I.E.

« depuis ces deux dernières années, le mouvement homosexuel est devenu l'un des acteurs (dans les places) des transformations de la Turquie dans le cadre d'harmonisation avec l'UE, et cette place s'est élargie jusqu'à la porte de l'Assemblée ».

Les remarques de Depeli nous montrent (à nouveau) d'abord le lien entre la couverture de l'homosexualité dans les médias et le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ; et ensuite l'entrée en contact du mouvement LGBT avec la politique au sens classique. On ne fait toujours pas une politique dans ce sens, mais on cherche désormais à modifier les décisions politiques en devenant plus visible dans ce genre de discussion et on devient l'un des acteurs (aux périphéries) de cette sphère politique.

Depeli précise que comme le processus est toujours en cours, il sera impatient d'essayer de tirer des conclusions au regard des analyses existant à propos de la couverture du combat homosexuel par la presse. Encore, essayer d'avoir une idée sur l'attitude de la société en entière à propos du sujet, en regardant les positionnements conflictuels dans le public médiatique, serait un questionnement problématique. Pourtant, elle ajoute que la relation entre le texte et la société existe dans l'agenda de certains nouveaux groupes. Elle ajoute donc que

« dans une société comme la nôtre qui se nourrit des médias, dans le contexte d'élargir les réseaux d'information et d'interaction du combat, un usage actif des médias est important comme il l'est également de développer des stratégies d'intervention aux textes médiatiques ».

Nous avons indiqué dans les paragraphes précédents que ce fut la politique du groupe Kaos GL dans les années 2000.

Cette politique de rentrer davantage en contact avec les médias se concrétise avec une autre organisation en 2007. La deuxième rencontre internationale contre l'homophobie, organisé par Kaos GL, prend comme sujet les médias et leur homophobie. Dans un premier temps, les journalistes professionnels et les journalistes de Kaos GL se rencontrent afin de discuter comment la discrimination et l'homophobie deviennent visibles dans les médias, comment ces derniers peuvent être utilisés afin de combattre contre l'homophobie et comment et à partir de quelles plateformes il est possible d'interagir avec les médias. La deuxième assise de cette rencontre se focalise sur les expériences des personnes LGBT qui produisent de l'information sur elles-mêmes et également sur les critiques envers les médias, mûries à partir du projet d'observatoire des médias. Les éventuelles stratégies à mener pour des

publications anti-homophobes et la place des médias alternatifs deviennent également des sujets de discussion au cours de différentes assises, avec la participation des académiciens et des militants, des représentants venant de Turquie et de l'étranger. Les médias restent toujours un sujet important pour le groupe, et le projet d'observatoire des médias continue en donnant lieu à la publication des rapports annuels.

Par rapport à cette nouvelle politique qui est moins suspicieuse qu'avant sur la visibilité, Kaos GL traite différemment les publications hostiles. Une publication en 2005 du journal *Vakit* en est un exemple. Pour le mouvement LGBT en Turquie, *Vakit* est parmi les premiers qui affichent explicitement son hostilité envers les homosexuels. En 2005, il consacre une grande partie à un entretien réalisé par un professeur qui est contre à l'homosexualité et au mariage homosexuel. Pourtant, les responsables de Kaos GL interprètent cette couverture comme signe de leur visibilité même par un journal islamiste radical. Ils indiquent que le journal arrive à un tel point qu'il ne peut plus nier l'existence des homosexuels et doit désormais développer une stratégie contre le mouvement, ce qui sous-entend l'acceptation de son existence.

L'approche du groupe Kaos GL envers les médias et l'interaction entre ces deux parties nous paraissent importantes non par rapport à l'importance des médias dans la couverture des événements sociaux ni dans la construction de l'identité publique des mouvements ; le sujet nous paraît important afin de comprendre la transformation d'un nouveau mouvement social en son sein et au fil des années et surtout pour voir si ou comment ce même mouvement a transformé plus ou moins les médias. Au cours de la rédaction de ce chapitre, nous avons remarqué qu'il est très difficile à analyser ce processus en divisant le sujet en deux composantes comme « l'approche de Kaos GL » et « le positionnement des médias », car les deux vont ensemble et sont vraiment dans une sorte d'interaction même si selon les périodes l'une des parties de cette interaction (les médias) peut être dans l'ignorance de l'autre (le mouvement LGBT). Dans cette relation, l'un des points les plus significatifs est le fait que Kaos GL, en tant qu'un composant important du mouvement LGBT, ait sa propre publication dès sa fondation. De ce fait, le groupe n'ouvre pas seulement un espace à ceux qui se plaignent des médias (et du système et de la société) mais il peut également concrétiser sa politique avec des critiques, des articles plus ou moins historiques, des appels ou des incitations à la protestation, etc. Nous remarquons qu'encore une fois, le support écrit sert à construire et à promouvoir une politique du groupe. Dans cet exemple, nous ne pouvons pas parler d'une interaction entre le groupe et les lecteurs / écrivains de la revue. Ces derniers

n'interviennent presque jamais à propos du sujet. Pourtant, nous observons qu'un petit espace essaie de se faire une place peut-être pas très grande mais surtout plus correcte dans l'espace public médiatique afin d'obtenir une certaine reconnaissance. La notion est d'autant plus importante qu'on la pense en lien avec les trois sphères de reconnaissance définies par le professeur et le directeur actuel de l'Institut de Recherche Sociale, M. Axel Honneth. Selon Honneth, la première de ces sphères est celle « de l'amour qui touche aux liens affectifs unissant une personne à un groupe restreint » et « la deuxième sphère est juridico-politique »⁶⁴⁴. Quant à la troisième sphère, elle est celle de l'estime sociale et inclut la considération sociale permettant aux individus « de se rapporter positivement à leurs qualités particulières, à leur capacité concrète ou à certaines valeurs dérivant de leur identité culturelle ». Honneth ajoute que

« Si l'une de ces trois formes de reconnaissance fait défaut, l'offense sera vécue comme une atteinte menaçant de ruiner l'identité de l'individu tout entier – que cette atteinte porte sur son intégrité physique, juridique ou morale ».

Il est évident que les médias ne sont pas le seul et l'unique intervenant de ces sphères, pourtant, nous prétendons qu'ils peuvent influencer toutes ces trois sphères à différents niveaux, donc, ils peuvent jouer un rôle important dans la reconnaissance des individus homosexuels. De ce fait, même s'il faut rester prudent envers le rôle joué par les médias, il nous semble que c'est en raison de cette éventuelle pénétration des médias dans les sphères mentionnées rend important l'effort de comprendre l'approche du mouvement LGBT envers les médias et comment est couverte l'homosexualité (et les homosexuels et encore le mouvement LGBT) par ces derniers. Dans les limites de notre recherche, nous avons donné une vue générale sur le sujet, et au cours du chapitre suivant, nous essayerons de le détailler davantage à partir des exemples plus spécifiques.

Au cours des chapitres précédents, nous avons indiqué que le traitement médiatique des homosexuels et de l'homosexualité changeait par rapport au sujet et dès que ce dernier sortait des clichés (et des préjugés), les médias ne savaient plus exactement quelle attitude à prendre. Ce traitement ne change pas nécessairement dans ses grandes lignes en trahissant la ligne éditoriale du support. À propos de l'homosexualité, un journal d'extrême droite reste plus

⁶⁴⁴ « Axel Honneth : 'Sans la reconnaissance, l'individu ne peut se penser en sujet de sa propre vie' », entretien réalisé avec Axel Honneth, par Alexandra Laignel-Lavastine, paru dans *Philosophie Magazine*, n° 5, le 1^{er} décembre 2006, disponible sur : <http://www.philomag.com/article,époque,axel-honneth-sans-la-reconnaissance-l-individu-ne-peut-se-penser-en-sujet-de-sa-propre-vie,21.php> consultée le 6 octobre 2010.

sévère quel que soit le sujet et un journal de gauche souligne plus l'importance de pluralisme, de liberté, etc. Donc comme dans la société, des différents points de vue existent également dans les médias et l'analyse de ces derniers nous donnera bien sûr des informations importantes reflétant l'opinion des différentes couches de la société. Nous trouvons un tel travail très précieux et nous envisageons de le réaliser au futur et non pour seulement faire un « état des lieux » mais plutôt afin de voir quand et comment l'homosexualité et le mouvement LGBT deviennent des éléments impossibles à ignorer pour la presse d'extrême droit par exemple, ou bien afin de voir à quel point (une certaine partie de) la gauche modifie son discours distant à l'homosexualité (si elle le fait). Pourtant, nous nous contenterons, dans notre actuelle recherche, de donner les grands traits et les événements les plus emblématiques des dernières années. Nous tenons également à souligner que l'approche des journaux envers les homosexuels reflète également comment ils traitent autres sujets « sensibles » à propos surtout des minorités de toutes sortes et des sujets problématiques propres à la Turquie. Comme nous avons indiqué que le parcours du mouvement LGBT, de celui des femmes et des Kurdes étaient similaires en Turquie, leur traitement médiatique l'est également. Il est difficile de voir qu'un journal hostile au mouvement LGBT soit très sensible aux droits des femmes ou ceux des Kurdes et vice-versa. Les événements sont donc rapportés selon l'interprétation idéologique du journal et nous pouvons supposer qu'un journal aide plutôt à renforcer les idées, les opinions de ses lecteurs que de leur donner de nouvelles pistes pour combler le vide d'information.

Au cours des dix dernières années (de 2002 jusqu'en 2012), l'homosexualité fait de l'actualité dans les médias surtout à partir des événements négatifs. Pourtant, ces derniers ont permis au mouvement LGBT de mieux se faire entendre et s'exprimer, et même d'élargir ses locuteurs dans l'espace public. Nous pouvons prétendre que, plus on essaie d'opprimer l'homosexualité plus elle s'inscrit sur la ligne des droits de l'homme, tout en précisant que cela ne doit pas nécessairement modifier l'opinion publique de la majorité en Turquie, mais il s'agit tout de même un certain gain du mouvement.

Parmi les événements emblématiques de la période mentionnée, nous pouvons compter les suivants :

- La demande de fermeture de l'association Kaos GL en 2005, celle de Lambdaİstanbul entre 2006 – 2009 et celle de Siyah Pembe Üçgen en 2010

- Le meurtre d'Ahmet Yildiz, en 2008 : Le fait est considéré comme le premier meurtre d'honneur homosexuel. Le meurtre de femmes pour ce même motif est un événement plutôt répandu dans le territoire turc, les femmes sont assassinées par leurs propres familles en raison de mener une vie malhonnête / déshonorable ce qui signifie en général d'avoir une relation sexuelle avant le mariage ou parfois juste de flirter avec un homme. Dans le cas de Yıldız, la raison de son meurtre était son homosexualité.
- Le licenciement de l'arbitre Halil Ibrahim Dinçdag, en 2009, en raison de son homosexualité
- La déclaration de la ministre de la famille, Mme Selma Aliye Kavaf, au cours d'un entretien donné au journal *Hürriyet*, sur le fait qu'elle considère l'homosexualité comme une maladie, le 7 mars 2010. La ministre a eu plusieurs réactions négatives, non seulement de la part des associations LGBT, mais de plusieurs instances. Kaos GL a suivie Mme Kavaf pendant une certaine période au cours de toutes ses activités ouvertes au public afin de manifester contre elle. Aux élections de 2011, le nom de Mme Kavaf n'existait pas dans les listes des députés candidats d'AKP. Nous pouvons en conclure que même si le gouvernement n'a pas une politique favorable pour les LGBT, il ne pouvait tout de même pas faire face à des critiques extérieures envers une déclaration si hostile sur l'homosexualité.

Ces sujets sont croisés avec différents domaines de la vie sociale et politique. La couverture des processus de demande de fermeture des associations est importante autant qu'elle nous montre l'approche des médias à propos des droits civiques des homosexuels et à propos du lien qu'ils font entre l'existence des homosexuels dans l'espace public et le processus d'adhésion à l'Union européenne. Elle est également importante pour distinguer s'il y a une différence entre la couverture des individus homosexuels et des organisations rassemblant les homosexuels, c'est-à-dire entre l'existence des homosexuels dans la vie quotidienne et leur demande « officielle » de droit. Au cours de cette période de demande de fermeture des associations, ces dernières mènent également une campagne pour l'inscription de l'expression « orientation sexuelle » à l'article de l'égalité dans l'ébauche de la nouvelle Constitution. Envers cette demande, le président de la Commission de la Constitution et le député d'AKP, M. Burhan Kuzu indique que :

« Dans les écrits des hommes scientifiques, il n'existe pas une telle expression, je ne crois pas qu'elle soit adoptée à l'Assemblée nationale. Elle est représentée

comme une liberté, mais en Turquie, il n'y a pas un tel fond social. C'est tôt pour la Turquie. L'Assemblée ne peut pas faire un tel changement avant qu'il y ait une acceptation sociale. Même en Europe, ça n'existe pas dans les Constitutions. Voyons d'abord la Constitution de l'Union européenne ».

Kuzu ajoute encore qu'il s'agit des « droits de quatrième génération » et qu'il est difficile que l'expression « orientation sexuelle » soit inscrite « dans la Constitution du 21^e siècle, mais peut-être au 22^e ». Sur ces propos, l'un des chroniqueurs du journal *Birgün*, M. Kürşad Kahramanoğlu précise dans sa chronique du 23 octobre 2007, que Lambda est l'une des associations qui essaient de créer ce « fond social en Turquie » et que le préfet du gouvernement AKP essaie de la fermer, il se demande alors si ce parti soutient vraiment les droits de l'homme et les libertés, l'adhésion à l'Union européenne. La réponse est négative selon lui.

Comme la préparation d'une nouvelle Constitution perdure, une recherche récemment réalisée (2012) par la chercheuse Gülsüm Depeli, nous montre comment les demandes des homosexuels sont traitées par les médias à grand tirage⁶⁴⁵. Depeli indique que les médias montrent en général des « corps représentatifs produits par la construction idéologique du discours dominant » et qu'ils ne prennent pas les individus LGBT en tant que sujet mais plutôt comme un objet. Sur ce point-là, elle demande alors ce qu'ils ont fait les médias remarquant les personnes LGBT en face d'eux « en tant qu'un acteur politique fort et insistant, apparues afin de briser cette image représentative produit par les médias ». Comme la chercheuse travaille sur les médias à grand tirage, elle indique que son échantillon exclu les médias kurdes et ceux de gauche, pourtant, en raison des récents changements de propriété médiatique en Turquie, elle reflète bien les médias progouvernementaux et « la majorité quantitative sur laquelle s'appuie le gouvernement et d'où il prend son soutien discursif ».

Parmi les quatorze premiers journaux, elle exclut deux journaux de sport et elle examine douze journaux au total de 2007 jusqu'en 2012 (au mois de mai). Le nombre des articles publiés nous montre déjà l'invisibilité du sujet dans ces organes de médias. Nous ne retrouvons que trente-deux articles qui sont directement liés au sujet. Depeli ajoute que cinq

⁶⁴⁵ DEPELİ Gülsüm, présentation powerpoint non-publiée, intitulée « Anayasa tartışmaları ve LGBT hareketler : medyada haber olmak » (Les discussions constitutionnelles et les mouvements LGBT : faire de l'actualité dans les médias), présenté au cours d'un panel organisé par l'association KAOS GL à Ankara, le 18 mai 2012, dans le cadre du Septième rencontre contre l'homophobie.

journaux⁶⁴⁶ sur douze ne couvrent jamais les demandes constitutionnelles des personnes LGBT, et trois journaux font plutôt recours au sensationnel, à la moralisation. Deux tiers des publications ont donc une couverture négative du sujet.

Un autre résultat de Depeli vérifie une remarque à nous, mentionnée dans les paragraphes ci-dessus à propos d'un article publié chez *Turkish Daily News* (ancien nom de *Hurriyet Daily News*), sur la revue *Kaos GL*. En plus des douze premiers journaux, Depeli en analyse également deux autres : *Today's Zaman* (au 30^{ème} rang des tirages) et *Hurriyet Daily News* (au 34^{ème} rang des tirages), car ces derniers portent les mêmes noms que *Zaman* et *Hürriyet* publiés en turc, ils appartiennent aux mêmes groupes de médias, mais ils ne sont pas des copies identiques en anglais, leurs contenus diffèrent selon leurs publics cibles. Depeli les analyse alors afin de voir si le discours de ces journaux publiés en anglais est différent de leurs équivalents en turc. Elle observe que tandis que le journal *Zaman* ne consacre pas de la place au sujet dans ses pages, *Today's Zaman* publie quatre articles entre juin 2011-mars 2012 avec des titres plutôt favorables ou au moins sur un ton neutre :

- « LGBT in Turkey : not an illness nor a crime » (la chronique d'Orhan Kemal Cengiz, le 21 juin 2011)⁶⁴⁷
- « LGBT gains recognition from government for first time » (article non-signé, le 21 septembre 2011)⁶⁴⁸
- « "Hate crime legislation a must to combat hate crimes" » (entretien réalisé par Yonca Poyraz Doğan, avec Cengiz Alğan, activiste de société civile selon la présentation de la journaliste, le 9 octobre 2011)⁶⁴⁹
- « Turkish civil society groups : Lack of hate crimes legislation hurts citizens » (article signé par Aysu Otağ, le 19 février 2012)⁶⁵⁰

Quant à *Hurriyet Daily News* et à *Hürriyet*, nous pouvons tout de même parler d'une certaine cohérence si on ne regarde que les articles directement liés au sujet. Mais comme le journal *Hürriyet* mène une politique valorisant plutôt le sensationnel dans ses autres articles

⁶⁴⁶ Zaman, Türkiye, Yeni Safak (des journaux conservateurs, voire islamistes), Sözcü (journal nationaliste, opposé au gouvernement au pouvoir), Takvim.

⁶⁴⁷ Disponible sur : http://www.todayszaman.com/columnistDetail_getNewsById.action?newsId=248108

⁶⁴⁸ Disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-257544-lgbt-gains-recognition-from-government-for-first-time.html>

⁶⁴⁹ Disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-259333-hate-crime-legislation-a-must-to-combat-hate-crimes.html>

⁶⁵⁰ Disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-271821-turkish-civil-society-groups-lack-of-hate-crimes-legislation-hurts-citizens.html>

sur les personnes LGBT, *Hurriyet Daily News* reste plus « politiquement correct » avec ses trois articles publiés en janvier 2012 :

- « Calling gay people "perverts" an insult, top court says » (un article rapporté du journal *Radikal*, le 9 janvier 2012)⁶⁵¹
- « LGBT group presses for charter rights » (un article de Göksel Bozkurt, le 17 janvier 2012)⁶⁵²
- « Campaign demands hate crime legislation » (article de l'Agence Anatolienne, le 27 janvier 2012)⁶⁵³

Depeli appelle cette différence, beaucoup plus claire chez *Zaman* et *Today's Zaman*, l'hypocrisie du discours politique conservatif. Même si à propos de ce sujet analysé *Hurriyet Daily News* ne donne pas beaucoup d'élément montrant la différence, nous avons remarqué que sous le nom *Turkish Daily News*, le journal faisait la même chose dès qu'il s'agissait de couvrir la revue *Kaos GL*. Nous pouvons en conclure que « le visage tourné vers l'Europe » des journaux pousse ces derniers à être plus attentifs dans leurs langages pour ne pas rester en dehors de l'image occidentale (européenne). Nous pouvons également relier cette tendance à l'époque ottomane et à sa mentalité de modernisation qui était quasiment le synonyme d'occidentalisation (et encore d'européanisation) (cf. Chapitre II, A) La société civile sous l'Empire ottoman). Nous observons donc que depuis l'Empire ottoman, l'Europe reste un point de repère qui influence la structure et la construction des différents domaines dans l'espace géopolitique ottoman-turc.

1. Les journalistes

Dans le cadre de notre travail, nous n'avons pas mis les journalistes au centre, pourtant, la relation entre les pratiques journalistiques et le traitement des personnes LGBT reste une piste à creuser. Nous avons tout de même réalisé des entretiens, soit par la voie d'e-mail, soit des entretiens face-à-face avec les journalistes et les chroniqueurs qui avaient rédigé le plus d'articles et de chronique dans les journaux *Hürriyet*, *Radikal* et *Birgün*. De 1999 jusqu'en 2009, trois personnes qui se trouvaient aux premiers rangs du journal *Hürriyet* avec

⁶⁵¹ Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/calling-gay-people-perverts-an-insult-top-court-says.aspx?pageID=238&nid=11040>

⁶⁵² Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/lgbt-group-presses-for-charter-rights.aspx?pageID=238&nID=11635&NewsCatID=339>

⁶⁵³ Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/campaign-demands-hate-crime-legislation.aspx?pageID=238&nID=12397&NewsCatID=339>

le maximum d'article sur l'homosexualité étaient tous des chroniqueurs : Ayşe Arman, Güzin Abla et Mevlüt Tezel. Prenant en compte les articles publiés depuis, les deux premiers rangs ne changent pas, mais vu que Mevlüt Tezel travaille désormais dans un autre journal (Sabah), c'est un autre chroniqueur qui occupe le troisième rang : Onur Baştürk. En mai 2012, le nombre d'articles par auteur est le suivant :

- Ayşe Arman : 70 articles
- Güzin Abla : 46 articles
- Onur Baştürk : 33 articles
- Mevlüt Tezel reste au nombre de douze.

Nous remarquons qu'en deux ans Ayşe Arman avait ajouté 17 articles dans son archive sur l'homosexualité. Au cours des mails échangés avec la journaliste (et la chroniqueuse) Arman, elle a précisé qu'elle n'était pas au courant des associations LGBT, mais qu'elle aimerait bien faire des entretiens avec elles si on décrit bien le cadre. Vu qu'Arman est la journaliste qui fait de l'actualité l'affaire de l'arbitre Halil İbrahim Dinçdağ en 2009 et qu'à la même époque, les associations déclaraient leurs soutiens à Dinçdağ, il est difficile à comprendre comment Arman arrive à les ignorer⁶⁵⁴. Cela nous montre l'exclusion de la sphère médiatique du discours institutionnalisé des homosexuels et le fait que les cas isolés soient promus par les médias. Arman prenait l'affaire comme une demande de droit pourtant, elle n'arrivait pas à sortir du cas de Dinçdağ et à parler des problèmes vécus par les homosexuels dans la vie de travail, à contacter les institutions qui sont liées au sujet, en bref elle n'arrivait pas à rapporter le sujet dans son contexte et elle ne faisait que valoriser l'histoire individuelle, voir le drame, de Dinçdağ. Déjà en 2007, toujours au cours d'un article sur l'homosexualité, Arman indique que « le journaliste cherche des histoires singulières »⁶⁵⁵. Cela nous est important étant l'exemple opposé de ce que l'on avait vu dans la revue *Kaos GL* qui essayait d'arriver à construire un discours englobant à partir des expériences individuelles.

⁶⁵⁴ La seule et unique exception de cette ignorance se montre dans l'article daté du 8 juin 2009 de la journaliste, et avec une seule phrase : « La semaine dernière, les magnifiques trois (Halil İbrahim, l'avocat Murat Söylemez, la psychologue Sezer Sert) se sont réunis avec plusieurs groupes, institutions, associations. L'un d'eux est Lambdaİstanbul – Association de solidarité lesbienne, gay, bisexuelle, travesti, transsexuelle. Elle avait dit que '(Si la fédération déclare la campagne –Sport pour tous –, İ.E.) non membres feront alors recours pour devenir arbitre' »

Disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=11816502>

⁶⁵⁵ Disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=7254456>

Arman n'est pas non plus au courant des réactions des associations LGBT envers ses publications. Elle indique qu'elle n'a ni vu ni lu les mails envoyés par les membres des associations et si elle les avait vus, elle répondrait volontiers.

Nous ne rentrons pas dans les détails des publications d'Arman, mais selon une observation générale, nous pouvons prétendre que cette ignorance des associations LGBT et cette tendance d'individualisation et décontextualisation du sujet sont courantes dans les médias turcs. Cela n'est pas propre seulement à l'homosexualité et elle coïncide surtout avec un certain type de journalisme, plutôt sensationnel. Nous ne pouvons tout de même pas ignorer que ce type de journalisme reflète également l'esprit de son temps, qui souligne des drames et des succès individuels.



Figure 12: Les photos de Dinçdağ et d'Arman parmi 22 photos publiées sur le site internet du journal *Hürriyet* (<http://fotogaleri.hurriyet.com.tr/galeridetay.aspx?cid=23325&rid=2&p=1>)

Les exemples qui sortent de cette image générale des médias turcs, se trouvent plutôt dans les médias de tendance gauchiste et de gauche libérale, comme entre autres *Birgün* et *Radikal*. Un article publié par exemple dans le supplément de dimanche du journal *Birgün*, le 14 septembre 2008, nous informe sur tous les procès d'interdiction en cours de l'époque : envers le parti politique DTP et envers plusieurs ONG, y compris Lambda. Il est rédigé par M. Ufuk Koşar qui avait déjà sept articles sur Lambda. Dans l'article, Lambda est défini comme une organisation qui envisage de résoudre les problèmes des personnes LGBT et de

les défendre. La demande de sa fermeture est représentée comme un dysfonctionnement démocratique. L'article nous est encore important parce qu'il demande aux responsables de toutes les organisations concernées de ce qu'elles pensent de la couverture médiatique de leurs causes. Par les paroles des responsables, nous observons encore une fois que le mouvement LGBT et l'homosexualité peuvent être représentatifs pour d'autres mouvements de droits de l'homme dans leurs traitements médiatiques. Le Syndicat des retraités (Emekli-Sen) indique par exemple que les médias ne présentent pas les activités des prolétaires, pour la liberté, pour la paix et pour les droits des prolétaires, sauf le journal *Birgün*, le journal Evrensel, certaines chaînes de radio, la chaîne de télévision NTV et certains groupes de médias qui sont la voix du peuple. La déclaration du Syndicat des jeunes (Genç-Sen) souligne qu'il faut considérer les procès d'interdiction dans son ensemble et qu'il faut les combattre dans un ensemble, car il s'agit d'une seule et même approche qui envisage de limiter le droit d'organisation, le droit d'expression. Il est précisé que les institutions concernées font plus ou moins preuve de solidarité. Quant à l'attitude des médias, le Syndicat ajoute que les médias traitent le sujet de façon superficielle et qu'ils cherchent ce qui est sensationnel. Un autre aspect important indiqué par le Syndicat des jeunes est l'ignorance des éditeurs et des journalistes sur le processus juridique. Il déclare qu'une décision d'interdiction prise à la fin d'un procès ne signifie pas qu'elle est la décision finale, qu'il y a toujours la possibilité de faire recours aux plus hautes instances, pourtant, il déplore que les médias présentent les premières décisions comme la décision finale et que ça cause des ambiguïtés. Lambda y voit un problème d'établissements de la démocratie, de la culture démocratique dans le pays. Il demande que l'État ne doit plus s'inquiéter de préserver son pouvoir, son autorité et de sa présence, mais pour les intérêts des citoyens envers lesquels il est responsable. La déclaration de Lambda attire l'attention sur le fait qu'il est possible de penser un citoyen idéal : « Turc, laïc, sunnite, homme, hétérosexuel, etc. », il souligne que cette typologie reflète une composition de l'idéologie dominante. Il suppose qu'un tel citoyen n'aura pas de problème, mais la réalité n'y coïncide pas, car il n'existe pas un tel citoyen. Comme le Syndicat des jeunes, Lambda aussi traite le sujet dans son ensemble et montre la similarité entre leur cas et le cas des femmes portant du foulard qui ne peuvent pas aller à l'université, celui de ceux qui veulent parler leur langue maternelle au sein de la société où ils vivent. La déclaration indique qu'à la base des interdictions se trouve l'idée que les homosexuels veulent rendre tout le monde homosexuel ; les étudiants, les agriculteurs, les ouvriers veulent rendre le monde communiste ; les Kurdes veulent diviser le pays. Quant aux médias, Lambda indique que comme les droits des LGBT ne sont toujours pas considérés comme les droits de l'homme, et

comme l'homosexualité est vue comme une maladie, comme une hérésie, il est difficile de voir des publications objectives à propos des personnes LGBT. Pourtant, ils indiquent que les médias ont traité le procès d'interdiction de Lambda de façon objective, ils souhaitent de voir la même attitude envers les individus LGBT aussi. Cette phrase justifie l'une de nos hypothèses selon laquelle on prétend que par rapport à l'acteur concerné le discours des médias change : au niveau institutionnel, il est possible de parler d'un langage « objectif », mais quand il s'agit des individus « ordinaires », nous n'observons pas du tout d'une objectivité.

À partir de l'entretien que nous avons réalisé avec le journaliste Ufuk Kosar, étant celui qui publie le plus grand nombre d'articles dans le journal *Birgün*, nous affirmons encore l'importance des relations personnelles dans la publication des informations. Kosar précise par exemple que si Mehmet Tarhan, l'un des premiers objecteurs de conscience (cf. Chapitre V, Lambdaİstanbul), n'avait pas envoyé aux organes de médias des lettres de prison, s'il n'avait pas travaillé pour faire de son affaire une actualité, il ne serait pas couvert autant. Mais le flux d'informations venant de la première source facilitait aux journalistes le travail et gardait chaud le sujet.

On avait déjà indiqué une attitude similaire pour la journaliste de *Radikal*, Mme Nazan Özcan. Özcan avait eu sa première relation avec le groupe de famille LİSTAG par l'intermédiaire d'une connaissance et depuis, non seulement elle suivait de près les activités du groupe, mais elle avait également recours à une pratique qui n'est pas fréquente chez les journalistes : faire lire l'article rédigé à quelqu'un qui connaît le sujet, avant sa publication. Cela reste un exemple important montrant l'influence éventuelle des sources LGBT sur les articles publiés. Du côté journalistique, cela n'est pas une pratique discutable, pourtant, nous devons souligner que sans une telle lecture préalable, le langage utilisé peut être très confus même quand il n'y a pas de mauvaise volonté. Un guide des termes, une charte de « bonne conduite », contenant les points de repère essentiels du mouvement LGBT dans le monde et en Turquie peut être envisageable afin de minimiser cette confusion.

CONCLUSION

Cette recherche nous a ouvert plusieurs horizons qui méritent une réflexion approfondie et que nous n'avons pas pu développer tous dans le cadre de notre travail. L'un des premiers de ces horizons portait sur la possibilité de l'existence d'une société civile, d'un espace public en dehors d'un contexte occidental (européen). Les concepts naissent des réalités sociales et il est sûr et certain que chaque société a ses spécificités à propos de ces réalités. Il est donc difficile d'envisager des concepts qui seraient valables de manière identique pour toutes les sociétés. Mais cela ne veut pas dire que ces concepts sont sans fondements. Notre travail nous a montré donc, encore une fois, à quel point il est difficile d'essayer de comprendre des sociétés non-européennes avec des concepts développés en Europe. Pourtant, il nous a également montré que l'esprit de ces concepts, dans notre cas la société civile et l'espace public, peut bel et bien exister sous des différentes formes et c'est le cas dans le contexte ottoman-turc. Devrions-nous nommer les instances similaires à une société civile en tant que telle ou bien pourrions (ou même devrions) – nous trouver d'autres nominations ? Nous pensons que ce qui serait préférable, serait de développer de nouveaux concepts ou des nouvelles nominations qui correspondent mieux à la réalité des sociétés, ceci dit, nous soulignons que nous ne voulons pas négliger des initiatives prises dans ce sens, ni des propositions de chercheurs s'étant efforcés de le faire. Cette volonté de trouver / développer de nouveaux concepts ne devrait pourtant pas nous amener à une vision du monde très fragmentée. Nous devons toujours garder à l'esprit, une vue générale du monde et d'un système qui englobe ce dernier.

Un autre aspect qui nous a fait réfléchir au cours de notre recherche fut à propos de la légitimité de la parole : qui parle pour qui et qu'est-ce que lui donne sa légitimité ? Comme nous l'avons mentionné dans les pages de ce travail, les exemples les plus concrets portent sur des questions comme les suivantes : Si un Turc défend les droits des Kurdes, cela devient-il plus légitime ? Est-ce que cela ne crée pas alors une certaine hiérarchie entre les différentes parties ? Si un hétérosexuel parle au nom des LGBT ou si les familles interviennent dans le processus, cela ne rentre-t-il pas dans un cadre plus acceptable pour la société ? Alors qui doit parler ? À quel point cela devient une partie d'une stratégie communicationnelle, à quel point cela devient un processus qui reproduit les clichés et le système ? Et par rapport à cela, quels peuvent être des moyens d'expression des groupes « subalternes » ? Etc. Ces questions ne sont pas bien sûr posées par nous pour la première fois, nous voulons seulement insister sur le

fait que, dans le cadre de notre recherche, elles doivent être prises en compte en parlant des personnes LGBT en général et, surtout en parlant de leurs droits, du mouvement LGBT.

Ces questions sont également en relation avec l'une de nos hypothèses à propos du caractère basé sur la méfiance de la société civile et de l'espace public en Turquie. En raison d'une séparation idéologique entre « les islamistes » et « les nationalistes », selon une appellation très superficielle, et les autres qui ne veulent pas faire partie de l'un de ces groupes, les discours prononcés ne peuvent jamais être acceptés en tant que tels et l'on cherche toujours les intentions cachées. Il devient donc quasiment impossible de construire des bases solides afin de mener une discussion raisonnée pour n'importe quel sujet.

À propos de l'espace public, les travaux du Professeur Bernard Miège, d'Hélène Romeyer et d'Angela Christina Salgueiro Marques nous ont été très utiles pour comprendre les nouvelles approches sur l'espace public et pour les adapter dans notre travail. Nous ne pouvons pas prétendre que la mission est entièrement accomplie, l'espace public nous paraît désormais en tant que tel un sujet susceptible d'ouvrir plusieurs débats et comme nous l'avons mentionné ci-dessus, on peut admettre que dans le cadre de notre travail, il est possible que l'on ait joué un peu avec les limites de l'espace public en l'adaptant dans un contexte différent, d'abord géographiquement, ensuite socio-culturellement.

Comme nous l'avons constaté, dans la construction d'un espace public LGBT, la revue *Kaos GL* joue un rôle essentiel en donnant à la communauté LGBT le moyen de s'exprimer librement. Même si au début, on peut parler d'une certaine cacophonie à propos des réactions des lecteurs, cet espace qui est ouvert à tout le monde contribue certainement à la construction d'une conscience homosexuelle et ensuite à la formation d'un discours commun, surtout à partir du sujet de la violence vécue. Pourtant, même les courriers qui restent au niveau des récits personnels, ils montrent aux autres individus LGBT que ces derniers ne sont pas seuls au monde et, de ce fait, les encouragent à se retrouver, d'abord pour des relations personnelles, ensuite pour mener un combat ensemble. Cela ne fonctionne certainement pas de la même manière chez tous les LGBT, mais on accède à un nombre suffisant pour donner une continuité au mouvement.

Le mouvement LGBT contient donc, dès le début, une publication qui lui appartient. Cela lui donne donc une certaine liberté d'expression à une époque où ses relations avec les médias sont assez problématiques. L'approche du mouvement LGBT envers les médias peut être examinée en trois périodes comme l'indiquent également ses fondateurs à différentes

occasions. Dans une première période, nous remarquons un déni total. Comme tous les autres appareils idéologiques de l'État, les médias font également partie de l'autre camp envers lequel il faut mener une lutte entière. Cette approche se montre dans des critiques de médias publiées dans la revue *Kaos GL* et dans d'autres articles. Dans un deuxième temps, les homosexuels se rendent visibles dans des espaces publics, mais s'échappent des médias par peur de la manipulation de leurs discours. Ils font très attention à contrôler ce qui sera publié dans les médias et préfèrent surtout des publications dites alternatives pour apparaître. Quant à la troisième période, on remarque que le mouvement a plus de confiance en lui et le slogan de l'époque est résumé comme le suivant : « Nous sommes homosexuels, nous sommes là, habituez-vous ». Nous avons constaté de même que le mouvement essaie toujours de contrôler les messages passés dans les médias en établissant des liens personnels avec les journalistes. Au cours de la semaine de fierté de 2012, un panel a eu comme sujet central les relations entre les médias et le mouvement, et par la participation d'une journaliste, Mme Pinar Ögünç, nous nous sommes rendue compte du poids du travail quotidien des journalistes sur le traitement des sujets, plus spécifiquement des sujets liés aux LGBT. Dans un environnement médiatique où la rapidité constitue une grande pression sur les journalistes, ces derniers ne peuvent pas avoir toujours le temps de réfléchir sur ce qu'ils écrivent ; donc créer une certaine sensibilité chez eux à partir des liens personnels et / ou de leur envoyer des documents déjà prêts à la publication peuvent aider à l'amélioration du traitement médiatique des LGBT.

Les NMS sont en général critiqués par la gauche d'être identitaires et de négliger la solidarité de la classe, de mener une politique partielle et de ne pas être critiques envers tout le système (capitaliste). Nous pensons que cette critique peut avoir une certaine validité, surtout au moment de l'émergence de ces mouvements qui essayaient de se construire une « identité », de construire une conscience auprès des groupes qu'ils étaient censés de représenter. Pourtant, nous remarquons qu'en Turquie et pour le mouvement LGBT, il serait faux de faire un tel constat, car plusieurs exemples montrent que dès sa construction, les composantes du mouvement intervenaient également dans d'autres problèmes sociaux et envisageaient une critique globale de la société et du système. Ils essayaient de nouer des liens avec le mouvement kurde, avec le mouvement des femmes, avec le mouvement ouvrier, avec les antimilitaristes, etc. Leur présence dans ces mouvements visait à accroître la visibilité des personnes LGBT en leur sein, mais elle n'était pas limitée à cela et partait d'un combat commun. Et cette présence contribua également à la transformation de ces mouvements, elle les a aidés à se libérer de leur homophobie. La gauche a été accusée pendant longtemps et

encore aujourd'hui, d'être homophobe. Cependant, de nos jours, nous pouvons parler des partis politiques qui incluent la discrimination et la libération des LGBT dans leurs programmes ; des groupes qui sont devenus plus sensibles envers le sujet et donc ils sont devenus plus attentifs envers des discriminations vécues en leur sein. Ces relations ou ces tentatives sont peut-être loin d'être dans un état parfait, mais il est impossible de nier qu'il y a une évolution vers un état plus convenable pour mener des liens plus effectifs.

L'une des spécificités du mouvement LGBT en Turquie que nous avons constatée a été son caractère bidimensionnel : d'une part, le mouvement obtient certains acquis au cours des années et à la suite de son combat, d'autre part pour des nouvelles personnes LGBT qui découvrent eux-mêmes et pour des différentes institutions ou des différents groupes qui apparaissent, ou encore pour d'autres parties de la société avec lesquelles on rentre en contact pour la première fois, il est nécessaire de reprendre tout de A à Z. Donc, cela demande un effort sans cesse pour garder les mémoires vivantes et pour pouvoir lutter afin d'obtenir de nouvelles demandes.

Nous prétendons qu'une autre contribution du mouvement LGBT réside dans la transformation de la perception de l'homosexualité. Dans un contexte dans lequel le mouvement LGBT s'institutionnalise et intervient dans d'autres domaines de la vie sociale et politique, il devient « politiquement incorrect » de l'associer à la « perversité », à la sphère privée limitée à la sexualité. En lien au mouvement, l'homosexualité doit désormais être discutée dans le cadre des droits de l'homme (liberté d'expression, les droits des minorités, etc.). Le mouvement, formé autour de l'espace public LGBT, a augmenté la visibilité des homosexuels dans plusieurs parties de la société et, de ce fait, il a transformé l'approche qui limitait l'homosexualité à la sexualité. Et cette visibilité est aussi le résultat de la naissance d'une conscience homosexuelle rendue possible par les publications de la revue *Kaos GL*. Avant de modifier les attitudes hostiles envers les homosexuels et envers l'homosexualité, la revue a essayé de former une conscience homosexuelle chez ses lecteurs en soulignant qu'ils ne sont pas seuls dans le monde, que l'homosexualité ne peut pas être limitée à la sphère privée, à la sexualité, qu'elle fait également partie d'un système discriminatoire envers toutes sortes de minorités, etc. Nous ne pouvons pas prétendre qu'il s'agit d'une transformation entière et cohérente, dans l'ensemble de la société. Avant tout, l'approche envers le mouvement LGBT et celle qui est envers les homosexuels singuliers sont assez différentes l'une de l'autre et même contradictoires (aux dépens des homosexuels singuliers). Par une (probablement plus grande) partie de la société et par ceux qui gouvernent le pays (et / ou par

la plupart des hommes politiques) l'homosexualité est toujours considérée comme un sujet qui doit rester entre les murs (de la maison), comme une perversité ou, dans les meilleurs des cas, comme une maladie. Et on essaie ainsi d'empêcher l'organisation homosexuelle. Donc, d'une part, nous retrouvons le mouvement qui essaie de combattre dans le contexte des droits de l'homme, qui tente de rendre visibles les homosexuels dans tous les domaines de la vie; d'autre part, se trouvent ceux qui essaient toujours de réduire l'homosexualité à un sujet personnel (privé / intime) ayant une approche "moraliste" poussant les homosexuels à l'invisibilité en prétendant qu'ils ne sont pas conformes à « la structure traditionnelle de la famille turque », à « la morale générale de la société ». C'est sur ce conflit que se forment les débats à propos de l'homosexualité dans l'espace public général. Et ce qui nous paraît important à souligner, c'est que ce n'est pas seulement l'homosexualité qui se trouve dans un tel conflit. Le mouvement kurde, le mouvement des femmes et autres mouvements considérés en tant que « marginaux » sont confrontés aussi à des obstacles similaires et c'est cette caractéristique qui permet à notre travail de ne pas être limité par le mouvement LGBT.

À la suite de cette recherche, nous envisageons de réaliser d'autres travaux complémentaires afin de contribuer aux ressources insuffisantes à propos du mouvement LGBT en Turquie, et surtout en turc. Certains de ces travaux peuvent être réalisés par nous-même et quand on arrive au-delà de nos limites, nous essayerons d'encourager la réalisation de certains autres soit par des travaux collectifs soit par d'autres individus intéressés par le sujet. L'un des premiers de ces futurs travaux consiste la rédaction de l'histoire du mouvement LGBT en Turquie. Cette initiative devrait combler l'un des vides de notre travail qu'est la quasi-absence des groupes LGBT composés dans les régions où la population kurde est majoritaire en Turquie. Le fait de combattre deux différentes discriminations (être kurde et LGBT) et le fait de faire entendre sa voix au sein d'un peuple assez traditionnel et patriarcal, méritent un examen en détails. Les parties citées dans notre recherche à propos des traits généraux du mouvement LGBT, méritent également d'être détaillées. Une telle écriture historique constituera désormais la base des futures recherches qui peuvent prendre comme focus d'autres dimensions de cette histoire ou bien du mouvement.

Un autre éventuel travail devrait combler l'une des parties manquantes de notre recherche qui s'est intéressée surtout à l'approche du mouvement LGBT et qui a par trop négligé le côté médiatique. Il doit donc porter sur le traitement médiatique des individus LGBT et du mouvement LGBT au fil des années. Des recherches prenant certaines périodes et certains périodiques sont déjà réalisées, mais un travail englobant un maximum de

publications et suivant l'histoire du journalisme en Turquie, peut également être une base assez solide pour d'autres recherches, soit en journalisme soit en études LGBT. Pour un tel travail, notre majeure inspiration fut la recherche réalisée par Lisa Bennett en 1998, « The perpetuation of prejudice in reporting on gays and lesbians / Time and Newsweek : The first fifty years »⁶⁵⁶. Comme le nom de la recherche l'indique, la chercheuse se focalise sur l'évolution du discours utilisé dans deux périodiques américains entre les années 1947-1997. Son travail s'inscrit dans un « research paper », donc n'est pas très volumineux, pourtant, cache certainement un lourd travail par l'analyse de plus de trois cents articles publiés à l'époque. Vu le nombre des périodiques limité à deux et l'ampleur du nombre des articles qui y sont publiés en cinquante ans (356), notre tentative de réaliser une recherche similaire dans une période plus longue et avec des publications plus nombreuses peut paraître assez ambitieuse. Pourtant, nous croyons qu'un travail qui aura une importance académique et qui donnera de manière cohérente les fondements essentiels du sujet peut être réalisé, surtout par un groupe de chercheurs.

Nous envisageons encore d'insister davantage sur les clubs d'étudiants fondés aux universités en prenant en compte leur situation dans le mouvement de jeunesse ; et sur le concept de citoyenneté sexuelle (sexuelle citizenship) qui est apparu à différentes reprises au cours de nos lectures.

Notre recherche a également transformé notre vie, et non seulement d'un point de vue académique. Nous devons avouer que nous faisons désormais partie, une petite partie, du mouvement LGBT en Turquie. Nous avons noué des amitiés, nous avons travaillé ensemble avec certaines de personnes mentionnées dans notre recherche, nous avons fait des présentations, nous avons participé à des formations, ainsi de suite. Tout au cours de ce processus, et surtout tout au long de la rédaction de notre travail, nous nous sommes demandée si on est en train de perdre notre objectivité et la nécessaire distance scientifique par rapport à notre objet d'étude. Nous croyons que même s'il y a eu une certaine perte, cela n'a pas influencé notre travail, nous avons essayé de garder une certaine distance. Pourtant, d'autres questions sont apparues, surtout après avoir participé à l'organisation d'un panel portant cette fois-ci sur les relations entre l'Université et le mouvement LGBT, toujours au cours de la semaine de fierté en 2012. Nous avons eu l'opportunité d'y voir comment les

⁶⁵⁶ BENNETT Lisa, The perpetuation of prejudice in reporting on gays and lesbians / Time and Newsweek : The first fifty years, research paper , septembre 1998, The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, 1998, 21 pages.

recherches réalisées sont vues par le mouvement LGBT et surtout le sentiment de n'être qu'un objet d'étude. On demande donc aux chercheurs de participer un peu à la vie associative, de faire une observation participante, de ne pas considérer les individus LGBT comme des simples sources d'information et de contribuer à la construction de la mémoire du mouvement en partageant leurs travaux avec les groupes, ce qui se fait très rarement. Nous nous sommes rendue compte encore une fois la méfiance du mouvement envers les chercheurs et avons perçu les raisons de cela. Cela nous a donné l'occasion de réfléchir au lien entre le chercheur et son objet d'étude, son engagement au sujet et l'apport d'un travail scientifique à la vie sociale. Les réponses à ces questions peuvent certainement varier selon les sociétés et selon les contextes. Pourtant, dans notre propre contexte, nous avons la conviction que ce processus nous a convaincu de suivre une voie rassemblant les deux, de mener une vie académique qui ne s'isole pas dans sa tour d'ivoire. De ce fait, les futurs travaux que l'on peut réaliser incluent également des côtés pratiques comme la construction d'un réseau auprès des journalistes afin de les former sur les sujets concernant les LGBT et d'améliorer leur traitement médiatique ; la collaboration avec certains syndicats réunissant les enseignants et les universitaires afin de les former sur les modalités de l'action envers des étudiants LGBT ; ou bien la contribution à la planification en cours d'une revue académique sur les études LGBT qui sera un premier exemple en Turquie et qui permettra de réunir les universitaires travaillant sur le sujet et qui sont actuellement assez isolés l'un de l'autre.

Notre travail n'a pas pris comme base les théories « queer » qui est un courant très peu connu en Turquie et dans nos futures lectures, nous envisageons également de combler ce vide afin de ne pas rester en dehors des discussions qui tournent autour du thème, même s'il nous paraît pour le moment quelque peu ambigu.

Il est inévitable que notre travail possède certaines faiblesses aux différents niveaux, nous admettons qu'il a été pour nous le début d'une curiosité académique dans un domaine auquel nous n'étions pas intéressée il y a peu d'années, qu'est l'espace public. Nous espérons tout de même que nos manques ne soient pas fatals et nous envisageons de les corriger avec des futures lectures et de futures recherches.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- 1) ANDERSON Perry, *In the tracks of historical materialism*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1984, 112 pages.
- 2) ATAMAN Kutluğ, *Peruk Takan Kadınlar (Les femmes portant de la perruque)*, éd. Metis, Istanbul, 2001, 126 pages.
- 3) BOZDEMİR Michel (Mevlüt), *La marche turque vers l'Europe*, éd. Karthala, coll. Hommes et Sociétés : Sciences économiques et politiques, dirigée par Jean Copans, Paris, 2004, 296 pages. Disponible sur : http://books.google.com/books?id=umKCuoGUb8C&pg=PA160&lpg=PA160&dq=les+maisons+populaires+halkevleri&source=bl&ots=0pJjPkGezn&sig=nmDEIQFY6rOXDMwGcQP0iQrm72E&hl=tr&ei=KJgjTOflB9GisQbz9PW7BA&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=8&ved=0CDgQ6AEwBw#v=onepage&q=les%20maisons%20populaires%20halkevleri&f=false consulté le 24 juin 2010.
- 4) ÇAKIR Ruşen, BOZAN İrfan, TALU Balkan, *İmam Hatip Liseleri : Efsaneler ve Gerçekler (Les lycées İmam Hatip : les mythes et les vérités)*, éd. TESEV (Türkiye Ekonomik ve Sosyal Etüdler Vakfı, la Fondation des études économiques et sociales de Turquie), décembre 2004, Istanbul, 268 pages. Disponible sur : http://www.tesev.org.tr/UD_OBJS/IH%20Efsaneler-Gercekler.pdf
- 5) ÇAKIR Serpil, *Osmanlı Kadın Hareketi (Le mouvement de femmes ottoman)*, éd. Metis, série des Recherches féminines – 4, septembre 1996, Istanbul.
- 6) ÇAĞLAYAN Handan, *Analar, Yoldaslar, Tanrıçalar – Kürt hareketinde kadınlar ve kadın kimliğinin oluşumu (Les mères, les camarades, les déesses – Les femmes dans le mouvement kurde et la construction de l'identité féminine)*, éd. İletişim, 2010 (troisième édition, première édition en 2007), Istanbul, 278 pages.
- 7) FILLIEULE Olivier (sous la direction de), *Sociologie de la protestation, Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, éd. L'Harmattan, 1993.
- 8) GEVGİLİLİ Ali, *Türkiye'de Yenileşme Düşüncesi, Sivil Toplum, Basın ve Atatürk (La pensée de la régénération, la société civile, la presse et Atatürk en Turquie)*, éd. Bağlam, İstanbul, 1990 (deuxième édition, première édition en 1980-1981), 190 pages.

- 9) GRAMSCI Antonio, *Lettres de la prison*, traduction 1953, Paris, édition électronique dans le cadre de la collection « Les classiques des sciences sociales », 277 pages.
- 10) HABERMAS Jürgen, *L'espace public*, éd. Payot, 1986, Paris.
- 11) HABERMAS Jürgen, *Idéalisation et communication. Agir communicationnel et usage de la raison*, traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme, Fayard, Librairie Arthème Fayard, 2006, 110 pages.
- 12) HABERMAS Jürgen, *Kamusalığın Yapısal Dönüşümü (Strukturwandel der Öffentlichkeit)*, traduit de l'allemand par Tanıl Bora-Mithat Sancar, éd. İletişim, 7^{ème} publication, 2007, İstanbul, p. 310.
- 13) HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Philosophy of right*, Berlin, traduit en anglais par T. Knox en 1952 (première édition en 1821), disponible sur : <http://www.marxists.org/reference/archive/hegel/index.htm>.
- 14) HOCAOĞLU Murat, *Eşcinsel Erkekler – 25 tanıklık (Les hommes homosexuels – 25 témoignages)*, éd. Metis, coll. Siyah Beyaz (Noir Blanc), première édition en 2002, deuxième édition en 2004, İstanbul, 247 pages.
- 15) KARADAĞ Nergiz, *Cinsel Azınlıkların Bireysel Hakları (Les droits individuels des minorités sexuelles)*, éd. XII Levha, première publication İstanbul, avril 2008.
- 16) KOLOĞLU Orhan, *İlk Gazete İlk Polemik, Vakayi-i Mısriye'nin Öyküsü ve Takvim-i Vekayi ile Tartışması (Premier journal, première polémique : l'histoire du journal officiel égyptien et de sa polémique avec le journal officiel ottoman)*, Ankara, Çağdaş Gazeteciler Derneği Yayıncılık, 1989.
- 17) MARDİN Şerif, *Din ve İdeoloji (La religion et l'idéologie)*, éd. İletişim, 1986 (première édition en 1969 chez les éditions de la faculté des sciences politiques de l'Université Ankara), İstanbul, 133 pages.
- 18) MIÈGE Bernard, *L'espace public contemporain, Approche info-communicationnelle*, Presse universitaire de Grenoble, octobre 2010, 227 pages.
- 19) MIÈGE Bernard, *La société conquise par la communication, 2. La communication entre l'industrie et l'espace public*, éd. PUG, Grenoble, 1997, 216 pages.
- 20) ORTAYLI İlber, *İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı (Le siècle le plus long de l'Empire)*, éd. İletişim, İstanbul, 2005 (21^{ème} édition, la première édition en 1983 chez la maison d'édition Hil), 296 pages.

- 21) ÖZBAY Cenk, SOYDAN Serdar, *Eşcinsel kadınlar / Yirmi dört tanıklık (Les femmes homosexuelles / 24 témoignages)*, éd. Metis, coll. Siyah-Beyaz (Noir-Blanc), juin 2003 (première édition), Istanbul, 277 pages.
- 22) PAQUOT Thierry, *L'espace public*, éd. La Découverte, coll. Repères, Paris, 2009.
- 23) PIROTTE Gautier, *La notion de société civile*, éd. La Découverte, coll. Repères, Paris, 2007.
- 24) TANER Timur, *Habermas'ı Okumak (Lire Habermas)*, éd. Yordam Kitap, (première édition) octobre 2008, 283 pages.
- 25) THERIAULT Joseph Yvon, *La société civile ou la chimère insaisissable, Essai de sociologie politique*, Les Éditions Québec/Amérique, Collection : Dossiers-documents, Montréal, 1985, 160 pages.
- 26) TOPUZ Hıfzı, *Türk Basın Tarihi (L'histoire de la presse turque)*, Istanbul, éd. Remzi, novembre 2003, 471 pages.
- 27) TOSUN, Gülgün, *Demokratikleşme Sürecinde Devlet-Sivil Toplum İlişkisi ve Türkiye Örneği*, éd. Alfa, Istanbul, 2001, 448 pages.
- 28) ZÜRCHER Erik Jan, *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi, (Turkey, a modern history / Turquie, une histoire moderne)*, traduit de l'anglais par Yasemin Sanen Göner, éd. İletişim, Istanbul, 1995 (première édition en 1993 en anglais), 523 pages, p. 131.
- 29) ZÜRCHER Erik Jan, *Cumhuriyetin ilk yıllarında siyasal muhalefet : Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası 1924-1925 (L'opposition politique durant les premières années de la République : le Parti républicain progressif 1924-1925, le nom original en anglais : The Progressive republican Party 1924-1925)*, éd. İletişim, Istanbul, 2007 (première publication en 1991), 216 pages, p. 123-124.

Articles :

- 1) ALKAN Mehmet Ö., 1856-1945 İstanbul'da sivil toplum kurumları – Toplumsal örgütlenmenin gelişimi (Devlet-toplum ilişkisi açısından bir tarihçe denemesi) (Les organisations de société civile à Istanbul – l'évolution de l'organisation sociale / Un essai historique sur la relation entre l'État et la société), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö.Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 79-146.

- 2) ALKAN Mehmet Ö., Sivil Toplum Kurumlarının Hukuksal Çerçevesi 1839-1945 (Le cadre juridique des organisations de la société civile 1839-1945), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 45-73.
- 3) AYDIN Hakan, Kadın (1908-1909) : Selanik'te Yayınlanan İlk Kadın Dergisi Üzerine Bir İnceleme (La Femme (1908-1909) : une étude sur la première revue féminine publiée à Salonique, in *Selçuk Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, n° 29, 2000, p. 147-156.
- 4) AZAK Umut, İslami Radyolar ve Türbanlı Spikerler (Les radios islamiques et les présentatrices au foulard), in *İslam'ın Kamusal Yüzleri (Faces publiques de l'islam)* sous la direction de Nilüfer Göle, éd. Metis, octobre 2000, Istanbul, 260 pages, p. 93-109.
- 5) BENHABIB Seyla, Models of Public Space : Hannah Arendt, the Liberal tradition and Jürgen Habermas, in *Habermas and the Public Sphere*, édité par Craig Calhoun, éd. MIT, 1992.
- 6) BENNETT Lisa, The perpetuation of prejudice in reporting on gays and lesbians / Time and Newsweek : The first fifty years, research paper , septembre 1998, The Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy John F. Kennedy School of Government, Harvard University, Cambridge, 1998, 21 pages.
- 7) BERGLUND Henrik, Civil society in India : democratic space or the extension of elite domination?, Stockholm University, Department of Political Science, working papers 2009:1, 28 pages
- 8) CHANDHOKE Neera, What the hell is 'civil society'?, disponible sur : http://www.opendemocracy.net/author/Neera_chandhoke.jsp, consulté le 16 juillet 2010.GSDGS
- 9) CHATRIOT Alain, La société civile redécouverte : quelques perspectives françaises, Discussion Paper SP IV 2009-402, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB, Berlin Centre de Recherches en Sciences Sociales), 29 pages.
- 10) CHAMPAGNE Patrick, Le traitement médiatique des malaises sociaux, in *Les Cahiers du Journalisme*, n° 2, décembre 1996, p. 8-14.

- 11) COHEN Joshua, Deliberation and Democratic Legitimacy, in *The Good Polity: Normative Analysis of the State*, Alan Hamlin et Phillip Petit (éditeurs), Blackwell, New York, 1989. Disponible sur : <http://philosophyfaculty.ucsd.edu/faculty/rarneson/JCOHENDELIBERATIVE%20DEM.pdf>
- 12) ÇAHA Ömer, Sivil Toplum ve Liberalizm (La société civile et le libéralisme), disponible sur : <http://www.fatih.edu.tr/~omercaha/>, consulté le 14 juillet 2009.
- 13) ÇAVUŞOĞLU Hüseyin, Türk siyasi hayatında merkez sağ çizginin tarihi (L'histoire du centre-droit dans la vie politique turque), in *Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi* (La revue des sciences sociales de l'Université Fırat), volume 19, n° 2, p. 265-278, Elazığ, 2009.
- 14) ÇETİNKAYA Doğan Y., 1908 Devrimi'nde Kamusal Alan ve Kitle Siyasetinde Dönüşüm (L'espace public au cours de la révolution de 1908 et la transformation de la politique de masse), in *İ.Ü. Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, n° 38, mars 2008, p. 125-140.
- 15) FERHAD Ibrahim, WEDEL Heidi (sous la direction de), *Ortadoğu'da Sivil Toplum'un Sorunları* (Problèmes de société civile en moyen orient), éd. İletişim, 1997, Istanbul, 215 pages.
- 16) FEYZİOĞLU Turhan, Les partis politiques en Turquie Du parti unique à la démocratie, in *Revue française de science politique*, année 1954, volume 4, n° 1, p. 131-155.
- 17) FOSSAERT Robert, La société civile : mode d'emploi, in *La recomposition du politique*, sous la direction de Louis Maheu et Arnaud Sales, éd. L'Harmattan et Les Presses de l'Université de Montréal, collection : Politique et économie. Tendances actuelles, Montréal, 1991, 324 p., p. 25-41.
- 18) FOUCAULT Michel, Qu'est-ce que les Lumières?, disponible sur : <http://foucault.info/documents/whatIsEnlightenment/foucault.questcequeLesLumieres.fr.html> Consulté le 2 août 2010.
- 19) FRASER Nancy, Rethinking the public sphere : a contribution to the critique of actually existing Democracy, *Social Text*, n° 25/26, (1990), p. 56-80, Duke University Press, disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/466240>, Consulté le 7 décembre 2008
- 20) FRASER Nancy, What's critical about critical theory : the case of Habermas and gender, in *New German Critique*, n° 35, Special Issue on Jürgen Habermas (Spring

- Summer, 1985), p. 97-131, disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/488202>, consulté le 11 décembre 2011.
- 21) FRASER Nancy, Transnationalizing the Public Sphere, On the Legitimacy and Efficacy of Public Opinion in a Post-Westphalian World, in *Theory, Culture & Society*, 2007 (SAGE, Los Angeles, London, New Delhi, and Singapore), vol. 24(4), p 7-30.
 - 22) GARNHAM Nicholas, The Medias and Public Sphere, in *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge : MIT Pres, 1992, p. 359-376.
 - 23) GEORGEON François, Présentation, in *Vivre dans l'Empire ottoman, Sociabilités et relations intercommunautaires (XVIIIème-XXème siècles)*, sous la direction de Paul Dumont et François Georgeon, éd. L'Harmattan, Paris, 2000, 350 pages.
 - 24) GEORGEON François, Kemalist dönemde Türk Ocakları (1923-1932) (Les foyers turcs à l'époque kémaliste), in *Osmanlı-Türk Modernleşmesi 1900-1930 (La modernisation ottomane-turque)*, traduit de français par Ali Berktaş, éd. YKY, Istanbul, janvier 2006, 206 pages, p. 39-77.
 - 25) GÖKÇİMEN Semra, Ülkemizde kadınların siyasi hayata katılım mücadelesi (Le combat des femmes pour la participation à la vie politique dans notre pays), in revue *Yasama*, n° 10, septembre-décembre 2008, p. 5-59.
 - 26) GÖLE Nilüfer, The gendered nature of the public sphere, in *Public Culture*, n° 10, 1997, p. 61-81.
 - 27) GROU Gérard, La société civile turque entre politique et individu, in *CEMOTI*, n° 26, L'individu en Turquie et en Iran, sous la direction de Khosrokhavar Gil, Khosrokhavar Farhad et Kazanç Ali, décembre 1998, 22 pages. Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document129.html> consulté le 31 juillet 2009.
 - 28) GÜMÜŞ Korhan, Türkiye'de STK tarihini yeniden okumak, in *Sivil Toplum Dergisi*, année : 1, n° 1, janvier-mars 2003, disponible sur : <http://www.siviltoplum.com.tr/?ynt=icerikdetay&icerik=46&id=113> , consulté le 8 août 2009
 - 29) HABERMAS Jürgen, Kamusal Alan (Espace public), article encyclopédique rédigé en 1964, traduit en turc par Meral Özbek, in *Kamusal Alan (Espace public)*, Özbek Meral (éditrice.), éd. Hil, 2004, Istanbul, p. 95-102.
 - 30) HABERMAS Jürgen, The Public Sphere : An Encyclopedia Article, in *Critical theory and society*, édité par Stephen Eric Bronner et Douglas MacKay Kellner, éd. Routledge, 1989, New York.

- 31) HABERMAS Jürgen, The Public Sphere : An Encyclopedia Article (1964), traduit en anglais par Sara Lennox, Frank Lennox, in *New German Critique*, n° 3, automne 1974, p. 49-55.
- 32) HABERMAS Jürgen, Demokrasinin üç normatif modeli (Trois modèles normatifs de la démocratie), in *Demokrasi ve Farklılık, Siyasal düzenin sınırlarının tartışmaya açılması (Democracy and difference. Contesting the boundaries of the Political)*, sous la direction de Seyla Benhabib, traduit de l'anglais par Zeynep Gürata et Cem Gürsel, éd. Demokrasi Kitaplığı, mars 1999, Istanbul (première publication en 1996 chez Princeton University Press), p. 37-50.
- 33) HABERMAS Jürgen, Political Communication in Media Society : Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research, in *Communication Theory*, 16, 2006, p. 411-426.
- 34) HABERMAS Jürgen, L'espace public, 30 ans après, in *Quaderni*, n° 18, automne 1992, Les espaces publics, p. 161-191.
- 35) HUTHER Jeff, SHAH Anwar, A simple measure of good governance, Chapter 2 in *Public Service Delivery*, sous la direction de Anwar Shah, 2005, p. 39-61.
- 36) KAYILI Erkan, 'Çıplak' itaatsizlik olarak 'Cumartesi Anneleri' (Les 'mères du samedi' en tant qu'une désobéissance 'nue' – dénudée –), in *Kamusal Alan (Espace public)*, éd. Hil, Istanbul, 2004, p. 349-356.
- 37) KEANE John, Structural Transformations of the Public Sphere, in *The Communication Review* 1 (1):1-22, 1995.
- 38) KESKİN Tülay, Demet Dergisi'nde Kadın ve İlerleme Anlayışı (La conception de la femme et du progrès dans la revue Demet), in *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Cografya Fakültesi Tarih Bölümü Tarih Araştırmaları Dergisi (La revue des recherches en histoire de la section histoire de la faculté des langues, de l'histoire et de la géographie de l'Université Ankara)*, volume 24, n° 37, Ankara, 2005, p. 289-312, disponible sur : <http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/18/33/273.pdf> , consulté le 26 janvier 2010.
- 39) KHILNANI Sunil, La 'société civile', une résurgence, in *Critique Internationale*, 2001/1, n° 10, p. 38-50.
- 40) KÖSSLER Reinhart, The concept of civil society and the process of nation-building in African states, The Namibian Economic Policy Research Unit (Nepru) working paper, n° 44, décembre 1994, 14 pages.

- 41) LERIN François, TUBIANA Laurence, Les paradoxes de la souveraineté, in *Regards sur la Terre 2009*, Pierre Jacquet, Presses de Sciences Po « Annuels », 2009, p. 96-107.
- 42) LEV-ON Azi, MANIN Bernard, Internet : la main invisible de la délibération, in *Esprit*, mai 2006, p. 195-212.
- 43) LEWIS David, Civil society in non-Western contexts : Reflections on the 'usefulness' of a concept, dans le cadre de Civil Society Working Paper 13, octobre 2001, 13 pages.
- 44) MADEN Fahri, Yunan Bağımsızlık Düşüncesinin Gelişmesi ve Mora İsyanı, 1821 (Le développement de l'idée d'indépendance grecque et la rébellion de Péloponnèse), in *Sosyal Bilimler Dergisi* (revue des sciences sociales), volume 7, n° 39, décembre 2007, p. 163-177, p. 169, disponible sur : <http://esbd.atauni.edu.tr/index.php/esbd/article/viewFile/164/146> Consulté le 26 décembre 2009.
- 45) MAHÇUPYAN Etyen, Osmanlı'dan Günümüze Parçalı Kamusal Alan ve Siyaset (L'espace public éparpillé et la politique de l'époque ottomane jusqu'au nos jours), in *Doğu-Batı*, n° 5, novembre-janvier, 1998-1999, p. 22-47.
- 46) MARQUES SALGUEIRO Ângela Cristina, « Les forums de discussion en tant qu'espaces publics d'échange argumentatif : quelques indicateurs méthodologiques pour l'analyse de la conversation politique sur Internet », article présenté au 5ème Doctoriales du GDR – TIC et Société 24 - 25 Juin 2008, Rennes. Thème : TIC, espace public et pratiques culturelles. Recherche développée sous la supervision d'Isabelle Pailliar. 31 pages.
- 47) MIÈGE Bernard, L'espace public : au-delà de la sphère politique, in *Hermès*, n° 17-18, 1995, p. 49-62.
- 48) MIÈGE Bernard, L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté, in *L'espace public et l'emprise de la communication*, (sous la direction de) Isabelle Pailliar, Ellug, Grenoble, 1995.
- 49) NG Francis, YEATS Alexander, Good Governance and Trade Policy : Are They the Keys to Africa's Global Integration and Growth?, World Bank Policy Research Working Paper 2038, janvier 1999, 69 pages.
- 50) OTAYEK René, 'Vu d'Afrique'. Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré, in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 9, n° 2, 2002, p. 193-212.

- 51) ÖGÜN Süleyman Seyfi, Kamusal Hayatın Kültürel Kökleri Üzerine : Sennett, Habermas ve Abdülaziz Efendi (Sur les origines de l'espace public : sur Sennett, Habermas et Abdoulaziz Efendi), in *Doğu-Batı*, n° 5, novembre-janvier, 1998-1999, p. 55-61.
- 52) ÖZBEK Meral (éditrice.), Kamusal Alanın Sınırları (Les limites de l'espace public), in *Kamusal Alan (Espace public)*, éd. Hil, 2004, Istanbul.
- 53) ÖZGEN Murat, L'évolution historique du journalisme d'opinion en Turquie, in *Les cahiers du journalisme*, n° 6, octobre 1999, p. 90-94.
- 54) ÖZTÜRK Serdar, Osmanlı İmparatorluğu'nda Kamusal Alanın Dinamikleri (Les dynamiques de l'espace public dans l'Empire ottoman), in *Gazi İletişim*, 2005 (21), p. 95-124. Disponible sur : <http://www.acikarsiv.gazi.edu.tr/dosya/Osmanlidakamusalalan.pdf>
- 55) ÖZÜÇETİN Yaşar, NADAR Senem, Atatürk İlkeleri ve İnkılap Tarihi Dersinin Üniversiteler Düzeyinde Okutulmaya Başlanması ve Geline Süreç (L'insertion du cours des Principes d'Atatürk et l'histoire de révolution dans le cursus universitaire et l'état actuel), in *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi* (Revue internationale des recherches sociales), volume 3/11, printemps 2010, p. 466-477.
- 56) QUÉRÉ Louis, L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique, in *Quaderni*, n° 18, automne 1992, Les espaces publics, p. 75-92.
- 57) SEETHI K. M., Civil society-state discourses / From Liberalism and Marxism to Neo-Marxism and Neoliberalism, e-Monograph Series-2, Web-India-Books, 2007, 13 pages.
- 58) SELEN Eser, The stage : A space for queer subjectification in contemporary Turkey, *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, DOI:10.1080/0966369X.2012.674923, disponible sur : <http://dx.doi.org/10.1080/0966369X.2012.674923>.
- 59) SURAUD Marie-Gabrielle, Communication ou délibération : les échanges dans la société civile, in *Hermès* n° 47, 2007, p. 177-184.
- 60) TRENTMANN Frank, Introduction / Paradoxes of Civil Society, in *Paradoxes of civil society : new perspectives on modern German and British history*, sous la direction de Frank Trentmann, 2^{ème} édition, éd. Berghahn Books, 380 pages, 2003 (Première publication en 2000), New York, p. 3-46.

- 61) TOY PAR Ayşe, Les effets de la modernisation sur la société turque des années 60 à travers les films réalistes », in *İleti-ş-im*, revue académique de la faculté de communication de l'Université Galatasaray, n° 3, hiver 2005, Istanbul, p. 65-80.
- 62) TUNÇ YAŞAR Fatma, Osmanlı Kadınının Eğitimine Yönelik İlk Süreli Yayın : Terakki-i Muhadderat (La première publication périodique à propos de l'éducation de la femme ottomane : Terakki-i Muhadderat), in *Dem Dergi*, première année, n° 3, p. 98-105. Disponible sur : http://www.dem.org.tr/dem_dergi/3/dem3mak15.pdf Consulté le 27 janvier 2010.
- 63) TUNÇAY Mete, Sivil Toplum Kuruluşları ile İlgili Kavramlar (Les notions à propos des Institutions de la Société Civile), in *Tanzimattan Günümüze İstanbul'da STK'lar*, (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours), Yücekök A. N., Turan İ., Alkan M.Ö., éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, İstanbul, février 1998.
- 64) TURAN İlter, 1972-1996 Döneminde İstanbul'da derneksel hayat (La vie associative à Istanbul entre la période 1972-1996), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar* (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours), A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 197-227.
- 65) ÜNÜVAR Kerem, Osmanlı'da bir kamusal mekân : kahvehaneler (Un espace public dans l'Ottoman : les kahvehane), in *Doğu-Batı*, n°5, novembre-janvier 1998-1999, p. 186-196.
- 66) VANER Semih, État, société et partis politiques en Turquie depuis 1902, in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 50, 1988, Turquie, la croisée des chemins, p. 86-108.
- 67) VATIN Nicolas, De l'osmanli au turc de Turquie, les aventures d'une langue, in *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n°50, 1988, Turquie, la croisée des chemins, p. 68-84.
- 68) VERSTRAETEN Hans, The media and the transformation of the public sphere, in *European Journal of Communication*, n° 11(3), p. 347-370.
- 69) YÜCEKÖK Ahmet N., Türkiye'de Sivil Toplum Örgütleri Gelişiminin Toplumsal Aşamaları ve Süreci (Les étapes sociales et le processus du développement des organisations de la société civile en Turquie), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar* (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les

- Tanzimat jusqu'à nos jours*), A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 13-43.
- 70) YÜCEKÖK Ahmet N., 1946-1971 Yılları Arasında İstanbul'da Sivil Toplum Örgütleri (Les organisations de la société civile en Istanbul entre les années 1946-1971), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 161-196.
- 71) YÜCEKÖK Ahmet N., Türkiye'de Derneklerin 14 Kategori Üzerinden Tasnifi ve Gelişme Süreçleri (La classification des associations en Turquie sur 14 catégories et leurs processus de développement), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, A.N.Yücekök, İ. Turan, M.Ö. Alkan, éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, p. 75-78.
- 72) YÜCEKÖK Ahmet N., Türk Hukukunda Tüzel Kişilik (La personne civile dans le droit turc), in *Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da STK'lar (Les organisations de la société civile en Istanbul depuis les Tanzimat jusqu'à nos jours)*, Yücekök A.N., Turan İ., Alkan M.Ö., éd. Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, Istanbul, février 1998, pp. 147-160.
- 73) Von ZOONEN Elisabeth A., The Women's Movement and the Media: Constructing a Public Identity, (Le mouvement des femmes et les médias: construire une identité publique), in *European Journal of Communication*, volume 7, number 4, p. 453-476, SAGE publications, décembre 1992, Londres.

Thèses et mémoires :

- 1) ALTINAL Şengül, *Basının Kamuoyu Oluşturma İşlevine Örnek Olarak Hakimiyet-i Milliye Gazetesi (1920-1934) (Le journal de Hakimiyet-i Milliye comme exemple de la fonction de la presse dans la formation de l'opinion publique)*, 289 p. Thèse : Histoire de la Révolution turque : Université Marmara : 1992.
- 2) GIROD Alain, *Les mutations de l'espace public et la construction médiatique de l'opinion publique*, 439 p. Thèse : Sciences de l'Information et de la Communication : Lyon 2 : décembre 2000.

- 3) HARDY Jonathan, *L'espace public de Jürgen Habermas, réexaminé à la lumière de ses écrits de jeunesse*, 112 p. Mémoire de DEA : Philosophie : Université de Montréal : juillet 2011.
- 4) ÖZCAN İzzet, *Sivil Toplum ve Kamusal Alan Tartışmaları Çerçevesinde Türkiye'de Devlet ve Sivil Toplum İlişkisi (La relation entre l'État et la société civile en Turquie dans le cadre des discussions sur la société civile et l'espace public)*, 98 p. Mémoire de DEA : Sociologie : Université Dumlupınar, Kütahya : 2008.
- 5) ÖZGÜDEN Mehmet, *Türkiye'de Sivil Toplum İdeolojisi : Yeni Sağ, Sol Liberalizm ve Siyasal İslamcılık Üzerine Bir İnceleme (L'idéologie de la société civile en Turquie : Une étude sur la nouvelle droite, le libéralisme gauche et l'islamisme politique)*, 296 p. Thèse : Sciences politiques : Université d'Ankara : 2007.
- 6) ÖZKAN Tuğba, *Türkiye'de eşcinsellik ve Kaos GL Grubu (L'homosexualité en Turquie et le groupe Kaos GL)*, 204 p. Mémoire de DEA : Anthropologie : Université Hacettepe : juin 2004.
- 7) POMADE Adélie, *La société civile et le droit de l'environnement*, 619 p., Thèse : Droit : Université d'Orléans : le 30 juin 2009.
- 8) TÜFEKÇİOĞLU Hayati, *Sosyolojik Açıdan Gazete ve Osmanlı'da Gazeteciliğin Temellendirilmesi (Le journal du point de vue sociologique et les fondements du journalisme à l'époque ottomane)*, 135 p. Thèse : Sociologie : Université d'Istanbul : 1993.
- 9) SELEN Eser, *The Work of Sacrifice : Gender Performativity, Modernity, and Islam in Contemporary Turkish Performance (1980-2000s)*, 400 p. Thèse : Philosophie, Department of Performance Studies : New York University, mai 2010.
- 10) ŞAHAN Mutlucan, *La construction d'un espace public gauche : l'exemple de la revue Birikim*, Mémoire de maîtrise : Sciences de l'Information et de la Communication : Université Galatasaray : 2005.
- 11) YAPICI Hakkı, *Takvim-i Vekayi'de Kırım Harbi (La guerre de Crimée dans le journal Takvim-i Vekayi)*, 129 p. Mémoire de DEA : Histoire : Université d'Atatürk : 1999.
- 12) YILDIRIM Yılmaz, *Şerif Mardin Düşüncesi Işığında Türk Modernleşmesi Açısından Sivil Toplum ve Osmanlı Kaynakları (La société civile et les sources*

ottomanes sous l'angle de la modernisation turque sous la lumière de la pensée de Şerif Mardin), 303 p. Thèse : Sociologie : Université Mimar Sinan : 2007.

Communications :

- 1) ÇAHA Ömer, İslam ve Sivil Toplum (L'islam et la société civile), communication présentée lors du symposium Uluslararası İslam, Sivil Toplum ve Siyaset, organisé par Liberal Düşünce Topluluğu, l'Association Friedrich Naumann et International Institute for Private Enterprise, Istanbul, le 18 et le 19 mai 1998, disponible sur : <http://www.fatih.edu.tr/~omercaha/>, consulté le 18 juillet 2009.
- 2) DALKIRAN Özlem, İnsan Hakları Alanında Çalışan Dernekler ve Eşcinsellik (Les associations fonctionnant dans le domaine des droits de l'homme, et l'homosexualité), communication présentée le 23 mai 2003 lors du symposium Les problèmes des lesbiennes et des gays, et les recherches des solutions pour la paix social (Lezbiyen ve Geylerin Sorunları ve Toplumsal Barış İçin Çözüm Arayışları), le 23 et le 24 mai 2003, p. 29-32 dans le livre de symposium, dont nous avons acquis par le biais d'un courrier électronique, sous format word, à la suite de notre demande auprès de Kaos GL.
- 3) DEPELİ Gülsüm, présentation powerpoint non-publiée, intitulée « Anayasa tartışmaları ve LGBT hareketler : medyada haber olmak » (Les discussions constitutionnelles et les mouvements LGBT : faire de l'actualité dans les médias), présentée au cours d'un panel organisé par l'association KAOS GL à Ankara, le 18 mai 2012, dans le cadre du Septième rencontre contre l'homophobie.
- 4) HASLAK İrfan, GÜLENER Serdar, Sosyal ve Siyasal Düşünce de Sivil Toplum Tartışmaları Ve Toplulukçu Düşünce de Topluluk, Birey Ve Devlet Anlayışı (Discussions sur la société civile dans la pensée sociale et politique, la conception de communauté, d'individu et d'État dans la pensée communautaire »), communication présentée lors du troisième congrès internationale des organisations de la société civile, publié dans le livre de congrès, III. STK Kongre Kitabı, 9-10 décembre 2006, Çanakkale Onsekiz Mart Üniversitesi.
- 5) NDIAGA Loum, Médias et démocratie : le quatrième pouvoir en question, conférence prononcée pour la Maîtrise de communication de l'UQAM, le 25 septembre 2002.

- 6) ŞAHAN Mutlucan, ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, La représentation des LGBT à la troisième page : le cas du journal *Hürriyet*, communication présentée au cours de la conférence nationale « 3. sayfa » (« Troisième page »), le 4 décembre 2007.

Les documents officiels :

- 1) BİKMEN Filiz, MEYDANOĞLU Zeynep (éditeurs), Türkiye’de Sivil Toplum : Bir Değişim Süreci / Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi Türkiye Ülke Raporu (La société civile en Turquie : Un processus de changement / Projet international d’indexation de la société civile le rapport de la Turquie), éd. TÜSEV n° 39, 2006, 168 pages.
- 2) DİNÇER Bülent, ÖZASLAN Metin, KAVASOĞLU Taner, İllerin ve Bölgelerin Sosyo-Ekonomik Gelişmişlik Sıralaması Araştırması – 2003 (La recherche sur la classification des villes et des régions selon le développement socio-économique), le numéro de publication DPT (Devlet Planlama Teşkilatı – l’Institut national de planification) 2671, Bölgesel Gelişme ve Yapısal Uyum Genel Müdürlüğü (Le Directorate général de développement régional et d’harmonisation structurale), mai 2003, 250 pages. Recherche disponible sur le site de l’Institut : www.dpt.gov.tr/DocObjects/Download/8143/2003-05.pdf Consulté le 23 novembre 2011.
- 3) Controlling Bodies, Denying Identities – Human Rights Violations against Trans People in the Netherlands, le rapport de Human Rights Watch, septembre 2011, 89 pages.
- 4) Rapport mondial de développement 1997, Banque Mondiale, Oxford University Press, New York, 1997, 265 pages.
- 5) Résolution du Parlement européen sur les progrès accomplis par la Turquie sur la voie de l’adhésion (2006/2118(INI)), adoptée le 27 septembre 2006, disponible sur : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2006-0381+0+DOC+XML+V0//FR> Consulté le 9 septembre 2010.
- 6) Déclaration publique de l’Amnestie Internationale, « TURQUIE - L’article 301 menace la liberté d’expression : il doit être immédiatement abrogé », Index AI : EUR 44/035/2005, datée du 1^{er} décembre 2005, disponible sur : <http://www.amnestyinternational.be/doc/article6497.html>

- 7) Examen des rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 40 du Pacte, Rapports initiaux des États parties, Turquie, le 17 mars 2011, Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 75 pages. Disponible sur : http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/AdvanceVersions/CCPR_C_TUR_1_fr.pdf consulté le 12 juin 2012.
- 8) Adrese dayalı nüfus kayıt sistemi 2010 sonuçları, T.C. Başbakanlık Türkiye İstatistik Kurumu Haber Bülteni (Les résultats de 2012 du système démographique basée sur l'adresse, Le Bulletin d'information de l'Institut de statistiques de Turquie), n° 19, le 28 janvier 2011, document word disponible sur : <http://www.tuik.gov.tr/PreHaberBultenleri.do?id=8428>, consulté le 22 novembre 2011.

Les articles de journaux :

- 1) AKMAN Nuriye, Entretien fait avec M. Cemal Kafadar, dans le journal Zaman (Temps), 11 avril 2004, disponible sur : <http://www.zaman.com.tr/?bl=roportaj&alt=&trh=20040411&hn=35744> et <http://www.nuriyeakman.net/node/1491>
- 2) ARMAN Ayşe, Yüzlerce gay hakemlik için başvuracak (Des centaines d'homosexuels demanderont du droit d'être arbitre), in *Hürriyet*, le 8 juin 2009 Disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=11816502>
- 3) ARMAN Ayşe, Pazartesiye 'gay'ler aldı (Le lundi appartient aux gays), in *Hürriyet*, le 10 septembre 2007 Disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=7254456>
- 4) ARMUTÇU Oya, Bulundurma muamması (L'énigme de possession), in *Hürriyet*, le 15 juin 2012, disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=20763411>
- 5) ATİKOĞLU Ayça, Un parti 'bizarre', entretien fait avec İbrahim Eren, in *Milliyet*, le 16 juillet 1986, p. 12.
- 6) BARDAKÇI Murat, Cemil'in sadece Bekir'i ama Fazıl'ın Dört Delikanlısı Vardı (Cemil n'a qu'un Bekir, mais Fazıl avait quatre garçons), in *Hürriyet*, le 10 août 2003, disponible sur : <http://webarsiv.hurriyet.com.tr/2003/08/10/328338.asp> , consulté le 26 mars 2010.

- 7) BİLDİRİCİ Faruk, « Eşcinsellik hastalık, tedavi edilmeli » (L'homosexualité est une maladie, il faut la soigner), l'entretien réalisé avec Mme la Ministre Selma Aliye Kavaf, in *Hürriyet*, le 7 mars 2012, disponible sur : <http://arama.hurriyet.com.tr/arsivnews.aspx?id=14031207>. Consulté le 7 mars 2010.
- 8) BOZKURT Göksel, LGBT group presses for charter rights, in *Hurriyet Daily News*, le 17 janvier 2012 Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/lgbt-group-presses-for-charter-rights.aspx?pageID=238&nID=11635&NewsCatID=339>
- 9) BÜYÜKACAROĞLU Devrim, Kürt sorunu çözülene kadar Kürt'üm (Je suis kurde jusqu'à ce que le probleme kurde soit résolu), entretien réalisé avec Sırrı Süreyya Önder, in *Evrensel*, le 22 mai 2011 Disponible sur : <http://www.evrensel.net/news.php?id=6587> consulté le 15 août 2011.
- 10) BÜYÜKSİPAHİ Mustafa, Olay sahnenin yapımcısından çok tartışılacak açıklama (Une déclaration discutable de la part du producteur de la scene sensationnelle), in *Habertürk*, le 20 septembre 2010. Disponible sur : <http://www.haberturk.com/medya/haber/553417-olay-sahnenin-yapimcisindan-cok-tartisilacak-aciklama> Consulté le 10 mars 2010.
- 11) CENGİZ Orhan Kemal, LGBT in Turkey: not an illness nor a crime, in *Today's Zaman*, le 21 juin 2011) Disponible sur : http://www.todayszaman.com/columnistDetail_getNewsById.action?newsId=248108
- 12) ÇAKIR Bawer, "Genel Ahlaka Aykırı" Muhabiriniz Bildiriyor: "Derneğime Dokunma!" (Votre journaliste qui n'est pas conforme à la morale générale rapporte : ne touche pas à mon association! », in *bianet.org*, le 31 mai 2008, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/107298-genel-ahlaka-aykiri-muhabiriniz-bildiriyor-dernegime-dokunma>
- 13) ÇAKIR Bawer, Lambda'nın "Genel Ahlak Davası" Yargıtay'da Görüldü, Sonuç 1 Ay Sonra (Le proces de la morale générale de Lambda eut lieu a la Cour de cassation, le résultat est dans un mois), in *bianet.org*, le 25 novembre 2008, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/bianet/111060-lambdanin-genel-ahlak-davasi-yargitayda-goruldu-sonuc-1-ay-sonra>
- 14) ÇAKIR Bawer, İzmir'de Savcının İncisi : Herkes Dernek Kurarsa Anarşi Çıkarmış (Les propos du procureur d'Izmir : si tout le monde peut fonder une association, il y aura de l'anarchie), in *bianet.org*, le 9 février 2010, disponible sur :

<http://bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/119948-izmirde-savcinin-incisi-herkes-dernek-kurarsa-anarsi-cikarmis>

- 15) ÇALIŞLAR Oral, Eşcinseli eleştirme hakkı (Le droit de critiquer l'homosexuel), in *Radikal*, le 17 mai 2009, disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Default.aspx?aType=RadikalYazarYazisi&ArticleID=936249&Yazar=ORAL%20%C7ALI%DELAR&Date=17.05.2009&CategoryID=98> Consulté le 11 mars 2010.
- 16) ÇOLAK Saliha, Resmen işkence ([Reconnue] Officiellement [comme] torture, in *Milliyet*, le 26 mai 2000, p. 21, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2000/05/26/haber/hab00.html> Consulté le 21 mars 2011.
- 17) ÇOLAK Saliha, KARAKUŞ Abdullah, « Eşcinseller de eşitlik istiyor, verecek miyiz ? » (Les homosexuels demandent aussi de liberté, on va la leur donner ?), in *Milliyet*, le 28 janvier 2008, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2008/01/28/siyaset/asiy.html> consulté le 21 mars 2010.
- 18) DOĞAN POYRAZ Yonca, « Hate crime legislation a must to combat hate crimes », entretien réalisé avec Cengiz Alğan, activiste de société civile, le 9 octobre 2011, in *Today's Zaman*, disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-259333-hate-crime-legislation-a-must-to-combat-hate-crimes.html>
- 19) DURAN Ragıp, L'impasse de la grève de la faim des détenus turcs, in *Libération*, le 13 juillet 2001, disponible sur : <http://www.liberation.fr/monde/0101380748-l-impasse-de-la-greve-de-la-faim-des-detenus-turcs> Consulté le 8 décembre 2010.
- 20) DÜNDAR Can, Türk Radikalleri Bayrağı Açıyor (Les radicaux turcs flottent le drapeau), in *Haftaya Bakış* (le supplément de week-end du journal *Milliyet*), n° 17, 8-14 février 1987, la une et p. 29-33.
- 21) DÜNDAR Can, Rönesans Radikallerle Başlıyor (La renaissance commence avec les radicaux), entretien fait avec İbrahim Eren, in *Haftaya Bakış* (le supplément de week-end du journal *Milliyet*), n° 17, 8-14 février 1987, p. 31.
- 22) EROL Ali, Cinsel Yönelim (L'orientation sexuelle), in *Radikal 2*, le 15 juin 2003, consulté le 20 mars 2010.
- 23) FORTA Bülent, Yalanlanan gerçeğin gösterdikleri (Ce que nous montre la vérité démentie), chronique publiée dans le journal *Birgün* du 10 octobre 2010, disponible sur :

- http://www.birgun.net/writer_index.php?category_code=1186603162&news_code=1286709505&day=10&month=10&year=2010, consulté le 13 novembre 2010
- 24) GÜNDEM Mehmet, « Mehmet Mir Dengir Fırat : Solculuk da Ak Parti'ye kaldı » (Mehmet Mir Dengir Fırat : Même faire du gauchisme est aux mains d'AKP), in *Yeni Şafak*, le 6 janvier 2008, disponible sur : <http://yenisafak.com.tr/Roportaj/?i=91772> consulté le 27 octobre 2010.
- 25) JANNIC-CHERBONNEL Fabien, Surprise: un couple gay apparaît dans une série turque, in *Têtu*, le 25 septembre 2010, disponible sur : <http://www.tetu.com/actualites/international/surprise-un-couple-gay-apparaît-dans-une-serie-turque-17948>
- 26) KARACA Ekin, « Nous existons aussi » (Biz de varız!), entretien publié faisant partie d'un article publié dans la revue *Yeni Aktüel* en fin juin 2009 dans le numéro 194, disponible sur : <http://www.yeniaktuel.com.tr/top110,194@2100.html>
- 27) OTAĞ Aysu, Turkish civil society groups : Lack of hate crimes legislation hurts citizens, in *Today's Zaman*, (article signé par Aysu Otağ, le 19 février 2012) Disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-271821-turkish-civil-society-groups-lack-of-hate-crimes-legislation-hurts-citizens.html>
- 28) ÖĞÜNÇ Pınar, « Michale Jackson ne kadar siyahsa Bülent Ersoy da o kadar transseksüel » (Bülent Ersoy est autant transsexuelle que Michael Jackson est noir), in *Radikal*, le 4 août 2007, disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalEklerDetay&ArticleID=867446&Date=13.03.2010&CategoryID=41>, consulté le 12 mars 2010.
- 29) ÖZARSLAN Sevinç, « Yolda görenler, "abi beni de dövüştün" deyip elimi öpüyor » (Quand on se croise dans la rue, on vient m'embrasser sur la main en disant « Tu m'avais battu, moi aussi »), l'entretien avec Süleyman Ulusoy, in *Zaman*, le 22 mars 2008, disponible sur : <http://www.zaman.com.tr/haber.do?haberno=794983&title=yolda-gorenler-br8216abi-beni-de-dovmustun-brdeyip-elim-opuyor&haberSayfa=35>
- 30) SEVER Ahmet, Bülent Ersoy'un umudu AET'de (L'espoir de Bülent Ersoy dépend de la CEE – Communauté économique européenne), in *Milliyet*, le 7 mars 1987, page 3.
- 31) ZENGİN Nilüfer, RTÜK Huysuz Virjin'i Yasaklayarak Benim ve Çocukların Ahlakını Korumasın (RTÜK ne doit pas protéger ma morale et celle des enfants en interdisant Huysuz Virjin), in *bianet.org*, le 17 janvier 2008 Disponible sur :

<http://bianet.org/bianet/siyaset/104221-rtuk-huysuz-virjini-yasaklayarak-benim-ve-cocuklarin-ahlakini-korumasin> Consulté le 20 octobre 2010

- 32) ZENGİN Nilüfer, « RTÜK Huysuz Virjin'i Gizlice Yasaklıyor Ama Pes Etmiyorum » (RTÜK interdit Huysuz Virjin en cachette mais je ne recule pas), entretien fait avec Seyfi Dursunoğlu, par Nilüfer Zengin, in *bianet.org*, le 4 décembre 2007, disponible sur : <http://www.bianet.org/bianet/toplumsal-cinsiyet/103344-rtuk-huysuz-virjini-gizlice-yasakliyor-ama-pes-etmiyorum>
Consulté le 20 octobre 2010
- 33) « Türkiye'de kayıtlı 19 bin 800 internet kafe var » (Il y a 19 mille 800 cybercafés en Turquie), in *Radikal*, le 19 janvier 2010, disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetayV3&Date=&ArticleID=975509>, consulté le 15 décembre 2011.
- 34) Darbenin bilançosu (le bilan du coup d'État), in *Cumhuriyet*, le 12 septembre 2000, disponible sur : http://www.belgenet.com/12eylul/12092000_01.html
Consulté le 6 mars 2010.
- 35) LGBT gains recognition from government for first time, in *Today's Zaman* (article non-signé), le 21 septembre 2011. Disponible sur : <http://www.todayszaman.com/news-257544-lgbt-gains-recognition-from-government-for-first-time.html>
- 36) Calling gay people 'perverts' an insult, top court says, in *Hurriyet Daily News*, le 9 janvier 2012) Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/calling-gay-people-perverts-an-insult-top-court-says-.aspx?pageID=238&nid=11040>
- 37) Campaign demands hate crime legislation, in *Hurriyet Daily News*, le 27 janvier 2012 Disponible sur : <http://www.hurriyetdailynews.com/campaign-demands-hate-crime-legislation.aspx?pageID=238&nID=12397&NewsCatID=339>
- 38) Cemil İpekçi Medresede İptal Ettiği Kokteyli Dara'da Düzenledi (Cemil İpekçi a organisé le cocktail annulé de medresa a Dara, in *bianet.org*, le 27 septembre 2010, disponible sur : <http://bianet.org/bianet/toplum/125050-cemil-ipekci-medresede-iptal-ettigi-kokteyli-darada-duzenledi> Consulté le 27 octobre 2010
- 39) Erkeklerle değil Songül'le öpüşecek (Il va s'embrasser Songül et non un homme), in *Milliyet*, le 11 juin 2010, disponible sur <http://magazin.milliyet.com.tr/erkeklerle-degil-songul-le-opusecek/magazin/magazindetay/11.06.2010/1249496/default.htm>
Consulté le 4 octobre 2010.

- 40) Gay sitelerindeki yorum yüzünden öpüşme kalktı (Le baiser a été annulé en raison des commentaires publiés sur des sites gays), in *Milliyet*, le 6 avril 2010, disponible sur : <http://magazin.milliyet.com.tr/gey-sitelerindeki-yorum-yuzunden-opusme-kalkti/magazin/magazindetay/06.04.2010/1221158/default.htm> Consulté le 4 octobre 2010.
- 41) Gay rolünü aldı, TRT'den atıldı (Il a accepté le rôle de gay et a été viré de TRT), in *Milliyet*, le 13 juin 2010, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/gey-rolunu-aldi-trt-den-atildi/yasam/haberdetayarsiv/05.10.2010/1250298/default.htm> , consulté le 5 octobre 2010.
- 42) Tecavüz ve eşcinsel ilişkiye uyarı geldi (Sommaton pour le viol et la relation homosexuelle), in *Radikal*, le 23 septembre 2010, disponible sur : <http://www.radikal.com.tr/Radikal.aspx?aType=RadikalDetay&ArticleID=1020390&CategoryID=77>
- 43) Une ministre turque qualifie l'homosexualité de «maladie», in *Têtu*, le 16 mars 2010, disponible sur : <http://www.tetu.com/actualites/international/une-ministre-turque-qualifie-lhomosexualite-de-maladie-16741>
- 44) Sevigen'in Eşcinsel Aşkı, L'amour homosexuel de Sevigen, in *habervaktim.com*, le 17 mars 2012, disponible sur : http://www.habervaktim.com/haber/112479/sevigenin_escinsel_aski.html, consulté le 20 mars 2010
- 45) Hortum Süleyman'ı Af Kurtardı (La loi d'amnistie a sauvé Hrtum Süleyman), in *Hürriyet*, le 18 février 2003, disponible sur : <http://hurarsiv.hurriyet.com.tr/goster/ShowNew.aspx?id=128601>
- 46) « HRW : Yargı Tarafı Davrandı ve Lambda İstanbul'un Feshine Karar Verdi » (HRW – Human Rights Watch : La justice fut subjective et décida l'interdiction de Lambdaİstanbul), article disponible sur : <http://www.savaskarsitlari.org/arsiv.asp?ArsivTipID=9&ArsivAnaID=45679>, consulté le 26 janvier 2011.
- 47) Beklenenden Yumuşak Geçti (Cela est passé plus doux qu'attendu), in *Sabah*, le 2 mai 2001, disponible sur : <http://arsiv.sabah.com.tr/2001/05/02/p03.html>.
- 48) Emeğin Baharı (Le printemps du travail), in *Milliyet*, le 2 mai 2001, disponible sur : <http://www.milliyet.com.tr/2001/05/02/guncel/agun.html>
- 49) Eşcinsel Onur Haftası'nın Ardından (Après la semaine de fierté homosexuelle), in *Express*, entretien réalisé avec plusieurs activistes LGBT, juillet 2007, disponible

sur : <http://www.eskisehir.stgm.org.tr/tr/icerik/detay/escinsel-onur-haftasinin-ardindan>

- 50) Entretien avec une activiste de l'association Triangle Rose et Noir, disponible sur : <http://www.internationala.org/index.php/arsiv/647-entretien-avec-une-activiste-de-lassociation-triangle-rose-et-noir-siyah-pembe-uecgen.html>
- 51) Tüurban yasağı kalkmazsa defile yok (Il n'y a pas de défilé si l'interdiction de foulard n'est pas annulée), in *haber7.com*, le 1^{er} janvier 2008, disponible sur : <http://www.haber7.com/haber/20080101/Turban-yasagi-kalkmazsa-defile-yok.php>, consulté le 27 octobre 2010.
- 52) Yerli homolar Avrupa Konseyi'nde (Les homos locaux sont au Conseil européen), in *Milliyet*, le 3 juillet 1986, à la une et à la page 5.
- 53) ANAP'a göre eşcinselliğin tanımı (La définition de l'homosexualité selon ANAP), in *Milliyet*, le 18 juin 1985, p. 8.
- 54) Eşcinseller arasında anlaşmazlık çıktı (Il y a eu un conflit au sein des homosexuels), in *Milliyet*, le 9 mai 1987, page 7.

Diverses ressources électroniques :

- 1) ÇAKMAK Biray, note de lecture dans la revue des Sciences Sociales de l'Université Afyon Kocatepe, volume 5, n° 2, décembre 2003, p. 265-271.
- 2) ÇAYIR Kenan, 90'lar Türkiye'sinde Eşcinsel Hareket : Kimlik, Görünürlük ve Sınırlar (Le mouvement homosexuel en Turquie des années 1990 : l'identité, la visibilité, et les limites), disponible sur : <http://www.nuveforum.net/1358-gelenekler/26815-90-lar-turkiyesinde-escinsel-hareket/>.
- 3) ENGİNDENİZ ŞAHAN İdil, *Doktora tezi için bilgi doğrulama talebi (Demande de confirmation d'une information pour une thèse de doctorat)*, Destinataire : Hale ÖZGÜR KIYICI. 15 décembre 2010. Communication personnelle.
- 4) GÜNERGUN Feza, Cemiyet-i Tıbbiye-i Şahane (Société Impériale de Médecine), disponible sur : <http://www.bilimtarihi.org/pdfs/CTS.pdf> , consulté le 9 janvier 2010.
- 5) KEANE John, Civil Society, Definitions and Approaches, article encyclopédique, Consulté le 19 juillet 2010. Disponible sur : http://johnkeane.net/wp-content/uploads/2011/01/jk_civil_sciety_definitions_encyclopedia.pdf.
- 6) LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, « Axel Honneth : "Sans la reconnaissance, l'individu ne peut se penser en sujet de sa propre vie" », entretien réalisé avec Axel

Honneth, paru dans *Philosophie Magazine*, n° 5, le 1^{er} décembre 2006, disponible sur : <http://www.philomag.com/article,epoque,axel-honneth-sans-la-reconnaissance-l-individu-ne-peut-se-penser-en-sujet-de-sa-propre-vie,21.php> consulté le 6 octobre 2010.

- 7) SOFUOĞLU ADNAN, Contenu du cours « Les principes d'Atatürk et l'histoire de révolution », l'Institut des principes d'Atatürk et de l'histoire de révolution, l'Université Hacettepe, disponible sur : <http://www.ait.hacettepe.edu.tr/egitim/ait203204/II3.pdf> Consulté le 22 juin 2010.
- 8) Eşcinseller neden savaşa karşı ? (Pourquoi les homosexuels sont contre la guerre ?), communiqué de Kaos GL disponible sur : <http://www.ainfos.ca/02/dec/ainfos00486.html> , consulté le 21 janvier 2010.
- 9) Dernek nasıl kurulur (Comment fonder une association, la procédure à suivre), disponible sur : http://www.dernekler.gov.tr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=37&Itemid=77&lang=tr
- 10) La loi des associations n° 5253, disponible sur : http://www.dernekler.gov.tr/index.php?option=com_content&view=article&id=180%3A5253-dernekler-kanunu&catid=30%3Akanunlar&Itemid=43&lang=tr
- 11) Türk Silahlı Kuvvetleri İç Hizmet Kanunu (La loi de les services internes des forces armées turques), disponible sur le site officiel d'État : <http://www.mevzuat.adalet.gov.tr/html/1044.html> Consulté le 28 juin 2010.
- 12) Le portail officiel de l'État turc, rassemblant toutes les lois adoptées : <http://www.mevzuat.gov.tr/Metin.Aspx?MevzuatKod=1.5.3713&MevzuatIliski=0&sourceXmlSearch=h%C4%B1yanet> consulté le 19 juin 2010.
- 13) La décision du procureur de la république Beyoğlu, disponible sur : <http://www.hukukhaber.com/emekli-gretmen-sinan-etinin-pesinde.html> Consulté le 12 août 2009.
- 14) Le site internet du ministère de l'éducation nationale : http://www.meb.gov.tr/belirligunler/internet_haftasi_2005/turkiyede_internet.htm consulté le 2 juin 2011.
- 15) Le site de l'Association des droits de l'homme (İHD) : http://www.İHD.org.tr/index.php?option=com_content&view=article&id=976&Itemid=127, consulté le 13 novembre 2010

- 16) Le site de l'Observatoire Franco Kurde : <http://www.ofkparis.org/articles/hadep-historique.htm>
- 17) LGBTT Örgütlerinden Ortak Açıklama : Sınav Özür Dilemelidir! (Déclaration commune des organisations LGBTT : Sınav doit s'excuser!), in [lambdaistanbul.org](http://www.lambdaistanbul.org), septembre 2010, disponible sur : <http://www.lambdaistanbul.org/s/etkinlik/lgbtt-orgutlerinden-ortak-aciklama-sinav-ozur-dilemelidir/>
- 18) Le site de Lambdaİstanbul : <http://www.LambdaIstanbul.org/s/hakkinda/ozetle-LambdaIstanbul-ne-yapti/>
- 19) Le site internet du groupe LİSTAG : <http://listag.wordpress.com/> consulté le 23 janvier 2011.
- 20) Le blog de Cins Kulüp : <http://cinskulup.blogspot.com/>
- 21) La page Facebook de Cins Kulüp : <http://www.facebook.com/cinskulup?v=info>
- 22) La page du Forum de genre : <http://genderforum.sabanciuniv.edu/en>.
- 23) Le blog de LuBUnya Boğaziçi : <http://lubunyabogazici.blogspot.com/>
- 24) La page Facebook de LuBUnya Boğaziçi : <http://www.facebook.com/pages/luBUnya-Bogazici/132128600155642?v=wall#!/pages/luBUnya-Bogazici/132128600155642?v=info>
- 25) La page du club des Recherches féminines de l'Université Boğaziçi : <http://www.bukak.boun.edu.tr/?p=328>
- 26) Le blog du groupe İÜ Radar : <http://iuradar.blogspot.com/>
- 27) Le blog du groupe İTÜ Cins Arı : <http://www.itucinsari.blogspot.com/>
- 28) Le site des « Ours de Turquie » : <http://www.ayilar.net/en/bearsofturkey.htm>
- 29) Le site de l'association İstanbul LGBT : <http://www.istanbul-LGBT.org/LGBT/>
- 30) Le blog du groupe MorEl Eskişehir : <http://moreleskisehir.blogspot.com/>
- 31) Le site de l'Association Siyah Pembe Üçgen : www.siyahpembe.org
- 32) Le site de Güner Kuban : <http://gunerkuban.com/>
- 33) Encyclopédie Larousse en ligne, disponible sur : <http://www.larousse.fr/encyclopedia/nom-commun-nom/civil/34224>, consulté le 12 juillet 2010.
- 34) <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/soci%C3%A9tal> consultée le 13 décembre 2011.

- 35) Le site de l'Universalis, consulté le 20 décembre 2009 :
<http://www.universalis.fr/encyclopedie/T303557/TANZIMAT.htm>.
- 36) Le site de l'Association de la langue turque :
<http://tdkterim.gov.tr/bts/?kategori=verilst&kelime=sivil+toplum&ayn=tam> et
<http://tdk.org.tr/TR/Genel/SozBul.aspx?F6E10F8892433CFFAAAF6AA849816B2EF05A79F75456518CA&Kelime=sivil%20toplum%20kurulu%C5%9Fu&EskiSoz=sivil%20toplum&GeriDon=2>, consulté le 15 juillet 2010.
<http://tdkterim.gov.tr/seslisozluk/?kategori=yazimay&kelimesec=035015>, consultée le 2 août 2009.
- 37) http://www.granddictionnaire.com/btml/fra/r_motclef/index800_1.asp consultée le 13 décembre 2011.
- 38) Le dictionnaire étymologique de Sevan Nişanyan :
<http://www.nisanyansozluk.com/?k=devrim>.
- 39) Cumhuriyet Dönemi Hukuk Inkılabı ve Yeni Hukuk Düzeni (La révolution juridique à l'époque de la République et le nouvel ordre juridique), disponible sur :
<http://www.ait.hacettepe.edu.tr/egitim/ait203204/II3.pdf> Consulté le 22 juin 2010.
- 40) Pour la figure 7 utilisé dans la thèse :
<http://www.flickr.com/photos/28634836@N07/2674120722/sizes/l/in/set-72157606200494489/>
- 41) L'émission télévisée intitulée « Tarih Konuşmaları » (Parler de l'histoire), diffusée le 4 août 2010 sur la chaîne NTV.

Les articles publiés dans la revue *Kaos GL*, sur le site *kaosgl.org* et les documents publiés par Kaos GL

- 1) ALİ BABA, Eşcinsel hareket lüks mü ? Ezilenlerin birliği ve utopia (Est-ce le mouvement homosexuel est un luxe? La coalition des opprimés et l'utopie), in la revue *Kaos GL*, n° 55, mars 1999.
- 2) BAŞARAN Yeşim, Sevişmenin Rengi (La couleur de l'amour), in la revue *Kaos GL*, n° 30, février 1997, p. 6-8.
- 3) CEYLAN Öner, Bir İstanbul Masalı (Un conte d'Istanbul), in *kaosgl.org*, le 29 mars 2006, disponible sur : http://www.kaosgl.org/icerik/bir_istanbul_masali
- 4) DEMİRDAĞ Erdal, Doğal Olmayan Cinsel İlişkiler (Les relations sexuelles qui ne sont pas naturelles), le 15 juin 2012, disponible sur :
<http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=11641>

- 5) EROL Ali, Meydandan Medyaya (De la place aux médias), *Revue Kaos GL*, n° 76, février-mars 2003.
- 6) EROL Ali, Zekeriya gey olabilir, Ozan'ın eşcinsel olabilmesi için henüz erken (Zekeriya peut être gay, mais il est tôt pour qu'Ozan devient homosexuel), in *kaosgl.org*, le 29 mars 2006, disponible sur : http://www.kaosgl.org/icerik/zekeriya_gey_olabilir_ozanin_escinsel_olabilmesi_ic_in_henuz_erken
- 7) EROL Ali, Kaos GL Dergisi Yargılanıyor (La revue Kaos GL est jugée), in la revue *Kaos GL*, n° 93, mars-avril 2007, p. 14.
- 8) KAHRAMANOĞLU Kürşad, Cemil İpekçi : Eşcinseller bana sahip çıkmadı (Les homosexuels ne m'ont pas soutenu), entretien réalisé avec Cemil İpekçi, in la revue *Kaos GL*, n° 103, rediffusé sur le site *kaosgl.org*, le 30 janvier 2008, disponible sur : <http://www.kaosgl.com/sayfa.php?id=4224>
- 9) KARAKIŞ Atilla, Dergimizin üçüncü yılı (La troisième année de notre revue), in la revue *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 3-4.
- 10) ÖZ Yasemin, 'Ahlaksız'ların mekansal dışlanması (Exclusion spatiale des 'pervers'), in le site *kaosgl.org*, le 28 mai 2009, disponible sur : http://www.kaosgl.org/content/%E2%80%99Cahl%C3%A2ksizlar%E2%80%99D-mek%C3%A2nsal-dislanmasi#_ftn3 Consulté le 22 mars 2010.
- 11) ÖZALP Yasemin, Belirleyici olan yaşam (Ce qui est déterminant est la vie), in *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 8-9.
- 12) ÖZALP Yasemin, Bir intihar öyküsünün ardından (Après une histoire de suicide), in la revue *Kaos GL*, n° 26.
- 13) YALÇINKAYA Murat, Kabahatlerimiz ortaya dökülürken : 1 Mayıs, Ceviz Kabuğu ve Tarkan (Quand nos fautes s'affichent : 1^{er} mai, Ceviz Kabuğu et Tarkan), in la revue *Kaos GL*, n° 70 (8), été 2001, p. 3-6.
- 14) YALÇINKAYA Murat, Kaos GL'de yeni ne var ? (Qu'est-ce qu'il y a de nouveau chez Kaos?), in la revue *Kaos GL*, n° 67, août-septembre 2000.
- 15) YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde eşcinsellığın izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 1 – 80'ler (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 1 – les années 80), in la revue *Kaos GL*, n° 92, novembre-décembre 2006, p. 48-51.

- 16) YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde eşcinselliğin izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 2 – 90'lar (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 2 – les années 90), in la revue *Kaos GL*, n° 93, janvier-février 2007, p. 46-49.
- 17) YILDIZ Deniz, Türkiye tarihinde Eşcinselliğin izinde / Eşcinsel-lik hareketinin tarihinden satır başları 3 : 2000'ler (Au fil de l'homosexualité dans l'histoire turque / les points marquants dans l'histoire du mouvement homosexuel / d'homosexualité 3 – les années 2000), in la revue *Kaos GL*, n° 94 (32), mai-juin 2007, p. 43-45. Zeki Müren, in la revue *Kaos GL*, n° 26, octobre 1996, p. 12-13.
- 18) L'entretien fait avec Güner Kuban, in la revue *Kaos GL*, n° 75, décembre 2002-janvier 2003, p. 54-58.
- 19) Entretien publié dans la revue *Nokta*, le 1^{er} février 1981, p. 10-11, cité sur le site *Kaos GL*, disponible sur : <http://www.kaosgl.com/content/g%C3%BCn%C3%BCm%C3%BCz-t%C3%BCrk-edebiyat%C4%B1nda-e%C5%9Fcinsellik> Consulté le 25 mars 2010.
- 20) Türkiyeli Eşcinseller Buluşmasına Dair Kaos GL'nin görüşü (L'approche de Kaos GL à propos de la rencontre des homosexuels de Turquie), in la revue *Kaos GL*, n° 85, septembre-octobre 2004, p. 45-45.
- 21) İHD'de neler oluyor? (Qu'est-ce qui se passe chez İHD?), in la revue *Kaos GL*, n° 6, février 1995, article non-signé, page 14.
- 22) Réunion internationale contre l'homophobie / 6 couleurs – 6 villes / 1-17 mai, un recueil des interventions depuis 2006, publié par l'association Kaos GL, septembre 2009, Ankara.
- 23) Entretien donné à un fanzine publié à Izmir, *Cyberpunk*, et rediffusé dans le onzième numéro de la revue *Kaos GL*, juillet 1995, p. 16.
- 24) Adalet ve lezbiyenler (La justice et les lesbiennes), in *Kaos GL*, n° 25, septembre 1996, p. 10-11.
- 25) L'agenda de 2005, in la revue *Kaos GL*, n° 88, janvier-février 2006, p. 45.
- 26) L'éditorial de la revue *Kaos GL*, n° 8, avril 1995, p. 2.
- 27) Bir İstanbul Masalı'nın 6 Yıl Sonraki Tekrarında Gey Karakter Sansürlendi (Le personnage gay a été censuré à la rediffusion de la série Un conte d'Istanbul, six ans après sa première diffusion), in *kaosgl.org*, le 12 octobre 2010, disponible sur : <http://kaosgl.org/sayfa.php?id=5651>

- 28) TRT, Gey Karakteri Canlandırarak Sunucusunu İşten Kovdu (Le TRT a viré son présentateur qui devrait incarner un personnage homosexuel), in [kaosgl.org](http://www.kaosgl.org), le 12 juin 2010, disponible sur : http://www.kaosgl.org/icerik/trt_gey_karakteri_canlandiracak_sunucusunu_isten_kovdu , Consulté le 5 octobre 2010.
- 29) Türk Televizyonlarında Bir Tabu Yıkıldı! (L'abolition d'un sur l'écran des télévisions turcs!), in [kaosgl.org](http://www.kaosgl.org), le 20 septembre 2010, disponible sur : http://www.kaosgl.org/icerik/turk_televizyonlarinda_bir_tabu_yikildi
- 30) Turkey's LGBT history, 1970's, in *kaosgl.com*, disponible sur : <http://news.kaosgl.com/item/2006/9/11/turkey-s-lgbt-history-1970s> , Consulté le 10 mars 2010.
- 31) Buluşmaların buluşturdukları (Ce que rassemblent les rassemblement), in [kaosgl.org](http://www.kaosgl.org), le 10 novembre 2006, disponible sur : <http://www.kaosgl.org/node/639> consulté le 25 janvier 2011.
- 32) Les numéros cités dans notre recherche : n° 7 (mars 1995), n° 9, n° 10 (juin 1995), n° 11, n° 17, n° 22 (juin 1996), n° 24, n° 28, n° 39, n° 41, n° 46, n° double 48-49, n° 51, n° 55 (mars 1999), n° 56, n° 57, n° 64 (février-mars 2000), n° 74 (septembre-octobre 2002), n° 85.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE: LES NOTIONS DE SOCIÉTÉ CIVILE ET D'ESPACE PUBLIC AU SEIN DE L'EMPIRE OTTOMAN ET DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE	16
CHAPITRE I : LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ESPACE PUBLIC EN DEHORS DU CONTEXTE EUROPÉEN	16
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE	17
1. La définition	17
2. La renaissance de la société civile	23
3. La pertinence de la société civile dans un contexte non-occidental et la conception de société civile dans le contexte turc	27
3.1. La polarisation actuelle de la société civile en Turquie :	31
B) L'ESPACE PUBLIC HABERMASSEN	38
C) LES CRITIQUES ENVERS HABERMAS ET LES DÉFINITIONS « ACTUELLES » DE L'ESPACE PUBLIC	52
1. L'Espace public oppositionnel – L'espace public sociétal	60
CHAPITRE II : LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS L'EMPIRE OTTOMAN ET L'ÉVOLUTION DE L'ESPACE PUBLIC JUSQU'À LA RÉPUBLIQUE TURQUE	69
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE SOUS L'EMPIRE OTTOMAN	69
1. L'époque des Tanzimat, la modernisation de l'Empire	74
B) L'ESPACE PUBLIC SOUS L'EMPIRE OTTOMAN AU FIL DE L'ÉMERGENCE DE LA PRESSE	84
1. L'émergence des journaux « indépendants »	91
CHAPITRE III : LES SPÉCIFICITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DE L'ESPACE PUBLIC RÉPUBLICAINS	99
A) LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ESPACE PUBLIC DANS LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE JUSQU'ÀUX ANNÉES 1950	99

1.	Les années d’armistice ou une période de transition	99
2.	La période de la République turque	103
2.1.	La création d’une conscience identitaire turque	106
2.2.	La répression de la religion	108
3.	Les réglementations sur la vie associative et l’évolution de la société civile :	111
B) LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA CONSTRUCTION DE L’ESPACE PUBLIC DANS LA RÉPUBLIQUE TURQUE À PARTIR DU PASSAGE À UN SYSTÈME POLITIQUE À PLUSIEURS PARTIS		116
1.	Les années 1950, la montée de la visibilité de l’islam, l’ouverture de la société civile et de l’espace public à « autrui »	116
1.1.	La visibilité accrue de la religion dans la sphère publique	117
1.1.1.	Les écoles İmam Hatip	119
2.	L’intervention de l’armée en mai 1960	122
3.	Troisième intervention de l’armée : les années 1970	123
C) UN TOURNANT IMPORTANT DANS LA STRUCTURATION DE LA SOCIÉTÉ EN TURQUIE : LE COUP D’ÉTAT DE 1980 ET LES ANNÉES 2000		125
1.	Le coup d’État de 1980	125
2.	Les années 1990	127
<u>DEUXIÈME PARTIE: L’ÉMERGENCE D’UN ESPACE PUBLIC LGBT ET L’APPARITION DES ONG DES DROITS DES LGBT</u>		135
CHAPITRE IV: LES POINTS REPERES À PROPOS DE LA VISIBILITÉ DE L’HOMOSEXUALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ		135
A)	L’HOMOSEXUALITÉ DANS LA SOCIÉTÉ	135
1.	Deux figures emblématiques : Zeki Müren et Bülent Ersoy	137
B)	L’HOMOSEXUALITÉ DANS LES ŒUVRES ARTISTIQUES ET À LA TÉLÉVISION	148

C)	LES PARTIS POLITIQUES ET LE MOUVEMENT LGBT	162
D)	L'HOMOSEXUALITE DANS LES RECHERCHES ACADEMIQUES	172
CHAPITRE V : L'HISTORIQUE DU MOUVEMENT LGBT ET DE DEUX GRANDES ASSOCIATIONS D'HOMOSEXUELS EN TURQUIE : KAOS GL ET LAMBDAİSTANBUL		177
A)	LES PREMIERS PAS DU FUTUR MOUVEMENT LGBT : LES ANNEES 1970 - 1990	180
1.	La tentative de fondation d'un parti politique : le Parti Radical	183
1.1.	Les relations du Parti Radical avec d'autres mouvements et l'état des mouvements kurde, islamiste et féministe dans les années 1980-1990	195
B)	LE MOUVEMENT LGBT DANS LES ANNEES 1990	200
1.	Lambdaİstanbul	204
2.	Kaos GL	215
2.1.	La fondation du groupe	215
2.2.	L'élargissement du groupe dans les différents domaines de la société	218
2.3.	Les années 2000	219
2.3.1.	La visibilité de l'homosexualité dans les universités :	232
C)	LA FONDATION DES ASSOCIATIONS ET LES PROCES D'INTERDICTION	239
1.	Les objectifs des groupes à partir de leurs statuts	250
2.	Les points et les problèmes communs des groupes	251
3.	Les autres groupes LGBT en Turquie	257
TROISIÈME PARTIE: LA REVUE KAOS GL ET L'INTERACTION ENTRE LE MOUVEMENT LGBT ET LES MEDIAS		263
CHAPITRE VI : L'EVOLUTION DE L'ESPACE PUBLIC HOMOSEXUEL A PARTIR DE L'EVOLUTION DE LA PREMIERE REVUE DES HOMOSEXUELS : REVUE KAOS GL		263

A)	LA FONDATION ET LA TRANSFORMATION DE LA REVUE KAOS GL DANS LES GRANDS TRAITS	264
1.	Les ruptures et les interdictions :	275
B)	INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA REVUE	279
1.	Le langage	279
2.	Les lecteurs	281
C)	LES RUBRIQUES IMPORTANTES DANS LA CONSTRUCTION D'UNE CONSCIENCE HOMOSEXUELLE	288
1.	« Les cartes postales de vie » et « Les lettres »	289
1.1.	Les cartes postales de vie	289
1.2.	Les lettres :	292
2.	Les témoignages : la construction d'un discours sur la violence	300
3.	La rubrique « Les discussions »	312
3.1.	Le mouvement homosexuel	313
	CHAPITRE VIII: L'INTERACTION ENTRE LE MOUVEMENT SOCIAL ET LES MEDIAS	341
A)	L'APPROCHE DE KAOS GL A PROPOS DES MEDIAS	345
B)	LA TRANSFORMATION DES MEDIAS	372
1.	Les journalistes	383
	CONCLUSION	388
	BIBLIOGRAPHIE	395
	ANNEXES	427
	TABLE DES ANNEXES	454
	TABLE DES FIGURES	455

ANNEXES

ANNEXE 1 : Le réseau de distribution de la revue *Kaos GL*

Avec le temps, nous observons que les points de distribution de la revue s'élargissent : leur nombre étant un seul pour le premier numéro (la librairie Dost à Ankara), atteint à trois dans le onzième numéro (une librairie à Istanbul – Mephisto İstiklal et deux à Ankara – Dost et Arkadaş), et à sept dans le treizième numéro (plusieurs librairies à Istanbul et à Ankara toujours). Nous constaterons que cet élargissement couvrira également d'autres villes avec le temps, comme néanmoins il va y avoir des pertes parmi les points de distribution. Par exemple, à partir de décembre 1995, la librairie Mephisto Kadıköy refuse de vendre la revue en indiquant que cela ne correspondait pas à leur « conception morale »⁶⁵⁷. Face à cette attitude, *Kaos GL* invite ses lecteurs à protester la librairie et de ne plus y faire des achats. Malgré des incidents pareils, nous remarquons qu'avec le temps, la revue (et le groupe) augmente sa visibilité. Dans le quatorzième numéro, la ville Denizli rejoint le réseau de distribution de la revue avec deux librairies : İleri et Kibele. D'autres villes, comme Eskişehir⁶⁵⁸ (où un nouveau groupe avait vu le jour) et Izmir, prennent également leurs places dans les points de distribution de la revue. Dans le 23^{ème} numéro, Adana et Mersin ; dans le 24^{ème} (août 1996), encore deux autres villes, Antalya et Bursa ; dans le 27^{ème} (novembre 1996), Iskenderun et Samsun, y rejoignent avec au total plus de sept librairies. L'éditorial du 24^{ème} numéro souligne que comme *Kaos GL* n'est pas une revue à but lucratif, sa distribution est indépendante du « monopole » existant, donc qu'elle se fait par les bénévoles ; la revue invite ses lecteurs à participer à ce réseau de distribution. Pourtant, comme la distribution de la revue est liée au bénévolat, cela amène certaines instabilités : dans le 28^{ème} numéro de la revue (décembre 1996), nous remarquons qu'en raison de perdre la communication avec le contact, la revue ne peut plus être distribuée à Eskişehir (qui rejoint de nouveau le réseau de distribution avec le numéro 31, mars 1997). Par contre, les nouvelles relations se nouent et nous observons que des nouveaux points de distribution s'ajoutent à partir du 28^{ème} numéro : Lefkoşa (une ville dans l'île de Chypre), Antakya et Balıkesir.

Avec le 40^{ème} numéro, le réseau de distribution de la revue s'élargit davantage avec l'ajout de neuf nouvelles villes et des nouveaux points de distribution dans les villes déjà présentes. Ce changement est dû à la prise en main de la distribution par une entreprise

⁶⁵⁷ Revue *Kaos GL*, n° 17, janvier 1996, p. 2.

⁶⁵⁸ Dans le 27^{ème} numéro (novembre 1996), nous apprenons que la communication ne peut plus être établie par le groupe Eskişehir, donc la distribution de la revue ne peut pas être assurée dans cette ville pour un certain moment.

professionnelle (Dada distribution), possédant une chaîne de librairie nommée Kelepir dont le nombre des librairies est envisagé cinquante à la fin de l'année 1997. Kelepir était une chaîne où les livres publiés il y a plusieurs années et dont la vente n'était pas spectaculaire, étaient vendus à des bas prix. La chaîne a eu un certain succès à l'époque, mais elle n'existe plus, mais même avant sa disparition, cette nouvelle forme de distribution n'a pas bien fonctionné pour la revue *Kaos GL*. Dans le 45^{ème} numéro de la revue, nous apprenons que *Kaos GL* ne travaillerait plus avec Dada distribution en raison d'une distribution irrégulière et de manque de paiement de la part de ce dernier.

Dans le numéro 57 (juin 1999), nous remarquons qu'une nouvelle librairie d'un quartier un peu loin du centre d'Istanbul, s'ajoute dans les points de vente : librairie İletisim, à Avcılar.



Figure 13 : La chaîne de distribution de la revue envisagée en fin 1997. Les villes en mauve indiquent les anciens points de distribution, celles en rouge montrent l'état avec les librairies Kelepir.

Dans le numéro 77 (avril-mai 2003), il est indiqué qu'en dehors des ONG, la revue est désormais distribuée gratuitement à certains cafés comme : Ardiç, 4. Kat Kitaplığı et Sokak Café.



Figure 14: Les points de distribution en 2007, source : <http://www.kaosgl.org/node/1422>

À partir du 40^{ème} numéro la revue est imprimée à six cents exemplaires. Une trentaine de revue sont envoyées gratuitement (aux prisonniers, aux institutions et aux autres groupes). La revue a cinq abonnés dans le pays et neuf abonnés à l'étranger. Elle est envoyée à l'étranger par la voie postale et en Turquie par cargo. Quant à la nouvelle distribution, il est indiqué que 250 revues sont envoyées à l'entreprise Dada, mais que le groupe n'a toujours pas le résultat de la distribution (combien de revues envoyées, où, combien est vendue). Le groupe précise que selon l'accord établi avec l'entreprise, le montant des ventes serait payé à partir du 43^{ème} numéro. Le prix de la revue est 200 mille livres turcs et sur ce prix les librairies prennent 35%, Dada distribution prend 50%. La revue est vendue surtout à Istanbul, Ankara et Izmir. Le groupe obtint une certaine somme des librairies d'Istanbul et d'Ankara et c'est cela qui finance la publication des nouveaux numéros. Pour d'autres points de vente, ils indiquent qu'ils n'ont pas pu avoir un revenu régulier, mais avec un nouveau contact à Izmir, cette ville aussi semble prometteuse.

Dans le 56^{ème} numéro de la revue (avril 1999), le nombre indiqué des exemplaires de la revue est à cinq cents, dont 450 sont distribués aux librairies et par la voie postale. Selon les informations données par la revue, le nombre des exemplaires distribués par ville est comme le suivant :

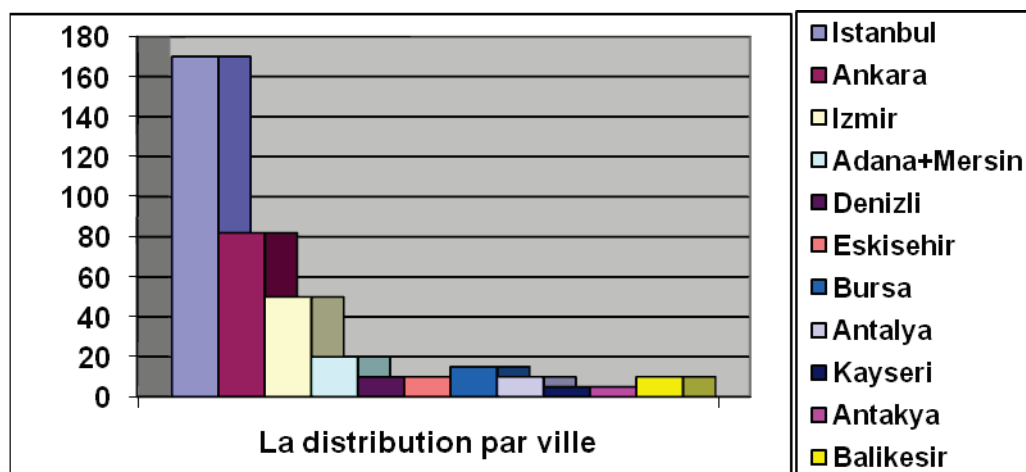


Figure 15 La distribution par ville

À partir du 40^{ème} numéro la revue est imprimée à six cents exemplaires. Dans le 56^{ème} numéro, le groupe détaille de nouveau son état financier et indique que depuis un an la revue est publiée sans un souci financier par la vente, par l'aide des lecteurs ou des autres groupes comme Lambda.

Dans le numéro 56 (avril 1999), le groupe donne les détails de leur budget et de leurs dépenses. Il précise qu'en dehors d'Istanbul et d'Ankara, il ne peut pas recevoir le montant des ventes de la revue, mais s'il y a une librairie qui met la revue à un endroit facilement accessible, il continue à envoyer des revues pour ne pas perdre la visibilité.

Dans le numéro 57 (mai 1999), un point remarquable est le fait qu'une personne stambouliote avait acheté un abonnement annuel pour la revue, pas pour soi-même, mais pour la Bibliothèque des œuvres féminines (des femmes). Dans les numéros 59 – 60 (juillet-août 1999), nous apprenons que tous les anciens numéros de la revue se trouvaient dans une autre bibliothèque à Ankara : Bibliothèque İskenderiye (Alexandrine), qui est désormais fermée.

ANNEXE 2 : Les recherches académiques sur l'homosexualité et sur les personnes LGBT

Nous sommes allée sur le site du Fichier national des theses et nous avons réalisé des recherches avec des mots-clés.

Avec le mot clé « travesti » :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
La présentation de l'identité extraordinaire dans les informations télévisées en Turquie : les informations sur les travestis – Yusuf Yerdigül	Mémoire de DEA, en tunc, 2002, 202 pages	Université Istanbul – Sciences de communication – Radio-télévision-cinéma

Avec le mot clé « transsexuel/le » :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
L'identité et le corps transsexuels dans le processus de reconstruction et de transformation du patriarcat – Selin Berghan	Mémoire de DEA, en tunc, 2004, 211 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La sociologie

Avec le mot clé « homosexuel » :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
Les dimensions psychologique, sociale et juridique de l'homosexualité – Necla Uğurlu Hakim	Mémoire de DEA, en tunc, 1999, 104 pages	Université Istanbul – Institut de médecine légale (À VERIFIER)
L'effet de l'abus et de la négligence sentimentaux à l'enfance chez les homosexuels et les hétérosexuels sur le niveau de dépression – Sinem Yıldız	Mémoire de DEA, en tunc, 2003, 122 pages	Université Istanbul – Institut de médecine légale (À VERIFIER)
La relation entre le niveau de dépression, des expériences de culpabilité et de honte, et le rôle de sexe chez les homosexuels et les hétérosexuels – Çiğdem Amanat	Mémoire de DEA, en tunc, 2011, 80 pages	Université Maltepe (à Istanbul, établissement privé / de fondation) – La psychologie

Avec le mot clé « hétérosexiste » :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
L'approche hétérosexiste dans les publicités – Yener Bayramoğlu	Mémoire de DEA, en tunc, 2009, 191 pages	Université Marmara (à Istanbul) – La communication (Relations publiques – publicité)

Avec le mot clé « queer »

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
Queering le yuppie: identité et la performativité dans la série Ally McBeal – Emrehan Özer	Mémoire de DEA, en anglais, 2005, 125 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La langue et la littérature américaine

Avec le mot clé « sexuel » :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
Les droits des minorités sexuelles dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme et du droit turc – Nergiz Karadağ	Mémoire de DEA, en turc, 2008, 133 pages	Université Istanbul – Le droit public
Les représentations sociales sur les orientations sexuelles et l'homophobie chez les jeunes en Turquie – Umut Şah	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 202 pages	Université Ankara – La psychologie
Le rôle du sexe, du niveau d'éducation et des attitudes homophobes dans les attributions des victimes et des agresseurs ayant des orientations sexuelles différentes – Selin Oyman	Mémoire de DEA, en turc, 2010, 97 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La psychologie

Avec le mot clé « eşinsel » (l'homosexuel en turc) :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
L'analyse des niveaux d'anxiété et de dépression chez les homosexuels – Erdinç Öztürk	Mémoire de DEA, en turc, 1994, 68 pages	Université Istanbul – La psychologie
L'analyse de la violence physique exercée sur les homosexuels et celle exercée par ces derniers – Nagihan Dalkanat	Mémoire de DEA, en turc, 2001, 71 pages	Université Istanbul – Institut de médecine légale
L'homosexualité dans le drame américain et Lanford Wilson's « the madness of lady bright » comme étude de cas – Aliye Ummanel	Mémoire de DEA, en turc, 2003, 154 pages	Université Ankara – Les arts de spectacle
L'homosexualité en Turquie et le groupe KAOS GL – Tuğba Özkan	Mémoire de DEA, en turc, 2004, 213 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – L'anthropologie
Une approche sociologique à l'homosexualité – Sevgi Tuna	Mémoire de DEA, en turc, 2004, 165 pages	Université Cumhuriyet (à Sivas) - Sociologie
La représentation de l'homosexualité dans la presse turque entre 1998 et 2006 – Özlem Hoşcan	Mémoire de DEA, en anglais, 2006, 222 pages	Université technique de Moyen-Orient (à Ankara) – Radio-Télévision
Le discours militaire-médical sur l'homosexualité et la masculinité hégémonique – Oyman Başaran	Mémoire de DEA, en anglais, 2007, 125 pages	Université Bogaziçi (à Istanbul) – La sociologie
L'image de la masculinité et l'identité homosexuelle en Turquie – Cihan Ertan	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 145 pages	Université Akdeniz (à Antalya) – La sociologie
Les relations entre les styles d'attachement adultes, l'orientation d'exploration, la	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 130 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La psychologie

personnalité ouverte à l'expérience et les attitudes envers l'homosexualité – Gonca Çifiliz		
Les crimes de haine contre les homosexuels et l'attitude de la société envers les auteurs et les victimes de ces crimes – Özlem Çolak	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 131 pages	Université Istanbul – Institut de médecine légale
La représentation de(s) personne(s) ayant des orientations homosexuelles sexuelles et/ou émotionnelles dans le cinéma turc – Tayfun Tezel	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 167 pages	Université Marmara (à Istanbul) – La communication (radio-télévision et cinéma)
Le coming out en tant qu'un acte politique dans le mouvement homosexuel en Turquie – İlay Ertetik	Mémoire de DEA, en anglais, 2010, 93 pages	Université technique de Moyen-Orient (à Ankara) – La sociologie
Les attitudes des étudiants en médecine et des docteurs envers l'homosexualité et les expériences de traitement médical des gays et des lesbiennes – Fatma Duygu Çabuk	Spécialisation en médecine, en turc, 2010, 119 pages	Université Gazi (à Ankara) – Faculté de médecine – la psychiatrie
Les attitudes envers les homosexuels : Une évaluation en matière de sexisme, les stéréotypes sur les relations amoureuses et les styles d'attachement adulte – Nur Okutan	Mémoire de DEA, en turc, 2010, 152 pages	Université Ankara – La psychologie
La masculinité homosexuelle comme une sous-catégorie de la masculinité –Akif Öztürk	Mémoire de DEA, en turc, 2011, 157 pages	Université Akdeniz (à Antalya) – La sociologie

Au total : 25 recherches

- Psychologie : 6
- Sociologie : 6
- Médecine légale : 4
- Droit : 1
- Anthropologie : 1
- La langue et la littérature américaine : 1
- Spécialisation en médecine (psychiatrie) : 1
- La communication : 4 La communication (Relations publiques – publicité), Sciences de communication – Radio-télévision-cinéma, La communication (radio-télévision et cinéma), Radio-Télévision
- Les arts de spectacle : 1

Le nombre des travaux par an depuis le premier travail en 1994 :

L'année de soutenance des travaux	Le nombre de travaux soutenus
1994	1
1999	1
2000	0
2001	1
2002	1
2003	2
2004	3
2005	1
2006	1
2007	1
2008	1
2009	6
2010	4
2011	2

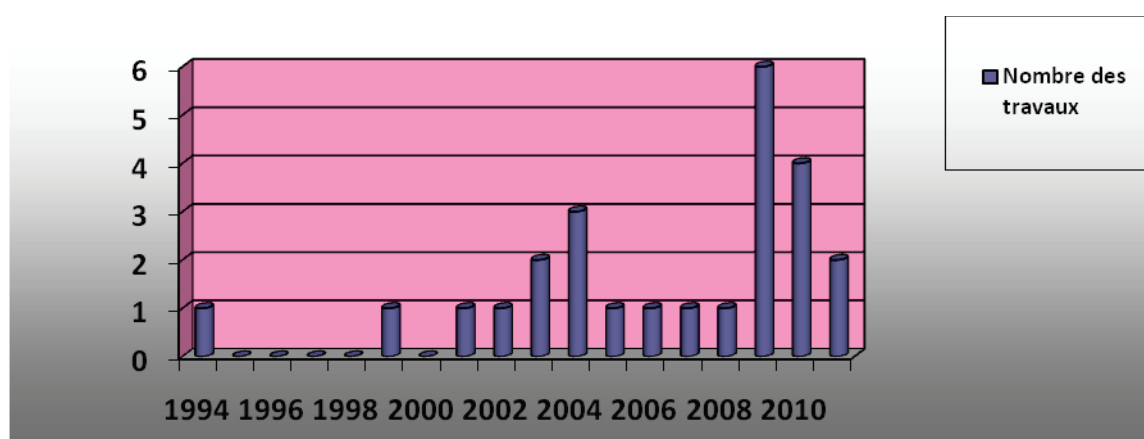


Figure 16 Le nombre des travaux réalisés par an

Les travaux réalisés en communication :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
La présentation de l'identité extraordinaire dans les informations télévisées en Turquie : les informations sur les travestis – Yusuf Yerdigül	Mémoire de DEA, en turc, 2002, 202 pages	Université Istanbul – Sciences de communication – Radio-télévision-cinéma
La représentation de l'homosexualité dans la presse turque entre 1998 et 2006 – Özlem Hoşcan	Mémoire de DEA, en anglais, 2006, 222 pages	Université technique de Moyen-Orient (à Ankara) – Radio-Télévision
L'approche hétérosexiste dans les publicités – Yener Bayramoğlu	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 191 pages	Université Marmara (à Istanbul) – La communication (Relations publiques – publicité)
La représentation de(s) personne(s) ayant des orientations homosexuelles sexuelles et/ou émotionnelles dans le cinéma turc – Tayfun Tezel	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 167 pages	Université Marmara (à Istanbul) – La communication (radio-télévision et cinéma)

Les travaux réalisés en psychologie :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
L'analyse des niveaux d'anxiété et de dépression chez les homosexuels – Erdinç Öztürk	Mémoire de DEA, en turc, 1994, 68 pages	Université Istanbul - La psychologie
Les relations entre les styles d'attachement adultes, l'orientation d'exploration, la personnalité ouverte à l'expérience et les attitudes envers l'homosexualité – Gonca Çifçifiliz	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 130 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La psychologie
Les représentations sociales sur les orientations sexuelles et l'homophobie chez les jeunes en Turquie – Umut Şah	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 202 pages	Université Ankara – La psychologie
Le rôle du sexe, du niveau d'éducation et des attitudes homophobes dans les attributions des victimes et des agresseurs ayant des orientations sexuelles différentes – Selin Oyman	Mémoire de DEA, en turc, 2010, 97 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La psychologie
Les attitudes envers les homosexuels : Une évaluation en termes de sexisme, des stéréotypes sur les relations amoureuses et des styles d'attachement adulte – Nur Okutan	Mémoire de DEA, en turc, 2010, 152 pages	Université Ankara – La psychologie
La relation entre le niveau de dépression, des expériences de culpabilité et de honte, et le rôle de sexe chez les homosexuels et les hétérosexuels – Çiğdem Amanat	Mémoire de DEA, en turc, 2011, 80 pages	Université Maltepe (à Istanbul, établissement privé / de fondation) – La psychologie

Les travaux réalisés en sociologie :

Le nom de la recherche et de son auteur(e)	Le type de la recherche	Le domaine de la recherche
Une approche sociologique à l'homosexualité – Sevgi Tuna	Mémoire de DEA, en turc, 2004, 165 pages	Université Cumhuriyet (à Sivas) - Sociologie
Le discours militaire-médical sur l'homosexualité et la masculinité hégémonique – Oyman Başaran	Mémoire de DEA, en anglais, 2007, 125 pages	Université Bogaziçi (à Istanbul) – La sociologie
L'image de la masculinité et l'identité homosexuelle en Turquie – Cihan Ertan	Mémoire de DEA, en turc, 2009, 145 pages	Université Akdeniz (à Antalya) – La sociologie
Le coming out en tant qu'un acte politique dans le mouvement homosexuel en Turquie – İlay Ertetik	Mémoire de DEA, en anglais, 2010, 93 pages	Université technique de Moyen-Orient (à Ankara) – La sociologie
La masculinité homosexuelle comme une sous-catégorie de la masculinité –Akif Öztürk	Mémoire de DEA, en turc, 2011, 157 pages	Université Akdeniz (à Antalya) – La sociologie
L'identité et le corps transsexuels dans le processus de reconstruction et de transformation du patriarcat – Selin Berghan	Mémoire de DEA, en turc, 2004, 211 pages	Université Hacettepe (à Ankara) – La sociologie

ANNEXE 3 : L'article publié dans le journal *Le Monde*

Turquie - Un groupe de travestis fait la grève de la faim à Istanbul, article paru dans l'édition du 5 Mai 1987

Chevelures oxygénées, lunettes mauves, Rimmel et bas noirs : brandissant les œillets roses de la victoire, une trentaine d'homosexuels d'Istanbul, à une exception près tous travestis ou transsexuels, ont entamé le mercredi 27 avril, premier jour du Ramadan, une grève de la faim « jusqu'à la fin de l'arbitraire policier et des violences ». Dix-huit d'entre eux, certificats médicaux à l'appui pour certains, assurent avoir été victimes récemment de ces violences. Il y avait trop de badauds au parc Taksim, qui sympathisait, « parce qu'on est contre la répression, que ce soit contre les gens normaux ou contre eux ». La police a donc civilement prié la foule de se disperser, les rassemblements étant « interdits par l'état d'urgence » encore en vigueur à Istanbul et les grévistes de la faim se sont transportés au domicile du président du Parti Radical, sis immeuble « La Vertu », rue Lamartine, où ils continuent depuis leur action.

L'un d'eux, l'une d'elles insiste-t-on, découvre sous un voile et une perruque de pacotille sa tête rasée par la mondaine. Un journaliste lui demande son nom : après avoir consulté l'avocat chargé des poursuites judiciaires contre les policiers, celle qui pour la clientèle des quelque vingt bars spécialisés d'Istanbul (1) était devenue « Tulipe » ou « Clair de Lune » redevient, hésitante, Huseyin. « C'est la première fois qu'une telle action se développe dans un pays de culture islamique, où la notion de liberté de l'individu n'existe pas », explique Kemal, le porte-parole du groupe, papetier dans un des quartiers traditionnels de la ville, et le seul à avoir gardé une apparence de garçon. Quelques rares « gays » plus classiques font une apparition solidaire, mais furtive, que commente ainsi l'un des grévistes de la faim : « Les transsexuels ont pris la tête du mouvement gay en Turquie parce que, dans un système machiste qui refuse la marginalité, ils sont à la fois les plus opprimés et les seuls à oser dire ce qu'ils sont. »

Interdits de scène

Mettant au compte d'une « politique d'État liée au renouveau islamique » la diminution de la tolérance dont ils ont traditionnellement bénéficié, ils demandent, en même temps qu'un carnet sanitaire qui supprimerait le prétexte des interventions policières, la fin de l'interdiction d'exercer des professions artistiques qui leur est faite depuis le coup d'État du

12 septembre 1980 et qui les « rejette dans la prostitution puis le suicide ». La grande chanteuse populaire Bulent Ersoy, travesti elle-même, est ainsi empêchée de chanter sur scène depuis 1980.

Le climat de dépolitisation qui a suivi le coup d'État a favorisé la prise de conscience, relayée par la presse hebdomadaire, de ces « nouveaux aspects de la question des droits de l'homme et de la démocratie » : on souhaite les voir consolidés « le plus vite possible » par l'adhésion à la CEE. L'association turque des droits de l'homme a discrètement envoyé un médecin qui assiste les grévistes de la faim. Ces derniers, visiblement affaiblis vendredi soir, ont demandé l'autorisation d'organiser une marche de soutien vers Ankara.

Le mouvement des travestis a commencé il y a moins d'un an à l'initiative du petit Parti Radical, en cours de formation et qui réunira ses différentes composantes, anti-militariste, féministe, écologique, athée et homosexuelle, en juin pour son premier congrès.

Après les prisonniers, les étudiants, les écologistes et les homosexuels, des étudiantes musulmanes ont également cessé récemment de s'alimenter. L'extension de ce mode de protestation a inspiré au journal *Cumhuriyet* une caricature où l'on voit un législateur penché sur le texte de la Constitution de 1982 qui se demande : « Comment a-t-on pu oublier d'interdire la grève de la faim ? »

FARRERE MICHEL

ANNEXE 4 : Le processus de fondation et de fermeture des partis politiques kurdes

Nom du parti	Date de fondation	Date de fermeture
Halkin Emek Partisi (Le Parti Populaire du Travail, HEP)	Le 7 juin 1990	Le parti a changé de nom en 1991 afin de continuer sous le nom de DEP
Demokrasi Partisi (Le Parti de la démocratie, DEP)	Le 7 mai 1993	Le 16 juin 1994
Halkin Demokrasi Partisi (Le parti de la démocratie du peuple, HADEP)	Le 11 mai 1994	Le 13 mars 2003
Demokratik Halk Partisi (Le parti démocratique du peuple, DEHAP)	Le 24 octobre 1997	Le parti s'est dissous en 2005 afin de participer à Demokratik Toplum Hareketi (Le Mouvement de la société démocratique)
Demokratik Toplum Partisi (Le parti de la société démocratique, DTP)	Le 9 novembre 2005	Le 11 décembre 2009
Baris ve Demokrasi Partisi (Le Parti pour la paix et la démocratie, le BDP)	Le 2 mai 2008	

ANNEXE 5 : Déclaration de presse rédigée par le groupe Lambdaİstanbul afin de présenter les objectifs du groupe, au cours des préparations de Christopher Street Day en 1993

Dans une déclaration de presse envisageant d'informer l'opinion publique sur l'événement, les objectifs du groupe sont définis comme tel :

- Créer une discussion sur la notion de sexualité entourée par des interdictions et devenue un tabou dans notre société, afin de développer des approches plus saines ;
- Essayer de faire un effort pour pouvoir éliminer les préjugés de la société envers l'homosexualité et les homosexuels ;
- Expliquer que les homosexuels ne sont pas différents des autres personnes considérées « normales » selon leur orientation sexuelle et que les personnes ayant d'autres orientations sexuelles peuvent également vivre dans une harmonie sociale en tant que des individus ayant des droits de l'homme et des citoyens responsables ;
- Obtenir notre respect en soi et notre confiance en soi ;
- Assurer une solidarité et une communication entre les homosexuels pour construire une mode de vie bonne et responsable et qui nous convient ;
- Enrichir l'identité homosexuelle⁶⁵⁹.

⁶⁵⁹ HOCAOĞLU Murat, op. cit., entretien fait avec Uğur Alper et Bora, les propos d'Uğur, p. 178-179.

ANNEXE 6 : Une partie du discours d'ouverture d'Oya Burcu au cours du symposium de 2003 organisé par le groupe Kaos GL, traduit en français

Un grand nombre de personnes n'est pas parmi nous aujourd'hui, car plusieurs homosexuels se sont abstenus de venir au symposium par peur d'être affiché en tant que tel.

Un grand nombre de personnes n'est pas parmi nous aujourd'hui, car plusieurs hétérosexuels se sont abstenus de venir au symposium par la préoccupation d'être considéré en tant qu'homosexuel.

Un grand nombre de personnes n'est pas parmi nous aujourd'hui et ils ne pourront plus jamais être parmi nous, car plusieurs homosexuels se sont suicidés ou ont été tués.

Un grand nombre de personnes n'est pas parmi nous aujourd'hui et ils ne pourront plus jamais être parmi nous, car plusieurs homosexuelles ont été forcées à se marier, ont été violées, ont été forcées à se suicider.

Un grand nombre de personnes n'est pas parmi nous aujourd'hui et ils ne pourront plus jamais être parmi nous, car plusieurs travestis et transsexuel(le)s ont condamné(e)s à la prostitution et ont été tué(e)s chez eux, dans les rues ou au bord des autoroutes.

Un grand nombre de famille n'est pas parmi nous aujourd'hui, car ils ont forcé leurs enfants à se soigner, à se marier, à quitter la maison, ils ont exercé de la violence physique et psychologique envers eux, ils se sont dénoncés de la parenté et ont forcé leurs enfants à au suicide.

Un grand nombre de famille n'est pas parmi nous aujourd'hui, car ils ont honte de leurs enfants homosexuels, ils se cachent autant que l'on se montre, car ils craignent de leurs voisins, de leurs proches et d'eux-mêmes.

Un grand nombre de famille n'est pas parmi nous aujourd'hui, car ils ne considèrent même pas la possibilité que leurs propres enfants peuvent être homosexuels.

Un grand nombre d'académiciens n'est pas parmi nous aujourd'hui, car ils ne peuvent pas faire face à la société en s'éloignant de leurs préjugés.

Malgré tout cela, aujourd'hui nous sommes présents ici et là, comme nous sommes toujours présents partout dans la société.

Nous croyons que ce symposium peut être un pas vers la démolition de toute sorte de peur, de préoccupations, de préjugés et d'hostilités.

ANNEXE 7 : La pétition rédigée par Lambdaİstanbul, dans le cadre de la campagne « Touche pas à mon association ! »

Madame, Monsieur,

C'est avec tristesse et déception que j'ai appris la décision de la cour de justice de Beyoğlu de fermer l'association de solidarité LGBT Lambdaİstanbul.

Au prétexte que les buts de Lambdaİstanbul « vont à l'encontre de la moralité publique, de la loi et des valeurs de la famille », la cour a décidé de fermer l'association. Cela attire l'attention sur le fait que les inégalités présentes dans la société peuvent facilement influencer la loi. L'homosexualité et la transidentité ne sont pas illégales en Turquie. Cependant, ce qui contribue à perpétuer la discrimination, c'est le fait que coexistent dans la législation, d'une part de vagues termes tels que « moralité publique », d'autre part, un manque de protection de l'égalité des droits pour toutes les personnes quelles que soient leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. C'est là ce qui a entravé la liberté d'association et d'expression des personnes LGBT (Lesbiennes, gaies, bies, trans).

Je vous demande à soutenir Lambdaİstanbul pendant cet important procès en appel à la cour suprême et ainsi de défendre les droits des personnes LGBT en Turquie et partout dans le monde. De plus, je me solidarise avec la revendication portée par des organisations Turques de rajouter les termes « orientation sexuelle » et « identité de genre » dans l'article de la Constitution de Turquie sur la garantie de l'égalité.

ANNEXE 8 : Le questionnaire de l'enquête organisée par la revue *Kaos GL* dans son douzième numéro (juillet 1995)

LES QUESTIONS POSEES :

- Quel âge avez-vous ?
- Quelle est votre sexualité biologique ?
- Quel est votre état actuel :
 - Homosexuel
 - Hétérosexuel
 - Bisexuel
 - Travesti
 - Transsexuel
 - Autre
- Comment vous appelez-vous, vous-même ? (Gay, pédé, lesbienne, femme, lubun, ...)
- Votre niveau d'étude
- Est-ce que vous travaillez ? Si oui, quelle est votre profession ?
- La ville ou la région où vous avez passé votre enfance :
- Où vivez-vous actuellement ? (Grande ville, village, bourg, région, etc.)
- Vous vivez :
 - Seul(e)
 - Avec votre partenaire
 - Avec votre famille
 - Avec votre / vos ami(e/s)
 - Autre
- Votre situation civile (selon votre carte d'identité) :
 - Marié(e)
 - Célibataire
- Si vous êtes homosexuel(le), mais marié(e) avec le sexe opposé :

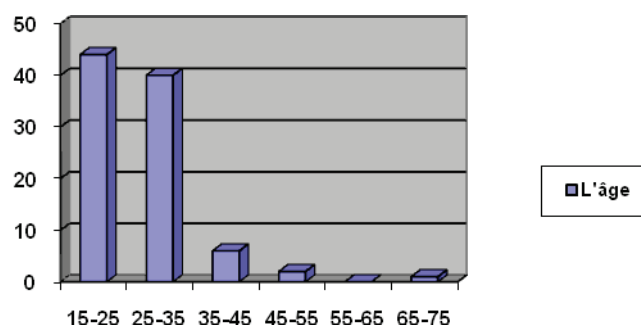
- Vous êtes marié(e) par votre volonté
- Vous êtes marié(e) à cause de votre famille et de votre entourage
- Si vous êtes homosexuel(le) et marié(e), est-ce que vous avez des enfants ?
 - Oui
 - Non
- Si vous êtes célibataire, envisagez-vous de vous marier ?
 - Oui
 - Non
 - Oui, si une loi est adoptée pour les couples homosexuels
 - Non, même si une loi est adoptée
- (Pour les homosexuel-le-s) Ceux qui savent votre homosexualité sont :
 - Certaines personnes de ma famille
 - Toute ma famille
 - Mes amis hétérosexuels les plus proches
 - Tous mes amis
 - Mes professeurs
 - Mon patron
 - Mes collègues
 - Autres
- Si votre famille est au courant :
 - C'est moi qui leur en ai parlé
 - Ils ont appris par d'autres personnes (Précisez : ami, professeur, patron, etc.)
 - Ils ont découvert eux-mêmes (Précisez : par mes affaires personnelles, par mes attitudes, etc.)
 - Autre
- Quelle fut la réaction de la famille :
 - Il n'y a eu aucun problème, notre relation continue

- Ils étaient très tristes, mais ils ne m'ont pas exclu
 - Ils m'ont emmené chez le docteur
 - Ils furent violents (Précisez : vous battre, limiter vos accès à certaines choses, etc.) mais ils ont dû accepter
 - Ils furent violents et ils m'ont envoyé de la maison
 - Autre
- Les revues et les journaux que vous lisez en dehors de *Kaos GL*
 - Ce que vous voulez voir dans *Kaos GL*
 - Même si vous n'avez pas pu lire, à partir de la liste de contenu des numéros précédents, indiquez les sujets et les rubriques qui vous paraissent plus intéressants.
 - De quelle manière vous pouvez contribuer à *Kaos GL* :
 - Je peux rédiger des articles
 - Je peux faire la traduction (Précisez la langue)
 - Je peux prendre la responsabilité de (promotion / tanitim) et de distribution dans ma région (ville, quartier, etc.)
 - Je peux contribuer financièrement
 - Autre
 - Si vous avez des choses (des commentaires) à ajouter :

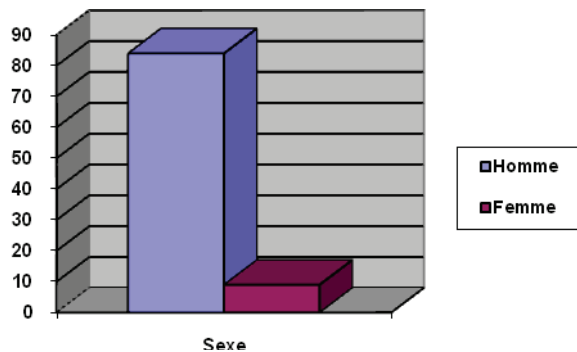
ANNEXE 9 : Les résultats de l'enquête réalisée par le groupe Kaos GL et publiée en janvier 1998

Le nombre des participants : 93

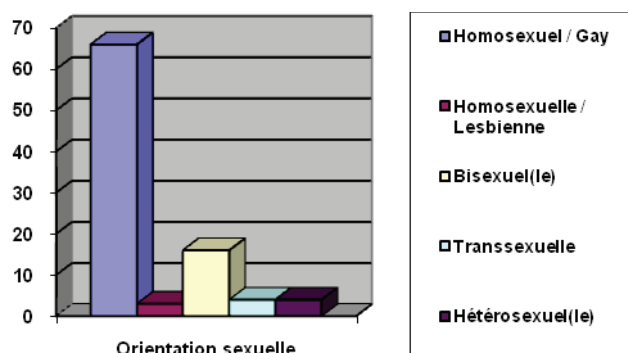
L'âge des participants :



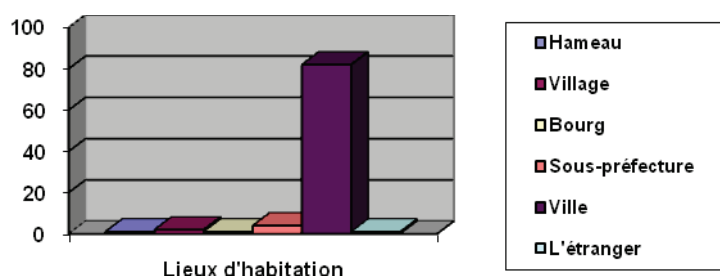
Le sexe des participants :



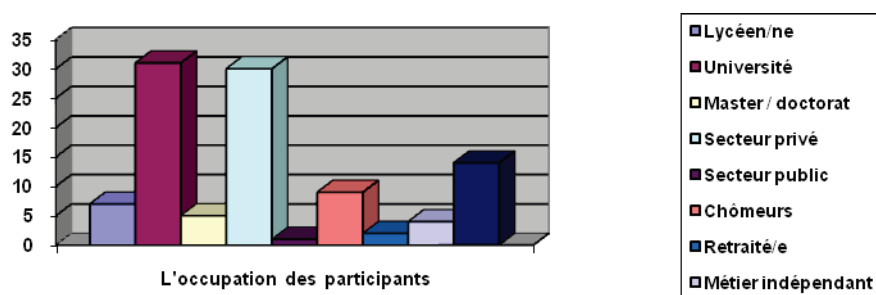
L'orientation sexuelle des participants :



Les lieux d'habitation des participants :



L'occupation des participants :



L'étroitesse des liens familiaux se montre également dans les réponses : 52 personnes vivent avec leurs familles ; 25 personnes vivent seules ; 6 personnes avec leurs compagnes ; 8 personnes avec leurs amis (sont en colocation avec des amis). 86 personnes vivent dans un appartement, 4 personnes en résidence universitaire, une personne à l'hôtel.

19 personnes avaient déclaré leurs homosexualités elles-mêmes à leurs familles ; les familles de trois personnes l'avaient découvert par l'intermédiaire des tiers ; quatorze familles l'avaient découvert tout seul. 17 familles n'avaient posé aucun problème à leurs enfants ; 15 familles avaient eu beaucoup de malheur, mais ne les avaient pas exclus ; 5 familles les avaient amené chez le docteur ; trois familles s'étaient montrées violentes ; une famille avait chassé son enfant du foyer ; une famille avait fait de la pression pour qu'il se marie, une famille l'avait puni en ne lui parlant plus, une famille avait limité les droits (les libertés) de l'enfant.

ANNEXE 10 : La traduction de l'article de Yeşim Başaran, in *Kaos GL*, numéro 26, octobre 1996

Lambda dans l'immédiat

L'approche de Kaos GL envers les médias, n'a pas pu être comprise par les travailleurs de médias, ni par les homosexuels de Turquie. Il me semble que les journalistes qui nous approchent avec une mentalité sensationnelle n'arrivent pas à comprendre pourquoi nous les refusons. Quand on leur demande comment ils ont trouvé notre numéro de téléphone, il y a eu des journalistes qui ont presque dit qu'ils retrouvent (ce qu'ils veulent). Notre revue a un seul moyen de communication et c'est notre adresse de correspondance, vous pouvez le voir à la deuxième page. Par bonne procédée, il est possible de nous accéder par ce canal, mais au nom d'un journalisme rapide, ils pensent que trouver un numéro qui n'est pas enregistré chez 118 (la ligne par laquelle on apprend les numéros méconnus, Î.E.) est une habileté. Alors avec une telle mentalité dans quel contexte nous pouvons se réunir, comment nous pouvons se communiquer ? Ce qu'ils voient du village des médias est le suivant : « Oh là là, les homosexuels avaient réuni, ils font quelque chose, on peut en faire pas mal d'information ! ». Après cette perception géniale, les journalistes de Turquie croient qu'ils sont dans les séries américaines de détective et vont à la chasse de Kaos GL comme s'il y a quelqu'un qui se cache. Pourtant, on était là, on était à la revue, on était aux universités, on était dans les séminaires, on était partout, on est partout. En outre, je pense que tout le monde le sait, nous n'avons jamais refusé les demandes des organes de médias dont on croit en la responsabilité et l'honnêteté. On a fait des entretiens avec *Siyah Beyaz*, *Evrensel*, *Sosyalist İşçi*, *Radyo Arkadaş* et *Radyo Çağdaş*, même si les patrons d'Istanbul d'*Evrensel* n'ont pas trouvé notre entretien approprié à la publication.

Pourtant, d'une manière facile et irresponsable, nos amis homosexuels en Turquie, ils ont considéré cette attitude comme une lâcheté, au lieu de comprendre pourquoi nous refusons les médias et au lieu de créer une base de discussion sur l'homosexualité. De ce qu'entendent nos amis de coming out, devrait être se montrer devant les caméras et de dire « je suis homosexuel », car ils ont pensé que nous n'avons pas fait un coming out. Pourtant, le coming out est un processus au sein de la vie, il n'est pas les cinq secondes devant la caméra. Coming out signifie de vivre explicitement notre identité lesbienne ou homosexuelle dans notre entourage, de la vivre dans tous les domaines de la vie et il constitue l'un des points fondamentaux du mouvement homosexuel.

Il y a plusieurs choses à discuter à propos des médias : devons-nous les rejeter en entier en raison de sa mentalité générale ; si nous ne les rejetons pas définitivement, par quel moyen doit-on décider ; quel doit être notre place dans le processus de communication des médias avec la société afin d'arriver à nos objectifs ; comment faire comprendre à ceux qui cherchent du sensationnel que nous ne faisons pas partie de cela ; et encore plusieurs d'autres questions. Sans les discuter, sans avoir considéré ses effets, sans avoir pensé comment cela (ne) peut (pas) contribuer au mouvement homosexuel en Turquie, devons-nous utiliser tous les canaux qui se présentent juste parce que « nous devons atteindre les personnes » ? Il est clair que la réponse est négative. À ce point-là, parlons de la relation de Lambdaİstanbul avec les médias. Kaos GL et Lambdaİstanbul sont deux groupes dont les méthodes et les contenus sont différents l'un de l'autre, cela n'a rien d'étonnant, c'est cela ce qu'il faut et même si nous n'en voulons pas cela sera comme ça. Mais cela n'empêche pas non plus que les deux groupes discutent ces méthodes et ces contenus. Nous devons nous critiquer par ce que nous avons fait et par ce que nous allons faire, car nous vivons la période d'émergence du mouvement homosexuel en Turquie. Tout ce que l'on va faire va déterminer l'avenir de ce mouvement et des homosexuels de Turquie.

Avec un optimisme, je considère que tout le monde partage cette idée et je veux parler de la politique de Lambdaİstanbul à propos des médias. Autant que j'ai pu suivre – et comme je disais à certains amis de Lambdaİstanbul durant des séjours stambouliotes, je suis mieux que la plupart des membres du groupe – Lambdaİstanbul ne fait pas une différence entre les établissements médiatiques, plus clairement, il ne pose pas les questions nécessaires lorsqu'une opportunité se présente en raison de cette fameuse phrase : « nous devons atteindre les personnes ». Il ne pose pas la question « dans quelle émission ou dans quel magazine, ces propos atteignent qui et comment ». De ce fait, ma question et / ou mon problème ne reste pas sur pourquoi Lambdaİstanbul ne refuse pas complètement les médias – cela serait stupide de la poser – mais sur sa méthode à propos des médias. S'il faut absolument donner des exemples, pourquoi il est passé à l'émission Devriye où les lesbiennes sont insultées, à Televizyon Çocuğu où l'on fait toujours des blagues sur le pédé ; pourquoi il fut présent dans les pages d'*Aktüel* qui a publié les articles « Fato la lesbienne », « Homocratie » ou bien le coming out incroyable d'Arslan Yüzgün ; lorsqu'il se présentait lui-même, pourquoi il a permis la publication d'une photographie montrant deux hommes dont l'un porte une robe de mariée et l'autre un smoking dans la partie sur l'homosexualité au cours d'une série d'articles sur la sexualité, dans les pages de *Yeni Yüzyıl* ? Attendre des réponses à toutes ces questions est le droit le plus naturel de Kaos GL qui est un composant du mouvement homosexuel de

Turquie. Toutes ces questions sont posées et seront posées. Mais il y a un autre sujet brûlant qui fait de l'actualité et qui m'a permis de rédiger cet article qui devrait être rédigé bien plus avant. Comme nous avons vu lors de l'émission *Sıcağı Sıcagina*, deux lesbiennes s'étaient échappées d'Ordu et étaient venues à Istanbul. Oui, deux lesbiennes sont échappées d'Ordu et sont venues à Istanbul. Par l'intermédiaire d'une chaîne de télévision, elles ont contacté Güneş K. Göker de Lambdaİstanbul. Comme Güneş K. Göker est quelqu'un de connu par les médias, il était normal que cette chaîne mette en contact les lesbiennes d'Ordu avec elle. Ce fut d'ailleurs le cas. Ensuite, je ne sais pas comment, les lesbiennes venant d'Ordu ont participé à l'émission *Sicagi Sicagina*. Les informations dont on regarde les extraits sur les chaînes de télévision peuvent être présentées de manière sensationnelle qui cache leur réalité, mais elles font partie de la réalité de la vie. Tandis que l'immigration des homosexuels (homme ou femme) de leurs villes natales vers Istanbul est l'un des problèmes sociaux de la Turquie, même nos amis homosexuels restent aveugles envers cela (*bunu farketmede aciz kaliyorlar*). On avait traité le sujet dans le numéro précédent de *Kaos GL*. Si « quelques échappades » sont présentées sensationnellement, cette réalité reste en cachette et personne ne demande de quoi échappent-elles ces personnes.

À ce point-là, je demande : de quoi attendaient les amis de Lambda par la présence de nos amies d'Ordu dans l'émission *Sıcağı Sıcagina* ; est-ce qu'ils ont participé à l'organisation de cela ou bien ils n'ont pas pu empêcher nos amies d'Ordu qui voulaient y participer, ou bien ils n'ont même pas senti le besoin de les empêcher ? Ces questions ne doivent pas rester sans réponse. Si je ne peux pas obtenir des réponses à mes questions, j'affirme que cela sera le point pique d'une irresponsabilité. Car, *Sıcağı Sıcagina* était déjà une faute horrible, alors ne pas s'en apercevoir sera une irresponsabilité envers le mouvement homosexuel en Turquie.

Je veux répéter ; personne d'autres que nous ne peut être chargé de nos problèmes à nous et chaque pas que nous faisons sera encre dans l'histoire, nous devons être vigilants et responsables.

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Le réseau de distribution de la revue <i>Kaos GL</i>	428
ANNEXE 2 : Les recherches académiques sur l’homosexualité et sur les personnes LGBT	432
ANNEXE 3 : L’article publié dans le journal <i>Le Monde</i>	438
ANNEXE 4 : Le processus de fondation et de fermeture des partis politiques kurdes	440
ANNEXE 5 : Déclaration de presse rédigée par le groupe Lambdaïstanbul afin de présenter les objectifs du groupe, au cours des préparations de Christopher Street Day en 1993	441
ANNEXE 6 : Une partie du discours d’ouverture d’Oya Burcu au cours du symposium de 2003 organisé par le groupe Kaos GL, traduit en français	442
ANNEXE 7 : La pétition rédigée par Lambdaïstanbul, dans le cadre de la campagne « Touche pas à mon association ! »	444
ANNEXE 8 : Le questionnaire de l’enquête organisée par la revue <i>Kaos GL</i> dans son douzième numéro (juillet 1995)	445
ANNEXE 9 : Les résultats de l’enquête réalisée par le groupe Kaos GL et publiée en janvier 1998	448
ANNEXE 10 : La traduction de l’article de Yeşim Başaran, in <i>Kaos GL</i> , numéro 26, octobre 1996	451

TABLE DES FIGURES

<i>Figure 1: Les costumes de Zeki Müren</i>	138
<i>Figure 2 : Bülent Ersoy, lors d'un procès des années 1980</i>	143
<i>Figure 3 : Seyfi Dursunoglu et son personnage Huysuz Virjin</i>	153
<i>Figure 4 : Une caricature dessinée par Can Barslan. – Comment t'es un homosexuel conservatif ? Tu n'avais pas pu conserver la chose essentielle que tu devrais. – T'es maniaque ou quoi ? Va-t'en !</i>	156
<i>Figure 5: La répartition par an des travaux réalisés entre 1994 - 2011</i>	174
<i>Figure 6 : La marche de fierté homosexuelle en juin 2010. Entre 2003 et 2010, le nombre des participants augmenta de cinquante à plusieurs centaines de personnes</i>	227
<i>Figure 7: Photo prise au cours de la manifestation du 7 juin 2008</i>	247
<i>Figure 8: Les couvertures du premier et du 105^{ème} numéros de la revue Kaos GL.</i>	268
<i>Figure 9 Les villes d'où sont envoyées les lettres publiées dans la revue Kaos GL.</i>	293
<i>Figure 10 : Les villes d'où sont envoyées les lettres durant les trente premiers numéros de la revue Kaos GL.</i>	295
<i>Figure 11: L'article publié dans le journal Hürriyet, en 1996, sur la revue Kaos GL</i>	356
<i>Figure 12: Les photos de Dinçdağ et d'Arman parmi 22 photos publiées sur le site internet du journal Hürriyet (http://fotogaleri.hurriyet.com.tr/galeridetay.aspx?cid=23325&rid=2&p=1)</i>	385
<i>Figure 13 : La chaîne de distribution de la revue envisagée en fin 1997. Les villes en mauve indiquent les anciens points de distribution, celles en rouge montrent l'état avec les librairies Kelepir.</i>	429
<i>Figure 14: Les points de distribution en 2007, source : http://www.kaosgl.org/node/1422</i>	430

Figure 15 La distribution par ville _____ 431

Figure 16 Le nombre des travaux réalisés par an _____ 435

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1: L'évolution du nom du cours « Les principes d'Atatürk et l'histoire de révolution »
_____ 37

Tableau 2: Le processus du procès de fermeture de l'association Lambdaïstanbul _____ 245

Tableau 3 : Les changements d'appellation de la revue Kaos GL _____ 270

Tableau 4 Les villes d'où sont envoyées plus de dix lettres publiées dans la revue Kaos GL. 292

Tableau 5 : Les articles publiés sur le mouvement homosexuel au fil des numéros _____ 316